

Alexandros Dagkas

**Le mouvement social dans le Sud-Est européen
pendant le XX^e siècle :
questions de classe, questions de culture**

Editions épicode
Thessalonique 2008

ISBN :
© 2008 Editions épicode
Thessalonique 2008

Table des matières

Prologue

Introduction

I. Questions de nation

1. Le mouvement ouvrier dans le Sud-Est européen pendant la période de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Continuités et ruptures

2. Les mouvements sociaux dans le Sud-Est européen comme facteur d'association des peuples : le cas de la constitution de fronts en Grèce pendant l'entre-deux-guerres

3. Constantinople - Istanbul. Rêve et réalité pour les Grecs

4. Le mouvement ouvrier en Grèce, pendant la Deuxième Guerre mondiale et l'occupation du pays par les puissances de l'Axe

5. Old Blunders, New Aberrations: The Marxists versus Nationalism and Racism

6. Globalisation and Nation-State: The "Balkanisation" of the Balkans

7. Ideological Inclinations and Cultural Changes in a Globalised Europe. Effects on Greece

8. From "Bread, Education, Freedom" to the Activities of NGOs: The Attempt at Transition of the Fight for Human Rights in Greece from the Traditional Social Framework to Volunteering, and its Burdens

II. Une particularité dans le mouvement social : les Juifs

9. Questions méthodologiques soulevées par l'étude du mouvement social juif de Salonique à partir de 1912

10. Tempêtes sociales en Méditerranée orientale pendant les années 1920 : étude comparative de la participation des Juifs de Grèce et de l'Orient arabe au mouvement ouvrier

III. La culture ouvrière

11. Peasants and Workers in Tobacco Production in Greece, Nineteenth and Twentieth Centuries: Social and Cultural Lives

12. Greek Islanders in the Maghreb: Sponge Fishing in the Interwar Years

13. Le sport ouvrier en Grèce à l'entre-deux-guerres : le cas de Thessalonique

IV. La question du pouvoir

14. Parti communiste de Grèce, section grecque de l'Internationale communiste

15. Les mouvements sociaux et leur rapport avec le bonapartisme

V. Pouvoir et éducation

16. The Labour Movement and the Issue of Public and Private Higher Education: Developments in China and Greece in the Context of Globalisation and the Positions of Local Communist Parties

VI. L'impasse de l'éducation

17. "Freiheit, Gleichheit, Eigentum und Bentham", the Deficit in Social Rights and the Duties of the Academic Community

18. Elements of Collective Memory in Thessaloniki as Teaching Material of History
in Early Childhood Education. The Goal of Familiarising Children with Social Issues

Annexe

Bibliographie

Index

Liste des travaux

Prologue

Les questions abordées dans cette édition (elles sont contenues dans des textes qui, pour la plus grande partie, sont publiés – il s’agit de participations à des volumes collectifs ou de communications à des rencontres scientifiques –) correspondent à des opinions, délimitées par des recherches, qui ont composé des morceaux du puzzle des manifestations visibles du mouvement social en Grèce et dans les régions avoisinantes.

Certaines pages de ce volume sont présentées dans la langue dans laquelle elles ont été tout d’abord écrites, en anglais. Ce fut un choix conscient. Etant donné qu’il s’agit d’une langue qui, dans la plupart des pays, a banni dans une large mesure la francophonie comme moyen de communication, la traduction des textes anglais a été jugée inutile.

Remerciements

Des remerciements sont dus à Mme le Professeur Hélène Antoniadis-Bibicou et à M. le Professeur André Guillou, de l’Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, à l’historien Giorgos Leontiadis, ainsi que à mes collègues de l’Université Aristote de Thessalonique, professeurs Mme Kyriaki Tsoukala et M. Périklis Pavlidis, et de l’Université La Trobe de Melbourne, professeurs Mme Toula Nicolacopoulos et M. George Vassilacopoulos, pour les discussions sur des questions liées au mouvement social et à la théorie du changement social.

Introduction

Dans un grand nombre d'études dans les sciences de l'homme et de la société, l'abandon remarqué de la classe en tant que catégorie d'analyse au profit de l'approche culturelle et psychanalytique engendra un scepticisme chez ceux qui se déclarent partisans du rationalisme dans le contexte de la modernité¹. Il s'agit clairement d'un choix qui conduit à un conflit idéologique en ce qui concerne le principal, la culture (qui est bien sûr un mode d'approche important) ou l'économie. Les historiens favorables aux « grands récits » ne déniaient pas que la culture, en tant que produit de la civilisation humaine, joue un rôle important, cependant ils ont des opinions divergentes sur le point de vue selon lequel celle-ci est le facteur principal et constitue l'élément de base dans le processus de construction des systèmes de modèles, de codes, de valeurs etc.² et non le mode de production.

Cependant, l'approche du fait historique, sur la base de la catégorie du mode de production adopté par le chercheur du mouvement social, ne décourage pas la combinaison de l'étude des thèmes de la classe et de la culture. Face aux deux tendances dont l'une rejette le poids sur le mode de production et l'autre sur la culture, l'historien qui continue de considérer la première comme plus importante dans la construction des valeurs, de la conscience et de la culture elle-même, peut faire une composition, s'intéresser également aux deux éléments – économie et culture – en intégrant dans ces études le domaine de la culture et de son rôle dans les processus mentionnés ; enrichir son optique en se tournant vers des recherches sur la culture du mouvement social et sur ses composantes dans des champs plus larges que ceux qui l'intéressaient dans le passé.

Ce livre constitue un tel exemple d'enrichissement de la recherche fondée sur le mode de production et sur la stratification en classes avec des éléments de la superstructure.

Dans notre problématique, la culture, en tant que socialisée (il n'existe pas de culture hors de la société), reflète un processus matériel et mental qui est unique³.

Certains des problèmes de culture, que nous abordons, correspondent à des manifestations de groupes sociaux qui partagent des éléments communs d'identité tels que le sentiment national. Le lecteur peut trouver des éléments sur notre optique qui sont relatives aux catégories de classe et de nation dans le chapitre où nous nous intéressons aux Juifs.

D'autres questions de culture, qui sont relatives à la défense des droits fondamentaux de l'homme, se trouvant aujourd'hui dans l'actualité avec un contenu différent de celui qu'ils avaient par exemple immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, nous ont intéressées en ce qui concerne leur contenu social. Par rapport à ce point, nous considérons que, parmi les valeurs que les hommes ont défendues au cours du XX^e siècle, la protection des droits avait abouti à un formalisme et les idéaux abstraits soulignaient les individualités, tandis que seule la solidarité donna un sens à la liberté et à l'égalité. Nous partageons l'opinion que la solidarité sociale est le lieu dans lequel l'action en faveur de la liberté et de l'égalité doit se placer. La

¹ Cf. Alex Callinicos, *Against Postmodernism: A Marxist Critique*, Polity Press, Cambridge 1991, passim; Marc Angenot, *Le Marxisme dans les Grands récits*, L'Harmattan, Paris 2005, passim.

² Des philosophes de la langue considéraient que l'instrument d'analyse le plus important en vue de la compréhension de la conscience de l'homme est le discours, le texte et non la classe sociale, cf. Grahame Lock, *Wittgenstein. Philosophie, logique, thérapeutique*, Presses Universitaires de France, Paris 1992, passim; A. G. Grayling, *Wittgenstein*, Oxford University Press, Oxford etc. 1996², passim.

³ La notion de la culture se prête comme référence à l'ensemble des obtentions matérielles et intellectuelles de l'humanité. Toute création culturelle, du moment où elle constitue une matérialisation d'une action commune (sociale), fonctionne comme code de significations qui, potentiellement, s'adressent à tous les hommes, cf. Périclès Pavlidis, «Σύγκρουση των πολιτισμών και παιδεία της πολυπολιτισμικότητας. Κριτική θεώρηση της φιλελεύθερης άποψης [Conflit des cultures et éducation du multiculturalisme. Considération critique de l'opinion libérale]», dans *Η φιλοσοφία του πολιτισμού [La philosophie de la culture]*, Ionia, Athènes 2006, pp. 184-196.

liberté, l'égalité et la solidarité ne se trouvent pas au même niveau, non pas parce qu'un idéal est supérieur à l'autre mais parce qu'elles ont des rôles différents à jouer. Nous devons parler de « liberté dans le contexte de la solidarité sociale⁴ ».

La recherche, de notre part, du rapport de la culture avec le mouvement des classes, des nations et des autres groupes sociaux s'oriente vers l'éclaircissement du contenu du pouvoir, qui constitue le noyau de leur action. Par rapport à cette question importante, celles de culture politique du parti ouvrier et du pouvoir du parti nous ont intéressées.

Le parti ouvrier, face à la culture dominante pour laquelle les forces au pouvoir prétendaient qu'elle avait un caractère œcuménique, a élaboré sa propre culture politique.

La définition de la culture du parti peut s'appuyer sur le point de vue qu'en général, dans la culture est comprise, entre autres, un faisceau composé de valeurs, de convictions, de mentalités et de pratiques qui constituent le mode de vie d'un groupe⁵. Si nous admettons également que la culture est, de plus, un mode d'appartenance à un groupe⁶, nous pouvons dire, par rapport au parti ouvrier, que le processus de participation à un mode de vie commun, la communication entre les membres, la foi dans le parti, constituent historiquement des éléments de la culture du parti.

L'examen de la mentalité du parti ouvrier montre les conceptions du groupe social qui le constituait, la façon dont ses membres interprétaient le monde autour d'eux. La manière, dont ceux-ci utilisaient les méthodes marxistes d'analyse pour la recherche des relations entre les formes culturelles (superstructure) et l'économie politique (base), est acquise. Est également abordé le mode par lequel ces derniers tentaient d'interpréter et de former le monde politique autour d'eux en utilisant des éléments culturels tels que le mythe, le rituel, le langage, le symbolisme. Les utilisations de ces éléments culturels délimitaient la place de chacun dans le parti, influençaient la perception des faits qui avaient trait au parti et créaient des possibilités de réponses individuelles ou collectives. Dans l'environnement du parti ouvrier, dans lequel étaient contenus des éléments variés en état d'interdépendance et dans lequel agissaient des forces philosophiques qui promouvaient la dialectique et adoptaient l'optique de l'interaction des hommes, se formaient des personnalités qui croyaient au changement de la société et excluaient une coexistence pacifique et non conflictuelle des classes.

La culture politique du parti ouvrier (l'ensemble des idées politiques et des actions politiques, leurs caractéristiques formelles, les qualités spécifiques) était une culture du pouvoir. C'était un système de règles, posées par la direction à la base du parti et de la base à la masse sociale (avec une rétroaction vers la direction inverse, bien qu'ayant un caractère habituellement non essentiel) qui créaient un cadre dans lequel se manifestaient les conceptions et la pratique des communistes.

Dans la même optique selon laquelle la culture est constituée de créations de l'homme en esprit et en matière, nous considérons pareillement que le parti ouvrier produisait une culture politique, à savoir produisait d'une part un système de notions pour définir sa culture et d'autre part un système de pratiques pour appliquer sa conception au pouvoir. Par exemple, un système de notions définissait le mode de prise de décisions (pouvoir de la direction sur la base et pouvoir de la base sur la direction, dans la forme à double sens du centralisme démocratique) et un deuxième système matériel (organisations de base, structure de la direction etc.) concrétisait les décisions.

⁴ "Freedom in solidarity", cf. Toula Nicolacopoulos - George Vassilacopoulos, *Hegel and the Logical Structure of Love: An Essay on Sexualities, Family, and the Law*, Avebury Series in Philosophy, Ashgate Publishing, Aldershot etc. 1999, pp. 29-30.

⁵ Cf. Dimitris Tziovas, «Η κουλτούρα ως βασική έννοια [La Culture en tant que notion fondamentale]», introduction à la traduction grecque de Terry Eagleton, *The Idea of Culture*, Blackwell, Oxford 2000, p. 17.

⁶ *Ibid.*

Par rapport à l'influence de la théorie et de l'idéologie sur la pratique, nous pouvons remarquer que, dans le parti ouvrier, sa culture politique était un produit de l'interaction de différentes structures, donc incluait les élaborations idéologiques qui étaient dissimulées dans sa structure elle-même. La culture politique du parti était vécue au niveau affectif et mental, produite au sein d'un système théorique qui était fermé et introverti disposant de sa propre logique, cependant elle restait certaines fois exposée face au rationalisme de son propre système. La « foi [aveugle] dans le parti » constitue un exemple caractéristique de phénomène, qui, bien que la culture politique du parti ait été intégrée dans un système rationaliste et scientifique, réfutait la rationalité elle-même du système en question.

En opposition avec la pensée que la diversité fournit une stimulation aux membres d'un groupe social et que la friction entre les divers groupes (par exemple les classes) de la société a une importance vitale⁷, dans le mouvement communiste a prédominé la perception que les différences dans la culture politique du parti qui résulteraient de la friction ne créaient pas de conditions pour le progrès de la matérialisation des objectifs. Dans le parti, la culture politique fut nivelée, en ce qui concerne les éléments individuels de chaque membre, et par la suite fut homogénéisée en un modèle généralisé. Habitues à penser selon des conditions relatives au fonctionnement des machines, les dirigeants considéraient que le parti était une machine, qui devrait être bien huilée pour fonctionner sans heurts, munie de rouages fabriqués de la meilleure matière, et que la friction était une perte d'énergie⁸. Ils n'adoptaient pas l'argument opposé selon lequel, s'il existait différents ensembles dans le parti – l'un central et les autres régionaux –, seraient provoquées des frictions qui favoriseraient la créativité et le progrès.

Dans le champ de l'action, la culture politique du parti ouvrier, renfermant les forces humaines subjectives et les facultés qui se concrétisaient dans l'action (la conscience, les connaissances, la conception du monde, l'expérience, etc.), comprenait l'activité organisée dans le champ du travail culturel éclaircissant. Un système de mesures, qui contribuaient à éduquer et à éclairer politiquement les membres, à former leur Weltanschauung marxiste, tout en acquérant simultanément des connaissances économiques, à élever leur niveau culturel et à développer leurs facultés, constituait une partie inhérente de l'activité idéologique du parti ouvrier.

Par rapport à la vie quotidienne et la culture de la classe ouvrière, notre problématique s'appuie sur la perception du caractère de classe de la culture dans une société où dominaient les antagonismes de classe (en dehors d'une culture générale, qui a été créée au cours des siècles passés, existe parallèlement une autre, créée dans chaque classe, qui a intégré ses propres systèmes de perceptions et de pratiques).

Puisque la culture ouvrière ne s'identifie pas à la culture du parti ouvrier (les comportements politiques du parti sont susceptibles de ne pas influencer la culture de la classe ouvrière), ont été mis historiquement en évidence par le parti des valeurs, des attitudes de vie, des idéaux, qui combattaient la culture non de classe, non émancipée, désorientée des ouvriers⁹. Le parti approuvait la continuité historique, la tradition portée par les travailleurs, en sachant qu'il ne pouvait pas leur proposer d'exclure tous les éléments de leur culture préexistante. Il a pris soin cependant d'intervenir et de donner à la culture ouvrière une nouvelle dimension. Dans l'exemple de l'athlétisme ouvrier, le parti, s'appuyant sur une

⁷ Cf. T. S. Eliot, *Notes Towards the Definition of Culture*, Harcourt Brace, New York 1949, p. 58; Tziovas, «Η κουλτούρα ...», *loc. cit.*

⁸ A comparer avec les pensées d'Eliot, *Notes ...*, *loc. cit.*, qui se référaient à l'ensemble de la société.

⁹ En ce qui concerne les tendances, de la part des historiens, d'une étude de la culture ouvrière qui permettrait d'évaluer les ruptures avec l'ordre dominante et la construction d'une identité ouvrière spécifique, cf. Charles Heimberg, « Culture ouvrière et vie quotidienne: vers de nouvelles perspectives de recherche sur le mouvement ouvrier », *Histoire sociale et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique - Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung. Eine historiographische Bilanz, 1848-1998*, sous la direction de Brigitte Studer et François Vallotton, Editions d'en bas et Chronos, Lausanne - Zürich 1997, pp. 137-149.

tendance existante à l'intérieur de la classe ouvrière, qui avait créé une habitude et une tradition, a entrepris de conduire les ouvriers dans ce domaine afin qu'il concurrence la culture de la classe bourgeoise.

La dite question revêt une grande importance pour la détermination du caractère de l'action du mouvement ouvrier pendant le XX^e siècle. Le parti, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, disposait d'un état-major qui détectait les besoins des ouvriers. Ensuite, les initiatives étaient dirigées du sommet vers la base, étant donné que les ouvriers, dans des conditions défavorables et en étant non éduqués, disposaient seulement de marges étroites pour produire des idées et pour acquérir des besoins culturels. Cependant l'expérience a montré que, de n'importe où une initiative seulement du sommet commença, celle-ci n'a pas survécu. L'action du sommet devait rejoindre les besoins qui provenaient de la base et, ensuite, tenter de les restructurer en une construction culturelle compatible avec les visions de la classe ouvrière.

Une dernière unité de ce livre comprend des questions d'éducation. La qualité d'enseignant universitaire a conduit l'auteur à s'intéresser à des réflexions de la communauté académique par rapport à l'actualité de cette époque.

L'élément qui reste à déposer dans cette introduction est une déclaration par rapport à la vérité historique.

L'historien progressiste forme une perception de la vérité qui est relative à son positionnement théorique, idéologique et politique, plus généralement à sa conscience. Il a été dit que la « vérité » est le degré de fidélité de quelqu'un au fait révolutionnaire¹⁰. Nous pouvons dire, en d'autres termes, que, devant un fait, l'historien progressiste, recherchant la vérité historique, valorise ses choix théoriques, concrètement l'opinion qui indique que doit être pris en compte le cadre social dans lequel prime l'économie, l'organisation de celle-ci, sa jonction avec l'époque où celle-ci fonctionnait. Pour découvrir la vérité du fait, les historiens qui adoptent cette approche posent dans le noyau de leur réflexion le contenu révolutionnaire du fait. Révolutionnaire est le contenu selon lequel n'est pas ignoré l'environnement du fait – l'environnement social –, qui a une économie donnée à une époque donnée, plus concrètement n'est pas ignoré le mode de production et la lutte des classes. Si, au contraire, l'historien ne voit pas les choses dans un cadre social relativiste, il est conduit à un culte du fait¹¹ et alors, éventuellement, il les manipule. Le thème principal pour l'historien n'est pas seulement de trouver les faits dans les sources, mais de devenir le porteur de l'issue, au sein de laquelle les faits eux-mêmes parleront, afin que la vérité historique apparaisse dans son aspect le plus essentiel. Cette issue est la perspective du changement social en direction de la libération de la conscience de l'homme et de son émancipation.

¹⁰ Cf. Alain Badiou, *Infinite Thought. Truth and the Return of Philosophy*, Continuum, London 2004, passim; Nicolacopoulos - Vassilacopoulos, *Hegel ...*, *op. cit.*, passim.

¹¹ "Fact worship", cf. Toulia Nicolacopoulos - George Vassilacopoulos, "White (Greek-) Australian Cultural Memory and the Visionary Appropriation of History", in Vrasidas Karalis (ed.), *Cultural Memory* (Special Issue of *Modern Greek Studies - Australia and New Zealand*), Sydney 2006, pp. 142-151.

I. Questions de nation

1. Le mouvement ouvrier dans le Sud-Est européen pendant la période de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Continuités et ruptures

Dans le Sud-Est européen, la recherche historique dépiste des mouvements sociaux de classe tels que les mouvements bourgeois du XVIII^e et du XIX^e siècle, les mouvements paysans et ouvriers du XIX^e et du XX^e siècle. Sont repérés également des mouvements interclasses, comme par exemple les mouvements des intellectuels du XVIII^e et du XIX^e siècle, le féminisme, le mouvement de la jeunesse. Les composantes de chaque mouvement social étaient multiples tant au niveau des formes d'organisation que des formes d'expression. En tant que formes d'organisation, nous pouvons citer les commissions, les clubs, les corporations, les partis qui développèrent une activité dans la région. Parmi les formes d'expression se trouvaient la diffusion des idées, les rassemblements et les manifestations, toutes sortes de combats dans les villes et à la campagne. Historiquement, à partir du moment où chaque classe ou chaque groupe interclasse développa sa conscience et acquit le sentiment d'un rôle, la prise d'initiatives sur l'évolution de l'organisation de la société, à laquelle elle appartenait, dépendait du niveau de développement de son mouvement¹².

Le présent texte se réfère surtout au mouvement de la classe ouvrière dans les pays du Sud-Est européen, mouvement qui historiquement joua un rôle considérable au XIX^e siècle et déterminant au XX^e siècle dans les évolutions dans la région. Cette préférence de notre part rappelle la tendance qui domina pendant les années 1960 dans la bibliographie comme terminologie établie, généralement acceptée, selon laquelle étaient appelés « mouvements sociaux » les mouvements ouvriers ou du moins tous mouvements promettant le changement social – par une réformation radicale ou un renversement révolutionnaire – de l'ancien régime et l'établissement d'un nouveau régime qui représenterait les intérêts des classes sociales populaires. Nous prenons par exemple la revue *Le Mouvement social*, dans laquelle les thèmes qui ont été sujets à discussion sont liés au sort du mouvement ouvrier¹³. Nous prenons également par exemple les travaux de Georges Haupt¹⁴, dans lesquels comme « mouvement social » est entendu le mouvement ouvrier.

En parlant du Sud-Est européen et en recherchant les changements dans les rapports de production au cours des derniers siècles, nous considérons que chaque question générale mise en avant dans l'histoire de l'évolution sociale de la région constitue un pôle de référence de la marche des mouvements ouvriers balkaniques ; conduit au problème de juger si leur contribution sociale fut édifiante, si les points de départ idéologiques furent justifiés et trouvèrent une issue réaliste dans la revalorisation de la prospérité et de la démocratie dans la région.

¹² Cf. *A Dictionary of Marxist Thought*, edited by Tom Bottomore, Blackwell, Oxford 1991², articles "Working Class" et "Working-class Movements".

¹³ Cf. <http://biosoc.univ-paris1.fr/recherche/mvtsoc/indmvtsoc.htm>

¹⁴ Cf. Georges Haupt, *L'historien et le mouvement social*, Maspero, Paris 1978.

1.1. Nouvelles sources, nouvelles questions posées au cours des recherches sur les mouvements sociaux dans les pays du Sud-Est européen

Le matériau d'archives qui concerne la période de la fin du XIX^e siècle à la Deuxième Guerre mondiale (mais aussi pendant la période suivante jusqu'aux années 1990, pendant lesquelles les partis ouvriers dans la quasi-totalité des pays dans le Sud-Est européen détenaient le pouvoir) acquit une importance accrue.

L'obstacle le plus sérieux, comme on le sait, dans le passé, dans l'étude de l'histoire du mouvement social du Sud-Est européen et les complications qui en résultaient étaient une implication de la science dans les finalités politiques. L'une des conséquences du conflit idéologique et politique parmi les systèmes sociaux en vigueur au cours de la Guerre Froide fut la lutte des idées ; l'idéologie de chaque historien était évidente selon la problématique et l'optique qu'il adoptait pour l'achèvement d'une recherche scientifique.

Sur cette question, il est utile, bien que superflu, de souligner l'évidence selon laquelle, en nous référant aux identités idéologiques des chercheurs nous ne remettons pas en cause l'« objectivité » de leurs recherches. Les chercheurs adoptent des hypothèses de travail et s'acheminent vers leur vérification ou leur non-vérification sous l'influence d'une problématique qui n'est pas neutre puisqu'en même temps, sous l'identité de l'homme de sciences, le chercheur dispose, comme objet politique, d'une idéologie. Toutefois, nous voulons déclarer notre conception selon laquelle, dans un travail scientifique, où les preuves sont approchées par le biais d'une optique philosophique et idéologique déterminée, les choses sont mises en état selon les constatations qui accompagnent l'analyse des éléments des sources. La condition nécessaire est que le travail de recherche s'achève sans que les jugements scientifiques soient altérés pour s'adapter à des conceptions politico-idéologiques préétablies et les vérifier. Le respect des conceptions générales sur la recherche scientifique, la stricte utilisation des méthodes et des instruments pour l'analyse et la synthèse du matériau, sont supposés assurer l'« objectivité » des constatations. C'est d'ailleurs, indépendamment des idéologies, le but recherché de toutes les optiques : l'« objectivité » de la recherche.

Le résultat dans le domaine de l'Histoire de cette lutte des idées fut la possibilité pour seulement un nombre restreint de chercheurs d'accéder aux archives des partis ouvriers balkaniques et l'interdiction d'accès à la plupart de leurs documents. Du moins parmi les chercheurs en Grèce, un mythe s'était forgé pendant toutes ces années, sur les kilomètres interminables de rayons dans les archives de la Troisième Internationale à Moscou¹⁵, sur les archives du parti communiste grec qui étaient conservées à Ivanovo (localité à une distance de trois heures de Moscou), sur les archives de la Fédération communiste balkanique à Sofia. Après 1991, l'accès à certaines archives devint plus aisé. Dans d'autres cas, les portes s'ouvrirent momentanément pour se refermer de nouveau.

Par rapport aux sources, nous nous interrogeons sur un point fondamental qui exige une réponse. Il s'agit de la gestion, de la part des chercheurs historiens, des archives de partis. Nous sommes d'accord, nous supposons, que chaque époque historique se reflète dans des monuments correspondants, dans des sources respectives. Spécialement pour le XX^e siècle, les archives de partis sont une catégorie particulière de sources historiques. La question, donc, qui en résulte naturellement, est, de quelle façon l'historien peut-il approcher les archives de partis. C'est une question qui n'a pas été analysée jusqu'à maintenant et à laquelle il n'a pas été répondu scientifiquement : comment l'historien approche et comment gère-t-il une catégorie particulière du matériau que constituent les archives de partis.

Le problème contemporain en ce qui concerne les archives accessibles des partis et les thèmes historiques qui sont élucidés à partir de leur contenu est l'inverse de ce qui se passait dans le passé. Auparavant, jusqu'en 1990, le problème essentiel des chercheurs s'intéressant aux paramètres de l'histoire sociale qui étaient liés aux pays et aux régimes

¹⁵ Cf. Oleg Naumov, "The Present Condition of the Comintern Archives", *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, edited by Mikhail Narinsky - Jürgen Rojahn, International Institute of Social History, Amsterdam 1996, pp. 13-16.

sociaux de l'Europe du Sud-Est et de l'Est, était la pauvreté des sources, la réalité des archives de partis non accessibles. Après 1990, subitement, nous passons à l'opposé ; des milliers de documents journalièrement sont soumis au jugement de la communauté scientifique.

Le surcroît d'offre engendre un retard dans la méthodologie de gestion des documents. Certains se contentent d'enregistrer les éléments que le dépouillement des textes leur fournit. Néanmoins, la grande question qui demeure est comment sont approchées et évaluées méthodologiquement ces nouvelles archives. Dans cette offre méthodologique, intervient le facteur dans quelle mesure l'historien connaît la structure du mouvement ouvrier, perçoit la culture des membres du mouvement ouvrier, a l'expérience vécue des questions qu'il recherche.

La nouvelle situation pose à nouveau des questions d'approche du matériau de recherche. Nous pouvons citer l'une de celles-ci qui a trait aux règles de moralité liées au tâtonnement et à la publication d'éléments d'un matériau d'archives relativement récent. L'absence d'un code élaboré de déontologie qui aurait des réponses toutes prêtes face aux doutes sur la « légitimité » de la publication des éléments de nature personnelle et d'autres informations sensibles est un vide qui provoque une difficulté pour faire face aux problèmes connexes.

Par rapport à la méthodologie d'approche des archives de partis, nous pouvons citer de manière indicative la nécessité de classement des documents d'un tel matériau. Il est possible que soit exigée tout d'abord la constitution d'un répertoire, lorsqu'il s'agit de documents sans numéro de code d'archives ou non classés. Un simple classement des documents des archives de partis peut se faire sur une base territoriale et temporelle, en ordonnant chronologiquement le matériau par référence à des stades importants de l'histoire générale de l'espace géographique auquel elle se réfère. Dans d'autres cas, un classement plus poussé peut se faire par thèmes, par le choix de facteurs qui transparaissent avec une fréquence accrue dans chaque texte et par la création d'unités thématiques correspondantes de documents. Un problème fréquent est la difficulté de classer un document dont le contenu se prête à de multiples axes thématiques. Ensuite, l'intérêt par rapport au contenu des archives de partis commence à augmenter avec le repérage de nombreux niveaux de lecture. Un niveau est relatif à l'estimation de ce que les mouvements ouvriers ont apporté de nouveau, chacun dans chaque pays de la péninsule balkanique. Un autre niveau constitue la position des mouvements ouvriers au cours du XX^e siècle mouvementé face aux questions sociales, politiques et idéologiques qui ont surgi ; la forme d'organisation de la classe ouvrière, l'adoption d'une idéologie, le choix d'une stratégie et d'une tactique des organisations professionnelles et politiques de la classe ouvrière, l'adoption de la théorie du réformisme ou de la subversion sociale, l'attaque ou la défense au cours de l'opposition avec les couches sociales adverses, la formation d'une culture ouvrière et d'un mouvement culturel, sont certains thèmes à débattre. Le fonctionnement même des organisations de la classe ouvrière, des syndicats et des partis politiques, constitue une question de recherche autonome puisqu'elle est liée – entre autres – à l'identité culturelle du mouvement et de ses membres, avec la formation des clichés qui caractérisaient les comportements collectifs et individuels.

En résumant, nous voulons souligner que les archives de partis contribuent au réchauffement du dialogue scientifique. Le fait qu'un matériau – qui depuis des années demeurait dans l'ombre, inconnu ou non valorisé – émerge dans l'actualité et est sujet à discussion à l'égard de la communauté académique, constitue sans aucun doute une évolution positive. Le progrès pour la science historique, en raison de l'élargissement de la base des archives, offre la possibilité de faire promouvoir la discussion scientifique sur des thèmes capitaux de l'histoire de l'Europe du Sud-Est du XX^e siècle. La question nationale, la question sociale, les guerres, la politique des Etats et les relations interétatiques seront mises à jour de manière plus marquée.

1.2. La question nationale et la question sociale. Continuités et ruptures

Un thème dans le Sud-Est européen qui présente un intérêt crucial pour la recherche historique et qui est lié à la création et à l'évolution de chaque nation au cours des époques

plus anciennes, est la corrélation du facteur national et du facteur social. Les mouvements nationaux et ouvriers balkaniques, avec une graduation d'intensité de leur activité selon les pays, constituent une réalité historique que le chercheur de l'histoire du XIX^e et du XX^e siècle ne peut contourner.

L'examen de l'histoire de la question nationale en Europe du Sud-Est, par rapport à la question sociale, met l'accent sur un phénomène qui se rencontre également dans d'autres pays européens. Les mouvements sociaux se posant contre le statu quo social, tels que le mouvement ouvrier, qui agissaient en réalisant leurs organisations et en développant leur action, subirent l'influence des traditions nationales des luttes de libération. La marche différente de développement des mouvements de libération nationale dans le temps détermina l'expression correspondante des dispositions révolutionnaires, la naissance et l'évolution des organisations, le cadre de l'idéologie qui fut adoptée. Avec le maintien de la question nationale dans l'actualité, dans la région, de façon ininterrompue au cours du XIX^e et du XX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, est simplement mise en valeur l'importance de l'étude du mouvement de justice sociale comme facteur des histoires nationales des pays du Sud-Est européen.

L'étude de l'histoire de la question sociale en Europe du Sud-Est comme facteur des histoires nationales révèle certaines particularités :

1) La différence de phase dans le développement des mouvements de libération nationale forma des différences correspondantes de phase dans l'évolution par pays du mouvement ouvrier.

La particularité du mouvement de libération nationale grecque par rapport au mouvement de libération nationale bulgare, serbe, roumain tient au fait que, dans les limites de l'Empire ottoman, le sentiment de libération nationale et démocratique parmi les Grecs trouva très tôt une issue et parvint à créer l'Etat néohellénique.

Dans une région de l'Europe où le développement du capitalisme et l'établissement des structures sociales bourgeoises se présente comme en retard en raison du système anachronique de la domination ottomane, le siècle des Lumières du Sud-Est européen a ses propres caractéristiques particulières, qui ne ressemblent pas au courant idéologique correspondant en Occident et aux luttes de la classe bourgeoise contre la féodalité. Parmi les mouvements idéologiques balkaniques, le mouvement grec s'est appuyé sur la supériorité des Grecs dans le champ de l'économie et de l'administration ottomane, ainsi que dans l'accumulation du capital dans les colonies florissantes de l'hellénisme émigrant. Les Lumières néohelléniques se situent dans la période comprise entre 1709 et 1821 (dates dont la première constitue la remise du pouvoir des principautés danubiennes entre les mains des Phanariotes et la seconde celle de l'ouverture de la lutte pour l'indépendance contre le joug turc), ou entre 1774 et 1821 (si nous prenons comme début le traité de Kutchouk-Kaïnardji, ayant pour résultat l'accélération du développement du commerce et de la navigation grecs ainsi que l'évolution de l'hellénisme moderne). Par la suite, cependant, vers 1840, dans une nouvelle phase d'évolution de l'esprit et des idées, les Lumières néohelléniques subirent une interruption comme conséquence des priorités données par l'Etat néohellénique à la création d'un tissu national cohérent¹⁶. La nouvelle idéologie de l'irrédentisme qui concernait des régions ayant des populations grecques sous domination ottomane n'ayant pas été libérées, ne put adopter des demandes sociales ; l'Etat hellénique et l'Eglise, institutions hostiles aux idées sociales modernistes, dominèrent comme chefs de file.

Au contraire, dans d'autres pays du Sud-Est européen, le mouvement de libération nationale se manifesta plus tard et coïncida avec le mouvement social. Les idées de l'évolution sociale, dans les conditions d'apparition de nouveaux rapports de production et d'accroissement arithmétique des couches sociales de la ville, furent créées au sein et à côté

¹⁶ Cf. K. Th. Dimaras, *Νεοελληνικός Διαφωτισμός [Les Lumières néohelléniques]*, Hermis, Athènes 2002⁸, passim; Andréas Lympératos, «Nicolai Todorov», *Ενθέματα - Αυγή [Interventions - Aurore]* (Athènes), 5-10-2003, pp. 24-25.

des mouvements nationaux et trouvèrent une continuité dans le mouvement social, dans le socialisme¹⁷.

2) Une seconde particularité est repérée dans les différences aux niveaux de l'organisation et de la production de l'idéologie du mouvement ouvrier.

En référence aux racines du mouvement social dans les pays du Sud-Est européen, l'étude de l'histoire des mouvements sociaux populaires dont chacun était représenté par une classe, conduit à la constatation que ces derniers suivirent des voies d'évolution différentes, en formant des modèles respectifs. Parmi les mouvements de classe populaires, les mouvements ouvriers, fondés au cours du dernier quart du XIX^e siècle, promurent la vision de la justice sociale et de la paix mondiale. En Bulgarie, Serbie, Roumanie et ailleurs, les mouvements ouvriers, ayant chacun une activité dans son pays, réalisèrent des formations primaires d'organisation (surtout des syndicats professionnels et des partis politiques) et développèrent leurs luttes dans leur milieu d'origine (grèves et autres mobilisations des syndicats professionnels, activités des partis politiques) en correspondance avec le niveau de développement de la société et de la conscience sociale.

Alors que pourtant, dans ces pays, exista une production locale d'idéologie relative aux idées sociales à partir du XIX^e siècle, l'idéologie du mouvement social en Grèce ne fut pas créée sur place. En ce qui concerne la création d'un parti ouvrier grec, est décelée une spécificité : à l'opposé des autres partis ouvriers, qui, au sein de conditions économiques et politiques égales à celles grecques, existaient déjà depuis le XIX^e siècle¹⁸, l'organisation du mouvement grec vint dans le pays tardivement, tout juste en 1918¹⁹. Les différences qui couvaient cette particularité découlaient du retard de développement du capitalisme en Grèce

¹⁷ Pour les évolutions en Bulgarie, cf. Charles Jelavich - Barbara Jelavich, *The Establishment of the Balkan National States, 1804-1920*, University of Washington Press, Seattle - London 1993², pp. 128-157; *Международное рабочее движение. Вопросы истории и теории* [Le mouvement ouvrier international. Questions d'histoire et de théorie], travail collectif, Мысл, Москва 1980, pp. 246-247, 343-344, 415-418; Zhivka Damianova, "Bulgaria", contenu dans *The formation of Labour Movements, 1870-1914. An International Perspective*, vol. I, edited by Marcel van der Linden - Jürgen Rojahn, Brill, Leiden etc. 1990, pp. 402-405. Pour la Roumanie, cf. Jelavich - Jelavich, *The Establishment ...*, op. cit., pp. 84-98, 114-127; Nikolae Copoiu, *Le socialisme européen et le mouvement ouvrier et socialiste en Roumanie, 1835-1921*, Editura Academiei Republicii Socialiste România, București 1973, pp. 54-57; Nicolae Jurga, *Istoria Social-democrației din România*, Editura Științifică, București 1990, pp. 12-15. Pour la Serbie, cf. Jelavich - Jelavich, *The Establishment ...*, op. cit., pp. 53-67; John R. Lampe, *Yugoslavia as History*, Cambridge University Press, Cambridge 1997, pp. 46-55; Ivo Banac, *The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*, Cornell University Press, Ithaca (NY) 1984, pp. 21-225; Младен Вукоманович, *Радничка класа Србије у другој половини XIX века* [La classe ouvrière de Serbie pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle], РАД, Београд 1972, pp. 13-121; Mira Bogdanović, "Serbia", contenu dans *The Formation ...*, op. cit., pp. 425-427. En ce qui concerne les régions balkaniques de l'Empire austro-hongrois, pour la Croatie et la Slovénie cf. Banac, *The National ...*, op. cit., pp. 237-269; Günter Schödl, *Kroatische Nationalpolitik und "Jugoslavenstvo": Studien zu nationaler Integration und regionaler Politik in Kroatien-Dalmatien am Beginn des 20. Jahrhunderts*, R. Oldenbourg, München 1990, pp. 82-151, 234-325; Lampe, *Yugoslavia ...*, op. cit., pp. 58-63, 68-69; pour la Bosnie-Herzégovine, cf. *Международное рабочее движение ...*, op. cit., p. 247; Hazim Eminefendić, *Radnicki pokret i KPJ u Jajcu od osnivanja do kapitulacije stare Jugoslavije (1878-1941)* [Le mouvement ouvrier et le Parti communiste de Yougoslavie à Jajce de sa fondation jusqu'à la capitulation de l'Ancienne Yougoslavie (1878-1941)], Jajce 1980, pp. 9-16.

¹⁸ Cf. *Международное рабочее движение ...*, op. cit., pp. 414-415.

¹⁹ Cf. George B. Leon, *The Greek Socialist Movement and the First World War. The Road to Unity*, East European Monographs, Boulder 1976, pp. 101-121; Archives du Parti communiste de Grèce, Athènes, dossier *Το Πρώτο Συνέδριο του ΣΕΚΕ - 1918, Πρακτικά* [Premier Congrès - 1918, Actes].

et du manque de tradition parlementaire²⁰. La diffusion aisée des idées socialistes était un avantage supplémentaire pour l'évolution des autres mouvements balkaniques voisins²¹.

1.3. Questions de la recherche historique non résolues jusqu'à aujourd'hui

Au cours de la recherche sur l'histoire du mouvement ouvrier dans le Sud-Est européen, les questions générales mises en avant concernent des estimations ayant une portée plus large que leurs limites. Ayant le mouvement de chaque pays dans les Balkans comme point de référence des histoires nationales, nous sommes amenés au problème de juger internationalement le mouvement ouvrier comme facteur de l'évolution sociale de cette époque.

Une remarque générale sur le mouvement ouvrier balkanique concerne le critère généralement admis selon lequel, dans la lutte idéologique, nul ne fut sans erreur. Toujours dans un juste point de vue existaient des conceptions non correctes, négatives, qui devaient être rejetées, tout comme inversement dans un point de vue généralement erroné se formaient certains éléments équitables. Indépendamment de la rectitude ou non des conceptions, la recherche historique révèle que les conflits idéologiques mirent en surface des mentalités qui étaient caractéristiques de la culture du mouvement ouvrier.

Dans le bilan du XX^e siècle, les évolutions montrèrent que le mouvement ouvrier balkanique et mondial réalisa une intervention sociale et politique qui ne trouva pas d'issue réaliste dans l'évolution historique de l'humanité, et que ne fut pas justifiée l'application de sa stratégie.

²⁰ Cf. Christos Jecchinis, *Trade Unionism in Greece. A Study in Political Paternalism*, Roosevelt University, Chicago 1967, pp. 11-23; Panagiotis Noutsos, "Greece", contenu dans *The Formation ...*, *op. cit.*, pp. 439-450.

²¹ Pour le progrès du marxisme en Serbie, cf. Charles Jelavich, *Tsarist Russia and Balkan Nationalism. Russian Influence in the internal affairs of Bulgaria and Serbia, 1879-1886*, Greenwood, Westport (CT) 1978, pp. 31-161, 205-274, 162-204; E. П. Наумов, «Из истории русско-сербских культурных связей конца XVIII - первой трети XIX в. [Histoire des relations culturelles russo-serbes de la fin du XVIII^e au premier tiers du XIX^e siècle]», contenu dans *Общественные и культурные связи народов СССР и Балкан XVIII - XX вв. [Relations sociales et culturelles des peuples de l'URSS et des Balkans, XVIII^e - XX^e siècles]*, édité par Г. Л. Арш, Наука, Москва 1987, pp. 5-22; E. П. Львова, «Русско-болгарские культурные связи на рубеже XIX - XX вв. [Relations culturelles russo-bulgares de la fin du XIX^e au début du XX^e siècle]», *Общественные ...*, *op. cit.*, pp. 99-107; Barbara Jelavich, *Russia's Balkan entanglements, 1806-1914*, Cambridge University Press, Cambridge 1991, pp. 143-196; Mirjana Bogdanović, *The Serbian Labour Movement in the Period 1903-1914*, Doctoraat in de Letteren / Rijksuniversiteit Groningen, Groningen 1988, pp. 97-110. Pour la Bulgarie, cf. Charles Jelavich, *Tsarist ...*, *loc. cit.*; Наумов, «Из истории ..., *loc. cit.*; Львова, «Русско-болгарские ..., *loc. cit.*; Barbara Jelavich, *Russia's ...*, *loc. cit.*; John D. Bell, *The Bulgarian Communist Party from Blagoev to Zhivkov*, Stanford University, Stanford 1986, pp. 8-10; Damianova, "Bulgaria", *loc. cit.* Pour la Roumanie, cf. Copoiu, *Le socialisme ...*, *op. cit.*, pp. 47-64; Jurga, *Istoria ...*, *op. cit.*, pp. 22-27. En ce qui concerne les régions balkaniques de l'Empire d'Autriche-Hongrie (Croatie, Slovénie, Vojvodine, Bosnie-Herzégovine), cf. *Международное рабочее движение ...*, *op. cit.*, pp. 246-247; *Историја Савеза Комуниста Југославије [Histoire de la Ligue des communistes de Yougoslavie]*, travail collectif, Народна Книга, Београд 1985, pp. 5-37. Par référence à l'Empire ottoman, pour les régions de la Macédoine et de la Thrace cf. Fikret Adanir, *Die Makedonische Frage: ihre Entstehung und Entwicklung bis 1908*, Steiner, Wiesbaden 1979, pp. 109-133; Лазар Колишевски, *Аспекти на Македонското Прашање [Aspects de la Question macédonienne]*, Култура, Скопје 1962, traduction en grec: Nasa Kniga, Skopje 1986, pp. 9-16; Adanir, "The Macedonians in the Ottoman Empire, 1878-1912", dans *The Formation of National Elites. Comparative Studies on Governments and Non-dominant Ethnic Groups in Europe, 1850-1940*, edited by Andreas Kappeler, New York University Press, New York 1992, pp. 171-172. Pour les Juifs de Salonique, cf. George Haupt - Paul Dumont, *Osmanli İmparatorlugunda Sosyalist Hareketler*, Gozlem Yayinlari, Istanbul 1977, pp. 13-57; Sükrü Ilıcak, "Jewish Socialism in Ottoman Salonica", *Journal of Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 3, N° 3, September 2002, pp. 115-146; Mark Mazower, *Salonica. City of Ghosts*, Harper Collins, London 2004, pp. 285-290.

Il reste à rechercher la question de savoir si sa contribution sociale fut édifiante en comparaison d'autres mouvements sociaux de la même époque (par exemple le réformisme bourgeois) qui partageaient l'idéal du progrès social.

2. Les mouvements sociaux dans le Sud-Est européen comme facteur d'association des peuples : le cas de la constitution de fronts en Grèce pendant l'entre-deux-guerres

2.1. Problématique et approches méthodologiques

Dans les pays du Sud-Est européen, l'ensemble des sujets qui correspondent à l'histoire politique du XIX^e et du XX^e siècle, à l'histoire des luttes de toute sorte qui se déroulèrent dans ce domaine, à l'histoire de la démocratie, aux histoires nationales, à d'autres paramètres connexes, fait référence aux mouvements sociaux. L'angle de vue qui est adopté dans cette étude par rapport aux mouvements sociaux pose comme point de départ la liaison de l'élément populaire avec les revendications sociales au sein particulièrement des luttes de la classe ouvrière.

Dans les intentions de ce texte se situe l'approche de la question du processus d'association des peuples des Balkans au cours des luttes, de classe ou non, que mena ou auxquelles participa la classe ouvrière. Ce rôle, dans un environnement où étaient en vigueur le commun et le différent dans les cultures des hommes²², tout d'abord appartenait à la classe bourgeoise montante. Au cours du XVIII^e et du XIX^e siècle, les couches bourgeoises jouèrent un rôle progressiste pour rétablir une collaboration à un degré élevé, qui contribua au développement de sentiments d'amitié parmi les populations nationales variées. Des dispositions de collaboration s'affermirent. Le même rôle revalorisé, passa, à la fin du XIX^e siècle et pendant le XX^e siècle, dans la classe ouvrière, dans des conditions qui renforcèrent les précédents phénomènes d'approche des couches populaires et des peuples et dans lesquelles furent mis en œuvre les processus de leur assimilation. A une échelle européenne, les bourgeois, montrant leur faiblesse à acquérir, au même degré que les ouvriers, le sentiment qu'ils constituaient une classe ayant des caractéristiques communes, manifestaient des dispositions à promouvoir un intérêt individuel qui agissait désormais de façon suspensive dans l'établissement de liens entre les peuples. Au contraire, le sort commun des ouvriers, qui se constituait en raison de l'expérience de la position commune défavorisée dans la structure économique et sociale, du travail fastidieux et des problèmes quotidiens, fonctionnait comme un tissu de jonction plus fort en comparaison de la non homogénéité dans la conscience des membres de la classe bourgeoise. Le processus d'approche de la classe ouvrière et des autres classes et couches populaires tendait vers la formation d'un état supérieur, celui de l'association, passant par des stades intermédiaires. Nous justifierons ce point de vue en citant des événements historiques de l'entre-deux-guerres qui sont liés à des propositions de création de fronts, tout d'abord à celui du front ouvrier et ouvrier-paysan, ensuite à celui du front populaire plus large.

2.2. Paysans, ouvriers, luttes nationales et de classe

Des couches de la société balkanique, qui, de leur position dans l'organisation sociale, étaient à même de participer à la résolution des problèmes du progrès social, se heurtaient depuis des siècles aux groupes économiquement dominants. Dans l'ancien régime social, de grandes masses vivaient dans des conditions de misère et de soumission. Dans le nouvel ordre des choses, le choix idéologique de la classe bourgeoise fut d'accorder des droits démocratiques au peuple, cependant en adoptant des conditions de pouvoir qui créaient des phénomènes semblables au passé. Les classes inférieures tentèrent de ne pas rester des observateurs inactifs de l'évolution historique. L'histoire du mouvement populaire de la région fut écrite par des actions de spontanéité, pour résoudre des problèmes directs, sans

²² Cf. Hélène Antoniadis-Bibicou, « Conditions historiques de la formation du commun et du différent dans les cultures des pays balkaniques », *Etudes Balkaniques*, Cahiers Pierre Belon, N° 3, Paris 1996, pp. 15-37.

plans d'état-major pour assurer l'issue de la lutte. La pratique sociale des masses populaires contre les groupes dominants se caractérisait, en fonction du critère de l'origine, par le mouvement des couches et des groupes aux faibles revenus. Par rapport aux buts, était recherchée la revalorisation économique et sociale, alors que la tactique comprenait la création d'organisations et la promotion de revendications par le biais de l'affrontement à la classe supérieure.

La couche la plus nombreuse, celle des paysans, sous régime de coercition économique extérieure et de retard intellectuel, se révélait inefficace pour créer des relations avec les couches les plus basses de la ville. Sont également culpabilisées les faiblesses d'organisation qui étaient liées au morcellement local du monde agricole. Alors que toutefois, dans les périodes de paix, une intervention des paysans n'était pas visible, dans les phases d'accentuation des problèmes nationaux et sociaux du XIX^e et du XX^e siècle ceux-ci prirent une part active, montrant de l'héroïsme pour la défense de la nation et de la patrie dans les luttes de libération nationale et dans les guerres justes. En se référant aux conditions de l'économie politique du capitalisme balkanique, le fonctionnement de la loi de l'accumulation capitaliste fonctionna en désagréant les petites exploitations agricoles. Les survies des structures semi-féodales étaient complétées par l'asservissement au capital usuraire et bancaire. La question paysanne, fondement principal des mouvements populaires du XIX^e siècle, restait également un problème sérieux au XX^e siècle, ayant acquis un contenu complémentaire – en dehors de celui antiféodal – anticapitaliste.

La jeune classe ouvrière, ayant ses lignes éparées au XIX^e siècle, connut par la suite une augmentation numérique et une participation sociale et politique plus considérable aux évolutions. La présence quotidienne, la communication et le contact sur les lieux de travail, peuvent être considérées comme des facteurs de développement d'une morale collective qui avait pour axe la solidarité de classe. La communauté d'intérêts avec les autres couches socialement basses au niveau économique et social trouva un terrain favorable à l'extension des sentiments de solidarité au-delà des ouvriers. L'élément local fut repoussé au profit de celui plus large, plus général et s'exprima par l'adoption d'une conception universelle du monde, d'une idéologie sans frontières. L'évolution des facteurs ci-dessus n'était pas linéaire, tout comme le développement du mouvement ouvrier. Les couches ouvrières, entourées de la masse des petits propriétaires, n'avaient même pas d'homogénéité interne, alimentées par des paysans et petits-bourgeois ruinés qui portaient le poids de leur conception, de leur psychologie et morale. Le nationalisme trouva aussi un terrain propice.

A l'opposé du reste des mouvements populaires qui s'activaient pour des revendications ayant pour objet des besoins directs, la particularité du mouvement ouvrier balkanique – copiant le modèle européen – touchait au but de la transformation sociale radicale. L'arsenal théorique international desservit, dans ce cas aussi, l'investissement idéologique de l'opération. La lutte de classe contre les forces dominantes au pouvoir, la lutte de masse contre la guerre, la lutte nationale face à la menace contre la patrie, étaient des aspects de l'action du mouvement ouvrier balkanique qui s'inscrivaient dans les plans d'état-major pour atteindre le but. Un élément composant de la stratégie et de la tactique était la conclusion d'alliances sociales, la création de fronts.

2.3. Les fronts

Les propositions du mouvement balkanique, durant l'entre-deux-guerres, en vue de la conclusion d'alliances sociales et leur matérialisation constituèrent un pas vers le progrès pour l'association des couches populaires. Il est admis en général que l'alliance ne constitue pas une addition de forces mais une nouvelle qualité créant une nouvelle dynamique.

Dans les alliances, indépendamment des oppositions sur les principaux buts du mouvement ouvrier, le lien de jonction entre les partenaires était l'unité des intérêts pour faire face en commun aux questions telles que la satisfaction des revendications économiques, le maintien de la paix, l'indépendance nationale, la démocratie, le progrès social. L'alliance ne se limitait pas au décompte théorique des recherches communes mais prenait aussi des mesures pratiques pour parvenir à ce but. Ces points d'entente étaient liés à deux prévisions

pour le résultat de l'action commune : la première selon laquelle tous les partenaires tireraient profit de l'alliance, la seconde selon laquelle la prise de conscience des couches populaires serait plus rapide au sein d'une lutte qui serait liée aux conditions de vie quotidienne et de leurs intérêts, un processus dont le gain revenait à nouveau aux partenaires.

Conformément au point de vue du mouvement ouvrier révolutionnaire de l'époque sur les alliances, la détermination des principaux alliés de la classe ouvrière, le calcul de la corrélation et de la disposition des forces étaient des éléments qui relevaient du domaine de la stratégie. Le résultat de la stratégie était la tactique – l'estimation d'une situation donnée, la détermination des formes d'organisation et d'action, le choix des méthodes de promotion des buts –. Dans le cas étudié, la stratégie correspondait à tout un stade historique, à une phase capitale de l'évolution du mouvement, et se résumait en une ligne qui visait à accomplir les principaux devoirs du stade donné. Le point de départ était l'analyse de l'époque historique et du contenu du stade stratégique parcouru. Le stade était remplacé par le suivant qui se caractérisait par de nouveaux phénomènes sur la scène mondiale, par une autre disposition des forces de classe. L'expérience historique avait montré que le stade stratégique ne coïncidait pas à toute la période historique de lutte du mouvement ouvrier mais se constituait de sous-stades. La définition du contenu d'une époque historique et du sous-stade parcouru permettait la détermination des particularités de la lutte de classe²³. Le point de vue ci-dessus, par rapport à la question posée – celle des alliances du mouvement ouvrier balkanique pendant l'entre-deux-guerres – nous incite à distinguer deux sous-stades : le premier qui comprend deux parties renvoyant l'une à l'unité de la classe ouvrière et l'autre aux alliances de classe ; le second qui correspond à l'actualité de la conclusion des alliances qui ne sont pas de classe.

2.3.1. Le front ouvrier unique

Les notions de stratégie et de tactique sont étroitement liées – souvent le même problème revêt une signification stratégique et en même temps tactique –. La question du front unique des ouvriers relève du domaine de la stratégie, dans le cas où il est considéré comme création d'une formation unique qui fera la promotion des changements sociaux radicaux. Simultanément, il constitue une question de tactique et, au-delà, de toutes les masses populaires. Le principe du front ouvrier unique, en prenant en compte la concurrence de la tendance réformiste et de classe au sein du mouvement ouvrier, se matérialisa comme conception de la création d'une unité au niveau de la base²⁴. L'unité au sommet, malgré les tentatives d'approche des deux formations ouvrières concurrentes, ne fut pas atteinte. C'est seulement en 1934, avec la création de fronts populaires, que fut rendue possible la collaboration à tous les niveaux du mouvement.

Le principe de la constitution d'un front ouvrier unique exigeait l'unité idéologique du mouvement ouvrier, sans imposer de forme rigide à des questions de différends nationaux. A l'égard de la réalité de l'existence de différentes classes ouvrières nationales, le mouvement ouvrier devait prendre en considération l'existence d'intérêts particuliers. Le respect des spécificités nationales certifiait l'équivalence des classes ouvrières nationales au sein de la formation d'ensemble générale du mouvement. Il constituait la reconnaissance de l'autonomie des parties nationales de la classe ouvrière et par conséquent de leur droit à avoir une indépendance en vue de résoudre les questions locales. L'acceptation de ce terme n'affaiblissait pas l'unité de la classe ouvrière internationale, au contraire elle renforçait la confiance mutuelle et la disposition à la collaboration. Au-delà, par le biais de la classe ouvrière était assuré le maintien de la liberté et de l'indépendance de chaque nation,

²³ Cf. *Le mouvement communiste international*, travail collectif sous la direction de V. V. Zaglantin, Editions Politiques, Moscou 1972², traduction grecque: *Το διεθνές κομμουνιστικό κίνημα*, Νέα Vivlia, [Bucarest] 1972, pp. 27-28.

²⁴ Cf. *L'Internationale Communiste*, travail collectif, Editions de Littérature Politique, Moscou 1969, traduction grecque: *Η Κομμουνιστική Διεθνής*, Grèce Libre, [Bucarest] 1973, pp. 100-218.

l'équivalence entre les nations, la montée de la prospérité matérielle de toutes les couches de la population et l'épanouissement de la culture nationale.

2.3.2. *Les alliances de classe*

La classe ouvrière rechercha sur le plan international à remplir au sein des alliances de classe un rôle hégémonique. Cette ambition n'était pas illégitime. Elle s'appuyait sur des arguments tels que le rôle historique de la classe ouvrière sur la réorganisation de la société et sa supériorité en matière d'idéologie²⁵. Le modèle de l'alliance de classe était le front des ouvriers-paysans. Historiquement, la couche sociale paysanne, avec une fuite ininterrompue de ses membres vers la ville et leur conversion en ouvriers, occupait une position inférieure dans la structure économique et sociale qui se différençait de celle des ouvriers seulement par la forme. Les problèmes communs des ouvriers et des paysans favorisaient les espoirs communs pour les dépasser. Une ancienne élaboration de la question des alliances de classe qui se posa au cours des révolutions bourgeoises du XIX^e siècle²⁶, revint au XX^e siècle, comme présupposition pour une intervention du bloc de la classe ouvrière et de la paysannerie dans les nouvelles conditions, concrétisée pour être utilisée aux divers échelons de développement des pays distincts, et s'inséra dans la stratégie et la tactique de déroulement des luttes contre le système social en place. Le programme de la classe ouvrière au cours de l'entre-deux-guerres en vue de la réorganisation de la société prévoyait des réformes agraires radicales – expropriation de la terre et sa remise aux cultivateurs – et la liaison de demandes directes des paysans à la perspective du changement social. La connaissance et l'expérience de la situation au village montra les méthodes d'action²⁷.

A la même époque, des germes de collaboration avec des forces non de classe sont recherchés dans des alliances sociales qui correspondaient à des plans d'état-major pour l'insertion, au sein du front des ouvriers et paysans, des couches des pauvres de la ville.

2.3.3. *Les alliances non de classe*

Le cas le plus réussi de matérialisation d'alliances non de classe était les fronts populaires des années 1930. Après la montée du national-socialisme au pouvoir en 1933 en Allemagne, la détermination du contenu de l'action par rapport à la période particulière (lutte contre le fascisme et la guerre) montra que la stratégie passait par le sous-stade de l'unité des forces antifascistes pour défendre la démocratie bourgeoise. L'art de la conduite stratégique est constitué dans la réunion des forces dans la direction fondamentale, au moment décisif. Dans les sous-stades, l'ennemi fondamental doit être déterminé. Le point de vue de la tendance révolutionnaire du mouvement ouvrier était que, au sein de ses lignes, existait une confusion entre l'ennemi principal de la lutte révolutionnaire et le danger principal au sein du mouvement ouvrier. A l'intérieur, le réformisme qui était considéré comme désagrégeant les forces du mouvement ouvrier avait été proclamé comme l'ennemi principal. La lutte contre lui, malgré la grande attention qui était portée à cette question, parvint au point que le danger direct pour la révolution, à savoir le fascisme, soit ignoré. Le premier souci était l'action contre les réformistes, entravant la résolution de la tâche primordiale de la lutte contre le fascisme²⁸.

²⁵ Cf. *Les principes du marxisme-léninisme*, travail collectif, Editions en Langues Etrangères, Moscou 1961, pp. 360-386.

²⁶ Cf. Karl Marx, "Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte", *Karl Marx - Friedrich Engels Werke [MEW]*, t. 8, Dietz Verlag, Berlin 1978, pp. 115-207.

²⁷ Pour le Sud-Est européen, cf. Лунза Ревякина, Коминтернът и селските партии на Балканите, 1923-1931 [*Komintern et les partis agraires dans les Balkans, 1923-1931*], Дринов, София 2003, passim.

²⁸ Cf. Nicos Poulantzas, *Fascisme et dictature. La IIIe Internationale face au fascisme*, Maspero, Paris 1970, pp. 157-176; Jonathan Haslam, "The Comintern and the Origins of the Popular Front, 1934-1935", *The Historical Journal*, 22, N° 3, 1979, pp. 673-691.

Le premier pas considérable fut la main tendue vers la collaboration à l'égard des couches bourgeoises. La classe bourgeoise, élément contradictoire, avec des oppositions en son sein, comportait des poches de démocrates, ayant des intérêts opposés à l'égard de la dépendance étrangère et ayant une fierté nationale, qui participaient au mouvement en faveur de l'indépendance nationale, de la démocratie et de la paix avec ses propres mots d'ordre. D'autres poches, celles des conservateurs, partageaient les positions antifascistes. Aux côtés des bourgeois, une foule de couches sociales intermédiaires, se mouvaient, d'ordinaire, avec légèreté et oscillation, pour la défense de la patrie et contre la guerre. Le comportement inconstant d'une large masse de petits-bourgeois, que les circonstances faisaient sans cesse disparaître tout en la créant, révélait la nature des petits propriétaires, des gagne-pain, du monde intellectuel, qui ne disposaient pas d'une homogénéité économique et sociale. Pourtant, ils constituaient en même temps une force sociale et politique.

2.4. La constitution du front populaire en Grèce à l'entre-deux-guerres

Au début des années 1930, dans les luttes économiques et politiques quotidiennes, la manœuvre tactique du mouvement ouvrier révolutionnaire fut la constitution d'un front des ouvriers et des paysans, à la base. Les adversaires politiques et sociaux étaient, au niveau des classes le régime social bourgeois, au niveau du gouvernement le régime démocratique bourgeois, dans le syndicalisme les sociaux-démocrates – l'ennemi intérieur de la classe ouvrière – et en ce qui concerne le travail dans la paysannerie les agrariens – l'ennemi principal au sein des couches paysannes –. Grâce à la réussite de l'édification d'un front à la base, existait l'attente d'une érosion des effectifs des formations politiques et sociales antagonistes. Sous cet angle, le mouvement ouvrier révolutionnaire, en dénonçant les autres mouvements comme fascistes, s'attendait à une recrudescence de son influence. Le premier profit serait la conquête de la masse ouvrière. Dans les phases successives suivantes, était prévue la domination dans le village, par le biais de l'alliance ouvrière-paysanne et d'une collaboration avec les pauvres des villes. Ayant la majorité du peuple derrière lui, le mouvement atteindrait le but stratégique, la révolution. Dans une nouvelle phase, les problèmes démocratiques bourgeois en suspens seraient résolus au sein d'une société socialiste, sous un régime de dictature du prolétariat, selon le modèle de la révolution de 1917 en Russie. Du projet de révolution imminente en Grèce, il résulte que le règlement des problèmes de l'ordre du jour – la menace du fascisme et de la guerre – s'inscrivit dans le plan d'état-major d'une révolution ouvrière directe.

La justesse de la ligne communiste attendait sa vérification de l'observation de la création éventuelle d'un courant d'insertion des travailleurs et des hommes progressistes dans le mouvement, de la généralisation d'un esprit de vigilance. Des éléments quantitatifs et qualitatifs de l'époque démontrent que l'ampleur de l'action quotidienne du mouvement ouvrier révolutionnaire est restée limitée, sans que les buts à long terme ne soient au minimum desservis. Sur l'inefficacité sont culpabilisées l'adhésion à des stéréotypes stériles, la conviction infondée sur la maturité du facteur subjectif (degré de prise de conscience des ouvriers et de leurs alliés sociaux, disposition à mener la lutte des classes), sur la maturité des conditions révolutionnaires, sur l'imminence de la révolution.

En 1933, sous le poids des changements négatifs en Allemagne, le mouvement ouvrier grec se trouva face à la détérioration des corrélations politiques dans le pays, après les élections du 5 mars 1933, avec le renforcement – objectivement, avec le succès du Parti Populaire – de la tendance pro-royaliste au détriment de celle démocratique au sein des milieux du pouvoir et la création d'une sous-couche favorable aux forces pro-fascistes. En janvier 1934, le mouvement, analysant les conditions économiques et sociales en Grèce, aboutit à la redétermination du caractère de la révolution à venir. La Grèce se classait parmi les pays ayant un niveau moyen de développement du capitalisme, avec des restes considérables des relations semi-féodales dans l'économie agricole, avec un minimum de conditions matérielles qui sont indispensables à l'édification socialiste, avec une transformation bourgeoise-démocratique non encore achevée. La révolution à venir, avec pour force motrice les ouvriers et les paysans, aurait un caractère bourgeois démocratique,

avec des tendances de conversion rapide en « révolution socialiste prolétarienne²⁹ ». Dans la direction politique d'action du mouvement, continua toutefois d'exister le problème de choix de la tactique appropriée pour approcher le but stratégique. La détermination erronée des forces adverses, la détermination erronée des alliances politiques, le développement erroné de la lutte contre le monarchisme-fascisme révélèrent que, face au dilemme de l'approche politique ou du regroupement de masse et de classe (« du sommet » ou « de la base »), le mouvement ne comprit pas le besoin en cours de rechercher également des alliances au sommet, en dehors de celles de la base. La position précédente selon laquelle les organisations bourgeoises étaient fascistes a survécu, restaient les maximes « agrariens fascistes » et « social-fascistes ». Cependant, malgré le cadre asphyxiant de ces positions, l'utopie de la société d'égalité continuait d'attirer les hommes et le monde populaire soutenait, dans une certaine mesure, le mouvement.

Le mouvement rechercha l'action politique commune contre le fascisme par un appel à la coalition, le 9 septembre 1934, à l'égard des ouvriers et artisans syndicalistes des autres domaines politiques, sociaux-démocrates et agrariens³⁰. Un accord commun d'action antidictatorial et antifasciste fut signé, le 5 octobre 1934, par certains d'entre eux³¹. L'application de l'accord commun se révéla problématique, bien que la politique du front trouvât un renfort dans certains endroits, par une unité d'action contre les organisations fascistes³². Par une nouvelle estimation malencontreuse de la situation, au cours de l'opposition ouverte des venizélistes (libéraux) et des anti-venizélistes (conservateurs) après le putsch militaire venizéliste du 1er mars 1935, le mouvement ouvrier révolutionnaire échoua dans sa tentative de repérer dans les faits l'accomplissement de la restauration de la monarchie. Le choix, objectivement imposé alors pour éviter le détournement, de soutenir les libéraux contre la coalition des conservateurs, des monarchistes et des fascistes, échappa à nouveau à l'optique du mouvement. Le fait est interprété, en dehors de la portée idéologique limitée et les faibles analyses correspondantes, par la charge psychologique des membres du mouvement en raison de la position des venizélistes comme gardiens du régime. Pour beaucoup, une certaine différence entre la position du fascisme et celle de la démocratie bourgeoise n'allait pas de soi. La preuve en était, après 1918 et particulièrement après 1929, les poursuites au détriment des manifestations de remise en cause sociale, qui n'avaient connu ni fin ni mesure. Le détachement de la réalité quotidienne, la prévision des situations à venir et la distinction des principales composantes moins essentielles dans le chaos de l'évolution politique furent des points sur lesquels le mouvement ne répondit pas.

Après les élections du 9 juin 1935, la nouvelle proposition politique en vue de la création d'une coalition démocratique nationale s'adressait, en dehors des partenaires de 1934 (sociaux-démocrates, autres réformistes, agrariens), également aux petits partis bourgeois-démocratiques. Néanmoins, le cadre politique demeurerait à nouveau déficitaire, étant donné que l'espace libéral était exempté, par le maintien de sa caractérisation de fasciste³³.

Pendant un an et demi, continua en Grèce la métamorphose ovidienne du dépositaire des traditions des luttes de classes en penseur dialectique et tacticien, comprenant des avancées et des reculs. En août 1935, après que la position du front antifasciste fut officiellement déclarée sur le plan international³⁴, commença la matérialisation de la nouvelle ligne³⁵. La lutte en faveur de la démocratie bourgeoise fut proclamée en élément constitutif de la lutte pour le socialisme, l'internationalisme acquit une conformité avec le nationalisme. La

²⁹ Cf. *Νέος Ριζοσπάστης* [Nouveau Radical] (Athènes), 21-1-1934; *Ριζοσπάστης* [Radical] (Athènes), 22 à 24-4-1934.

³⁰ Cf. *Ριζοσπάστης*, 9-9-1934.

³¹ *Ibid.*, 6-10-1934.

³² *Ibid.*, 5, 6-11, 7-12-1934.

³³ *Ibid.*, 5-7-1935.

³⁴ Cf. *VII Congress of the Communist International. Abridged stenographic report of proceedings, Resolutions and Decisions*, Foreign Languages Publishing House, Moscow 1939, pp. 570-586.

³⁵ Cf. *Ριζοσπάστης*, 11-8-1935.

nouvelle proposition tactique fut la tolérance du mouvement ouvrier révolutionnaire face à la différenciation politique et idéologique, la recherche d'une approche des autres organismes politiques, la participation à des collaborations électorales pour des gouvernements de fronts nationaux³⁶.

Dans la pratique quotidienne de l'action politique et sociale, fut développée une propagande marquée par un élan de réconciliation et de solidarité envers toutes directions, toutefois en vain. Par le coup d'Etat de Kondylis, le 10 octobre 1935, et la restauration de la royauté, le 3 novembre 1935, s'acheva la première phase du détournement anti-démocratique sans résistance essentielle. La constitution d'alliances, cependant, avait mûri dans les consciences de beaucoup et créait une dynamique qui s'enregistra, en décembre 1935, dans la formation, avec des agrariens, du Front Populaire et dans le résultat réussi des élections du 26 janvier 1936. Le groupe parlementaire du Front Populaire donna son accord, le 19 février 1936, pour soutenir les libéraux au parlement (accord de Sophoulis - Sklavainas), recevant en contrepartie l'engagement pour une démocratisation politique et des mesures économiques favorables au peuple³⁷. Le 22 juin 1936, fut obtenue une collaboration avec un autre groupe d'agrariens sur la base d'un programme commun de revendications et de buts radicaux³⁸.

Ces coalitions constituaient une tactique des alliances politiques qui devaient aller de pair avec la recherche d'une alliance entre les classes et les couches sociales qui étaient représentées par les organisations politiques ci-dessus. Une alliance n'était pas simplement une collaboration électorale, car le programme préélectoral commun n'était pas fortuit mais marquait des dispositions, créait un précédent politique, formait des consciences. Les convergences au sommet se révéleraient fragiles si elles ne s'accompagnaient pas de la constitution de l'alliance à la base, de la promotion également de mesures d'organisation, par la création d'organisations communes. Il y avait une différence entre d'une part l'action commune des partis, des syndicats et des autres organisations des masses qui s'était développée à cette époque, leur réussite sur la scène politique et sociale, et d'autre part le besoin de concordance organisationnelle, avec le type particulier exigé d'organisation à la base des participants. La nouvelle organisation pluraliste contribuerait à la revalorisation qualitative de l'alliance, à son approfondissement et sa permanence. Se posait le problème par rapport au développement des alliances populaires : la création de nouvelles organisations de base du front, qui remplaceraient les organisations existantes de chaque partenaire³⁹. Cette revalorisation avait dans une certaine mesure réussie par la fusion des organisations ouvrières de la campagne avec toutes celles paysannes et autres organisations politiques démocratiques antifascistes au village, dans une organisation pan-paysanne unique⁴⁰.

2.5. Le front populaire en Grèce, facteur de création des tendances d'association des couches inférieures

L'intervention du mouvement ouvrier contre le fascisme n'apporta pas le résultat souhaité. La crise dans les relations entre les conservateurs et les libéraux avait atteint un tel point que, pour que cesse l'évolution catastrophique où leurs forces étaient continuellement éliminées, ils acceptèrent, en 1936, comme seule solution la dictature du 4 août. Toutefois, les éléments positifs demeurèrent. L'ardeur avec laquelle la classe ouvrière se livra à la constitution de fronts avec les autres classes et couches traversa la conscience et la tradition populaires et laissa un dépôt culturel, qui prédétermina les comportements dans les nouvelles conditions et les nouvelles situations de la période suivante, de la **Seconde** Guerre mondiale.

³⁶ *Ibid.*, 1,2,16-1, 2-2-1936.

³⁷ *Ibid.*, 3-4-1936.

³⁸ *Ibid.*, 26-7-1936.

³⁹ Cf. Nicos Poulantzas, *Repères. Hier et aujourd'hui. Textes sur l'Etat*, Maspero, Paris 1980, pp. 12-13.

⁴⁰ Cf. *Πιζοσπάσης*, 2-2-1936.

Le travail éclairant sur la collaboration antifasciste et la lutte contre la guerre dans chaque groupe de l'espace social populaire et démocratique suggéra la communauté d'intérêts avec les autres travailleurs, la signification de la solidarité. La nouvelle conscience engendrée n'est pas une invention mais un fait réel, une construction qui reflétait des exigences objectives du développement social. Dans les situations suivantes de 1940-1944, l'appel du mouvement ouvrier à l'égard des classes populaires pour défendre la patrie et la constitution d'un front de libération nationale trouva un terrain plus fécond dans la mesure où il renvoyait non pas à des représentations imaginaires mais à des expériences vécues du peuple.

Le mouvement ouvrier montra un comportement culturel qui désarma ses critiques. Au sein du front populaire de 1936, il ne rechercha pas l'hégémonie, mais seulement la promotion du principe de l'unité d'action. Les accords furent respectés et desservirent avec rectitude les finalités communes, sans nuire aux autres espaces alliés. Si, en 1935, après le changement de ligne, les propositions du mouvement ouvrier furent envisagées avec réserve et suspicion⁴¹, l'issue de l'expérience fournit à la classe ouvrière un reflet de responsabilité et de sérieux. En même temps, l'intégrité fut implantée comme élément de culture dans chaque membre conscient de la classe ouvrière. Une tradition culturelle fut créée parmi les ouvriers qui exigeait d'eux comme comportement politique l'honnêteté et la sincérité.

Dans l'alliance suivante, dans le front de libération nationale de 1941, le mouvement ouvrier révolutionnaire ne nia pas la patrie. L'environnement territorial, national, culturel et social fut considéré comme un facteur puissant de création des conditions d'action du mouvement ouvrier, face auxquelles il ne pouvait rester indifférent. La défense de la patrie fut envisagée non comme une position abstraite sur la question nationale et autres, mais comme une situation historique, comme mesure pour la survie de la classe ouvrière, comme mot d'ordre qui desservait des buts concrets – sociaux et à long terme de classe –. La coïncidence des intérêts avec d'autres classes et couches sociales fut enregistrée dans la conclusion d'une alliance provisoire qui ne trahissait pas la vision des changements radicaux du mouvement ouvrier.

Des objections théoriques qui soutenaient que le front ouvrier unique, non pas le front de libération nationale, était le juste choix de la stratégie et de la tactique dans les conditions de la **Seconde** Guerre mondiale et de l'occupation de la Grèce par les puissances de l'Axe⁴², ne semblent pas avoir de rapport avec la réalité d'alors.

⁴¹ Cf., par exemple, *Αι αγορεύσεις του Ελληνικού κοινοβουλίου* [Les discours dans le Parlement Grec], Période B, Tome 12, Séance 29-4-1936, Ekdoseis Ethnikou Kirykos, Athènes 1961, pp. 401-416, discours de Th. Tourkovasilis.

⁴² Cf. Marios Emmanouilidis, *Αιρετικές διαδρομές* [Chemins hérétiques], Filistor, Athènes 2002, pp. 69-70.

3. Constantinople - Istanbul. Rêve et réalité pour les Grecs

Dans ce texte, nous allons tenter de traiter le thème de la perception, que les Grecs avaient historiquement de Constantinople, et celui de l'évolution de leurs sentiments concernant cette ville qui fut pour fort longtemps le symbole du nationalisme grec.

3.1. Les éléments de l'identité nationale grecque

La pensée sociale en Grèce au cours du XIX^e siècle, après la guerre de l'indépendance en 1821, évolua pendant une période de passage particulier de la féodalité au capitalisme. Le reflet du monde extérieur dans la conscience des membres de chaque classe et couche sociales conduisit à une perception différente de la réalité. Les différents intérêts de chaque classe conduisirent également à la formulation de différentes théories, à l'époque de la détermination de l'identité nationale du Grec.

Historiquement le sentiment national chez les Grecs était surtout lié à la religion et à la langue.

En ce qui concerne la religion, comme généralement cela arrive historiquement dans les sociétés agricoles retardées, l'église orthodoxe a joué un rôle dominant en Grèce. Dans un contexte de bouleversements sociaux où les propriétaires fonciers en opposition à la classe bourgeoise parvinrent à un compromis qui prit aussi la forme d'un compromis idéologique, des hommes éclairés exercèrent une critique contre la hiérarchie, mais pas contre l'église, contre l'orthodoxie. Ce fut une évolution opposée à la Révolution Française, parce que l'orthodoxie disposait d'une tradition positive, ayant le clergé au côté du peuple pendant les années d'esclavage. Une autre particularité est le fait que l'orthodoxie n'eut jamais de pouvoir politique, comme cela survint avec le catholicisme. Ainsi l'église resta indemne, et continua de desservir les intérêts des propriétaires fonciers et de la classe bourgeoise. Le patriarcat à Constantinople fonctionna comme centre national⁴³.

Quant à la langue, étant donné que dans les différentes régions on parlait divers dialectes et que la question de la communauté de langue était une condition de l'achèvement national, une langue qui était compréhensible et utilisée par tous, la langue grecque ancienne de l'évangile, fut aussi formellement adoptée. Chaque classe envisageait la langue en fonction de ses conceptions courantes. Les milieux dominants au pouvoir, y compris les couches bourgeoises qui s'adonnaient à des occupations boursières de parasite et autres, considéraient que le retour au passé conduirait au développement de la nation et que le retour à la langue ancienne était une condition. Dans l'opposition, la nouvelle classe bourgeoise industrielle, les commerçants, autres bourgeois radicaux, choisirent la tactique du tournant vers le peuple – caractéristique de la classe bourgeoise –, qui prit la forme du démoticisme [le mouvement concernant l'adoption de la langue populaire], alors qu'ils accentuèrent également que, pour la renaissance de la nation, l'élargissement de l'espace ne suffisait pas mais exigeait aussi l'élargissement intellectuel. Les socialistes, enfin, proposèrent la revalorisation de la nation et la consolidation de la patrie au sein de la résolution des questions sociales.

L'accomplissement de l'identité nationale des Grecs suivit les stades d'évolution des Byzantins. L'Empire byzantin était un Etat multiethnique, avec pour groupe ethnique prépondérant, avec pour nationalité prépondérante, la nationalité grecque. Pendant la période où Byzance s'étendait sur plusieurs territoires de l'Asie, en Egypte etc., la Grèce composait une petite partie seulement. Quant à l'évolution de la conscience nationale des citoyens grecs de Byzance, la première phase était celle pendant laquelle les habitants de la Grèce avaient le sentiment qu'ils appartenaient à un groupe, à une communauté, on peut dire qu'ils avaient le sentiment de l'appartenance à une ethnie. Suit une deuxième phase qu'on peut appeler celle

⁴³ Sur le problème de la religion en Grèce, cf. Sia Anagnostopoulou, *The passage from the Ottoman Empire to the Nation-States. A long and difficult process: the Greek case*, The Isis Press, Istanbul 2004, pp. 57-73.

du développement d'un sentiment national. Et la troisième étape achevée est la conscience nationale elle-même⁴⁴.

3.2. La Grande Idée

La montée de l'ethnisme et du nationalisme en Grèce coïncida avec la Question Orientale et s'identifia à la Grande Idée.

Après la prise de Constantinople par les Turcs, le 29 mai 1453, la ville est devenue pour les Hellènes un symbole, qui les renvoyait à l'ancienne époque illustre de cette nation, à l'Empire byzantin. Les narrations, les mythes, comprenaient l'élément de la mémoire de l'ancienne grandeur. Durant le XIX^e siècle, et après la guerre de l'indépendance de 1821, cette mémoire est revenue chez les Grecs en accord avec le cadre social et idéologique que les nouvelles conditions avaient créées. Les accomplissements nationaux dans les Balkans tels que les bourgeois éclairés les voyaient fut un pas progressiste alors que pour les monarchies, elles avaient un caractère de conquête, ayant pour seul but l'expansion territoriale. C'est ainsi qu'en Grèce certains rêvaient d'un empire grec.

Nous savons que la superficie initiale de l'Etat néohellénique fut limitée, incluant dans ses frontières seulement le Péloponnèse, la Grèce Centrale et les plus proches îles de la Mer Egée. En 1844, l'idéologie de la dite Grande Idée fit son apparition. Le terme Grande Idée a été utilisé pour la première fois par Jean Kolettis, le 14 janvier 1844, dans un discours qu'il avait prononcé au parlement grec. Les buts exprimés par la Grande Idée étaient de libérer les territoires helléniques tout en parvenant à une cohésion de l'hellénisme. L'hellénisme devait avoir une base territoriale qui correspondrait aux anciennes limites de l'Etat, non pas celles pendant la grande expansion de Byzance mais de l'Etat tel qu'il était avant la chute de Constantinople. Donc Constantinople devait être comprise dans le nouvel Etat hellénique. Tel était le projet de la Grande Idée, le grand projet de l'hellénisme⁴⁵.

Les observateurs étrangers, d'Edmond About à Gaston Deschamps, furent impressionnés par le caractère totalitaire du mot d'ordre « s'emparer de Constantinople ». Le nouvel hellénisme fut comparé au sionisme et Constantinople à Sion. Le directeur de l'Ecole Française d'Athènes, Em. Burnouf, constatait que les Néohellènes se sentaient comme de nouveaux Juifs, dispersés et prisonniers comme les Juifs le long des côtes de l'Asie et de l'Europe orientale, ayant pour seul rêve de s'emparer de l'église de Sainte-Sophie. L'économiste P. Chalkiopoulos constatait que les Grecs de l'étranger estimaient la Grèce comme les Juifs la terre de Canaan. Le littérateur Jean Kambysis, à la fin du XIX^e siècle, invoquait le *Zarathoustra* de Friedrich Nietzsche⁴⁶. On attendait le surhomme qui ne tarda pas à apparaître sous les traits de Venizélos.

Pour la réalisation de la Grande Idée, ont éclaté des guerres, en 1881, en 1897, et finalement en 1912 et 1913 les deux Guerres balkaniques, qui ont abouti à une expansion de l'Etat grec sur les régions géographiques de la Thessalie, de l'Epire du Sud, de la Macédoine du Sud et de la plupart des îles de la Mer Egée. Il est à noter que, pendant la Deuxième Guerre balkanique, la Grèce sous le gouvernement de Venizélos fit face avec succès à la Bulgarie, Etat ayant de semblables projets d'expansion et concurrençant la Grèce sur ce point⁴⁷.

A la fin de la Première Guerre mondiale, les Grecs, ayant toujours à leur tête le Premier ministre Venizélos, parvinrent de très près à réaliser la Grande Idée, à savoir

⁴⁴ Cf. Michael Herzfeld, *Ours Once More: Folklore, Ideology, and the Making of Modern Greece*, Pella Publishing, New York 1986, passim.

⁴⁵ Cf. Klaus Lange, *Versuch über Südosteuropäische Politik*, Rudolf Trofenik, München, 1979, pp. 128-150.

⁴⁶ Cf. Kostas Vergopoulos, «Ο αναγεωμένος εθνισμός [L'ethnisme renouvelé]», *Ιστορία του Ελληνικού Έθνους* [Histoire de la Nation grecque], Ekdotiki Athinon, Athènes, 1977, vol. 14, p. 59.

⁴⁷ Cf. Richard Klogg, *A Concise History of Greece*, Cambridge, 1979, traduction en grec: Kardamitsas, Athènes, 1999, pp. 108-156.

l'acquisition de Constantinople. A cette époque, la minorité grecque de la région d'Istanbul comptait 260.000 âmes⁴⁸. Après la signature de l'armistice à Moudros, le 30 octobre 1918, et l'imposition d'un contrôle international sur la capitale de l'Empire ottoman, les alliés amenèrent les vaisseaux de la marine de guerre au Bosphore. Les forces de l'Entente ont occupé la ville, le 13 novembre 1918⁴⁹, et l'entrée dans la ville d'un corps grec et l'arrivée en rade du cuirassé grec George Averof ont créé le sentiment parmi les Grecs stambouliotes et les Grecs du Royaume hellénique que les objectifs de la Grande Idée se réalisaient. Peu après, le 15 mai 1919, après une décision de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis, les Grecs débarquèrent à Smyrne et occupèrent la région avoisinante.

3.3. La catastrophe en Asie mineure

La tactique de l'impérialisme en ce qui concerne la région, après la fin de la guerre, ainsi que le rôle de la Grèce dans les plans de l'impérialisme anglais, ont donné un contenu réactionnaire à la Grande Idée et l'ont opposée au mouvement de libération nationale du peuple turc. Le Traité de Sèvres, le 10 août 1920, ne fut pas ratifié par les pays qui le signèrent. Son application fut jugée au front des opérations en Asie mineure. L'aggravation des oppositions endo-impérialistes, qui se manifesta avec l'opposition des visées de la France et de l'Angleterre ainsi qu'avec l'immixtion de l'Italie, provoquèrent le renversement des desseins des Grecs qui voulaient maintenir leurs acquis en Asie mineure.

A Constantinople, en janvier 1919, le général Mustafa Kemal regroupa autour de lui des militaires et des politiques en vue d'un large mouvement révolutionnaire. Les Anglais tentèrent de l'arrêter, il leur échappa à la dernière minute et se réfugia à Samsun, en mai 1919, où il organisa un mouvement contre le sultan et l'Entente. Le débarquement des armées grecques à Smyrne alimenta la propagande nationaliste et religieuse contre les étrangers, tout en marquant l'alerte de guerre pour les chasser⁵⁰. Après la Grande Assemblée Nationale d'Ankara, le 23 avril 1920, se déroulèrent des batailles qui n'améliorèrent pas la position de Kemal. Un fait imprévu toutefois vint modifier la situation à son profit. Les élections en Grèce, le 1^{er} novembre 1920, révélèrent comme gagnant le parti proroyaliste et amenèrent le rétablissement du roi Constantin, qui était proallemand (il était le gendre du Kaiser Guillaume II). La France changea notamment de position et soutint Kemal alors que l'Angleterre resta inerte. La Russie soviétique pour ses propres raisons aida le régime de Kemal. La campagne des Grecs contre Ankara a conduit à la défaite finale des troupes grecques, en août 1922, et à l'évacuation de Smyrne, où l'armée turque est entrée le 9 septembre 1922 et l'a brûlé⁵¹. Ce fut la Catastrophe d'Asie mineure telle qu'elle fut appelée par les historiens grecs.

3.4. Les communistes contre les nationalismes

La Russie soviétique s'interposa dans le conflit dans la région, voyant dans la personne de Kemal un adversaire luttant contre les impérialismes français et anglais.

Le premier acte de la Grande Assemblée Nationale de Turquie fut d'adresser une proposition à l'égard de la Russie soviétique en vue de conclure des relations diplomatiques et de demander une aide contre l'impérialisme. Le gouvernement soviétique répondant positivement fut le premier qui reconnut le gouvernement de Kemal, le 2 juin 1920, procédant

⁴⁸ Chiffre de 1909, cf. *Néa Alētheia* [Nouvelle Vérité] (Salonique), 5-7-1909, statistique de la population de la Macédoine et de la Thrace par nationalité.

⁴⁹ Cf. Robert Mantran, *Histoire d'Istanbul*, Fayard, Paris, 1996, p. 315.

⁵⁰ Cf. Stanford Shaw - Ezel Kural Shaw, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, vol. II: *Reform, Revolution and Republic. The Rise of Modern Turkey, 1808-1975*, Cambridge University Press, Cambridge-London-Melbourne 1978², pp. 340-342.

⁵¹ Cf. Michael Llewellyn Smith, *Ionian vision: Greece in Asia Minor, 1919-1922*, Allen Lane, London 1973, passim.

également à une prestation d'aide en matériel de guerre et en argent (plus de 10 millions de roubles en or). Le 16 mars 1921, à Moscou, fut signé un pacte d'amitié⁵².

En dépit des discordes qui se présentèrent périodiquement (à la fin de 1920, fut imposée une occupation turque dans les régions d'Arménie et de Géorgie⁵³), en grandes lignes les relations évoluèrent normalement. Kemal, dans sa lettre, le 19 décembre 1920, adressée à V. I. Lénine, président de l'Etat soviétique, déclara : « Ayant la conviction constante que notre étroite collaboration nous conduira au but que nous souhaitons, je salue tout renforcement supplémentaire des liens d'amitié qui nous unissent. Je suis infiniment reconnaissant de la politique clairvoyante que, grâce à votre grande initiative, la République Soviétique a commencé d'appliquer tant en Orient que dans le monde entier.⁵⁴ » Lénine, par télégramme du 7 janvier 1921, répondit en soulignant que la position de la Turquie favorisait « le maintien de notre bonne entente et de notre confiance mutuelle.⁵⁵ »

Au début de janvier 1922, l'occasion apparut pour la Grèce de sortir de l'impasse. Un envoyé du gouvernement soviétique porta des propositions qui furent transmises au gouvernement grec par l'intermédiaire de Gianis Kordatos, secrétaire du Parti socialiste ouvrier de Grèce (c'était alors le titre du parti communiste grec). Les bolcheviks proposèrent leur entremise pour mettre fin à la guerre, avec la prévision d'arrangements territoriaux en Asie mineure et la protection des populations chrétiennes, demandant en échange la reconnaissance du pouvoir soviétique par le gouvernement grec même de facto. La proposition fut rejetée sans discussion⁵⁶.

Derrière l'idylle des Soviétiques et des Turcs, se trouvaient les visées de chaque côté. Les communistes promouvaient leur idéologie en Turquie espérant en son adoption et en son application comme système social et politique dans ce pays. Constantinople devint un centre communiste depuis la fin de la guerre, en 1918. Le service de sûreté des alliés à Constantinople tentait d'interpréter le succès de la diffusion du bolchevisme en Turquie par la situation économique favorable aux agitateurs bolcheviques pour une agitation ouvrière⁵⁷. Aux activités bolchevistes à Constantinople participaient des Grecs⁵⁸. Une propagande communiste était menée par des agents qui étaient envoyés par le Parti socialiste ouvrier de Grèce à Constantinople, mais aussi à Smyrne et dans d'autres villes⁵⁹. Jusqu'en 1922, des communications de la Grèce avec Moscou se sont établies, faites par des agents – habituellement des marins – via Constantinople⁶⁰. Le parti grec était en rapports constants avec la Mission soviétique de Constantinople⁶¹. Dans la ville, étroits étaient les liens entre le parti grec et un petit groupement ouvrier grec, qui publiait la feuille communiste

⁵² Cf. Shaw - Shaw, *History ...*, op. cit., pp. 358-359.

⁵³ Cf. В. И. Ленин, *Полное Собрание Сочинений*, Издательство Политической Литературы, Москва 1979, t. 52, p. 109.

⁵⁴ Cf. *Документы Внешней политики СССР [Documents de la politique extérieure de l'URSS]*, t. 8, Госполитиздат, Москва, 1959, p. 451.

⁵⁵ Cf. Ленин, *Полное Собрание Сочинений*, op. cit., t. 52, pp. 301-302.

⁵⁶ Cf. Gianis K. Kordatos, *Ιστορία της Νεώτερης Ελλάδος (1900-1924) [Histoire de la Grèce moderne (1900-1924)]*, t. 5, Eikostos Aionas, Athènes, 1958, pp. 566-568.

⁵⁷ Cf. Public Record Office [PRO], London, War Office [WO] 158-933: G.H.Q.- G.S.I., *Memorandum on enemy propaganda at present being conducted in Turkey*, Secret, 30-12-1918, 5 pp.

⁵⁸ Cf. *British documents on Foreign Affairs: Reports and papers from the Foreign Office confidential print*, part II, vol. 1, editors K. Bourne & D. Cameron Watt, University Publications of America, 1984 (doc. N° 57, Memorandum, captain G. Hill, Constantinople, 29-6-1919), pp. 246-247.

⁵⁹ Cf. Ministère de la Défense Nationale - France, Etat-major de l'Armée de Terre, Service Historique [SHAT], Paris, Commandement des Armées Alliées en Orient 20N, 192, dossier *Bulletins de renseignements sept. 1919 - jan. 1920*: lieutenant le Lay, Bulletin d'informations, Athènes 1-10-1919, p. 7.

⁶⁰ Cf. PRO, Foreign Office [FO] 286-826: D-693. Greece, *Communist activities*, 28-6-1922, 4 pp.

⁶¹ Cf. Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères de la France [AMAE] -Paris, Europe, Grèce, 62, f. 71: Renseignement N° 10763, Secret, Paris 25-4-1922, 1 p.; *ibid.*, Europe, Russie - URSS, 368II (Yougoslavie-Russie), f. 4: Renseignement, S.C.R. N° 16062, Secret, Paris mai 1922, 1 p.

hebdomadaire *O Néos Anthropolos* [*Le Nouvel Homme*]⁶². En juin 1922, le gouvernement grec a élargi pour la première fois l'étape de ses opérations en accusant les communistes de collaboration avec l'ennemi. L'arrestation à Athènes et à Salonique de tous les dirigeants communistes (Petsopoulos, etc.), sous l'accusation de la haute trahison, fut provoquée par les articles du journal *Rizospastis* (organe du parti grec) qui encourageaient les soldats face à Kemal à désert⁶³ ; des copies d'articles sous forme de tracts furent envoyées en Turquie directement ou via Moscou et jetés par des avions turcs sur la ligne de front grecque⁶⁴. « De toute façon », commentait l'intelligence anglaise, « l'accusation générale contre les communistes d'une communication étroite dans le passé et actuellement avec Kemal et la Bulgarie est, sans doute, vraie.⁶⁵ » Il est remarquable que le danger qui provenait des activités communistes fût exagéré. En septembre 1922, de nombreux reportages sur la défaite de l'armée grecque donnaient des renseignements falsifiés sur des troubles créés par des soldats communistes dans différentes unités. Tous les récits officiels sur le front parlaient également de la prolifération du bolchevisme parmi les troupes comme un facteur favorisant le désastre militaire. Mais, comme on le faisait remarquer, « ... c'est seulement une justification pour couvrir les raisons réelles⁶⁶ », celle de l'incapacité du gouvernement grec mais aussi de la lassitude de la société grecque après des guerres ayant duré dix années.

L'action communiste se poursuivait irréductible encore, même après la victoire des kémalistes. En 1924, la Bulgarie était devenue le lieu fréquent des visites des émissaires bolcheviques, venus de Constantinople par canots à moteur, et des fonds considérables étaient envoyés de cette ville⁶⁷. En 1925, selon les rapports des sources secrètes des pays occidentaux, la forme de l'organisation bolchevique en Europe centrale et dans les Balkans subit une décentralisation, par la création, à côté du centre principal de direction de Vienne, d'un sous-centre à Salonique et d'un deuxième à Constantinople. Les mêmes sources soulignaient la probabilité que le sous-centre à Salonique fonctionnait comme organisateur général des Balkans et celui à Constantinople comme responsable de l'importation d'armes dans la région⁶⁸.

⁶² Cf., AMAE, Europe, Grèce, 62, ff. 62-70: Compte-rendu synthétique de renseignements politiques N° 13, Athènes 2-12-1921, 9 pp.

⁶³ Cf. PRO, FO286-826, D-693, Greece, *Communist activities*, 28-6-1922, 4 pp.; Archief van Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel van België [AMBZ], dossier *Correspondance Politique - Légations*, Grèce III, 1919-1924, sous-dossier *Grèce 1923-1924*, Van de Kerchove d'Hallebast [chargé d'affaires belge à Athènes] à Hymans (ministre des Affaires étrangères), N° 729/280, Athènes 27-8-1924, 4 pp.

⁶⁴ *Ibid.*, FO286-826, D-693, Greece, *Communist activities*, 28-6-1922, 4 pp. Les communistes grecs répondaient que les Turcs avaient simplement acheté les articles par les agences de nouvelles à Constantinople (*ibid.*).

⁶⁵ *Ibid.*, FO286-826: D-693. Greece, *Communist activities*, 28-6-1922, 4 pp.; D-709. Greece, *Communism*, 19-7-1922, 2 pp.; D-733. Greece, *Communist Monthly Report*, 1-9-1922, 1 p.

⁶⁶ *Ibid.*, FO286-826: D-733. Greece, *Communist Monthly Report*, 1-9-1922, 1 p.; FO286-826: D-740. Greece, *Varia*, 8-9-1922, 1 p.; FO286-826: D-718. Greece, *Varia*, 8-9-1922, 7 pp.

⁶⁷ Cf. AMAE, Europe, Bulgarie, 33, ff. 199-202: R. Hennezel à Herriot, N° 8, Varna 10-8-1924, 7 pp.

⁶⁸ Cf. PRO, FO371-10695, C7095-251-62 (Douglas à Chamberlain, Vienne 26-5-1925); C7370-251-62 (Kennard à Chamberlain, Belgrade 2-6-1925); C7374-251-62 (Douglas à Chamberlain, Vienne 2-6-1925); C7731-251-62 (Douglas à Chamberlain, Vienne 9-6-1925); C8387-251-62 (Kennard à Chamberlain, Belgrade 22-6-1925); C8392-251-62 (Douglas à Chamberlain, Vienne 22-6-1925); C9953-251-62 (Douglas à Chamberlain, Vienne 28-7-1925); C8703-251-62 (Chamberlain à Cheetham, Londres 29-6-1925); C9927-251-62 (Kennard à Chamberlain, Belgrade 23-7-1925); National Archives of the United States [NARA], Maryland, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Greece, 1910-1929, M 695, [bobine] N° 10, 8-64, J. White à State Dept.-Washington, Riga (Latvie) 5-9-1925, 3+54 pp.

Néanmoins les partisans de Kemal n'étaient pas disposés à procéder à des ruptures sociales radicales⁶⁹. Les solutions qu'ils donnèrent aux problèmes de la révolution nationale bourgeoise se limitèrent à des réformes nécessaires pour la classe bourgeoise turque et pour les grands propriétaires fonciers. Les paysans n'obtinent pas de terre et la classe ouvrière ne fut pas satisfaite. Le parti communiste turc (200 membres à Constantinople en 1920) subit des persécutions sauvages⁷⁰ et en 1923 fut mis hors la loi. Dans le processus de stabilisation politique et sociale de la classe bourgeoise nationale turque, se développaient les liens avec le capital étranger, ayant pour conséquence l'accentuation du conservatisme des milieux dirigeants.

3.5. *Les retombées : perte du rêve, retour à la réalité*

La défaite finale des Grecs en 1922, a objectivement mis fin à l'idéologie de la Grande Idée. Avec l'échange des populations, les Grecs de Turquie et les musulmans de Grèce ont été déracinés⁷¹. Le 6 octobre 1923, l'armée turque a pénétré dans Istanbul et le 29 octobre 1923 fut proclamée la République.

La réalité de la coexistence des deux voisins, de la Grèce et de la Turquie, se révéla douloureuse. A Istanbul, la communauté grecque qui avait échappé à l'échange des populations (selon la statistique de 1927, 99.077 personnes⁷²), était prisonnière des évolutions. En 1925, se raviva la crainte d'un nouveau conflit armé avec la Turquie, à cause de l'expulsion de Constantinople du Patriarche Œcuménique de l'Eglise Orthodoxe grecque Constantin VI⁷³. La fuite des habitants grecs vers l'étranger fut interrompue, en 1930, par la visite de Venizélos à Ankara et par la signature d'un pacte d'amitié gréco-turc et d'un accord commercial (30 octobre 1930).

La normalisation des relations des deux pays était toutefois factice.

En 1955 éclata une grave crise en raison de Chypre et de la lutte des Chypriotes pour leur indépendance. Jusqu'alors, les Turcs n'avaient pas de problème parce qu'ils n'avaient pas de droit sur l'île. Néanmoins, les Anglais tentèrent d'exploiter la communauté turque de l'île comme contrepoids à la lutte de libération nationale des Grecs-Chypriotes. Des groupes de police turcs-chypriotes furent constitués et collaborèrent avec les Anglais. En Turquie, fut créée l'organisation Chypre Turque, ayant pour fondateurs l'éditeur du journal *Huriyet*, Sentat Simabi, et son rédacteur en chef, véritable nationaliste turc Hikmet Bil. Ils furent les principaux responsables du climat d'hystérie qui se manifesta en septembre 1955 et les organisateurs des incidents. Dans le but de faire pression sur la Grèce, furent fondées des commissions de défense de Chypre. Des articles antihelléniques publiés dans les journaux

⁶⁹ Les idées du kémalisme étaient regroupées autour des mots-clés: républicanisme, laïcisme, progressisme, populisme, étatsisme, nationalisme, cf. Paul Dumont, *Mustafa Kemal*, Autrement, Bruxelles, 1989, p. 163.

⁷⁰ Dans un cas, en janvier 1921, 15 cadres dirigeants, parmi lesquels le président du parti Mustafa Suphi, furent arrêtés à Trébizonde; les autorités les transférèrent en pleine mer et les noyèrent (cf. Shaw - Shaw, *History ...*, op. cit., pp. 353-354). Dans un autre cas, le 12 août 1925, ont été condamnés le poète Nazim Hikmet et plusieurs de ses camarades pour diffusion de propagande communiste (*ibid.*, p. 381).

⁷¹ Cf. Georges Prévélakis, « Le processus de purification ethnique à travers le temps », *Guerres mondiales et conflits contemporains* (dossier *Les permanences balkaniques au XX^e siècle*), 53, N° 217, Janvier-mars 2005, pp. 47-59.

⁷² Cf. *Μεγάλη Εγκυκλοπαίδεια Πυρσός* [Grande Encyclopédie Grecque Pyrsos], Makris, Athènes, 1927-1929, article « Constantinople ». Les autres groupes nationaux et religieux étaient: 447.740 musulmans, 52.576 Arméniens, 46.698 Juifs, 22.568 Catholiques, 15.954 autres Chrétiens, 4.269 Protestants (*ibid.*). On estime facilement que les non musulmans s'élevaient à 54% de la population totale.

⁷³ Cf. AMAE, Europe, Grèce, 60 (Z-324-1), ff. 5-7; E. Dobrowolski à E. Herriot, N° 3, Salonique 9-2-1925, 6 pp.; NARA, M 443, N° 7, 68-70, Robert Fernald [consul américain à Salonique] à State Dept. - Washington, Salonique 10-2-1925, 3 pp.

avaient un caractère menaçant accru, dans la mesure où tous rappelaient la défaite de l'armée grecque en 1922. L'aggravation de la situation selon les plans anglais aurait affaibli les Grecs-Chypriotes, c'est pourquoi mûrit le projet d'un conflit gréco-turc, auquel l'Angleterre aurait eu le rôle d'arbitre entre les deux voisins alliés au sein de l'OTAN, assurant son séjour dans l'île. Chef de la campagne antihellénique fut le Premier Ministre Adnan Menderes. Le 24 août 1955, après délibération des cadres de son parti à Constantinople, il proclama un discours incendiaire qui aggrava la situation et par la suite s'enfuit de la ville laissant les minorités à la disposition des vandales.

Le déroulement de pogromes par les masses était une tactique depuis longtemps éprouvée en Turquie. La réunion à Londres, le 29 août 1955, sur la question chypriote (présents MacMillan, Stéphane Stefanopoulos, le ministre des Affaires étrangères de la Turquie Zourlou), aboutit à une impasse. Le 6 septembre 1955, à Thessalonique, sur la façade du consulat turc explosa une bombe. Le consulat est à côté de la maison de Kemal. Nous savons que Kemal était originaire de Salonique ; il y était né en 1881 et sa maison se trouve dans une ruelle de la Ville Haute de Salonique, dans l'ancien quartier conservé jusqu'à aujourd'hui. L'auteur O. Engkin, étudiant en droit à l'université de Thessalonique, fut bientôt arrêté et avoua son acte. L'explosion provoqua des dégâts limités, quelques vitres furent brisées, mais la maison ne subit aucun dommage. Six heures après, le journal *Istanbul Express* en édition spéciale avait à la une annoncé la destruction de la maison de Kemal, en insérant aussi la photographie d'une maison détruite. Au procès de Menderes (du 14 août 1960 au 15 septembre 1961), il fut prouvé que la bombe avait été transportée par le consul turc Bali et son vice-consul Tsetiner. Le même après-midi, le 6 septembre 1955, arrivèrent à Constantinople, en trains civils et militaires, des groupes organisés ayant pour mission préméditée de s'adonner à des pogromes. Ils se rassemblèrent sur la place Taksim et de là, avec pour mot d'ordre « mort aux infidèles » commencèrent à détruire. Pillages de magasins, 61 incendies dans des maisons et églises (deux églises brûlées étaient d'anciennes de l'époque byzantine), viols et crimes d'un nombre indéterminé de Grecs mais aussi d'Arméniens eurent lieu. Les seules mesures prises par le gouvernement furent celles de la protection des Patriarcats grec et arménien, en envoyant sur place des tanks⁷⁴. Les autorités et les journaux s'empressèrent d'accuser comme auteurs les communistes ; des arrestations d'intellectuels progressistes ainsi que des interrogatoires eurent lieu, dans le but de démontrer que derrière ces faits se dissimulaient les Russes. Bulent Ecevit [le politique devenu ultérieurement Premier ministre de la Turquie] vit en la personne des saboteurs des agents russes et accusa le gouvernement de négligence et de patience exagérée face aux communistes. Les événements provoquèrent la convocation exceptionnelle du conseil de l'OTAN. Pendant ces jours, le directeur de la CIA, Allen Dulles, était à Constantinople et, selon toute vraisemblance, donnait des directives au gouvernement sur la programmation des actions⁷⁵. La plupart des Grecs émigrèrent par peur et insécurité mais aussi pour des raisons économiques dues à la perte des moyens de subsistance.

Cette crise ne fut pas la seule. En 1964 et en 1965, de nouveaux bouleversements à Chypre faillirent conduire à un conflit entre la Grèce et la Turquie. Les citoyens grecs d'Istanbul (à cette époque, environ 150.000 personnes) furent de nouveau sujets d'oppression et d'expulsions⁷⁶.

3.6. La Grande Idée face à la conscience sociale

⁷⁴ Cf. *Μακεδονία* [Macédoine] (Thessalonique), 8-9-1955; *Правда* [Vérité] (Москва), 10-9-1955.

⁷⁵ Cf. A. E. Казаросьян, «Трагедия греческого и армянского населения Стамбула 6-7 сентября 1955 г. [La tragédie de la population grecque et arménienne à Istanbul, 6-7 septembre 1955]», *Вестник общественных наук*, Академия наук Армянской ССР, Ереван 1989, N° 4, pp. 27-37.

⁷⁶ Cf. Shaw - Shaw, *History ...*, op. cit., p. 430. Aujourd'hui, la communauté grecque d'Istanbul compte 2.500 personnes seulement.

Nous pourrions constater que Constantinople était pour les Grecs la nouvelle Jérusalem et l'église de Sainte-Sophie était pour eux ce que le Temple de Salomon est pour les Juifs. Le mot d'ordre « s'emparer de Constantinople » fonctionna comme une vision de l'Apocalypse, comme une idée de la fin du vieux monde et de l'arrivée d'un nouveau. La Grande Idée avait un caractère messianique, c'était une sorte de but sacré qui sanctifiait toute sorte de moyens.

Néanmoins, comme toutes idées nationales exacerbées, en dehors du temps, en dehors du contexte de leur époque et des conditions sociales, ont absorbé des forces qui auraient pu être utilisées pour des buts sociaux, pour l'amélioration de la situation sociale, et ont dispersé les forces vives de chaque nation qui autrement auraient été investies pour établir une justice sociale, ainsi la Grande Idée a-t-elle joué un rôle réactionnaire face à la diffusion des nouvelles idées sociales. C'est pourquoi elle s'est trouvée face à l'essor de la conscience politique et sociale et au développement de l'idéal socialiste.

Les Grecs furent obligés de rejeter les visions du nationalisme. Ils sont devenus plus réalistes sur des sujets critiques, qui étaient en suspens jusqu'à aujourd'hui, dans leurs relations entre les trois Etats voisins, la Grèce, la Turquie et la Chypre.

4. Le mouvement ouvrier en Grèce, pendant la guerre et l'occupation du pays par les puissances de l'Axe

Dans ce texte, nous allons essayer de traiter le thème du mouvement ouvrier en Grèce au cours de la période de 1941 jusqu'en 1944 ; nous allons tenter de donner les dimensions et l'importance de la résistance que la classe ouvrière grecque a développée pendant l'occupation du pays par les armées des puissances de l'Axe. En comparant son action avec la résistance des mouvements ouvriers qui se sont développés dans les autres pays balkaniques pendant la même période, il ressort que celle-ci avait un esprit de libération nationale plus développé. La synthèse de l'esprit de libération nationale avec celui de la lutte de classes⁷⁷ était caractéristique de la position que l'avant-garde de la classe ouvrière grecque a prise.

Il est en vérité exceptionnel que, à partir d'un mouvement ouvrier désarticulé pendant la dictature du général Metaxas, de 1936 à 1941⁷⁸, les travailleurs aient pu organiser, dans une grande mesure, à partir du parti des ouvriers, du Parti communiste de Grèce, un front national très important, qui a réussi, jusqu'en 1944, à contrôler toute la campagne du pays, limitant ses adversaires aux grands centres urbains.

Comme on le sait, les premières couches des travailleurs (des ouvriers, des artisans, des employés du commerce et des services, des fonctionnaires) se sont formées, dans la deuxième moitié et surtout à la fin du 19^e siècle, dans les principaux centres urbains de l'Ancienne Grèce⁷⁹. Après 1912, avec l'annexion de la Macédoine méridionale et de la Thrace occidentale par l'Etat hellénique, un potentiel ouvrier très important s'y est ajouté ; l'esprit avancé des ouvriers juifs de la ville de Salonique et des ouvriers du tabac qui travaillaient dans les centres urbains des Nouvelles Provinces a donné une impulsion au mouvement syndical et socialiste de l'Ancienne Grèce⁸⁰, aboutissant à la fondation du Parti communiste de Grèce, dans lequel se sont incorporées les forces qui constituaient l'avant-garde des travailleurs du pays⁸¹. Le chemin des travailleurs et de leur mouvement, pendant les deux décennies de 1920 et 1930, était plein d'obstacles dans le domaine du syndicalisme et de la

⁷⁷ Pour les éclaircissements des notions, cf. les articles conceptuels dans *Dictionnaire critique du marxisme*, sous la direction de Georges Labica et Gérard Bensussan, Presses Universitaires de France, Paris 1985².

⁷⁸ Cf. Jon Kofas, *Authoritarianism in Greece: The Metaxas Regime*, Boulder, New York 1983, pp. 129-145.

⁷⁹ Cf. Christina Agriantoni, *Οι απαρχές της εκβιομηχάνισης στην Ελλάδα τον 19ο αιώνα* [Le début de l'industrialisation en Grèce au 19^e siècle], Archives Historiques - Banque Commerciale de Grèce, Athènes 1986, pp. 188-203; *id.*, «Βιομηχανία [Industrie]», *Η ανάπτυξη της ελληνικής οικονομίας κατά τον 19ο αιώνα (1830-1914)* [Le développement de l'économie grecque pendant le XIX^e siècle (1830-1914)], sous la direction de Kostas Kostis et Sokratis Petmezas, Alpha Bank - Istoriko Arheio, Athènes 2006, pp. 219-251; Kostas Kostis - Sokratis Petmezas, «Εισαγωγή [Introduction]», *Η ανάπτυξη ..., op. cit.*, pp. 27-28; Vassias Tsokopoulos, *Πειραιάς, 1835-1870. Εισαγωγή στην ιστορία του Ελληνικού Μάντσεστερ* [Le Pirée, 1835-1870. Introduction à l'histoire du Manchester grec], Kastaniotis, Athènes 1984, pp. 219-245; Vassilis K. Lazaris, *Πολιτική ιστορία της Πάτρας* [Histoire politique de Patras], t. 1, Achaïkes Ekdoseis, Athènes 1986, pp. 272-276

⁸⁰ Cf. Jecchinis, *Trade ..., op. cit.*, pp. 11-48; Kostis Moskof, *Εισαγωγικά στην ιστορία του κινήματος της εργατικής τάξης* [Introduction à l'histoire du mouvement de la classe ouvrière], [édition privée], Thessalonique 1979, pp. 44-147; Alexandros Dagkas, *Recherches sur l'histoire sociale de la Grèce du Nord: Le mouvement des ouvriers du tabac, 1918-1928*, Série « Editions de l'Association de Recherches Interdisciplinaires Pierre Belon » N° 6, De Boccard, Paris 2003, chapitre I.

⁸¹ Cf. Gianis Kordatos, *Ιστορία του ελληνικού εργατικού κινήματος* [Histoire du mouvement ouvrier grec], Karavakos, Athènes 1956², pp. 303-321; Leon, *The Greek ..., op. cit.*, traduction en grec: Exantas, Athènes 1978, pp. 249-294.

politique⁸². Après les périodes des guerres, jusqu'en 1922, et de la dictature du général Pangalos, en 1925-1926, la période de la démocratie politique, qui a commencé en 1924 avec la proclamation de la République, n'a pas connu de progrès importants vers les libertés et n'a pas aidé les ouvriers à obtenir une plus grande justice sociale⁸³. Ensuite, pendant la dictature du général Metaxas, les dirigeants du Parti communiste de Grèce ont été emprisonnés⁸⁴ ; plusieurs membres du parti, syndicalistes et autres progressistes ont été déportés dans les îles désertes de la mer Egée⁸⁵.

A l'aube de la décennie de 1940, le secteur agricole de l'économie grecque employait 50% de la population économiquement active, tandis que l'industrie, les transports, la manufacture et l'artisanat employaient environ 25%⁸⁶. Nous trouvons cette prépondérance en nombre des paysans dans la composition du front de la résistance, qui, dans sa plus grande partie, a été constitué par la paysannerie⁸⁷. Cependant, ceux qui les premiers ont pris en main le combat contre les envahisseurs étaient les ouvriers ; très tôt, juste après la bataille de Crète (en mai 1941) et l'occupation complète de la Grèce, a été créée, le 16 juillet 1941, la Section ouvrière du Front de libération nationale (EEAM)⁸⁸, avant même la création (le 27 septembre 1941) de l'ensemble du Front de libération nationale (EAM)⁸⁹. Cette situation exceptionnelle a contribué au fait que la direction du front est restée dans les mains de l'avant-garde politique ouvrière.

Ce mouvement était très important, parce que ses membres étaient des militants valeureux et ils ont empêché sérieusement l'avancée des puissances de l'Axe sur le front oriental ; ils ont eu une activité intense, ce qui a interdit aux conquérants de demeurer tranquilles et les a contraints de garder 12 divisions clouées en Grèce. Les pertes que l'ennemi a subies ont atteint 33.800 hommes, morts ou prisonniers, et plusieurs dizaines de milliers de blessés⁹⁰. Evidemment, nous donnons ces éléments parce que peut-être tout le monde ne les

⁸² Cf. Keith R. Legg, *Politics in Modern Greece*, Stanford University Press, Stanford 1969, pp. 114-119; *Σαράντα χρόνια του ΚΚΕ, 1918-1958* [Les 40 ans du Parti Communiste de Grèce, 1918-1958], Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1958, pp. 61-460.

⁸³ Cf. Constantin Tsoucalas, *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Maspero, Paris 1970, pp. 27-48; Roussos Koundouros, *Law and the Obstruction of Social Change: A Case Study of Laws for the Security of the Apparently Prevailing Social Order in Greece*, M. Phil., Brunel University, 1974, édition en grec: Kastaniotis, Athènes 1978, pp. 115-120; Nicos Alivizatos, *Les institutions politiques de la Grèce à travers les crises, 1922-1974*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris 1979, traduction en grec: Themelio, Athènes 1986, pp. 380-391.

⁸⁴ Cf. George Kousoulas, *Revolution and Defeat. The Story of the Greek Communist Party*, Oxford University Press, London etc. 1965, pp. 126-140.

⁸⁵ Cf. Archives du Parti communiste de Grèce, *Γιώργος Παπαρήγας* [Giorgos Paparigas, Mémoires], pp. 41-80 (dactylographié), le cas de G. Paparigas, ouvrier du tabac et syndicaliste à la ville de Volos; Spyros Linardatos, *4η Αυγούστου* [4 août], Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1967, pp. 387-419.

⁸⁶ Cf. Kostas Vergopoulos, *Το αγροτικό ζήτημα στην Ελλάδα. Η κοινωνική ενσωμάτωση της γεωργίας* [La question agraire en Grèce. L'incorporation sociale de l'agriculture], Exantas, Athènes 1975, p. 196; Constantine P. Trachanas, *The Agrarian Political Party of Greece. Politics and Peasants, 1922-1936*, Doctorat sous la direction de Frits de Jong Edz. / Universiteit van Amsterdam, 1989, chapitres I et II; Mark Mazower, *Greece and the Inter-war Economic Crisis*, Clarendon Press, Oxford 1991, pp. 51-58, 75-100, 238-270.

⁸⁷ Cf. Giorgos Margaritis, *Από την ήττα στην εξέγερση. Ελλάδα, άνοιξη 1941 - φθινόπωρο 1942* [De la défaite à la révolte. Grèce, printemps 1941 - automne 1942], Politis, Athènes 1993, pp. 193-209.

⁸⁸ Cf. Ang. Avgoustidis, «Το Εργατικό ΕΑΜ [La Section ouvrière du Front de libération nationale]», contenu dans *Ελλάδα 1936-1944. Δικτατορία - Κατοχή - Αντίσταση* [Grèce 1936-1944. Dictature - Occupation - Résistance], Institut Culturel de la Banque Agricole, Athènes 1989, pp. 277-289.

⁸⁹ Cf. *Στ' όρματα! Στ' όρματα! Χρονικό της Εθνικής Αντίστασης, 1940-1945* [Aux armes! Aux armes! Chronique de la Résistance nationale, 1940-1945], ouvrage collectif, Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1967, pp. 567-568.

⁹⁰ Cf. John Louis Hondros, *Occupation and Resistance. The Greek Agony, 1941-44*, Pella, New York 1983, pp. 159-163; *Σύντομη ιστορία του ΚΚΕ. Μέρος Α: 1918-1949 (Σχέδιο)* [Précis d'histoire du Parti

connaît-il pas ; nous rappelons également une série d'activités comme, par exemple, la grève générale et la manifestation du peuple d'Athènes, le 3 mars 1943, contre le recrutement civil forcé, avec en tête les travailleurs, où beaucoup de sang a coulé et où il y a eu des centaines de victimes⁹¹. Et si on voulait chercher une preuve en plus, on verra que, le Premier Mai 1944, à Athènes, dans le quartier de Kaisariani, parmi les 200 patriotes exécutés par les Allemands, la plus grande proportion était des ouvriers et autres travailleurs⁹².

La combativité importante des travailleurs de Grèce, ainsi que l'esprit de libération qui les animait, nous appelle à faire une comparaison concernant les mouvements des autres pays balkaniques pendant la même période. En 1918, de tous les pays balkaniques, la Grèce demeurait le pays le plus arriéré en matière d'idées d'organisation ouvrière⁹³ ; néanmoins, en 1941, l'avant-garde ouvrière a pris l'initiative de la création d'un front, qui a réussi à réunir, jusqu'au mois d'août 1944, presque 2,5 millions de Grecs. Il est évident que tous les pays balkaniques, comme les conditions politiques étaient très diverses, n'étaient pas engagés, au même titre, dans la lutte contre le fascisme⁹⁴. Entre la Yougoslavie et la Grèce, qui étaient parties prenantes de cette lutte, et qui étaient de vrais combattants, il y a, à notre avis, une différence qui nous paraît importante : le mouvement des partisans en Yougoslavie avait une structure exclusivement militaire, disposant d'une armée de 800.000 hommes, sans une aile civile⁹⁵. De ce fait, les rapports des membres du front avec la paysannerie de leur pays était des rapports de dominants à dominés. C'est pourquoi pour le ravitaillement ils avaient recours à des réquisitions, ils s'emparaient des biens ; bien sûr ils ne les volaient pas, mais ils les saisissaient par réquisition. En revanche, en Grèce, le front de libération nationale disposait d'une armée de 140.000 hommes « seulement », mais aussi d'une aile civile très étendue, comprenant 1,5 million de personnes, et d'une Jeunesse englobant encore 600.000 jeunes. Tous ces patriotes, dont le volume d'ensemble correspondait à 70-80% du peuple, étaient, dans leur majorité, des paysans. Même s'ils n'étaient pas engagés de façon active dans le mouvement de la résistance, ils étaient, volontairement, l'appui des forces de la résistance, aidant au ravitaillement de l'aile militaire, ainsi que pour d'autres problèmes de la vie quotidienne. Par contre, la différence des conditions politiques en Bulgarie, en Roumanie, en Albanie a fait que il n'y avait pas de raisons à ce qu'il y ait des mouvements de libération nationale. Les partis ouvriers étaient dans la clandestinité, dissimulés derrière d'autres formations sociales et politiques. Malgré tout il y avait une opposition, un conflit d'une partie de la classe ouvrière contre les gouvernements établis. En Bulgarie, par exemple, il y avait un mouvement étroit de classe, constitué par des membres et sympathisants du parti communiste bulgare, environ 20.000 personnes, avec une activité limitée, avec un réseau clandestin dans l'armée⁹⁶ ; quand les Soviétiques sont arrivés ante portas, plusieurs soldats progressistes

Communiste de Grèce. Première partie: 1918-1949 (Esquisse)], Edition du comité central du Parti communiste de Grèce, Athènes 1988, p. 213.

⁹¹ Cf. Ριζοσπάστης, 20-4-1943; Κομμουνιστική Επιθεώρηση [Revue communiste] (Athènes), N° 20, Novembre 1943 [reprint: Κομμουνιστική Επιθεώρηση, 1946, Kazantzias, Athènes 1978, pp. 580-585].

⁹² Cf. Antonis Flountzis, Χαϊδάρι [Haïdari], Papazisis, Athènes 1976, pp. 379-413.

⁹³ Pour les comparaisons, cf. Октомври и Балканите [Octobre et Balkans], ouvrage collectif, Наука и Изкуство, София 1977, pp. 17-171; Bogdanovic, *The Serbian Labour Movement ...*, op. cit., passim; Vesséline Hadjinicolov (et autres), *Histoire des Syndicats bulgares*, Sofia-Presse, Sofia 1977, pp. 23-84; Antonis Ambatielos, "Die revolutionäre Bewegung in Griechenland in den Jahren 1917-1920", Internationale Tagung der Historiker der Arbeiterbewegung, 15. Linzer Konferenz 1979, *Soziale und politische Veränderungen in der Welt am Ende des Ersten Weltkrieges*, Europaverlag, Wien 1981, pp. 146-154.

⁹⁴ Cf. Междunarодное рабочее движение ..., op. cit., pp. 624-633, 641-646, 650-654.

⁹⁵ Cf. Историја Савеза Комуниста ..., op. cit., pp. 179-282; Josip Broz Tito, *Les communistes yougoslaves et le mouvement ouvrier international*, Questions actuelles du Socialisme, Belgrade 1985, pp. 63-147.

⁹⁶ Cf. Интернационализъмът на Българската Комунистическа Партия, 1892-1944. Документи и материали [L'internationalisme du Parti communiste bulgare, 1892-1944. Documents et matériaux], travail collectif, Институт по история на БКП - Партиздат, София 1974, pp. 396-443; Théodoros

bulgares des troupes d'occupation stationnées en Macédoine et en Thrace grecques ont abandonné leurs postes et se sont enfuis en Bulgarie ou ils se sont unis avec les autres dans un soulèvement qui renversa le gouvernement⁹⁷. En Roumanie, également, des individus progressistes, au dernier moment – deux semaines avant que les Soviétiques franchissent les frontières –, ont créé des groupes révolutionnaires dans leurs villes et villages et se sont enfuis sur les montagnes⁹⁸. Ces formations ont ensuite encadré, en tant que mouvement de résistance, le nouveau régime instauré dans le pays⁹⁹. Nous remarquons que les possibilités de la classe ouvrière dans ce pays étaient minces et leur capacité très faible.

Le combat des travailleurs grecs, qui a contribué à retenir les forces de l'Axe en Grèce et en général dans les Balkans, a eu une grande efficacité¹⁰⁰. En revanche, les objectifs de ce mouvement n'ont pas été atteints en ce qui concerne le problème de la libération de la classe ouvrière. Le Front avait, dans l'ensemble, les perspectives du mouvement ouvrier, il avait les objectifs des travailleurs pour la réalisation d'une société assez différente dans l'avenir après la libération. Là, évidemment, un historien devrait avoir beaucoup de temps pour faire la part entre les difficultés qui existaient objectivement – vues les conditions historiques et les conditions du développement de la guerre – et ce qu'il faut éventuellement qualifier d'erreurs de la part de la direction de ce mouvement, si vous voulez d'erreurs d'évaluation et de prévision : d'évaluation des problèmes dans l'immédiat et de prévision à moyen terme. C'est pourquoi nous avons eu le développement qu'on connaît et qui aboutit à une guerre civile¹⁰¹. On vient déjà d'avoir une idée des raisons historiques et politiques sur le rôle de l'Angleterre en Grèce (sa domination sur l'économie de la Grèce dans l'entre-deux-guerres¹⁰², sa participation aux côtés de l'armée grecque contre les Allemands en 1941¹⁰³, son alliance avec l'Union soviétique au sein d'un ensemble auquel appartenait également le mouvement grec¹⁰⁴). Il s'agissait de raisons objectives qui, évidemment, n'ont pas aidé à la réalisation de ce deuxième volet qui était malgré tout présent dans le programme, celui de l'émancipation

Papapanagiotou, *L'effort pour la création du Grand Quartier Général Balkanique et la coopération balkanique (juin-septembre 1943). Contribution à l'étude de l'histoire des relations balkaniques*, DEA, Paris I, 1991, pp. 43-81.

⁹⁷ Cf. Tsola Dragoitchéva, *De la défaite à la victoire. Mémoire d'une révolutionnaire bulgare*, Sofia-Presse, Sofia 1983, pp. 420-505.

⁹⁸ Cf. Nicolae Jurca, *Istoria Social-Democratiei din România*, Editura Științifică, Bucuresți 1994, pp. 297-325.

⁹⁹ Cf. Robert R. King, *A History of the Romanian Communist Party*, Hoover Institution Press, Stanford [sans année d'édition], pp. 43-49.

¹⁰⁰ Cf. André Kédros, *La Résistance grecque (1940-1944)*, Robert Laffont, Paris 1966, traduction en grec: Themelio, Athènes 1976, t. 1, pp. 279-293.

¹⁰¹ Cf. Dominique Eydes, *Les Kapetanios*, Fayard, Paris 1970, traduction en grec: Exantas, Athènes 1974, pp. 352-451; Christophe Chiclet, *Les communistes grecs dans la guerre. Histoire du Parti Communiste de Grèce de 1941 à 1949*, L'Harmattan, Paris 1987, pp. 99-264; Giorgos Margaritis, *Ιστορία του ελληνικού εμφυλίου πολέμου, 1946-1949* [Histoire de la guerre civile grecque, 1946-1949], Vivliorama, Athènes 2001³, 2 vol., 634+678 pp.

¹⁰² Cf. Nikos P. Mouzelis, *Modern Greece. Facets of Underdevelopment*, Macmillan, London etc. 1978, pp. 23, 166; Nicolas Bloudanis, *Dépendance et impérialisme: L'importance des relations économiques anglo-grecques entre 1918 et 1940*, (Thèse/Neuchâtel) Del Val, Cousset (Fribourg) 1989, pp. 53-205.

¹⁰³ Cf. Alex Buchner, *Die Deutsche Griechenland Feldzug. Operationen der 12. Armee 1941*, Die Wehrmacht im Kampf N° 14, Kurt Vowinkel Verlag, Heidelberg 1957, passim; *Ιστορία του ελληνοϊταλικού και ελληνογερμανικού πολέμου 1940-1941 (επιχειρήσεις στρατού ξηράς)* [Histoire de la guerre gréco-italienne et gréco-allemande de 1940-1941 (opérations de l'armée de terre)], Edition de l'Etat-major de l'Armée grecque - Direction du Service Historique de l'Armée, Athènes 1985, pp. 151-262.

¹⁰⁴ Cf. *Δέκα χρόνια αγώνες, 1935-1945* [Dix ans de combats, 1935-1945], Editions du comité central du Parti communiste de Grèce, Athènes 1945, pp. 123-124; *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, travail collectif, Robert Laffont, Paris 1997, pp. 460-461; *Le siècle des communismes*, ouvrage collectif, Atelier - Editions Ouvrières, Paris 2000, pp. 211-216.

des travailleurs¹⁰⁵. En ce qui concerne les erreurs, on peut évoquer une raison évidente, à savoir le bas niveau idéologique des militants du Parti communiste de Grèce. Il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'un parti ouvrier toujours persécuté, qui n'a pas eu la possibilité de former des cadres et une direction à la hauteur des circonstances. Cette constatation a été faite, quelques années après les événements, par le Parti communiste de Grèce lui-même, en soulignant sa propre conception¹⁰⁶.

¹⁰⁵ Cf. dans les Archives du Parti communiste de Grèce, la déclaration du programme du Parti *Λαοκρατία και σοσιαλισμός* [Domination du peuple et socialisme], 1943; Dimitris Glinos, *Τί είναι και τί θέλει το Εθνικό Απελευθερωτικό Μέτωπο* [Qu'est-ce que c'est le Front de libération nationale et où il aboutit], O Rigas, Athènes 1944, p. 41. Cf. aussi Grigoris Farakos, *Ο Ελληνικός Λαϊκός Απελευθερωτικός Στρατός και η εξουσία* [L'Armée populaire de libération nationale et le pouvoir], t. 1, Ellinika Grammata, Athènes 2000, introduction (pp. 15-37).

¹⁰⁶ Cf. *Το ΚΚΕ. Επίσημα κείμενα* [Le Parti Communiste de Grèce. Textes officiels], t. 5 (1940-1945), Département d'Etudes historiques du comité central du Parti communiste de Grèce - Synchroni Epohi, Athènes 1981, pp. 417-432; *Δοκίμιο ιστορίας του ΚΚΕ* [Esquisse de l'histoire du Parti Communiste de Grèce], t. 1 (1918-1949), Département d'Etudes historiques du comité central du Parti communiste de Grèce - Synchroni Epohi, Athènes 1995, pp. 511-512.

5. Old Blunders, New Aberrations: The Marxists versus Nationalism and Racism

We live in strange times. In an increasingly globalised economy, within a Europe that is rapidly moving towards supranational unification, we are seeing the resurgence of a very vigorous nationalism; and it is finding two main outlets: one as chauvinism, as a wave of expansionism, hatred and intolerance of others, and the other as national defence, resistance to the uniformity that is being imposed upon the planet by the great economic powers.

With ethnic conflicts on the rise and nationalist issues at the heart of theoretical inquiry, Marxism has been the object of hostile criticism in the framework of manifestly prejudiced political confrontation. An exposition of Marxist views which preserves the historical interest of the several themes while at the same time helping to strengthen contemporary understanding of national and racial conflict is therefore of considerable interest.

Historically, nationalism and racism emerged as front-line phenomena, compelling the Marxists to address them. Certain ethnic problems, like the Jewish question and the Balkan Confederation, were exceptionally complex. This article will examine Marxist attitudes to such issues, and will explore Marxist responses and practices to related events in the present stage in the evolution of the Nation-State.

The views of the Marxist theoreticians on ethnic and racial matters will be set out in full cognisance of the fact that since the days of the Communist Manifesto they have been less philosophers than political realists, pursuing political advantage and displaying the pragmatism required by political action. The dialectics of Marxist debate was not confined to the level of ideology, but was linked to that of action, serving the imperatives of framing tactics and drafting a political programme. This is why many of the positions formulated in the past have been reversed by History. Austrian Marxism was left hanging after the collapse of the multiethnic Austro-Hungarian Empire in 1918. The Basques, a “reactionary people” according to Friedrich Engels, developed a revolutionary struggle in Spain¹⁰⁷. Polish national independence, a petit bourgeois utopia in the eyes of Rosa Luxemburg¹⁰⁸, became a reality in 1918. The Czechs, characterised by Engels as a “non-historical” people lacking “national vitality”, also created a state of their own¹⁰⁹. The blacks of the United States, a community with neither an economic life nor a common territory, have crystallised into a nation and created a powerful ethnic movement.

5.1. Racism and nationalism

Despite its inhuman face, the racism of the 19th century was not a front-line issue. For the popular social strata, racialism was a truism. It was a commonplace that reinforced racial divisions and corroded the solidarity of the working class on the national and international level. The classic Marxists were influenced by these tendencies. Karl Marx, who branded colonialism as barbarous, nonetheless agreed with Engels that every metropolitan centre was a source of progress for its colonies, with their development of capitalism¹¹⁰. They believed in the necessity of the expansion of capitalism into the underdeveloped areas of the world, even through conquest and colonialism, the idea being that the modernising characteristics of the capitalist economy would enhance the prospects of social revolution. These ideas, however, clearly had nothing to do with the promotion of racial discrimination. Later, Rosa opposed

¹⁰⁷ Cf. Friedrich Engels, “Der magyarische Kampf”, *MEW, op. cit.*, t. 6, pp. 165-176.

¹⁰⁸ Cf. Rosa Luxemburg, “Die industrielle Entwicklung Polens. Inaugural-Dissertation” [1896], *Gesammelte Werke*, t. 1/1, Dietz Verlag, Berlin 1987, pp. 113-216.

¹⁰⁹ Cf. Engels, “Der demokratische Panslavismus”, *MEW, op. cit.*, t. 6, pp. 270-286.

¹¹⁰ Cf. Engels to Marx, 6-6-1853, *MEW, op. cit.*, t. 28, N° 115, pp. 255-261; Marx, “Die britische Herrschaft in Indien” (“The British Rule in India”), *MEW, op. cit.*, t. 9, pp. 127-133.

this hopeful concept of capitalism and its ultimate manifestation, imperialism, seeing the underdeveloped regions as permanently necessary props of the capitalist mode of production, particularly through the unpaid labour supplied by their exploited labour forces¹¹¹.

The rationalisation of the phenomenon of nationalism attempted by Marx and Engels during the rise of capitalism in the 19th century avoided the sentimental nationalist freight that triumphed in Europe. There was a lurking danger that the labour movement might go astray as a result of an adulteration of its class consciousness, given that the labour parties in the metropolitan centres did not understand the national question and the problem of colonialism, while they were hostile to the nationalism of the colonies in relation to their own nationalisms. Engels thought German socialists would find it hard to oppose nationalism, including military credits, preferring to make a concession rather than have their party lose its possibilities of success¹¹². The price of this ideological drift was to appear later, in the imperialistic complicity of the socialist parties in 1914, when they approved the war funds that fostered socialist involvement in World War I¹¹³.

The 20th century chauvinisms in the metropolitan centres made the European labour movement answerable to the progressive movements of the oppressed nations. They demanded a distinction between the justified nationalism of the colonies and the semi-colonised countries, which looked forward to national democratic liberation (patriotic movements), and imperialistic chauvinism. The rise of nationalism in Europe after World War I did not leave the reform wing of the labour movement untouched. Some of the tenets of the theoretician of Austrian Marxism, Otto Bauer¹¹⁴, were revived, notably that nationalist sentiment was responsible for the petit bourgeoisie's inclination towards xenophobia and racism, views that led to the certainty that fascism was the consequence of the crisis of the petit bourgeoisie. At a time when fascism was trying to monopolise patriotism, the Comintern, adopting the line of class warfare, proclaimed anti-colonial action a duty, condemning the chauvinism of the reforming labour movements. Antonio Gramsci, by contrast, studying the French Revolution and the Italian unification¹¹⁵, came to the conclusion that the labour movement had the potential to propose a national construct and that political society [*società politica*] and civil society [*società civile*] were defined on the basis of national communities. Georgi Dimitrov's denunciation of fascism as the extreme choice of the most reactionary and most imperialist circles of the oligarchy of finance capital¹¹⁶ led the Comintern in 1935 to lift its narrow line and adopt the practice of consolidating national fronts.

Further developments, most notably the organic expansion of the capitalist mode of production to the entire globe via colonialism, the globalisation of that imperialist age which created a world market, made it necessary to define the character of the anti-colonialist struggle. The view that prevailed was that of Stalin, who held that the revolution was anti-feudalist within the colonies and anti-imperialist without, and would be led by the national bourgeois classes of the colonies. L. D. Trotsky, on the other hand, insisted that the interests of all the ruling classes, even those of the relatively subordinate ruling classes of the colonial world, had already formed a cohesive fabric around world capital, and a bourgeois revolution

¹¹¹ Cf. Luxemburg, "Die Akkumulation des Kapitals. Ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus" [1913], *Gesammelte Werke, op. cit.*, t. 5, pp. 7-411.

¹¹² Cf. letters of Engels to August Bebel and to Adolph Sorge, during 1891, in *MEW, op. cit.*, t. 38, *passim*.

¹¹³ Cf. Simon Petermann, *Marx, Engels et les conflits nationaux*, Emile Van Balberghe, Bruxelles 1987, p. 84.

¹¹⁴ Cf. Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wien, 1907, English translation: *The Question of Nationalities and Social Democracy*, University of Minnesota Press, Minneapolis (MN) 2000, *passim*.

¹¹⁵ Cf. Antonio Gramsci, *Quaderni del Carcere*, Einaudi, Torino 1975, "Il Risorgimento".

¹¹⁶ Cf. *VII Congress of the Communist International. Abridged stenographic report ...*, *op. cit.*, Fifteenth and Sixteenth Sitzings (August 2, 1935), pp. 124-193.

was therefore an impossibility¹¹⁷. Mao Zedong's contribution to the dispute was his view that the national Chinese bourgeoisie was unstable by nature and incapable of leading a revolution, unlike the oppressed agrarian strata, which had an immediate interest in revolution and which – together with the petit bourgeoisie – constituted the chief potential component of the anti-feudal and anti-colonialist revolution¹¹⁸.

5.2. Race and class

Race and class, discrimination (racial – and gender-based –) and (class) inequality were not separate things. The approach based on the *subalterno* [subaltern] – the term was introduced by Gramsci¹¹⁹ to underline the instability and tension inherent in the crisis during the final stages of colonial domination – is a negation of the distinction between class and race, pointing up the interconnectedness of the two categories. V. I. Lenin was aware of the transfer of this relation to the level of the class struggle. In 1905, a refugee in Geneva, he wrote in connection with the pogroms in Russia that the Tsarists were stirring up enmity and racial hatred in hopes of stopping the class struggle, but that in reality the sight of blood in the streets was creating in the people a familiarity with violence and an agitation that would benefit the revolutionaries. "Vive le son du canon [hail the thunder of the cannon]", he concluded, in the words of the French song¹²⁰.

During the Great War, on top of economic and social disruption came the political overthrow of the establishment in Russia by the communists in 1917, bringing the class struggle violently to the fore. In 1919, the pogroms against the coloured in the United States showed that the promises of racial reform and integration that had been distributed during the war had been forgotten. Many moved from the stream of reform to that of radical challenge. The Comintern, urged by Lenin, changed its slogan from "Proletarians all over the world unite" to "Proletarians and oppressed...", welcoming the integration of anti-colonialist forces into the new organisation of international communism¹²¹.

5.3. Anti-Semitism

The Jews were exposed to the dangers of racial prejudice through the functional positions they held in European societies. Marx (himself a Jew) and Karl Kautsky thought that the Jews thus created a people-class or a people-caste that fed the hostility of the rest¹²². The ideology and practice of Zionism, a particular chapter in the history of nationalism and chauvinism, was condemned by those who saw an outlet in the supra-racial and supra-national rally for social revolution. Kautsky, mildly prophetic, wrote in his *Race and the Jews* that the Jews, not constituting a race, could not find in Zionism an authentic national emancipation movement¹²³. No emancipation could save them; their fate was bound up with the revolution in the country in which they lived. The radical answer of the Jewess Rosa Luxemburg to charges that her fellows had no fatherland included a progressive dialectical conception of the meaning of the term of fatherland as the improvement of the life, the moral

¹¹⁷ Cf. Léon Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine ou Le grand organisateur des défaites*, Presses Universitaires de France, Paris 1979², pp. 288-302.

¹¹⁸ Cf. Mao Zedong, «Οι τάξεις της κινεζικής κοινωνίας [The Classes in Chinese Society]», *Διαλεχτά έργα* [Selected Works], vol. 1, Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1957, pp. 13-32.

¹¹⁹ Cf. Gramsci, *Quaderni* ..., *op. cit.*, "Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce".

¹²⁰ Cf. V. I. Lenin, "Preface to the Pamphlet *Memorandum of Police Department Superintendent Lopukhin*" [1905], *Collected Works*, Progress Publishers, Moscow, 1977³, vol. 8, pp. 202-205.

¹²¹ Cf. A. B. Reznikov, "The Strategy and Tactics of the Communist International in the National and Colonial Question", *The Comintern and the East*, collective study, Progress, Moscow 1979, p. 145.

¹²² Cf. Marx, "Zur Judenfrage", *MEW, op. cit.*, t. 1, pp. 347-377; Karl Kautsky, *Patriotismus und Sozialdemokratie*, Verlag der Leipziger Buchdruckerei Aktiengesellschaft, Leipzig 1907, *passim*.

¹²³ Cf. Kautsky, "Rasse und Judentum", *Neue Zeit* (Stuttgart), 20, 1914, pp. 1-94.

substance and the intellectual force of the people¹²⁴. Trotsky, another Jew, repeatedly asserted his categorical opposition to Zionism.

Both Engels and Kautsky thought that anti-Semitism could sometimes be a first stage in the development of an anti-capitalist consciousness in the underdeveloped social classes. Interested particularly in contemporary capitalist society, the Marxists were unconcerned with the extensions of the term anti-Semitism, that is, with behaviours, perceptions, actions and language. Attitudes and expressions revealing a "Judaophobia" proved tenacious in Marxist circles, alongside manifestations of a nationalist type: jokes, disparaging comments, covert attacks. Not even G. V. Plekhanov was immune from this tendency, as shown by an incident described by Lenin in 1900¹²⁵. It was an attitude that brought down upon the Marxists, the communist parties and the countries that had adopted Marxist ideology charges of anti-Semitism from their adversaries.

5.4. Social democrats, and communists

Social democracy abandoned Marxism as its world-theory in the second half of the 20th century, but the consequences of its earlier stance remained. A racial *longue durée* [in Fernand Braudel's phrase¹²⁶] incessantly brought to the surface subterranean currents, experiences from the past as lived by people in similar social situations in bygone ages¹²⁷. The cultural xenophobia of the working class, after World War II, was connected with the entrenchment within it of nationalist convictions, which clashed with the reality of the benefits offered to the national economies by the low-wage foreign labour. In Great Britain, the resurgence of working class racism was colonial in nature. The island has been called the last conquest of the British Empire, a quip that not only reflects the truth on the economic, social and political level but also in the cultural domain. It has been shown that the passage from past to present was catastrophic for the white workers, in the shaping of their cultural identity, and equally so for the blacks. Within the social classes, the nullification of the cultural identity of the white workingman was just as violent, given that the disappearance of the empire meant a loss of self-importance while leaving behind those elements that constituted the profile of the imperialist, nationalist, racist workingman.

In Europe, need, in the form of the acute demographic problem created by the ageing of the population, led the social democrats to elaborate a contemporary approach to humanitarian ideology. Morals, as an historical category, is not an abstract concept, but a regulator of human views and behaviours, shaping public opinion and moral education with its own views of right and wrong. In the specific moral framework, this contemporary humanitarian ideology includes an understanding of the drama of the foreign immigrants, the wretched economic refugees that have escaped from the misery of life in their homelands, imploring for a better future. In different conditions, under the pressure of different needs, the contemporary European Enlightenment might have put forward another conception of humanitarianism, that of the support not of the few that manage to come to Europe but of the many that remain behind, condemned to poverty and want.

Humanitarianism has in the past decade been given a content that has included armed interventions (which might be labeled moral wars) that, according to the pronouncements of the great powers, were intended to remove injustices. This was the case in Yugoslavia, with the "war of the Social Democrats" (this term describing the make-up of the dominant social-

¹²⁴ Cf. Robert Wistrich, *Revolutionary Jews*, Harrap, London 1976, pp. 18-20.

¹²⁵ Cf. Lenin, "How the 'Spark' was nearly Extinguished" [1900], *Collected Works, op. cit.*, vol. 4, pp. 333-349.

¹²⁶ Cf. Fernand Braudel, « Histoire et Sciences sociales: la Longue durée », *Annales*, 13, N° 4, octobre-décembre 1958, pp. 725-753.

¹²⁷ Cf. Gary T. Marx, « La cage de fer de la culture. Réflexions sur le problème complexe de la race, du racisme et des mass media », *Racisme et modernité* (sous la direction de Michel Wieviorka), Paris 1993, pp. 61-77.

political bloc in Europe and the United States at the time of the military intervention). Statistics support the supposition that the result (if not the strategic design) of these moral wars was to drive down the cost of labour, with the creation of waves of refugees eager to offer their labour in any conditions.

Assessment of nationalist issues acquired tremendous importance for the communists in the inter-war period. In the second half of the 20th century, the communist bloc unconditionally and without exception supported all national liberation movements, on the grounds that, nationalist sentiment being very powerful, the communist movement would be able to find support there and attract new adherents to itself. The problem lay in the fact that all these national movements were bourgeois-led, with the working class nowhere dominant. In practice, the communist movement in most cases drew no benefit from these movements.

In the 1990s, the collapse of the communist bloc in Eastern Europe awakened dormant nationalisms. Neither the Soviet Union nor Yugoslavia, both multiethnic communist states, survived. In these countries, nationalist issues were a relic of an earlier era rather than a problem of the contemporary age. Their bourgeois-democratic problems, which had remained unresolved under previous regimes, were frozen by the communist systems. The achievement represented by the creation of unions of republics which, including as they did within their territories a diversity of ethnic populations, had transcended the process of the formation of Nation-States, was lost. In the Soviet Union, Brezhnev's "Soviet man" proved to be a fiction. In Yugoslavia, with Tito's creation of a Nation-State for each ethnic group, the nationalism that had remained incomplete in the past achieved completion at the end of the 20th century.

The vision of the labour movement, and the epicentre of its propaganda, was to abolish borders. However, the lifting of frontiers was a demand of the bourgeois class, aimed at freeing the movement of capital. In this framework, we see a reversal of the role of the Nation-State in global developments in relation to the labour movement's struggle against imperialism. While the Nation-State, according to the theory embraced by the movement, should have been subsumed into socialism, in the present capitalism-dominated state of the world it has preserved its actuality and is evolving into a pole rallying the members of the Nation-States against the foreign invader. That there are dangers inherent in the tactic by which the labour movement seeks allies in its confrontation with imperialism is something that has to be stressed. The question is this: in an environment that from the point of view of class is not homogenous, which social class prevails? This factor imposes a duty on the class-based labour movement to see out the debate among its members as to whether it is a matter of tactics or of strategy. It is still unclear whether, in the Bulgarian Communist Party's alliance with the Slavomacedonian autonomist movement in the inter-war period, the national question was a matter of tactics or the manifestation of a latent chauvinism among the members of the Party.

5.5. Superstructure and consciousness

The pragmatic Marxist positions are a product of their times. They reflect not only the principles of the revolutionary movement of that age, but also the ideas, the psychological freight and the prejudices that make up the *imaginaire* within the consciousness of each person. This does not belittle their contribution. It merely proves that all men, including Marxists, are dependent upon the relations of production, the mode of production, of their own age. It underlines the effect of the corresponding superstructure on social consciousness and on the shaping of perceptions (economic, social, political, cultural, institutional) within the given contemporary political, cultural and moral climate.

6. Globalisation and Nation-State: The “Balkanisation” of the Balkans

This text has two purposes. The first is to explore, in the case of the Balkan region, the historical evolution of the Nation-State and its position in the context of globalisation today. The second is to clarify certain aspects of the Nation-State at the end of the 20th century, in relation to how it is considered by the radical social movement as an agent of progressive formations.

In contrast to views that hold globalisation to be a new phenomenon, the idea of the interdependence of countries, deep in time and in comparison with the current situation, links globalisation to, and sees it as, a continuation of the efforts of developed countries in the past to promote their economic and other interests on the global scale. In the ages of colonialism and of imperialisms, the face of the world was – in certain respects – no different from what it is today¹²⁸. The difference lies in today’s scientific and technological developments and the rapidity with which information is disseminated, which have reversed the fundamental premises in favour of those who reap their benefits.

The concept of the Nation-State needs clarifying. Hegel’s view of the state as an extra-historical force¹²⁹ is directly opposed to the view that sees it as an historically determined mechanism that appeared in the earliest human societies, together with other institutions such as private property. During the age when nations were taking shape, the mechanism of the state played a protective role, ensuring the economic survival of each national entity. The Nation-State gave objective reality to the desire of the nation, and at the same time the need, for the formation of a domestic market in which capital could be accumulated, and which could then function as an engine of economic development in the framework of the capitalist mode of production. With this content, the Nation-State functioned as a mechanism that received the messages of reality through the filter of *raison d’Etat*, the interests of the state. The dispositions of state officials were imbued with economic and social determinism, and coincided with the interests of the dominant forces in the economy, in society, in politics.

Manifest in the globalisation of the late 20th century is the realisation that its content includes an unbridled aggressiveness on the part of the great powers¹³⁰. With no opposing counterweight of the calibre of the Soviet Union, as in the past, their determined pursuit of global supremacy takes the form of open interventions against selected targets, with no respect for the construct of international relations as this has taken shape in the aftermath of two catastrophic world wars. In the Balkans, the arrogance of superior firepower found an outlet in the unprovoked attack on Yugoslavia in 1999.

6.1. The nationalist “powder keg”

In geographical terms, the Balkan Peninsula is the south-easternmost corner of Europe, and the continent’s connecting link with Asia Minor. Its coasts are bathed by the Black, Aegean and Adriatic Seas. The mountainous terrain, insufficient rains and few navigable waterways made the development of agricultural activities difficult and kept its population low. When, early in the 19th century, Western Europe began to industrialise, the

¹²⁸ Cf. Kevin H. O’Rourke - Jeffrey G. Williamson, *Globalization and History. The Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy*, MIT Press, Cambridge etc. 2000, pp. 5-28. Regarding a time framework from 1450 to the present day, cf. Immanuel Wallerstein, “Globalization or the Age of Transition? A Long-Term View of the Trajectory of the World System”, *International Sociology*, 15, N° 2, 2000, pp. 249-265.

¹²⁹ Cf. G. W. F. Hegel, *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, Meiner Felix Verlag, Hamburg 1995; Marx, “Zur Kritik des Hegelschen Rechtsphilosophie. Einleitung”, *MEW*, *op. cit.*, t. 1, pp. 378-391.

¹³⁰ With reference to the functions of the Nation-State, in global scale, cf. Philip G. Cerny, “Reconstructing the Political in a Globalising World: States, Institutions, Actors and Governance”, *Globalisation and the Nation-State*, edited by Frans Buelens, Elgar, Cheltenham etc. 2000, pp. 89-137.

Balkans remained a region of farmers and stock-raisers. With the age of discovery of new routes and the Western nations' acquisition of colonies, the region fell into decline and lost its importance in global affairs. After World War II, the region was absorbed into the European communist camp – with the exception of Greece, at its southern tip, and Turkey, which retained territory in Thrace –. The new system of production resulted in significant development in infrastructure and heavy industry, although not approaching the standards of the developed capitalist countries.

Politics and society in the Balkans – the so-called “powder keg of Europe” – were characterised during the age of capitalism by the existence of many national and ethnic groups. This particularity had its counterpart in geopolitical developments, with the creation of small national states and the emergence of autonomist movements. The term “balkanisation”, which is used metaphorically to describe a process of geopolitical fragmentation or any kind of disintegration, derives from this reality.

During the 1990s, after the collapse of the communist bloc in Eastern Europe, a process of “balkanisation of the Balkans” was repeated. The achievement represented by the creation of a federal state, of Yugoslavia, which in embracing different ethnic populations within its borders had transcended the process of the formation of national states, was destroyed by external intervention. The goal was at once political and social: the elimination of the last pole of survival of the socialist mode of production and of resistance to the new state of affairs in the Balkans.

The issue of Yugoslavia was more a vestige of the previous age than a problem of the present. This region's unresolved bourgeois-democratic problems were frozen after 1944, with the founding of a communist regime. Other countries, in the Balkans and elsewhere, sought the solution to the national question in bourgeois fashion: with the capitalistic incorporation of the different national populations, or with the use of force (oppression, exchanges of populations), or both. In any case, with the creation of a nation-state for each of the national groups in the former Yugoslavia, the nationalisms that had remained incomplete in the past reached fulfillment at the end of the 20th century. The issue was not predetermined; the region could well have retained its old federal form. But matters unfurled violently¹³¹, because big stakes were in play under the table, with the interference of powerful factors (United States of America, Germany) that were determined to achieve the break-up of Yugoslavia.

From the historical point of view, the national question early attracted the attention of the radical social movement, as a problem that required appropriate tactical handling to serve the strategic goal of social revolution. In the 19th century, not all national movements were uncritically supported. Friedrich Engels, in his writings, opposed the formation of small national states, arguing that a civilised capitalist state objectively helped a place develop, and approach social revolution. With regard to the Indian question, Karl Marx wrote that England's conquest of India played an objectively progressive role, because it helped the country escape its mediaeval structures and set it on the road to capitalist development, with the creation of a bourgeoisie and a proletariat¹³². From the historical point of view, these were solid observations, for in a given conjuncture the theoreticians of social revolution could not launch slogans out of season; their objective was to help accelerate the pace of the age.

During World War I, the opposing approaches of V. I. Lenin and Rosa Luxemburg to the national question developed from different conceptual starting-points. Lenin thought that, once the revolution had prevailed, the working class would give the national communities full national rights, with the right to self-determination up to and including secession¹³³.

¹³¹ See about Bosnia in David Miller, *On Nationality*, Oxford University Press, New York 1995, p. 158.

¹³² Marx, “Die britische Herrschaft ...”, *loc. cit.*

¹³³ Cf. Lenin, “Critical Remarks on the National Question” [1913], *Collected Works, op. cit.*, vol. 20, pp. 17-51; *id.*, “The Right of Nations to Self-Determination” [1914], vol. 20, pp. 393-454; *id.*, “The Socialist Revolution and the Right of Nations to Self-Determination” [1916], vol. 22, pp. 143-156. In

Luxemburg insisted that this was wrong, because it essentially handed these countries to their bourgeoisie; she argued that in the age of imperialism the right to self-determination was unrealised, while in socialism it was unnecessary, so that the only remaining prospect was to seek the creation of a unitary state under a socialist regime¹³⁴. Lenin did not waste time seeking a solution to the national and other problems, but spearheaded the October 1917 Russian Revolution, which succeeded in creating a proletarian state: Soviet Russia. The new regime proclaimed four basic slogans: land for the landless, peace, total power to the soviets, national autonomy. It is obvious that, in a multinational state, the resolution of the national question had priority, together with the direct concessions that won the population to the government side (land distribution, lifting of the state of war) and the clarification of the political/class character of the new working-class government. The tactical handling of the resolution of national differences later produced the strange phenomenon which saw the Russian communists advocating national autonomy with the right to secession and the communists in each national region arguing that the interest of the nation was to remain with Russia in a unified federal state. In the 21st century, however, with the course of events and the revival of nationalisms and chauvinisms, the theoretical opposition between Lenin and Luxemburg is once again timely, with regard to the choice of the proper tactic in the face of the national question, with Luxemburg's version *ex post facto* justified to some extent. Lenin's watchword, however, has not lost its expediency with regard to that period, given that he sought to rally the forces of nationalism to the struggle against the bourgeoisie and capitalism, preventing them from becoming obstacles to the proletarian revolution.

In the second half of the 20th century, the communist bloc unconditionally supported all national liberation movements, without exception, on the grounds that national sentiment was very strong, and therefore the revolutionary movement could find support in it and thus attract people to its cause. The problem lay in the fact that all these national movements were led by the bourgeoisie; nowhere was the working class supreme. In practice, the movement in most cases gained no benefit.

6.2. *The danger of nationalism*

These allusions to the radical social movement's attitude to the question of nationalism have a connection with the Nation-State if they are seen in reference to the elaboration of the movement's slogans.

The vision of the working-class movement, and the focal point of its propaganda, was the abolition of frontiers. In the Balkans, however, the elimination of frontiers and the creation of a Balkan federation was the demand of the bourgeoisie, and had its roots in the beginning of the 19th century. On the European level, the corresponding initiative of the bourgeoisie, after World War II, aspired to the economic integration of the western portion of the continent, including one Balkan state: Greece. In the 21st century, the process of eliminating internal borders is accompanied by the reinforcement of a broader entrenchment, at the frontiers of the European Union. The goal is freedom of movement for capital, and has nothing to do with proletarian internationalism.

In this framework, there has been a reversion of the role of the Nation-State in international developments in relation to the struggle of the working-class movement against imperialism. While the Nation-State, according to the theory espoused by the movement, will be eclipsed after socialism, in the present state of capitalist supremacy it preserves its

1917, Lenin wrote that, in order to strengthen internationalism, "... what you have to do is to stress, in Russia, the freedom of secession for oppressed nations and, in Poland, their freedom to unite. Freedom to unite implies freedom to secede. We Russians must emphasise freedom to secede, while the Poles must emphasise freedom to unite" (*id.*, "Speech on the National Question", *Collected Works, op. cit.*, vol. 24, pp. 297-301).

¹³⁴ Cf. Luxemburg, "Fragment über Krieg, nationale Frage und Revolution" [1918], *Gesammelte Werke, op. cit.*, t. 4, pp. 366-373.

timeliness. It is evolving into a pole around which its members rally against foreign invasion and its challenges, whether these are obvious (as in the case of foreign influences in the field of the parameters that compose a place's cultural identity – language, religion, habits, customs, behaviours –) or camouflaged (as in the case of the exercise of political pressure, imposition of economic models, dictation of social terms).

It should be stressed that the tactic by which the working-class movement seeks allies in combating imperialism has its inherent dangers. The question, in a non-uniform class environment, is which social class will prevail. It is a question of correlation of forces, and of the awareness of the proletariat. Russia after the February 1917 Revolution provides an example. The Mensheviks and the Socialist-Revolutionaries thought that the goal had been achieved and that the country ought, under bourgeois rule, to set its course towards capitalist development; the Bolsheviks countered that the revolution ought to proceed directly to the next stage, namely socialist revolution¹³⁵. During the course of the ensuing clash within the Russian proletariat, the working class gave proof of its maturity when it turned to Lenin. If this debate about the correlation of forces is extended to alliances within the framework of the nation, it has to be taken into account that slogans advocating national autonomy find an echo chiefly among the petty-bourgeois strata and the unenlightened proletariat – and, possibly, among the workers that are members of the class-based movement –.

The safeguard against the danger of the movement's developing into a nationalist one is the supremacy of the class criterion, which makes the working class different from all other social forces. If the choice of alliance with the nation is subjected to class analysis (which social forces participate and to what extent), then the movement knows that it is resorting to a tactic, and that, once the first stage has been achieved, it will proceed to the second.

¹³⁵ Cf. Lenin, "The Seventh (April) All-Russia Conference of the R.S.D.L.P. (B.)" [1917], *Collected Works*, *op. cit.*, vol. 41, pp. 409-429.

7. Ideological Inclinations and Cultural Changes in a Globalised Europe. Effects on Greece

Globalisation, whose characteristics are determined by the nature of production relations, has been marked by a dramatic decline in the traditional values of European culture. In the present phase of the growth of capitalism, determination of the features constituting the global framework of European society (class stratification, political and social forces, economic choices, superstructure) reveals the relation between the general and the particular and suggests interpretations for developments in the domains of ideology and culture within the member states of the European Union.

In Greece, the intervention of economic forces was not limited solely to the economic sphere, with the adoption and imposition of the neo-Liberal methods of the European Union, but extended to many areas of social and cultural life. The effects on the superstructure, in the domains of ideology and culture, with which this present paper is concerned, were caused by developments in the economic base and shaped a situation which is tending to radically alter immemorial cultural roots of the people.

7.1. Globalisation, “the highest level of imperialism”¹³⁶,

In the present phase of changes in the European economy, Greece, a small country in which capitalism is well developed (in 2005, its economy ranked 28th in the world on the basis of Gross National Product¹³⁷), has in recent years achieved high growth rates, above the Eurozone average. Greek capitalism is dynamic – but this does not mean that it wards off crises –. Domestic groups are among the most powerful on the world market. Greek capital exports are increasing and Greek ship-owners dominate international shipping. The profitability of capital was secured by the favourable conjuncture for investments in neighbouring states after the collapse of “existing socialism”. Another serious advantage came with the fall in the cost of labour, brought about by the influx of refugees from wars in the region and the entry of economic migrants from third countries¹³⁸.

7.2. Ideology and culture

Concern about the uncontrolled changes that globalisation may create is widespread, and global in scale¹³⁹. In Europe, in a development that strengthens the trend towards reconstruction of the globe in the American image¹⁴⁰, the guardians of the culture of the Enlightenment are benumbed; European culture is in crisis. The more technological development evolves and international capital dominates society, the more the level of progressive ideology retreats and consciousness perishes. The continuous restructuring of technology and production and the unchecked advance of mergers and acquisitions tend to overturn the old framework of culture, working conditions, disposition to participate in the organisation of society, social claims and aspirations.

¹³⁶ Playing upon words, Leland Conley Barrows (<http://www.h-net.org/reviews/showrev.cgi?path=220441062535323>) bears in mind the definition of imperialism as “highest stage of capitalism” (cf. Lenin, *Collected Works*, *op. cit.*, vol. 22, pp. 195-304).

¹³⁷ Cf. OECD Economic Surveys, *Greece*, 2005, *passim*.

¹³⁸ Cf. Giannis Tolios, *Συγκέντρωση κεφαλαίων, οικονομικοί όμιλοι και οικονομική ελίτ* [*Concentration du capital, conglomerats économiques et élite économique*], Ellinika Grammata, Athina 1999, pp. 82-166.

¹³⁹ Cf. Joseph E. Stiglitz, *Globalization and Its Discontents*, Norton, New York - London 2002, pp. 3-22.

¹⁴⁰ Cf. Perry Anderson, “Internationalism: A breviary”, *New Left Review*, vol. 14, March-April 2002 (<http://www.hartford-hwp.com/archives/27/082.html>).

Within a framework where private initiative constitutes the ideology of the European Union and competition has been taken to extremes, competitiveness has become the watchword. The citizen is called upon to make sacrifices beyond all perception and conception of reality as it has been experienced up to now. Faced with the question of “a market at the service of society or a society captive to the market?”, the elites have made their choice. Exploration of this theme touches upon more general issues: relations of production and property relations, as well as on the intellectual communication between people and the culture that governs their relations. The values of the French Revolution are once again topical. But firmly planted together with liberty, equality and fraternity are private property and hostile competition in the economic sphere. This brings us back to the question of the economic base, the question of the prevailing mode of production, which shapes the superstructure along with intellectual and emotional relations among people. In Europe, for example, education has not led to humanisation of man. One might have expected that Freinet with his *education through work*¹⁴¹ and the other educators who introduced similar important systems would have contributed to the furtherance of a culture centred on man and not on personal interest. That this did not happen shows that efforts on the level of the superstructure are futile if undertaken within the specific conditions created by the economic base.

Nor can traces of its once celebrated successes be found in the rival mode of production of “existing socialism”. Then, 70 years of propaganda for the supremacy of a different social and cultural model had resulted in the creation of Soviet man. Now it is clear that that man, member of a “state of all the people”, had in no way rejected his sense of national identity. Nationalism, that prison of the mind¹⁴², continued to persist, fragmented, residual, untraceable. But as in the *long duration* of history currents once untraceable nonetheless survived and returned to the surface when conditions were ripe and the conjuncture was favourable¹⁴³, so cultural identities retained emotions and feelings temporarily veiled but nonetheless enduring.

In any case, the new phase we have now entered presents the same problems that faced the people of the past, when the populations of the 19th and 20th centuries found themselves confronting the industrial revolution¹⁴⁴. Lafargue’s “right to idleness”, the use of leisure, is once again highly topical¹⁴⁵.

7.3. Effects on Greece: An inversion

Developments in Europe have historically reached Greece with a certain delay. In relation to the European Enlightenment, to the values of the French Revolution of the 18th century and the socialist ideas of the 19th, the corresponding agitation occurred much later in Greece, the reason being the 400 years of Ottoman rule. But this time lag led to the survival, the perpetuation, of a progressive culture that had already disappeared from the West – if it had ever existed in certain places –. Historically, even during the economic and social upheavals of the second half of the 20th century, there were extensive strata of the population that retained unchanged their *cultural capital*¹⁴⁶. We may cite here the people of the mountain

¹⁴¹ For the *école du travail* cf. Célestin Freinet, *Pour l'école du peuple*, Maspero, Paris 1969, p. 20.

¹⁴² Cf. Machiel Kiel, *Art and Society of Bulgaria in the Turkish Period*, Van Gorcum, Assen - Maastricht 1985, p. 19 (motto referred by Dariusz Kolodziejczyk, “The ‘Turkish Yoke’ Revisited: The Ottoman Non-Muslim Subjects between Loyalty, Alienation, and Riot”, *20th International Congress of Historical Sciences*, University of New South Wales, Sydney 3 - 9 July 2005 [under publication]).

¹⁴³ Cf. Braudel, « Histoire ... », *op. cit.*, pp. 725-753.

¹⁴⁴ Cf. Gianni Toti, *Il tempo libero*, Editori Riuniti, Roma 1961, *passim*.

¹⁴⁵ Cf. Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse*, Paris 1880 (<http://aredje.net/paresse.htm>). In an attempt to highlight the inhuman working conditions of his age, Paul Lafargue, who was married to Marx’s daughter Laura, proposed as a demand not the right to work – in reality a right to misery – but the utopia of minimal labour.

¹⁴⁶ We are using the term in Bourdieu’s sense (cf. Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Minuit, Paris 1984, pp. 55-58).

villages, where solidarity was a tradition of their way of life. No matter how poor they were, hospitality towards strangers was a characteristic of their behaviour.

The country's gradual passage from the older stage of movement of capital to the contemporary stage of the globalised market economy raised a cultural reverberation that affected its social base – the low social strata –. Social solidarity declined, typified by the change in behaviour towards foreigners. Greece used to be a culturally closed country. The sudden demographic change, as waves of “strangers” poured into the country seeking work, created a cultural shock in places where formerly everyone recognised himself in his environment. The xenophobia generated had no parallel in Western Europe, where contact with different cultures since the age of colonialism and imperialism had made people familiar with “strangers”, while state mechanisms had intervened, through education, to create a culture of tolerance of difference and acceptance of multiculturalism. In Greece, however, the shifting of broad strata of the population into economic activities connected with tourism brought about changes in the traditional culture, which caused a distortion in the sense of hospitality. Today, the term “hospitality” means providing services to tourists, Greek and foreign, for payment. Water is no longer offered by the jugful, as it had been for centuries (the expression “give [someone] a drink of water” encoded the response of the individual to his social duty of solidarity), but sold by the bottle for prices judged exorbitant.

7.4. Greek resistance to inversion

The class struggle has moved beyond the sphere which gave rise to it – that of the economy – into various sectors of the superstructure. By the end of the 20th century, when the inversion of ideological inclinations in the European political, social and cultural elites had become obvious, their common choice took them away from the values of the European Enlightenment¹⁴⁷. In relation to Greece, the economic integration of Europe pushed forward the demand for an alignment that required the exercise of pressures for an institutional incorporation, which at the same time would constitute a moral legitimisation of the ideology of the market. This was further confirmed by the fact that, in the circumstances of the developed capitalism, the increasing alienation of the individual is a constituent of the society that produces it, a term of the commercialisation of education, culture and sport. This same commercialisation carries with it alien standards, imposes new habits. The laws of the Greek state, the educational system, art and sport had to fall in line.

The peculiarity of the Greek case is that, while the political elites and, to a considerable degree, the intelligentsia arrayed themselves on the side of the choices and evolution of the European Union, a resistance to this inversion appeared at the social base. In times of crisis this resistance found specific expression and dynamic manifestation. One example was the 1999 bombing of Belgrade, when virtually all the forces of society, echoing the position and disposition of the base, ranged themselves against the external intervention in the Balkans.

Turning to developments in such a vital domain as education, we see that an extended crisis has loomed since 1999 and the “Bologna Declaration”. The meaning of the directives restructuring study programmes and research is a response to the demand of the times, an increase in competitiveness, and that is harmonisation of all intellectual endeavour to the demands of the market and its dedication to the achievement of the economic goal¹⁴⁸. This runs counter to the concept of an increase in leisure time, which is associated with the need to

¹⁴⁷ Cf. Pierre de Senarclens, « La mondialisation et les droits de l'homme : une perspective politique », *Commerce mondial et protection des droits de l'homme. Les droits de l'homme à l'épreuve de la globalisation des échanges économiques*, Publications de l'Institut international des droits de l'homme, Bruylant, Bruxelles 2001, pp. 20-45.

¹⁴⁸ Cf. Gilles Breton, « De l'internationalisation à la globalisation de l'enseignement supérieur », *Globalisation et universités. Nouvel espace, nouveaux acteurs*, sous la direction de Gilles Breton et Michel Lambert, Editions UNESCO, Presses de l'Université Laval, Québec 2003, pp. 21-33.

improve one's level of education and culture, so that today's youth can fulfil the contemporary duties arising out of his capacity as a citizen. The education proposed by the European Commission involves nothing more than technical training. This means that people experience technical training solely as biblical condemnation, which cannot be transformed into creative pleasure, an insight to necessity as an indispensable step towards freedom.

The more whatever is sound in the superstructure is corroded and negative elements multiply, the more qualitative differences will emerge. In historical research, a revisionist tendency in relation to the history of the World War II is already apparent, which is turning against the forces of national resistance to the German Occupation (1941-1944)¹⁴⁹. Its scope is still minimal, but the prediction is that within the near future it will have created a solid current, influencing Greek historiography.

In the framework of the ideology of consumerism and commercialisation, there is today a concerted endeavour to sustain the educational level of the citizen body through the consumption of intellectual and cultural goods. Gigantic installations and productions devalue the intellectual and aesthetic elements and distance material and immaterial culture from real social needs and problems – one recent example being the 2004 Olympic Games in Athens –.

The environment has been socially moulded in accordance with the unbridled rhythms of globalised labour; it has been subverted¹⁵⁰. Historically, places of communication created a corresponding culture of communication, which in its turn created the basis for a conscious approach to other levels, to politics, to social demands. Today, with investments in the commercialised and consumable goods labelled “education” and “culture”, such places tend to become simply an environment in which people merely cross paths.

We could cite a host of other developments, as well, that form part of the assault on traditional culture¹⁵¹. This barrage in favour of commercialisation and moral incorporation into it, which constitutes an inversion in relation to the national aspirations and goals of centuries, is meeting powerful resistance, forms of which are finding expression in progressive cultural movements. The ideological manifesto of resistance to cultural globalisation includes the axiom that the development of popular culture is linked with an active attitude towards life. Greek society is resisting a system that offers it substitutes for the real needs of its members. It is defending itself against the inertia that tends to make its members mere spectators of their own lives. The Greek experience teaches that preservation of the cultural heritage, an element of the history and consciousness of the people, and promotion of aesthetic education and sport contribute to the forming of individuals with a fully-rounded personality and a developed social awareness, and strengthens people's will to be part of a society characterised by solidarity, peace and progress. If in the past the defence of those elements fell to the role of the Nation-State, in today's circumstances the initiative lies with their citizens.

¹⁴⁹ Cf. Stathis N. Kalyvas, “Red Terror: Leftist Violence during the Occupation”, *After the War was Over. Reconstructing the Family, Nation, and State in Greece, 1943-1960*, Mark Mazower ed., Princeton - Oxford 2000, pp. 142-183.

¹⁵⁰ Cf. Peter Marcuse - Ronald van Kempen, “Conclusion: A changed Spatial Order”, *Globalizing Cities. A New Spatial Order?*, edited by Peter Marcuse and Ronald van Kempen, Blackwell, Oxford etc. 2000, pp. 249-270.

¹⁵¹ Cf. Petros Haritatos, “Invisible Strengths: The Greek experience”, *Globalization. Critical Perspectives*, edited by Gernot Köhler and Emilio José Chaves, Nova Science Publishers, New York 2003, pp. 225-256.

8. From “Bread, Education, Freedom” to the Activities of NGOs: The Attempt at Transition of the Fight for Human Rights in Greece from the Traditional Social Framework to Volunteering, and its Burdens

In Greece, in the framework of cultural identities and the obstacles they bring to the dissemination of post-modernist phenomena, volunteering as a post-modernist action encountered resistance from the prevailing system of relations and conceptions, revealing a strong attachment to the traditional among Greek people and eliciting from them a limited response or indifference or hostility to the new.

8.1. “The Polytechnic lives”

Every year on November 17, the national holiday commemorating the anniversary of the Polytechnic uprising against the military dictatorship in 1973, the slogan “Bread, Education, Freedom” is iterated in the messages of officials and dignitaries across Greece. The other traditional slogan, “The Polytechnic lives”, is still heard in the streets, voiced by throngs of protest marchers in living demonstration of the continuing currency of the visions of those youthful insurgents. In 2006, the President of the Hellenic Republic went a step further, when, in addressing the question of whether bread, education and freedom are sufficient for all, he alluded to the uneven distribution of material and intellectual goods and spoke of poverty, injustice, and an increasing tendency towards egocentrism and the deification of the material. These questions are indicative of the spirit that still prevails in Greece, the persistent adherence to solving the problems of survival and human rights via the traditional political route. The hypothesis presented in this paper is that there is an incompatibility between Greek cultural identity and contemporary forms of action (e.g. volunteerism) and choice (e.g. whether to support NGOs). I shall cite facts showing that, from the point of view of compatibility with Greek cultural identity, private initiative and volunteerism, as alternative forms of action alongside state provision, represent an insignificant phenomenon meeting slender approval. Like other elements that were imposed on Greek society, not as the product of a pre-existing culture but as imports, with no allowance for the mentality of the people, they need to convince citizens of the worth of many of the novelties they claim to serve.

8.2. Forgotten human rights, new social capital

In the age of globalisation, studies of human rights have adopted an approach – which has already come to dominate most of the literature – that holds liberty and equality to be the only fundamental rights. Other standards proclaimed in the United Nations’ Universal Declaration of 1948, like the right to work and access to education and culture, have been downgraded to the category of social rights. The Universal Declaration’s decree that individual states must undertake distributive action in the economic, social and cultural spheres as part of their duty to defend fundamental human rights has also been forgotten.

This is not the first time that approaches to social capital have been forgotten through a shift in terminology. Bourdieu’s theory of inequality saw the role of social capital as associated with the conflict-ridden relations between social classes. Social capital was deemed to be the privileges accruing to each individual, through relationships and social networks, which facilitate the realisation of his personal objectives¹⁵². In the sense it has acquired today, social capital is the set of common values citizens share in their everyday dealings, a kind of cohesion within the broader community. Social capital has appeared, in yet another different sense, as part of civil society. It covers an approach which is related to the

¹⁵² Cf. Pierre Bourdieu, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 31, 1980, pp. 2-3.

means that certain collective bodies obtain to ensure internal cohesion among their members and overcome problems arising from collective action. This approach, linking social capital with a sense of development and with the social practices that unite people with common collective action objectives, gives networks a positive political dimension¹⁵³.

Internationally, in the post-Cold War era, the phenomenon of post-modernism, whose chief characteristic is the sovereignty of the market, brought about, on a political level, the enfeeblement of the state, instability and uncertainty in the party system, and government orientation towards finding new forms of action that would join forces with private initiative and volunteerism. On the social level, the result was the development of localities, each with its own local identity. On the ideological level, both Marxism and nation-state theory fell by the wayside. The realist school of thought, founded on reason and relevance, was rejected in favour of deconstructionist theory¹⁵⁴. A global culture was detected, that emphasised the role of ideas and values, and not power and interests, in shaping global change. This view was rooted in the notion that states do not bring their goals to the international community but, rather, that global culture contributes to the formation of cultural identities and, therefore, to the actions of the leaders of the global community, with the interaction of governments, intergovernmental organisations and international nongovernmental organisations, for the advancement of the ideas and values of global culture. Global culture determines behaviours, legitimises those who are voluntarily active for the common good in the eyes of the others, directs collective action and mobilises values of the humanity, challenging the legal-rational authority of the state. NGOs pressure states to adopt measures regarding war, women, the environment and so on, that under other circumstances would have been rejected. The objection to these endeavours is that they create a consensus on cultural values that are supported by the social elites of the western world¹⁵⁵.

8.3. *The labour movement vis-a-vis the NGOs*

The bourgeois system is still young. Slavery was not abolished until 1833 in England and 1848 in France, and the right of association was established in France only in 1901. This may in part explain the failure of the 20th century revolutionary labour movement to overthrow the bourgeois class before it completed its cycle. After the collapse of the Soviet Union in 1991 and the concomitant eclipse of the centrally planned economy, economic – or more correctly financial – powers are free to impose their logic and their will. This is how the structure prevailing in the world today came into being, with the financial powers in control of market globalisation and political (diplomatic) powers striving to define a legislative framework. It is an old story, and one that has its origins in the 15th century when, according to Fernand Braudel, the Venetians invented banking and the financial institutions had visions of globalisation¹⁵⁶.

Within this framework, one can trace the historical actuality of citizen movements and NGOs, from the old benevolent societies and other movements that began before the birth of the working class and its movement to the new phase that has been reached in the age of globalisation. The first associations of citizens made their appearance in the 19th century, when people became more concerned with social conditions and decided to take action. This was paralleled by an evolution in political thinking. The Congress of Vienna, in 1814, whose

¹⁵³ Cf. Roë Panagiotopoulou, *Η έννοια του εθελοντισμού στη σύγχρονη ελληνική κοινωνία και η πρόκληση των Ολυμπιακών Αγώνων* [The notion of volunteerism in modern Greek society and the challenge of Olympic Games], Athens 2003, http://www.vprc.gr/7/11/1_gr.html

¹⁵⁴ Cf. D. S. L. Jarvis, *International Relations and the Challenge of Postmodernism. Defending the Discipline*, University of South Carolina Press, Columbia (SC) 2000, pp. 178-203.

¹⁵⁵ Cf. John Boli - George M. Thomas, *Constructing World Culture. International Non-Governmental Organizations since 1875*, Stanford University Press, Stanford (CA) 1999, passim.

¹⁵⁶ Cf. Henri Rouillé d'Orfeuil, *La diplomatie non gouvernementale. Les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, Enjeux Planète, Paris 2006, pp. 29-42.

primary goal of was the demarcation of European borders, also attempted to resolve economic and social issues even though it was no supporter of liberties and civil rights. Like many other subsequent political initiatives concerning the distribution of spheres of influence among the Great Powers, the Congress of Vienna suppressed democratic movements, thus kindling resistance of people in the form of organised action of associations¹⁵⁷. A certain role was assigned to the international inter-governmental organisations that, from the time of the Crimean War, concerned themselves with economic development and preserving security¹⁵⁸. Then, after a century of inactivity and in the wake of the upheavals that followed World War I (the collapse of three empires, the formation of the Soviet Union and the rise of national liberation movements), policy-makers eventually decided to replace the politics of might with respect for the political and social parameters that determined international relations. The League of Nations' recognition of certain NGOs in 1919 and subsequent co-operation with some of them was a prelude to the position most states have since held towards voluntary citizen efforts. After 1945 the United Nations, as a global inter-governmental body, gave NGOs consultative status within its organisation¹⁵⁹.

The labour movement, in the *longue durée* of its resistance to the established order, starting in 1864 when the Marxists began their organised activity with the formation of the First International, was forced to define its position with regard to NGOs on the one hand and on the other the new social movements, like the Greens, the feminists, the campaigns of racial or ethnic minorities, and the human rights organisations which after World War II were claiming the status of antisystemic movements¹⁶⁰.

The development of a working relationship between Labour Unions and NGOs, aimed at social justice, was marred by a cultural gap. Citizens who were active in NGOs transmitted their culture, which had its origins in 19th century humanitarianism or in their own social action for bourgeois reforms (abolition of slavery, prohibition of child labour, universal suffrage). They were for the most part people of the middle or upper social strata, in absence of the working class, tending to reproduce their own bourgeois values. The labour movement thus created its own NGOs, the mass workers associations that were active in a variety of areas (working-class sports, co-operative movement, consumers' movement, peace movement, women's movement, scientists' movement). In the framework of globalisation, the actions of NGOs with radical objectives that endeavoured to organise people – including the working class – outside the Labour Unions encountered hostility from the labour movement. Later, they found a common language for co-operation, because as time went on the unions realised they were in need of allies. Areas with overlapping agendas proved the most suitable for such collaboration, partly because of the need for lobbying¹⁶¹. Labour organisations rightly saw that, in conditions of intense exploitation and with capital no longer recognising them as partners, the solution was to search for allies, like the NGOs, and try to radicalise them so that they would fight for the rights of the lower social strata. People within the NGOs, in the meanwhile, looking at the situation from a class approach, were concluding that they could not ignore the fact that exploitation is not a matter of race or gender but of inequality in general.

8.4. For and against NGOs

¹⁵⁷ Cf. Peter Willetts, *The conscience of the world. The influence of non-governmental organisations in the UN system*, David Davies Memorial Institute of International Studies - Hurst, London 1996, pp. 15-27.

¹⁵⁸ Cf. Richard Cupitt, "The (Im)mortality of International Governmental Organizations", in *The Politics of Global Governance. International Organizations in an Interdependent World* (Paul F. Diehl ed.), Lynne Rienner Publishers, London 1997, p. 8.

¹⁵⁹ Cf. Willetts, *The conscience ...*, loc. cit.

¹⁶⁰ Cf. Immanuel Wallerstein, "New Revolts against the System", *New Left Review*, N° 18, 2002, pp. 29-39.

¹⁶¹ Cf. Deborah Eade - Alan Leather, *Development, NGOs and Labor Unions. Terms of Engagement*, Kumarian Press, Bloomfield (CT) 2005, pp. 21-22.

Around the world NGOs endeavoured to acquire legitimacy, in the eyes of the public, as organisations of volunteers acting to alleviate the suffering of individuals and populations. In the face of crisis and conflict, even when these did not lead to armed confrontation and war, in the face of any conflict of interests, NGOs aspired to the role of peacemakers by developing mediation networks¹⁶². Protecting peace through a strategy based on economic and social development became the core of their agenda¹⁶³. With their lobbies, NGOs became a part of diplomatic life, influencing developments.

Like every new thing, however idealistic and unselfish, the phenomenon of the NGO had innate weaknesses and became distorted through misuse.

These problems were decidedly more apparent in the humanitarian organisations. The first inference is that ideological and political neutrality is impossible. On the ideological level, the action of the humanitarian organisations is not aimed at bringing justice; it analyses the results of a confrontation rather than its causes and thus works on the level of offering compassion and concern instead of urging the international community to set justice as the goal of international action. Conflicts are addressed not as the result of economic inequalities, international geopolitics, agreements among the social elites, but only in terms of humanitarian action that focuses on individuals, caring for victims and alleviating their suffering. NGOs rarely carry out autonomous action, because financial resources play a capital role in relations of power. Power centres can use this leverage to impose restrictions, demands and political directives. These same relations of power are expressed in selection criteria that have to do with co-operation frameworks, financing contracts, clauses that require specific lines of action, control and close scrutiny of the organisations, evaluation of the policies implemented, as well as instructions and recommendations. Developed countries wield great influence over the decision-making process of the humanitarian mechanism. Their elites can determine the outcome of a decision for their own benefit, so that they too profit from the humanitarian aid. NGOs, which are by definition independent, further complicate any attempt to analyse the relations of power. Indeed, the study of their history and development leads one to conclude that in practice their orientations and activities have always been influenced by governmental and intergovernmental policy. NGOs do not abide by the usual rules of obedience and restrictions, so that at the state level they are relatively “free”. On the other hand, they are forced to submit to the necessity of choosing between displaying pragmatism and accepting the terms set by their backers, in order to accomplish at least part of their goals, and refusing to accept the terms imposed, in which case their action is marginalised. All organisations that insist on maintaining their autonomy, upholding their own appraisal of the situation in areas of conflict, have to face financial and political insecurity. Another serious problem affecting humanitarian organisations is the fact that their action is intermediated by the mass media, which are usually closely connected to the existing power structures. Guidelines are created and followed with regard to what will be made public, and this structure reproduces the discourse of the humanitarian mechanism in order to shape public opinion. Lives are saved in front of the television camera, while at the same time millions of others are lost in a climate of indifference¹⁶⁴. These problems were more vividly apparent in cases of armed conflict, with the militarisation of humanitarian aid and privatisation of the army through the use of professional soldiers¹⁶⁵. Humanitarian

¹⁶² Cf. Jean-Luc Marret, *La fabrication de la paix*, Fondation pour la Recherche Stratégique - Ellipses, Paris 2001, pp. 99-113.

¹⁶³ Cf. Richard Pétris - Dominique Rouyer, « Paix et développement durable », in *Un monde solidaire. Comprendre pour agir*, Centre de recherche et d'information pour le développement - Syros, Paris 1996, pp. 143-152.

¹⁶⁴ Cf. Emil Cock, *Le dispositif humanitaire. Géopolitique de la générosité*, L'Harmattan, Paris 2005, pp. 160-165.

¹⁶⁵ Cf. Sami Makki, *Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire*, CIPRES - Groupe de Sociologie de la Défense de l'EHESS, Paris 2004, passim.

organisations are supposed to bring action fronts to the attention of politicians, but the areas of intervention are not chosen with regard to priorities based on the urgency or magnitude of the problem. When and how a conflict and its victims will attract the interest of the media and the public is determined by international politics. Moreover, humanitarian organisations enable military humanism and the enlightened states that promote it to act wherever they judge human rights to be threatened. This could, however, be a dangerous development, because the right of intervention is not exercised in all cases with respect for the existing legal framework. In war zones, misrepresentation of the situation is the rule rather than the exception. Faced with the commercialisation of humanitarian aid, NGOs decided that they could not escape the laws of the free market. Injections of NGO funds foster black markets and war profiteering, since there is a flow of money for the purchase of weapons and the military are involved in offering aid. Countless reports and analyses highlighting the ineffectiveness and mismanagement of humanitarian aid conclude that in many cases humanitarian aid actually supports and sustains war. Preventive measures against such undesirable phenomena and the punishment of those responsible have not succeeded in eliminating the problem¹⁶⁶.

8.5. *The Greek reality*

In 1999 the international headquarters of the NGO Médecins Sans Frontières expelled the Greek section of the organisation because at the time of the bombings during the Kosovo crisis it provided humanitarian aid to the Serbians¹⁶⁷. Since then, the action of the Greek organisation has gone unreported, although steps have been taken to reinstate it. A 2005 publication on the national branches of the international organisation and their projects makes no mention either of the Greek section or of the projects it is running in Kosovo¹⁶⁸. In respect of a situation where the arguments supporting the necessity of intervention in Kosovo had been severely criticised and there were accusations of political reasons underlying NATO's "humanitarian intervention" in Yugoslavia¹⁶⁹, the position of the Greek organisation was in conformity with Greek public opinion, which displayed solidarity with the Serbian population. The other Greek NGOs disagreed with the official government policy of maintaining equal detachment from Serbians and Albanians and joined the general outcry against the bombing of Serbia. Many other bodies (labour unions, associations, municipalities, the Greek Orthodox Church) collected medical supplies, food and other essentials for the Serbians. This case exposed the incongruity between Greek foreign policy and the decisions of Greek NGOs, which were inclined towards backing public opinion, at a time when opinion polls showed the universal opposition of the lower social strata to the intervention in Yugoslavia. Eventually, even the government was forced to send humanitarian aid to the area¹⁷⁰.

This was a telling example of the peculiarity of Greeks, the cultural idiosyncrasy that often leads to idiosyncratic behaviours. International NGOs that adopted an ethical position in conflict with Greek public opinion, declaring themselves on the side of NATO and undertaking projects that would benefit the Albanians in Kosovo, were unacceptable to the minds of the people.

¹⁶⁶ Cf. Marc-Antoine Pérouse de Montelos, *L'aide humanitaire, aide à la guerre ?*, Complexe, Bruxelles 2001, pp. 41-175.

¹⁶⁷ Cf. *Médecins Sans Frontières, Section grecque*, 2006, <http://www.msf.gr/>

¹⁶⁸ Cf. Gérard Rondeau, *Missions Médecins [jusqu'au but] du Monde*, Paris 2005, pp. 124-137.

¹⁶⁹ Cf. David Rieff, « Kosovo. La fin d'une époque ? », in *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire* (Fabrice Weissman ed.), Flammarion, Paris 2003, pp. 293-302.

¹⁷⁰ Cf. Tasos Telloğlu, « Τα μέσα ενημέρωσης και οι μη κυβερνητικές οργανώσεις [Media and NGOs] », in *Η διπλωματία της κοινωνίας των πολιτών [The diplomacy of civil society]* (P. Sklias and A. Houliaras eds.), Papazisis, Athens 2002, p. 191.

In Greece, a country where international developments are accepted slowly and hesitantly, there have been attempts to impose new social models and arrangements from above. The social elites embraced these developments and promoted them. In the lower social strata, however, Greek cultural identity is a nationwide characteristic of broad scope that does not allow for the development of specific local identities. Cultural identity continues to be strongly bound to Greek tradition, and the result is a constant regeneration of the attachment to the institution of the state, as an umbrella that covers everything, and of reliance on the party system, which has always been seen as the only means of resolving social questions. The defence of the rights of the lower social strata (right to work, decent living conditions, education, health), progress in the liberalisation of institutions and the democratisation of social life are ongoing problems of contemporary Greek life, reflecting the old-fashioned observance of progressive traditions, the imaginary of the values that were at stake during past social conflicts (anti-fascist resistance 1936-1944, civil war 1947-1949, military dictatorship 1967-1974). Attachment to traditional institutions goes hand in hand with non-adoption by Greek citizens of the new-fangled forms of action that are found in the post-modernist era. A manifestation that is often restricted to the level of the imaginary or to the fringes of virtual reality and that does not presuppose direct citizens' involvement in an action, but assigns the solution of problems to a representative, has very little attraction for the average Greek.

With regard to Greek NGOs, the state of affairs moved, in practice, in two separate directions, which developed in parallel. One was that adopted by the state, the political parties (liberals and social democrats) and other institutional organisations, with the consensus of the social elites. The second was that inscribed by the political behaviour of the lower social strata, and is linked to Greek tradition and culture. The immediate result was that the second induced the institutional organisations to follow a practice at odds with their declarations.

In 1999, there was a shift in the liberal and social democratic parties' view of the role and usefulness of NGOs. Government interest in supporting volunteer organisations increased. This stance was reinforced by the policy of support for NGOs pursued by the European Union¹⁷¹.

The mass of society, by contrast, expressed an evident resistance to the diffusion of this new trend, a resistance that was wholly consonant with socio-political traditions and the culture associated with them. Greece is in a sensitive area; its neighbours are countries whose political co-ordinates were changed by foreign intervention after 1989. There is a widespread impression that the action of the NGOs has been politicised to the profit of foreign goals and values, that it is a new means of exerting influence and enforcing metropolitan models on the periphery. Greeks had some experience of this during the Cold War, when the Marshall Plan offered aid for clear geopolitical reasons¹⁷². In neighbouring Balkan countries, NGOs are unappreciated. People look to venture capital and investment for salvation rather than to the activity of NGOs. Similarly, in Greece, there is the impression that sponsors tend to promote their own interests and objectives instead of those of the people they are supposed to be serving¹⁷³.

The Greek government did not make a significant contribution to the international community's efforts to respond to crises and disasters, to deal with poverty and to improve the economic and social conditions of developing countries, due to the strong resistance encountered by any proposal to participate in operations outside Greece. During the 1990s,

¹⁷¹ Cf. Alexandros Afouxenidis, *Κοινωνικό Κεφάλαιο και Μη Κυβερνητικές Οργανώσεις στην Ελλάδα* [*Social capital and NGOs in Greece*], Athens 2005, http://www.koinoniapoliton.gr/site/content/view/216/27/lang,el_GR.UTF8/

¹⁷² Cf. Asteris Houliaras, «Η πολιτικοποίηση των μη κυβερνητικών οργανώσεων [NGOs and politics]», in *Η διπλωματία ...*, *op. cit.*, pp. 107-109.

¹⁷³ Cf. Christos Fragkonikolopoulos, «Μία αξιολόγηση της δράσης των μη κυβερνητικών οργανώσεων στα Βαλκάνια [An evaluation of the activities of NGOs in the Balkans]», in *Η διπλωματία ...*, *op. cit.*, pp. 111-126.

Greece took part in international humanitarian and developmental initiatives in Somalia, Bosnia-Herzegovina, Kosovo, Serbia, and Turkey. In the cases of Somalia, Bosnia-Herzegovina, Kosovo and Afghanistan, those in power judged that the presence of Greek forces in military peace-keeping missions would enhance the country's image create conditions for promoting its own interests¹⁷⁴. These decisions stirred up a storm of reaction at home, because they were at odds with the traditional peaceful, non-military role of Greece and the corresponding culture of introversion within the lower social strata. With very few exceptions – the Ukraine campaign (1919), the Ankara campaign (1922), the invasion of Bulgaria (1925), the Korean war (1950-1953) –, Greece, since becoming a sovereign state in the 19th century, had had no such participation in military actions or forceful interventions on foreign soil – at least not corresponding to the process of formation and developing of the Nation-State –. On the contrary, Greece has been the victim of successive attacks and foreign occupations. The response of public opinion to the development of so-called private initiative (business ventures) in the Balkans and in the former republics of the Soviet Union after the collapse of their regimes was equally negative, based on the entrenched conviction that the sudden take-off of the Greek economy in the 1990s, after the country had met the Maastricht criteria and entered the Economic and Monetary Union, brought neither immediate material gain to the general populace nor a reduction of unemployment.

The NGOs did not attract public interest. The media draw their information from sources that are connected with the government and its functions. In Greece, labour organisations, with their connections to the party system, have ready access to the media, far more so than volunteer organisations. The attitude of the media was shaped by the mood of the viewing public and the influence of the mass movement in Greece since the change of regime (1974), a movement organically connected to the political machinery and used as a means of achieving the objective of coming to power. The post-modern perception of volunteer organisations as bodies that promote their own agendas, like the movement for freedom of sexual preference, was thought to be responsible for the invasion of foreign models of political culture. Under this kind of pressure, the NGOs adopted political correctness as a means of finding an area where they could survive. For example, an NGO would not have the slightest chance of success if it did not follow the politically correct line on the issue of the conflict between Israel and Palestine. All Greek NGOs in Palestine ranged themselves against the State of Israel, essentially reproducing the perception of the dispute already held by Greek public opinion¹⁷⁵.

Political parties traditionally promote social issues. For Greeks, politics is a way of life. Coffee house discussions are intense. Many people support their political party as unreasoningly as they do their favourite football team; they have opinions about everything and the phrase “make me Prime Minister for a day and I'll straighten things out” is a common refrain. Experience has shown that the relations of the traditional poles of power do not change easily, thus not allowing a new and more open model of social organisation that would be able to propose alternative solutions to current problems¹⁷⁶. Greece, a country with a tradition of centralised government, has no precedent of citizen self-organisation. There is no tradition within which NGOs could find a ready-made culture that would motivate people to offer the necessary social support and would proclaim civil society as an established social constituent¹⁷⁷. The Greek system of state and party patronage continues to function in another guise. This political culture has been reworked and no longer characterises the party state

¹⁷⁴ Cf. Georgios Filippaios, «Η ελληνική πολιτική διεθνούς αναπτυξιακής συνεργασίας και ο ρόλος των μη κυβερνητικών οργανώσεων [Greek policy for international developmental collaboration and the role of NGOs]», in *Η διπλωματία ...*, *op. cit.*, pp. 164-165.

¹⁷⁵ Cf. Telloğlu, «Τα μέσα ...», *op. cit.*, pp. 186-188.

¹⁷⁶ Cf. S. Victor Papacosma, *Politics and Culture in Greece*, The University of Michigan - US Department of State, 1988, *passim*.

¹⁷⁷ Cf. Athanasios Theodorakis, «Το ευρωπαϊκό κοινωνικό μοντέλο και η κοινωνία των πολιτών [European social model and civil society]», in *Η διπλωματία ...*, *op. cit.*, pp. 149-162.

alone but has spread and become an inseparable part of the larger social sphere and its organisations. In this system, all parties and organisations, despite their ideological differences, disputes and conflicts, are finally working together to regenerate the constituent characteristics of the Greek nation-state. In this sense, the question is not one of backwardness or underdevelopment of civil society in Greece, but of its historic and social provenance and formation¹⁷⁸.

NGOs were greeted with hostility by the Greek labour movement. They were criticised from a class perspective, often very severely. Volunteerism as a substitute to state action in the sphere of social welfare was seen not simply as bad policy, unlikely to be able to deal with the structural social problems of contemporary society, but also as ideologically dangerous because it seeks to change the nature of political opposition from the public to the private sphere, from the state assuming responsibility for its citizens to private initiatives. Collectively organised volunteer action within political parties is connected to social movements that aim at shaping a strategy through direct participation, while volunteerism is a strategy of integrating the social elites into the system for the purpose of re-orientating the Greek state towards the global market. Historically volunteerism, based on the philanthropy of the privileged social strata, since the days of their gestures of interest in the suffering poor, obscured the inequality of the social classes. In the 20th century, the action and the organisation of Greek workers into unions and parties supported the demands for social insurance, employment and solutions to the problems of the working class, not as matters dependent on the good will of the privileged but as fundamental human rights. The same view argues that volunteer organisations, particularly those that play a managerial role in the charity and social welfare sector, cannot compensate the deficiencies of government policy. Their role is ancillary, since they cannot solve the structural problems of inequality and poverty that characterise the social structure of postcapitalist societies¹⁷⁹.

Greece's institutional system could not withstand the pressure of popular opinion and drew back. Some social democrats supported NGOs in theory, but with reservations as to their practical development, demanding guarantees that civil society would retain its autonomy and would not be sacrificed to party patronage or private interests¹⁸⁰. In 2007, a noisy campaign demanded a revision of the Greek Constitution to include a provision recognising NGOs¹⁸¹. The government was sceptical of such a demand, which would give an uninvited interlocutor a strong presence on the political stage through the institutional relationship between the state and the volunteer sector and would enable him to influence party alliances. The other parties were not much more responsive. The various governmental and semi-governmental organisations, using traditional practices to support party choices, continued to reproduce the framework of political culture through which all interested parties, regardless of political and ideological differences, could finally work together to preserve the basic characteristics of the contemporary Greek nation-state.

8.6. Any future for Greek NGOs?

Civic society in Greece has adopted positions that often come very close to the labour movement's vision. It could, therefore, in certain conditions, contribute to the renewal of the Greek social and political system and the protection of workers' rights, and help enrich the existing model of social organisation. The obstacle here is that NGOs are trespassing into the

¹⁷⁸ Cf. A. Afouxenidis - L. Leontidou - P. Sklias, *Organised Civil Society and European Governance: The Case of Greece*, Athens 2003, http://www.koinoniapoliton.gr/site/content/view/216/27/lang,el_GR.UTF8/

¹⁷⁹ Cf. James Petras - Chronis Polychroniou, "Clinton and Volunteerism: The Poverty of American Social Policy at the End of the Century", *New Political Science*, N° 20, 1998, pp. 223-232.

¹⁸⁰ Cf. Fotis Kouvelis, «Μη κυβερνητικές οργανώσεις και κοινωνία των πολιτών [NGOs and civil society]», *Workshop on NGOs*, June 13, 2007, Athens.

¹⁸¹ Cf. Hellenic Federation of Voluntary Non Governmental Organizations, www.ngofederation.gr/

territory of the Greek labour movement. The historical presence of the labour movement feels threatened as its function and goals are taken over. The labour movement's traditional monopoly in the utilisation of social forces has run into competition, and this is something it is not prepared to accept.

The question remains as to whether in the future NGOs will be able to intervene in the relations of the traditional poles of power – and the labour movement is, in one sense, one such pole –.

II. Une particularité dans le mouvement social : les Juifs

9. Questions méthodologiques soulevées par l'étude du mouvement social juif de Salonique à partir de 1912

L'objectif de ce texte est de débattre d'une série de questions méthodologiques qui sont liées à l'étude de l'histoire des Juifs de Salonique. A partir de ces bases méthodologiques, nous proposerons des éléments, afin de parvenir à une lecture critique de certaines positions concernant l'histoire de Salonique dès 1912, lorsque la ville était passée de la domination ottomane à celle de l'Etat grec. En effet, les approches historiques des questions politiques soulevées par le mouvement social juif ont tendance à écarter les conditions nationales et sociales.

Les thèmes liés au mouvement social juif incluent la question nationale à Salonique, et des questions subsidiaires comme l'exercice du pouvoir et l'hellénisation mis en place par l'Etat grec.

Une des interrogations se réfère aux fondements méthodologiques de l'historiographie grecque portant sur la question nationale à Salonique, et développant la « libération nationale » de la cité¹⁸². D'un autre côté, certaines tendances de la recherche historique présentent la nationalité grecque de Salonique, à l'époque citée ottomane, comme étant de signification nulle¹⁸³. Enfin, d'autres travaux envisagent l'annexion du territoire de Salonique par l'Etat grec comme une conquête¹⁸⁴.

Toutes ces conclusions nous semblent de peu d'intérêt au regard de la société et du mouvement juifs de Salonique. Nous pensons que ces questions peuvent être résolues par

¹⁸² Parmi pléthore d'exemples, on peut citer Vassilis Dimitriadis, *Τοπογραφία της Θεσσαλονίκης κατά την εποχή της Τουρκοκρατίας (1430-1912)* [Topographie de Salonique pendant la période de la domination ottomane (1430-1912)], Etaireia Makedonikon Spoudon, Thessaloniki 1983, p. 20; Apostolos Papagiannopoulos, *Ιστορία της Θεσσαλονίκης* [Histoire de la ville de Salonique], Rekos, Thessaloniki [1984], p. 191; Konstantinos Vakalopoulos, *Νεώτερη ιστορία της Μακεδονίας (1830-1912). Από τη γένεση του νεοελληνικού κράτους ως την απελευθέρωση* [Histoire moderne de la Macédoine (1830-1912). De la genèse de l'Etat néohellénique jusqu'à la libération], Barbounakis, Thessaloniki 1986, p. 288.

¹⁸³ Cf. *Salonique, 1850-1918. La « ville des Juifs » et le réveil des Balkans*, Autrement, Paris 1992, particulièrement Gilles Veinstein, « Un paradoxe séculaire », *op. cit.*, pp. 42-62.

¹⁸⁴ Cf. Aron Rodrigue, *De l'instruction à l'émancipation. Les enseignants de l'Alliance Israélite Universelle et les Juifs de l'Orient, 1860-1939*, Calmann-Lévy, Paris 1989, pp. 175-178; *id.*, *French Jews, Turkish Jews. The Alliance Israélite Universelle and the politics of Jewish Schooling in Turkey, 1860-1925*, Indiana University Press, Bloomington - Indianapolis 1990, p. 161. Il est probablement d'un intérêt certain de souligner que le choix des mots par l'auteur est également inapproprié à la description de l'holocauste de Smyrne de 1922 comme « ... le grand incendie de 1922 qui suivit le retrait grec et l'entrée victorieuse des troupes turques dans la cité. » (*ibid.*, p. 161). Le même chercheur adopte le revanchisme des références au voisinage territorial de Salonique et à la domination grecque « sous laquelle elle demeure à ce jour. » (*id.*, « Jewish Society and Schooling in a Thracian Town: The Alliance Israélite Universelle in Demotica, 1897-1924 », *Jewish Social Studies*, XLV, N° 3-4, New York 1983, pp. 259-279).

l'approche méthodologique de la libération sociale des Juifs, prenant aussi en compte l'élément à la fois national et social, à savoir l'émancipation des diverses populations nationales ou nations (Juifs inclus) de l'hégémonie ottomane, ainsi que des réminiscences structurelles socio-économiques féodales. La répercussion de ce changement est également perceptible dans le mouvement social juif.

Particulièrement appropriées, de notre point de vue méthodologique, sont les hypothèses avancées sur l'évolution de la question nationale dans la région. Le problème commun aux peuples des Balkans, le renversement du joug féodal, a conduit au renforcement de leurs relations, ainsi qu'au développement d'éléments culturels communs, constitutifs d'une civilisation nationale, à caractère et identité nationale généraux. Dans le processus de libération nationale, dû, parmi d'autres facteurs, à l'histoire (l'esprit commercial, la puissance économique), la nation grecque a servi de catalyseur dans le développement économique et social d'autres nations, et a donc contribué au développement des Lumières balkaniques, prélude à l'émergence d'une conscience nationale balkanique¹⁸⁵. De notre point de vue, la même analyse, à plus petite échelle, s'applique également à la formation nationale des périphéries nordiques d'un Etat grec surdimensionné après 1912. Le propre de cette période historique, et la composition ethnique, d'un point de vue socio-économico-politique, influencèrent le processus de formation de la nation grecque moderne, en la déterminant.

D'après ces approches, rattachées à l'historiographie grecque officielle, occultant la question nationale dans une cité multinationale, telle que l'était Salonique au début du XX^e siècle, nous devons adhérer à l'affirmation selon laquelle il y eut des histoires de Salonique, présentées par certains historiens grecs modernes, qui sont des « ... histoires empreintes de chauvinisme¹⁸⁶ ». Nulle mention n'y est faite que ce qui constitua pour une nationalité sa libération nationale ne fut pour les Juifs qu'une occupation étrangère. Des conclusions extrémistes quant à la résistance juive à l'assimilation critiquent le peuple juif de Salonique pour son appartenance ethnique, et pour avoir développé son propre mouvement social. A l'inverse, le processus historique, dont Salonique et son territoire environnant furent l'objet, constitue un thème généralement ignoré de la recherche historique, ce qui tend à minimiser le rôle de la nationalité grecque dans la Salonique ottomane. De plus, bien que les Juifs de Salonique fussent en position de se lamenter sur la prise de leur cité et sur la coupure consécutive avec la patrie ottomane¹⁸⁷, aucun chercheur n'est autorisé à envisager ce fait comme étant la preuve de la conquête de Salonique par les Grecs. Une telle définition de « conquête » nous semble inadéquate, et exprime une ignorance de l'histoire macédonienne, et du fait que ce territoire, bien qu'étant grec, sut préserver son identité culturelle pendant la domination ottomane, jusqu'en 1912. Il peut être raisonnable de supposer que cette définition ne prend pas en compte le processus historique de l'essor national et socio-économique du territoire au sens global, réalisé grâce à la religion chrétienne et à la présence économique grecque, ce jusqu'au statu quo actuel.

Bien entendu, l'acceptation des options méthodologiques susdites ne permet pas pour autant de traiter tous les concepts de la question nationale. Au regard des Juifs, ce processus ne s'est pas déroulé de façon strictement linéaire. Les autorités dominantes tentèrent de rétablir l'ordre – un terme communément utilisé pour justifier légalement une oppression

¹⁸⁵ Ceci est l'essence du travail de Maria Nystazopoulou-Pelekidou, *Οι βαλκανικοί λαοί. Από την τουρκική κατάκτηση στην εθνική αποκατάσταση (14ος-19ος αι.)* [Les peuples balkaniques. De la conquête turque à la restauration nationale (XIV^e-XIX^e siècles)], Université d'Ioannina, Ioannina 1987.

¹⁸⁶ Cf. Elias Petropoulos, *Old Salonica*, Kedros, Salonica 1980, p. 7.

¹⁸⁷ Cf. Archives de l'Alliance Israélite Universelle [AAIU] -Paris, Grèce, I, C, 49, J. Cohen à Alliance Israélite Universelle [AIU] -Paris, Salonique 12-11-1912.

sociale et nationale –¹⁸⁸. L'objectif de l'Etat grec était de réaliser une hellénisation rapide de la cité. En ce domaine, la résistance juive se positionna fermement. Une partie de la communauté opta ostensiblement pour la préservation du statu quo ottoman en Macédoine et en Thrace. Il est vrai que, alors que les Grecs, les Bulgares, les Turcs tentaient d'établir leur patrie dans un Etat-Nation, les Juifs de Salonique, de leur côté, essayaient d'échapper à cet Etat-Nation ; ce même Etat-Nation qui finit par démembrer leur petite patrie¹⁸⁹. La tendance socialiste du mouvement social juif a soutenu, un certain temps, la position autonomiste, qui envisageait la région dans une République Fédérale Balkanique, une position déjà avancée dans le passé en réponse au chauvinisme et à la guerre. De nombreux Juifs choisirent d'émigrer, en réponse à l'incendie de 1917 et à l'indifférence des autorités, à la vague de réfugiés grecs venus d'Asie mineure en 1922, au non-respect des accords (le Dimanche férié), au collège électoral séparé, aux difficultés (à cause du service militaire, de l'éducation) et à l'insécurité (activités antisémites des fascistes)¹⁹⁰.

Il semble que l'argument juif quant au déclin économique de la région après l'annexion à la Grèce¹⁹¹ renvoie à un état de chose temporaire, qui ne pouvait pas demeurer statique. Nous devons aborder le problème d'un point de vue méthodologique différent. Peut-être y-a-t-il du vrai dans l'approche selon laquelle le projet de l'Etat grec sur le peuplement et l'hellénisation de la région changea les conditions économiques de la période après 1922, en raison de l'afflux important des réfugiés d'Asie mineure. Il n'en demeure pas moins que ce changement s'inscrivait dans la logique du pouvoir politique bourgeois et du processus de la révolution bourgeoise grecque, dans le contexte du désastre national de 1922. C'étaient l'application de la violence et l'oppression politique qui constituaient l'illégitime. Cependant, l'élément majeur était le caractère objectif du processus de coercition économique. C'est précisément ce processus qui contribua grandement à l'intégration des minorités nationales existantes. Bien entendu, d'autres paramètres, tels que les relations entre culture populaire et formation de la conscience nationale, ne doivent en aucun cas être sous-estimés. Les Juifs organisèrent la résistance : ils ne souhaitaient pas renoncer à leur identité culturelle. Néanmoins, nulle conscience nationale ne s'était formée dans la partie Nord de la Grèce, autre que celle de nature grecque. Les raisons en sont historiques : la période suivant les révolutions bourgeoises de 1909 et 1922, notamment la période de la République grecque après 1924, fut une période de progrès notables en matière d'intégration nationale, de liberté d'expression pour les citoyens, ceci sans violence. Mais cela s'est fait par le biais des fonctions économiques (donc volontairement), à travers une coercition économique s'inscrivant dans le contexte capitaliste de l'entre-deux-guerres, et de renouveau de l'économie capitaliste.

C'est sur cela que doit se pencher la recherche historique, sur le rôle joué par le mouvement social juif : quelle peut être sa contribution politique dans l'approche des peuples de Salonique, dans l'orientation que l'on peut donner à leur lutte, leurs droits et libertés ; et comment peut-on le relier au mouvement ouvrier et, à travers l'étude des luttes populaires, au sentiment d'identité nationale grec. Il nous faut aussi envisager la conséquence du lien entre le

¹⁸⁸ Il est discuté de savoir si, en 1912, les autorités grecques ont agi justement envers les Juifs – i.e., le gouvernement grec avait-il une telle politique –, mais les éléments populaires grecs tentèrent de tirer profit de la nouvelle situation, aux dépens des Juifs; une distinction entre les bonnes intentions grecques et les réactions de la foule (cf. David Farhi, "The Jews of Salonica and the Young Turk revolution", *Sefunot*, vol. 15 [The Book of Greek Jewry - V], Ben-Zvi Institute, Jerusalem 1981, p. 151).

¹⁸⁹ Cf. Edgar Morin, *Vidal et les siens*, Seuil, Paris 1989, p. 36.

¹⁹⁰ L'expérience juive est qu'il n'y a aucun antisémitisme historique en Grèce; il s'agit plutôt d'un a priori ethnique à l'égard des Juifs (cf. Ariella Asser, *La Communauté Juive de Salonique - une communauté de survivants*, DEA, EHESS, Paris 1983, p. 152). D'autres points de vue soulignent que, sous les Grecs, la communauté juive de Salonique fut confrontée à un certain antisémitisme, même violent (cf. Rodrigue, *De l'instruction ..., op. cit.*, p. 178 [sans référence, perception personnelle de l'auteur]).

¹⁹¹ Cf. Rodrigue, *French Jews ..., op. cit.*, p. 161; *id.*, "Jewish Society ..., *op. cit.*, p. 279.

mouvement social et ce peuple, car, à travers ce mouvement, il est parvenu à identifier ses problèmes et à lutter pour sa liberté.

10. Tempêtes sociales en Méditerranée orientale pendant les années 1920 : étude comparative de la participation des Juifs de Grèce et de l'Orient arabe au mouvement ouvrier

10.1. Nouveaux intérêts des historiens

Nous sommes les témoins de la propagation d'un « nouveau » courant, celui de la révision de l'histoire du mouvement ouvrier (histoire du syndicalisme, des organisations politiques de la classe ouvrière – partis, etc. –, des organisations ouvrières de masse – coopératives ouvrières, athlétisme ouvrier, bibliothèques ouvrières, secours ouvrier, etc. –, des mouvements interclasse auxquels participait le mouvement ouvrier – mouvement pour la paix, fronts sociaux et politiques, fronts culturels, mouvement des femmes, mouvement des consommateurs, mouvement des intellectuels, etc. –). Il existe des recherches récentes sur des champs sociaux très vastes dans lesquels la référence au mouvement ouvrier juif fait quasiment complètement défaut¹⁹². Le nouveau courant correspond à l'« intérêt actuel » du public, aux « tendances des historiens »¹⁹³, obéissant à une médiation idéologique contraire au précédent. La neutralité de la vérité est un mythe.

A côté, se manifestent aussi d'autres nouveaux courants, qui reflètent les nouveaux intérêts des historiens, sincères quant à leurs intentions. En ce qui concerne les Juifs, la recherche sur les villes cosmopolites de la Méditerranée, telles que Salonique, Alexandrie, Tunis, carrefours de minorités ethniques et religieuses et de communautés étrangères, peut révéler un passé plein de particularités, qui avait été sacrifié au profit de la présentation d'un « passé » homogène où l'« autre » ne lui faisait pas ombrage. La formation de l'Etat-nation, avec ses aspects économiques, sociaux et culturels, fut le point de départ d'où partaient jusqu'à maintenant des hypothèses de certains chercheurs historiens. Dans la réalité économique et sociale actuelle, le renouveau des sciences de l'homme et de la société devait comprendre de nouvelles interrogations qui conduiraient à de nouvelles hypothèses sur la pluralité des histoires locales, en ce qui concerne les mouvements culturels, les hommes de différentes identités, les questions qui étaient engendrées par la multitude des cultures. Dans des cercles d'historiens ayant des intentions sincères, s'est maintenue la conviction selon laquelle, puisque le présent pose au passé de nouvelles interrogations, l'histoire doit être revisitée. De cette manière, il sera possible de révéler une histoire à plusieurs niveaux qui a formé, sur la longue durée, la culture des hommes. Une reconstruction de la mémoire collective sans exclusion s'impose, afin que cette dernière contribue au repérage de l'influence de la nationalité juive sur chaque société locale ainsi que du message progressiste qu'elle a apportée¹⁹⁴. Etant donné ce point de départ, un dialogue fécond peut être développé. Nous pouvons imaginer la reconstruction de la mémoire collective non pas comme une composition unidimensionnelle qui reflète uniquement certains intérêts du public et des sensibilités qui se manifestent aujourd'hui chez une partie des chercheurs. La reconstruction ne peut se limiter à la constitution d'une source à caractère ethnographique, utile à une discussion au cours de laquelle sont posées des interrogations sur les composantes d'une composition nationale qui caractérise, de façon indéterminée, un pays. En outre, la reconstruction ne s'inscrira pas dans les *Jewish Studies*, dans le sens de l'étude de la particularité religieuse, de la communauté religieuse, de l'origine, des institutions archaïques, de la culture qui dérive de ceux-ci. Au contraire, elle exige une pluralité d'approches qui

¹⁹² Cf. Esther Benbassa - Aron Rodrigue, *Juifs des Balkans. Espaces judéo-iberiques, XIV^e - XX^e siècles*, La Découverte, Paris 1993, références au mouvement ouvrier presque inexistantes (pp. 241, 247), sans aucune citation bibliographique.

¹⁹³ Cf. Mark Mazower, "The Jews of Northern Greece. A Review Essay", *Bulletin of Judaean-Greek Studies*, N° 17, Winter 1995, p. 40; *id.*, "Introduction", *After the War was Over ...*, *op. cit.*, p. 9.

¹⁹⁴ Cf. Abdelhamid Larguèche, « Une histoire en construction », *Histoire communautaire, histoire plurielle. La communauté juive de Tunisie*, Centre de Publication Universitaire, Tunis 1998, pp. 5-13.

mettent en évidence la dimension culturelle comme conséquence du social. Un point de vue qui abordera la quotidienneté des Juifs, qui enregistrera leur activité économique et leurs métiers comme éléments correspondant à la division sociale du travail, qui rédigera l'évolution personnelle de chaque individu sous un prisme social indicatif de sa contribution au progrès de la société, est nécessaire. Lors de l'émergence du système bourgeois, les Juifs, à l'époque de l'Etat-nation, se sont émancipés et se sont intégrés dans les sociétés avec des droits égaux, sont entrés dans la nation comme nationalité distincte, non comme un groupe religieux. Ensuite, à l'époque des grands bouleversements du XX^e siècle, ils se sont mus comme un groupe interclasse ayant une culture qui pouvait recevoir les nouvelles visions. La pluralité des opinions montre la contradiction des phénomènes¹⁹⁵. La volonté du chercheur historien consciencieux des mouvements sociaux est de contribuer au maintien de la mémoire de l'action sociale des Juifs afin que celle-ci ait, aujourd'hui, un reflet sur le renouveau de l'identité culturelle du citoyen.

10.2. Les Juifs, militants du changement social. Quelle problématique ? Quelle méthodologie ?

Malgré le fait que les événements et les éléments qui concernent le mouvement ouvrier – et spécialement celui des Juifs – « sont aujourd'hui, en référence aux conditions socio-historiques, d'intérêt marginal¹⁹⁶ », en d'autres termes ils ne semblent pas attirer particulièrement l'attention ni des historiens ni du public, ils conservent leur valeur. Cela témoigne de l'effort de révision de l'histoire sociale du XX^e siècle et de la réécriture de l'histoire du mouvement ouvrier au travers d'une optique différente et ayant un autre angle de vue méthodologique.

Pourquoi les Juifs ? Certaines hypothèses sur les rapports spécifiques, qui liaient les Juifs aux mouvements du changement social, se tournent vers l'approche selon laquelle une partie des Juifs, dans les pays industrialisés, ont adhéré au mouvement d'opposition au statu quo social davantage que d'autres groupes, face aux choix idéologiques ouverts qui se référaient au projet de la société future¹⁹⁷. Ils y étaient prêts pour la raison qu'ils ne s'étaient pas assimilés aux environnements locaux dans lesquels ils vivaient. Historiquement, ils étaient occupés avec des branches modernes (gestion de l'argent, transactions et commerce, employés dans une relation subordonnée de travail), qui, objectivement, étaient plus « avancés » par rapport aux activités économiques du mode de production féodal. D'ailleurs, le progrès, l'égalité, le rationalisme attiraient les Juifs. Ils ont massivement adhéré à un mouvement qui symbolisait avant tout la possibilité d'une alternative et qui voulait incarner la modernité¹⁹⁸.

L'enquête sur terrain, dans le passé, a abouti à la conclusion que les Juifs ont joué un rôle sérieux, au-delà de toute proportion par rapport à leur nombre, dans le développement du mouvement ouvrier révolutionnaire¹⁹⁹. Dans de nombreux pays, les chefs des partis ouvriers

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ Cf. Walter Laqueur, "Jews and Communists in the Islamic World: A note on Abraham Serfaty and Henri Curiel", dans "Dark Times, Dire Decisions. Jews and Communism", edited by Jonathan Frankel, *Studies in Contemporary Jewry*, N° 20, Oxford 2004, p. 227.

¹⁹⁷ Cf. Victor Karady, « Les Juifs, la modernité et la tentation communiste. Esquisse d'une problématique d'histoire sociale », *Le communisme et les élites en Europe centrale*, PUF, Paris 2006, pp. 85-86.

¹⁹⁸ Cf. introduction dans *Cultures communistes au XX^e siècle. Entre guerre et modernité*, sous la direction de Jean Vigreux et Serge Wolikow, La Dispute, Paris 2003, pp. 11-12.

¹⁹⁹ Cf. Robert Wistrich, *Revolutionary ...*, *op. cit.*, pp. 1-2. En elle-même, cette constatation renverse certaines conceptions sur la non démonstration d'un esprit de combativité de la part des Juifs. Nous lisons, par exemple, dans Steven Bowman, *Jewish Resistance in Wartime Greece*, Vallentine Mitchell, London - Portland (OR) 2006, p. XIII, pour l'existence d'une tradition en Grèce selon laquelle les Juifs n'ont jamais fait la guerre. Des éclaircissements sont nécessaires sur la détermination du terme « guerre », mais aussi sur les hommes qui transmettent cette tradition. Bien évidemment ne sont pas

étaient presque exclusivement des Juifs²⁰⁰. L'identité juive (culture, tradition) était maintenue, dans le meilleur cas, comme souvenir, dans un mouvement pluriethnique composé de citoyens du monde qui respectaient les valeurs de la collectivité, du sacrifice, de l'abnégation²⁰¹. Le « nouveau » courant ne conteste pas non plus ces constatations empiriques : les Juifs étaient représentés à un degré non proportionnel, par rapport à leur nombre, à la base et la hiérarchie du mouvement ouvrier. Nombreux parmi eux ont repoussé l'identité culturelle (foi, tradition)²⁰².

Les Juifs participaient à un complot mondial. En effet, des recherches plus anciennes sur le mouvement ouvrier se sont accordées sur le fait que les Juifs participaient à un complot mondial progressiste pourchassant le renversement du mode de production capitaliste et l'établissement d'un nouveau système social qui rétablirait une correspondance entre les rapports de production et les forces productives. Après la révolution russe de 1917, les adversaires étaient inquiets du danger du bolchevisme juif. Des éléments étaient diffusés, en 1919, selon lesquels Lénine avait une origine juive par sa mère, le reste des chefs de la révolution étaient Juifs, parmi les 553 commissaires du régime soviétique 447 étaient Juifs²⁰³.

Le mouvement ouvrier trouva une aide auprès des Juifs appartenant aux différentes couches sociales, membres de la classe bourgeoise et intellectuels. En effet, une vision (à savoir un mythe) était cultivée, qui incitait les intellectuels à s'intégrer idéologiquement (et, par la suite, à l'action sociale) et une propagande (à savoir une promotion sélective des éléments, certaines fois falsifiés, sur la certification de la vérité que mettait en avant le mouvement) était développée sur la supériorité de la culture ouvrière²⁰⁴. Cependant, l'essentiel se trouve dans le fait que les mythes, les petits et grands mensonges, se fondaient sur un élément supérieur et existant, celui de la promesse de la justice sociale du nouveau système social, qui attirait et encourageait les hommes, dans notre cas des Juifs membres de diverses classes et couches sociales. En opposition avec les dirigeants des communautés juives qui se positionnaient en faveur de l'impérialisme et du colonialisme, en faveur de l'assimilation au régime étatique-social dans lequel ils vivaient, en faveur des tendances chauvinistes du sionisme, les pionniers de la classe ouvrière et leurs alliés sociaux ont défendu un idéal qui était commun avec les autres nationalités, l'intérêt de la classe ouvrière. Dans les syndicats, se sont groupés des ouvriers appartenant à différentes nationalités. Dans les organisations politiques ouvrières, se sont désormais trouvés – en dehors de la classe ouvrière multinationale – des groupes sociaux qui ne se représentaient par elles, ayant une tradition, une idéologie et une identité culturelle intégrées dans la même superstructure.

Pendant l'étude sur la participation des Juifs au mouvement ouvrier, des historiens du « nouveau » courant ont adopté l'optique non pas de classe mais celle de la nation (et de l'antisémitisme). Au-delà, fut proclamée l'adoption de la méthodologie de l'approche statistique, pour que soit fondé le degré de participation des Juifs au mouvement ouvrier

inclus les habitants de Salonique qui voyaient les ouvrières du tabac juives se heurter – comme nous le citerons ci-dessous – à la gendarmerie et l'armée (cf. Efi Avdela, *Le genre entre classe et nation. Essai d'historiographie grecque*, Syllepse, Paris 2006, pp. 138-145), pendant la dite « guerre de classe ».

²⁰⁰ Cf. Wistrich, *Revolutionary ...*, *op. cit.*, pp. 1-2.

²⁰¹ Rosa Luxemburg, quand jugée en Prusse, en 1914, et ripostant contre l'accusation qu'elle était sans-patrie, répondait : « Quelle autre patrie existe-t-elle que la grande masse des hommes et femmes travailleurs ? Quelle autre patrie existe-t-elle que l'amélioration de la vie, de la moralité, de la force intellectuelle des grandes masses qui constituent un peuple ? » (*supra*, note 124).

²⁰² Cf. Dane Diner - Jonathan Frankel, "Introduction. Jews and Communism: The Utopian Temptation", dans "Dark Times ...", *op. cit.*, pp. 3-12. Dans sa grande partie, le matériel du volume concerne la révision de l'histoire des Juifs révolutionnaires. Des recherches à celui-ci, ayant un contenu criminologique, recensent les crimes de la « dictature du communisme ».

²⁰³ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul: *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

²⁰⁴ Cf. Ludmila Stern, *Western Intellectuals and the Soviet Union, 1920-1940. From Red Square to the Left Bank*, Routledge, London - New York 2007, pp. 11-36, 37-48.

révolutionnaire²⁰⁵. Toutefois, la collecte d'éléments quantitatifs – un choix éprouvé – ne peut donner de résultats satisfaisants dans le cas d'un mouvement qui, pendant son parcours, dans la quasi-totalité des pays, soit fut proclamé illégal soit fut soumis à des poursuites sur la base de dispositions juridiques répressives. Les principes de conspiration et de vigilance suivis par les organisations ouvrières, les conditions de la « guerre de classe » exigeaient la classification des éléments, surtout ceux quantitatifs, comme secrets. Pour les Juifs, particulièrement, le fait que, dans de nombreux cas, ils cachaient leur identité réelle, en utilisant un nom d'emprunt, constitue un obstacle supplémentaire à la recherche²⁰⁶. Tout aussi sérieux est le problème de la détermination des facteurs qui délimitent une démographie du mouvement ouvrier. Le chercheur doit choisir les termes par lesquels est déterminée la participation des hommes au mouvement ouvrier. Est ainsi exigée une détermination des constantes sur la base desquelles est attribuée la qualité de membre, d'adepte, d'ami du mouvement à un individu. Et ceci est un travail difficile à résoudre qui se perd dans un tas d'hypothèses.

La présente étude s'intéresse aux Juifs qui vivaient dans les villes multinationales de la Méditerranée orientale et à leur participation au mouvement ouvrier sur la base d'une enquête de terrain, utilisant un matériau primaire et bibliographique. Après une période où les histoires nationales se sont focalisées sur une certaine conception de la question nationale et sur la question de l'unité nationale, sans qu'une attention particulière ne soit accordée aux minorités nationales et à leurs mouvements sociaux²⁰⁷, la comparaison de l'action sociale des Juifs dans des environnements nationaux et sociaux voisins mais différents, nous croyons qu'elle pourrait contribuer à la distinction des conditions de la constitution de l'Etat-nation dans chaque pays.

Notre hypothèse de recherche envisage les Juifs, dans les années 1920, comme facteur d'application sur place des décisions politiques qui ont été prises par des centres

²⁰⁵ Cf. Diner - Frankel, "Introduction ..., *op. cit.*, pp. 3-12.

²⁰⁶ *Ibid.*, les écrivains perçoivent et expriment cet inconvénient.

²⁰⁷ Cf. Habib Kazdaghi, « Reconstruire les différentes composantes de l'histoire sociale tunisienne », *Histoire communautaire ..., op. cit.*, p. 20. Cependant il faut faire attention lorsqu'on parle, en général et de façon indéterminée, sur les silences en ce qui concerne l'existence de différents groupes ethniques dans un Etat-nation. Par rapport au cas des Juifs de Salonique et leur omission comme partie de l'histoire de la ville (cf. Bea Lewkowicz, *The Jewish Community of Salonika. History, Memory, Identity*, Vallentine Mitchell, London 2006, p. 7), la remarque sur la position négative du courant dominant de l'historiographie grecque est juste. N'est pas ignoré le fait que l'histoire, fortement médiatisée, a été utilisée pour créer des stimulations qui engendreraient un tissu conjonctif parmi les Grecs. Toutefois, en ce qui concerne l'histoire sociale, est ignorée la question de la « lutte des classes » qui était d'actualité jusqu'à la fin des années 1980 et couvrirait tous les autres champs. Il n'y avait pas de marge pour autres études, du moment où le mouvement de libération nationale - patriotique - de classe faisait ombrage à celui national-nationaliste et où le dialogue sur des questions sérieuses de l'histoire grecque contemporaine (la résistance nationale 1940-1944, la guerre civile 1947-1949, etc.) n'était pas épuisé. Sur le même exemple, des éclaircissements sont également nécessaires sur les positions selon lesquelles n'est pas seulement en cause l'histoire officielle de l'Etat-nation sur l'omission des Juifs mais aussi le niveau de développement de la science historique en Grèce (cf. Mazower, "The Jews ..., *op. cit.*, p. 42, reproduit par Lewkowicz, *The Jewish ..., op. cit.*, p. 7). On en arrive à la question de la définition de la science historique et de la détermination de l'identité de l'historien. Un intellectuel conquiert le titre d'historien non pas par les titres mais par son travail. En France, dans les Grands Etablissements, les qualifications des enseignants n'ont pas besoin d'être certifiées par des titres académiques. Dans les années de la grande agitation des années 1960 et 1970, un courant entier de professeurs d'histoire (Ruggiero Romano, Robert Mandrou, Jacques le Goff, Hélène Antoniadis-Bibicou) ont refusé d'imiter les « thésards » et les « sorbonnards » et de rechercher l'acquisition de titres. En outre, de nombreux intellectuels se sont intéressés à l'histoire sans faire d'études d'histoire mais à l'aide – pour l'approche scientifique (problématique, optique, méthodologie) de l'objet auquel ils s'intéressaient – de la formation obtenue dans le domaine d'autres sciences, ainsi que de l'autoformation. Par cette réflexion, nous pouvons constater que, sur de très nombreuses questions, y compris celle de l'histoire des Juifs, il y a une production des « historiens » qui est très étendue.

étrangers. Dans le mouvement ouvrier révolutionnaire, spécialement, comme la propagande de l'idéal ouvrier et l'application des instructions politiques émises du centre de direction (Moscou) ne se sont pas dirigées tant vers le monde développé que vers la périphérie, les Juifs, dans la région que nous étudions, ont joué le rôle d'instrument, quand les indigènes de Salonique ont contribué en Grèce à la revalorisation du mouvement ouvrier et les immigrés en Palestine, en Egypte et ailleurs ont été appelés à introduire le marxisme révolutionnaire dans les communautés arabes locales socialement arriérées. A l'échelle mondiale, dans chaque environnement national, les ouvriers participaient comme sujets qui produisaient des continuités et des ruptures²⁰⁸. Les discontinuités étaient différentes dans chaque région de la périphérie. L'action suggérée du haut (direction) vers le bas (les membres de la base du mouvement) et de l'intérieur (organisations ouvrières) vers l'extérieur (masses sociales) fut renversée dans certains cas, en suivant la voie du bas vers l'extérieur. Les Juifs ont été appelés à exécuter les instructions. A côté du centralisme et de l'unité politique - organisationnelle - idéologique, des formes variées, des particularités nationales, qui dépassaient la marge de l'initiative que les Juifs étaient invités à assumer au niveau local, se sont présentées. Des phénomènes plus généraux se sont créés, qui ont annulé, par moments, les instructions. La culture différenciait la perception de l'instruction d'organisation et de l'aspect idéologique derrière elle. La comparaison montrera l'application différente des instructions dans chaque région. Les personnes révéleront des aspects internationaux et nationaux du mouvement.

La langue du mouvement, la réception des nouvelles conceptions, l'enrichissement de la culture populaire avec l'incorporation de nouveaux éléments (ceux qui correspondaient aux formes de protestation, aux manifestations, aux relations humaines), tous ces phénomènes ont conduit à la construction d'une nouvelle identité, qui a allié d'anciennes traditions juives aux nouvelles idées.

La politique uniforme dont les Juifs avaient reçu l'ordre ou étaient invités à matérialiser sur place, avec une marge d'initiatives au seul plan de la tactique en ce qui concerne la poursuite du but, produisait des phénomènes semblables dans le comportement quotidien des membres du mouvement (fanatisme), dans leur action (révoltes, héroïsmes, sacrifice conscient), dans leur réflexion (attachement idéologique, doutes, déviations idéologiques, exclusion des opposants). De l'autre côté, tout aussi uniforme était la réaction contre eux de la part des mécanismes étatiques de poursuite (collecte de renseignements par le biais des indicateurs juifs, répression violente, emprisonnements, exils, expulsions, mépris de la vie humaine).

10.3. Grèce - Salonique, Egypte - Alexandrie, Palestine

L'échantillon choisi par notre étude et la comparaison concernent surtout le mouvement ouvrier juif de Salonique, d'Alexandrie et des villes de la Palestine. Des comparaisons relatives à l'insertion des Juifs au mouvement d'insoumission dans ces lieux mettent en évidence des particularités et des ressemblances. Les villes sont abordées dans le cadre de leur interdépendance, sur la base de données locales (démographie, tradition dans les luttes, niveau d'éducation sociale des Juifs) et dans les projets des centres de conduite (Internationale ouvrière socialiste, Komintern).

10.3.1. Les conditions de développement du mouvement ouvrier dans la région

Les conditions économiques et sociales dans la périphérie du capitalisme, après la Première Guerre mondiale, ne semblaient remplir que peu des conditions exigées par la théorie de la révolution ouvrière relative à la mobilisation des forces sociales. Elles

²⁰⁸ Cf. Tauro Saarela, "International and National in the Communist Movement", *Communism National and International*, Tauro Saarela - Kimmo Rentola eds., Suomen Historiallinen Seura - Studia Historica N° 58, Helsinki 1998, pp. 24-25.

rappelaient la situation en Russie, pays marquée en 1917 par la révolution ouvrière, où l'économie était essentiellement agraire, se trouvant à la périphérie du monde industriel²⁰⁹, au lieu que, conformément à la théorie marxiste, le mode dominant de production soit le capitalisme. Pour cette raison, un pouvoir ouvrier se devait de s'appuyer non seulement sur le prolétariat en petit nombre mais surtout sur les paysans et les autres couches populaires. Dans le domaine culturel, un groupe national composé de Juifs fut invité à jouer un rôle important dans le maintien de la révolution.

En Grèce, des évolutions économiques, sociales et politiques, qui constituaient un tournant dans le développement de la classe ouvrière et par extension dans l'avancée du mouvement ouvrier, furent remarquées. L'industrie, l'extraction, la production et l'élaboration des plantes industrielles (tabac, coton), l'infrastructure dans les transports et les communications, furent revalorisées par de larges investissements du capital étranger²¹⁰. Les problèmes en Orient arabe, où restait en suspens la question de l'indépendance nationale, étaient différents. Les mesures de déploiement économique prises par les Britanniques, les Français et les sionistes entraînèrent un progrès du capitalisme dans la région. En Egypte, les investissements et l'industrialisation réalisés par les Britanniques, dès la fin du XIX^e siècle, trouvèrent ensuite un rôle qui fut assumé dans le pays comme fournisseur de matières premières et de produits pour le marché anglais²¹¹. Au Liban et en Syrie, le développement du capitalisme par l'exécution de travaux d'infrastructure effectués par les Français, dans les grandes villes et les ports, fut noté²¹². Beyrouth, avec sa région avoisinante, était la zone économique la plus développée du Liban. Les conditions favorisèrent le progrès économique et l'afflux d'une main-d'œuvre bon marché de l'immigration paysanne et arménienne. La région comptait en 1922, 30.000 ouvriers²¹³. En Palestine, les sionistes favorisèrent les investissements dans l'extraction, l'industrie (branche du ravitaillement, distilleries, jus de fruits, tabac, produits chimiques, ciment, matériaux de construction, produits pétroliers, imprimerie, industries du cuir, filatures), dans les transports (chemins de fer, chantiers dans les ports de Haïfa et de Jaffa)²¹⁴. En même temps cependant, était conservé, dès l'époque de la domination ottomane, un système social ayant de solides restes du mode de production féodal. En Grande Syrie (Liban, Syrie, Palestine), la terre appartenait à de riches propriétaires fonciers. Dans les propriétés terriennes, d'une superficie dans de nombreux cas de milliers de kilomètres carrés, les métayers soit cultivaient les champs et donnaient aux effendis [féodaux arabes] une grande partie de la production soit faisaient paître les troupeaux. Les propriétaires ne vivaient pas sur place mais à Beyrouth et à Damas, centres administratifs de la Grande Syrie. Les achats de terre en Palestine par les sionistes influençaient à chaque fois des dizaines de villages situés dans les limites de chaque propriété foncière. Les investissements dans la terre – montants énormes – se faisaient à des prix excessifs, sans que soit demandé le consentement des paysans²¹⁵.

²⁰⁹ Cf. Pierre Clermont, *Le Communisme à contre-modernité*, Presses Universitaires de Vincennes, Saint-Denis 1993, p. 9.

²¹⁰ Cf. Mazower, *Greece ..., op. cit.*, passim.

²¹¹ Cf. Suliman Bashear, *Communism in the Arab East, 1918-1928*, Ithaca Press, London 1980, pp. 23-24.

²¹² Cf. AMAE, Correspondance politique et commerciale, Série E Levant 1918-1940, Syrie - Liban, vol. 354, ports, Dossier général (Beyrouth) 1921-1929; *ibid.*, vol. 355, ports, Tripoli (Syrie) 1923-1929; *ibid.*, vol. 356, ports, Latakieh 1926-1929; *ibid.*, vol. 357, ports, Alexandrette 1921-1929.

²¹³ Cf. Jacques Couland, *Le mouvement syndical au Liban, 1919-1946*, Editions Sociales, Paris 1970, p. 136.

²¹⁴ Cf. John Hope Simpson, *Palestine. Report on Immigration, Land Settlement and Development*, His Majesty Stationary Office, London 1930, pp. 106-116; Israël Cohen, *Le mouvement sioniste*, Les Editions de la Terre Retrouvée, Paris 1945, pp. 134-135.

²¹⁵ Cf. Bashear, *Communism ..., op. cit.*, pp. 72, 158. Sur la collaboration entre les effendis et les sionistes, cf. Hillel Cohen, *Army of Shadows. Palestinian Collaboration with Zionism, 1917-1948*, University of California Press, Berkeley (CA) 2007, passim.

Le facteur culturel était un paramètre supplémentaire dont les particularités s'ajoutèrent aux changements ci-dessus. En Grèce, avec l'acquisition des Nouvelles Provinces, en 1912, Salonique avec ses socialistes juifs fut aussi incorporée. Dans les pays arabes, le développement du sentiment nationaliste amena à une intensification de la lutte pour l'indépendance nationale, avec des répercussions sur le mouvement ouvrier. En Egypte, la couche dirigeante des Arabes qui se distinguait par ses idées nationalistes avait une composition sociale caractérisée par la présence de grands propriétaires fonciers, de commerçants, d'intellectuels, de couches supérieures de la classe moyenne. Ces groupes ne voulaient pas de renversements sociaux ni de profondes réformes démocratiques, mais la participation à la détention du pouvoir. Lors du soulèvement en 1919, où prirent part des paysans et des ouvriers, il n'y avait pas d'autre volonté que celle d'un compromis avec les Britanniques²¹⁶. Au Liban, où s'imposaient les communautés chrétiennes, la pénétration des idées européennes fut couronnée de succès. Tous les libéraux et les militants syndicaux étaient issus de ces communautés²¹⁷. En Palestine, l'immigration massive des Juifs et la montée du sionisme constituèrent un nouvel élément.

Les organisations ouvrières politiques internationales formulèrent chacune sa tactique selon ses accès : le Komintern en Grèce et en Egypte - Palestine, l'Internationale ouvrière socialiste en Palestine.

10.3.2. Parmi les autres

10.3.2.1. Démographie

Le contact des Juifs avec les « autres » (Grecs, Arabes, Arméniens, etc.) est une question recouvrant de nombreux aspects. Tout aussi compliqué est présenté le contact des ouvriers juifs avec les « autres » juifs, les sionistes.

En Grèce, sur le plan démographique, les Juifs représentaient seulement 2% de la population mais ils étaient concentrés, dans une grande proportion, à Salonique, où ils constituaient 30% de la population de la ville. Une idée sur le statut économique et social des Juifs de Salonique est concevable si on se focalise sur les principaux métiers en 1916 : 8.000 employés de maisons de tabacs ou engagés généralement dans l'industrie du tabac, 8.000 employés dans divers établissements et commissionnaires, 2.000 employés de cafés et restaurants ou exerçant des métiers de la rue, 600 porteurs, 400 dockers et employés à des barques, péniches, etc., 500 conducteurs de divers véhicules, 150 employés au service douanier, 2.000 mécaniciens dans divers métiers, 1.105 commerçants, 1.200 boutiquiers, 430 exerçant des professions libérales²¹⁸. Sur le total d'une population active de 25.000 personnes, nous estimons que les femmes (ouvrières du tabac, travailleuses des filatures, employées dans divers postes de travail, occupées dans les entreprises familiales, etc.) constituaient les 30%. En 1928, sur une population, à l'échelle nationale, de 87.000 Juifs, 62.000 étaient concentrés à Salonique²¹⁹. La répartition professionnelle était la suivante : ouvriers et employés 65%, artisans et petits commerçants 25%, commerçants et professions libérales 10%²²⁰. Nous constatons que l'élément ouvrier dominait dans cette communauté.

La classe ouvrière a eu le plus à souffrir du fait de la pression gouvernementale pour faire mettre des immigrés grecs là où il y avait eu de tout temps des ouvriers israéliques. Auparavant, les bateliers, les portefaix, les charretiers, les cigarettiers, les ouvriers du tabac

²¹⁶ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 111-116.

²¹⁷ Cf. Couland, *Le mouvement ...*, op. cit., p. 136.

²¹⁸ Cf. Library of Congress - Manuscript Division, Washington, The Henry Morgentau Papers, carton 34 (bobine 28), *The Jews in the Balkan States and Salonica* [1916], p. 32.

²¹⁹ Cf. *Paix et Droit* (Paris), 7, N° 1, Paris 1927, p. 5; Central Zionist Archives [CZA], Jérusalem, Z4/3235/I, Hans Kohn, *Bericht über Saloniki*, [1928], 14 pp.; Haim Vidal Sephiha, *L'agonie des judéo-espagnols*, Entente, Paris 1977, p. 49.

²²⁰ Cf. Sephiha, *L'agonie ...*, op. cit., pp. 50-51.

étaient presque tous israélites. « On n'en voit plus que très peu. Ils ont été délogés de leurs places et remplacés par des grecs ». Par une pression officielle plus ou moins déguisée, des centaines d'ouvriers israélites, menacés par l'hostilité de l'administration grecque, ont perdu leur travail. Il en a été de même pour le personnel des chemins de fer, des tramways, de la municipalité et de tous les services publics, où l'influence gouvernementale a pu se faire sentir²²¹.

Ni la culture de la classe ouvrière juive n'était acceptée, même parmi les bourgeois juifs. Déjà, dans le passé, des membres de l'élite juive, qui reproduisaient les conceptions et le dogme de la supériorité de l'Occident, envisageaient avec mépris la langue populaire (judéoespagnol) et par conséquent les membres des basses couches. Le milieu de l'Alliance Israélite Universelle fit des commentaires ostentatoires sur l'adhésion des habitants de Salonique à une langue ayant un caractère de vulgarité, émaillée de mots turcs à terminaison espagnole, qui « ... rappelle les débardeurs, les charretiers et jette un certain discrédit sur nos écoles.²²² »

En Egypte, en 1917, vivaient 59.581 juifs. Parmi eux, 29.207 étaient au Caire, 25.000 dans la région d'Alexandrie, le reste à Tanta, Port Saïd, Mansoura et ailleurs²²³. Des grands commerçants et des banquiers, ainsi que des hauts dignitaires de l'Etat, habitants d'Héliopolis – dans la banlieue du Caire – et des quartiers aristocratiques près du Nil, étaient membres de la communauté juive d'Egypte.

Des immigrés de Salonique vinrent à Alexandrie, après la Première Guerre mondiale. Ceux qui n'étaient pas des sujets ottomans et furent expulsés des régions arabes avoisinantes se réfugièrent également dans la ville. Au début des années 1920, vinrent des immigrés de Russie qui furent employés comme ouvriers dans les industries²²⁴. En ce qui concerne les professions et leur articulation de classe, les commerçants étaient de l'ordre de 60%, les artisans 20%, les couches populaires 20%²²⁵. Nous constatons que les pourcentages des basses couches populaires étaient faibles.

Dans la région de la Syrie, après 1918, il existait trois grandes communautés juives, à Damas (10.000 personnes), à Alep (6.000) et à Beyrouth (5.000). De plus, 2.000 Juifs étaient éparpillés dans de plus petites communautés. Une petite couche était composée de membres de la classe bourgeoise (commerçants, banquiers) ; le reste était réparti dans les couches populaires pauvres²²⁶. L'activité sociale était faible.

En Palestine, pendant la Première Guerre mondiale, les Juifs s'élevaient à 56.000. A Jérusalem, sur une population totale, en 1917, de 55.000 habitants, la moitié étaient Juifs. A Jaffa, en 1922, la population était de 32.524 habitants. Parmi eux, la moitié environ était juive. Après 1918, affluèrent des immigrés juifs dont nombreux partirent après les troubles de 1921 et 1929. A Tel Aviv, en 1922, la population, environ 15.000 habitants, augmenta rapidement en raison de l'installation des Juifs et jusqu'en 1925 elle atteignit les 34.000. A Haïfa, en 1922, la population s'élevait à 25.000, dont 9.000 étaient musulmans, 9.000 Arabes

²²¹ Cf. AMAE, Europe, Grèce, 69, ff. 16-26: *L'avenir de Salonique et de sa population Israélite*, 10-3-1919, 11 pp.; Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, Carton N° 23: S. Pichon à R. de Billy, N° 48, Paris 11-5-1919, 1 p., annexé: *Mémoire sur les Israélites de Salonique*, 7 pp.

²²² Cf. AAIU, Grèce, XIX. E 227, Felicie Sarfati à Alliance Israélite Universelle (AIU) -Paris, Salonique 30-12-1911, 4 pp.

²²³ Cf. éléments dans les instruments de travail *Encyclopaedia of Zionism and Israel*, edited by Raphael Patai, McGraw-Hill, New York 1971, passim; *Encyclopaedia Judaica*, Keter Publishing House Ltd., Jerusalem 1972, passim; *Большая Советская Энциклопедия* [*Grande Encyclopédie Soviétique*], Москва 1970-1978³, passim.

²²⁴ Cf. Athanassios Apocotou (grand père de l'auteur), Alexandrie, témoignage oral.

²²⁵ Cf. instruments de travail (*Encyclopaedia Judaica*, op. cit., et autres).

²²⁶ *Ibid.*

chrétiens et 5.000 Juifs. A la fin des années 1920, la population atteignit les 50.000 dont 16.000 Juifs, 20.000 musulmans, 14.000 Arabes chrétiens²²⁷.

Des membres de la communauté juive très nombreuse de Salonique ont immigré en Palestine. Les bateaux de la flotte commerciale soviétique Sovtorgflot (comme le bateau à vapeur Tchitcherine, de 1.900 tonnes, construit en 1905), qui, venant d'Odessa, touchaient régulièrement le port de Salonique, monopolisaient à peu près le transport des émigrants juifs²²⁸. La propagande sioniste n'a fait que peu d'adhérents parmi les juifs saloniens²²⁹. En 1924, époque à laquelle a débuté l'émigration salonicienne en Palestine, Tchitcherine a emmené de Salonique en Palestine seulement 33 émigrants ; en 1925, on comptait 445 passagers, un maximum qui ne s'est pas dépassé qu'en 1931 (1926 : 117, 1927 : 51, 1928 : 50, 1929 : 51, 1930 : 150 à cause de l'aggravation de la crise économique, 1931 : 519 à cause du pogrom de juin 1931 au quartier Campbell). Au début des années 1930, les Juifs de Salonique n'étaient guère que 2.000 en Palestine. Certainement, ils auraient été plus nombreux encore sans les difficultés du départ de Salonique. La loi sur l'exportation des capitaux interdisait l'exportation de l'argent des personnes qui quittaient le pays. C'est là une des raisons pour lesquelles les émigrants juifs étaient recrutés pour la plupart parmi ceux qui ne possédaient rien. D'autre part, pour s'installer en Palestine, il leur faudrait un visa des autorités consulaires britanniques, qui était délivré très chichement²³⁰.

En 1924, les métiers des émigrants israélites qui s'installaient en Palestine étaient ceux de batelier et de pêcheur. Ils connaissaient toutes les branches du travail maritime, le chargement et le déchargement des marchandises, l'embarquement et le débarquement des voyageurs et la pêche inclus. Ils possédaient des instruments de pêche²³¹. En 1925, parmi eux il y avait des ouvriers et des ouvrières expérimentés dans la manipulation des tabacs. Des grands commerçants entrepreneurs en tabacs s'y installèrent en Palestine, où ils créèrent des compagnies en développant une industrie de manipulation du tabac. Aussi étaient transportés en Palestine des bateliers et des marins pour les ports de Jaffa et de Haïfa, des pêcheurs, des ouvriers qualifiés (cordonniers, ouvriers en bois, maçons, techniciens, etc.) ou non-spécialisés, etc.²³².

10.3.2.2. Les mouvements ouvriers

A Salonique, d'après notre propre calcul²³³, les adultes juifs s'élevaient à 37.000 personnes. Parmi eux, nombreux sont ceux qui ont quitté en 1917 la Federación Socialista Laboradora (Fédération socialiste ouvrière de Salonique [connue sous le nom de

²²⁷ Cf. Simpson, *Palestine ...*, op. cit., p. 24; instruments de travail (*Encyclopaedia Judaica*, op. cit., et autres).

²²⁸ Cf. CZA, S6/409, Isaac Alvo (secrétaire du Bureau Palestinien, 14 Avenue Reine Olga - Salonique) à Exécutif Sioniste de Palestine - Jérusalem, Salonique 2-2-1925, 1 p.

²²⁹ Cf. AMAE, Europe, Grèce, 69, ff. 63-64: M. Graillet à Millerand -Paris, N° 78, Salonique 18-8-1920, 4 pp.

²³⁰ *Ibid.*, ff. 67-69: G. Terver à ministère des Affaires étrangères -Paris, N° 44, Salonique 25-5-1932, 5 pp.

²³¹ Cf. CZA, S6/409, Isaac Alvo à Exécutif Sioniste de Palestine -Jérusalem, Salonique 25-12-1924, 1 p.; *ibid.*, S6/409, Bureau Palestinien à Exécutif Sioniste de Palestine -Jérusalem, Salonique 20-1-1925, 1 p.

²³² *Ibid.*, S6/409, S. Garguir (Bureau Palestinien) à Exécutif Sioniste de Palestine -Jérusalem, Salonique 11-12-1924, 1 p.; *ibid.*, Bureau Palestinien à Exécutif Sioniste de Palestine -Jérusalem, Salonique 15-4-1925, 1 p.; *ibid.*, *Rapport sur l'Immigration des Juifs de Grèce en Palestine*, Salonique 12-5-1925, 2 pp.; *ibid.*, S. Garguir à Exécutif Sioniste de Palestine -Jérusalem, Salonique 16-6-1925, 1 p.; *ibid.*, S. Garguir à Exécutif Sioniste de Palestine -Jérusalem, Salonique 11-8-1925, 1 p.; *ibid.*, S. Garguir à Exécutif Sioniste de Palestine -Jérusalem, Salonique 12-8-1925, 1 p.; *ibid.*, S. Garguir à Exécutif Sioniste de Palestine -Jérusalem, Salonique 14-8-1925, 1 p.

²³³ Cf. certaines chiffres dans AAIU, Grèce, I. G. 3, sous-dossier *Recrudescence du mouvement sioniste*, J. Nehama à AIU, Salonique 29-6-1917, 2 pp.

« Fédération »]) et se sont tournés vers le sionisme. La Fédération avait alors un potentiel de 2.000 hommes (adultes et jeunes âgés de moins de 20 ans) plus 1.000 femmes. La force de l'organisation continuait à être relativement grande si on prend en considération l'état d'urgence (occupation par les Britanniques et les Français) et la répression de toute activité sociale, syndicaliste et politique. Un nombre suffisant d'entre eux qui se sont tournés, à ce moment, vers le sionisme sont ensuite revenus à la Fédération.

La participation des Juifs au mouvement ouvrier comme suite du mouvement correspondant de la période ottomane et leur liaison avec les socialistes grecs a révélé la différence de niveau avec l'Ancienne Grèce et avec le piètre travail d'infrastructure qui y avait été auparavant entrepris (tentative de revalorisation de l'éducation sociale des ouvriers grecs, endoctrinement de ces derniers²³⁴).

Un point de rupture dans le mouvement constitua la prise d'initiative par le Komintern, en 1919, avec le déplacement de l'Internationale ouvrière. Les ouvriers juifs syndicalisés ont vécu le passage des anciens syndicats aux nouveaux, de même les Juifs membres politiques de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique au Parti socialiste ouvrier de Grèce, en 1918, et ensuite au Parti communiste de Grèce, en 1924. Ces changements exigeaient une recomposition du mode de pensée des ouvriers syndicalisés et des membres politiques. Des changements eurent lieu, qui créèrent de nouveaux vécus et transformèrent le sentiment des ouvriers. La prise de toutes les décisions se déplaça vers l'étranger, vers le noyau dirigeant à Moscou, avec l'impossibilité consécutive d'identification de celui-ci avec le simple membre, l'ouvrier juif de Salonique.

En 1928, le sionisme comptait à Salonique 1.600 membres, parmi eux un très petit groupe de l'organisation Histadruth. La classe ouvrière n'était pas représentée par le Poale Zion ou un autre parti ouvrier-national juif. « ... Le sionisme à Salonique est purement bourgeois », on commentait, tandis que le communisme était très fort parmi les Juifs²³⁵.

A Salonique, la spécialisation la plus considérable des ouvriers juifs était celle de l'ouvrier du tabac. Les ouvriers du tabac juifs ne participaient pas aux processus sociaux de formation de nombreux rapports de classe, comme cela arrivait avec les Grecs qui étaient très souvent en même temps producteurs de tabac – avec tout ce qu'impliquait cette qualité saisonnière –. Ils restaient de simples ouvriers, prolétaires. Au contraire, en Palestine, les Juifs membres des coopératives acquéraient les qualités contradictoires d'ouvrier et de producteur - vendeur.

Le modèle soviétique toucha davantage Salonique, avec la disparition du socialisme de l'Internationale ouvrière socialiste, dans la mesure où l'exemple juif trouva des adeptes chez les réfugiés grecs qui étaient des prolétaires dans le sens littéral du terme – sans patrimoine, sans racines –. En Palestine, il ne parvint pas à concurrencer le nationalisme juif car le sionisme de gauche couvrit en partie ses propositions sociales. A Alexandrie, il ne supporta pas les pressions au sein d'un environnement nationaliste.

Le rôle des mesures de répression contre le communisme était, dans chaque phase, déterminant dans les évolutions.

En 1921, le front anti-britannique et anti-français des kémalistes, des islamistes et des bolcheviks dans les régions qui étaient jusqu'à récemment sous domination ottomane mit sur la scène la complexité de la situation.

Dans la Grande Syrie, les bolcheviks se sont tournés contre le sionisme, contre les grands propriétaires fonciers arabes et contre l'impérialisme anglais et français. En Palestine, plus spécialement, où était aigüe la question nationale et dominait l'opposition des Juifs et des Arabes, les bolcheviks se sont trouvés face au mouvement sioniste (aux nombreuses tendances, des conservateurs jusqu'aux socialistes et pro-communistes), à l'administration

²³⁴ Cf. Noutsos, "Greece", *op. cit.*, pp. 439-450, où s'opposent des conceptions plus anciennes sur l'inexistence d'un mouvement socialiste en Grèce (cf. Roger Portal, « Le socialisme dans les pays balkaniques jusqu'en 1914 », in *Histoire générale du socialisme, tome II: 1875-1918*, publié sous la direction de Jacques Droz, Paris 1974, p. 453), fondées sur le faible nombre d'ouvriers initiés.

²³⁵ Cf. CZA, Z4/3235/I, Hans Kohn, *Bericht über Saloniki*, [1928], 14 pp.

anglaise, au clergé arabe, aux grands propriétaires fonciers arabes, au mouvement coopératif des sionistes socialistes²³⁶. Agissant dans un environnement où le mouvement nationaliste était entre les mains de riches seigneurs arabes, ils s'efforcèrent d'organiser le mouvement ouvrier par le bas. Une propagande fut promue non en faveur des idéaux politiques mais en faveur des réformes démocratiques, faisant appel aux sentiments nationalistes des habitants, ayant pour but de conclure une alliance sociale avec les paysans, les couches moyennes de la ville et les intellectuels²³⁷. Comme l'ont montré les résultats du travail politique parmi les Arabes, il fut impossible de recruter des ouvriers – en dehors de quelques personnes –. Ils étaient dans leur majorité fanatiques, attachés à la religion, illettrés, influencés par le chef entrepreneur (effendi)²³⁸. L'environnement ne disposait pas de traditions sociales de lutte et les bolcheviks étaient dans l'impossibilité de proposer un mythe trouvant une réception favorable dans l'imaginaire des natifs. Face aux Juifs, l'existence de jeunes hommes aux idées modernes sur le gouvernement de la société et sur le changement social, des immigrés de Russie et de Pologne qui portaient les mémoires et la tradition de l'action dans leur patrie, facilitèrent le travail des bolcheviks²³⁹. Après 1921, dans les flux d'immigrés en provenance de Russie, on trouvait des hommes qui connurent la révolution ou y participèrent²⁴⁰. Dès les années suivantes s'intégrèrent au mouvement révolutionnaire des jeunes juifs, anciens membres du Poale Zion russe ou membres du mouvement ouvrier recrutés en Palestine, fidèles au Komintern, éduqués, polyglottes. Ils organisèrent les partis communistes au Liban, en Syrie, en Egypte. Pour certains, il semble que valait le portrait du révolutionnaire romantique, universaliste, qui concevait le soulèvement imminent arabo-juif d'une manière utopiste. Toutes les personnes étant éduquées, ils reproduisirent dans leur culture les aspirations messianiques juives (les mêmes qui étaient en vigueur pour le mouvement sioniste pionnier), en les projetant dans un nouveau cadre, celui de la révolution, avec le développement du désir correspondant²⁴¹. D'un autre côté, cependant, les Juifs anciens petits bourgeois de la ville, réfugiés de la Russie soviétique et d'ailleurs, y étaient hostiles ; ils avaient une tendance chauviniste et n'adhéraient pas aux idées prolétaires²⁴².

Le mot d'ordre des bolcheviks était la fraternité des ouvriers juifs avec les paysans arabes. Les ouvriers n'auraient pas accepté que les sionistes fassent d'eux une armée d'occupation en Palestine. Toutefois, la particularité du mouvement communiste d'avoir ses racines dans le sionisme de gauche, dans les groupes sionistes-socialistes (Poale Zion), compliquait le problème. La tradition des immigrants de Palestine dès le début du XX^e siècle était bienveillante à l'égard du mouvement marxiste, influencée par le mouvement sioniste de Russie qui était depuis toujours d'inspiration ouvrière et socialiste. Le Poale Zion (ouvriers de Sion) de la Palestine, en opposition avec d'autres Poale Zion dans le monde, commença comme organisation radicale, imitant le Poale Zion russe²⁴³. C'était des éléments de la réalité que les bolcheviks ne pouvaient pas ignorer. C'est pourquoi leurs opinions sur la question juive renvoyaient à des rébus idéologiques. Il existait une suite logique dans leur propagande selon laquelle les Britanniques, en vue de l'éveil des Arabes, voulaient assurer le canal de Suez des deux côtés et les sionistes trouvèrent l'occasion de créer un foyer national. Ce fut la

²³⁶ Cf. Alain Greilsammer, *Les communistes israéliens*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1978, pp. 52-56.

²³⁷ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 73-79.

²³⁸ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, Legation of the USA -Riga, Latvia, to State Department -Washington, Confidential, Riga 22-12-1923, 2+10 pp.

²³⁹ Cf. Karin Hofmeester, "The Jewish Worker's Movement in the Russian Empire", in *The formation ...*, *op. cit.*, pp. 473-486.

²⁴⁰ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, pp. 26-31, 71.

²⁴¹ *Ibid.*, p. 33.

²⁴² Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, Legation of the USA -Riga, Latvia, to State Department -Washington, Confidential, Riga 22-12-1923, 2+10 pp.

²⁴³ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, pp. 19-22.

base historique de l'alliance des sionistes et des Britanniques. Le sionisme s'allia contre la révolution mondiale, seule issue pour résoudre le problème juif, avec les classes bourgeoises des pays où vivaient les Juifs, à savoir avec l'antisémitisme. Il existait aussi une suite logique dans l'argument selon lequel le gouvernement soviétique en Russie résolut, en peu de temps, les problèmes que le sionisme n'avait pas résolu en 50 ans. A partir de ce point, cependant, commencèrent les positions contestables lorsqu'elles soutenaient qu'en Palestine, le sionisme cessa d'être l'idéologie de la bourgeoisie juive et devint l'idéologie colonialiste (car les immigrants, lorsqu'ils arrivaient sur place, devaient s'insérer dynamiquement dans l'activité sioniste et participer aux projets sionistes). Les bolcheviks, prenant position un pas avant l'insertion des immigrants dans l'effort sioniste, étaient contre l'immigration et l'activité coloniale des Juifs. Néanmoins, d'un autre côté, ils devaient prendre (et prenaient), en ce qui concernait les immigrants, une position active dans leurs problèmes tels que le chômage et la survie. Un autre problème idéologique ambigu était constitué par les relations avec les Arabes qui étaient hostiles à l'égard des Juifs en raison de leur activité coloniale. Toutefois les colons juifs étaient des ouvriers et le mouvement communiste devait les protéger contre les pogroms, se placer contre les pogroms. Le problème se déplaçait, de cette façon, vers la question de savoir si un mouvement ouvrier révolutionnaire pouvait se développer entre les ouvriers - colons qui participaient au mouvement sioniste et colonial. Le Komintern pensa trouver la solution dans l'arabisation du mouvement palestinien²⁴⁴. Cependant, l'arabisation échoua car les Arabes politisés préférèrent se tourner vers le nationalisme.

En Egypte, les Arabes nationalistes recherchaient non seulement le compromis avec l'Empire britannique mais en outre le soutinrent dans la recherche d'une stabilisation de sa domination dans la région²⁴⁵. L'espoir des milieux progressistes selon lequel le gouvernement nationaliste, en 1924, après l'indépendance, tiendrait une position différente contre ces derniers, fut démenti. Il prit des mesures plus sévères et autoritaires. L'autoritarisme que ne pouvaient pas exercer les Britanniques en Palestine fut adopté par les nationalistes en Egypte²⁴⁶.

Le particularisme du développement du socialisme en Egypte (et dans son centre cosmopolite, Alexandrie) se trouvait dans le creux de l'action sociale des étrangers. En 1917, la révolution d'octobre fournit une poussée aux inquiétudes sociales de la diaspora grecque. L'existence de couches éclairées de la classe bourgeoise grecque permit à ses membres d'avancer à un niveau supérieur, à une vision. Les révolutionnaires juifs trouvèrent des alliés. En Palestine, la position des Grecs était l'inverse. A Jérusalem, la diaspora grecque, ayant une culture qu'elle détenait de l'attachement à ses traditions conservatrices (religion), resta inerte, sans s'immiscer dans les agitations sociales. Dans un environnement de conflits sociaux, les Grecs évitèrent la participation aux mouvements sociaux.

10.3.3. *Classe contre classe*

Dans la « guerre de classe » proclamé par le mouvement ouvrier contre la bourgeoisie, les états-majors internationaux, auxquels participaient les Juifs, étaient surtout le Komintern, l'Internationale ouvrière socialiste et le sionisme.

Le mouvement ouvrier sioniste différait du mouvement internationaliste dans la mesure où il cherchait à réconcilier le marxisme avec l'identité nationale juive, pour l'achèvement de la régénération culturelle et nationale des juifs par le biais du socialisme. Les intellectuels occidentalistes israélites de tendance socialiste internationaliste s'efforcèrent au contraire de dissoudre l'identité israélite par le biais du socialisme. La thèse des socialistes révolutionnaires face aux Juifs était : tous les droits aux Juifs en tant qu'individus, aucun droit aux Juifs en tant que peuple²⁴⁷. Karl Kautsky considérait le sionisme comme une utopie

²⁴⁴ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 117-123.

²⁴⁵ *Ibid.*, pp. 111-116.

²⁴⁶ *Ibid.*, pp. 101-103.

²⁴⁷ Cf. Wistrich, *Revolutionary ...*, op. cit., p. 11.

romantique et réactionnaire, « un ghetto monde » pour les Juifs. Après 1921, il affirmait que le sionisme tournerait en un coupe-gorge au moment où l'hégémonie anglo-française disparaîtrait au Moyen-Orient²⁴⁸. Toutefois, le mot d'ordre socialiste fut tronqué dans de nombreux cas. Les socialistes évolutionnistes juifs – Eduard Bernstein, Léon Blum –, qui étaient davantage concernés par les buts pratiques de la réforme sociale que par le but final de la révolution, tentèrent de ne pas créer une violente rupture avec leur milieu – bien qu'ils ne se soient pas mêlés aux affaires de la communauté juive –. Ils ressentaient une sympathie naturelle pour leurs coreligionnaires persécutés ou discriminés. Ils soutinrent le principe d'un foyer national juif. En 1914, Bernstein s'opposait au sionisme (il soutenait le Hilfsverein der Deutschen Juden et les sionistes l'accusaient de sponsoriser l'impérialisme allemand), toutefois en 1917, il changea d'opinion, en considérant le sionisme comme une autodétermination et en 1919, il salua chaleureusement l'entrée du Poale Zion dans l'Internationale ouvrière. Jusqu'en 1928, il se rapprocha du sionisme en manifestant de la sympathie pour l'immigration des Juifs en Palestine²⁴⁹.

Après la prise de pouvoir par les bolcheviks en Russie, la question juive en tant que problème politique conduisit mondialement à la création de deux pôles rivaux. L'autorité soviétique, tout d'abord – au début de 1918 – encouragea le mouvement sioniste, mais très vite le sionisme fut dénoncé par le Komintern comme une idéologie réactionnaire²⁵⁰. Au sein du camp sioniste, les sionistes conservateurs proclamaient que le sionisme était l'antidote au bolchevisme²⁵¹. Après 1920, l'action des sionistes en faveur du mandat britannique²⁵² affermit l'alliance stratégique entre toutes les tendances sionistes, avec une seule différenciation dans le domaine de la tactique sociale. La polémique du Komintern contre l'Internationale ouvrière, après 1919²⁵³, engloba aussi la dimension des opinions relatives à la question juive.

10.3.3.1. Vers l'intérieur : les instructions, les suggestions et les ordres des centres internationaux

Le fonctionnement du Komintern dans les Balkans couvrit d'une part le champ politique, par des ordres sur la tactique des partis-membres pour repousser l'impérialisme, qui avaient une application obligatoire. Le parti international laissa aux annexes - partis locaux le libre soin seulement pour des initiatives. D'autre part, le Komintern s'exprima au niveau socio-culturel. Il ouvrit des horizons aux ouvriers, en offrant une reconnaissance mutuelle dans la société qui les incita à la solidarité de classe. A l'opposé des sociaux-démocrates qui argumentaient en invoquant la théorie marxiste, le Komintern mit en avant des thèses – plusieurs fois infondées – qui conduisirent à un dépassement, à la création d'une vision.

Les sociaux-démocrates, après la Première Guerre mondiale, tentèrent de survivre, en se mettant en avant comme foyer légitimateur du mouvement ouvrier contre le statu quo social. A la Conférence internationale ouvrière et socialiste, à Berne, qui s'ouvrit le 3 février 1919, 106 représentants de 29 pays continuèrent à nouveau la discussion – comme si les faits de la trahison de leur part des visions du socialisme n'étaient jamais intervenus – sur l'avenir de la classe ouvrière, sur l'intervention dans les évolutions et sur l'exercice de pressions sur

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 74.

²⁴⁹ *Id.*, "Edward Bernsteins Einstellung zur Judenfrage", dans *Juden und deutsche Arbeiterbewegung bis 1933. Soziale Utopien und religions-kulturelle Traditionen*, herausgegeben von Ludger Heid und Arnold Paucker, Mohr, Tübingen 1992, pp. 86-89.

²⁵⁰ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, p. 25; Maxime Rodinson, *Marxism and the Muslim World*, Zed Press, London 1979, pp. 86-87.

²⁵¹ Cf. Henry Laurens, *La question de Palestine*, Fayard, Paris 1999, p. 563.

²⁵² Cf. Chaïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, Gallimard, Paris 1957⁵, pp. 320-335.

²⁵³ Cf. Mikko Majander, "The Soviet View of Social Democracy", *Communism National and International*, *op. cit.*, pp. 61-81.

les gouvernements²⁵⁴. Le 4 février 1919, Kautsky, en rendant hommage à la mémoire de la juive Rosa Luxemburg, passa sous silence la responsabilité du gouvernement social-démocrate allemand de sa mort, en disant que, bien qu'il ne fût pas d'accord avec ses opinions, il reconnaissait que cette dernière s'était sacrifiée pour les idées socialistes « sous les coups d'une foule désorientée »²⁵⁵.

Des tentatives d'entente du Komintern et des sociaux-démocrates mirent sur le tapis les négociations. A une conférence entre les comités exécutifs, le 2 avril 1922 et les jours suivants, qui se tint au Reichstag, à Berlin, participèrent, parmi les sociaux-démocrates, les hauts cadres du parti (Camille Huysmans, etc.) et du Komintern : Clara Zetkin, Nikolai Boukharine, le juif Karl Radek, Bohumir Smeral, etc.²⁵⁶ On y discuta des problèmes de la révolution et de la réforme, des problèmes politiques, des possibilités d'un front ouvrier, des questions relatives aux détenus politiques²⁵⁷. Rapidement les voies des deux organisations se séparèrent définitivement.

Sur l'intention d'une intervention militaire contre la Russie soviétique, l'Internationale ouvrière socialiste avait tout d'abord une position négative. Au congrès fondateur, en mars 1923 à Hambourg, immédiatement après l'ultimatum du gouvernement des Tories à l'égard de la Russie soviétique, l'Internationale ouvrière socialiste prit position. A la présidence se trouvait symboliquement le juif Rafael Rein-Abramovitch et les discours en faveur de la révolution russe étaient couverts par des applaudissements²⁵⁸. Le juif Otto Bauer, dans son discours sur l'« action internationale contre la réaction internationale » affirma que « ...indépendamment de ce qui nous sépare des bolcheviks, la défense de la révolution russe contre l'intervention contre-révolutionnaire est et demeure un de nos grands devoirs²⁵⁹ ». A la première rencontre du Comité exécutif, à Luxembourg en février 1924, fut prise la résolution de la reconnaissance de jure du gouvernement soviétique par l'Angleterre et l'Italie²⁶⁰. Au deuxième congrès de l'Internationale ouvrière socialiste, à Marseille en août 1925, Bauer, en tant que rapporteur du « Comité sur les risques de guerre en Orient » précisa que : « ...toute politique hostile des gouvernements contre l'Union soviétique rencontrera chez nous la résistance la plus obstinée et brutale²⁶¹ » (fut toutefois formulée une dénonciation sur les « victimes de la terreur bolchevique »²⁶²). A Bruxelles, au congrès d'août 1928, il fut soutenu que « ... l'Internationale ouvrière socialiste est plus que jamais prête à défendre la République Soviétique contre toute action hostile des gouvernements capitalistes et contre toute attaque contre-révolutionnaire²⁶³ ». Le côté soviétique répondait que c'était des « résolutions sur le papier » pour jeter de la cendre aux yeux des ouvriers sur l'action conjointe des dirigeants de la social-démocratie dans l'intervention. Pour fonder cette accusation, on fit largement usage du contenu de la brochure de Kautsky sur la Russie soviétique "Die Internationale und Sowjetrussland", qui fut rédigée en 1925 (cependant ses

²⁵⁴ Cf. British Library [BL], London, matériau d'archives, *Official Bulletin of the International Labour and Socialist Conference. Published by the press-committee of the conference*, vol. 1, N^o. 1, Berne, 3 Feb. 1919, p. 1.

²⁵⁵ *Ibid.*, pp. 3-4.

²⁵⁶ Cf. BL, *The Second and Third Internationals and the Vienna Union*, Labour Publishing Co., London 1922, pp. 6-7.

²⁵⁷ *Ibid.*, pp. 7-87.

²⁵⁸ Cf. BL, Friedrich Adler - R. Abramovitch - Léon Blum - Emile Vandervelde, *The Moscow Trial and the Labour and Socialist International, Published by the Labour Party, London*, London [1931], pp. 11-12.

²⁵⁹ Cf. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis [IISG], Amsterdam, *Protokoll des Ersten Internationalen Sozialistischen Arbeiterkongresses*, Berlin 1923, p. 24.

²⁶⁰ Cf. BL, Adler - Abramovitch - Blum - Vandervelde, *The Moscow ...*, *op. cit.*, pp. 12-13.

²⁶¹ *Ibid.*, *Second Congress of the Labour & Socialist International at Marseilles, 22nd to 27th August, 1925, English Edition, Published by the Labour Party*, London [1925], Congress Report, pp. 271-272.

²⁶² *Ibid.*, Report of the Secretariat, pp. 19-45.

²⁶³ Cf. IISG, *Dritter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale, Brüssel 1928. Berichte und Verhandlungen*, Zürich 1928, p. IX/7.

positions furent l'objet de critiques même au sein de l'Internationale ouvrière socialiste par Abramovitch et Th. Dan)²⁶⁴.

L'Internationale ouvrière socialiste posa comme but de revendication les demandes économiques des ouvriers et la démocratie, mais aussi le désarmement. Bien qu'en 1927, la Société des Nations eut unanimement déclaré que la question était prête à être résolue et que de nombreux comités eurent déposé des rapports d'experts sur le sujet, aucune mesure n'avait été prise. L'Internationale ouvrière socialiste se contenta de décrire par des paroles générales le problème et déclara inutilement le fait qu'elle soit prête à le résoudre, sans aucun mot sur le fascisme ni sur l'Union soviétique et la lutte des classes mais seulement par des références à des problèmes qui, dans la situation en cours, correspondaient aux oppositions endo-impérialistes²⁶⁵. Elle insista également sur la question des persécutions politiques en Union soviétique et des mesures contre les Juifs. Aux procès de Moscou contre le Parti social-démocrate russe (mencheviks) se trouva impliqué Abramovitch, qui, selon l'accusation, se rendit, du 15 au 20 juillet 1928, illégalement en Russie et organisa une résistance contre le pouvoir soviétique par des sabotages, en finançant ces actions²⁶⁶. L'Internationale ouvrière socialiste dénonça ces accusations comme tronquées.

L'Internationale ouvrière socialiste tint une position souple face au Komintern, excluant les liens d'organisation mais permettant un dialogue idéologique. En 1928, elle exclut tout rapport avec les dites organisations neutres du Komintern, comme le Secours ouvrier et la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme, qui constituaient ses instruments et accomplissaient des manœuvres à son profit²⁶⁷. D'autre part, elle fit face, de façon modérée et avec un esprit unificateur, aux qualifications injurieuses à son détriment (comme le terme « social-fascistes »), en notant que, malgré les accusations, les ouvriers la suivaient. Les ouvriers de l'Union soviétique avaient la possibilité de sauver la révolution, en rétablissant la liberté de parole et de réunion et en imposant des élections secrètes, l'amnistie des détenus politiques, la suppression de la peine de mort, la cessation des exécutions de masse. Le mot d'ordre était : « Ouvriers du monde entier, unissez-vous ! Ouvriers de l'Union soviétique, unissez-vous avec nous pour sauver la Révolution russe, pour lutter pour la démocratie et le socialisme »²⁶⁸.

En Grèce, le mouvement socialiste, après de brèves interrogations²⁶⁹, s'est affilié en 1920 au Komintern. La principale force ouvrière à l'échelle nationale, les Juifs de Salonique, auparavant – à l'époque de la domination ottomane – participaient, sous la qualité de socialiste syndicalisé, à la forme d'organisation des deux mouvements, de celle syndicaliste (syndicats ouvriers) et de celle politique (Fédération socialiste ouvrière de Salonique). Les sens de socialisme et de syndicalisme avaient une liaison réciproque dans la conscience des

²⁶⁴ Cf. BL, Adler - Abramovitch - Blum - Vandervelde, *The Moscow ...*, op. cit., p. 15. Kautsky lui-même tira au clair plus tard qu'il ne voulait pas dire ce que lui avaient imputé les bolcheviks, cf. *Arbeiter-Zeitung* (Wien), 10-3-1931.

²⁶⁵ *Ibid.*, Secretariat of the Labour and Socialist International, L.S.I. Pamphlets - Disarmament, N° 1, *The Disarmament Problem in the League of Nations. Memorandum on the Present Position adopted by the Executive of the Labour and Socialist International at its meeting in Berlin, May 11-13, 1930*, Zurich [1930], 7 pp.

²⁶⁶ *Ibid.*, Adler - Abramovitch - Blum - Vandervelde, *The Moscow ...*, op. cit., pp. 5-6, 22-26.

²⁶⁷ Cf. IISG, *Dritter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale ...*, op. cit., t. 1, partie II, pp. II/45-47.

²⁶⁸ *Ibid.*, *Vierter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale, Wien 1931. Berichte und Verhandlungen*, Zürich 1932, pp. I/90-95.

²⁶⁹ Dans la phase de recherche des éléments sur le Komintern, le Parti socialiste ouvrier de Grèce, en septembre 1919, prit contact avec le Parti socialiste travailliste (Socialist Labour Party) de Grande-Bretagne, membre du Komintern, à Glasgow, et demanda des renseignements sur la nouvelle organisation internationale. A l'organe officiel du Parti socialiste travailliste fut publié en entier le texte de la lettre (portant la signature du secrétaire Nikos Dimitratos), cf. *The Socialist* (Glasgow), 15-1-1920, 19, N° 3, p. 22 (cf. en annexe, p.).

ouvriers, reflétant une condition objective, celle de la coordination de l'action économique et politique. Après l'incorporation de Salonique à l'Etat grec, la Fédération fit preuve d'opiniâtreté pour atteindre le but de l'unification des organisations ouvrières du pays. La création d'une organisation politique unitaire intervint tard, en novembre 1918.

La création du parti communiste grec - section du Komintern renvoie aux théoriciens d'avant-garde du marxisme et à leur formation idéologique, ainsi qu'à l'interrogation idéologique imposée par la réalité du pouvoir soviétique en Russie. En janvier 1919, le juif Albert Couriel, député du parti au parlement grec, admettait que le mouvement socialiste grec ne pouvait pas rester en dehors du courant révolutionnaire mondial. Les années suivantes, des conflits internes dans le parti des tendances social-démocrate et communiste aboutirent à la radiation collective des anciens cadres les plus connus de la période social-démocrate. Le juif Abram Benaroya, fondateur de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique, bien que cadre syndicaliste-politique historique et héros de la classe ouvrière, fut écarté. Le groupe autour de lui déclara, en janvier 1924, qu'il visait à la reconstruction du parti et à le sauver du risque de la décomposition. En réalité, ils exprimaient leur idéologie, qui correspondait à un socialisme démocratique modéré. Lorsque les tensions furent oubliées, les personnes radiées du parti, parmi lesquelles Benaroya et d'autres juifs, retournèrent, développant des collaborations au travail idéologique, aux élections communales, municipales et législatives et à d'autres domaines de l'activité du parti²⁷⁰.

L'adhésion du parti grec au Komintern constitua une insertion volontaire dans un parti internationaliste et la remise à ce dernier de la conduite de la lutte commune. Les obligations de l'insertion avaient pour le parti un caractère absolu. Au contraire, les instructions de l'Internationale ouvrière socialiste aboutirent à développer, en pratique, le caractère de suggestions, sans application obligatoire ni sanctions statutaires. Les intérêts nationaux opposés des pays de provenance des partis - membres et les oppositions annulèrent la sincérité dans les délibérations des sociaux-démocrates et laissèrent leurs empreintes dans les décisions prises. Dans un cas, à la Conférence internationale ouvrière et socialiste, à Berne, en 1919, où participaient des délégués de la Grèce, les congressistes s'attelèrent aux questions territoriales, en se référant aux règlements territoriaux dans les Balkans. En ce qui concerne Chypre, Ramsay MacDonald précisa que les Britanniques occupaient l'île pour assurer les voies commerciales ; si la Société des Nations rendait cette garantie inutile, le Parti travailliste ne s'opposerait pas à l'application du droit à l'auto-disposition. En répondant, Petridis remercia le camarade de sa déclaration et ajouta en complément que Constantinople devait être mise sous contrôle de la Société des Nations. La solution pour les Balkans, affirma-t-il, était la création d'une Fédération démocratique des peuples balkaniques²⁷¹.

L'espace des sociaux-démocrates se gangrenait, malgré l'aide de l'Europe (visites de cadres à Salonique²⁷²). N. Yiannios, idéologue du Parti ouvrier socialiste, d'une organisation fictive, membre de l'Internationale ouvrière socialiste, déclarait faussement que le parti disposait, en 1928, de 2.800 membres (parmi lesquels 260 femmes) et d'une jeunesse de 200 membres et qu'il influençait 50.000 ouvriers syndicalisés (parmi lesquels 3.000 femmes)²⁷³. Les ouvriers membres des syndicats, qui étaient restés au sein de la Confédération générale des travailleurs de Grèce après les poursuites et les exclusions des communistes au cours de la période 1926-1928, étaient recensés comme appartenant au domaine des sociaux-démocrates. Les rapports contenant des chiffres gonflés présentaient une situation irréprochable, qui toutefois n'apportait aucun bénéfice en hommes.

²⁷⁰ Cf. Dagkas, *Recherches ...*, op. cit., pp. 673-674.

²⁷¹ Cf. BL, *Official Bulletin of the International Labour and Socialist Conference*, op. cit., vol. 1, N° 3, Berne, 5-6 Feb. 1919, pp. 3-4.

²⁷² *Ibid.*, *Second Congress of the Labour & Socialist International at Marseilles ...*, op. cit., pp. 19-45; *Εφημερίς των Βαλκανίων* [Journal des Balkans] (Salonique), 21,22,23-4-1926.

²⁷³ Cf. BL, *Second Congress of the Labour & Socialist International at Marseilles ...*, op. cit., pp. 158-159; IISG, *Dritter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale ...*, op. cit., pp. IV/57-59.

L'Orient arabe, où évoluait l'agitation nationaliste, suscita, après 1920, l'intérêt du Komintern comme celle-ci comptait sur la généralisation de la révolution en Europe mais elle vit ses calculs et ses attentes ne pas se vérifier. Au deuxième congrès du Komintern, en juillet-août 1920, fut abordée la question de l'Orient (avec la remarque que le progrès du capitalisme dans ces pays provoqua la création d'un prolétariat) et des résolutions furent votées sur une série de questions d'organisation et de tactique. Dans les résolutions fut insérée la remarque de la déléguée juive Ester Frumkina, selon laquelle, en Palestine, où les Juifs constituaient une partie négligeable de la population, les sionistes, sous la justification de la création d'un foyer juif en Palestine, avaient rejeté les autochtones arabes sous l'exploitation des Britanniques²⁷⁴. Au congrès des peuples de l'Orient, à Bakou, en septembre 1920, l'intérêt fut renouvelé. Dans son discours introductif, le juif Grigoriy Zinoviev invita les participants à la guerre. Dans les résolutions politiques était soulignée la nécessité d'une étude des problèmes politiques et culturels de la région et de l'organisation de la propagande. Jusqu'au troisième congrès du Komintern, en juin 1921, intervinrent entre-temps les accords d'amitié de la diplomatie soviétique avec la Turquie, la Perse, l'Afghanistan et la perspective d'une coopération commerciale avec l'Angleterre ; c'est la raison pour laquelle fut remarqué un changement de tactique, avec un rendement de moindre importance en Orient. Au cinquième congrès du Komintern, en juin-juillet 1924 (au début de la « seconde période » – conformément aux positions du Komintern –, selon laquelle était signalée une stabilisation du capitalisme)²⁷⁵, la situation au Moyen-Orient avait changé, après l'adoption par Kemal de mesures contre le mouvement révolutionnaire politique et syndicaliste de la classe ouvrière et de l'orientation respective des nationalistes égyptiens. La question de l'attitude du mouvement ouvrier se posait face à une classe bourgeoise déjà arrivée au pouvoir, en opposition avec les résolutions du deuxième congrès du Komintern face à une classe bourgeoise montant vers le pouvoir²⁷⁶. Au cours de la « troisième période » – toujours selon le Komintern –, en 1927, fut remarquée la fin de la stabilisation du capitalisme ; la révolution évoluerait en fonction de chaque catégorie de pays. Dans les pays colonisés, il y aurait une révolution démocratique, ayant en tête le prolétariat, en collaboration avec la paysannerie qui serait celle qui soutiendrait principalement le soulèvement. La classe bourgeoise nationale, qui, dans la « première période » (phase révolutionnaire jusqu'en 1921) était comprise dans les forces de la révolution, fut cette fois exclue. Les orientations données par le Komintern, uniformes – sur la base de l'exemple chinois – pouvaient difficilement s'appliquer dans des régions comme la Palestine où dominaient des conditions complètement différentes. Le sixième congrès du Komintern, en septembre 1928, détermina les devoirs de la révolution démocratique, le rôle de la classe ouvrière, des paysans et de la petite-bourgeoisie, la position à adopter face à l'attitude de la bourgeoisie comprador nationale de chaque pays²⁷⁷, le caractère de la révolution démocratique coloniale²⁷⁸.

Dans un groupe social de haut niveau idéologique et d'identité culturelle particulière, comme les Juifs, la réception des ordres du Komintern conduisait à des réserves idéologiques et au-delà à une opposition culturelle. Les instructions elles-mêmes étaient contradictoires, puisque les positions changèrent, comme nous l'avons vu, trois fois dans les années 1920. Dans le cas des Juifs de Palestine, le mouvement ouvrier, malgré ses traditions de lutte et ses racines révolutionnaires, progressivement glissa vers des conceptions réformistes ; resta

²⁷⁴ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 15-16.

²⁷⁵ Cf. Пятый всемирный Конгресс Коммунистического Интернационала (17 Июня - 8 Июля 1924 года), Стенографический отчет - Част Первая [V^e congrès de l'Internationale communiste (17 juin - 8 juillet 1924), texte sténographique - première partie], Государственное Издательство, Москва - Ленинград 1925, passim.

²⁷⁶ Cf. Rodinson, *Marxism ...*, op. cit., pp. 90-91.

²⁷⁷ Cf. VI Конгресс Коминтерна, Стенографический отчет - Выпуск второй [VI^e congrès du Komintern, deuxième édition], Государственное Издательство, Москва - Ленинград 1929, passim.

²⁷⁸ Cf. BL, *The revolutionary Movement in the Colonies, Thesis on the Revolutionary Movement in the Colonies and Semi-Colonies, adopted by the Sixth World Congress of the Communist International, 1928*, Modern Books Limited, London 1929, pp. 21-36.

seulement une tendance qui était en faveur des bolcheviks et du rapprochement avec les Arabes²⁷⁹. Ce groupe agit pendant un certain temps dans le syndicalisme, en organisant des grèves et des actions violentes. A la fin de 1922, le Komintern invita le Poale Zion à se dissoudre et à s'intégrer dans les partis communistes locaux. A une conférence du Poale Zion à Vienne, en juillet 1922, émergea une majorité qui rejeta l'ultimatum du Komintern²⁸⁰. Au sein de la minorité, la crise économique en Palestine – avec des grèves et des conflits sociaux – renforça les tendances du radicalisme social et politique. A un congrès, en septembre 1922, s'affrontèrent deux tendances de la minorité radicale, celle qui affirmait interrompre tout contact avec la gauche sioniste et adhérer immédiatement au Komintern (deux questions qui étaient liées entre elles puisque le Komintern avait condamné le sionisme sous toutes ses formes) et l'autre modérée qui était plus réticente. S'ensuivirent une scission, un rapprochement, de nouveaux conflits au sein du parti²⁸¹.

Les sociaux-démocrates, dans leur politique par rapport à l'Orient arabe, firent preuve de pragmatisme. Dans le cas du Liban, après la Première Guerre mondiale, la France était tenue, comme mandataire, de rendre compte à la Société des Nations de l'avancée des réformes dans le domaine du travail. Comme base étaient prises les recommandations du Bureau international du travail, qui exprimait les revendications des sociaux-démocrates et de leur organisation syndicale internationale reconstituée en juillet 1919 à Amsterdam. Le mandataire soutint qu'il trouva une situation présentant un manque total d'esprit collectif dans les couches populaires, se contentant d'imposer empiriquement les règles restrictives de la législation ottomane qui étaient en vigueur jusqu'alors. Il n'appliqua aucune des recommandations du Bureau international du travail (salaires, durée du travail, repos, lutte contre le chômage, etc.) et se justifia, dans les rapports qu'il rédigea, en disant que la situation locale particulière ne permettait pas le règlement de tous les questions en une seule fois. De graves problèmes, tels que la protection de la femme travailleuse et de l'enfant dans les ateliers de tapis, semblaient accessoires. A l'opposé des autres domaines sous leur responsabilité, par exemple la protection des privilèges de la classe bourgeoise ou la sécurité, les Français ne prirent aucune mesure en faveur des couches populaires au delà d'exhortations²⁸². Malgré les conséquences négatives, les sociaux-démocrates ne procédèrent à aucune mobilisation, par exemple pour le retrait du mandat de la France. Dans un autre cas, en ce qui concerne le Maroc et la Syrie, en 1925-1927, le Parti communiste français dénonça les sociaux-démocrates français de l'Internationale ouvrière socialiste qui soutenaient le gouvernement du Cartel des gauches, responsable de la répression des soulèvements. Les sociaux-démocrates répliquèrent que la politique des communistes était de soulever les nationalismes naissants ou exaspérés dans les colonies²⁸³.

Le sionisme, dont une tendance était conduite par l'Internationale ouvrière socialiste, prouva également sa capacité au pragmatisme. Dès l'époque de la Première Guerre mondiale, l'organisation des sionistes à Alexandrie, sous l'influence de Zeev Zhabotinsky et de Yosef Trumpeldor, forma, en 1915, un bataillon pour se battre aux côtés des Britanniques. En Palestine, les sionistes de gauche du Poale Zion parvinrent à des résultats tangibles jusqu'en 1920.

Le Poale Zion fut fondé en 1907 par des formations juives socialistes existant auparavant²⁸⁴. L'organisation s'adressa pour la première fois au Bureau Socialiste International à Bruxelles en mars 1907, avant le congrès de Stuttgart, par un mémorandum

²⁷⁹ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., pp. 19-22.

²⁸⁰ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 46-53.

²⁸¹ Cf. Greilsammer, *Les communistes ...*, op. cit., pp. 26-31, 71.

²⁸² Cf. Couland, *Le mouvement ...*, op. cit., pp. 77-80.

²⁸³ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 125-130; Alejandro Colás, "Internationalism in the Mediterranean, 1918-1942", *The Journal of North African Studies*, 1, N° 3, Winter 1996, pp. 220-221.

²⁸⁴ Cf. Nora Levin, *While Messiah Tarried. Jewish Social Movements, 1871-1917*, Schocken, New York 1977, p. 409.

qui évoquait un foyer juif en Palestine. En octobre 1908, elle s'y adressa à nouveau et, en mai 1911, prenant la forme de la coalition de trois partis, elle fut acceptée comme Section juive²⁸⁵. A la Conférence internationale ouvrière et socialiste de 1919, la Palestine était représentée par trois délégués juifs²⁸⁶. En février 1924, à la conférence du Comité exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste, une résolution de reconnaissance du Poale Zion et de ses particularités fut adoptée. En 1925, le Poale Zion s'unit à l'Union des sionistes socialistes et ainsi s'étendit en Russie et ailleurs, en prenant le nom de Confédération mondiale des ouvriers juifs socialistes Poale Zion²⁸⁷. Au quinzième congrès sioniste, à l'automne 1927, le Poale Zion entra en conflit avec les éléments bourgeois et vint s'opposer à l'Exécutif sioniste²⁸⁸. Le 28 décembre 1929, fut créé Eretz Israël (Parti ouvrier de Palestine) par la fusion des partis ouvriers Achduth et Hapoel²⁸⁹. Aux conférences du Comité exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste, les délégués étaient Kaplansky ou M. Jarblum²⁹⁰. A cette époque, Poale Zion comptait 6.000 membres en Palestine, avec 15.000 membres supplémentaires dans les autres pays (dont en Pologne 5.000, en Angleterre 600 – intégrés comme membres du Parti travailliste –, en Lituanie 1.000, en Roumanie 1.000, aux Etats-Unis et au Canada 3.500). En Russie, il existait une organisation illégale, ayant des centaines de membres en prison ou en exil en Sibérie²⁹¹. En Palestine, les femmes représentaient 40% du nombre des sociaux-démocrates (en réalité, toutefois, à peine une sur 9 femmes était politiquement organisée, le reste seulement syndicalement).

Les sociaux-démocrates juifs procédèrent à la création de l'organisation syndicale de troisième degré Histadruth, mais aussi de l'armée secrète Haganah²⁹². Histadruth, membre de la Fédération internationale des syndicats, comptait, en 1930, 32.000 membres, qui, après des luttes de dix ans, jouissaient de droits complets, signaient des contrats de travail, avaient le droit à la terre, participaient au mouvement coopératif dans les colonies²⁹³. Le Fond ouvrier palestinien, s'adressant aux milieux prolétariens, avait un rôle analogue à celui de l'organisation des milieux bourgeois Kéren Hayessod. Il n'y avait pas entre eux une concurrence hostile, parce que l'objectif, selon Emile Vandervelde, était commun : « établir sur un sol libre, des travailleurs libres²⁹⁴ ». Certes, les sionistes socialistes n'avaient pas l'illusion qu'ils pouvaient écarter le capitalisme et Histadruth ne se bornait pas à encourager la coopération avec les capitalistes. En même temps, elle défendait les revendications ouvrières sur l'horaire, les salaires, la prestation de travail pour tous²⁹⁵. Haganah fut doté d'un armement qui était acheté à l'étranger (à des prix plus élevés que ceux habituels) et qui était importé illégalement dans le pays – en rachetant les douaniers –, en jouant à cache-cache avec les autorités britanniques²⁹⁶ – à savoir en bénéficiant de leur tolérance –.

²⁸⁵ Cf. BL, M. Jarblum, *The Socialist International and Zionism*, Labor Zionist Publications, Poale Zion - Zeire Zion of America, New York 1933, pp. 9-10.

²⁸⁶ *Ibid.*, *Official Bulletin of the International Labour and Socialist Conference*, op. cit., vol. 1, N° 1, Berne, 3 Feb. 1919, p. 1.

²⁸⁷ Cf. IISG, *Dritter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale ...*, op. cit., pp. IV/101-104.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ Cf. BL, Jarblum, *The Socialist ...*, op. cit., pp. 15-17.

²⁹⁰ *Ibid.*, *Bulletin of the Labour and Socialist International. Issued by the Labour and Socialist International, English Edition*, series 2, N° 7, Zurich, June 1930, pp. 1-8; *ibid.*, series 2, N° 8, Sept. 1930, pp. 1-7.

²⁹¹ Cf. IISG, *Dritter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale ...*, op. cit., pp. IV/101-104.

²⁹² Cf. Weizmann, *Naissance ...*, op. cit., pp. 336-345; Walter Laqueur, *A History of Zionism*, Schocken Books, New York 1976, pp. 441-467.

²⁹³ Cf. BL, *Fourth International Women's Conference of the L.S.I., Vienna, July 23rd to 25th, 1931, Report of the Secretariat to the Women's Conference and Proceedings of the Women's Conference (Fourth Congress of the Labour and Socialist International. Reports and proceedings-Sections III and IX.)*, Zurich - London 1932, pp. IX/75 et IX/76, discours de Martha Hoffmann.

²⁹⁴ Cf. Emile Vandervelde, *Le pays d'Israël. Un marxiste en Palestine*, Les Editions Rieder, Paris 1929, p. 178.

²⁹⁵ *Ibid.*, pp. 178-179.

²⁹⁶ Cf. Thierry Nolin, *La Haganah, l'armée secrète d'Israël*, Ballard, Paris 1971, pp. 33-36.

Selon les sociaux-démocrates juifs, le progrès du sionisme ne se faisait pas au détriment des habitants locaux. Sur les événements d'août 1929 (Emile Vandervelde envoya alors un message de soutien²⁹⁷), leur position se centrait sur l'argumentation que la colonisation juive n'était pas responsable de la limitation de la terre disponible pour les Arabes²⁹⁸.

L'orientation que prirent les ouvriers sociaux-démocrates juifs était diamétralement opposée à celle des communistes de Salonique, qui étaient maximalistes.

10.3.3.2. Vers l'extérieur : développement de l'action

Les renseignements, qui parvenaient aux services britanniques et permettaient de tirer des conclusions sur l'avancée et les possibilités des mouvements ouvriers juifs, conduisaient à des comparaisons à partir desquelles des différences substantielles en résultaient entre l'Orient arabe et d'autres régions socialement instables telles que Salonique.

En Grèce, les Juifs s'étaient incorporés dans un mouvement social qui exploitait l'éducation sociale et la prise de conscience relativement élevée des ouvriers et consolidait des puissants appuis au sein de leur classe. Le but du renversement social et de l'installation du pouvoir ouvrier, auquel visait le mouvement social juif de Salonique, correspondait, de ce fait, à une base d'action sociale qui était objective. Face à cet avantage, était présenté le phénomène paradoxal de la non correspondance de la situation de Salonique avec les ordres du Komintern. Dans des conditions où le spécifique obéissait au général, le parti international donnait une perspective stratégique au mouvement de la Grèce et plus spécialement de Salonique, mais, au niveau de la tactique, il créait des problèmes au lieu de résoudre ceux déjà existants. Lorsqu'il décida de tirer parti des mouvements nationalistes pour son propre profit, il sema dans la région de l'Europe du Sud-Est une confusion qui, au lieu d'apporter un gain au mouvement ouvrier, lui provoqua des ralentissements.

A proximité de la Grèce, en Grande Syrie et en Egypte, les conditions ne ressemblaient pas du tout à celles de Salonique. A Alexandrie, le mouvement révolutionnaire se trouvait en liaison directe avec le Komintern et les agitateurs juifs face à l'impasse du retard social des ouvriers arabes, alimentaient des actions violentes²⁹⁹. Dans les centres ouvriers de Palestine, à Jaffa et à Haïfa, le sionisme de gauche agissait concurremment contre le bolchevisme au sein du syndicalisme et avait conquis la majorité écrasante des ouvriers, bloquant leur orientation politique vers la voie révolutionnaire. L'action bolchevique avec des opérations extrémistes se présenta, ici également, comme une issue. Face aux mouvements nationalistes, les évolutions réservèrent des surprises. En Egypte où était en vigueur la loi martiale depuis 1914, les nationalistes furent mobilisés contre le protectorat britannique, avec pour apogée la révolte de 1919. En 1922, le protectorat prit fin, mais le pays ne devint indépendant que sur le papier et, après la constitution du premier gouvernement égyptien le 28 janvier 1924, le système politique, avec un pouvoir étatique qui subissait d'en haut une surveillance des Anglais, se tourna vers la mainmise des forces sociales³⁰⁰. En Palestine, la décision des grandes puissances d'approuver le mandat britannique ; le 26 avril 1920, provoqua les soulèvements des Arabes à Jérusalem en avril 1920 et à Jaffa en mai 1921, ainsi que des heurts avec les sionistes. Dans cette intense instabilité sociale, les agitateurs juifs étaient obligés de se conformer aux instructions du Komintern sans qu'une prévision n'ait précédé en ce qui concernait le développement des nationalismes et ses répercussions, ni un

²⁹⁷ Cf. BL, Jarblum, *The Socialist ...*, op. cit., p. 25.

²⁹⁸ Cf. IISG, *Vierter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale ...*, op. cit., pp. IV/117-122.

²⁹⁹ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, 319/20-3-23, Secret, *Report by Agent*, Alexandria, 20-3-1923, 2 pp.

³⁰⁰ Cf. Gema Martín Muñoz, «Ley electoral y sistema político en Egipto», *Elecciones, participación y transiciones políticas en el Norte de Africa*, éditeurs Bernabé López García - Gema Martín Muñoz - Miguel Hernando de Larramendi, Agencia Española de Cooperación Internacional - Instituto de Cooperación con el Mundo Árabe, Madrid 1991, pp. 202-205.

projet d'action qu'ils devaient prendre pour faire face à cette évolution. En outre – le plus important –, la tactique appliquée dans la région souffrait en ce que les phases de développement du mouvement social (la réalité sociale) n'étaient pas en accord avec celles que représentaient les positions du Komintern (estimation de la réalité sociale). Celles-ci ne pouvaient pas être influencées, certes, par les actions des agents bolcheviques mais furent déterminées par l'évolution des phénomènes intérieurs, principalement du nationalisme arabe et du sionisme.

Néanmoins, il existait un point sur lequel les Juifs membres des mouvements ouvriers révolutionnaires de la Méditerranée orientale se rencontraient. C'était celui de la violence léniniste. Dans leur perception de la lutte des classes, n'étaient pas seulement adoptés les modèles « passifs » (pensée sociale, idées, éducation, solidarité) mais surtout le pilonnage violent de l'adversaire. La violence qui caractérisa l'action des bolcheviks juifs était non seulement un moyen, mais aussi un élément de leur identité culturelle, un comportement figé. L'usage ininterrompu de la violence confirmait la conviction que la répétition était la mère de l'apprentissage de classe.

10.3.3.2.1. Le mouvement ouvrier à Salonique

Dans le processus du passage du mouvement marxiste de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique au mouvement communiste de la Grèce, les Juifs y entrèrent – avec des pertes, subissant des départs volontaires des membres et des radiations d'autres – dans un parti léniniste du nouveau type. Là, ils bradèrent leur autonomie idéologique et organisationnelle de l'époque jusqu'en 1918 et perdirent leur indépendance dans le fonctionnement du parti. On leur apprit à agir dans un système politique cohérent, par l'application d'une ligne commune de conduite et par une unité d'action à l'échelle internationale. Pendant les années 1920, ils participèrent à la quête romantique du moment de la crise révolutionnaire, où ceux d'en bas ne pourraient désormais plus vivre et être gouvernés par ceux d'en haut avec l'ancienne manière, et à l'action violente qui atteint son apogée par les deux soulèvements des ouvriers du tabac de 1927 et de 1928³⁰¹.

La gestion de la non homogénéité culturelle se trouva plus difficile. L'intention de niveler les différences culturelles, dans le but de leur levée et de l'assimilation des Juifs membres du parti à un modèle unitaire (et efficace) d'idéologie et d'organisation, se heurta à des problèmes objectifs. Tout d'abord, par exemple, ceux-ci étaient mêlés avec d'autres nationalités dans une structure unitaire d'organisation, dans des organisations de parti communes ; très vite cependant, ils se placèrent dans des noyaux séparés, en raison du problème de la langue.

10.3.3.2.1.1. Bolcheviks contre sionistes

Dans l'avancée douloureuse et pleine de contradictions de la constitution d'un mouvement léniniste, le Parti communiste de Grèce avait à Salonique un noyau déjà prêt de révolutionnaires. En 1927, lorsque celui-ci se débattait dans des discordes internes et perdait ses forces, les membres juifs montrèrent une stabilité alors qu'indirectement ils renforcèrent, par leur position, une dynamique d'adhésion au mouvement chez les Grecs soit natifs soit réfugiés.

« Les membres les plus fanatiques de l'organisation [communiste] et les plus importants en nombre, sont les Juifs³⁰² », citèrent, en 1927, les diplomates américains. La plupart des opinions des informateurs du consulat américain de Salonique plaçaient les communistes au nombre de 7.000, à partage égal entre les Grecs et les Juifs³⁰³. D'après le chef de la police, il y avait 7.000 communistes, dont 4.000 Juifs (parmi lesquels 3.000 étaient des

³⁰¹ Cf. Dagkas, *Recherches ...*, op. cit., pp. 855-859.

³⁰² Cf. NARA, M 443, N° 7, 82-88, Robert Skinner (consul américain à Athènes) à State Dept. - Washington, Athènes 28-4-1927, 7 pp.

³⁰³ *Ibid.*, N° 7, 105-108, Robert Fernald (consul américain à Salonique) à Herbert Goold (chargé d'affaires -Athènes), Salonique 14-10-1927, 4 pp.

ouvriers du tabac) ; le Gouverneur général les estimait à 3.000, dont 150-200 étaient des dirigeants³⁰⁴. Malgré la différence d'estimation, qui dissimulait des finalités (la police exagérait peut-être leur nombre pour montrer qu'elle était nécessaire ; le gouvernement le sous-estimait peut-être pour montrer qu'il était efficace), statistiquement nous sommes amenés à la conclusion que la densité des Juifs était pour le moins le triple de celle des Grecs. À côté de ce nombre de communistes convaincus, un nombre beaucoup plus grand pouvait être considéré comme des sympathisants occasionnels dépendants des conditions de travail et politiques. En ce qui concerne la presse communiste, les renseignements américains citaient que le journal *Rizospastis* était populaire à Salonique, vendant 1.500 exemplaires – dont certaines à des Juifs –. Parmi les Juifs exclusivement, le journal *L'Humanité* de Paris avait une diffusion de quelques centaines de feuilles et l'*Avanti!* (en judéoespagnol), de 3.000³⁰⁵. Il n'y avait pas d'éléments sur le tirage du journal français à tendance communiste *L'Information*.

Une particularité importante du mouvement marxiste de Salonique était la lutte contre le sionisme. La rivalité datait de l'époque de l'annexion de la ville par la Grèce, lorsque les Juifs socialistes en dehors des poursuites de l'État avaient à faire face également aux sionistes. Des heurts furent notés, tels que l'attaque des sionistes, en 1917, contre la coopérative ouvrière israélite où ils brisèrent les vitrines. Les autorités venizéliennes gardaient une neutralité bienveillante en faveur des sionistes³⁰⁶.

La préférence des Juifs de Salonique pour le communisme et le sionisme ne laissa pas de place, dans les années 1920, pour d'autres idéologies. Le courant de l'assimilation subit un tassement. Comme l'écrivait, plein d'amertume, l'« allianciste » Joseph Nehama, « toutes les forces juives ont tendance à se grouper autour de deux pôles extrêmes, deux sectarismes malsains : Sionisme et Communisme, parce que ce sont là des doctrines d'importance mondiale qui s'appuient sur des organisations internationales puissantes, avec leurs presses, leurs propagandistes grassement payés, leur science tactique, leurs cadres, leurs hiérarchies avec un réseau serré d'intérêts et de vanités, avec un immense champ d'action³⁰⁷ ». Ni la social-démocratie ne parvint à s'imposer. La récolte de l'Internationale ouvrière socialiste, nulle à l'échelle nationale, resta faible parmi les Juifs – avec certains influencés par le sionisme de gauche et la Histadrout –.

Les organisations sionistes (Nouveau Cercle Sioniste, Fédération des Corporations juives – représentant 12 organisations –, Misrachi, Théodore Herzl, Association des Jeunes Juifs, Max Nordau), se mouvant à la lisière des milieux du pouvoir se trouvaient en liaison étroite avec le conseil de la Communauté israélite³⁰⁸. Ils acquirent aussi un rapport étroit avec les fascistes italiens³⁰⁹. Par exemple, à la cérémonie de l'inauguration de l'école italienne Manzoni, le 11 novembre 1923, parmi les notabilités présentes on signalait le chevalier M. Morpurgo, le chevalier E. Misrachi, le chevalier D. Fernandez, le chevalier J. Modiano, E. Torres, H. Scialom, Tiano, etc. On rendit hommage à Benito Mussolini qui leur avait adressé de Rome d'encourageantes paroles en cette occasion. Le même jour, une soirée fut organisée par le Fascio de Salonique et son secrétaire, le Dott. P. Zambelli, qui réunit, au local de l'Ex-Allievi, la haute société salonicienne. Le prof. Basco et quelques autres se livrèrent ensuite à un tournoi d'escrime³¹⁰. En mai 1924, Henry Marx, fils de Paul Lafargue et de Laura Marx, grand fils de Karl Marx, caractérisé comme un sioniste-communiste, vint à Salonique. Il publia ensuite un article dans *Connaître*, revue mensuelle sioniste de Salonique, sous le titre

³⁰⁴ *Ibid.*, N° 23, 753-759, Robert Fernald à State Dept. -Washington, Salonique 4-6-1927, 7 pp.

³⁰⁵ *Ibid.*, N° 7, 105-108, Robert Fernald à Herbert Goold -Athènes, Salonique 14-10-1927, 4 pp. Deux journaux arméniens communistes, également, vendaient quelques centaines de feuilles (*ibid.*).

³⁰⁶ Cf. *Πιζοσπάστis*, 8-5-1920.

³⁰⁷ Cf. AAIU, Grèce, III.C.55, sous-dossier *Elections législatives en Grèce*, J. Nehama à AIU, N° 8813, Salonique 8-9-1928, 11 pp.

³⁰⁸ Cf. *L'Opinion* (Salonique), 13-11-1923.

³⁰⁹ Pour les rapports de Mussolini avec les sionistes, à cette époque, cf. Renzo De Felice, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Einaudi, Torino 1961, traduction en anglais : *The Jews in Fascist Italy. A History*, Enigma Books, New York 2001, pp. 69-86.

³¹⁰ *Ibid.*, 12-11-1923.

« Le sionisme commenté par un Français juif et communiste »³¹¹. Il fut attaqué par la presse communiste juive francophone comme un « confusionniste »³¹².

Grâce à la dictature du général Pangalos, les sionistes entrèrent en 1926 dans l'administration de la communauté israélite. Les communistes les considéraient comme des collaborateurs du service de sûreté qui constituaient « le corps des mouchards dans la minorité juive³¹³ ». En juin 1926, en vue des élections pour les 70 sièges du Conseil communal juif, un manifeste du bloc des sionistes et de leurs collaborateurs (Union Juive) circula, qui citait que deux parties, diamétralement opposées, s'affrontaient. Il accusait le groupe adverse (Bloc Populaire) comme quoi il était constitué de « ... communistes ou internationalistes qui n'ont jamais eu de sentiments juifs, qui n'ont jamais voulu entendre parler de la Communauté et qui tâchent simplement de se l'approprier pour l'exploiter au profit de leur parti politique.³¹⁴ » Et il continuait : « Les périls que constituent pour notre communauté le Bloc Populaire et ses agitateurs sont tellement graves, à un tel point évidents, que toutes les organisations juives, sionistes et non sionistes, libérales et religieuses, modérées et radicales, laissant de côté leurs divergences de vue, aussi importantes soient-elles, ont considéré de leur devoir le plus sacré de former un bloc, l'Union Juive, pour demander votre appui illimité.³¹⁵ » Le manifeste était exact en ce qui concerne les caractérisations : sur le bulletin de vote du Bloc Populaire participaient, en dehors des communistes, des socialistes aussi, qui cependant n'avaient aucun rapport avec la social-démocratie. D'anciens dirigeants de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique et membres du Parti socialiste ouvrier de Grèce, qui se retirèrent au cours de la bolchevisation du parti, constituaient un cercle plus large que celui de ses membres, sans obligations statutaires mais disposant d'une volonté de matérialiser sa ligne. Le dimanche 6 juin 1925, les élections n'eurent pas lieu conformément à un suffrage universel, mais avec un droit de vote donné seulement à ceux qui payaient un impôt direct à la communauté. Sur les 14.000 membres de la communauté qui, au cours de la nouvelle rédaction des listes, obtinrent un livret de vote, 5.500 avaient seulement le droit de voter (et parmi ceux-ci, 4.814 votèrent), le reste fut exclu. Le Bloc populaire paya pour de nombreux électeurs l'imposition afin qu'il puisse être représenté au nouveau conseil de la communauté. Comme système électoral, la représentation proportionnelle avait été adoptée. Il y eut un panachage très fort (effacement de candidats par l'électeur d'une liste, ou inscription de candidats adversaires) entre les deux listes adverses, ainsi qu'au sein de chaque liste. Plusieurs électeurs de la liste de l'Union Juive avaient donné des voix à des candidats du Bloc Populaire. Une dizaine d'électeurs du Bloc Populaire donnèrent des voix aux « alliancistes » de l'Union Juive. Dans la liste de l'Union Juive, un important panachage réciproque était provoqué par quelques-unes des organisations participantes au dépens d'autres. Des accusations étaient échangées entre les sionistes et les misrahistes pour avoir effacé les noms des candidats d'une tendance par les partisans de l'autre. Les « alliancistes » étaient rayés aussi bien par les sionistes que par les misrahistes. Dans la liste du Bloc Populaire, le panachage était discipliné ; les bulletins panachés voulaient assurer la participation égale de toutes les tendances collaborantes. En vérité, les socialistes avaient blackboulé les communistes et vice versa ; néanmoins, les rapports internes ne furent pas troublés. Sur un total de 331.680 voix exprimées, 276.393 (83,3 %) étaient en faveur de l'Union Juive et 55.287 (16,7 %) en faveur du Bloc Populaire. En réalité, l'influence des communistes était supérieure à 50%, mais elle ne s'exprima pas en raison du système électoral faussé. Les sièges obtenus étaient respectivement 58 et 12. Les 58 candidats sortants de l'Union Juive avaient obtenu le premier (Léon Gattegno) 4.001 voix et le 58^{ème} 3.887, tandis que les 12 suppléants de l'Union Juive entre 3.866 et 3.810 voix. Le dernier des blackboulés était l'allianciste Joseph Nehama. Les 12 sortants du Bloc Populaire avaient obtenu entre 872 et 814 voix. Il

³¹¹ Cf. *Connaître* (Salonique), 1, N° 2, septembre 1924, pp. 17-19.

³¹² Cf. *L'Information* (Salonique), 24-5-1924.

³¹³ Cf. *Πιζοπάστης*, 20-3-1928.

³¹⁴ Cf. *L'Opinion*, 1-6-1926.

³¹⁵ *Ibid.*, 1-6-1926.

s'agissait d'Albert J. Arditti (profession commerçant, tendance politique socialiste, 872 voix), de Jacques J. Amariglio (employé de commerce, socialiste, 841 voix), de Joseph A. Hazan (commerçant, socialiste, 840 voix), de Jacques S. Ventura (journaliste, communiste, 827 voix), d'Aron J. Calli (épiciier, vice-président de la Chambre Professionnelle, 824 voix), de Léon S. Sabétaï (habitant des faubourgs populaires, 824 voix), d'Abram E. Benaroya (agent de navigation, socialiste, 822 voix), d'Isaac D. Florentin (journaliste, 821 voix), de Moïse M. Carasso (agent de navigation, 819 voix), d'Albert M. Carasso (ouvrier, 818 voix), de Léon S. Carasso (employé de commerce, 816 voix), de David B. Soulam (habitant des faubourgs populaires, communiste, 814 voix)³¹⁶.

Les rapports des deux groupes s'empirèrent après la chute de la dictature. Lors d'un rassemblement préélectoral, le samedi 9 octobre 1926, le matin, sur la place Vardar et autour du cinéma Attikon, où prirent la parole Arditti (adjoint au maire, révoqué par le dictateur Pangalos) et Ventura (conseiller municipal) devant 2.000 personnes, ainsi que dans un second rassemblement qui eut lieu le même jour l'après-midi à Vardar, avec pour orateur Ventura et un public de 2.000 personnes, les sionistes furent désavoués³¹⁷. Le 31 octobre 1926, 100 Israélites communistes, qui manifestaient de Kalamaria vers le centre de la ville de Salonique, avec à leur tête Bensoam Iosef Carasso et P. Molho, s'arrêtèrent devant la salle de gymnastique Maccabi (Maccabéens), au 24 rue Jeni Tzami, et perturbèrent les élections du conseil d'administration, par des mots d'ordre « à bas les sionistes », « à bas les vendus », « vive les communistes ». Une rixe s'ensuivit, au cours de laquelle ils poursuivirent et blessèrent de nombreux athlètes. Dario Bensouan, Molho et les frères Alvo furent arrêtés par le service de sûreté³¹⁸. D'autres attaques également, le même jour, dans les quartiers israélites, contre les sionistes les obligèrent à demander la protection de la police³¹⁹. Au cours de la visite de Zeev Zhabotinsky (du 17 au 21 novembre 1926), qui fut reçu par l'administration de la communauté israélite avec des dîners et l'organisation de conférences, fut organisé un rassemblement anti-sioniste des communistes au cinéma Attikon, le 20 novembre 1926³²⁰. Le quotidien communiste en judéoespagnol *Avanti!* écrivait : « Pas même un sou pour l'aventurisme de la Palestine³²¹ ». Après les élections législatives du 7 novembre 1926, les communistes développaient la propagande selon laquelle la bourgeoisie juive avait déclaré la guerre contre les ouvriers juifs et les petits bourgeois parce qu'ils avaient voté pour le Parti communiste de Grèce. Ils citèrent en particulier des faits : Benjamin, employé du Gouvernement général de Macédoine, menaçait les habitants du quartier juif Régie qu'il se vengerait d'eux par des expulsions ou par des hausses du loyer. Le docteur de la communauté dans les quartiers refusait de soigner les partisans du parti. La presse sioniste les attaquait également. Les sionistes qui contrôlaient la communauté arrivèrent au point d'interdire aux prêtres d'enterrer les enfants morts de certains ouvriers et des gagne-pain³²². En 1927, furent fondés des associations juives anti-sionistes, les Jeunesses culturelles. Le 2 avril 1927, fut créé un organe du second degré, la Fédération des Jeunesses culturelles israélites de Salonique. L'assemblée fondatrice eut lieu au café du Maïr Gersen, 7 rue du 25 mars, avec 10 membres fondateurs présents. Jacques Amariglio fut élu président et Léon Carasso secrétaire³²³. Un rapport confidentiel des sionistes sur la Grèce expliquait que les partisans de leur cause à Salonique « ... font l'expérience de plusieurs difficultés, non seulement avec les assimilateurs et révisionnistes, dont le nombre décroît, mais principalement avec les

³¹⁶ Cf. *Le Progrès* (Salonique), 9-6-1926; *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 7,12-6-1926; *Μακεδονικά Νέα* [Nouvelles Macédoniennes], 8,9-6-1926.

³¹⁷ Cf. *Πιζοσπάστis*, 10-10-1926.

³¹⁸ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 1-11-1926; *Μακεδονικά Νέα*, 1,2-11-1926.

³¹⁹ Cf. *Μακεδονικά Νέα*, 2-11-1926.

³²⁰ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 10,17,20-11-1926; *Μακεδονικά Νέα*, 17,22-11-1926.

³²¹ Cf. *Avanti!* (Salonique), 23-11-1926.

³²² Cf. *Πιζοσπάστis*, 17-11-1926.

³²³ Les statuts (12 pp.) furent approuvés le 8-7-1927, cf. Archives des Associations de Thessalonique, dossier N° 860, 3-12-1927.

communistes juifs qui sont élevés dans les conditions sordides du quartier juif de Salonique et qui concourent avec eux à la conquête de la jeunesse.³²⁴ »

Les résultats électoraux montrèrent que les communistes avaient acquis alors une influence très forte au sein de la minorité juive. Le premier communiste, Jacques Ventura, obtint 3.777 votes, loin devant les premiers adversaires Isaac Sciaky (2.606) et Medès Bessantchi (2.066). Le deuxième communiste, David Soulam, obtint 2.073 votes (beaucoup plus loin derrière se trouvait le troisième candidat, Aron Calli, avec 83 votes, apparemment non soutenu par le parti)³²⁵.

Aux élections législatives suivantes du 19 août 1928, les communistes, « ... divisés, malgré leur nombre infime, en des chapelles minuscules d'appellations diverses et de crédos hétérodoxes très différents³²⁶ », ne parvinrent pas à atteindre le niveau nécessaire d'organisation de la campagne préélectorale qui leur permettrait de renouveler leur succès de 1926. Le nombre d'Israélites munis d'une carte d'électeurs s'élevait à 11.400, dont 9.456 votèrent pour le sioniste Bessantchi et son acolyte David Matalon. Les deux candidats communistes, Iakov Ovadia et David Soulam, recueillirent respectivement 1.532 et 1.498 voix³²⁷. Cependant, le piètre résultat pour les communistes juifs ne rendait pas compte de leur influence réelle sur les masses populaires, qui demeurait intacte. « La faveur apparente dont jouissent les communistes provient, dans les faubourgs populaires, du fait qu'ils agglutinent dans leurs rangs les antisionistes, les socialistes, les syndicalistes, les ouvriers de toute rang et, en général, tous les mal logés, tous les mal nourris, tous les mal lotis, tous gens qui n'ont entre eux qu'un lien unique, leur mécontentement. Ce sont les aigris venus de tous les coins de l'horizon social et politique, et ils ne trouvent qu'un parti organisé devant eux : le communisme.³²⁸ »

10.3.3.2.1.2. L'identité culturelle juive

Des questions sociales, qui étaient liées à la culture des Juifs, produisaient des situations ambiguës, face auxquelles apparut une faiblesse du mouvement communiste grec à offrir des solutions ainsi qu'une rétractation de sa position. Un bon exemple est le cas de la loi sur le repos dominical³²⁹, qui fut imposé à Salonique en mai 1925³³⁰.

Après l'annexion des Nouvelles Provinces par la Grèce, la Fédération socialiste ouvrière de Salonique mit en avant comme demande l'institution du repos dominical³³¹. Après l'incorporation des socialistes juifs dans le parti unitaire (Parti socialiste ouvrier de Grèce), sur leur proposition la même position fut pareillement adoptée. Lorsque l'archirabbin demanda à la Bourse du Travail de Salonique, organisation syndicale sous l'influence du Parti, de ne pas insister sur la demande du repos dominical, les premiers qui protestèrent contre lui furent les ouvriers israélites³³². Le programme du parti aux élections législatives de 1920 comprenait un paragraphe sur ce sujet (avec toutefois une position simultanée en faveur de la séparation des Grecs et des Israélites). Au conseil municipal, le représentant du groupe qui était proche du parti soutint cette position. La Bourse du Travail de Salonique demanda également son application. La tactique derrière les choix des socialistes juifs et des

³²⁴ Cf. CZA, Z4/3235/I, Greece, confidentielle, [juillet 1927], 1 p.

³²⁵ Données statistiques sur les élections de 1926 (cf. Ministère de l'Economie nationale - Statistique Générale de la Grèce, *Statistique des élections des députés du 7 novembre 1926*, Imprimerie Nationale, Athènes 1928) d'après notre propre calcul.

³²⁶ Cf. AAIU, Grèce, III.C.55, sous-dossier *Elections législatives en Grèce*, J. Nehama à AIU, N° 8813, Salonique 8-9-1928, 11 pp.

³²⁷ *Ibid.*; Archives du Tribunal de grande instance de Thessalonique, 1928, N° 1642, 25-8-1928.

³²⁸ Cf. AAIU, Grèce, III.C.55, sous-dossier *Elections législatives en Grèce*, J. Nehama à AIU, N° 8813, Salonique 8-9-1928, 11 pp.

³²⁹ Cf. Bernard Pierron, *Juifs et chrétiens de la Grèce moderne. Histoire des relations intercommunautaires de 1821 à 1945*, Harmattan, Paris 2000, pp. 69-90.

³³⁰ Cf. *Εφημερίς της Κυβερνήσεως* [Journal Officiel] (Athènes), 18,19-5-1925.

³³¹ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 29,30,31-5, 9-6-1925; *Μακεδονικά Νέα*, 30-5-1925.

³³² Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 9-6-1925.

communistes, à cette période, manifestait une position endurcie, caractérisée par une approche de la question sociale qui se conformait à l'idéologie de la lutte des classes et du repoussement des qualités culturelles de la minorité juive. Après l'échec des révolutionnaires à l'échelle internationale, qui maintinrent des réflexions pragmatiques sur le mode d'approche des couches populaires, fut adoptée une nouvelle tactique pour les attirer, qui prévoyait le respect du sentiment national ; la position précédente changea. Le 31 mai 1925, l'organisation du Parti communiste de Grèce à Salonique programma un défilé contre le repos dominical. La direction de la Bourse du Travail de Salonique se rangea également contre. A l'intérieur de la Bourse du Travail, les communistes israélites allèrent de pair avec les bourgeois et les dirigeants sionistes de la communauté israélite, soutenus aussi par une fraction des communistes grecs, dans le soutien de la position contre, mais le reste des communistes grecs au sein de la Bourse du Travail se positionna en faveur³³³. Dans cette confusion, furent mises en évidence les préoccupations dans la pensée des ouvriers juifs, qui, dans un processus d'inversion, montrèrent du respect face aux conceptions culturelles de leurs ancêtres et concédèrent une entente informelle à leurs adversaires au sein de la communauté israélite. Le défilé n'eut pas lieu finalement, en raison des désaccords à l'assemblée de l'organisation communiste de Salonique le 30 mai 1925. Ceux qui étaient en désaccord formulèrent leur opposition selon laquelle les communistes n'acceptaient pas les règles religieuses et, en faisant preuve de respect à l'égard de la tradition juive du jour de congé du samedi, ils apparaîtraient comme protecteurs des règles religieuses d'une partie des ouvriers³³⁴. Respectivement, dans le syndicalisme, la difficulté du Parti communiste de Grèce de faire passer, aux assemblées des syndicats ouvriers, l'opposition au repos dominical fut par la suite difficile³³⁵. Nous remarquons que des résistances se manifestèrent du bas – par les membres grecs qui constituaient la base de l'organisation communiste de Salonique et par les ouvriers qui suivaient le Parti communiste de Grèce – contre l'imposition d'une nouvelle ligne politique conforme à la tactique en vue d'attirer des alliés par le biais de canaux différents que ceux de classe. Les Grecs insistaient sur la ligne dure pour imposer une homogénéité culturelle parmi les ouvriers, qui aiderait à mettre en évidence le facteur de classe. Au contraire, les communistes juifs apparaissaient comme davantage formés, étant plus conscients, ayant connaissance des possibilités offertes – dans la conjoncture concrète de la stabilisation du capitalisme à une échelle mondiale – par une tactique souple de gestion du facteur culturel.

Les libéraux grecs qui avaient le pouvoir gouvernemental furent gênés par l'intervention communiste et des problèmes qu'elle renforçait. La presse de Salonique proche d'eux rappela que, dans le passé, les ouvriers israélites et grecs jouèrent le premier rôle pour imposer le repos dominical. Dans la présente situation, bien que celle-ci soit caractérisée par une composition de la population de la ville favorable à l'application d'un changement, la nouvelle doctrine des communistes desservait d'autres finalités, insérée dans le cadre de la défense des minorités nationales, dans le but de renforcer le front unifié qu'il recherchait. Le fait que les communistes avaient pris en charge une campagne en faveur des Israélites opprimés rappelait le mot d'ordre de l'autonomie de la Macédoine et de la Thrace³³⁶.

La politique communiste de respecter le jour férié du samedi continua d'être en vigueur pendant la période suivante. Pendant la durée de la dictature de Pangalos, à Salonique, lorsque le maire Minas Patrikios (il avait été élu grâce au soutien des communistes³³⁷ mais rapidement il les abandonna) se mit d'accord avec le gouvernement sur

³³³ *Ibid.*, 29,30,31-5, 9-6-1925; *Μακεδονικά Νέα*, 30-5-1925.

³³⁴ Cf. *Μακεδονικά Νέα*, 30-5-1925; *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 1-6-1925.

³³⁵ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 12-6-1925.

³³⁶ *Ibid.*, 9-6-1925.

³³⁷ Cf. Archives du Tribunal de première instance de Thessalonique, Décisions politiques, t. 1501-1700, N° 1589, 1925, 10-10-1925; NARA, M 443, N° 6, 596-600, Robert Fernald (consul américain à Salonique) à State Dept. -Washington, Salonique 12-12-1925, 5 pp.; *ibid.*, N° 7, 82-88, Robert Skinner (consul américain à Athènes) à State Dept. -Washington, Athènes 28-4-1927, 7 pp.

le sujet du repos dominical. En avril 1926, au cours d'une délibération du conseil municipal, profitant de l'absence de quelques conseillers ouvriers et de l'ignorance de la question des conseillers présents, il provoqua la prise de mesures pour l'application de la loi. La presse grecque aidait à promouvoir les buts gouvernementaux par des articles relatifs. La Bourse du Travail, dans un communiqué, exprima les sympathies du monde ouvrier envers la minorité israélite et désapprouva le tapage créé intentionnellement par la presse « bourgeoise » grecque. Elle dénonça l'action du conseil municipal et du maire, en rappelant, à l'égard de toutes les directions, l'obligation des ouvriers de combattre la décision. Le programme électoral, sur lequel ont été élus les dirigeants des syndicats, était cité dans le communiqué, « ... comportait la stipulation formelle que le droit des Israélites à chômer le samedi devait être respecté.³³⁸ » La direction de la communauté israélite notifia avec plaisir par le biais de la presse la nouvelle selon laquelle la Bourse du Travail réitérait sa position contre le repos dominical. « La généralisation par le gouvernement de M. Papanastassiou du repos dominical et l'imposition de ce repos à la population israélite de notre ville avait créé une injustice au détriment de ces derniers, car nos concitoyens israélites chôment par tradition le samedi ... Le bloc ouvrier-réfugié avait assumé publiquement et formellement de travailler à la réparation de cette injustice.³³⁹ ». L'identité culturelle rapprocha, dans cette conjoncture, les pôles opposés au sein de la communauté juive.

10.3.3.2.2. Le mouvement ouvrier en Egypte

L'évolution du mouvement nationaliste et du mouvement ouvrier en Egypte était une conséquence du soulèvement de 1919 et de l'influence qu'il exerça sur la société et la vie politique de la région.

L'agitation nationaliste fut fomentée en raison des problèmes provoqués par la guerre, de la hausse des prix et du chômage, et prit la forme d'un conflit social. Une vague de grèves commença à Alexandrie et ailleurs en mars 1919³⁴⁰. Jusqu'en mai 1919, les pertes s'élevaient à 800 morts et 1.500 blessés, anglais, grecs, arméniens, juifs³⁴¹. S'ensuivit un nouveau soulèvement, avec des grèves en juillet 1920. Dans un autre soulèvement, du 18 au 20 mai 1921, on compta au Caire des dizaines de morts anglais, grecs, arméniens, juifs³⁴². A Alexandrie, le soulèvement éclata le 22 et 23 mai 1921, avec de semblables résultats³⁴³. Une sauvagerie fut démontrée des deux côtés – celui des soulevés et des forces de la répression –. Le 12 juin 1921, à Alexandrie, les révoltés brûlèrent des Européens vivants³⁴⁴. Du 22 au 31 décembre 1921, au cours des troubles dans toute l'Egypte, furent dénombrées des dizaines de morts, des attaques armées et des exécutions d'officiers britanniques³⁴⁵.

Les idées bolchevistes allaient de pair, dans cette phase initiale de trouble social, avec le mouvement nationaliste³⁴⁶. Les services britanniques de renseignements estimaient qu'en 1919, des partisans du bolchevisme étaient 45 ulémas et 800 étudiants dans les écoles de

³³⁸ Cf. *L'Opinion*, 28-4-1926.

³³⁹ *Ibid.*, 28-4-1926.

³⁴⁰ Cf. *Internationale Presse Korrespondenz [Inprekorr]*, édition française [*La Correspondance Internationale*] (Vienne), 1-2-1923.

³⁴¹ Cf. PRO, FO141/583, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307, 9047/10, Cairo 13-5-1919, 1 p.; *ibid.*, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307, MFAB 1670, Cairo 21-7-1919, 1 p.

³⁴² *Ibid.*, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307, Department of Public Security, Cairo 31-5-1921, 1+1 pp.

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ *Ibid.*, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307/23, Department of Public Security, Alexandria 12-6-1921, 1 p.; *ibid.*, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307/25, Telegram to High Commissioner for Egypt, Cairo 19-9-1921, 1 p.

³⁴⁵ *Ibid.*, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307, Egyptforce Cairo to High Commissioner for Egypt, Cairo 13-2-1922, 1 p.

³⁴⁶ En ce qui concerne l'influence du mouvement ouvrier sur le nationalisme égyptien, cf. Joel Beinin - Zachary Lockman, *Workers on the Nile. Nationalism, Communism, Islam, and the Egyptian Working Class, 1882-1954*, Princeton University Press, Princeton (NJ) 1988, *passim*.

théologie de l'Université al-Azhar du Caire, d'Alexandrie et de Damiette³⁴⁷, qui, jusqu'en 1921, quadruplèrent³⁴⁸.

10.3.3.2.1. *Socialistes grecs et juifs*

Une forme élémentaire d'organisation, au début du XX^e siècle, qui apparut au cours du développement du capitalisme, fut complétée par l'éducation sociale des membres des communautés étrangères qui fréquentaient les clubs socialistes. Des Juifs et des Grecs étaient inclus dans ces couches avancées. Un rôle crucial fut joué par Joseph Rosenthal, juif né en Palestine en 1867, installé dès 1898 à Alexandrie, orfèvre, et par sa fille Charlotte, ainsi que par le milieu des Grecs d'Alexandrie membres du club Groupe d'Etudes Sociales, fondé en 1920.

Le Groupe d'Etudes Sociales rassembla des personnes qui, sous l'influence de la révolution d'octobre 1917, se détachèrent du cadre idéologique dominant de la communauté grecque d'Egypte et s'intéressèrent à des idées avancées relatives aux problèmes sociaux de l'époque. Ils se rencontraient à la Bibliothèque Populaire Grecque (elle se trouvait alors à la rue Salah el Din), où ils s'occupaient de travail théorique et donnaient des conférences publiques. Ils publiaient le mensuel *Grammata* ([*Lettres*] *Revue Littéraire et Sociale*), avec des articles sur les conventions morales et sociales. Tout d'abord, le club, ayant seulement des intérêts académiques, toucha un milieu limité d'intellectuels ; ensuite il s'élargit aux femmes et à des agitateurs tels que Rosenthal. Les mêmes membres se rencontraient deux fois par semaine au Syllogue Scientifique Hellénique Ptolémée, à la Place Mohammed Ali, et faisaient la propagande communiste à d'autres, auxquels ils donnaient à lire des livres³⁴⁹. Les services britanniques de renseignements repérèrent les membres ci-dessous : Jordanis Jordanidis, ancien censeur, puis professeur de grec au Victoria College (les élèves se plaignaient à leurs parents qu'il leur enseignait des idées bolchevistes en classe) ; Michel Peridis, avocat, fanatique, Jean Lallas, journaliste qui partit en mai 1920 à Athènes, Nicolas Zelitas, commerçant, intellectuel aux idées extrémistes, et sa femme, également extrémiste ; les frères Yannakakis, l'un employé à la Banque d'Athènes et le second marchand d'éponges dans la rue de la Poste, tous deux membres du club Apuani ; George Petridis, ingénieur et chimiste, socialiste modéré (son nom fut noté par les services britanniques de renseignements parmi les cadres de l'Internationale ouvrière) ; Madame Lalaoui [Lalaouni], professeur de chant. De nombreuses autres femmes, qui n'avaient pas été identifiées, ainsi que Rosenthal, « le bolchevik notoire », y participaient aussi. Des brochures étaient distribuées aux membres pour qu'ils les lisent : de Léon Trotsky (*Les Soviets et l'Impérialisme mondial*, *Le Terrorisme*, *Terrorisme et Communisme*) et de Boris Souvarine (*La Troisième Internationale*), ainsi que certains numéros de la revue *Inprekorr*. Au Caire, fut fondé, de façon identique, le Club d'Etudes Sociales, sous la direction des frères Stavridou [Stavrinos], propriétaires de la Papeterie de l'Art, à la rue Kasr el Nil. Les membres lisaient et diffusaient des livres et des journaux bolchevistes. Mme Lili Tattarashi [Petaraki], employée dans le même magasin, extrémiste, était l'agent de liaison entre Alexandrie et le Caire. Il y avait d'autres sections à Tanta, Sagazig, Gizeh³⁵⁰. Rosenthal se trouvait en contact avec le grec Scophopoulos à Port Said³⁵¹.

³⁴⁷ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Confidential, The Residency, G.S. Intelligence, 27-9-1919, 1+2 pp.

³⁴⁸ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to Residency, Cairo 15-6-1921, 7 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ *Ibid.*

³⁵¹ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, Ministry of the Interior, Cairo 3-7-1921, 2 pp.

En 1921, le Groupe d'Etudes Sociales collecta de l'argent qui fut envoyé à Henri Barbusse, à Paris, pour la revue *Clarté*³⁵². En août 1921, fut rétablie une communication plus étroite des Grecs avec les Juifs par la création du Groupe Clarté. Les membres étaient à peu près les mêmes que ceux du Groupe d'Etudes Sociales, plus des Juifs d'Alexandrie ainsi que certains Arabes. Furent élus comme membres du conseil d'administration quatre Juifs (Auguste Terni, employé à Salt and Soda Co., comme secrétaire, Stern comme caissier, Benjamin Grunberg, Jesua), un Arabe local (Bedawi) et un Grec (Oscevas). Il y avait 20 autres membres fondateurs, juifs (Charlotte Rosenthal, Isral, de Botton, l'italien Chini, 4 Juifs russes parmi eux Kossowsky) et grecs (Zottos, Athanassopoulos et les autres Grecs du Groupe d'Etudes Sociales), ainsi que deux arabes. Ils se rencontraient à la Bibliothèque Populaire Grecque (elle avait été transférée à la rue Hamam el Zahar, ensuite à la rue Sidi Metwalli). A une rencontre, le 12 août 1921, furent lus des passages du livre *La Lueur dans l'Abîme* d'Henri Barbusse³⁵³. Aux rencontres, Charlotte Rosenthal amenait certaines de ses amies – le 9 septembre 1921, elle en amena trois –³⁵⁴. En février 1922, eut lieu une conférence du Juif russe Fein, avec 25 auditeurs, ayant pour contenu les évolutions en Russie soviétique et le réalisme en économie avec le rétablissement du marché selon le cas. Des tendances modérée, radicale (le nouveau venu Politis) et anarchique se manifestèrent³⁵⁵. Le 31 août 1922, l'orateur à la conférence était le vétéran Petridis, qui se référa aux conférences à Zimmerwald et à Kintal. Vingt auditeurs, parmi lesquels certains jeunes grecs (Philippides, Meghraby), suivirent le discours³⁵⁶.

On s'attendait à ce que le contact intellectuel serve d'amorce à l'action politique. A Alexandrie, Rosenthal, en tant que président du Syndicat des Locataires, organisa, le 7 juillet 1920, une grève en raison des loyers élevés des magasins³⁵⁷. Le 1er mai 1921 fut célébré au Jardin Rosette avec la manifestation de 3.000 ouvriers³⁵⁸. Le 16 juillet 1921, eut lieu au Caire une grève des ouvriers tailleurs³⁵⁹. Le 30 août 1921, Rosenthal fonda à Alexandrie le Parti Socialiste d'Egypte³⁶⁰ et, en décembre 1921, édita son Manifeste³⁶¹. Il procéda également à la création de la Confédération du travail d'Egypte, lui-même y étant président et comprenant 3.000 membres ouvriers. Jusqu'en septembre 1922, le contrôle des syndicats et des ouvriers par les bolcheviks fut atteint³⁶². Nous remarquons que le rôle que joua à Salonique Benaroya comme fondateur du socialisme, Rosenthal l'assuma pour le bolchevisme en Egypte.

A ce stade, la production d'une idéologie sur place était limitée. En 1921, Rosenthal, dans un interview à Mme Travers Symone, éditrice assistante du journal *The Egyptian Gazette*, déclara que les fellahs [paysans] ne s'émouvaient pas des nouvelles idées, qu'il n'y avait pas la moindre possibilité qu'ils deviennent communistes, que le récent aveu de Lénine

³⁵² *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Secret, Department of Public Security, Cairo 29-8-1921, 1+1+2 pp.

³⁵³ *Ibid.*; FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Alexandria City Police to Public Security Department -Cairo, Confidential, Alexandria 24-8-1921, 1 p.

³⁵⁴ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Alexandria City Police to Public Security Department - Cairo, Confidential, Alexandria 19-9-1921, 1 p.

³⁵⁵ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Alan Grant Alexandria City Police to Public Security Department -Cairo, Ref. 45134, Groupe *Clarté*, Alexandria 14-2-1922, 2 pp.

³⁵⁶ *Ibid.*

³⁵⁷ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Clayton -Public Security Department -Cairo to the Residency, Cairo 8-10-1921, 1+1+1 pp.

³⁵⁸ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.; *Inprekorr*, 31-1-1922.

³⁵⁹ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Clayton -Public Security Department, Cairo, to the Residency, Cairo 8-10-1921, 1+1+1 pp.

³⁶⁰ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, entrefilets de *The Egyptian Gazette*, 24,28,29,30-7-1924: "Communism in Egypt"; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, p. 28.

³⁶¹ Cf. *Inprekorr*, 14-12-1922.

³⁶² Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to M.I. 5 - London, Cairo 7-7-1921, 3 pp.; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 58-59.

selon lequel le gouvernement soviétique a échoué à associer les moujiks russes était une bonne leçon pour la propagande ultérieure en Egypte³⁶³. Des idées anarcho-sindicalistes rappelaient le « marxisme des archives » à Salonique. Des choix politiques de conception élevée (et à haut risque), tels la liaison avec le mouvement de libération nationale, étaient hors de la vue des Juifs et des Grecs de la diaspora.

En septembre 1922, une fête au siège du parti, au 18 rue Nuber Pasha, rapprocha 88 Juifs et Arabes. Rosenthal parla de la révolution de Kemal, El Medani du communisme et El Masri, rédacteur du journal *Réforme* en arabe, de la politique britannique en Egypte. On y entendit des mots d'ordre contre les Anglais et le capitalisme et un message à l'intention du Komintern fut voté. Dans la partie culturelle de la manifestation, une chorale de 10 Juifs psalmodia l'hymne de l'Internationale. La Révolution fut présentée dans un tableau vivant : une fille vêtue en rouge, avec deux ouvriers près d'elle. Un buffet froid fut enfin offert³⁶⁴.

Le rôle culturel des Juifs et des Grecs dans la création d'une solidarité entre les ouvriers et les nationalités était un élément positif dans la vie sociale de l'Egypte. Il s'ensuivait que le but recherché leur échappe, à savoir l'initiation de la population locale à l'action, dans une proportion plus large par rapport au petit nombre d'intellectuels arabes qui avaient adhéré. Les émissaires du Komintern cherchèrent à assurer ce changement.

10.3.3.2.2.2. Bolcheviks

La caractéristique de l'intervention du bolchevisme en Egypte fut que la théorie que l'on tenta d'implanter dans le mouvement ouvrier n'émana pas de l'idée d'aide mutuelle entre les ouvriers et de la perspective d'en bénéficier par l'unité, mais des idées subversives. La théorie elle-même ne précédait pas l'action politique, mais au contraire le Komintern organisa un réseau d'envoi d'agitateurs qui avaient pour mission d'introduire auprès des populations locales des idées en même temps que l'action communiste.

En 1919, les autorités s'intéressèrent à Maurice Zeidenberg, inspecteur chez Maspero Frères Cigarette Co. Ltd. et comptable de Shalom, avocat du Crédit Foncier, ainsi qu'à Collalto et à l'avocat grec Lahowary³⁶⁵. La même année, l'imprimeur Guiseppe (Joseph) Pizzuto, Juif italien, retourna en Egypte. Il s'était battu, pendant la guerre, dans l'armée italienne et avait été fait prisonnier en Hongrie, où il fut initié au bolchevisme et se lia au dirigeant juif Bela Kun. Il apporta avec lui de l'argent pour la propagande, s'intéressa au syndicalisme et fut nommé président de la Bourse du Travail au Caire³⁶⁶. Il se mêla au syndicat des imprimeurs, qui avait été créé en 1915 et avait pour membres seulement des Italiens ; il prit soin de le rendre multinational et s'assura de l'impression des statuts en français, en italien, en grec et en arabe³⁶⁷. Il organisa aussi le Syndicat des Employés de Bureau du Caire³⁶⁸. Il fut arrêté et exilé en septembre 1919. En 1921, il fut expulsé³⁶⁹. A la Bourse du Travail, il fut remplacé par son gendre, le grec Makry³⁷⁰.

Un pas important aurait été constitué par un réseau de contact avec la Palestine. Pour son établissement, seuls des Juifs étaient appropriés. Cette action, auquel en 1920

³⁶³ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.

³⁶⁴ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Parti Socialiste Egyptien, Alexandria 6-9-1922, 3 pp.

³⁶⁵ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Confidential, to Residency, Ramleh 29-8-1919, 2+3 pp.

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ *Ibid.*

³⁶⁸ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Confidential, to Residency, Ramleh 31-8-1919, 2 pp.

³⁶⁹ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to Residency, Cairo 15-6-1921, 7 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.

³⁷⁰ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Confidential, The Residency, G.S. Intelligence, 27-9-1919, 1+2 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to Residency, Cairo 15-6-1921, 7 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.

s'engagèrent Joseph et Charlotte Rosenthal³⁷¹, fut mené à bien par Ihel Kossoy (pseudonymes Avigdor, Carl, Constantine Weiss). Né en Ukraine en 1892, il se rendit en Palestine en 1918, de là à Alexandrie, retourna en Russie, revint en Palestine et à Alexandrie en 1922 et en 1924, où il se maria avec Charlotte Rosenthal³⁷².

Dans le réseau de la Palestine, s'intégrèrent 400 bolcheviks russes, pour la propagande et l'agitation parmi les Arabes. Ils devaient faire face cependant au problème de la langue (ils ne parlaient que le russe et un peu l'anglais). Rosenblum [Rosenberg] fut envoyé à Alexandrie pour trouver des bolcheviks parlant l'arabe et les déplacer en Palestine. A cette occasion, il prit la parole à la réunion ouvrière du 1er mai 1921 à Alexandrie³⁷³. Les services britanniques de renseignements repérèrent différents autres cas. En 1921, Ben Zion Pasvolsky, cadre qui se présenta comme voyageur, trouva du travail chez Maspero Frères Cigarette Co.³⁷⁴ Edward Zaidman, messenger du Komintern, vint d'Odessa et rétablit le contact avec Rosenthal. Il travailla comme marchand de meubles, se maria avec la fille d'Aron Rosenfeld et commença la diffusion du matériel bolcheviste³⁷⁵. Ali Zaki, russe (Circassien), étudiant dans le département turc d'al Azhar, sinistre personnage, se rendit en mars 1921 à Ankara. Selon des sources confuses et indéterminées, il se trouva en mai 1921 à Beyrouth, venant de Bakou, sous un autre nom, Zaki Said el Sharkassi, pour servir d'intermédiaire entre Ankara et Saad Zaghloul Pasha en Egypte mais aussi pour la propagande bolcheviste. Les journaux locaux écrivirent (et les journaux égyptiens le reproduisirent) que, le 21 mai 1921, il partit pour l'Egypte. Le journal *The Egyptian Gazette* reproduisit à partir de *Palestine News* l'information selon laquelle ce dernier arriva le 9 juin 1921 à Port Saïd. Les services de renseignements repérèrent bientôt ses traces³⁷⁶. En 1922, des Juifs russes connaissant la langue arabe furent envoyés de Naples en Italie à Alexandrie comme marins dans des bateaux et mirent pied à terre sans passeports³⁷⁷.

En octobre 1922, l'arabe Husni el Orabi participa à Moscou au quatrième congrès du Komintern comme délégué du parti égyptien³⁷⁸. Pendant une brève période, il avait suivi des cours à l'Université communiste des travailleurs d'Orient (KUTV), à Moscou, avec Amin Yehia et deux autres Arabes³⁷⁹. Dès qu'il retourna à Alexandrie, il prit soin de révolutionner le mouvement conformément à la ligne d'action internationale. Le parti adhéra au Komintern comme section, adoptant un programme de socialisation de la terre et de remise du pouvoir à des soviets³⁸⁰. Orabi veilla à éliminer des éléments indésirables, tels que Rosenthal, qui étaient responsables d'une déviation modérée³⁸¹.

³⁷¹ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Public Security Department - Cairo, to the Residency, Strictly Confidential, Cairo 12-10-1921, 1+1+1 pp.

³⁷² *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Public Security Department -Cairo to the Residency, Strictly Confidential, Cairo 12-10-1921, 1+1+1 pp.; Bashear, *Communism ...*, op. cit., p. 152.

³⁷³ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.

³⁷⁴ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to M.I. 5 -London, Cairo 7-7-1921, 3 pp.

³⁷⁵ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Clayton -Public Security Department -Cairo to the Residency, Cairo 8-10-1921, 1+1+1 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Public Security Department -Cairo, *Note on Edward Zeidman*, Cairo 8-10-1921, 3 pp.

³⁷⁶ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.

³⁷⁷ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, EG.110 (2), Secret, Cairo 20-3-1922, 1 p.

³⁷⁸ Cf. *Inprekorr*, 14-12-1922.

³⁷⁹ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Ernst L. Ives -Consul, Alexandria to State Dept. -Washington, *Communism and the beginning of an era of industrialism in Egypt*, 11-4-1924, 11 pp.

³⁸⁰ Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, entrefilets de *The Egyptian Gazette*, 24,28,29,30-7-1924: "Communism in Egypt".

³⁸¹ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., p. 30.

Nous remarquons qu'à Alexandrie se répète le même scénario qu'avec les Juifs de Salonique. La nouvelle situation exigeait de radier la mémoire du passé du mouvement. Tout comme Pantelis Pouliopoulos et autres anciens combattants grecs radièrent à Salonique les vétérans juifs du mouvement socialiste autour de Benaroya, recrutant pour la lutte de nouveaux membres, de jeunes juifs qui soutenaient sans aucun doute les choix de la direction à Moscou, de même à Alexandrie une nouvelle génération de Juifs qui ne connaissait que la présente situation était éduquée. Tout comme Benaroya, Rosenthal réintégra rapidement le mouvement, toutefois pas aux postes-clé de production de l'idéologie et de la politique qu'il détenait auparavant, mais comme membre du dispositif qui matérialisait les ordres du centre international.

Le 25 janvier 1923, à un congrès du parti, le nom du parti se transforma en Parti communiste égyptien. Nahum Finkelstein, Orabi et Ariel, délégué du Komintern, prirent la parole. Orabi fut élu secrétaire général. Dans les résolutions était soulignée la nécessité de liaison plus étroite avec le mouvement syndicaliste et avec les ouvriers natifs³⁸². Le parti disposait alors de 1.000 membres.

De nouveaux membres, Grecs et Juifs, se mêlèrent à des activités contre le régime. En mars 1923, furent impliqués pour transmettre des messages Marika Kriezzy [Kyriaki], qui partit en Europe, et Valitiodis [Haralampos Vassiliadis. Freundlich s'enfuit à l'étranger sans passeport³⁸³. Orabi envoya une lettre à Moscou avec Haralambidis Vassiliadis [Haralampos Vassiliadis], qui pourtant fut arrêté au Pirée, le 19 mars 1923, après un signal d'Egypte³⁸⁴.

L'action des bolcheviks ne resta pas sans réponse. Après une grève à Alexandrie, le 18 mars 1923, la police égyptienne, sous ordre des autorités militaires britanniques, mît les scellés aux bureaux du Parti communiste égyptien et de la confédération du travail et saisît tous les documents et imprimés. Le secrétaire général Orabi, ainsi que trois membres du comité central, furent arrêtés. Les Anglais cherchaient des preuves contre eux dans le but de les déferer à la justice avec des accusations plus sérieuses et ils espéraient qu'ils les trouveraient dans les archives réquisitionnées³⁸⁵. En mai 1923, en vue de nouvelles arrestations, Schmidt rencontra Rosenthal et lui donna des instructions pour créer un nouveau comité central par des personnes inconnues de la police³⁸⁶.

Le parti ne plia pas sous les coups, au contraire il s'ouvrit aux masses, aux nationalités étrangères, aux Grecs, Arméniens, Italiens. A l'automne 1923, il se prépara aux élections parlementaires, mais les mesures législatives de l'autorité britannique le limitèrent considérablement. La seule organisation qui resta légale fut la Confédération du travail³⁸⁷.

En 1924, le Parti communiste égyptien comptait 1.500-1.800 membres, ayant son siège à Alexandrie (les bureaux du parti se trouvaient dans la rue Erfan Pasha - Moharem Bey) et des sections dans tout le pays. Le comité central comptait 15 membres³⁸⁸. Le climat social était propice, puisqu'un sentiment général de mécontentement s'était emparé des ouvriers à Alexandrie et il ne resta plus aux agitateurs qu'à exploiter les circonstances. Antoun Maroum, Maronite du Liban, avocat, se fit élire comme secrétaire du parti et représentant des ouvriers musulmans égyptiens³⁸⁹.

³⁸² *Ibid.*, pp. 30-32.

³⁸³ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, 319/20-3-23, Secret, Report by Agent, Alexandria, 20-3-1923, 2 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, EG/23, Secret, *Communism in Egypt*, 9-3-1923, 1 p.

³⁸⁴ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, Cairo 22-6-1925, 5 pp.

³⁸⁵ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, p. 60.

³⁸⁶ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Copy R.22, 22-5-1923, 1 p.

³⁸⁷ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 62-63.

³⁸⁸ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Ernst L. Ives -Consul, Alexandria to State Dept. -Washington, *Communism and the beginning of an era of industrialism in Egypt*, 11-4-1924, 11 pp.

³⁸⁹ Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, entrefilets de *The Egyptian Gazette*, 24,28,29,30-7-1924: "Communism in Egypt".

Avec les mobilisations ouvrières au début de 1924, le parti pesa les intentions de l'autorité britannique mais aussi du gouvernement des nationalistes. Les 23 et 24 février 1924, à une conférence à Alexandrie participaient environ 50 délégués de toute l'Égypte, pour prendre des décisions sur le traitement de la question ouvrière. Les autorités convoquèrent certains des responsables et tentèrent oralement de les dissuader³⁹⁰. Les grèves de février 1924 provoquèrent des représailles extrêmes. Les chefs arabes du parti, Maroun, Orabi, Sapwan Abu El-Path – secrétaire de la section arabe de la Confédération du travail – et autres furent emprisonnés³⁹¹. En septembre 1924, ils furent renvoyés devant la justice et, le 6 octobre 1924, ils furent condamnés à trois ans d'emprisonnement³⁹². Un rapport du parti, à cette époque, adressé au Komintern, signé par Orabi (« Rapport Général sur la situation en Égypte présenté par le Parti communiste égyptien à l'Exécutif de l'IC. ») expliquait que les nationalistes se rangèrent du côté du capitalisme et que le parti décida d'afficher des positions ouvertes et de prendre une place légale sur la scène politique, en vain cependant, parce que la police répondit par des mesures répressives³⁹³.

L'action politique ne cessa pas. En 1925 fut entreprise une réorganisation qui visait à assurer le dispositif politique contre les poursuites. Le Komintern envoya des agents qui créèrent deux réseaux indépendants, un sous la direction de Rafuk Jabbour, Syrien de nationalité égyptienne, et l'autre sous la direction d'Avigdor et Shalom Pollack³⁹⁴. Pollack, au Caire, était employé dans le grand magasin de tissus Moruma Stores. En juin 1925, Avigdor se rendit au Caire et resta chez Pollack. Il collabora avec Ellis, employé aussi à Moruma Stores. En juin 1925, Avigdor alla au Caire et resta chez Pollack. Il collabora avec Ellis – employé aussi dans Moruma Stores –, Riedal Herezlik et Leib Elkonin. Il retourna ensuite à Alexandrie, où il mit en place une nouvelle organisation locale avec pour chef le grec Sakellaris Yannakakis et pour membres des ouvriers arabes et juifs (Victor Weinberg, Charlotte Rosenthal). La nouvelle structure d'organisation prévoyait un système en unités de cinq membres, les « comités provisoires ». Chacun connaissait les membres de son unité mais pas les autres. Avigdor changea le système d'impression du matériel de propagande, non plus donné désormais à des entreprises sur le marché mais reproduit par une machine privée de lithographie. Un journal illégal fut édité, *El Alam El Ahmar (Le Drapeau Rouge)*³⁹⁵.

Des agents continuaient d'arriver à Jaffa en Palestine comme immigrants et ensuite à Alexandrie, apportant avec eux du matériel de propagande. Le chef de la propagande était Israel Predenberg³⁹⁶. Une collecte d'argent se faisait entre les Juifs et les Arabes. Dans une correspondance secrète de Belkin et Umettof, il était écrit que les agents (par exemple Carl Laoush, Ivan Pivavrovich [Tchivavoravitch], Vladimir Lash), après leur arrivée, trouvaient

³⁹⁰ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Ernst L. Ives -Consul, Alexandria to State Dept. -Washington, *Communism and the beginning of an era of industrialism in Egypt*, 11-4-1924, 11 pp.

³⁹¹ Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Ministry of the Interior, Cairo 22-2-1924, 1 p.; *ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, "Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924", 10 pp.; *Inprekorr*, 27-8-1925; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 94-95.

³⁹² Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report C*, 9 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, Cairo 22-6-1925, 5 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, E. Anson to Graves, Cairo 20-9-1925, 2 pp.; *Inprekorr*, 27-8-1925; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 94-95.

³⁹³ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, New Scotland Yard to Marray, Cairo 14-9-1924, 1+10 pp.

³⁹⁴ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 96-101.

³⁹⁵ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report C*, 9 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, Cairo 22-6-1925, 5 pp.; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 96-101.

³⁹⁶ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, P.S. "B" 607, Cairo 26-3-1925, 1 p.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report C*, 9 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, Cairo 22-6-1925, 5 pp.

facilement du travail. Les services de renseignements repérèrent certains cadres : Zaslavsky³⁹⁷, Sion Cohen (le matériel lui était envoyé par la poste de l'étranger³⁹⁸), Ali Kazinchi (chauffeur de taxi caucasien, amant d'Esther Cohen qui vivait en même temps avec une extrémiste, Hiam Pilpel)³⁹⁹, Constantine Dimitrieff Salayeff (officier soviétique qui habitait chez le chauffeur de taxi bulgare Tshoudakoff)⁴⁰⁰, Iabess, Victor Weinberg (journaliste qui écrivait dans le journal *La Liberté*, ami de Marie Cornelli et de l'avocat Victor Hazzan, expert en propagande)⁴⁰¹. Avigdor, Kisinsky, Ivan Pivavrovich, Carl Laouch, Scliar accomplissaient un travail politique sous la couverture des coopératives agricoles, employés comme ingénieur⁴⁰². Le 26 avril 1925, lors d'un rassemblement légal, 22 personnes (parmi lesquelles Pollack, Yannakakis, Charlotte Rosenthal, Alice et son épouse) étaient présentes. Avigdor prit la parole en anglais et quelqu'un traduisait en arabe⁴⁰³.

Après avoir attendu, les autorités arrêtaient les chefs. Avigdor, Elkonin et Pollack furent condamnés et restèrent en prison de 1925 à 1928⁴⁰⁴. Rafuk Jabbour fut emprisonné, accomplit sa peine et fut par la suite expulsé⁴⁰⁵. Le 30 juillet 1925, furent transportés sur le bateau Tchitcherine et furent expulsés 33 Juifs (15 hommes, 6 femmes, 12 enfants), parmi lesquels Gelfand, Carl Laouch, Ivan Pivavrovich, Sarkissoff, Resnoff, Zuif Resnikoff, Constantine Dimitrieff Salayeff, Serge Berdikoff, Vladimir Lash, Nissinman, Kirichenko, Marie Cornelli, Kurt Werner, André Goudgof. Penny Goldshend, Westner, Alchevsky, Litvinenko, Mme Weismann furent avertis et subirent une enquête à leur domicile. Le retour au pays de Ber Gourary et de Boris Filatieff ne fut pas autorisé⁴⁰⁶. En 1926 et 1927, les expulsions se poursuivirent sans bruit⁴⁰⁷.

En mai 1927, Charlotte Rosenthal se rendit à Helouan, avec sa mère et sa sœur, et passa la nuit au Sphinx Hôtel. Là elle rencontra ses camarades Luigi de Rosa et Léon Goldstein, de l'organisation du Caire, qui avaient reçu l'ordre du comité central du parti de la rencontrer. Ils l'informèrent qu'au Caire se faisait un travail de formation, grâce à l'achat de livres de l'étranger, ainsi qu'un travail de propagande, qui donnaient toutefois de minces résultats, parce que les Arabes n'étaient pas en mesure de comprendre les nouvelles idées. Charlotte Rosenthal, à son tour, leur fit savoir que l'avocat Zoheir Sabry était chargé d'une activité pour l'unification des syndicats, comprenant au total 5.000 ouvriers, et de la reconnaissance du nouveau syndicat par le gouvernement. Elle les informa qu'elle rendit visite dans leur prison, avec sa mère, à Avigdor (son époux), Elkonin et Pollack. Elle affirma que des agents secrets la suivaient⁴⁰⁸. En effet, tous les détails de la rencontre à Helouan furent immédiatement connus des services de renseignements.

En 1927, les services de renseignements savaient qui étaient les membres de l'organisation d'Alexandrie. Ces derniers étaient les Juifs Joseph Rosenthal, Charlotte Rosenthal, Ignatius Semenouk, Luigi de Rosa, les Arabes Zoheir Sabry (proche ami de la

³⁹⁷ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report* (dated 11.4.1925, from 2A -N), 1 p.

³⁹⁸ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, to Wiggin -The Residency -Cairo, Cairo 31-12-1924, 1 p.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report*, 28-5-1925, 1 p.

³⁹⁹ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report*, 28-5-1925, 1 p.

⁴⁰⁰ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report*, 1-5-1925, 1 p.

⁴⁰¹ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report*, 12-6-1925, 1 p.

⁴⁰² *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report*, 1-5-1925, 1 p.

⁴⁰³ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report C*, 9 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, Cairo 22-6-1925, 5 pp.

⁴⁰⁴ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, p. 152.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, pp. 96-101, 152.

⁴⁰⁶ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, Cairo 22-6-1925, 5 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, E. Anson to Graves, Cairo 20-9-1925, 2 pp.

⁴⁰⁷ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, High Commissioner - Egypt, Recent Labour Situation in Egypt, Cairo 9-5-1927, 1+9 pp.

⁴⁰⁸ *Ibid.*

famille Rosenthal⁴⁰⁹), Orabi, El-Hami Amin (collaborateur d'Orabi), Safwan Abul Fath (récemment libéré), Abdel Hamid El Senussi (avocat, conseiller du syndicat des trams, compagnon de route), Shehata Ibrahim, Mohamed Abdel Aziz Desauki, les Grecs Georges Stavros et Vassilis Vassialidis [Vassilis Vassiliadis]⁴¹⁰. En ce qui concerne Ignatius Semeniouk, c'était un cas raté de bolchevik. Ayant un passeport américain, il avait pu entrer en Egypte, où il devint le chef de la représentation commerciale soviétique à Alexandrie. En dehors de sa qualité commerciale (achat de coton et son expédition en Union soviétique), il était l'instigateur des activités communistes, en les finançant. Il détourna finalement une somme considérable et s'enfuit, le 17 novembre 1928, aux Etats-Unis⁴¹¹. Si la transformation de cette personne est mise en parallèle avec des moments malencontreux du Parti communiste de Grèce, son cas nous rappelle d'une part Oustinov, représentant commercial de l'Union soviétique en Grèce, qui finançait parallèlement les actions communistes⁴¹², et d'autre part Nikolaos Sargologos, secrétaire général du parti depuis octobre 1922, qui pareillement détourna un montant respectable appartenant au parti et s'enfuit, en 1925, aux Etats-Unis.

Des agents continuaient de venir de la Palestine illégalement, échappant à l'attention de la police des côtes⁴¹³ et s'intégrant dans le dispositif bien gardé des unités à cinq membres. La disposition des forces du parti prévoyait alors l'insertion des communistes en sections (organisations du second degré auxquelles appartenaient les unités à cinq membres) selon la nationalité⁴¹⁴ (à savoir la langue). La décision de séparer les membres constituait une entorse au principe de l'intégration de tous dans des organisations communes (sur une base territoriale ou productive) indépendamment des caractéristiques culturelles. Le même pragmatisme avait aussi dominé à Salonique, dès l'époque de la Fédération socialiste ouvrière, où la décision initiale sur l'intégration n'avait pas été appliquée en pratique (d'ailleurs, la composition de l'organisation avait abouti à être presque exclusivement juive). Dans la forme successive du Parti communiste de Grèce, était encore en vigueur la séparation des membres en organisations nationales (Grecs, Juifs, Arméniens).

Le 7 mai 1928, furent arrêtés 16 communistes et furent expulsés en Grèce, en Italie, en France et à Chypre⁴¹⁵. En 1929, fut arrêté et expulsé l'arménien Massia Massissian⁴¹⁶, tout

⁴⁰⁹ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, The Residency, Cairo 27-10-1926, 2 pp.

⁴¹⁰ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, High Commissioner - Egypt, *Recent Labour Situation in Egypt*, Cairo 9-5-1927, 1+9 pp.

⁴¹¹ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Legation of the USA to State Dept. -Washington, Confidential, Cairo 11-1-1929, 2 pp.

⁴¹² Cf. PRO, FO286-910: M. Cheetham to Macdonald, N° 388, Salonica 10-6-1924, 2 pp.; FO371-11346, C4739-631-19: Cheetham to A. Chamberlain, *Annual report on foreign missions in Athens*, Athens 19-4-1926, 5 pp.; Andrew Zapanis, *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*, East European Monographs, Boulder 1982, pp. 180-195. Il s'agissait d'une tactique constante des bolcheviks. C'était la même pratique, par exemple, de l'Arcos Ltd. [All-Russian Co-operative Society] -London et de la Délégation syndicale russe en Grande-Bretagne, par leur immixtion dans les activités du Parti communiste de Grande-Bretagne, cf. National Archives of Ireland, Dublin, Taoiseach, TAOIS / S 2369, *Communist Papers. Documents selected from those obtained on the arrest of the communist leaders on the 14th and 21st October, 1925*, London 1926 (135 pp.), p. 53.; *ibid.*, Taoiseach, TAOIS / S 5074A, *Communist Activities, 1929-30, Russian Oil Products*, 1929, 1 p.

⁴¹³ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Legation of the USA to State Dept. -Washington, Confidential, Cairo 24-12-1928, 2+1 pp.

⁴¹⁴ Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, High Commissioner - Egypt, *Recent Labour Situation in Egypt*, Cairo 9-5-1927, 1+9 pp.

⁴¹⁵ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, p. 103.

⁴¹⁶ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Document File, *Note*, 16-1-1929, 1 p.

comme Jacob Tepper⁴¹⁷. Tepper (pseudonymes Eliahu, A Chami, Hassan) était Juif d'Odessa, qui immigra en Belgique avant la guerre et entra ensuite dans le mouvement des Poale Zion. Il adhéra ensuite aux bolcheviks et fut envoyé en Palestine où il fut arrêté en décembre 1924. Au début de 1925, il se déplaça à Beyrouth pour diriger le parti communiste, il y fut arrêté à la fin de 1925 et emprisonné jusqu'en 1927⁴¹⁸. Il retourna à Moscou, d'où il se rendit, l'été 1928, à Alexandrie⁴¹⁹.

10.3.3.2.2.3. Agitation parmi les ouvriers

La radicalisation des hommes après la guerre constitua la raison pour laquelle l'activité syndicaliste de la classe ouvrière (organisation, revendications) fut portée dans l'actualité. Les ouvriers dans l'Orient arabe ne passèrent pas par le stade des revendications spontanées, mais furent soumis à la conduite des centres politiques. Leur incitation à respecter une solidarité syndicaliste et à s'avancer dans des luttes de revendication fut combinée à un endoctrinement pour suivre une idéologie sociale qui, cependant, dans le cas des Arabes, se révéla tout aussi laborieuse que précaire en ce qui concerne les résultats.

En 1922, il y avait à Alexandrie 33 syndicats et en outre une organisation composée de plusieurs branches, appelée Ouvriers des travaux manuels d'Alexandrie, avec 26 syndicats de branches. Au Caire, il existait 38 syndicats, dans la zone de Suez 18, à Tanta 4, à Zifta 1, à Dammanhour 1⁴²⁰.

La différence d'Alexandrie par rapport au Caire et les autres villes était que ses syndicats étaient internationaux⁴²¹. Néanmoins, à la Confédération du travail d'Egypte de Rosenthal, fonctionnaient en réalité des sections (arabe⁴²², juive, grecque), en violation – tout comme dans le parti aussi – du principe du fonctionnement d'organisations unitaires. Le réalisme l'emportait sur la théorie et l'idéologie.

A Port Saïd, les Arabes, avec le syndicat des employés aux remorques et à l'amarrage des bateaux, appelé The Unity - Labours Mooring Boats, contrôlaient les activités du port⁴²³. La situation présentait des caractéristiques similaires à la position délicate qu'avaient les ouvriers portuaires arabes dans les ports de Palestine et aux problèmes qu'ils créaient au détriment des sionistes. A Salonique, au contraire, était en vigueur la particularité du contrôle des professions maritimes par les Juifs. Sous la domination ottomane, tout comme aussi à l'époque grecque, jusqu'au milieu des années 1920 où affluèrent les réfugiés d'Asie mineure, les problèmes engendrés n'étaient pas dus aux luttes de revendication – comme cela survenait avec les ouvriers du tabac juifs – mais à des traditions culturelles – respect par les ouvriers du port du jour férié du samedi –.

Les travailleurs grecs, dans les villes égyptiennes, étaient membres des syndicats où ils étaient employés dans les branches d'activité économique suivantes : Syndicat des Gaziers et Electriciens, Syndicat des Employés d'Hôtel d'Egypte, boulangers, cordonniers, confectionneurs, conducteurs, mécaniciens, serviteurs dans les cafés, imprimeurs⁴²⁴.

⁴¹⁷ *Ibid.*, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Legation of the USA to State Dept. -Washington, Confidential, Cairo 24-12-1928, 2+1 pp.; *ibid.*, Roll 7, 883.00 Document File, *Note*, 16-1-1929, 1 p.

⁴¹⁸ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, p. 157.

⁴¹⁹ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Legation of the USA to State Dept. -Washington, Confidential, Cairo 24-12-1928, 2+1 pp.

⁴²⁰ Cf. *Commission de conciliation du travail, VII Rapport (Juillet 1921 - mars 1922)*, Molco, Alexandrie 1922, 25 pp.

⁴²¹ *Ibid.*

⁴²² Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Ministry of the Interior, Cairo 22-2-1924, 1 p.; *ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, *Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924*, 10 pp.

⁴²³ *Ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, British Consulate, Port Said 5-4-1924, 1+1+1 pp.; *ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, British Consulate 455/24, Port Said 11-7-1924, 2 pp.

⁴²⁴ Cf. *Commission de conciliation ...*, *op. cit.*

Le mouvement nationaliste égyptien, après la prise des responsabilités gouvernementales en 1924, tenta de substituer les communistes dans l'organisation ouvrière et dans les revendications. Un dispositif anti-communiste fut mis en œuvre parmi les ouvriers spécialisés arabes, par des discours des députés qui voulaient défendre les ouvriers contre le bolchevisme et les maux qui en résultent⁴²⁵. Le parti gouvernemental Wafd mit ses cadres dans le domaine syndical à Alexandrie, sans toutefois s'avancer dans la création de syndicats distincts en raison de l'existence de la Confédération du travail d'Égypte de Rosenthal. Au Caire, où les résistances étaient plus faibles, il fonda une fédération de syndicats ouvriers pour l'utiliser à ses propres fins⁴²⁶. Nous remarquons qu'ailleurs (en Grèce, en Palestine), les « jaunes » avaient une position de classe (conservateurs, sociaux-démocrates) ; ici, il y avait des « jaunes » nationalistes.

En 1925, les présidents honoraires des syndicats, qui représentaient les travailleurs, étaient tous Saadistes, nationalistes. Au Caire, au Syndicat du Tram était Shafik Maneur, au Syndicat Général (composé de plusieurs branches) également Shafik Maneur avec pour collaborateur Ibrahim Musa (ils furent arrêtés tous les deux en février 1925, accusés de meurtre, condamnés et exécutés), au Syndicat des Travailleurs Égyptiens se trouvait le Dr Mahgub Bey Sabet (il s'enfuit ensuite en Syrie), au Syndicat du Tram d'Héliopolis l'avocat Hassan Effendi Mafel. Sur intervention du gouvernement et des milieux royalistes, les nouveaux présidents qui furent élus étaient apparentés au pouvoir et tournèrent les syndicats dans la voie de la collaboration avec les employeurs. Le 30 septembre 1926, les ouvriers du tram du Caire constituèrent un second syndicat, dans lequel ils élirent comme conseiller l'avocat Zoheir Sabry, membre du Parti communiste égyptien⁴²⁷. En 1927, Zoheir Sabry tenta de créer une fédération de syndicats sous sa présidence⁴²⁸.

Les syndicats qui fonctionnaient en 1927, par ville, étaient les suivants : au Caire, les Diplômés de l'Ecole Industrielle et des Ateliers (270 membres), les Employés de Maisons Commerciales Internationales (950), les Fonctionnaires Gouvernementaux Non-cadrés (500), les Conducteurs de Voiture en Égypte (2.500), les Employés et Fonctionnaires de l'Administration Locale (688), la Mutuelle des Travailleurs du Tram d'Héliopolis (135), les Travailleurs du Tram d'Héliopolis (14 + 149 – deux syndicats –), les Travailleurs du Tram du Caire (200 + 800 – deux syndicats –), les Travailleurs de la Compagnie des Eaux, les imprimeurs de journaux (300), graveurs de métal (65), tisseurs (2.000), les cigarettiers (500), les artistes de théâtres, les coiffeurs (25), les sidérurgistes (118), le Département de la Mécanique E.S.R. (400), les ouvriers en général (1.000), les Fonctionnaires du Gouvernement (3.000) ; à Alexandrie, les vendeurs de journaux (35), boulangers (206). Ouvriers en général (900), Société de Filature (500), Ateliers gouvernementaux (163), propriétaires de cafés (120), brasseurs (90), Travailleurs de la Compagnie des Eaux (287), Département de la Mécanique E.S.R. (120), Minniet El Bassal Commercial (375), tram (350), International Dragomen [interprètes] (84), jardiniers (20), Damiet Ittihad and Tadamon (1.270), porteurs des douanes (95), voituriers et charretiers (250), travailleurs manuels (400), ouvriers en bâtiment (50), ouvriers des chantiers navals (100), fabricants de chaussures (56), imprimeurs de la presse internationale (70) ; à Port Saïd, le International Suez Canal Workers (2.000 membres, conseiller le grec Christos Modinos), travailleurs manuels (745). Ouvriers du port (410), fabricants de chaussures (40), voituriers et charretiers (700), mécaniciens (132), canotiers, travailleurs manuels (200) ; à Suez, Département de la Mécanique E.S.R. (46) ; à Damietta, ouvriers du bâtiment (215), fabricants de chaussures (200) ; à Gharbia, ouvriers

⁴²⁵ Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, "Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924", 10 pp.

⁴²⁶ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, entrefilets de *The Egyptian Gazette*, 24,28,29,30-7-1924: "Communism in Egypt".

⁴²⁷ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, Ministry of the Interior - The Residency, Cairo 19-10-1926, 1+4 pp.

⁴²⁸ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, High Commissioner - Egypt, Recent Labour Situation in Egypt, Cairo 9-5-1927, 1+9 pp.

(200), techniciens (522) ; à Daqahlia, ouvriers (400) ; à Sharqia, Fonctionnaires Gouvernementaux (150), Département de la Mécanique E.S.R. (64) ; à Behera, ouvriers (80), Fonctionnaires Gouvernementaux (30), techniciens (50)⁴²⁹.

La première grève dans les annales ouvrières eut lieu en 1915, à la Compagnie des Tramways du Caire. Les travailleurs occupèrent les dépôts par la suite la police à cheval des Anglais les dispersa violemment. Au printemps 1919, des grèves des ouvriers européens étaient accompagnées d'occupation des locaux : dans le cas des ateliers des chemins de fer publics, l'intervention de la police provoqua des pertes⁴³⁰. Dans les grèves de la période 1919-1920 au Caire, l'élément majeur était la violence, avec des sabotages et destructions des machines et des éléments immobilisés, particulièrement à la fabrique de sucre Hawamdia⁴³¹. Le soulèvement des ouvriers des ateliers El Anabir Railway, du 18 au 20 mai 1921 au Caire⁴³², déclencha le 22 et 23 mai 1921 à Alexandrie des grèves et occupations d'usines par des ouvriers italiens sur le modèle des méthodes communistes. Les directions furent renvoyées et les ouvriers s'enfermèrent à l'intérieur refusant de se rendre jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites. Une usine fonctionna, comme en Italie en 1918, grâce aux ouvriers. Une compagnie d'infanterie du Caire intervint et en peu de jours la situation fut rétablie et redevint normale⁴³³.

Les luttes de revendications se développèrent en obéissant aux particularités de chaque activité économique. Dans le coton, la période critique pour le commerce était l'hiver – comme, respectivement, en Grèce, c'était pour le tabac les mois ayant une température élevée –. Il était logique que les travailleurs exercent des pressions sur leurs employeurs lorsque ces derniers étaient vulnérables. En ce qui concerne l'industrie des cigarettes, la cigarette à la main, un article de luxe qui était préparé en utilisant du tabac choisi, les industriels (Grecs et Arméniens, la plupart à Alexandrie) se tournèrent, au début des années 1920, vers la production industrialisée bon marché et vers la mise en vente de cigarettes à bas prix. Malgré les grèves contre l'importation d'équipement, 150 machines furent importées. Chacune d'entre elles remplaça 70 ouvriers rouleurs⁴³⁴. Sur les 1.500 cigarettiers, peu restèrent et ceux restant furent licenciés et changèrent de profession. Il est à noter que les évolutions respectives en Grèce, en 1919-1920, présentaient une parfaite ressemblance. De cette façon, dans la branche de l'industrie du tabac, les investisseurs furent débarrassés dès le début des pressions ouvrières.

En 1922, des grèves eurent lieu dans les entreprises d'Alexandrie (Alexandria Tram Co., Filature Nationale d'Egypte, El Orwa El Woska Schools, Alexandria Engineering Co.), de Suez (raffineries de pétrole), du Caire (Société de Tramways du Caire, Worms and Co., Cie du Gaz du Caire, Tura Alcool Co., Compton Clothing Co., Cairo Oil Mills), de Damanhour (Cotton Ginners), de Zifta (Cotton Ginners)⁴³⁵.

Une agitation ouvrière en Egypte, sous une incitation communiste qui commença à Alexandrie au début de septembre 1923, se poursuivit jusqu'au printemps 1924. Les revendications concernaient les salaires, l'horaire, les indemnités des licenciés

⁴²⁹ *Ibid.*

⁴³⁰ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, entrefilet de *The Egyptian Gazette*, 30-7-1924: "Communism in Egypt".

⁴³¹ *Ibid.*

⁴³² *Ibid.*, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307, Department of Public Security, Cairo 31-5-1921, 1+1 pp.

⁴³³ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, entrefilets de *The Egyptian Gazette*, 24,28,29,30-7-1924: "Communism in Egypt".

⁴³⁴ *Ibid.*, FO141/779, Trade Unions in Egypt, Cairo 1921-1922, Commission de conciliation du travail, Note, 4 pp.

⁴³⁵ Cf. *Commission de conciliation ...*, op. cit.

(cigaretteiers et autres), les soins, l'amélioration des conditions de travail⁴³⁶. Les autorités, de leur côté, jugeaient que les grèves étaient proclamées sans revendications économiques particulières, sous l'incitation du Parti communiste égyptien⁴³⁷.

A Alexandrie, sérieuse fut la grève à la Filature Nationale d'Egypte, une entreprise de 1.200 ouvriers, qui fut proclamée le 16 novembre 1923 en raison de la diminution des salaires journaliers de 10% et en raison des licenciements disciplinaires de 22 ouvriers. Des négociations entre le président grec de la société Michail Salvagos et les ouvriers et leurs avocats⁴³⁸ s'achevèrent, le 6 février 1924, par un compromis⁴³⁹. Après une recrudescence du conflit, fut réalisée une occupation de l'entreprise, le 22 février 1924, pour éviter un lockout⁴⁴⁰. Le 16 février 1924, une grève fut proclamée dans les chemins de fer (Egyptian State Railways), avec un arrêt de travail aux ateliers de Gebel Zeitun Railway, où travaillaient 1.500 ouvriers⁴⁴¹. Une grève commença également le jour même dans les téléphones et les postes⁴⁴². Les mobilisations de grève s'étendirent, le 22 février 1924, à la Société Anonyme des Huiles d'Egypte Egolin, entreprise qui appartenait à Ilia Paenson, Juif russe millionnaire⁴⁴³. Le syndicat des ouvriers de l'usine avait une liaison directe (organique) avec le parti. Sur les 750 travailleurs, la plupart étaient des Juifs russes, ouvriers spécialisés, nombreux provenant de Palestine, imprégnés des idées bolchevistes⁴⁴⁴. C'était l'époque de la liaison organique (statutaire) des organisations syndicales avec les partis communistes qui, en Grèce, dura jusqu'en 1926. Des négociations évoluèrent entre le juif Baron Félix de Menasse, président de la société, et l'avocat des ouvriers Antoun Maroun en ce qui concerne les licenciements de 20 ouvriers, parmi eux les activistes Katz et Sandberg⁴⁴⁵. Une occupation des usines, qui fut décidée le 22 février 1924 (le même jour que celle de la Filature Nationale), évita le lockout⁴⁴⁶. Samuel Kirsohn et d'autres ouvriers furent arrêtés, de

⁴³⁶ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Ernst L. Ives -Consul, Alexandria to State Dept. -Washington, *Communism and the beginning of an era of industrialism in Egypt*, 11-4-1924, 11 pp.

⁴³⁷ Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Allenby to MacDonald, Cairo 5-4-1924, 2 pp.

⁴³⁸ *Ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Note*, 27-2-1924, 4 pp.

⁴³⁹ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Ministry of the Interior, Cairo 22-2-1924, 1 p.; *ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, "Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924", 10 pp.

⁴⁴⁰ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Ernst L. Ives -Consul, Alexandria to State Dept. -Washington, *Communism and the beginning of an era of industrialism in Egypt*, 11-4-1924, 11 pp.

⁴⁴¹ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Viscount Allenby to MacDonald, Egypt and Soudan, Confidential, Cairo 5-4-1924, 2 pp.; *ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Allenby to MacDonald, Cairo 5-4-1924, 2 pp.; *ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, *Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924*, 10 pp.

⁴⁴² *Ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Viscount Allenby to MacDonald, Egypt and Soudan, Confidential, Cairo 5-4-1924, 2 pp.; *ibid.*, 9321, Control of Labour, Allenby to MacDonald, Cairo 5-4-1924, 2 pp.

⁴⁴³ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Viscount Allenby to MacDonald, Egypt and Soudan, Confidential, Cairo 5-4-1924, 2 pp.

⁴⁴⁴ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Ministry of the Interior, Cairo 22-2-1924, 1 p.; *ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Note*, 27-2-1924, 4 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Viscount Allenby to MacDonald, Egypt and Soudan, Confidential, Cairo 5-4-1924, 2 pp.; NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Ernst L. Ives -Consul, Alexandria to State Dept. -Washington, *Communism and the beginning of an era of industrialism in Egypt*, 11-4-1924, 11 pp.; PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, *Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924*, 10 pp.

⁴⁴⁵ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Note*, 27-2-1924, 4 pp.

⁴⁴⁶ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Ministry of the Interior, Cairo 22-2-1924, 1 p.; NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Ernst L. Ives -Consul, Alexandria to State Dept. -Washington, *Communism and the beginning of an era of industrialism in Egypt*, 11-4-1924, 11 pp.; PRO, FO141/583, 9321, Control of

nombreuses arrestations également eurent lieu hors d'Alexandrie, y compris l'une, celle de Robert Goldenberg, au Caire ; des expulsions s'ensuivirent. Jusqu'à la mi-mars 1924, avaient été arrêtés les cadres syndicalistes instigateurs des mobilisations et les actions de force cessèrent. Pour faire face aux grévistes, Egolin recruta des briseurs de grève⁴⁴⁷. Des mobilisations de grève successives, débutant le 26 février 1924, eurent lieu à l'entreprise The Egyptian Salt and Soda Co. Ltd. A la fin de mars 1924, après les licenciements de 40 ouvriers, 200 ouvriers réitérèrent la grève. La société embaucha des briseurs de grève, alors que 4 ouvriers qui empêchaient le retour des grévistes furent arrêtés. On parvint à un compromis, le 9 avril 1924, sur intervention du gouverneur. Le 21 avril 1924, les mobilisations se renouvelèrent en raison de la décision de l'administration de l'usine de réduire les jours de travail à trois par semaine, avec une diminution corrélative des salaires des ouvriers, pour compenser les dépenses de production⁴⁴⁸. En dehors des grandes mobilisations ouvrières ci-dessus, des grèves furent proclamées le 28 février 1924 dans les entreprises Kafr El Zayat Cotton Co. et Oil Works (250 ouvriers)⁴⁴⁹. Le 1^{er} avril 1924, une grève à la Banco de Roma fut isolée afin que son extension ne soit réussie dans toute la branche bancaire. A l'Ex-Candida Shipbuilding Yard, 251 ouvriers firent grève, le 3 avril 1924, protestant contre le licenciement de 8 ouvriers. Sur intervention du gouverneur, on parvint à un compromis (avec la The Egyptian Salt and Soda Co., Ltd.) le 9 avril 1924. Le 11 avril 1924, eut lieu une grève à la Vacuum Oil Co. en raison des licenciements de 9 ouvriers. Le 16 avril 1924, eut lieu la grève des chauffeurs de taxis. Le même jour, également, firent grève les ouvriers à la gare de chemins de fer d'El Para et l'administration les remplaça par des ouvriers de la gare de Gabbary⁴⁵⁰. Le 1^{er} mai 1924 ne fut pas célébré comme toujours, en raison de l'emprisonnement des dirigeants et de l'impossibilité d'organiser des manifestations. Les gardiens de nuit (Chaffirs) firent grève, demandant la non réduction du salaire journalier de ce jour de ceux qui ne travaillèrent pas⁴⁵¹.

Au Caire, la situation était plus calme⁴⁵². Il y avait une agitation et, en février 1924, des mobilisations se déroulèrent au Cairo Tramway Co.⁴⁵³ A Maasarah Cement Co., entreprise qui n'avait pas de problèmes dans la mesure où elle appliquait un système moderne d'administration offrant aux 700 ouvriers la couverture d'assistance et autres privilèges, une agitation fut provoquée au printemps 1924. Une propagande eut lieu au préalable, avec des proclamations en langue arabe qu'on jetait des trains passant devant l'usine. Une grève fut incitée pour le 9 juin 1924, mais la direction appela la police et licencia les premiers auteurs. Ces derniers ne désespérèrent pas, installèrent leur état-major dans un café voisin et de là dirigèrent la grève, qui se termina par une occupation de l'usine pendant 36 heures. Sur

Labour, Labour Unrest, *Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924*, 10 pp.

⁴⁴⁷ Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Ministry of the Interior, Cairo 22-2-1924, 1 p.; *ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, *Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924*, 10 pp.

⁴⁴⁸ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, *Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924*, 10 pp.

⁴⁴⁹ *Ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Overseas Trade N° (3) 131, Cairo 20-3-1924, 3 pp.; *ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Ministry of the Interior, Cairo 22-2-1924, 1 p.; *ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, *Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924*, 10 pp.

⁴⁵⁰ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, "Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924", 10 pp.

⁴⁵¹ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, "Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924", 10 pp.

⁴⁵² *Ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Viscount Allenby to MacDonald, Egypt and Soudan, Confidential, Cairo 5-4-1924, 2 pp.

⁴⁵³ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Viscount Allenby to MacDonald, Egypt and Soudan, Confidential, Cairo 5-4-1924, 2 pp.; *ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, "Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924", 3 pp.

intervention du parti Wafd, les grévistes se retirèrent triomphalement. Le 3 juillet 1924, après de nouvelles mobilisations, la direction procéda au lockout. Wafd recommanda aux ouvriers de tenir une position d'attente⁴⁵⁴.

A Port Saïd, l'atmosphère en comparaison d'Alexandrie était également plus calme⁴⁵⁵. En avril 1924, les ouvriers employés dans le chargement du charbon dans les bateaux et les pénichiers proclamèrent la grève⁴⁵⁶. Le 1^{er} mai 1924, à l'opposé d'Alexandrie, des manifestations ouvrières se déroulèrent. Une fête champêtre, avec la participation des ouvriers – bien qu'en plus petit nombre que d'autres années –, eut lieu. Un tiers des travailleurs, ce jour-là, à Suez Canal Co. s'abstinrent de travailler – le reste travailla –. Le 1^{er} mai 1924 fut aussi célébré à Ismaïlia. Là, la grève à Bos & Co., société de construction hollandaise, dura du 1^{er} au 13 mai 1924 en raison du licenciement d'un ouvrier⁴⁵⁷.

Après 1925, les luttes professionnelles n'étaient plus liées à la politique en cours⁴⁵⁸. L'interprétation réside dans le fait que la vague de grèves de 1924 se termina par un recul du mouvement syndicaliste et la dissolution du dispositif communiste d'incitation aux mobilisations, le résultat toutefois pour les ouvriers arabes fut l'acquisition d'une expérience et une conscience certaines. Les Juifs avaient accompli le devoir d'émancipation des populations locales. La participation des Arabes au mouvement ouvrier, à côté des minorités nationales, permit d'avancer d'un pas vers leur émancipation.

A Alexandrie, en 1925, la Société Anonyme des Huiles d'Egypte Egolin appliqua le lockout contre les ouvriers, mais par la suite eut recours à un compromis. Les chauffeurs de la société Taxi Automobiles Fiat firent grève, en octobre 1925, pour des augmentations de salaires et furent renvoyés à l'arbitrage. Ils renouvelèrent la grève le 21 mai 1926, la police intervint et les premiers auteurs furent licenciés. Dans la téléphonie publique, les travailleurs firent grève le 6 mars 1926, protestant contre le retard dans leur avancement à l'échelon. La police intervint. A Pressing and Storing Co., entreprise de 250 travailleurs, des licenciements pour réduction du personnel en raison du chiffre d'affaires réduit provoquèrent une grève le 10 juin 1926. Le 15 juin 1926, les travailleurs des carrières firent grève, demandant des hausses de salaires et la question fut renvoyée à l'arbitrage. Une grève eut lieu à Zayat Cotton Co., le 20 septembre 1926, à cause des licenciements. A la société des eaux, fut licencié Giuseppe Landi ; s'ensuivit une grève en vue de sa réintégration⁴⁵⁹.

Au Caire, des grèves eurent lieu, en août 1925, à Maspero Cigarette Co. et dans la société des transports R.S.R. En octobre 1925 et en août 1926, les travailleurs du cuivre firent grève. En novembre 1925, 300 travailleurs de la soie dans différentes entreprises firent grève en raison des diminutions des salaires journaliers. La police intervint pour sauvegarder la sécurité publique. Les grévistes répondirent en créant un syndicat et continuèrent jusqu'au 1^{er} janvier 1926. Ils firent de nouveau grève en février 1926 après que le patronat soit revenu sur ce qu'il avait promis. La plupart trouvèrent d'autres emplois, étant donné que la soierie était saisonnière, avec un travail limité en hiver. Aux trams du Caire et d'Héliopolis, les mobilisations en vue de la grève étaient répétées⁴⁶⁰. En 1927, les travailleurs à la Fayoum Light Railways firent grève en raison de la réduction des salaires⁴⁶¹.

⁴⁵⁴ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, entrefilets de *The Egyptian Gazette*, 24,28,29,30-7-1924: "Communism in Egypt".

⁴⁵⁵ *Ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, British Consulate, Port Said 5-4-1924, 1+1+1 pp.

⁴⁵⁶ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, British Consulate Port Said 5-4-1924, 1+1 pp.

⁴⁵⁷ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, "Extracts from Major Capper's Situation Reports Covering the Period 28th January to 24th June, 1924", 10 pp.

⁴⁵⁸ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, Labour Unrest, Ministry of the Interior - The Residency, Cairo 19-10-1926, 1+4 pp.

⁴⁵⁹ *Ibid.*

⁴⁶⁰ *Ibid.*

⁴⁶¹ *Ibid.*, 9321, Control of Labour, High Commissioner - Egypt, Recent Labour Situation in Egypt, Cairo 9-5-1927, 1+9 pp.

10.3.3.2.3. *Le mouvement ouvrier en Palestine*

10.3.3.2.3.1. *Nationalistes arabes et bolcheviks juifs*

Les nationalismes parmi les peuples balkaniques constituaient une question qui fit l'objet d'une exploitation intelligente de la part du Komintern. Dans une tactique de perception élevée afin de créer une rupture dans le bloc des forces sociales qui détenaient le pouvoir, les bolcheviks soutinrent le mouvement des autonomistes slavomacédoniens au détriment de l'Etat grec⁴⁶². Les Juifs, dix ans après le changement des frontières dans la région, firent face à un problème qui ne les concernait nullement au niveau sentimental (c'est-à-dire de la culture), comme cela se produisait parmi les Grecs, mais seulement dans le cadre de la promotion du but stratégique (du socialisme). C'est pour cette raison qu'ils ne prirent pas part à la polémique qui se développa parmi les bolcheviks grecs au sein du Parti communiste de Grèce.

Au sein de la classe ouvrière et de son mouvement, où la dimension culturelle s'éteignait ou même se perdait, les Juifs n'avaient pas de problème pour lutter en faveur du détachement d'une région de la Grèce, puisque cette évolution créerait – comme le certifiait le Komintern – des corrélations favorables pour promouvoir, à un stade suivant, la lutte des classes. Au contraire, en Orient arabe, où la question nationale formait un fort atout des bolcheviks fondé sur leur alliance avec des couches sociales variées contre l'impérialisme britannique et français), les Juifs s'immiscèrent dans un sujet qui ne les mettait pas en opposition avec les populations locales – comme cela survenait en Grèce – mais les unissait. Les évolutions en Palestine, où un paradoxe suivait l'autre, furent la seule exception.

En Palestine, le MSP (le parti de la tendance pro-bolcheviste au sein du Poale Zion), après des mesures de répression des autorités britanniques à son détriment, se tourna, en novembre 1921, vers les paysans et ouvriers arabes et apporta de Vienne un matériel de propagande en arabe⁴⁶³. La ligne politique, pendant les années suivantes, montrait trois orientations, tout d'abord celle du conflit avec le sionisme ouvrier, en second lieu le soutien du mouvement arabe de libération nationale contre les idéaux sionistes et enfin l'arabisation du mouvement ouvrier, avec l'entrée des ouvriers arabes et juifs en une seule organisation qui inciterait leur prise de conscience et internationaliserait l'action contre la domination anglo-française dans la région.

En ce qui concerne le mouvement arabe de libération nationale, les Soviétiques, en renforçant en 1921 le front anti-britannique et anti-français, apportèrent une aide aux nationalistes égyptiens et syriens, réitérant la politique qu'ils ont tenue avec les Turcs de Kemal. Zaki Said el Toherkessi, représentant soviétique à Ankara, avait l'idée d'ouvrir une voie de communication jusqu'en Egypte par le biais de Beyrouth⁴⁶⁴. Des cadres islamistes qui développaient alors une activité étaient, à Damas, Abdulrahman Riad el Hussni et à Jaffa Abdul Kader Musaffer, responsable des soulèvements en 1921⁴⁶⁵. Abdulrahman Riad el Hussni, qui, au cours de la Guerre, collaborait avec les Allemands et fit de l'espionnage en leur faveur, avait en 1920 des liaisons à Beyrouth et à Jérusalem⁴⁶⁶.

⁴⁶² Cf. Alexandros Dagkas - Giorgos Leontiadis, *Κομιντέρν και Μακεδονικό Ζήτημα. Το ελληνικό παρασκήνιο, 1924* [Le mouvement communiste international et la question macédonienne: les coulisses helléniques, 1924], Trochalia, Athènes 1997, passim.

⁴⁶³ Cf. BL, *Palestine, Disturbances in May, 1921. Reports of the Commission of Inquiry with Correspondence Relating Thereto, His Majesty Stationary Office*, London 1921, passim.

⁴⁶⁴ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to Residency, Cairo 15-6-1921, 7 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.

⁴⁶⁵ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to Residency, Cairo 15-6-1921, 7 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.

⁴⁶⁶ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, PF 3170, A. Beaman to Residency, Cairo 18-6-1921, 2 pp.

En 1925, des émissaires du Komintern furent impliqués dans les agitations dans la région. Moshe Axelrod, ayant pour base le Yémen, dirigeait son action en Abyssinie et de là en Egypte⁴⁶⁷. Par rapport au soulèvement des Druzes en Syrie, on estimait qu'il s'agissait d'une véritable révolution de libération nationale et le Komintern demanda au PKP (le Parti communiste palestinien, dans lequel avait évolué le parti prosoviétique MPS) de le mettre en contact avec les chefs. Ernst vint de Moscou et les rencontra à Jéricho ; il promit des armes et des ravitaillements, qui toutefois ne parvinrent pas à arriver⁴⁶⁸. De tels messages, qui étaient transmis aux services de renseignements des Britanniques, provenaient d'autres directions également. En décembre 1925, en Arabie Saoudite, le sultan Abdul Aziz Ibn Saud insistait sur le fait qu'un émissaire bolchevique, à l'occasion du soulèvement des chérifs à Hejaz, lui promit de l'argent, des armes et des munitions en contrepartie de sa position contre les Britanniques. Au cours du soulèvement à Djébel el-Druze, en Syrie, beaucoup d'argent fut donné par les Soviétiques aux révoltés (de même en Transjordanie et en Palestine), qui, bien que non bolcheviques, le reçurent avec plaisir. Le sultan avertit les Britanniques qu'en Iraq et au Yémen, il n'existait pas de risque, mais en Transjordanie et en Palestine l'argent des bolcheviks parvenait à augmenter leur influence. Il ajouta que l'état-major de l'organisation bolchevique, se trouvant à Damas, avait en tête le Consul général de Perse⁴⁶⁹. Pour l'exactitude des informations, une enquête par l'intermédiaire du Consulat de Beyrouth ne donna pas de résultats mais créa seulement des hypothèses que le Consul de Perse, ayant une tendance à la corruption, peut-être s'allia-t-il avec les bolcheviks. La base existait pour une intervention bolchevique, puisque l'attitude irresponsable des Français fomentait le fanatisme religieux et l'ancien nationalisme anti-français. A mesure que s'éternisait la question de l'agitation sociale en raison de l'effondrement de l'industrie et du commerce, que de grandes masses d'ouvriers étaient chômeurs après la fermeture des usines et que s'intensifiaient le malheur, la faim et le désespoir, on considérait comme certain que les bolcheviks se seraient empressés d'exploiter la situation⁴⁷⁰.

Dans le front avec les Arabes, une question était de savoir jusqu'à quel point l'alliance avec les nationalistes – dont la plupart étaient réactionnaires – pouvait progresser. Le Parti communiste palestinien (PKP) les plaçait en catégories sur la base de leurs actes et de leurs proclamations. Après 1927, au sein de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme, on parvint à l'entente avec les chefs arabes. En 1929, à Jérusalem, était intervenue l'approche avec Jamal Husseini, secrétaire général du Conseil Suprême musulman. C'était un nationaliste d'une culture exceptionnelle, diplômé de l'Université américaine de Beyrouth, cousin du Grand Mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini. Mohammed Amin al-Husseini lui-même était président de la Ligue dans la région sud de la Palestine et recevait de l'argent de Moscou⁴⁷¹.

10.3.3.2.3.2. L'arabisation du mouvement ouvrier

Le rôle du Parti communiste palestinien (PKP) fut important pour l'organisation du mouvement ouvrier révolutionnaire dans tout l'Orient arabe, de la Syrie et de la Transjordanie jusqu'en Iraq et en Arabie. Le parti définit comme axes de son action, en 1924, de soutenir les fellahs contre la colonisation des juifs, de saper le sionisme et de défendre les droits des

⁴⁶⁷ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem to State Dept. -Washington, Jerusalem 30-12-1930, 1+8 pp.

⁴⁶⁸ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., pp. 45-46.

⁴⁶⁹ Cf. PRO, FO684 / 4 / 416, "Damascus 1926, Bolshevik influence in Syria", S. R. Jordan -British Agency -Jeddah to W. A. Smart -Damascus, secret, Jeddah 29-12-1925, 1+3 pp.

⁴⁷⁰ *Ibid.*, FO684/4, Damascus 1926, Bolshevik influence in Syria, W. A. Smart Consul General - Damascus to Foreign Office -London, confidential, Damascus 22-2-1926, 2 pp.

⁴⁷¹ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp. Dans la région nord de la Palestine (région de Haïfa), le président de la Ligue était le juif Zev Berman (*ibid.*).

ouvriers arabes. Il était parvenu, sans succès, en 1923, à la liaison avec le Parti communiste égyptien pour une activité d'édition commune, pour une école du parti commune et pour une mission des ouvriers égyptiens pour agir en Palestine⁴⁷². Après la répression du Parti communiste égyptien, avec les mesures en 1924-1925, le Parti communiste palestinien de facto fonctionna comme centre d'exportation de la révolution dans les pays de l'Orient arabe⁴⁷³.

La conception du Komintern, en 1924, était que la région avait une unité économique, sociale et nationale, subissant dans toute son étendue les mêmes problèmes, mais elle avait été partagée en zones en fonction des intérêts des Britanniques et des Français. La politique qui fut adoptée constitua un tournant dans le développement de l'action – parallèlement au renforcement du mouvement nationaliste arabe – pour la création de mouvements communistes nationaux et leur unification dans un mouvement communiste fédératif. Ce devoir ne pouvait être accompli que par les bolcheviks juifs, bien que l'organisation internationale ne faisait pas confiance au Parti communiste palestinien (PKP) en raison de sa composition seulement juive⁴⁷⁴.

En Syrie, les réfugiés arméniens, tout comme les Juifs en Palestine, constituaient le noyau du communisme⁴⁷⁵.

Au Liban, il existait certains milieux socialistes. En été 1924, Fuad Shimali (ouvrier du tabac libanais qui était allé en Egypte en 1910, se mit en rapport ensuite avec le parti communiste et fut expulsé pour activité révolutionnaire) fonda l'Union Générale des Ouvriers du tabac. Le parti communiste fut fondé le 24 octobre 1924 par Yosef Barzilay, émissaire juif de Palestine qui vint examiner la situation, par Yousef Yazbak, arabe, employé du bureau de l'immigration dans le port de Beyrouth, et par Shimali. Il prit le nom de Parti du peuple libanais et élit Shimali comme secrétaire⁴⁷⁶. Le parti se mobilisa le 1^{er} mai 1925 à Beyrouth, en mettant en avant des demandes pour les ouvriers, et attira au rassemblement 800 personnes⁴⁷⁷. Là fut constaté qu'il y avait encore un groupe communiste, composé d'Arméniens, la Jeunesse Spartak, ayant pour chef Artin Maduyan, qui, en raison du problème de la langue, n'avait pas auparavant de contact avec les Arabes. Maduyan naquit à Adana en 1904. En tant qu'étudiant à Constantinople, il se lia à l'organisation arménienne Hentchak. L'été 1922, il se rendit à Beyrouth, où il devint secrétaire de l'Union des étudiants sociaux-démocrates Hentchak de Beyrouth. A la fin de 1923, les membres de l'Union décidèrent de la dissoudre et de participer, avec des ouvriers et des étudiants, à la création de la Jeunesse Spartak⁴⁷⁸. Au début de 1925, un nouvel émissaire, le juif Jacob Tepper, vint de Palestine pour unifier le mouvement et organiser le parti. Le comité central qui se constitua comprenait Tepper, Yazbak, Shimali, Maduyan et Hikazon Boyadjan⁴⁷⁹. Le 20 juillet 1925, le parti participa à une mobilisation populaire qui aboutit à une altercation sanglante avec la police⁴⁸⁰. En octobre 1925 – pendant la période du soulèvement –, vint de Palestine à Beyrouth un troisième émissaire, Auerbach (chef des bolcheviks juifs)⁴⁸¹.

⁴⁷² Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, Legation of the USA -Riga, Latvia, to State Department -Washington, Confidential, Riga 22-12-1923, 2+10 pp.; Bashear, *Communism ...*, op. cit., p. 51.

⁴⁷³ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., p. 36.

⁴⁷⁴ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 80-81.

⁴⁷⁵ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Syria, 1930-1944, 890d, Roll 2, American Consulate in Syria to the Secretary of State, *Communist Activities in Syria*, Beirut 11-3-1931, 4 pp.

⁴⁷⁶ Cf. Couland, *Le mouvement ...*, op. cit., p. 103; Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 82-83; As'ad AbuKhalil, *Historical Dictionary of Lebanon*, The Scarecrow Press, London 1998, pp. 129-130.

⁴⁷⁷ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 82-83; Couland, *Le mouvement ...*, op. cit., pp. 104-112.

⁴⁷⁸ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., p. 85; AbuKhalil, *Historical ...*, op. cit., pp. 129-130; Couland, *Le mouvement ...*, op. cit., p. 119.

⁴⁷⁹ Cf. Bashear, *Communism ...*, loc. cit.; Couland, *Le mouvement ...*, op. cit., p. 120.

⁴⁸⁰ Cf. Bashear, *Communism ...*, loc. cit.; Couland, *Le mouvement ...*, op. cit., p. 121.

⁴⁸¹ Cf. Bashear, *Communism ...*, loc. cit.; Couland, *Le mouvement ...*, op. cit., p. 122.

Lors du soulèvement, pendant lequel l'armée française se livra à des destructions et à des massacres (Damas fut bombardée le 18 octobre 1925, à Beyrouth eurent lieu des pendaisons⁴⁸²), le parti communiste apprit à respecter les règles de la conspiration, par la création d'un dispositif clandestin. En France, le 5 juillet 1925, fut constitué le comité central d'action contre la guerre du Maroc de la Syrie, auquel participaient le Parti communiste français, la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), le groupe Clarté d'Henri Barbusse et d'autres organisations. Le 12 octobre 1925, une grève nationale entraîna dans ce mouvement 900.000 ouvriers ; des heurts sanglants avec la police éclatèrent et un ouvrier fut trouvé mort⁴⁸³. L'action du Parti communiste français avait des effets. En janvier 1926, un bataillon en Syrie refusa de poursuivre le combat et un autre envoyé à sa place jeta les fusils et refusa de marcher⁴⁸⁴. Le Parti communiste français fournit aussi un soutien matériel au soulèvement syrien par le biais de Menouer Andel Aziz (pseudonyme Ali), qui, avec le nord-africain Belghoul, avait des relations avec Khalal el Hachemi à Beyrouth⁴⁸⁵. Ali était né en Algérie en 1893, étudia à l'Ecole Supérieure de Commerce d'Alger, s'organisa au Parti communiste français et se rendit à Paris en 1923. A Moscou, en 1926, il entra dans une école de propagandistes⁴⁸⁶.

L'action communiste entraîna des sanctions contre les chefs et les membres. Shimali et Tepper furent arrêtés le 12 décembre 1925. Le 26 janvier 1926, furent arrêtés Yazbak, Maduyan et Boyadjan au cours d'une rencontre avec les chefs nationalistes⁴⁸⁷. Shimali, Yazbak et Tepper furent emprisonnés, les arméniens Maduyan (21 ans), Boyadjan (18 ans), Papazaian (16 ans) et Coenious (18 ans) furent déportés dans le désert⁴⁸⁸. L'arabe Mohamed Wahib Abdel-Malek fut nommé secrétaire du parti⁴⁸⁹. Rafuk Jabbour, expulsé d'Egypte, vint à Beyrouth et travailla au parti (il partit ensuite en Palestine, où il continua son action jusqu'à sa mort dans un hôpital de Jaffa, le 6 janvier 1927)⁴⁹⁰. Les organisations ouvrières continuèrent de fonctionner, en 1926-1927, sous la direction de Nassim Shimali, frère de Fuad Shimali. Certaines grèves commencèrent par les syndicats de classe, mais politiquement le parti se tut⁴⁹¹. En combinaison avec le silence du Parti communiste égyptien, les évolutions au Liban revalorisèrent le fonctionnement du Parti communiste palestinien comme centre du communisme en Orient arabe.

Le 18 janvier 1928, fut accordée une amnistie générale par les Français aux chefs du soulèvement et les communistes furent libérés. Un nouveau comité central du parti libanais se constitua, avec la participation également d'anciens cadres (les frères Shimali, Maduyan, Boyadjan)⁴⁹², et une section fut fondée en Syrie⁴⁹³. L'action continua, en recrutant de

⁴⁸² Cf. Pierre Durand, *Cette mystérieuse Section Coloniale. Le PCF et les colonies (1920-1962)*, Messidor, Paris 1986, p. 65.

⁴⁸³ *Ibid.*, p. 54.

⁴⁸⁴ *Ibid.*, p. 65.

⁴⁸⁵ Cf. AMAE, Correspondance politique et commerciale, Série E Levant 1918-1940, Syrie - Liban, vol. 477, Haut Commissariat Français à MAE, Beyrouth 8-1-1930, 2 pp.

⁴⁸⁶ *Ibid.* Ali, éditeur du journal *L'Etoile Nord-africaine*, participa au congrès de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme, à Frankfort, le 20 et 21 juillet 1929, comme délégué de la Confédération générale du travail unitaire [CGTU] (*ibid.*, Syrie - Liban, vol. 477, Sûreté Générale à MAE, Paris 25-1-1930, 2 pp.). Le journal de Paris *L'Humanité* publia, le 28 octobre 1928, sa photographie en première page.

⁴⁸⁷ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 86-87; Couland, *Le mouvement ...*, *op. cit.*, pp. 122-123.

⁴⁸⁸ Cf. Durand, *Cette mystérieuse ...*, *op. cit.*, p. 64.

⁴⁸⁹ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Syria, 1930-1944, 890d, Roll 2, Document file, *Note*, Beirut 16-12-1931, 1+2 pp.

⁴⁹⁰ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 96-101.

⁴⁹¹ *Ibid.*, pp. 87-88; Couland, *Le mouvement ...*, *op. cit.*, pp. 143-147.

⁴⁹² Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 88-89; David Commins, *Historical Dictionary of Syria*, The Scarecrow Press, London 1996, pp. 203-204; Couland, *Le mouvement ...*, *op. cit.*, p. 147.

⁴⁹³ Cf. Bashear, *Communism ...*, *loc. cit.*; Commins, *Historical ...*, *op. cit.*, pp. 203-204.

nouveaux membres parmi les ouvriers et les étudiants⁴⁹⁴. La même année, Nachman Litwensky, émissaire du Komintern en Palestine, expulsé de là, se rendit à Beyrouth sans passeport ; arrêté par les Français, il parvint toutefois à rester et se consacra à l'organisation du parti⁴⁹⁵. En 1929, Aly El Hanimani, communiste du Maroc espagnol, qui était allé de Beyrouth en France, fut expulsé et revint en Syrie, où il réintégra le mouvement⁴⁹⁶.

La recherche de rapports du parti palestinien avec la Syrie, afin d'attirer les Arabes, fut un échec. La volonté d'associer les Arabes se heurtait à leur fanatisme religieux. Le régime non libre pour les femmes excluait de l'action politique cette partie importante de la population. Plus généralement, le tournant du mouvement vers l'arabisation montra de la faiblesse à exploiter le nationalisme en vue de desservir les intérêts de la classe ouvrière.

10.3.3.2.3.3. Bolcheviks : Palestiniens arabes et juifs

Les autorités de Lettonie arrêterent, le 22 novembre 1923, Auerbach, lors de son arrivée de Berlin à Riga en direction de Moscou. On trouva en sa possession un document ayant pour titre « Rapport du représentant du Parti communiste palestinien », dans lequel étaient contenues des informations selon lesquelles le programme du parti, fondé sur les résolutions des congrès du Komintern, avait pour but la matérialisation de leur ligne face au mouvement national arabe. A Haïfa, il était cité dans le rapport, ils avaient un contact avec le club des ouvriers musulmans, ayant un potentiel de 4.000 membres, et des sympathies avec ses dirigeants⁴⁹⁷. Pourtant, les choses, en réalité, ne se déroulaient pas aussi facilement. Au sein de la situation particulière de la recherche d'une alliance avec les paysans et les ouvriers arabes contre les juifs sionistes, les initiatives politiques des bolcheviks juifs provoquèrent également des évolutions paradoxales.

Le 27 avril 1921, l'Achduth Haavodah (organisation de l'« aile droite du Poale Zion⁴⁹⁸ ») demanda l'autorisation au gouvernement de Jaffa d'organiser une manifestation le 1^{er} mai – la première qui serait notée en Palestine –, en assumant l'obligation de contrôler le comportement de ses membres. Le parti prosoviétique MPS, le 1^{er} mai 1921, fit sa propre manifestation sans autorisation du gouvernement et se heurta aux partisans de l'Achduth Haavodah, provoquant l'intervention de la police. L'acte des bolcheviks juifs, en concurrence avec les socialistes juifs modérés, éveilla les esprits des Arabes contre les sionistes. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase et qui transforma le mécontentement des Arabes en explosion. Ils sortirent dans les rues, munis d'armes improvisées, s'attaquèrent aux installations sionistes, pillèrent le marché juif et maltraitèrent des Juifs sans distinction, parmi eux des bolcheviks qui continuaient de porter les rosettes du MPS. Une confusion continua en ce qui concernait qui était avec qui. Des véhicules blindés anglais intervinrent⁴⁹⁹. Les heurts avec la police durèrent pendant trois jours. Le bilan fut 40 Juifs et 10 Arabes de morts et des centaines de blessés⁵⁰⁰. Des actions violentes contre les Juifs furent observées aussi dans de

⁴⁹⁴ De jeunes kurdes éduqués furent recrutés par des communistes arméniens. Parmi eux se trouvait Khalil Bakdash, étudiant à la Faculté de droit de Damas, qui se recruta en 1930, cf. Commins, *Historical ...*, op. cit., p. 55.

⁴⁹⁵ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Syria, 1930-1944, 890d, Roll 2, Document file, *Note*, Beirut 5-12-1931, 1+2 pp.

⁴⁹⁶ Cf. AMAE, Correspondance politique et commerciale, Série E Levant 1918-1940, Syrie - Liban, vol. 477, Ministre de l'Intérieur à MAE, Paris 16-2-1930, 2 pp.; *ibid.*, Haut Commissariat Français, Beyrouth 3-1-1930, 1 p.

⁴⁹⁷ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, Legation of the USA -Riga, Latvia, to State Department -Washington, Confidential, Riga 22-12-1923, 2+10 pp.

⁴⁹⁸ Cf. BL, *Palestine, Disturbances ...*, op. cit., passim.

⁴⁹⁹ *Ibid.*

⁵⁰⁰ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, American Consulate -Jerusalem to State Department -Washington, Jerusalem 4-5-1921, 6 pp.; *ibid.*, Jerusalem 20-6-1921, 13 pp.

nombreuses colonies⁵⁰¹. Lors de nouveaux troubles, le 2 novembre 1921 à Jérusalem, au moment de la commémoration de la Déclaration Balfour, se heurtèrent des Arabes avec des groupes juifs d'autodéfense de Haganah. Le nouveau bilan fut 8 morts et 38 blessés⁵⁰².

En estimant la situation que créait l'achat de terres appartenant aux effendis par des sionistes socialistes (expulsion des Arabes des villages se trouvant dans des régions qui changeaient de propriétaires), les bolcheviks tentèrent de bâtir une alliance et s'opposèrent à leurs co-nationaux. Dans le cas d'Afoula, village dont, avec d'autres, les habitants seraient expulsés, les communistes s'entendirent avec les Arabes pour résister. Barzilay, Nahum Finkelstein (cadre qui avait participé à la création du Parti communiste égyptien) et Izhaki – il parlait arabe – participèrent aux ententes. Lorsque, à la fin de novembre 1924, les colons juifs allèrent labourer la terre, ils se heurtèrent aux natifs. Les Bédouins attaquèrent les colonies, ayant pour résultat un Arabe de mort et des dizaines de blessés des deux côtés. Les Britanniques intervinrent et l'expulsion s'acheva⁵⁰³. Les sionistes accusèrent les bolcheviks en disant que c'était eux qui avaient provoqué les faits et les rendirent responsables de la haine des Arabes contre les Juifs. Les bolcheviks répondirent que la bourgeoisie juive noya dans le sang les ouvriers arabes et juifs, que la Histadruth pour réussir ses projets traitait les ouvriers juifs comme de la chair à canon et que les socialistes juifs membres de l'Internationale ouvrière socialiste appelaient les ouvriers juifs à conquérir la terre des pauvres fellahs. Ils appelèrent la classe ouvrière à la guerre contre la Histadruth, provoquant l'hostilité des immigrants juifs qui attendaient de se rétablir par les mesures d'achat de terre⁵⁰⁴.

Dans la nouvelle agitation qui fut provoquée en 1928-1929 par le renforcement économique de la communauté juive et les achats de nouvelles terres, les bolcheviks se mêlèrent à l'agitation. Les nationalistes, ayant pour chef le Mufti de Jérusalem, parlaient d'un complot juif. Le 23 août 1929, le Mufti incita les fanatiques à la révolte⁵⁰⁵, qui se termina par un massacre (133 morts et 300 blessés juifs)⁵⁰⁶. Le Parti communiste palestinien (PKP) dans son communiqué condamna le massacre, invita les Juifs et les Arabes à s'entendre et dénonça les milieux réactionnaires autour du Mufti. Au contraire, le Komintern jugea que la révolte était révolutionnaire, soulignant qu'il ne fallait pas juger une action par ses caractéristiques extérieures mais par son contenu objectif (anti-sionisme, anti-impérialisme, actions anti-britanniques) et fit une critique contre le Parti communiste palestinien comme quoi il recevait des influences des sionistes. Le Parti communiste palestinien changea rapidement de position, ayant pour effet de provoquer un ébranlement dans le parti, le retrait de nombreux membres et la radiation d'autres. A Haïfa en particulier, où les membres avaient déjà exercé une critique contre les positions du sixième congrès du Komintern en 1928, les pertes étaient grandes. L'objectif qui fut à nouveau posé fut celui de l'arabisation du parti⁵⁰⁷.

Sur la question des droits sociaux des ouvriers, les bolcheviks, s'étant tournés vers les Arabes à cause de la difficulté de saper le sionisme, défendaient les ouvriers natifs quand ils se mêlaient aux conflits entre employeurs et ouvriers juifs. Les Juifs étaient syndiqués, avaient une ligne de conduite de l'Internationale ouvrière socialiste et recherchaient la conquête de privilèges selon les normes européennes. Les Arabes, obéissant aux traditions anachroniques sur le régime du travail, travaillaient pour des salaires journaliers très bas, sans exigences ni mobilisations dynamiques. Des conflits étaient provoqués entre les deux groupes ouvriers, juif et arabe, dans lesquels intervenait la police britannique. En 1927-1928, apparut

⁵⁰¹ *Ibid.*, Jerusalem 4-5-1921, 6 pp.; *ibid.*, Jerusalem 20-6-1921, 13 pp.

⁵⁰² Cf. Laurens, *La question ...*, *op. cit.*, pp. 588-590.

⁵⁰³ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, p. 37; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 72-73, 159; Joel S. Migdal, *Palestinian Society and Politics*, Princeton University Press, Princeton (NJ) 1988, pp. 23-24.

⁵⁰⁴ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, pp. 37-38.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, pp. 58-60.

⁵⁰⁶ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.; Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, pp. 58-60.

⁵⁰⁷ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, pp. 68-70.

le paradoxe de l'intervention des bolcheviks contre les ouvriers juifs s'opposant aux employeurs et aux Britanniques et en faveur des Arabes⁵⁰⁸.

Le bilan de l'opération d'arabisation fut de gagner seulement quelques jeunes ouvriers, qui furent envoyés pour être formés en Union soviétique. Cette affaire n'était pas facile car les cadres arabes n'avaient pas la formation théorique nécessaire, alors que le problème selon lequel, souvent, ils étaient recrutés par la police britannique comme indicateurs était réel⁵⁰⁹. Le Parti communiste palestinien (PKP) resta un parti quasiment en entier juif⁵¹⁰. En 1929, deux Arabes, non pas des ouvriers mais des étudiants de l'Université américaine de Beyrouth, qui avaient participé aux troubles et avaient été expulsés, furent choisis par Friedenberg pour être envoyés pour des études à l'Université communiste des travailleurs d'Orient (KUTV) à Moscou. Friedenberg était un Juif russe qui alla en Palestine en 1921. Les autorités ne l'avaient pas repéré. C'est pourquoi on l'invitait à faire un travail de traduction. Il arrivait souvent que lui soit donné un matériel à traduire qu'il avait lui-même écrit. Les deux Arabes recrutés par Friedenberg revinrent après 7 mois en Palestine où ils ouvrirent des entreprises légales dans le but de dissimuler leur identité. L'argent en provenance de Moscou entraînait sur le compte de Friedenberg dans une banque de Jérusalem par chèque d'une banque d'Égypte⁵¹¹. De sérieux résultats ne furent pas atteints dans le mouvement ouvrier arabe, en dehors d'exceptions isolées comme celles des grèves des Arabes le 16 octobre et le 2 novembre 1929, avec des demandes économiques et politiques⁵¹².

Parmi les femmes musulmanes, l'intervention était pauvre. Une réflexion sur la question des femmes fut apparue vers la fin des années 1920. Dans la tentative des bolcheviks de pénétrer ce groupe fermé et opprimé, Lotka Leverbaum, Juive russe mariée à Sudki Najati, camarade arabe, changea, sur ordre de la direction, en 1929, son nom en Khadija et adopta l'apparence d'une musulmane en portant le voile noir⁵¹³. Deux autres femmes bolcheviques, Ehvlich et Naumberg, agirent en 1929 en Palestine en collaboration avec Wolf Blaw et Deiterichs. De là, elles passèrent en Égypte en 1930, où elles furent arrêtées⁵¹⁴.

10.3.3.2.3.4. Juifs, nationalistes et bolcheviques

Les Britanniques considéraient, en 1921, que les bolcheviks avaient introduit en Palestine la lutte des classes qui était jusqu'alors inconnue⁵¹⁵. Cette constatation apparemment naïve – en réalité, diplomatique – selon laquelle, à cet endroit aussi, la société n'était pas restée immobile, répondait aux phénomènes extérieurs de l'évolution et du conflit des idées de la nation et de la classe.

Après la Guerre, les Sionistes emmenèrent en Palestine de nombreux Juifs d'Europe centrale et orientale, dans leur majorité des jeunes hommes qui étaient imprégnés des idées socialistes ou y étaient habitués⁵¹⁶. Au sein de leurs milieux, furent reproduites les agitations qui avaient précédé dans d'autres pays au sein du Poale Zion.

⁵⁰⁸ *Ibid.*, pp. 38-40.

⁵⁰⁹ *Ibid.*, pp. 61-68.

⁵¹⁰ *Ibid.*, pp. 47-51.

⁵¹¹ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁵¹² *Ibid.*, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, American Consulate -Jerusalem to State Department -Washington, Jerusalem 23-11-1929, 1+2 pp.

⁵¹³ *Ibid.*, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem, *Review of Communist Activities in Palestine, 1929 to March 31, 1932*, Confidential, Jerusalem 13-7-1932, 33 pp.

⁵¹⁴ *Ibid.*, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem to State Dept. -Washington, Jerusalem 30-12-1930, 1+8 pp.

⁵¹⁵ Cf. BL, *Palestine, Disturbances ...*, *op. cit.*, passim.

⁵¹⁶ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, American Consulate -Jerusalem to State Department -Washington, Jerusalem

Au début de 1919, le mouvement sioniste mondial, dans une confusion idéologique et une indétermination, s'orienta en partie vers l'adhésion au Komintern et en partie vers la direction opposée. Au cinquième congrès mondial du Poale Zion de Vienne (du 17 juillet au 8 août 1920), fut décidée l'adhésion au Komintern, par un vote contraire des délégués anglais et palestiniens, et la scission fut provoquée. Le Komintern refusa d'accepter l'organisation puisque cette dernière insistait pour maintenir son caractère juif⁵¹⁷.

En Palestine, l'organisation politique du Poale Zion, avec 5.000 membres, ne regroupait pas tous les ouvriers. Il y avait d'autres organisations politiques, qui n'étaient pas affiliées à l'Internationale ouvrière socialiste⁵¹⁸. En décembre 1920, la partie conservatrice du Poale Zion (Achduth Haavodah) s'unit à d'autres organisations ouvrières juives, sur la base d'une politique patriotique juive (en opposition au MPS qui soutenait la lutte des classes au-dessus de la race et de la nationalité)⁵¹⁹. Si, en politique, le succès des socialistes sionistes était limité, dans le syndicalisme ils parvinrent à de meilleurs résultats. L'organisation du troisième degré (confédération) des ouvriers juifs Histadruth commença en 1920 avec 5.000 membres et attint en 1927 25.000 membres⁵²⁰. La pyramide syndicaliste, en dehors de l'activité de promotion des demandes professionnelles, se mêlait à tous les domaines qui avaient un rapport avec la vie économique et sociale des ouvriers. La Histadruth faisait des investissements, construisait des usines⁵²¹. Elle avait une intervention substantielle dans les évolutions. Par exemple, en 1921, au port de Jaffa, où les Arabes exerçaient la profession de portefaix, de conducteurs de barque et autres affiliées, les socialistes juifs commencèrent à introduire des barques à moteur et proposèrent aux sociétés maritimes de recruter des ouvriers juifs avec un salaire moindre que celui des Arabes – la hausse de la productivité du travail permettait une offre concurrentielle –. Une influence politique, en l'occurrence, fut exercée au détriment des sociétés pour obtenir un accord avec elles⁵²². A Haïfa, où les ouvriers arabes étaient organisés en coopératives, les sionistes juifs fondèrent, en 1921, un organe du second degré (centre ouvrier), membre de la Histadruth⁵²³. La supériorité dans le port avait une sérieuse importance pour l'évolution normale de l'économie mais aussi pour d'autres finalités : l'organisation paramilitaire Haganah recrutait des membres parmi les immigrants nouveaux-arrivés dès qu'ils mettaient pied à terre⁵²⁴. Face au plus grand problème ouvrier, le chômage, la Histadruth se mobilisa, en trouvant du travail aux chômeurs, alors qu'en 1928 elle distribuait des allocations chômage⁵²⁵. D'ailleurs, l'activité culturelle et éducative constituait une partie de l'activité des socialistes⁵²⁶.

A l'opposé, un petit groupe, qui s'était placé en faveur de la Russie soviétique et du rapprochement des Juifs et des Arabes, fut renforcé, au début de 1920, par des immigrants

4-5-1921, 6 pp.; *ibid.*, Roll 79, 867n Palestine, American Consulate -Jerusalem to State Department - Washington, Jerusalem 20-6-1921, 13 pp.; *ibid.*, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem, *Review of Communist Activities in Palestine, 1929 to March 31, 1932*, Confidential, Jerusalem 13-7-1932, 33 pp.

⁵¹⁷ Cf. BL, *Palestine, Disturbances ...*, *op. cit.*, passim.

⁵¹⁸ *Ibid.*, p. 175

⁵¹⁹ *Ibid.*, passim.

⁵²⁰ Cf. Vandervelde, *Le pays ...*, *op. cit.*, p. 176.

⁵²¹ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, pp. 47-51

⁵²² Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, American Consulate -Jerusalem to State Department -Washington, Jerusalem 4-5-1921, 6 pp.; *ibid.*, Roll 79, 867n Palestine, American Consulate -Jerusalem to State Department - Washington, Jerusalem 20-6-1921, 13 pp.

⁵²³ Cf. Shai Srugo, « Du port de Salonique au port de Haïfa. L'émigration des portefaix juifs de Salonique en Palestine pendant l'entre-deux-guerres », étude sous la direction de Mina Rozen, Université de Haïfa, 2003 (sous publication) [en hébreu].

⁵²⁴ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, p. 76.

⁵²⁵ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, American Consulate -Jerusalem to State Department -Washington, Jerusalem 27-1-1928, 1+3 pp.

⁵²⁶ Cf. Srugo, « Du port ... », *op. cit.*

juifs russes. A un congrès le 2-4 octobre 1920, il forma un parti, le MPS⁵²⁷. Le 7 novembre 1920, jour anniversaire de la Révolution russe, les membres du MPS mirent des affiches, à Jaffa et à Tel Aviv, avec des mots d'ordre qui invitaient les ouvriers à participer à la révolution mondiale. Ils firent une manifestation de 30-40 personnes, ayant à sa tête Joseph et Charlotte Rosenthal, arrivés d'Alexandrie⁵²⁸. Charlotte Rosenthal fut arrêtée avec du matériel du Komintern en sa possession⁵²⁹. Lorsque les forces sionistes se préparaient créer la Histadruth, le MPS, en raison de l'impossibilité d'organiser un mouvement syndicaliste autonome ayant une orientation vers la lutte des classes, décida de constituer des minorités au sein de l'organisation centrale. Il participa à la création de la Histadruth, le 25-28 décembre 1920 à Haïfa, où il obtint 303 votes et fit apparaître 6 délégués sur un total de 87⁵³⁰.

Le siège du MPS se trouvait dans un bâtiment à Menshieh, connu comme Club Borochoy⁵³¹, qui fonctionnait aussi comme cantine ouvrière. Les membres du parti étaient alors autour de 300. Au printemps 1921, les samedis soirs, ils s'opposaient souvent aux sionistes dans les rues. Le 5 mars 1921, la police ferma le club et ceux-ci défilèrent dans les rues de Tel Aviv par groupes de quatre, en chantant et jouant des instruments de musique, et se heurtèrent aux scouts sionistes⁵³². S'ensuivirent les événements du 1^{er} mai 1921. Le MPS, en octobre et au début de novembre 1921, provoqua des troubles (en mêmes temps que l'agitation arabe⁵³³) à Jaffa, où le terrain était favorable en raison de la grève des nouveaux venus. La police, dans son raid, le 7 novembre 1921, au Club Borochoy, saisit des livres du parti, des cartes de membres et autres imprimés. Le 8 novembre 1921, une grève des travailleurs juifs dans les magasins et les usines conduisit à des conflits avec la police et à des arrestations. Deux personnes furent condamnées pour destruction de machines⁵³⁴. Une accalmie intervint et le 1^{er} mai 1922 se déroula sans incidents⁵³⁵.

En septembre 1922, un groupe dirigé par Gershon Dua créa le KPP alors qu'un autre fonda le Parti communiste palestinien (PKP). En octobre 1922, au moment où Auerbach se rendit en Palestine, les deux partis entretenaient des rapports avec le Komintern. A l'intérieur de la Histadruth, ils agissaient, chacun avec leur propre fraction. En juillet 1923, les deux partis s'unirent à nouveau en un parti unitaire⁵³⁶. Selon les estimations d'Auerbach, la tactique face au mouvement syndicaliste existant et la lutte contre le sionisme furent fructueuses jusqu'à la fin de 1923, avec la création de liens avec les syndicats et le développement d'une lutte économique. Les syndicats des cheminots⁵³⁷, des bûcherons de Haïfa et de Jaffa, des ouvriers des transports, des ouvriers du bâtiment, des ouvriers du métal, soumis à une forte influence de la part des communistes, étaient complètement sous leur contrôle. Les bolcheviks participaient et faisaient la propagande de leurs opinions dans toutes les conférences et congrès ouvriers, en obtenant 10-30% des votes. Un combat se déroulait pour

⁵²⁷ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, *op. cit.*, pp. 19-22; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 40-43.

⁵²⁸ Cf. BL, *Palestine, Disturbances ...*, *op. cit.*, *passim*.

⁵²⁹ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to The Residency -Ramleh, Cairo 21-7-1921, 1+4+3+3 pp.; Bashear, *Communism ...*, *loc. cit.*

⁵³⁰ Cf. Bashear, *Communism ...*, *loc. cit.*

⁵³¹ Ber Borochoy (1881-1917) était le fondateur du sionisme socialiste et du Poale Zion, cf. Nathan Weinstock, *Zionism, False Messiah*, Pluto Press, London 1989, pp. 46-50.

⁵³² Cf. BL, *Palestine, Disturbances ...*, *op. cit.*, *passim*.

⁵³³ Cf. Laurens, *La question ...*, *op. cit.*, pp. 588-590.

⁵³⁴ Cf. BL, *Palestine, Disturbances ...*, *op. cit.*, *passim*.

⁵³⁵ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, American Consulate -Jerusalem to State Department -Washington, Jerusalem 13-5-1922, 2 pp.

⁵³⁶ *Ibid.*, Roll 79, 867n Palestine, Legation of the USA -Riga, Latvia, to State Department -Washington, Confidential, Riga 22-12-1923, 2+10 pp.; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 46-53.

⁵³⁷ Cf. Zachary Lockman, *Comrades and Enemies: Arab and Jewish Workers in Palestine, 1906-1948*, University of California Press, Berkeley (CA) 1996, chapter 3: "The Railway Workers of Palestine" (<http://content.cdlib.org/xtf/view?docId=ft6b69p0hf&brand=eschol>).

l'émancipation des ouvriers, dans le but de séparer le fonctionnement des organisations sionistes et des coopératives de celui des syndicats ouvriers. Le caractère international et les principes révolutionnaires de la guerre des classes trouvèrent une portée de plus en plus grande auprès des masses ouvrières. Les membres du parti avaient imposé leur présence dans les réunions ouvrières et obligeaient les dirigeants conservateurs à leur donner la parole. La Fraction Ouvrière, organisation du parti qui agissait au sein de la Histadruth, administrée par un soviet central, faisait circuler un imprimé mensuel, ainsi que des proclamations sur les principaux événements ouvriers. L'action du parti sur la célébration des fêtes ouvrières, la mise en évidence des problèmes populaires et du chômage, étaient particulières. Des contacts se développèrent, également, avec les travailleurs dans les colonies⁵³⁸. Un front anti-militariste se constitua et une action évolua en vue de la remise de dettes, l'annulation du mandat et le retrait des Britanniques, l'introduction de l'auto-administration locale, les revendications paysannes. Une lutte fut organisée contre le sionisme de toutes formes, y compris celles des sionistes socialistes. Une demande fondamentale à l'intention du Komintern était la liaison avec les partis communistes en Roumanie, en Pologne, aux Etats-Unis, en Russie, d'où arrivaient les immigrants, pour qu'y ait lieu une propagande préalable. Un dilemme auquel les bolcheviks n'avaient pas donné de réponse était s'ils soutiendraient la démocratie comme système transitoire. Un choix alternatif était celui du gouvernement paysan dans les villages en combinaison avec l'auto-administration des villes, ayant comme organe suprême le congrès des assemblées des communes et des villages. Un autre dilemme était également celui de la position à tenir face aux coopératives – s'ils les boycotteraient ou s'ils y travailleraient –. Un des problèmes était le plurilinguisme, c'est pourquoi furent organisés des groupes d'ouvriers ashkénazes et séfarades. Des bibliothèques furent créées à Haïfa, à Jaffa et à Jérusalem. Le parti édita 5 livres en langue yiddish : *Arbeiterfragen* [Questions de travail], *Der Eisenbahnarbeiter* [L'ouvrier cheminot], *Arbeitsprobleme* [Les problèmes ouvriers], *Der Arbeitwort* [La parole ouvrière], *Unser Platform* [Notre plateforme]⁵³⁹.

A l'opposé du volontarisme d'Auerbach, la conclusion des Britanniques était que les Juifs, dans le seul souci de survivre, n'adhéraient pas au bolchevisme⁵⁴⁰. En effet, les buts du mouvement ouvrier révolutionnaire (la radicalisation de la Histadruth et le détachement des ouvriers de son caractère national et de son œuvre économique, afin que soit créée une organisation ouvrière multinationale commune) trouvaient un obstacle au caractère national de l'immigration⁵⁴¹. La réaction des socialistes constitua une entrave supplémentaire. En avril 1924, la neuvième assemblée du Conseil Général de la Histadruth décida d'exclure de l'organisation les communistes comme ennemis du peuple juif et de la classe ouvrière de la Palestine, de ne pas les accepter sous un autre nom par lequel ils auraient pu réapparaître et de ne pas leur permettre de développer une action parmi ses membres⁵⁴². Cette évolution était défavorable pour le parti, qui était interdit et avait une action légale jusqu'alors seulement dans le syndicalisme. La police ferma les bureaux de la Fraction Ouvrière à Haïfa et à Jérusalem, qui fonctionnaient légalement depuis 1923. Le matériel fut saisi bien que celui-ci n'ait pas de caractère subversif mais syndicaliste⁵⁴³. Après les événements d'Afoula, à la fin de novembre 1924, le boycottage des Conseils Ouvriers juifs contre les bolcheviks se généralisa. Il fut décidé d'interdire leur entrée dans les salles de loisirs et leur participation aux rencontres ouvrières et aux négociations ouvrières⁵⁴⁴.

⁵³⁸ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Turkey 1910-1929, Roll 79, 867n Palestine, Legation of the USA -Riga, Latvia, to State Department -Washington, Confidential, Riga 22-12-1923, 2+10 pp.

⁵³⁹ *Ibid.*

⁵⁴⁰ *Ibid.*, Roll 79, 867n Palestine, George Gregg Fulley -American Vice Consul, Jerusalem, "Communism in Palestine", Jerusalem 31-12-1923, 4 pp.

⁵⁴¹ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 67-68.

⁵⁴² *Ibid.*, pp. 69-70.

⁵⁴³ *Ibid.*, pp. 68-69.

⁵⁴⁴ Cf. *Inprekorr*, 26-2-1925.

A cette phase, le Parti communiste palestinien (PKP) se livra à un travail d'organisation au sein du parti. Certaines personnes furent promues au grade supérieur de la hiérarchie. Le chef était Auerbach, le second Yosef Barzilay. Auerbach [Averboukh], né en 1883 en Russie, Dr en médecine dentaire, se battit dans l'Armée Rouge et occupa les fonctions de secrétaire du Poale Zion. Au début de 1920, il vint en Palestine. Les pseudonymes qu'il utilisait étaient Daniel, Abousiam, Haydar, Adam Borisovitch Fabrikant, Wolf. Expulsé en 1921, il revint en novembre 1922. Pendant la période 1924-1929, il fut le dirigeant du Parti communiste palestinien (PKP). Idéologiquement, il était plus « juif » par rapport à Ihel Kossoy (Avigdor), cadre du Komintern en Egypte⁵⁴⁵. Yosef Barzilay (pseudonymes Baal Davar, Haddad, Joseph Berger), né à Cracovie en 1904, participa au mouvement sioniste socialiste en Russie, alla en 1919 en Palestine où il devint anti-sioniste et puis agent de liaison avec le Komintern, en allant et venant en Russie soviétique. Il participa au sixième congrès du Komintern, en 1928, se rendant avec un faux passeport à Moscou par Constantinople. En 1929, avec l'arabisation du parti, il remplaça Auerbach à la fonction de secrétaire général⁵⁴⁶. Nahoum Leshchinski (Nadav) était le troisième dans la hiérarchie. De riche famille en Russie, de culture remarquable, membre du mouvement sioniste socialiste, il rencontra Auerbach en Palestine et adhéra au mouvement communiste. Il devint membre du Parti communiste palestinien (PKP) en 1924 et se révéla comme théoricien du parti⁵⁴⁷. Moché Koupermann (Emek) était le quatrième dans la hiérarchie. Né en Pologne en 1900, il vint en Palestine en 1920, devint membre du Parti communiste palestinien (PKP) et se chargea de la vigilance et de la sécurité. Il organisa une équipe de gardes du corps, ayant pour aide Yerahmiel Loukatcher⁵⁴⁸. Un autre cadre était Nahman List, membre du Parti communiste palestinien (PKP) depuis 1924, messenger du Komintern qui allait et venait en Russie soviétique. En 1928, pour éviter l'expulsion, il se maria avec son amie qui était née en Palestine⁵⁴⁹. Le chef à Tel Aviv était Léopold Trepper, galicien qui vint en Palestine en 1924 et fut recruté au Parti communiste palestinien (PKP). Il fut dénoncé aux autorités britanniques en 1928, fut emprisonné à Saint-Jean-d'Acre, au nord de Haïfa, et ensuite fut expulsé en France⁵⁵⁰. A Jérusalem, Yesheia Werfel, Juif russe qui parlait parfaitement l'arabe, était en 1919 chef de l'agitation⁵⁵¹. En 1930, dans la hiérarchie de l'organisation du parti se trouvait l'avocat Dr Adalbert Buxbaum, Tchèque, qui enseigna pendant 3 ans à la Haye avant d'aller en Palestine. Il travaillait comme avocat, en assumant de grandes affaires, et il était le représentant juridique de l'organisation des Juifs orthodoxes Agudath Israël⁵⁵².

Dans la tentative d'attirer des partisans, le parti fut favorisé dans une certaine mesure par la crise des années 1925-1927⁵⁵³. En décembre 1925, aux élections en Palestine pour désigner des organes administratifs, il obtint 10% dans les villes⁵⁵⁴. Il tenta aussi de s'appuyer sur un mouvement de chômeurs. Sous la direction du parti, eut lieu, en mars 1927 à Tel Aviv, une manifestation de milliers de chômeurs⁵⁵⁵. Le recrutement des membres était toutefois une affaire difficile. A l'opposé des membres de la Histadruth, les communistes ne trouvaient pas de travail. En 1925, à Tel Aviv, quelques-uns survivaient grâce à l'assistance d'une caisse

⁵⁴⁵ Cf. Greilsammer, *Les communistes ...*, op. cit., p. 31.

⁵⁴⁶ *Ibid.*, pp. 31-33; Bashear, *Communism ...*, op. cit., p. 154.

⁵⁴⁷ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., p. 34.

⁵⁴⁸ *Ibid.*, p. 34.

⁵⁴⁹ *Ibid.*, pp. 34-35.

⁵⁵⁰ *Ibid.*, pp. 47-51.

⁵⁵¹ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁵⁵² *Ibid.*, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁵⁵³ Cf. Vandervelde, *Le pays ...*, op. cit., p. 81.

⁵⁵⁴ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., p. 41.

⁵⁵⁵ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., p. 71.

commune dont le montant ne suffisait pas⁵⁵⁶. En 1927, selon le chef de l'Internationale ouvrière socialiste, Emile Vandervelde, les bolcheviks étaient à peine 200-300⁵⁵⁷.

Au niveau de l'organisation, la tactique du parti, dans ces années difficiles, fut la création d'organisations de façade, dépendantes de lui, auxquelles participaient aussi des non communistes, dans le but de regrouper les ouvriers mécontents et les radicaliser, en exerçant une pression sur les sionistes. La principale organisation était l'Unité. Le congrès des clubs de l'Unité, le 17-19 décembre 1926, avait pour demande centrale la réintégration dans la Histadruth. Des poursuites contre l'Unité aboutirent, à la fin de l'année 1927, à la fermeture de ses bureaux dans trois villes. Furent aussi fondés les Clubs Culturels, dans lesquels se faisait la propagande par des conférences et un travail de formation⁵⁵⁸. D'ailleurs, l'organisation internationale MOPR (Secours ouvrier) fonctionna également en Palestine⁵⁵⁹.

Les nationalistes et bolcheviks juifs se rencontrèrent dans l'action politique, en faisant preuve, parfois, d'un esprit d'union. Le Parti communiste palestinien (PKP) participa au comité anglo-russe pour la création d'un front avec les Poale Zion. Des envoyés de l'opposition des Trade Unions anglais vinrent, dans ce but, deux fois en Palestine, mais l'opération aboutit à un échec jusqu'en 1927. Entre-temps, la rupture diplomatique entre l'Union soviétique et la Grande-Bretagne et l'échec de la révolution chinoise amenèrent le Komintern à adopter une nouvelle ligne ; le Parti communiste palestinien (PKP) commença à nouveau, au début de 1928, les attaques contre la Histadruth⁵⁶⁰. Dans un autre cas, les Poale Zion de gauche participaient à la tentative de former un front avec les Arabes, en envoyant des délégués au premier congrès de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme, en février 1927, à Bruxelles. Au deuxième congrès, en décembre 1927, auquel participaient le Parti communiste palestinien (PKP) avec Auerbach comme délégué, les Arabes nationalistes et les Poale Zion de gauche, les Arabes soutenus par la Confédération générale du travail unitaire française (CGTU) posèrent définitivement la question contre le sionisme et réussirent à exclure les Poale Zion de gauche⁵⁶¹.

En dehors de ces mouvements, le hasard fit rapprocher les nationalistes et bolcheviques juifs sans qu'on s'y attende.

En août 1929, Bohumir Smeral, Tchèque d'origine, délégué du Komintern, vint clandestinement en Palestine dans un secret absolu, sous la protection du corps dirigé par Koupermann. Il se cacha à l'état-major, une maison isolée dans le village arabe Beir-Safafa, aux environs de Jérusalem, où était aussi abritée l'imprimerie du parti. Là, il eut des discussions avec le jeune Leshchinski et fut impressionné par le niveau idéologique de la direction du parti⁵⁶². Au cours des événements d'août 1929, les communistes, cachés à l'état-major, apprirent le soulèvement et furent bouleversés. Barzilay racontait : « Koupermann surgit, pâle et essoufflé. Peu à peu nous comprenons son récit haché. Il parle yiddish et Leshchinski traduit à voix basse à l'émissaire du Komintern [Bohumir Smeral] dont le visage prend une expression horrifiée. Il veut des détails mais Koupermann, agité, répète : « un pogrome »⁵⁶³. Un camion d'Haganah, qui roulait parmi les maisons isolées et évacuait les Juifs, leur proposa de les prendre. « Reste à savoir si nous acceptons. A peine avons-nous expliqué à Smeral l'objectif du camion, qu'il ordonne : "Partons tous !" Avant d'avoir pu insister sur notre situation illégale, sans parler du principe de cette protection, nous voyons l'émissaire de Moscou grimper dans le véhicule. Nous l'imitons⁵⁶⁴ ». Ils allèrent à Jérusalem, où Barzilay (il remplaçait Auerbach, qui était absent à Moscou) rencontra Yishak Ben-Zvi,

⁵⁵⁶ Cf. Léopold Trepper, *Le Grand Jeu*, Albin Michel, Paris 1975, p. 33.

⁵⁵⁷ Cf. Vandervelde, *Le pays ...*, op. cit., p. 175.

⁵⁵⁸ Cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 68-69.

⁵⁵⁹ Cf. Trepper, *Le Grand ...*, op. cit., p. 34.

⁵⁶⁰ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., pp. 47-51.

⁵⁶¹ *Ibid.*

⁵⁶² Cf. Trepper, *Le Grand ...*, op. cit., p. 36; Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., pp. 56-57.

⁵⁶³ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., p. 60.

⁵⁶⁴ *Ibid.*

chef de l'opération de protection, et offrit les services du corps communiste des gardes du corps⁵⁶⁵. Face au pogrom antisémite, les Juifs se souvinrent qu'ils appartenaient à la même nationalité.

10.3.4. La violence

10.3.4.1. Agitation et répression

Dans les Balkans, où le conservatisme des couches paysannes et l'idéologie petite bourgeoise avaient de solides racines, les forces qui détenaient l'hégémonie sociale montrèrent une insistance à réprimer le mouvement populaire qui, si l'on prend en compte les possibilités limitées de renversement du pouvoir et du statu quo social, était exagérée. En Grèce, le retard de l'achèvement de la formation bourgeoise apporta également l'institutionnalisation différée de la poursuite du communisme. Le système social adopta préventivement une tactique qui, indépendamment de la taille du danger, s'harmonisa aux mesures extrêmes en vigueur en Europe contre le bolchevisme. Les arrestations et les tortures, les déportations avec des procédures sommaires trouvèrent une apothéose, après le 27 juillet 1929, dans l'application des dispositions de la loi scélérate et dans la généralisation des poursuites contre les ouvriers⁵⁶⁶. La différence entre d'une part la Grèce et la ville de Salonique – le centre de l'effervescence ouvrière – et d'autre part l'Orient arabe résidait dans le fait que, dans le premier cas, les conditions du déroulement de la « guerre des classes » ne dissimulait pas de surprises, alors que, dans le second cas, la situation confuse couvrait des périls imprévus pour l'hégémonie européenne, en créant une angoisse parmi les autorités étatiques. Des tas de dépêches et de rapports des Britanniques et d'autres autorités contenaient d'incroyables versions, d'inexactitudes, de dangers imaginaires, qui montrent cependant qu'il existait une veille des services de renseignements en ce qui concernait l'intérêt des bolcheviks à pénétrer dans la région. Ils faisaient preuve, en même temps, d'une promptitude à répondre aux défis contre le pouvoir. En Egypte, par exemple, bien qu'il n'y ait pas de risque de renversement du régime, les Britanniques craignaient que peut-être le nationalisme, s'il n'était pas satisfait, prenne une autre direction, alors que, après les premiers signes des tendances au soulèvement, ceux-ci jugèrent que mieux valait faire face aux bolcheviks dans leur forme embryonnaire avant qu'ils ne deviennent des centaines⁵⁶⁷.

Dans tous les cas, les Juifs se montrèrent comme les responsables de l'agitation. La poursuite menée contre eux contenait la collecte de renseignements, par des mécanismes de surveillance, et ensuite l'exercice de la violence. La répression en Egypte, en Palestine, au Liban et en Syrie était similaire, avec la présence de formes extrêmes de réaction étatique – qui, cependant, n'étaient pas du tout inhabituelles dans la pratique des Britanniques et des Français –. C'était le cas particulier de la Palestine, où fut noté le paradoxe que soient poursuivis les Juifs de la Terre promise.

L'intensité de la tentative communiste obligea les Britanniques à développer une infrastructure qui serait crédible en ce qui concerne l'efficacité. Les services secrets et les services de renseignements (Intelligence Service, Scotland Yard⁵⁶⁸), les services des autorités militaires, la police des côtes s'en mêlèrent, en dehors de la police. Les services de renseignements s'encadrèrent d'officiers compétents, qui avaient été spécialisés dans le

⁵⁶⁵ *Ibid.*, pp. 59-61.

⁵⁶⁶ Cf. *Καθημερινή - 7 Ημέρες* [Quotidienne - 7 jours] (Athènes), « Lieux de déportation », 16-11-2003, passim.

⁵⁶⁷ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Strictly Confidential, A. Beaman to M.I. 5 - London, Cairo 7-7-1921, 3 pp.

⁵⁶⁸ *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, E. Miller -New Scotland Yard, London 30-3-1927, 1+1 pp.

contre-espionnage pendant la Guerre⁵⁶⁹. La collaboration avec les Français fut mise en avant. Le 13 janvier 1926, une réunion des délégués des Départements d'Égypte, de Palestine et de Syrie parvint à des résolutions⁵⁷⁰, qui furent aussi appliquées par les services d'Iraq, bien qu'il n'y ait pas de danger communiste⁵⁷¹. En mai 1927, furent organisées la collaboration et la coordination des services de sûreté en Égypte, en Palestine et en Syrie⁵⁷².

Une guerre d'agents commença. Scotland Yard se mêla à Alexandrie aux grèves de février 1924, pour contrôler les occupations d'usines⁵⁷³. En décembre 1925, pour contrôler la région de l'Arabie Saoudite à la Syrie, un réseau d'agents secrets fut financé⁵⁷⁴. Dans un cas, en 1926, trois Juifs de la Fédération Sioniste allèrent de Palestine à Moscou pour s'entretenir avec la police politique soviétique (OGPU). Ils demandèrent un soutien pour que la Palestine devienne indépendante et de l'aide (armes, moyens économiques pour faire de la propagande). Les Soviétiques trouvèrent la proposition intéressante, mais, avant de s'avancer dans des accords, ils apprirent que les visiteurs étaient des agents des Britanniques qui tentaient de les entraîner dans une tactique déterminée de sorte qu'ensuite leurs mouvements en Palestine soient prévisibles. Ils interrompirent les entretiens et les trois juifs repartirent bredouilles⁵⁷⁵.

De l'autre côté, le Komintern établit son propre réseau d'agents, en utilisant comme moyen de communication les bateaux commerciaux. La flotte commerciale soviétique Sovtorgflot couvrait la région entre Odessa et les ports de la Méditerranée Orientale, par le biais de Constantinople, jusqu'à Alexandrie. Sur les bateaux, ils avaient placé dans chacun un agent spécial pour les travaux de messagerie. Argent et matériel de propagande étaient transportés pour les agents dans chaque endroit⁵⁷⁶. La société représentante de la Sovtorgflot à Jaffa était Isaac Hos and Co.⁵⁷⁷ Son agent maritime à Alexandrie était le grec Tavalardis⁵⁷⁸ (dans le port de Salonique, les Soviétiques, en 1925, avaient confié ce poste à l'ancien dirigeant du parti socialiste grec, Abram Benaroya).

Les autorités britanniques étaient parfaitement au courant des activités latérales du réseau commercial soviétique mais montraient un pragmatisme, en acceptant les règles du jeu (bonnes relations diplomatiques entre Etats, guerre entre les systèmes sociaux rivaux). En 1927, une rumeur particulière se fit autour de la Sovtorgflot avec la « saisie conservatoire » de ses bateaux à Alexandrie. Cette action renvoyait à l'époque de la guerre civile en Russie,

⁵⁶⁹ *Ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Confidential, to Residency, Ramleh 31-8-1919, 2 pp.

⁵⁷⁰ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, p. 108.

⁵⁷¹ *Ibid.* Le Parti communiste irakien a été fondé tard, en 1934, cf. Hanna Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq. A Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of its Communists, Bāhists, and Free Officers*, Princeton University Press, Princeton (NJ) 1978, chapter 14.

⁵⁷² *Ibid.*, FO141/583, 9321, Control of Labour, High Commissioner - Egypt, Recent Labour Situation in Egypt, Cairo 9-5-1927, 1+9 pp.

⁵⁷³ *Ibid.*, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, New Scotland Yard to Marray, Cairo 14-9-1924, 1+10 pp.

⁵⁷⁴ *Ibid.*, FO684 / 4 / 416, "Damascus 1926, Bolshevik influence in Syria", S. R. Jordan -British Agency -Jeddah to W. A. Smart -Damascus, secret, Jeddah 29-12-1925, 1+3 pp.

⁵⁷⁵ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem to State Dept. -Washington, Jerusalem 30-12-1930, 1+8 pp.; *ibid.*, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem, *Review of Communist Activities in Palestine, 1929 to March 31, 1932*, Confidential, Jerusalem 13-7-1932, 33 pp.

⁵⁷⁶ *Ibid.*, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem, Review of Communist Activities in Palestine, 1929 to March 31, 1932, Confidential, Jerusalem 13-7-1932, 33 pp.; *ibid.*, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁵⁷⁷ *Ibid.*, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem, *Review of Communist Activities in Palestine, 1929 to March 31, 1932*, Confidential, Jerusalem 13-7-1932, 33 pp.

⁵⁷⁸ *Ibid.*, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Legation of the USA to State Dept. -Washington, Cairo 15-11-1927, 5+1 pp.

lorsque le gouvernement de Wrangel avait envoyé la flotte commerciale à Marseille et le gouvernement français avait vendu les bateaux. Le bateau Costi, qui fut vendu en 1922 et battit pavillon égyptien, y était alors inclus. Le 7 août 1927, après le départ du Costi, avec un chargement de bois, de Galatz, se déclara une révolte sous la direction du marin juif Jacob Tsikin, sur la base du projet des autorités soviétiques de Constantinople. Trois officiers (dont deux italiens) furent tués et le capitaine grec du bateau fut blessé. Le bateau fut conduit à Odessa où les autorités soviétiques le confisquèrent, le 2 septembre 1927, en déclarant que jamais ce dernier n'avait cessé de faire partie du patrimoine soviétique. Par représailles, les Britanniques pensèrent occuper les bateaux soviétiques Tchitcherine et Koursk, qui venaient à Alexandrie. Le 16 octobre 1927, fut donné l'ordre de la saisie conservatoire au profit de la société propriétaire du Costi. Koursk eut le temps et partit, Tchitcherine fut pris. L'agent maritime de la Sovtorgflot, Tavalardis, avertit Moscou et les avocats de la flotte commerciale soviétique, les Grecs Catsafilis et Vatiabellas, procédèrent aux démarches juridiques nécessaires. Ils obtinrent gain de cause et, le 9 novembre 1927, le bateau fut libéré et partit immédiatement. Le bateau Tobosk, qui avait été averti de ne pas s'approcher d'Alexandrie et restait à Jaffa, reçut un nouvel ordre d'aller au port⁵⁷⁹.

George Agabyakov, agent de la OGPU à Constantinople qui déserta et passa en 1930 chez les sionistes révisionnistes, découvrit que la OGPU s'était intéressée très tôt à la Palestine, étant donné qu'elle était considérée comme un pays où l'espionnage et la révolution pouvaient établir une base pour que soient dirigées de là les actions vers les pays arabes⁵⁸⁰. Le Dr Goldenstein, qui commença son action dans les Balkans lorsqu'il achetait des armes à l'Allemagne et les faisait avancer clandestinement vers les forces révolutionnaires en Macédoine, y était mêlé⁵⁸¹. L'OGPU envoya des agents en Palestine, se présentant comme sionistes soutenant les partis juifs anti-soviétiques qui avaient été déportés en Sibérie. En 1928, Blumkin fut envoyé à Constantinople comme agent de l'OGPU pour tout le Moyen-Orient. De là il se rendit en Palestine, où il monta un réseau avec le juif Ishaakoff et un Arabe qui dissimulait son action derrière une boulangerie à Jaffa. Les deux agents qui, pour des raisons de protection étaient inconnus au Parti communiste palestinien, envoyèrent, par la suite, leurs rapports à Blumkin à Constantinople par le biais de l'agent de l'OGPU à Beyrouth. Néanmoins, Blumkin ne parvint pas à déceler à temps les évolutions qui amenèrent aux agitations d'août 1929 en Palestine, sa crédibilité fut entamée et, en octobre 1929, il fut remplacé par Agabyakov à Constantinople⁵⁸².

Agabyakov, en route d'Odessa vers Constantinople sur le bateau à vapeur Tchitcherine (y arriva le 27 octobre 1929), rencontra un voyageur qu'il reconnut comme agent qu'il avait rencontré plus anciennement dans le Turkestan. Après s'être reconnus mutuellement, il était inutile de tenter que l'un trompe l'autre. Ce dernier se révéla bavard et dit à Agabyakov qu'il continuerait son voyage jusqu'à Jaffa, accompagné d'une autre agent qui prétendait être son épouse. Il lui confia que quatre autres se dirigeaient vers la Palestine par Berlin⁵⁸³.

L'Intelligence Service établit en Palestine, en 1928, des listes (« listes noires ») d'agents communistes dangereux et prit soin de les suivre de près⁵⁸⁴. Des circulaires de l'autorité britannique indiquaient les titulaires de passeports palestiniens qui étaient suspects et devaient être arrêtés. Les hommes du Komintern à Moscou se procuraient toutes les circulaires, voyaient que les services secrets rivaux avaient resserré l'étau et recherchaient de

⁵⁷⁹ *Ibid.*

⁵⁸⁰ *Ibid.*, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, American Consulate General -Jerusalem to State Dept. -Washington, Jerusalem 30-12-1930, 1+8 pp.

⁵⁸¹ *Ibid.*

⁵⁸² *Ibid.*; Roll 3, American Consulate General -Jerusalem, *Review of Communist Activities in Palestine, 1929 to March 31, 1932*, Confidential, Jerusalem 13-7-1932, 33 pp.

⁵⁸³ *Ibid.*

⁵⁸⁴ *Ibid.*, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

nouveaux moyens d'action de leurs agents⁵⁸⁵. Dans un cas, Friedenberg organisa un dispositif d'imprimerie du Parti communiste palestinien, couvert derrière une entreprise d'édition de livres religieux. A l'imprimerie fut recruté en 1928 comme employé un policier qui, par la suite, adhéra au mouvement – ou fut acheté par Friedenberg – et lui donnait des renseignements. A un moment donné, l'Intelligence Service chargea un officier de la police de pénétrer dans l'organisation du parti et organisa la divulgation de la nouvelle selon laquelle lui-même fut licencié pour mauvais rendement dans son travail. En janvier 1929, Friedenberg fut informé par son employé - policier du projet. Peu de temps après, l'agent officier disparut. Il fut confirmé plus tard, mais gardé soigneusement caché de la publicité, que ce dernier avait été exécuté dans le bâtiment de l'imprimerie⁵⁸⁶.

Le dispositif britannique de collecte de renseignements s'appuya surtout sur les indicateurs membres des organisations bolcheviques. En Egypte, tout d'abord le mouvement ouvrier était érodé par de nombreux indicateurs⁵⁸⁷. Avec le même succès se poursuivait, pendant les années suivantes, le flux des informations vers les services, orales⁵⁸⁸ ou contenues dans des documents qui étaient soustraits⁵⁸⁹. Hosni El Arabi informa le Komintern, en 1924, que les Britanniques faisaient suivre tous les membres du Parti communiste égyptien de sorte qu'il soit impossible que deux membres se rencontrent⁵⁹⁰. Jusqu'en 1927, avec la collecte des renseignements les plus exacts, avait été atteint l'étouffement du parti égyptien⁵⁹¹.

Les Français étaient également adroits. Le succès des autorités françaises, à Beyrouth, le 26 janvier 1926, était considérable, lorsque eut lieu l'arrestation des chefs du Parti du peuple libanais et des chefs nationalistes au cours de leur rencontre. Le renseignement avait été donné par un indicateur arménien qu'ils étaient parvenus à le faire s'infiltrer dans le parti libanais en lui fournissant une fausse carte de membre du Parti communiste français⁵⁹².

Les renseignements se vérifiaient ou se complétaient par des enquêtes et avec l'extorsion des éléments par des personnes arrêtées en utilisant la force. Au cours des interrogatoires, les limites entre l'extorsion des renseignements et l'exercice de la violence naturelle comme sanction étaient rendues peu claires. En Egypte, après les révoltes de 1919 et 1921, les ripostes des Britanniques se présentaient sous la forme de représailles sans pitié,

⁵⁸⁵ *Ibid.*, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem to State Dept. -Washington, Jerusalem 30-12-1930, 1+8 pp.

⁵⁸⁶ *Ibid.*, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁵⁸⁷ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Confidential, to Residency, Ramleh 29-8-1919, 2+3 pp.

⁵⁸⁸ *Ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report* (dated 11.4.1925, from 2A -N), 1 pp.; FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, New Scotland Yard to Marray, Cairo 14-9-1924, 1+10 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report*, 1-5-1925, 1 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report*, 28-5-1925, 1 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report*, 12-6-1925, 1 pp.; *ibid.*, Bolshevism in Egypt 1919-1925, *Agent's report C*, 9 pp.

⁵⁸⁹ Cf. un cas dans NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Ernst L. Ives -Consul, Alexandria to State Dept. - Washington, *Communism and the beginning of an era of industrialism in Egypt*, 11-4-1924, 11 pp., où est décrite la correspondance soustraite d'Hosni El Arabi et d'autres (à l'époque où ils étaient étudiants à l'université à Moscou, en 1923), contenant des éléments sur les conditions de vie.

⁵⁹⁰ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, New Scotland Yard to Marray, Cairo 14-9-1924, 1+10 pp.

⁵⁹¹ Cf. un cas dans FO141/583, 9321, Control of Labour, High Commissioner - Egypt, Recent Labour Situation in Egypt, Cairo 9-5-1927, 1+9 pp., sur l'information complète des services britanniques et les détails concernant les mouvements de Charlotte Rosenthal par le biais d'un indicateur qui se trouvait près de Luigi de Rosa.

⁵⁹² Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 86-87; Couland, *Le mouvement ...*, *op. cit.*, pp. 122-123.

avec des tortures de détenus⁵⁹³. En 1924, le journal *Pravda*, sous sa qualité d'organe officiel du parti soviétique, dénonça le gouvernement nationaliste de Saad Zaghlul Pasha pour son zèle anti-communiste, en citant que, après l'indépendance, il a dépassé les Britanniques et se livra à des centaines d'enquêtes et d'interrogations de bolcheviks⁵⁹⁴. En Palestine, dans les prisons, les châtiments corporels étaient fréquents. Grâce aux tortures, les Britanniques arrachaient des aveux aux détenus. Un cadre du Parti communiste palestinien, par exemple, interrogé en 1930, avoua et donna des détails sur sa formation à Moscou et sur l'exercice de la propagande communiste après son retour⁵⁹⁵.

Le contenu des informations délimita la gravité du danger communiste et par conséquent justifia le choix étatique d'imposer des mesures dissuasives appropriées. En Egypte et en Palestine, la répression commença tôt, toutefois avec des mouvements hésitants. Les Britanniques ne voulaient pas soulever des protestations en Grande-Bretagne et cherchaient un prétexte, qui fut rapidement trouvé, par les soulèvements et les mobilisations ouvrières. Le premier pas fut d'étouffer tout mouvement. En Egypte, fonctionnaient des Cours martiales qui distribuaient des peines de mort ; des attaques des forces britanniques étaient ordonnées contre les manifestants, ainsi que l'usage intensif des fusils⁵⁹⁶. Le second pas fut la prise de mesures juridiques. Toutes les organisations ouvrières révolutionnaires furent déclarées illégales. Le Parti communiste palestinien, par exemple, était illégal à cause d'une loi de l'autorité anglaise qui avait pour but de couvrir le vide juridique dans la poursuite. Le problème était que les prévisions de la législation ottomane sur les actions révolutionnaires, les organisations illégales et les troubles de nature générale étaient confuses et ne couvraient pas de façon satisfaisante les actes liés à la propagande et aux autres activités des communistes. Grâce à la nouvelle législation, la production du matériel révolutionnaire écrit était sanctionnée d'un emprisonnement de trois ans et sa distribution d'une année⁵⁹⁷. En Egypte, le cadre juridique était tout d'abord insuffisant mais fut bientôt achevé. Les possibilités de couvrir juridiquement les mesures de répression étaient complétées par l'exploitation des compétences de la police égyptienne et des autorités britanniques. Une telle mesure fut le refus de fournir un visa aux bolcheviks fichés⁵⁹⁸. En Palestine, de même, le gouvernement mandataire refusait l'accès au territoire aux immigrants suspects de bolchevisme⁵⁹⁹.

Dans la marche des évolutions, la pratique montra que la mesure la plus efficace était l'arrestation et l'emprisonnement ou l'exil des responsables de l'agitation sociale, à savoir des révolutionnaires juifs. Une mesure radicale était celle de l'expulsion. En Egypte, sous le prétexte des mobilisations ouvrières en 1924, la pratique des expulsions se généralisa. Au milieu d'une campagne anti-communiste, avec des articles de journaux et l'exercice de la terreur, étaient expulsés des Juifs russes seulement en raison de leur nationalité. Dans certains cas il ne fut pas autorisé à des bateaux soviétiques de débarquer des passagers qui retournaient

⁵⁹³ Cf. PRO, FO141/583, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307, MFAB 1670, Cairo 21-7-1919, 1 p.; *ibid.*, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307/25, Telegram to High Commissioner for Egypt, Cairo 19-9-1921, 1 p.

⁵⁹⁴ Cf. *Pravda*, 26-11-1924.

⁵⁹⁵ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁵⁹⁶ Cf. PRO, FO141/583, High Commissioner - Egypt, 1919, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307, MFAB 1670, Cairo 21-7-1919, 1 p.; *ibid.*, N° 9307, Department of Public Security, Cairo 31-5-1921, 1+1 pp.; *ibid.*, High Commissioner - Egypt, 1919, N° 9307/25, Telegram to High Commissioner for Egypt, Cairo 19-9-1921, 1 p.

⁵⁹⁷ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁵⁹⁸ Cf. PRO, FO141/583, 9321/139, Control of Labour, British Consulate 439/25, Port Said 6-8-1925, 1 p.

⁵⁹⁹ Cf. Vandervelde, *Le pays ...*, *op. cit.*, p. 175.

dans le pays ou qui venaient pour la première fois⁶⁰⁰. Premier dans la ligne de mire des autorités se trouva Joseph Rosenthal. Les autorités essayèrent de démontrer son origine palestinienne pour l'expulser⁶⁰¹. Sans y parvenir, ils le mirent cependant dans un bateau et le renvoyèrent. Deux mois après, il revint à Alexandrie par le même bateau. Les autorités étaient disposées à le renvoyer en voyage sans destination mais ce dernier s'évada et mit pied à terre. Il resta finalement libre à condition de ne plus se mêler de politique, mais il fut à nouveau arrêté au cours de la nouvelle période de répression en mai 1925⁶⁰². D'autres dirigeants du mouvement furent aussi expulsés⁶⁰³.

En Palestine, les autorités britanniques, après les événements de mai 1921, arrêtèrent 34 cadres bolcheviques, pour lesquels furent prises les procédures de leurs expulsions⁶⁰⁴. En 1922-1923, où les bolcheviks rompirent leurs relations avec les sionistes de gauche, la situation s'aggrava pour eux. Les dirigeants sionistes Weizman et Ben Zvi collaborèrent avec les Britanniques pour poursuivre le Parti communiste palestinien. Officiellement le Bureau Central de l'organisation sioniste fournissait aux autorités des éléments détaillés. Après avril 1924, où les bolcheviks furent poursuivis par la Histadruth et cessèrent de jouir de sa protection, commença un boycottage contre eux. Après les événements d'Afoula, à la fin de novembre 1924, les poursuites de la part du sionisme de gauche et des autorités britanniques étaient intensives. Treize personnes furent arrêtées à Jaffa et expulsées. Des groupes organisés de sionistes de gauche, armés de massues, attaquaient les communistes dans la rue. Ils rendaient visite à leurs employeurs et demandaient leur licenciement immédiat. Les arrestations, emprisonnements et expulsions, qui se continuèrent les années suivantes⁶⁰⁵, provoquèrent des protestations en Angleterre⁶⁰⁶. En 1926, furent enregistrées 116 arrestations, 17 procès et 1.670 jours d'enfermement en prison⁶⁰⁷. Les chiffres correspondants de 1927 étaient 221 arrestations, 43 procès et 3.847 jours d'emprisonnement. Aux procès, les avocats qui défendaient les accusés étaient J. Stein et le Dr Z. E. Coen⁶⁰⁸. En 1928, 24 bolcheviks furent arrêtés et emprisonnés⁶⁰⁹ et le journal *Pravda* commenta la chasse des communistes à laquelle se livraient les sionistes⁶¹⁰.

La compilation des événements sur la répression qui fut exposée ci-dessus, montre que la pression contre le mouvement ouvrier révolutionnaire fut exténuante. A l'opposé fut développée une défense désespérée, avec pour moyen principal les grèves de la faim. Après le procès en septembre 1924 et leur condamnation, les six chefs emprisonnés du Parti communiste égyptien commencèrent en novembre 1924 une grève de la faim, demandant aux autorités de les traiter comme détenus politiques. Pendant 23 jours, leur vie fut mise en danger, comme le montra le cas de Maroun, secrétaire du parti, qui, lors d'une grève suivante

⁶⁰⁰ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, Cairo 22-6-1925, 5 pp.; *ibid.*, E. Anson to Graves, Cairo 20-9-1925, 2 pp.; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 101-103.

⁶⁰¹ Cf. PRO, FO141/583, 9321, Control of Labour, Note on Recent Labour Unrest in Egypt, [?-4-1924], 3 pp.

⁶⁰² Cf. *Inprekorr*, 27-8-1925; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 94-95.

⁶⁰³ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Egypt, 1910-29, Roll 7, 883.00 Political Affairs, Legation of the USA to State Dept. -Washington, Confidential, Cairo 24-12-1928, 2+1 pp.; *ibid.*, Roll 7, 883.00 Document File, Note, 16-1-1929, 1 p.

⁶⁰⁴ Cf. Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, pp. 105-108.

⁶⁰⁵ Cf. Moshé Zalcman, Histoire véridique de Moshé, ouvrier juif et communiste au temps de Staline, Encres, Paris 1977, p. 41 [traduit du jiddish].

⁶⁰⁶ Cf. *Inprekorr*, 26-2-1925; Bashear, *Communism ...*, *op. cit.*, p. 73.

⁶⁰⁷ *Ibid.*, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁶⁰⁸ *Ibid.*, Roll 3, American Consulate General - Jerusalem, *Review of Communist Activities in Palestine, 1929 to March 31, 1932*, Confidential, Jerusalem 13-7-1932, 33 pp.

⁶⁰⁹ Cf. Trepper, *Le Grand ...*, *op. cit.*, pp. 34-35.

⁶¹⁰ Cf. *Pravda*, 29-3-1928.

de la faim à laquelle il participa, mourut le 27 août 1925⁶¹¹. Très vite l'arme de la grève de la faim se révéla comme symbole de résistance et de sacrifice. En 1927, l'ouvrier Kamevsky, après une grève de la faim en prison attrapa la tuberculose et mourut deux années plus tard. En 1929, Anna Milstein, âgée de 18 ans, membre de la jeunesse communiste, en prison pour son activité, commença une grève de la faim. Les autorités ne cédèrent pas et la jeune fille mourut le 15 avril 1930. A son enterrement, le 16 avril 1930, la police attaqua ceux qui s'y assistaient et frappa sauvagement les femmes. Un policier frappa avec un fouet le visage de sa sœur lorsque cette dernière tenta de déposer une couronne funéraire sur le cercueil. Des dénonciations relatives furent adressées en Angleterre contre le gouvernement travailliste de MacDonald⁶¹². Des personnalités et des intellectuels, tels que le Dr Magnès, adhérèrent sur une base humanitaire à l'annexe de l'Assistance Ouvrière en Palestine et dénoncèrent les mesures contre les grévistes, les tortures, les emprisonnements et les déportations, l'indifférence face aux grèves de la faim⁶¹³.

10.3.4.2. Et certaines autres poursuites

Il est vrai que les Juifs n'avaient pas de racines, mais, dans un sens différent, ils avaient les racines les plus profondes dans la tradition intellectuelle et les aspirations les plus nobles. C'est pourquoi, lorsque l'émotion nationaliste se trouvait en hausse, lorsque l'étroitesse de l'esprit dogmatique et le fanatisme triomphaient, ceux-ci en étaient les premières victimes⁶¹⁴. De la même façon, les révolutionnaires juifs étaient, en tant que Juifs, extrêmement vulnérables au sein des environnements nationalistes. Dans la procédure d'apparition des distorsions dans le système communiste international, l'identité partisane juive aboutit à constituer, quelques fois, un élément encourageant et à provoquer des réserves chez leurs camarades. C'est pourquoi les dirigeants bolcheviques juifs du parti palestinien semblaient se mouvoir à l'intérieur du mouvement communiste dans un environnement ambigu. Les événements s'étaient déroulés en Union soviétique, à la fin des années 1920, pendant lesquelles les dirigeants juifs (Trotsky, Zinoviev, Lev Kamenev) avaient subi des sanctions de la part du groupe autour de Joseph Staline. Par conséquent, dans un climat de suspicion à l'égard de l'« autre », qui fut développé en Russie, le sol que foulaient les Juifs de Palestine apparaissait ne pas être stable⁶¹⁵. Il semblait en être de même en Egypte, par rapport à la situation qui concernait les cadres dirigeants juifs du parti égyptien⁶¹⁶.

Il n'était pas nécessaire que certaines autres déviations surviennent. Dans la tourmente des événements en Union soviétique, il existait des victimes qui furent sacrifiés

⁶¹¹ Cf. *Inprekorr*, 27-8-1925; Bashear, *Communism ...*, op. cit., pp. 94-95.

⁶¹² Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Palestine, 1930-1944, Roll 3, Robert G. McGregor Jr. -American Vice Consul, *Socialism and Communism in Palestine*, Jerusalem 3-7-1930, 59 pp.

⁶¹³ Cf. Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., pp. 38-40.

⁶¹⁴ Cf. Isaac Deutscher, *The non-Jewish Jew*, Merlin Press, London 1981, pp. 33-34.

⁶¹⁵ En effet les meneurs parmi lesquels Auerbach, Barzilay, Leshchinski, Koupermann, Loukatcher, rappelés en Union soviétique entre 1930 et 1932, assumèrent diverses tâches, jusqu'aux purges après 1934, où ils furent accusés de déviationnisme sioniste et furent exécutés ou condamnés aux travaux forcés. Le seul qui sortit vivant, après une aventure d'une vingtaine d'années de réclusion, fut Barzilay. Loukatcher eut le temps de choisir la façon dont il mourrait: il s'engagea dans les Brigades internationales, en 1936, en Espagne, où il disparut (Greilsammer, *Les communistes...*, op. cit., pp. 68-70). Ils furent réhabilités après 1956, pendant la période sous la conduite de Nikita Khrouchtchev. Léopold Trepper, après un itinéraire aventureux en France, où, en contact avec le Parti communiste français, il devint chef de l'Orchestre rouge (réseau de collecte de renseignements créé pendant la Seconde Guerre mondiale), fut déplacé, en 1945, en Union soviétique, où il fut emprisonné jusqu'en 1955 (cf. Trepper, *Le Grand ...*, op. cit., passim).

⁶¹⁶ Ihiel Kossoy (Avigdor) retourna en Union soviétique avec son épouse, Charlotte Rosenthal, fut arrêté en 1936 et mourut en prison. Charlotte Rosenthal fut arrêté et survit. Ils furent réhabilités après 1956, pendant la période sous la conduite de Khrouchtchev (cf. Bashear, *Communism ...*, op. cit., p. 152).

injustement. Nous pouvons citer deux exemples caractéristiques. Boris Filatieff, ancien royaliste, s'enfuit de Russie en Egypte, où cependant, en entrant en contact avec les bolcheviks, il adopta la cause de la révolution. Il fut arrêté en 1925 et expulsé. Lors de son embarquement sur le bateau à vapeur Tchitcherine, il dit aux Britanniques qu'ils l'envoyaient à la mort. Il fut arrêté par les autorités soviétiques dès qu'il arriva à Odessa et fut exécuté. Nicolas Girnoff, ancien officier de l'Armée Blanche, qui de même s'enfuit en Egypte mais là changea ses convictions et s'inséra dans le bolchevisme, connut la même chance – il fut arrêté et expulsé en 1925 en Russie, où il fut exécuté –⁶¹⁷. Ils avaient changé d'idées mais cela ne leur fit pas échapper à leur sort.

Par rapport aux problèmes à l'intérieur des camps communistes, la comparaison des évolutions dans l'Orient arabe et à Salonique révèle que, dans le second cas, les Juifs furent victimes de poursuites qui, toutefois, ne conduisirent pas à des faits extrêmes. Au cours du processus du changement de profil du Parti communiste de Grèce de 1918 à 1920 et ensuite jusqu'en 1924, les dirigeants grecs et juifs exercèrent une pression idéologique sur les camarades juifs qui ne suivirent pas la tendance de bolchevisation du mouvement (presque tous les membres de l'ancienne garde socialiste de l'époque de la domination ottomane) sans qu'aucun écart sérieux ne soit noté au-delà de la condamnation idéologique, de la radiation et de la diffamation idéologique des dissidents⁶¹⁸.

10.4. Citoyens du monde

Citoyens réels du monde, de nombreux Juifs ont remplacé l'identité culturelle juive traditionnelle par une autre, celle de l'internationalisme. La vision du mouvement ouvrier a mobilisé non seulement les ouvriers mais aussi d'autres forces sociales de cette nationalité.

Comme nous l'avons vu, des groupes de Juifs participèrent en même temps à de nombreux processus de formation de relations de classe, de conscience de classe, de comportement, en acquérant des caractéristiques différentes, souvent contradictoires. A Salonique, la conscience des ouvriers du tabac juifs est restée intacte, en Palestine l'influence du sionisme a conduit à la formation d'une conscience particulière, en Egypte la conscience ouvrière des immigrés juifs s'est retranchée dans le cadre indiqué par la direction du mouvement.

La différence des évolutions était due au passé différent des mouvements sociaux, aux conditions de développement du mouvement ouvrier dans chaque environnement national, à la réinterprétation de l'ancien système d'idées, d'action, d'objectifs. La culture existante de chaque mouvement, les conditions locales (conditions de sa naissance et de son évolution, la légalité et l'illégalité, les présupposés d'organisation concernant l'autarcie économique, la possibilité d'intrusion dans la politique du pays) étaient certains des éléments les plus notables. La variété des voies que les évolutions ont suivie a mis à jour la question des circonstances différentes dans lesquelles étaient produites la politique et l'idéologie du Komintern, en comparaison avec l'application des instructions sur place. Le premier paramètre (le centre) exigeait une discipline, le second (la périphérie) était le représentant de l'expérience nationale.

Le modèle soviétique a davantage touché les Juifs de Salonique, non de Palestine. Il n'a tenu que peu de temps à Alexandrie, perdu dans un environnement nationaliste.

⁶¹⁷ Cf. PRO, FO141/779, Bolshevism in Egypt 1919-1925, Ministry of the Interior - European Department, Cairo 21-9-1925, 3 pp.

⁶¹⁸ Au contraire, des dirigeants grecs (par exemple Andronikos Haïtas, Kostas Eftychiadis, Giorgis Kolozof, Giorgos Douvas, Dionysis Pyliotis, Apostolos Klydonaris) se rendirent au siège du Komintern, à Moscou, où ils subirent des poursuites (tortures et imposition du dernier supplice) au cours de l'épuration effectuée à l'intérieur des partis - membres dans les années 1930 (cf. «H 10ⁿ Ολομέλεια της Κεντρικής Επιτροπής του ΚΚΕ. Απόφαση [X^e session plénière du comité central du Parti communiste de Grèce. Décision]», *To KKE. Επίσημα ...*, op. cit., t. 9 (1961-1967), 2002, p. 766).

Les Juifs révolutionnaires ont agi au milieu des nationalités diverses, surtout grecque et arabe. Alors que le mythe de l'ouvrier révolutionnaire a trouvé un écho chez les Juifs parce qu'il s'est appuyé sur l'imaginaire de ces hommes, sur leur tradition progressiste, à Salonique ils ont marché ensemble avec une partie relativement petite de la nationalité grecque. Dans la diaspora grecque, ses membres qui ont collaboré avec les Juifs étaient ceux des couches sociales avancées, adhérents à la vision ouvrière. Parmi les Arabes, il a été impossible de construire l'ouvrier révolutionnaire par une production artificielle. Lorsque ce dépassement a été entrepris, il a été infructueux.

La violence dans les mobilisations ouvrières, qui est apparue dans les villes de la région, a été interprétée par les Juifs radicaux comme signe avant-coureur d'un soulèvement révolutionnaire, et pour cette raison elle a été bien accueillie. Les sociaux-démocrates sionistes ont fait face à la violence comme une expression de protestation qui devait être envisagée par des mesures de réforme des provisions sociales. Les conservateurs juifs qui étaient attachés au pouvoir, comme les membres des autres nationalités, se sont plutôt mis en accord avec les Juifs radicaux sur la portée politique des séditions et ont soutenu les mesures de répression exercées par l'Etat.

III. La culture ouvrière

11. Peasants and Workers in Tobacco Production in Greece, Nineteenth and Twentieth Centuries: Social and Cultural Lives

Tobacco played a major role in the socio-economic development of Greece starting from the period of Ottoman rule. A related cultural history was written by those who took part in economic activities associated with the product. During the nineteenth century, the farmers who were involved in tobacco production, and tobacco-related urban professions, contributed to the formulation of social and cultural identities that had a distinct presence within the spectrum of the stratification of Greek society. During the twentieth century, a broad popular mass of two million local people and refugees helped to shape the various profiles of the social strata linked to tobacco. Customs, habits, traditions, behaviours, mentalities, psychologies, attitudes, life models, all merged with the willingness of people to influence the course of social developments in the country and participate in social movements. The aim of this paper is to examine issues related to various aspects of the relevant social and cultural identities.

11.1. The importance of the product

During the Ottoman Empire, after the introduction of tobacco to the regions of Macedonia and Thrace around 1600, the favourable geographic-climatological conditions and the experience accumulated after centuries of cultivating and processing the tobacco plant resulted in the creation of what became traditional Oriental tobacco. The tobacco leaves of this famous variety became a classical commodity, essential for the preparation of high quality blends. Oriental tobacco, with its incomparable aroma and other intense sensory characteristics, was used, according to narratives, in the sultan's narghile, ground in small quantities over the rest of the tobacco – like pepper when added to food –.

Oriental tobacco was consumed in various forms: pipe tobacco, “toubeki” (for chewing), tobacco snuff for sniffing into the nose, cigarettes (handmade). A whole world of material culture was created surrounding the product: factories were built according to the latest architectural designs, products were sold in deluxe packaging, various objects were invented to complement tobacco use (pipes, narghile, tobacco cases) that constituted valuable works of art.

In Ottoman Greece, a mountainous country with limited fertile land, the product yield in relation to the cultivated area presented the advantage that, for the same surface area, tobacco provided a much higher income compared to that of cereals and other crops. However, the appropriate attention was paid to its cultivation only during the nineteenth century. Later, in the free Greek state, the acquisition of Thessaly in 1881 signified the period of increasing the area of cultivation and volume of Greek production. After 1912, the quantities of Oriental tobacco produced were multiplied with the annexation of southern Macedonia and western Thrace. Tobacco was one of the main agricultural products in the import-export trade of Greece that was a source of foreign currency for the state.

On a worldwide scale, the product was exported to the markets of the West, functioning as one of the parameters that defined the role of the periphery as complementary to the network exploiting the raw materials in the metropolitan centres of capitalism.

11.2. Tobacco and social stratification

11.2.1. Farmers and the agrarian movement

All aspects of the farmer's economic activities corresponded to a stage of early capitalism and reflected the general delay of the Balkans regarding the international distribution of labour and production, according to which the region had been assigned the role of producer of raw materials to be exported to the industrialised countries of the West. The psychological outlook and intentions of the agricultural world precisely corresponded to these conditions. Even later on, under a bourgeois regime during the inter-war period there was limited interest in creating a cooperative framework for agricultural production and joining together to form agricultural unions. Solidarity with the workers on common points of concern was repeatedly tested; the results were however disappointing. When the situation in the marketplace changed radically, through the imposition of products (cheap cigarettes) that satisfied the modern needs of consumers, the farmers, after a brief period of uncertainty in 1925, took a stand against the workers, aligning themselves with the capital holders.

A turning point for the production of Greek tobacco was the Asia Minor disaster in 1922 and the subsequent population exchange. The agricultural movement, in general, had to deal with problems of a different kind, given the fact that the issues related to the struggle against the large land owners in Old Greece were de facto resolved, to a great extent, in Greek Macedonia-Thrace. Agricultural reform, although planned for 1917, did not take place until after 1922⁶¹⁹, when its implementation was accelerated after the failed attempts of Greek expansionism, the rise of the middle classes and the settlement of refugees. The capitalist development of Greece in the inter-war period was combined with agricultural reform, which was essential, since it signified an enlargement of the domestic market as a precondition for the expansion of the country's productive base, through the transition of farmers into the marketplace. The number of expropriations was particularly high in the New Provinces, where 85% of the cultivators settled⁶²⁰. In Greek Macedonia-Thrace, in 1917, 50% of the cultivated areas belonged to estates. More than half of these were expropriated by 1938⁶²¹. The fight for the expropriation of the estates was supported, to the extent that subjective factors were allowed to intervene, by the ruined native farmers, the refugees, the labour movement that influenced the farmers, and the Associations of War Veterans. Within such an economic and social framework, the only way out for the agricultural population was to cultivate tobacco of a lower quality. In 1924, agriculture faced a critical situation, due to the departure of the Muslim population for Asia Minor. They abandoned the fields that they had been expertly cultivating for centuries, taking their experience and tools with them. By contrast, the majority of refugees had limited farming knowledge and wished to practise the urban professions that they had left behind in Asia Minor. And while the concentration of refugees in cities created serious problems related to accommodation and labour, fertile land remained uncultivated and whole agricultural regions were deserted⁶²². From that point onwards, tobacco production followed an ever-increasing trend. The harvest for 1936 was 82,074 tonnes for the whole of Greece, six times that of 1913 which amounted to 13,551

⁶¹⁹ Cf. *L'Opinion*, 24 October 1921; NARA, M 443, N° 5, pp. 273-277, Leland Morris to State Dept. - Washington, Salonica 28 October 1921, 5 pp.

⁶²⁰ Cf. Kostas Vergopoulos, *Εθνισμός και οικονομική ανάπτυξη [Ethnism and Economic Development]*, Exantas, Athens 1978, pp. 46-47.

⁶²¹ *Id.*, *Το αγροτικό ζήτημα ...*, *op. cit.*, pp. 174-175, 178.

⁶²² Cf. PRO, FO286-898, Crow to Chamberlain, Salonica 18 February 1924, p. 6; NARA, M 443, N° 6, pp. 205-212, Sidney O'Donoghue to State Dept. -Washington, Salonica 18 February 1924, 8 pp.

tonnes⁶²³. The major share of the Greek production (66%) came from the Macedonia-Thrace region, as well as the largest amounts to be exported⁶²⁴. In western Thrace, tobacco production increased from 2,418 tonnes in 1932 to 6,530 in 1937, and in eastern Macedonia from 9,047 to 25,976.⁶²⁵ Northern Greece witnessed a significant financial gain from the production and processing of tobacco. The average earnings per family during the period 1928-1937 were 19,146 drachmas, which was 59.8% more than the national average (11,449 drachmas)⁶²⁶. In the tobacco-producing areas of Xanthi, Chrysoupolis, Drama and Serres, 116,570 producers had average earnings of 36,955 drachmas per family in 1939. In the Xanthi region, during the same year, 39,613 producers working with tobacco reached a level of income of up to 41,111 drachmas per family⁶²⁷. The situation in the tobacco production sector, on the eve of World War II, can be considered as a fatalistic compliance to market demands and as an increase in quantity at the expense of quality. After the war, the same rationale continued to exist among tobacco farmers, while a new negative parameter that entered the market was consumer awareness concerning the detrimental effects of smoking on people's health.

11.2.2. *Workers and the labour movement*

Tobacco workers played an active part in the social history of Greece, the most important period being the 1920s and 1930s.

Working in a tobacco warehouse involved activities of the secondary sector regarding the industrial (if we may borrow the term) treatment of the product, with the curing of the tobacco leaves during the fermentation period of their components (after February, when the temperature grew warmer). After the initial (agricultural) processing, the bale was transformed into the classically-processed tobacco bale, which was then destined for the tertiary sector – sale to the market –.

It is speculated that the mechanism of creating a relative overpopulation in agricultural areas, to strengthen the workforce in the cities, did not function amongst farmers in tobacco-producing regions. The solution was to combine farming and labour activities. During the period of Ottoman rule, the majority of tobacco workers were located in Macedonia-Thrace. In the inter-war period, the total number of Greek tobacco workers amounted to about 40,000, of whom 35,000 lived in northern Greece (approximately 9,000 in central Macedonia, 18,000 in eastern Macedonia, 1,000 in western Macedonia, and 7,000 in Thrace)⁶²⁸.

Tobacco workers were subject to the same adverse conditions related to the disadvantaged position of the working class within the social structure (pay, working hours, social welfare, finding work), but enjoyed better wages in comparison to other labourers. Their movement focused on two points connected to the tobacco network: who benefits from the product and who controls it. The first question referred to the existing social system (the profit belonged to the capitalist). What remained was the circulation of the product in the secondary and tertiary sectors, which the workers controlled through the techniques required

⁶²³ Cf. Georgios Lambrou - Miltiadis Tzanidis, *Ta ανατολικά καπνά* [Oriental Tobacco], Petropoulos, Cavala 1939, p. 18.

⁶²⁴ Cf. Lois Labrianidis, *Industrial Location in Capitalist Social Formations: Tobacco Processing and Manufacturing in Greece*, PhD Thesis, London School of Economics, 1982, pp. 68-69.

⁶²⁵ Cf. Lambrou - Tzanidis, *Ta ανατολικά ...*, *op. cit.*, pp. 46-49. The increase in other agricultural products in Macedonia-Thrace was also great, 70% during the period 1933-1937 compared to 1928-1932, with an increased yield of 35% (cf. Mazower, *Greece ...*, *op. cit.*, pp. 240, 307).

⁶²⁶ Cf. Lambrou - Tzanidis, *Ta ανατολικά ...*, *op. cit.*, pp. 69.

⁶²⁷ Cf. Eleftherios Skandalis, *Ο καπνός εν τω πλαισίου της γεωργικής οικονομίας της Βορείου Ελλάδος* [Tobacco in the Framework of Agricultural Economy of Northern Greece], Emporiki Trapeza, Athens 1960, pp. 73, 80.

⁶²⁸ Data processed by the *Office Bulletin for the Protection of Greek Tobacco in Cavala* (Cavala) and by Lambrou - Tzanidis, *Ta ανατολικά ...*, *op. cit.*, p. 92.

for the classical processing of high-quality tobacco leaves. Specialised workers were irreplaceable (which is why strikes were usually declared during the May-June period, a risky time for the curing of tobacco leaves, which made the employers more vulnerable). By protecting the quality of Greek tobacco, tobacco workers also safeguarded their own social power. Unionism had achieved a high level of mass participation and operated, apart from its use in supporting economic claims, as a lever for promoting institutional demands, such as acknowledgment of the tobacco workers' competence, signifying a request for participation in labour-related decision-making processes.

Nevertheless, the advantage of producing a luxury commodity was distorted by the conditions under which capitalism developed after World War I. The global market, through its rapid adjustment to the way of life and the ideology of consumption that was being recommended to the people, was looking for a cheap mass-produced product. Cigarettes offered the solution. The invention of machinery allowed for an unlimited increase in the volume of cigarettes produced, thus lowering the relevant costs. One example from Greece is the mass production of cigarettes in 1919 at an accessible price and the launch of a particular brand, whose manufacturer provided an expense plan for consumer-workers (8 hours of work - 0.80 drachmas per 24 hours). This make was named "8" and the packet of 24 cigarettes was priced at 0.80 drachmas⁶²⁹.

Only one factor remained to be addressed in formulating product price, the cost of the raw material – tobacco leaves –. Within the circles of the international tobacco industry, a new powerful force emerged that was used to supersede the advantage of quality in Oriental tobacco: advertising. Advertising shaped people's psychology and consciousness, created certainties, moulded life models. The consumer, under the influence of the advertising message, showed himself or herself willing to swap preferences, regardless of product quality, and turn to products that did not correspond to his or her previous choices. Aromatic tobacco leaves in blends were replaced by others of a lower quality, but this had no impact on the consumption of tobacco.

The effect of international developments on a small country like Greece was the elimination of the old economic structures that corresponded to the provision of a traditional luxury commodity, and the fact that the local tobacco merchants and farmers joined forces with the international tobacco monopolies in order to cover the new market requirements by offering a downgraded product. From the early twentieth century, there had been an attempt to subvert traditional market terms, by exporting unprocessed tobacco, in other words a product of low standard. At the time, the decisive reaction of the workforce and state intervention put an end to any such attempt at its outset. At the end of the 1920s, the new state of affairs led to exploitation of the progress made on a technique for the normal evolution of the fermentation of tobacco leaves' components that did not require them to be subjected to the classical processing treatment. Therefore, classical processing was ousted from the labour market, along with the negotiating power of tobacco workers⁶³⁰. After World War II, the majority of men were replaced by women workers (95% of the total tobacco workforce).

11.3. Culture, mentalities, impact on society and the surrounding environment

The history of Greek tobacco can be used for the composition of other histories of Greece regarding mentalities and cultural identities, women and the women's movement, children and child labour, the social status quo, the *raison d'Etat*. From such a perspective, the role of the tobacco workers acquires particular significance.

Statistical processing of the data on tobacco workers (men and women) during the 1920s and 1930s, found in specific historical sources, leads to the identification of certain

⁶²⁹ Cf. *Φωνή του Λαού* [Voice of People] (Salonica), 4,11-8-1919; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, p. 306.

⁶³⁰ Cf. Mogens Pelt, *Tobacco, Arms and Politics*, Museum Tusculanum Press - University of Copenhagen, Copenhagen 1998, pp. 112-114, 214-222; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, pp. 765-771.

aspects of social conduct that characterised the vast majority of workers in this field. Notable among these were their pride in their profession and art, the high degree of class and trade union consciousness, the organised promotion of their demands, their fighting spirit, political involvement, and participation in the revolutionary movement. A study of the facts concerning the way in which their fighting spirit was expressed is of additional interest from a researcher's perspective. Amongst such a voluminous population of 40,000 tobacco workers (120,000 including their families), it is natural for any historical researcher to encounter various occasions that were characterised by the use of violence, when dynamic mobilisations were in progress. A detailed investigation leads us to identify statistically significant characteristics of their everyday life. Many were accustomed to carrying weapons: pointed and sharp utensils, such as a penknife, paring knife, razor and needle, and more rarely a revolver. Some actually used handguns and there is occasional mention of injuries caused, albeit unintended. The cultural element of violence, in the daily life of this part of the tobacco workers' population that we have discussed, naturally found an outlet in the workers' movement also (in party and trade union activities). That was when the above-mentioned armoury was utilised, along with other objects that were transformed into weapons of attack⁶³¹.

The cultural impact of the tobacco workers' movement on society was extensive. The latter was forced to review moral stereotypes and proceed with a more updated consideration of pending issues. In reference to the women's situation, sexual discrimination, until the entry of women into tobacco production (they are estimated at 12-13,000 during the inter-war period, i.e. 30% of the total tobacco workforce) was a criterion for behaviour differentiation, consolidating perceptions, and creating strict spatial boundaries. These were eliminated within the tobacco processing warehouses and manufacturing plants. Although, historically, all things unconventional were viewed as a threat to society and the state, women, in the conditions dictated by the rise of capitalism, broke through the barrier of conservatism, satisfied their need to earn a living, entered the labour market as workers and mixed with the men in the tobacco processing warehouses, where they rejected all conventions of social interaction that hindered the production process.⁶³² This was not a linear development, since each region had its own particular characteristics. In the tobacco villages, the women's moral code remained conservative. Elsewhere, far from the supervision of the family, women workers were now liberated. In Cavala, the women from Thassos (most of whom were named "Maria", the most common name on their island) lived in squalid rooms, 15-20 women at a time (a month's rent in 1927 was 200-225 drachmas, which meant that their share was 10-15 drachmas each), undernourished – eating olives and lettuce dipped in vinegar – and saving money to use during the winter months of unemployment. They gradually became more modern, did away with their long dresses from Thassos and thick white stockings, and cut off their plaits. In Thessaloniki, the environment of the big city speeded up cultural developments. At the Atlas tobacco plant, 240 women workers were employed, of whom 200 were refugees, specialised in cigarette manufacturing, and paid a minimal wage. They also became more progressive and by 1919 were dressed in see-through blouses, silk stockings, patent court shoes and silken bows. Some women workers even took the initiative in their interactions with the opposite sex. There is also mention of their lack of dependency on social-national institutions within the framework of the city, and the fact that the relationships between the sexes refuted the stereotypes involving the different nationalities⁶³³.

11.4. Memories from the past, lessons for the present

⁶³¹ Cf. Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, pp. 839-840.

⁶³² Cf. Dagkas Archive - Thessaloniki, 87 taped interviews with tobacco workers taken by A. Dagkas from 1989 to 1994.

⁶³³ Cf. *Φωνή του Λαού*, 4,11-8-1919; *Μακεδονικά Νέα*, 5-9-1927; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, pp. 607-608.

In Cavala, the Melachrinos group of tobacco warehouses, built during the period of Ottoman rule, still operates to this day. However, waves of workers no longer pass before it, neither can one hear the well-known song on its doorstep:

Outside Melachrinos' door (thrice)
the dengtsis [tobacco workers] are taking a walk.

Half a century after the disappearance of most social parameters that were linked to the period when Greek tobacco knew its heyday, fragmented memories still remain. The tobacco factories and the tobacco merchants' mansions are proof of the history of the Greek bourgeoisie. The photographs of tobacco farmers and workers, the oral testimonies, all depict the mentality and desires of the popular classes at work and play. The 1 May celebrations in Thessaloniki mark the significance of the events of May 1936 on the eve of the fascist dictatorship, when tobacco workers on strike joined with the military, paralysing the authorities for 48 hours, and requiring the army to be mobilised from Old Greece in order to deal with the uprising.

In view of this history of Greek tobacco, loaded with so many significant events, the main concern of historical science is to interpret the progressive message of the developments that took place during the process of Greece's transition to capitalism. The cultural elements associated with Greek tobacco have their place in the composition of the visions of the establishment of an ideal relationship between all members of society.

12. Greek Islanders in the Maghreb: Sponge Fishing in the Interwar Years

Historically, the Greeks had been linked to the Maghreb mainly through the framework of social division of labour related to the sea. Fishing for sponges in particular, which were considered a valuable local commodity, evolved into their main economic activity.

12.1. *The singularity of the sponge as a leading product of the Greek economy*

Certain products belonging to the primary sector, with tobacco at the forefront, acquired a strategic importance for the Greek economy from early on, through their export to markets abroad and the resulting inflow of foreign currency. Sponges, which share many similarities with tobacco, *mutatis mutandis*, also belong to this category. The factors that established these two products as leaders in the field were:

- their association to activities in all economic sectors, primary, secondary and tertiary (in the case of the sponge: harvesting from the sea bed, processing of the raw material, trading in the end product),
- market demand and the satisfactory prices reached,
- the creation of rare, traditional specialised jobs, which called for know-how transfer⁶³⁴.

12.2. *The social division of activities in sponge fishing*

From a historical perspective, sponge fishing in the primary sector led to the establishment of sailors' groups, whose specialised skills corresponded to the way in which the product was harvested. The crew on the sponge fishing boats and accompanying vessels (the tank, the water carrier) always included the captain, the engineer, the boatswain and the sailors. The existence of other crew positions depended on the fishing method used.

a) Sponge fishing with harpoons, and not diving, required some harpoonists. Sponge fishing with a net (dragged along the sea bed by the boat), which was prohibited in many areas since it destroyed the sponge fields, was permitted in Sirtica and called for some net handlers⁶³⁵.

b) In sponge fishing through diving, the skin diver played the most important role⁶³⁶. Later on, when divers used a diving suit, the crew included some sailors who worked the air pump, and the supervisor who watched and communicated with the diver through a special system.

The percentage of divers to the population of the islands, in 1936, was 13,86%⁶³⁷.

Those employed on land were:

- the administrative staff of each production unit,

⁶³⁴ For sponges, cf. Bernard H. Russell, *Kalymnos: Economic and Cultural Change on a Greek Sponge Fishing Island*, Ph.D. dissertation, University of Illinois, 1968; Giannis Heilas, *Το έπος των Καλύμνιων Σφουγγαράδων* [The Epic of the Kalymnos' Sponge Fishermen], Omvros, Athens 2002²; *Ελληνική Σπογγαλιεία* [Greek Sponge Fishing], *Καθημερινή* - 7 *Ημέρες*, Athens 13-9-1998, 31 pp. For tobacco, cf. Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.* pp. 221-252, 292-311, 365-408.

⁶³⁵ Cf. Jean Sevrinnet - Ferdinand Laffite, *Le golfe de Gabès en 1888*, Ecosud, Tunis 2000², pp. 200-201.

⁶³⁶ Cf. Karolos Flegel, «Νήσος Κάλυμνος [Island of Kalymnos]», *Καλύμνιακά Χρονικά* [Calymnian Chronicles], vol. 3, Athens 1982, p. 47.

⁶³⁷ The population of the islands was the following: Hydra 3.739 (Figure of 1940), Spetses 3.628 (Figure of 1940), Symi 6.195, Chalki 1.461, Kalymnos 15.247, Leros 13.657, Kastellorizon 2.238, total 46.165. The number of divers was 6.400 (cf. I. V. Lykouris, entry "Sponge fishing" in the encyclopaedia *Εγκυκλοπαιδικόν Λεξικόν Ηλίου* [Ηλίου], Athens 1949; *The Statesman's Year-book*, 1936, Macmillan, London 1936).

- the employees in the business' warehouses that worked in processing, trimming and packaging.

12.3. Sponge fishing capital investments in economic activities of the primary, secondary and tertiary sector

Sponge fishing activities were financed by firms who invested in ship-owners, and by investors who were also ship-owners themselves. Traditionally, there were firms on the islands of Aegina, Hydra, Kalymnos, Symi and Chalki who had corresponding offices in Europe, particularly England, France and Germany.

Some sponge firms in the early 20th century were the following:

a) Sponge exporters:

Aegina: K. Louggis, K. Vogiatzis, M. Mailis, Greswell & Brown, Stamatellos.

Hydra: Verveniotis, Nevrouzos, Tsigaris, Kalogiannis, Thereiakopoulos.

Kalymnos: Koutroulis, N. Vouvalis, Olympitis, Maglis.

Symi : Vogiatzis, Petridis, Katrios, Moglis.

b) Corresponding offices:

London: N. Vouvalis & Co. - Direct Sponge Importers and Commission Agents, W. Millar and Co., Greswell & Brown & Co.

Austria-Hungary: Theofilis Koutroulis - Trieste.

Venice: Mihail Touloumaris⁶³⁸.

In the early 20th century, a wave of investors settled in the ports of Sirtica, mainly in Sfax - Tunisia. The Greek communities there experienced both financial and social growth. Trading in sponges almost exclusively became the business of the circle of Greek traders⁶³⁹.

The population in Sfax was, in 1911, 20.000 inhabitants, among them 752 Greeks (percentage to the population 3,76%); in 1928, 27.723 inhabitants (646 Greeks, percentage to the population 2,33%); in 1938, 43.333 inhabitants (454 Greeks, percentage to the population 1,05%)⁶⁴⁰.

The harvest of sponges in Sirtica, in the region of Tripolitania - Cyrenaica, was, in 1914, 44.856 kilograms. In 1915-1918, there was a suspension of sponge fishing due to the war. In 1919, the harvest was 7.500 kilograms; in 1920, 50.500 kilograms; in 1921, 16.500 kilograms; in 1922, 24.500 kilograms; in 1925, 13.602 kilograms; in 1926, 49.750 kilograms; in 1928, 60.000 kilograms; in 1937, 77.096 kilograms; in 1939, 96.937. In the region of Tunisia, the harvest was, in 1937, 106.205 kilograms. The Greek harvest (sponge fishing boats under the Greek flag) was, in the region of Tripolitania - Cyrenaica, in 1928, 12.517 kilograms and in 1939 7.608 kilograms; in the region of Tunisia, in 1928, 2.496 kilograms and in 1939 5.287 kilograms⁶⁴¹.

12.4. The stages of cyclical fluctuations of the sponge fishing capital

⁶³⁸ Cf. S. E. Lykoudis, entries "Sponges" and "Sponge fishing" in the encyclopaedias *Πυρρός* and *Ήλιος*.

⁶³⁹ Cf. Habib Kazdaghli, « Communautés méditerranéennes de Tunisie: Les Grecs de Tunisie, du *millet-i-rum* à l'assimilation française, XVII^e - XX^e siècles », *Le Phare ecclésiastique* (Revue théologique du Patriarcat d'Alexandrie), vol. 72, Athènes 2000, pp. 111-141; Pierre Soumille, « Européens de Sfax avant 1956 », *La Diaspora Sfaxienne*, N° 33, oct. 1999, p. 10.

⁶⁴⁰ Cf. *The Statesman's Year-book*, editions 1910-1940.

⁶⁴¹ Cf. *The Statesman's Year-book*, *loc. cit.*; Lykouris, *loc. cit.*; Stavros Koutoupis, « Η αλιεία των σπόγγων [Sponge fishing] », *Επιθεώρησης Εμπορικού Ναυτικού [Commercial Maritime Review]*, 5, N° 42, November 1928, pp. 23-24. The figures for 1919, 1920, 1921 and 1922 are author's own calculations.

12.4.1. The initial stage in the sponge fishing capital's cyclical fluctuation was its actual investment, as money capital, in materials and people related to sponge fishing activities.

The island ports in the Dodecanese came alive in mid February. The financiers (*launchers*) converted their foreign currency into drachmas and invaded the market. They provided food and supplies to the sponge fishing boats, and made downpayments to the ship-owners/captains and crews, with the expectation of earning interest on their capital. If these persons were not simply backers but also traders, then they granted maritime loans or loans with the delivered product as collateral, and thus enjoyed preferential treatment for purchasing the sponges on equal terms. Maritime loans were also granted by opportunistic individuals at a much higher interest rate, mainly to ship-owners/captains who were in financial straits a few days before sailing that delayed their departure⁶⁴².

12.4.2. The second stage in the sponge fishing capital's circulation – in the form of productive capital – was, after the harvesting of sponges in Sirtica, the involvement of the product in secondary sector processes.

After harvesting, the first stage of processing was carried out on board the engine boat. The sponges were cleaned and then, after being washed and drained on the ship or tank, they were placed in large sacks in the tank. In mid June, the tanks returned to the region's ports to deliver their sponge cargoes, and then sailed off again to join the engine boats and continue with the same work until early November.

At the sponge market, in Sfax or back at the islands, the sponges were sold to the sponge traders in sacks, where they had been placed after their initial processing. The second processing stage took place at the warehouses depending on the sponges' quality and destination. A whitening process was followed using chemical solutions, and another chemical intervention made the sponges softer. A primitive, mechanical press was then used to compress the sponges before trimming and packaging.

12.4.3. The third stage in the sponge fishing capital's cyclical fluctuation corresponded – in the form of merchant capital – to the product entering the tertiary sector. It was ranked according to quality (valuable commercial goods, such as *oreille d'éléphant* etc.) and destination (e.g. for medical use). The products were then exported to Europe and distributed through a network of representatives and branch offices, or correspondents. The product's final market price was much higher compared to what the sponge fishermen received⁶⁴³.

12.5. The sponge fishing capital

Let us now examine the case of investors who were also ship-owners themselves.

The sponge fishing capital elements linked to the operation of the sponge fishing industry were the following:

- a) Elements of fixed capital:
 - the buildings functioning as warehouses and laboratories
 - the vessels, machines, technical equipment
- b) Elements of circulating capital:
 - the raw materials (sponges), consumables (fuel, etc.)
 - the salaries of the crews
 - the salaries of the staff on land.

⁶⁴² Cf. Municipality of Symi Archives, "Minutes of the Agreements Made Before the Elders", "Books of Contracts of Divers", "Registers of Ownerships of Ships", several documents.

⁶⁴³ Oral interviews with Greeks in Sfax (Hélène Katsaras [12-3-2002], Michel Karavokyros [14-3-2002], Evangélie Arfara [13-3-2002], Jean Arfaras [16-8-2002], Laris Kindynis [2-12-2003]).

The primary vessel used was the sponge fishing vessel: a sailboat, which later became an engine boat, with diving gear and a tonnage of 5-10 tons. The groups of sponge fishing vessels were also accompanied by a tank with a tonnage of 5-6 tons, which served as storage space for supplies and sponges, as a restroom for the crew on their days off, and as an elementary sickbay. Another vessel, the water carrier, was used to bring water when the ships were far from land.

On sponge fishing boats with diving apparatus, the recommended composition of the crew included the captain, engineer, boatswain and another 20 persons (6 sailors, 1 supervisor, 1 “boy”, 12 divers).

The tank crew numbered about 8-10 people and the water carrier 4-5 people.

The number of administrative staff on land depended on the size of the business. As for the warehouses, they usually employed over 20 people.

12.6. A laborious transition to a modern framework

12.6.1. Workers’ payment and the advancement of technology

In the 19th century, the agreements made between those involved in maritime activities and sponge fishing depicted the relations of production during that time. In Symi, the agreements between the two parties to participate in a sponge-fishing trip were made before the Elders, with God as their witness. They referred to the application of the basic sponge fishing regulations, and also to the economic terms based on which people would take part in the fishing trips. They also reflected all aspects of the mentality of the members of these island communities and the sailors’ social environment.

The transition towards a modern economic and social framework did not have any effect on the most important matter at hand, i.e. the economic relations between the capital owners and the sailors, which meant that the traditional payment system where sailors were entitled to a share in the product remained valid.

Let us once again examine the case of investors/ship-owners.

The financier (*launcher*), who owned the vessel and the diving suits, personally recruited the divers. The assumption of a work commitment on behalf of the sailors was validated through a notarial deed. The *launcher* prepared a book of accounts, which included a share for each member of the crew. In the general expenses account there was a record of all cash payments, increased by 20% related to the interest due until the final settlement of the account. Before the ship set sail, a downpayment was made to the divers, so that their families could support themselves during their absence. When the fishing boat returned, the sponges were sold at auction or through private agreements, then the general expenses were deducted from the total amount received and the rest was divided into shares. In the following example, 46.5 shares corresponded to 23 people:

a) Crew positions:

Captain - 2.00 shares

Engineer - 1.25 shares

Boatswain - 1.25 shares

6 Sailors - 6.00 shares

Supervisor - 1.25 shares

“Boy” - 1.00 share

12 Divers - 24.00 shares

Divers, performance bonus - 1.00 share.

b) Investor:

Air pump - 3.00 shares

Vessel - 2.25 shares

Tank - 3.00 shares⁶⁴⁴.

⁶⁴⁴ Cf. Lykoudis, “Sponge fishing” entry in the *encyclopaedia Περσός* (refers to a study by Chr. Serbetis); I. P. Marinos, “Sponge fishing” entry in the *encyclopaedia Ηλίου*.

It therefore becomes evident that the economic relations between the ship-owners and sailors were peculiar. Although contracts were drawn up for hired services, as if the sailors were paid on a salary basis, in reality they worked under a corporate status, in its traditional framework, and were paid a percentage of the profit. However, this actual relationship was not validated, as it should have been, by the use of a corporate contract. At the same time, there were no plans for a modern framework that could provide security for the employee through a salary, and encourage further interest in the job by offering a performance bonus.

The fundamental contradiction between capital and labour in sponge fishing, in its traditional setting, was observed between the capital investors and the ship-owners/captains. In the case of the investors/ship-owners, the main opposition occurred between them and the sailors, particularly the divers.

a) The case of the capital investors. If the sponge harvest was not sufficient, then the ship-owners/captains were in debt for the following year, and the *launchers* even tried to confiscate their homes.

b) The case of the investors/ship-owners. Their relations with the ship's captain were usually quite smooth, since the latter functioned as a middleman working in the interest of the company. Any opposition usually centred on the relations with the divers.

The skin diver's was a closed profession, taking on the form of a guild. As was common with other specialised jobs in the economic sector, young people were familiarised quite early with the secrets of sponge diving techniques passed on from generation to generation.

The evolution of technology, through the introduction of the diving apparatus, had a decisive impact on sponge fishing. In 1867 the use of the new technique spread very rapidly, despite the cases of diver's disease, which had not yet been diagnosed⁶⁴⁵. Businesses in Kalymnos, Symi and Chalki bought diving suits; copies of the originals were soon made and the production of pumping gear in local workshops began⁶⁴⁶. As a direct result of this development, the skin diver's profession became redundant and unemployment soared. The fierce reaction of the islanders led to a social upheaval that evolved into an uprising. In Symi and Kalymnos, divers imitated the example set by Ned Ludd in Britain in 1811⁶⁴⁷, and destroyed the offending machines. This phenomenon could be described as yet another case of Luddism, with people rising up against the visible enemy, the machine, without turning the relations between ship-owners and divers into a controversial issue. In 1882, the Turkish rulers took protective measures, only allowing the use of diving suits from Alexandretta to Sirtica, but in 1895 skin diving was irrevocably replaced. Workers at sea had now been upgraded into specialised workers, in contrast to the skin divers, and used modern technology for their work.

12.6.2. The impact of the developments on the working class

The use of diving suits in sponge fishing signified a sudden increase in harvested sponges and large profits for the traders. Nevertheless, the situation for the working class, that had become deplorable in the past, did not show any substantial improvement.

a) Wages. Traditionally, the practices of workers' wages had been quite lax. Sailors and even children often worked without pay for days while preparing the ship for its next journey. The employers would deceive them and not pay the agreed amounts when the ship set sail. After 1912, the Italian authorities in the Dodecanese used to withhold the downpayments at the port authority offices, and pay them to the sailors' families in monthly

⁶⁴⁵ Cf. *Encyclopedia Italiana di Scienze, Lettere ed Arti*, entry "Palombaro" (signed E. Si.), Roma 1937.

⁶⁴⁶ Cf. Evdokia Olympitou, «Η εισαγωγή του καταδυτικού σκαφάνδρου στην σπογγαλιεία της Καλύμνου [The introduction of the diving suit in sponge fishing in the island of Kalymnos]», *Τα Ιστορικά [Historica]*, 20, N° 38, June 2003, pp. 163-186.

⁶⁴⁷ Cf. William Foster, *Outline History of the World Trade Union Movement*, International Publishers, New York 1956, pp. 34-35.

instalments. This meant that the money could not be squandered and the employers could not go back on their word. However, during the men's absence, their families' debts would greatly increase.

b) Living conditions. The men would be away from home for 7 months at a time. They left behind their mothers and wives with babes in arms on the waterfront, waving their scarves in farewell. When traveling in sailboats, they had to face various difficulties, like having to row when there was no wind (later on, the use of engines resolved this problem). When they reached their destination, they were subject to the hardships of being exposed to all weather conditions, day and night. Their skin was weather-beaten by the sun and wind, its colour proof of vitamin deficiency (scurvy); the soles of their feet were tough as shoe soles. Their diet was very poor (mainly rusks, garlic, onions, olives, sardines, cheese, beans). Rusks turned mouldy after two months and the drinking water, contained in worn metal barrels, would soon fill with rust that was cleaned out using sponges. There was no opportunity to observe basic rules of hygiene (e.g. cleanliness, skin care), their clothing and shoes were inadequate, they slept on deck and there were no toilets.

c) Professional hazards. Apart from the usual dangers that sailors were exposed to (accidents, sunstroke), divers also had other risks to face. Skin diving was considered a "very dangerous" job, since frequent diving could cause damage to the nose and ears, heart and spinal cord. There were also frequent cases of skin divers' disease (because of the "sea anemone" that causes skin sepsis). The situation was aggravated "due to the barbaric conduct of some employers who forced their divers to reach great depths or stay underwater beyond their endurance limits"⁶⁴⁸. In modern times, the use of diving suits meant that the greatest risk was divers' disease (where nitrogen bubbles form in the diver's blood if there is a sudden drop in external pressure). There is conflicting data concerning the number of those who suffered from this disease. The International Association for the Protection of Sponge Divers has stated that 5,000 Greeks lost their lives during the first 30 years after the diving suit was introduced (i.e. until around 1900). Later on, statistical data from the Ministry of National Economy concerning the years 1928-1939 concluded that in a study of 11,416 people (which included 1,196 captains, 3,763 divers and 6,457 sailors), only 43 cases of divers' disease were recorded (18 fatal and 25 non-fatal attacks with paralysis of the limbs etc.)⁶⁴⁹. These figures seem small (representing only 1.1% of the total), compared to those provided by the port authorities of Tripoli for the Sirtica area (3.3% of divers in 1918; 8.1% in 1926⁶⁵⁰).

There was also the risk of sharks attacking the divers or cutting the diving suit's air pipe. This was quite unusual, since there were no shark populations in the Mediterranean; they originated from other seas. However, during the fifty-year period before 1933, there were seven registered instances of skin divers being the victims of shark attacks, one of who miraculously escaped (in 1917, on the coast near Tripoli)⁶⁵¹.

d) Seasonal unemployment. Winter was a dead season for sponge fishing. Ship-owners used boats with veteran divers that would harvest the seabed at a small depth for shellfish, in order to supply the market during religious fasting. And while the state had made subsidy provisions for the tobacco sector during the months of unemployment, there was no similar arrangement for sponge divers. Those who were truly desperate had to beg for a job in a warehouse, where they worked from dawn to dusk for a plate of food or a meagre wage.

⁶⁴⁸ Cf. *Εγκυκλοπαίδεια Ελευθερουδάκη* [Encyclopaedia Eleftheroudakis], entry re "Sponge fishing", Athens 1929.

⁶⁴⁹ Cf. Lykouris, *loc. cit.*; Charles Flegel, *La question des pêcheurs d'éponges de la Méditerranée*, Le Caire 1902 (translation in Greek: *Καλυμνιακά Χρονικά*, vol. 5, Athens 1985, pp. 203-230).

⁶⁵⁰ Cf. Gelina Harlaftis, "Greeks in the sea-routes of Libya", Colloque *La Libia nella storia del Mediterraneo*, Istituto Italiano per l'Africa e l'Oriente, 10-13 maggio 2003 (proceedings under publication).

⁶⁵¹ Cf. Lykouris, *loc. cit.*; Jean Lemasson, *Pêcheurs d'éponges et chiens de mer*, R. Julliard, Paris 1961, pp. 136-138.

12.6.3. *The formulation of a social conscience*

a) Differences in the culture of the upper and lower classes.

The ship-owners' cultural understanding was related to aesthetic values, a pastime that required a certain degree of economic prosperity.

The mansions belonging to the tradesmen combined both functional and symbolic elements; they strove to create a comfortable residence that would also highlight their social superiority. Their overstated luxury came into contrast with the simple sailors' homes all around. To enter the living room of a sponge trader's mansion made "... you feel that you could be in a room in one of Queen Victoria's palaces at the height of British Imperialism⁶⁵²".

The divers, on the other hand, developed a culture related to moral values, courage and rivalry. They used to dive in order to test their endurance (Georgios Kangis held the record since 1913, with 3'5'')⁶⁵³. When skin diving was irrevocably replaced, the diving contests became a cultural element related to the emersion of the Cross at Epiphany, which was intentionally thrown into deep waters.

The proximity to death stigmatised the psychology of the divers and their families. Upon the ship's return, the women waited at the port dressed in black – prepared in case their husband did not return –. All divers led a life of optimism mingled with a fatalistic outlook. They were totally unrestrained, displaying a longing for a life that may end on the next trip; they drank, danced, and squandered their money without thinking⁶⁵⁴. When the ships set sail, the pervading solidarity reflected the common feelings they all shared. In the case of death, the community had a moral obligation to support the destitute families, until the eldest son could start working.

b) Political leanings. In most cases, the political ideals of those working at sea were not a conscious choice, driven by knowledge of what they supported, but rather a cultural tradition, based on adherence to values like freedom. The majority supported liberal views; in Sfax for example, the supporters of liberal Prime Minister Venizelos outnumbered the royalists by about 4 to 1⁶⁵⁵. During the Metaxas dictatorship (1936-1941), inactivity was recorded amongst the lower ranks of Greeks in the Maghreb, while the top ranks became mobilised in support of the regime⁶⁵⁶.

12.7. *Greek State intervention to modernize sponge fishing*

12.7.1. *The ship-owner's indemnity*

The ship-owner was exposed to the precarious nature of his financial investment; i.e. to risks such as loss of his boat, a bad harvest or negative market conditions. When seeking funding, the ship-owners handicap was that they had no solvency, since their ships were not insured. They had no cooperatives either, that could undertake to redeem jointly liable loan obligations. They had to borrow money from moneylenders, as well as supplies (equipment, petrol), with disproportionately unfavourable terms. Ship-owners also ran other financial risks related to the specific sector. It was not uncommon for divers to receive downpayments and then refuse to board a ship or choose to board another.

⁶⁵² Cf. Faith Warn, *Bitter Sea. The Real Story of Greek Sponge Diving*, Guardian Angel, Glasgow 2000, p. 31.

⁶⁵³ Cf. Koutoupis, «Η αλιεία ...», *op. cit.*, p. 4.

⁶⁵⁴ On the sponge diver's psychology, his "fearless, primitive soul", cf. Theofilos Kavasilas, *Καλυμνιακό ημερολόγιο [Calymnian Calendar]*, Athens 1958, p. 101.

⁶⁵⁵ Cf. Archives Nationales de Tunisie, Tunis, Série *Mouvement National*, enveloppe: *Sûreté Publique*, several documents; *ibid.*, enveloppe: *Commissariat de Police de Sfax*, several documents; Fayçal El Ghoul, « La communauté grecque de Tunisie entre les deux guerres (1920-1930) », *La Tunisie mosaïque*, éditeurs J. Alex et P. Cabanel, Presses Universitaires du Mirail, Tunis 2000, p. 135; oral interviews with Greeks in Sfax (Konstantinos Papakyriakou [8-8-2003], Ioannis Karavokyros [17-8-2002], Laris Kindynis [2-12-2003]).

⁶⁵⁶ Cf. Archives de la Communauté Grecque de Tunis, enveloppe: *Consulat de Grèce*, section: *Consulat de Grèce, de 1939 à 1949*, several documents.

In the 1920s and 1930s, during the modernisation of economic processes through the state's political intervention, a legal framework was established, that included provisions and liabilities taken from the common law. The ship-owners' rights were safeguarded vis-à-vis the sailors, with laws concerning the issuance of a seaman's book for divers with a photograph attached, a crew list drawn up by the ship-owner, and a notarial deed for undertaking a work commitment⁶⁵⁷.

Based on the principle of reciprocity, an agreement was reached between Greece and Italy on November 24th 1926, related to shipping and fishing activities. Greeks were acknowledged the right to fish in the territorial waters of Tripolitania and Cyrenaica, and Italians to fish in Greek waters. The commitment was also undertaken for 50% of the annual permits for fishing with diving apparatus to be given to Greek nationals, not with a monetary guarantee but a bank guarantee⁶⁵⁸.

12.7.2. The state's attempts to rationally organize the fishing industry

With the intention of organising the sector industrially, the state tried to bypass the ship-owners and generally those investing in fishing. One such attempt was made in 1928, with an inquiry into the issue of fishing. In 1930, the state signed an agreement with a group of foreign financiers for the exploitation of certain fishing activities, but the economic crisis hindered its implementation. Some further efforts were also interrupted, due to the war.

Plans to establish a fishing credit facility were blocked by the lack of any cooperative tradition. If such cooperatives had existed, then the ship-owners could have resolved various problems, such as providing credit to members in order to purchase fishing supplies, improve and/or replace their fishing equipment, and purchase new engines. Law 5262/1930, which included duty-free provisions for cooperatives to import equipment and supplies, subsequently fell into disuse due to lack of response. In 1937, the Agricultural Bank of Greece took on the financing of ship-owners that was until then handled by moneylenders in the form of pre-emption or production factoring.

12.7.3. Provisions for the divers

Despite the protective measures introduced by the Ottoman state in 1882, economic and social conditions for the workers did not improve. The most essential requirement for the Greek state was the institution of preventive measures, through regulations that would determine the duration and depth of the dives as a safeguard against divers' disease, along with measures for treatment, through the establishment of medical support systems.

Following an initiative and actions taken by the International Organisation for the Protection of Divers, legislative measures were adopted governing the civil relations between the *launcher* and the diver. Greece was the first to take such measures in 1910, followed by Italy in 1911 after the Dodecanese occupation, and then Germany in 1920, and Russia in 1924. These also included state welfare provisions for divers living off the African coast and first aid services. The regulations for maximum depth and duration of the dives with diving suit was determined, for the depth of less than 10 fathoms, at 1h25' for the 1st dive, 1h10' for the 2nd dive and 1h for the 3rd dive; for the depth of 11-15 fathoms, 1h10' for the 1st dive, 1h for the 2nd dive and 45' for the 3rd dive; for the depth of 25-30 fathoms, 10' for the 1st dive, 9' for the 2nd dive and 8' for the 3rd dive; for the depth of 30-35 fathoms, 6' for the 1st dive, 5' for the 2nd dive and 4' for the 3rd dive; for the depth of 35-40 fathoms, 3' for the 1st dive⁶⁵⁹.

⁶⁵⁷ Cf. Theodoros Gr. Grigorakis, *Σπογγαλιεία* [Sponge Fishing], Athens 1919, pp. 234-240; Archives de la Communauté Grecque de Sfax, enveloppe: *Pêche des éponges*, several documents.

⁶⁵⁸ Cf. Maria Agathaggelidou, *Η Ελληνική παρούσα της Λιβύης από τις αρχές ως τις παραμονές του Β' Παγκοσμίου Πολέμου* [The Greek community in Libya from the early stages to the eve of World War II], Ph.D. Thesis, Aristotle University - Faculty of Philosophy, Thessaloniki 2000, pp. 130-140.

⁶⁵⁹ Cf. Grigorakis, *Σπογγαλιεία* ..., *op. cit.*, p. 237; entries in the encyclopaedias *Πυρσός*, *Ελευθερουδάκη*, *Ηλίου*.

For those inflicted by divers' disease, a constant requirement was to dispatch the warships *Paralos*, *Kriti* and *Salaminia* – vessels that had fully-equipped hospitals and doctors – in sponge fishing locations along the African coastline⁶⁶⁰. However, all provisions were stillborn, since they met with extreme reactions from the *launchers*. In contrast to the tobacco traders, the launchers had nothing to gain from state intervention concerning a fragmented group of workers, who had no chance of communication, thus no prospect of collective bargaining. On the other hand, during the same period, tobacco traders supported the creation of an institutional framework that would weaken the tobacco workers' movement, which had been strong (as they all worked in the same location) and therefore effective in their petitions.

Law 3616/1910 stated that the divers and their families had a right to a pension from the Seamen's Pension Fund in case of an accident. A special fund for providing treatment to divers was set up using contributions from the ship-owners. Law 586/1915 instituted a compensation payable by the captain to the victim in case of temporary or permanent disability or death; there was also a monetary guarantee ensuring compliance with these provisions. The Italian legislation of 1919 and 1925 obliged the captains sailing along the Sirtica coastline to insure their divers with a state insurance company; a relevant Greco-Italian agreement followed in 1927. Law 5525/1932, never put into effect, called for compensation to the diver for any type of accident and to his family in the case of death. Since it was not enforced however, the old system of benefits continued, i.e. the meagre pension from the Seamen's Pension Fund (Law 3616/1910) and the compensation from the captain (Law 586/1915)⁶⁶¹. Nevertheless, the diver often did not receive any compensation, following a court ruling which stated that he was not a salaried employee but a partner of the company he worked in, with a share of the profit. Furthermore, he was also not compensated if the accident was his liability, because he had not adhered to the rules or the captain's orders. It was therefore an outdated set of perceptions that ignored the basic principle of professional risk and the obligation to provide compensation for accidents at work. These antiquated views were permeated through the behaviour of the ship-owners and their legal practices. The Metaxas dictatorship, with Law 560/1937 that provides a description of divers' disease, maintained the special fund at the Seamen's Pension Fund but also established an insurance organisation in anticipation of major compensation cases⁶⁶². This proves that state intervention was required in order to resolve the sponge fishing question (as was the case with social insurance in general, during the dictatorship in Greece), and the promotion of a conciliatory solution that would not burden individual ship-owners but the state.

12.7.4. Lack of professional organisations

The main social groups involved in sponge fishing, i.e. traders, traders-owners of sponge fishing boats, ship-owners, sponge workers, did not proceed with any trade union activities, despite encouragement by the state during the 1930s. The state was also not successful in urging the establishment of fishing funds.

12.8. The modern framework

This text has chronicled the course of sponge fishing activities followed by ship-owners in the Maghreb, in the transition period from traditional to modern practices. The ship-owners' mentality did not manage to elude the principle of eliciting every possible benefit from the workforce at their disposal. The state did hasten to regulate the relevant anachronistic framework, particularly during the Metaxas dictatorship. Society then became witness to social changes in favour of the workers from a fascist regime, a breakthrough that the parliamentary powers had not dared to contemplate until that time.

⁶⁶⁰ Cf. *La Dépêche Sfaxienne* (Sfax), 25-8-1910.

⁶⁶¹ Cf. Grigorakis, *Σπογγαλιεία* ..., *op. cit.*, pp. 234-240.

⁶⁶² Cf. encyclopaedias *Πορσός*, *Ελευθερονδάκη*, *Ηλίου*, entries re "Sponge fishing".

13. Le sport ouvrier en Grèce à l'entre-deux-guerres : le cas de Thessalonique

13.1. Le modèle international du sport ouvrier

En novembre 1919, à Berlin, fut incarnée l'ambition des fondateurs de l'Internationale communiste de la Jeunesse de constituer l'Etat-major de la jeunesse de la classe ouvrière, l'organisation internationale révolutionnaire unitaire, dont les sections furent les organisations nationales distinctes. Comme section du Komintern, l'organisation des jeunes fonctionnait sous sa conduite idéologique et organisationnelle⁶⁶³. Le dénominateur commun des actions de l'Etat-major international fut de desservir « la finalité révolutionnaire » [soumission de tous au but de la révolution]. Sur la base de ce principe suprême furent déterminées les relations avec les sections-membres et la politique globale. Dans les pays balkaniques, le suivi des évolutions de la part de l'Internationale communiste de la Jeunesse fut assuré par le biais de mécanismes qui fonctionnaient sur place. En 1921, la suggestion fut faite que la coopération des Jeunesses communistes dans les Balkans était nécessaire⁶⁶⁴. En juin 1922, fut constituée la Fédération communiste balkanique de la Jeunesse, qui était une conjonction des unions communistes de la jeunesse de Bulgarie, de Roumanie, de Yougoslavie et de Grèce. Elle était un membre constituant de la Fédération communiste balkanique [union des partis communistes de la région] et avait pour but de coordonner l'action dans les Balkans ; ses décisions étaient obligatoires pour les sections balkaniques de la jeunesse ouvrière⁶⁶⁵.

Des institutions telles que le sport ouvrier, ne furent pas engendrées du néant mais reflétaient l'expérience du mouvement révolutionnaire qui avait essayé dans le passé, au sein de la lutte plus générale en faveur des idéaux sociaux qu'elle professait, des formes alternatives d'action et d'organisation. Dans le cas concret, la particularité du sport, en tant que phénomène social s'inscrivant dans l'hégémonie et la culture, et l'intensité et la satisfaction offertes par le sport comme activité sociale, ainsi que le contenu dont dispose la relation organique du sport avec des questions sociales plus larges, avaient été repérés et estimés⁶⁶⁶. En Russie, après 1917, un poids particulier fut accordé à la culture de l'esprit sportif⁶⁶⁷. A une échelle internationale, dans les conditions d'évolution du mouvement ouvrier après la Grande Guerre, avec la scission en socialistes et communistes, les premiers participaient à l'Internationale sportive de Luzerne et aux Olympiades ouvrières⁶⁶⁸, les seconds à l'Internationale Rouge des Sports et aux Spartakiades⁶⁶⁹.

Aux congrès de l'Internationale communiste des jeunes furent débattues des questions liées aux priorités du mouvement. Les résolutions des congrès parlaient des tâches

⁶⁶³ Cf. *Верлинский Конгресс К.И.М.* [Congrès de Berlin de l'Internationale communiste de la Jeunesse], Молодая Гвардия, Москва - Ленинград 1925, p. 104.

⁶⁶⁴ Cf. *Correspondance Internationale des Jeunesses*, 2, N° 3, 3-5-1921, p. 1; 2, N° 9, 10-7-1921, p. 2.

⁶⁶⁵ Cf. *Internationale Jugendkorrespondenz*, 2, N° 5, 10-2-1921, "For des Gründung einer Balkan-Donau-Föderation des kommunistischen Jugendorganisationen"; Archives du Parti communiste Bulgare (C.P.A.), f. 146, op. 6, a.e. 390, *Bilan de la Présidence de la Fédération communiste balkanique pour la période du 17 décembre 1923 au 31 mars 1924*.

⁶⁶⁶ Cf. John Hargreaves, *Sport, Power and Culture*, Polity Press, Cambridge 1986, passim; *Leisure, Sport and Working-Class Cultures: Theory and History*, sous la direction de Hart Cantelon et Robert Hollands, Garamond Press, Toronto 1988, pp. 11-40.

⁶⁶⁷ Pour la période de l'entre-deux-guerres, cf. James Riordan, *Sport in Soviet Society*, Cambridge University Press, Cambridge etc. 1977, pp. 68-152.

⁶⁶⁸ Cf. André Gounot, « Sport réformiste ou sport révolutionnaire? Les débuts des Internationales sportives ouvrières », dans *Les origines du sport ouvrier en Europe*, travail collectif sous la direction de Pierre Arnaud, L'Harmattan, Paris 1994, pp. 219-245.

⁶⁶⁹ Cf. *Correspondance internationale des jeunesses*, 3, N° 7, 1-5-1922; Gounot, « Les Spartakiades internationales, manifestations sportives et politiques du communisme », *Cahiers d'Histoire*, N° 88, 2002, pp. 60-67.

directes des jeunes communistes. Le II^e congrès mondial (1921) a posé le mot d'ordre général « aux masses » et le III^e congrès (1922) l'a concrétisé⁶⁷⁰. A ces deux congrès n'était pas accentuée la question du sport ouvrier international et son utilisation comme arme idéologique. Au IV^e congrès, en 1924, la question du travail sportif fut mise en discussion. La position selon laquelle le sport était pour la classe bourgeoise un moyen d'étendre son influence politique, de préparer la jeunesse à l'armée, d'exalter le chauvinisme tout en constituant une source de profit, fut accentuée. Les communistes devaient créer des clubs sportifs ouvriers et se grouper autour de l'Internationale Rouge des Sports, transformer les fédérations sportives en organisations révolutionnaires⁶⁷¹. Par la formation de fractions communistes⁶⁷², ils pourraient entreprendre une action quotidienne intensive dans la masse des sportifs ouvriers sur la base révolutionnaire. Les résolutions du IV^e congrès, ainsi que les décisions des sessions plénières de l'Exécutif qui eurent lieu les années suivantes, relatives à l'activité que les jeunes communistes devaient développer parmi les « jeunes sportsmen ouvriers », ne furent pas prises en considération par plusieurs sections ou prises seulement en partie⁶⁷³. Nous constatons que la question du sport avait certes été mise sur le tapis mais demeurait théorique. C'était une conséquence de la ligne politique qui véhiculait l'estimation d'après laquelle il était encore possible, malgré les échecs, de renverser le pouvoir bourgeois, c'est pourquoi le poids se déplaçait vers la pratique, vers la préparation de la révolution. Ce n'est que quand fut établie la considération de la stabilisation du capitalisme que d'autres modes de propagande et d'opposition idéologique furent recherchés, à savoir furent mis en place des actions en vue de la création d'une infrastructure propice à une lutte à long terme. Au V^e congrès de l'Internationale communiste des jeunes (du 20 août au 18 septembre 1928, à Moscou), la question du travail sportif fut de nouveau posée en l'accentuant et en le systématisant⁶⁷⁴.

Dans les documents du V^e congrès, la description de la situation révélait la connaissance de la force du sport bourgeois et socialiste ainsi que la faiblesse du sport communiste. Des mesures furent déterminées pour renverser la corrélation négative des forces. Conformément aux résolutions du congrès, l'activité de la bourgeoisie en matière sportive se constituait en fortes tentatives d'influencer la jeunesse ouvrière en fondant des organisations sportives, avec une aide matérielle considérable, plus accrue qu'autrefois. Le monopole sportif exercé par la bourgeoisie avait conduit le mouvement sportif bourgeois à s'accroître, en donnant la possibilité d'une tentative énergique en vue de gagner les écoliers par le biais du sport, pour une militarisation de la jeunesse au sein du sport. Une propagande idéologique se développait avec les grands suppléments sportifs dans les journaux à gros tirage⁶⁷⁵. Le sport patronal se trouvait également en pleine évolution. Les patrons créaient

⁶⁷⁰ Cf. *Манифест первого конгресса Коммунистического Интернационала Молодёжи* [Manifeste du 1^{er} congrès de l'Internationale communiste de la Jeunesse], Смоленск, Коммунистический Союз молодёжи Литвы и Белоруссии, 1920, 8 pp.; *Inprekorr*, « Sur l'Internationale Communiste des Jeunesses », 4, N° 64, 10 septembre 1924, p. 682; Richard Kornell, *Revolutionary Vanguard: The early years of the Communist Youth International, 1914-1924*, University of Toronto Press, Toronto etc. 1982, pp. 220-232, 282-284.

⁶⁷¹ Cf. *Inprekorr*, « Sur l'Internationale Communiste des Jeunesses », 4, N° 64, 10 septembre 1924, p. 684.

⁶⁷² Sur le système de fonctionnement des fractions (noyaux de parti) dans les organisations de masse ayant pour finalité la promotion des buts politiques, cf. *Inprekorr*, « Résolutions sur les fractions communistes dans les organisations et organes extérieurs au parti », 4, N° 15, 27 février 1924, pp. 163-164.

⁶⁷³ Cf. I.C.J., *Résolutions du Ve congrès de l'Internationale communiste des jeunes*, Bureau d'Editions, Paris [1928], p. 147.

⁶⁷⁴ *Ibid.*, pp. 144-156; I.C.J., *Programme de l'Internationale Communiste des Jeunes*, Bureau d'Editions, Paris [1929], pp. 77-78.

⁶⁷⁵ Cf. I.C.J., *Résolutions ...*, op. cit., pp. 144-145.

dans toutes les branches industrielles des clubs sportifs, pour freiner le développement de la conscience de classe des ouvriers et pour instaurer la paix dans l'industrie⁶⁷⁶.

Les clubs sportifs patronaux et les exercices sportifs pendant le travail avaient pour but de mettre les ouvriers sous la dépendance du patron, avec l'appareil sportif, les salles de sport et les terrains, le paiement des exercices sportifs comme heures supplémentaires. Des phénomènes tels que le contrôle sur les ouvriers après la journée de travail, la passivité des ouvriers, l'adaptation des exercices sportifs au caractère de la production, s'appuyaient sur l'influence idéologique exercée par les journaux patronaux d'usine et sur la propagande de l'« égalité de tous les hommes sous l'uniforme sportif »⁶⁷⁷. A côté de la bourgeoisie, la Social-démocratie et l'Internationale sportive de Lucerne avaient une activité renforcée qui avait pour but de liquider le caractère de classe du mouvement sportif ouvrier et de faire ouvertement passer les travailleurs à la collaboration des classes⁶⁷⁸.

Au cours du déroulement du V^e congrès, les journaux de Moscou prouvèrent en chiffres la supériorité du sport bourgeois et donnèrent une image claire de la faiblesse du sport rouge. Conformément à leurs reportages, plusieurs sections de l'Internationale Rouge des Sports sous-estimaient ce travail. Leurs faibles efforts contrastaient avec le succès des organisations bourgeoises des sports. On admettait qu'en Russie les sports étaient loin d'être rouges ou même ouvriers. Le développement du mouvement avait besoin de fonds⁶⁷⁹. Le résultat fut que la situation continua de rester formée de façon écrasante en faveur de la bourgeoisie. Les organisations de jeunesse catholiques avaient, dans 25 pays, 3 millions de membres, les organisations évangéliques dans 45 pays 1,558 million de membres, les autres organisations chrétiennes 1,5 million de membres. Les Boy Scouts, dans 42 pays, comptaient 2,5 millions de membres. La jeunesse fasciste en Italie, en Allemagne, en Pologne et ailleurs avait 1,125 million de membres. Au total, il s'agissait d'environ 10 millions de personnes, dont 49% étaient ouvriers. Spécialement en Allemagne, il existait 1.000 organisations de jeunesse bourgeoise avec 5,5 millions de membres, incluant 40 organisations religieuses (2 millions de membres), 10 organisations de sports (2 millions de membres), 10 syndicats ouvriers (0,85 million de membres), 10 organisations fascistes (0,4 million de membres). Les 40% de la jeunesse allemande entre 14 et 21 ans étaient membres d'organisations bourgeoises. En Angleterre, 700.000 personnes étaient membres de la Brigade of Youth, 390.000 étaient des Boy Scouts, 150.000 étaient membres de clubs de tir. Aux Etats Unis, les Boy Scouts s'élevaient à 1,180 million de jeunes, en France la Fédération des Sports comptait 350.000 membres. L'attraction accrue des jeunes vers les organisations de jeunesse bourgeoises, la YMCA [Fraternité Chrétienne des Jeunes], les Boy Scouts et de nombreuses autres organisations, était reconnue. La raison était en partie l'atmosphère bourgeoise, en partie le fait que l'Internationale communiste des jeunes n'avait pas choisi la meilleure tactique. En opposition aux millions de membres de la jeunesse et de l'enfance bourgeoises, les membres des jeunesses communistes hors de l'Union soviétique étaient en 1928 seulement de 127.232 (en 1924, 94.832), et ceux-ci avec une fluctuation très importante, 80-90%. Cette fuite élevée était due au fait que les jeunes se retiraient après avoir satisfait leur curiosité et leur sentiment de nouveauté, ainsi qu'en raison du manque d'intérêt pour le travail sportif. Dans plusieurs sections de l'Internationale communiste des jeunes, l'adhésion était seulement de 15-20% de la section communiste correspondante. La seule consolation à cette sombre image était

⁶⁷⁶ Cf. G. Baillat, « Le sport corporatif: une arme anti-grèves ? », *Sport Histoire*, N° 4, 1989, pp. 17-30.

⁶⁷⁷ Cf. I.C.J., *Résolutions ...*, *op. cit.*, pp. 153-154.

⁶⁷⁸ *Ibid.*, p. 145; Herbert Dierker, "Arbeitersport im politischen Spannungsfeld der zwanziger Jahre: Sport, Politik und Alltagserfahrungen", *Stadion*, 15, N° 1, 1989, pp. 92-96.

⁶⁷⁹ A la critique des analystes échappait toutefois l'élément de la conjoncture des années 1920, les influences qu'exerçaient les effets de la guerre, le pacifisme, les nationalismes, la « modernité », le renouvellement culturel, les évolutions structurelles, cf. Jean-Paul Clément - Jacques Defrance - Christian Pociello, *Sport et pouvoirs au XX^e siècle*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble 1994, pp. 69-75.

l'élément selon lequel l'adversaire au sein du mouvement de classe, l'Internationale socialiste de la jeunesse, s'était abaissé à 130.000 personnes, par rapport aux 230.000 de 1924⁶⁸⁰.

Les dirigeants de l'Internationale communiste des jeunes suggérèrent les mesures d'organisation devant directement être prises. La tâche de chaque section était de créer en son sein un appareil pour le travail sportif, de développer une forte propagande dans les organisations sportives et dans la presse, d'accroître la proportion des jeunes communistes adhérant aux organisations sportives, où ils devaient s'enrôler et y militer ; de créer un réseau de fractions dans toutes les organisations sportives, soit ouvrières ou bourgeoises, pour diriger le travail des communistes parmi les jeunes sportifs. D'autre part, les tâches politiques de chaque section étaient de rallier les organisations sportives aux revendications du mouvement sportif révolutionnaire, d'enrôler les clubs sportifs ouvriers dans les luttes de la classe ouvrière, en particulier luttes économiques, luttes contre la menace de guerre, contre la social-démocratisation du mouvement ouvrier, contre le fascisme. Avec la minutie caractéristique des organes supérieurs, le mécanisme de l'organisation internationale détermina également la voie de l'action de chaque section, tenue de prendre des mesures pratiques qui constituaient les moyens par lesquels les tâches politiques pouvaient être atteintes. Le progrès du sport ouvrier exigeait la participation quotidienne des jeunes communistes au travail sportif, pour gagner la confiance des jeunes ouvriers, tout en développant la lutte pour plus de démocratie, pour l'éligibilité des organismes dirigeants, pour le droit des membres à décider eux-mêmes des questions les plus importantes. Afin d'acquiescer du sérieux, il était nécessaire pour une association ouvrière de rehausser le travail technique, de l'améliorer radicalement par des cours internationaux et en collaboration avec les institutions techniques et scientifiques du mouvement sportif de l'Union soviétique. Face à l'« ennemi de classe », la tactique était de combattre les organisations sportives bourgeoises, par la lutte renforcée contre les organisations sportives religieuses, dans le but d'une scission en leur sein. L'opposition au sport patronal aurait eu deux parties : combattre les clubs patronaux, dénoncer les exercices pendant le travail comme un moyen de renforcer l'exploitation des ouvriers. Si les exercices étaient obligatoires, la tactique était de revendiquer la compensation complète de la force de travail perdue pendant les exercices, avec le paiement complet du temps d'exercice, exiger la réduction de la journée de travail et l'augmentation du salaire pour améliorer l'alimentation. L'action contre le travail du patron aurait inclus la propagande, la vente de la presse sportive ouvrière, la création d'organisations sportives ouvrières par usine. Enfin, la tactique face aux réformistes était d'organiser l'opposition dans l'Internationale sportive de Lucerne, par la création de fractions et de journaux d'opposition, de renforcer la lutte pour le rétablissement de l'unité et contre la politique de scission. Le poids incombait à l'activité parmi les adhérents de Lucerne de résoudre les thèmes internationaux, contre la rupture des relations sportives de l'Internationale sportive de Lucerne avec l'Internationale Rouge des Sports et avec l'Union soviétique. La propagande se tournerait vers des questions accessibles aux sportifs ouvriers, par exemple l'interdiction des matchs avec les équipes russes, l'interdiction de la participation à la Spartakiade de Moscou, la liaison organique avec la Social-démocratie⁶⁸¹.

Dans la matérialisation de toutes ces directives pour diffuser le sport ouvrier et le valoriser dans une direction révolutionnaire, le frein constitua la ligne politique de la « bolchevisation », qui en pratique isolait le mouvement communiste du monde extérieur. Après 1934, avec le changement de tactique de la lutte contre la « dictature bourgeoise » et contre « le socialisme » à la participation avec la classe bourgeoise démocratique et les socialistes à un front antifasciste⁶⁸², le devoir imposé à la jeunesse révolutionnaire fut d'agir contre le fascisme et en faveur de la paix. De nouveaux modes de défense de la démocratie et de la liberté, questions qui émouvaient les jeunes dans tout l'éventail de leurs préférences

⁶⁸⁰ Cf. *Правда*, 30-8-1928; *Известия [Nouvelles]* (Москва), 30-8-1928; *Комсомольская Правда [Vérité des Jeunesses communistes]* (Москва), 31-8, 5, 15, 16-9-1928.

⁶⁸¹ Cf. I.C.J., *Résolutions ...*, op. cit., pp. 147-156.

⁶⁸² Cf. Ottorino Perrone, *La tattica del Comintern dal 1926 al 1940*, Edizioni Sociali, Venezia 1976, pp. 81-132.

politiques, furent recherchés. Le VI^e congrès de l'Internationale communiste des jeunes (du 25 septembre au 10 octobre 1935, à Moscou) demanda à ses membres d'adopter une tactique de collaboration à l'égard du camp bourgeois et socialiste, de manière à ce que soit atteinte, dans certains domaines d'activité commune, l'unité de la classe ouvrière dans le syndicalisme, en politique et dans les mouvements de masse. Dans la tactique d'édification de l'alliance était aussi inclus le sport ouvrier⁶⁸³. La nouvelle ligne sur le sport ouvrier fut matérialisée, au cours des années suivantes, par l'approche et la collaboration avec les socialistes⁶⁸⁴.

13.2. Le niveau de développement du sport ouvrier en Grèce

Parmi les jeunes, la séduction des idées aida le recrutement de masse des membres, des ouvriers et autres, à l'organisation communiste de la jeunesse, antichambre de l'adhésion au parti communiste. Le 28 juillet 1920, après des difficultés⁶⁸⁵, la Fédération de la Jeunesse socialiste (communiste) ouvrière, instituée par la IV^e conférence des Jeunesses de Grèce avec la participation des délégués qui représentaient 8 groupes et 1.000 membres, vit le jour⁶⁸⁶. Au II^e Congrès mondial de l'Internationale communiste des jeunes, en 1921, participaient les jeunes communistes de Grèce, avec les Jeunesses communistes de Bulgarie, de Yougoslavie et de Bessarabie, les Jeunesses socialistes de Transylvanie et les Jeunesses social-démocrates de l'Ancienne Roumanie⁶⁸⁷. La Fédération des jeunesses communistes de Grèce (en grec OKNE), qui fut constituée lors de son premier congrès à Salonique, du 12 au 17 décembre 1922, avec la participation de représentants de 8 villes, fut insérée dans l'Internationale communiste des jeunes et dans la Confédération balkanique de la Jeunesse communiste, déclarant qu'elle acceptait toutes leurs décisions⁶⁸⁸. La jeune organisation traversa une crise interne et des cahots qui constituaient la conséquence de phénomènes correspondants dans le parti au cours de la phase de recherche d'une physionomie. En 1927, la réorganisation prévoyait la création de filiales antimilitaristes⁶⁸⁹. En mars 1927, le nombre global des membres réguliers de la Fédération grecque atteignit nationalement les 14.892 personnes. Dans l'organisation d'Athènes, existaient 3.282 membres, répartis en 271 noyaux, et 1.872 sympathisants. D'un point de vue territorial, 64% appartenaient aux quartiers des réfugiés. Sur une base de production, c'était des ouvriers de l'industrie 12%, des étudiants 5,5%, des soldats et marins 5%⁶⁹⁰. Au V^e congrès de l'Internationale communiste des jeunes, en 1928, les représentants grecs M. Nikolaou et Vorinos citèrent que la section, bien que petite, se

⁶⁸³ Cf. *Документы VI всемирного конгресса КИМ [Documents du VI^e congrès mondiale de l'Internationale communiste de la Jeunesse]*, Москва 25-9 à 10-10-1935, 168 pp.

⁶⁸⁴ Cf. Jan Tolleneer - Eric Box, "An Alternative Sport Festival: The Third Workers' Olympics Antwerp 1937", *Stadion*, 12/13, 1986/87, pp. 183-190.

⁶⁸⁵ Cf. Archives Centrales de la Marine - France [ACM], 1BB7, 141, dossier *Attaché naval en Grèce*: Macé à Millerand, Bulletin d'informations, confidentiel, Athènes 8-4-1920; SHAT, Commandement des Armées Alliées en Orient [CAA, 20N], 192, dossier *Bulletins de renseignements septembre 1919 - janvier 1920*: lieutenant le Lay, Bulletin d'information, N° 320, Athènes 15-4-1920.

⁶⁸⁶ Cf. *Internationale Jugendkorrespondenz*, 1, N° 27, 30-9-1920, "Griechenland. Die Entwicklung der Jugendbewegung in Griechenland"; 2, N° 13, 20-4-1921, "Die Jugendbewegung in Griechenland, signé : N. Sargologos.

⁶⁸⁷ Cf. *Correspondance Internationale des Jeunesses*, 2, N° 2, 17-4-1921; 2, N° 4, 21-5-1921; 2, N° 9, 10-7-1921, p. 3; *История на младежкото революционно движение в България [Histoire du mouvement de la jeunesse révolutionnaire en Bulgarie]*, œuvre collective, Народна Младеж, София 1971, pp. 89-99.

⁶⁸⁸ Cf. AMAE, Europe 1918-1940, Grèce, 62, ff. 83-93; Renseignement, N° 2034, Athènes 13-2-1923, signé: le Camus -attaché naval de France en Grèce, et J. de Colobel -attaché militaire de France en Grèce, 11 pp.

⁶⁸⁹ Cf. PRO, FO371-12924, C780-132-19: Loraine a Foreign Office (A. Chamberlain), *Annual report on Greece 1927*, Athènes (75 pp.), pp. 34-35.

⁶⁹⁰ Cf. PRO, FO371-12924, C780-132-19: Loraine à A. Chamberlain, *Annual report on Greece 1927*, Athènes (75 pp.), p. 36.

développait continuellement comme résultat d'une plus grande activité politique, avec un succès dans le travail dans l'armée et la marine conduisant des centaines de soldats dans les prisons militaires⁶⁹¹. Au congrès de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce à la fin de janvier 1930, prit part un représentant bulgare de l'Internationale communiste des jeunes, qui donna des instructions sur la propagande chez les jeunes ouvriers. Une conférence nationale des jeunes, en février 1930, fut combinée avec la Journée internationale des jeunes, dans le but de nouveaux recrutements⁶⁹². A la Conférence communiste de Vienne, la même année, avec la participation d'un représentant de la Fédération grecque, fut accentuée la possibilité d'une action antimilitariste en Grèce⁶⁹³. D'ailleurs, en 1930, fut organisé un mouvement des enfants et furent constituées les premières organisations, à Larissa, Volos, Kilkis (6 groupes ayant au total 40 membres)⁶⁹⁴; en juin 1930, fut célébrée la Semaine internationale de l'enfant, avec des rassemblements d'enfants, au cours desquels la Fédération grecque distribua le journal édité dans ce but pour les enfants d'ouvriers⁶⁹⁵.

Dans la fièvre d'organisation et dans l'agonie en vue d'une assimilation complète de la jeunesse communiste grecque dans le cadre du mouvement révolutionnaire international, la prévoyance pour développer un travail de masse tel que le sport ouvrier était mince. Des associations furent fondées, mais leur coordination politique était imparfaite. Un facteur supplémentaire contraire était le degré relativement élevé d'organisation du sport en Grèce, sur la base d'un cadre qui desservait la reproduction des valeurs traditionnelles. Toutes les classes sociales y participaient, notamment les couches moyennes et les ouvriers.

La particularité dans l'opposition idéologique en Grèce était l'inexistence d'un espace socialiste. L'adversaire de la jeunesse révolutionnaire était le regroupement des organisations qui représentaient les forces dominantes au pouvoir. L'Association des Boy Scouts en Grèce ainsi que la Young Men's Christian Association (YMCA) arrivaient en tête. Le scoutisme, comme système d'occupation et d'éducation extra-scolaires, s'inscrivait dans le cadre d'utilisation du sport comme moyen de mainmise, ayant pour but l'éducation de la nouvelle génération aux idéaux traditionnels de la société⁶⁹⁶; en Grèce, un des buts constitutifs était la pré-éducation militaire des enfants grecs⁶⁹⁷. Au-delà, les Boy Scouts s'immiscèrent dans la lutte contre le communisme, demandant une aide économique aux Américains afin d'y répondre efficacement. En 1928, le Near East Relief – une organisation semi-gouvernementale – écrivait au ministère des Affaires étrangères (State Dept.) à Washington : « Le pays est submergé de la propagande communiste... Les Boy Scouts inaugurent une campagne à l'échelle nationale pour parvenir à tous les enfants dans l'effort de contrecarrer le communisme.⁶⁹⁸ » L'implication de la YMCA, plus compliquée, était non seulement idéologique mais aussi politique. Les officiers de l'association, en dehors du travail en vue de

⁶⁹¹ Cf. *Комсомолская Правда*, 6,9-9-1928.

⁶⁹² Cf. Ιστορικό Αρχείο Υπουργείου Εξωτερικών [Archives historiques du ministère des Affaires étrangères de la Grèce] (IAYE), A 2 II, 1930, Ξένη προπαγάνδα στην Ελλάδα - Κομμουνισμός, Αστυνομία Πόλεων - Ειδικόν Τμήμα Ασφαλείας [Propagande étrangère en Grèce - Communisme, Police des Villes - Section spéciale de la Sûreté], Έκθεσις, Περί της καταστάσεως και εν γένει κινήσεως του κομμουνισμού εν τη περιφερεία ημών κατά το λήξαν έτος 1930 (17 pp.), pp. 12-13.

⁶⁹³ *Ibid.*, pp. 13, 15-16.

⁶⁹⁴ Cf. Ё. Воринос, *Комсомол Греции* [L'union des Jeunesses communistes grecque], Молодая Гвардия, Москва 1932, pp. 17-18. Pour la situation du mouvement communiste des enfants et pour les directives sur ses tâches, voir *Inprekorr*, 10, N° 25, 18-3-1930, p. 314; 10, N° 57, 5-7-1930, p. 663.

⁶⁹⁵ Cf. IAYE, A 2 II, 1930, *op. cit.*, p. 13.

⁶⁹⁶ Cf. J. Springhall, "Baden-Powel and the Scout Movement before 1920: Training or Soldiers of the Future?", *The English Historical Review*, 12, N° 405, 1987, pp. 934-942.

⁶⁹⁷ Cf. Αρχείο Σώματος Ελλήνων Προσκόπων [Archives du Corps des Boy Scouts Grecs] (ASEP), loi 1066, 18-11-1917, et amendement de la loi le 11-1-1922, 10 pp.

⁶⁹⁸ Cf. NARA, Records of the Department of State Relating to Internal Affairs of Greece, 1910-1929, M 443, N° 14, 888-890, Laird Archer [directeur du Foreign Dept. de Near East Relief] à State Dept. - Division of Near East Affairs - Washington, New York 4-5-1928, 3 pp.

la diffusion des sports, qu'ils recommandaient sans réserve comme moyen d'éducation⁶⁹⁹, s'occupaient de l'envoi d'informations confidentielles à l'égard du State Dept. sur le mouvement communiste dans les Balkans⁷⁰⁰, sur les évolutions politiques en Grèce et l'immixtion des forces étrangères⁷⁰¹, sur les questions internationales et religieuses dans les Balkans⁷⁰², sur les occasions d'investissements et leur sécurité⁷⁰³. De l'aveu des Américains eux-mêmes, la YMCA, de par son influence sur la population et spécialement sur l'armée, exerçait en Grèce un rôle non négligeable pour les Etats Unis et leurs intérêts⁷⁰⁴.

Après la dictature des années 1925-1926, la Fédération des jeunesses communistes de Grèce s'occupa des problèmes directs, de la question de l'organisation, des élections législatives, sans toutefois poser dans ses circulaires la question du sport. Le comité central du Parti communiste de Grèce, dans son rapport d'action pour l'automne 1926 et pour l'hiver 1927, enregistra les conclusions de l'effort d'organisation chez les jeunes et le progrès dans les recrutements, avec des estimations sur le mouvement antimilitariste, ouvrier et paysan, sans référence au thème du sport ouvrier⁷⁰⁵. Le mouvement sportif avait néanmoins déjà commencé, par l'action d'une commission sur le sport auprès du comité central de la Fédération des jeunesses communistes. Finalement, en mars 1927, une circulaire de la commission du sport adressée à toutes les organisations de la Fédération suggérait l'organisation du sport ouvrier⁷⁰⁶. Conformément au point de vue des rédacteurs du texte, en Grèce, comme dans le monde entier, de nouvelles couches ouvrières demandaient sans cesse un réconfort et une distraction en s'adonnant aux sports. La classe bourgeoise attira la jeunesse ouvrière vers l'athlétisme en faisant la propagande de ses valeurs, en cultivant le chauvinisme, en entravant la lutte révolutionnaire. De nombreuses organisations sportives dans le monde constituaient la base des organisations fascistes. Les socialistes, « laquais de la classe bourgeoise », proclamaient le « sport neutre en matière de lutte des classes ». Le mot d'ordre de la Fédération grecque était « le sport et l'athlétisme pour la lutte des classes ». Sans convertir les clubs sportifs en organisations de parti, la jeunesse révolutionnaire devait cultiver en eux la conscience de classe et les attirer vers le front de la lutte. Le gain de la jeunesse communiste de l'organisation du sport ouvrier était qu'elle s'opposait aux projets de la classe bourgeoise, rapprochait de nouvelles couches de la jeunesse près du combat, contribuait à la culture des forces corporelles des jeunes ouvriers, en réagissant contre les conséquences destructrices du travail laborieux, en offrant une distraction et une occupation,

⁶⁹⁹ *Ibid.*, M 443, N° 40, 564-565, Consulat américain à Athènes à State Dept. -Washington, Athènes 3-6-1920, 2 pp.

⁷⁰⁰ *Ibid.*, M 443, N° 6, 6, C. Hibbard (secrétaire de Overseas Division de YMCA -International Committee) à A. Dulles (Division Near Eastern Affairs -State Dept. -Washington), New York 13-11-1923, 1 p.; N° 1, 26-11-1923, 1 p.

⁷⁰¹ *Ibid.*, M 443, N° 6, 8, Ulius Amoss (secrétaire de YMCA de Salonique) à D. Davis -Genève, Salonique 22-10-1923, 1 p.; *ibid.*, 9, 23-10-1923, 1 p.; *ibid.*, 10-11, 26-10-1923, 2 pp.; N° 6, 2-3, Ulius Amoss à D. Davis (secrétaire administratif du National Council of the YMCA associations of the USA) -Genève, Salonique 1-11-1923, 2 pp.; N° 6, 7, Darrell à [?], Athènes [25]-11-1923, 1 p.; N° 6, 4, A. Dulles (Division Near Eastern Affairs -State Dept. -Washington) à C. Hibbard (secrétaire de Overseas Division de YMCA -International Committee), Washington 28-11-1923, 1 p.

⁷⁰² *Ibid.*, M 443, N° 14, 883-887, D. Davis à State Dept. -Division of Near Eastern Affairs -Washington, Genève 7-8-1925, 3+1 pp.; State Dept-Division of Near Eastern Affairs-Washington à D. Davis, Washington 24-8-1925, 1 p.

⁷⁰³ *Ibid.*, M 443, N° 43, 747, Frank Bettius (Army Young Men's Christian Association) à State Dept. -Washington, San Francisco 30-9-1924, 1 p.; N° 43, 748-749, Joseph Crew (secretary of State -Washington) à Frank Bettius, Washington 15-10-1924, 22 pp.

⁷⁰⁴ *Ibid.*, M 443, N° 40, 566-567, Consulat américain d'Athènes à State Dept. -Washington, Athènes 30-6-1920, 2 pp.

⁷⁰⁵ Cf. Archives du Parti communiste de Grèce, *Έκθεση δράσης της ΚΕ από 9-9-1926 ως 25-2-1927* [Rapport d'action du comité central de 9-9-1926 à 25-2-1927] (15 pp.), p. 15.

⁷⁰⁶ Cf. Collection de documents d'A. Dagkas, Service de Sûreté Spéciale, K87, OKNE (ΕΤΚΑΝ), ΚΕ, Επιτροπή Σπορτ [Commission du Sport], Circulaire N° 1/10, Athènes 23-3-1927 (signé: secrétaire de OKNE [Georgios Kolozof]), 2 pp.

en empêchant la dégénérescence sociale à laquelle le capitalisme les avait condamnés. Par la suite, la dite circulaire donnait le cadre théorique de l'organisation. Au niveau du parti, au sein de chaque association sportive aurait dû se trouver une fraction qui aurait pris soin du respect de la ligne du parti. Au niveau de l'organisation de masse, aurait dû être créée, dans chaque petite ville et village, une association qui aurait différents groupes, comme ceux du football, des sports restants, des excursions. Dans les plus grandes villes, des clubs de quartiers, clubs par syndicat et par usine, s'uniraient par le biais d'un conseil d'administration local. Les associations locales constitueraient la fédération des sports ouvriers, qui procéderait à un congrès et serait reliée à l'Internationale Rouge des Sports. La circulaire faisait également la suggestion que soient acceptés dans chaque association ouvrière locale d'autres groupes ou associations, ouvriers et réfugiés, qui conserveraient leur nom et leur autonomie [à savoir que l'association locale évoluerait en commission locale, qui fonctionnerait comme fédération locale ; ainsi en résultait-il une pyramide, avec la commission locale fonctionnant comme une fédération et la commission centrale d'Athènes comme une confédération]. Après le cadre théorique d'organisation, la circulaire prévoyait les mesures pratiques d'organisation du travail au sein des sports. La structure communiste au sein des organisations sportives devait être édictée à la charge des membres du parti de s'insérer dans les associations et de constituer des fractions. Les fractions seraient créées de la base (fractions de clubs, d'associations d'usines, d'associations de quartiers) jusqu'aux conseils d'administration locaux. Chaque fraction aurait un bureau [secrétaire et membres du bureau] et serait dirigée, sur une base territoriale ou productive, par une organisation communiste supérieure correspondante⁷⁰⁷.

L'un des devoirs directs posé aux groupes sportifs fut la réalisation de recettes exceptionnelles. Là où les équipes rouges étaient puissantes, elles pouvaient disposer pour la jeunesse communiste des perceptions provenant d'un jeu⁷⁰⁸.

Pendant la période avril-juin 1927, les associations du sport ouvrier à Athènes, au Pirée, à Patras, à Héraklion, à Volos, à Larissa, à Salonique, à Cavala, à Xanthi, à Drama participaient à la procédure d'élection des ouvriers pour leur mission en Russie⁷⁰⁹. En novembre 1927, commença dans le parti communiste grec la préparation du 1^{er} congrès fondateur de la Fédération du Sport Ouvrier de Grèce. La commission d'organisation du Sport Ouvrier déclara qu'elle travaillait en vue de la réussite de l'opération, ayant pour but de retirer la jeunesse de l'influence bourgeoise et de recruter de nouveaux membres dans la Fédération des jeunes communistes⁷¹⁰. En décembre 1927, fut créée une fédération non officielle du sport ouvrier, ayant ses bureaux au 10 de la rue Lykourgou -Athènes, à laquelle adhèrent les associations de Patras, de la Canée, d'Agrinion, de Lamia, de Karditsa, de Sophadès en Thessalie, de Salonique, de Drama, de Tsaltza, d'Alexandroupolis⁷¹¹. La propagande porta ses fruits, un essor du sport ouvrier fut remarqué à une échelle nationale. En octobre 1928, eut lieu la 1^{ère} Conférence nationale du sport ouvrier⁷¹². A cette époque, existaient 1.800 membres dans tout le pays, en détail à Athènes 350 membres (répartis en 17 associations sportives), au Pirée 60, à Volos 80, à Salonique 100, à Cavala 250, à Drama 80, à Tsaltza 40, à Xanthi 150, les membres restants dans 20-25 autres villes et villages⁷¹³. A ce nombre de jeunes sportifs et dans ces lieux fut atteinte dans une certaine mesure la promesse de la Fédération des jeunes communistes d'un autre mode de vie et d'une culture d'une autre idéologie.

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ *Ibid.*, K88, OKNE (ΕΤΚΑΝ), Circulaire N° 8, Athènes 22-3-1927 (2 pp.), p. 2.

⁷⁰⁹ *Ibid.*, K86, Απόφαση της ΚΕ για την αποστολή εργατών στη Ρωσία [Décision du comité central pour l'envoi des ouvriers en Russie] (2 pp.), p. 2.

⁷¹⁰ Cf. Ριζοσπάστης, 5-11-1927.

⁷¹¹ *Ibid.*, 10-12-1927.

⁷¹² Cf. Воринос, Комсомол ..., *op. cit.*, pp. 17-18.

⁷¹³ Cf. «Σπορτ - Αντιφασίστες Φρουροί [Sport - Gardiens antifascistes]», Βιβλιοθήκη Νέου Λεβινιστή [Librairie du jeune léniniste], 1, N° 14-15, 1-7 à 1-8-1928, pp. 71-74.

En 1929, année de l'institution de la loi scélérate (*idionymon*), le travail de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce en matière de sport ouvrier est devenu plus difficile, sans toutefois cesser⁷¹⁴. Le 27 avril 1930, on parvint finalement à la création de l'organe du second degré, de la Fédération du Sport Ouvrier de Grèce - Section de l'Internationale Rouge des Sports, avec son Premier congrès fondateur⁷¹⁵. Le premier secrétaire de la Fédération qui fut mis en place était Kostas Loulès ; il resta à ce poste pendant un an, jusqu'en 1931. En juin 1930, fut publié l'organe de la Fédération, le *Sport ouvrier-paysan*, un journal de quatre pages de petit format. Il était mensuel et connut un succès relatif, avec un tirage de 3.000 exemplaires⁷¹⁶. Membres de la Fédération du Sport Ouvrier, selon un rapport du service de sûreté, étaient les associations suivantes :

- Périphérie d'Athènes : Félix Dzerzinskij, Intrépide, Club Sportif d'Athènes, Grokkelminos, Esclave (syndicat de ravitaillement), Club Ouvrier d'Ambelokipoi, Renaissance, Club d'Hospice, Hermès de Byron, L'Arménienne Ouvrière, l'Irrépressible de Rouf, l'Eclair de Levidi, la Flamme d'Athènes, l'Etoile Ouvrière, Spartakus, Union des Employés privés, Renaissance d'Athènes.

- Périphérie du Pirée : Etoile des usines de peinture du Pirée, Etoile de Phréatis, Etoile de Kaminion, Spartakus, Club des Ouvriers tailleurs, Prométhée de Kokkinia, l'Arménien du Pirée, Club des usines d'engrais, Etoile de Saint Basile, Akritas de Drapetsona.

- Laurion : Olympique, Tonnerre de Laurion.

- Corinthe : Club Sportif Ouvrier de Corinthe.

- Volos : La Tempête des Cordonniers de Volos.

- Thessalonique : Club Ouvrier musico-sportif de la Bourse du Travail de Thessalonique.

- Cavala : L'Etoile Ouvrière, La Gloire Ouvrière de Cavala.

- Pravion : L'Etoile de Pravion.

- Drama : L'Etoile Ouvrière de Drama.

- Xanthi : Progrès Ouvrier de Xanthi⁷¹⁷.

Parmi ceux-ci, les corporations qui avaient suivi la procédure juridique de reconnaissance étaient en nombre limité. A Athènes, par exemple, des corporations ci-dessus, seuls l'Association Sportive et de Football d'Athènes L'Intrépide, l'Association de loisirs « La renaissance », Le Club Sportif Ouvrier d'Athènes, L'Union Sportive des Employés privés d'Athènes étaient inscrites aux Archives des Corporations Reconnues d'Athènes⁷¹⁸.

En dehors des associations rouges qui étaient citées dans le rapport du service de sûreté, existaient en outre de nombreuses autres de même orientation, éparpillées dans tout le pays. Il existait également des associations sportives des ouvriers et employés qui n'avaient pas de rapport avec le mouvement révolutionnaire. Telles étaient, par exemple, à Athènes les associations reconnues Union Sportive des Commis de commerce d'Athènes, Club Sportif PTT, Club sportif des Employés des Sociétés Anonymes et des Banques⁷¹⁹.

Le football, la boxe, la lutte, la natation, la course ainsi que les excursions et l'alpinisme étaient populaires dans le sport ouvrier. Au printemps et en été 1931, la Fédération du Sport Ouvrier, promouvant la participation à la 2^e Spartakiade Mondiale à Berlin, mobilisa 10.000 jeunes, athlètes et amis du sport, qui participaient aux manifestations⁷²⁰. Le régime de semi-illégalité, en raison de la loi scélérate, et la stagnation

⁷¹⁴ Le service de sûreté avait repéré l'action de l'organisation, en dehors des athlètes, dans d'autres groupes sociaux, tels que les jeunes femmes et les soldats, voir IAYE, A 2 II, 1930, *op. cit.*, pp. 12-13.

⁷¹⁵ Cf. Воринос, *Комсомол* ..., *op. cit.*, pp. 17-18.

⁷¹⁶ Cf. Ριζοπάστης, 19-12-1976, « L'activité sportive de la OKNE. Kostas Loulès se souvient ».

⁷¹⁷ Cf. IAYE, A 2 II, 1930, *op. cit.*, pp. 16-17.

⁷¹⁸ Cf. Archives des Associations d'Athènes, respectivement, N° 2058, date d'enregistrement 31-5-1924; N° 713, 7-3-1925; N° 3995, 30-6-1926; N° 6824, 1930.

⁷¹⁹ *Ibid.*, respectivement, N° 4843, date d'enregistrement 6-10-1926; N° 8066, 10-12-1927; N° 12963, 1930.

⁷²⁰ Cf. Воринос, *Комсомол* ..., p. 17. Pour la Spartakiade de Berlin, voir *Inprekorr*, 11, N° 47, 30-5-1931, p. 648.

économique empêchèrent finalement l'envoi des athlètes grecs⁷²¹. Le 5 et 6 juillet 1931, eut lieu, à Thessalonique, la 2e Conférence nationale de la Fédération du sport ouvrier. Y participaient 55 représentants d'Athènes, du Pirée, de Corinthe, de Thèbes, de Volos, de Larissa, de Thessalonique, de Kilkis, de Serrès, de Drama, de Tsatalza, de Xanthi, de Komotini et de Lesbos. La militarisation du sport et de la jeunesse ouvrière était un sujet central de discussion. Les nouveaux statuts de l'organisation furent approuvés et elle prit le titre de Fédération du Sport Ouvrier-paysan. La date de la convocation du Second congrès pour février ou mars 1932 fut déterminée⁷²² (finalement, il eut lieu le 15 octobre 1933⁷²³).

Le terme « Ouvrier-paysan » dans le titre de la Fédération mettait en évidence une tactique. La ligne générale qu'appliqua le Parti communiste de Grèce matérialisait la position du VIII^e congrès de la Fédération communiste balkanique de 1928 sur un front d'ouvriers, de paysans et de mouvements de libération nationale. Pour la classe ouvrière, par rapport aux autres classes, capitale était la question relative au rapprochement avec les paysans, qui, sans rechercher la cause de leur récession dans l'organisation économique de la société, étaient toutefois disposés à se solidariser avec les ouvriers dans des revendications communes, dans le cas concret dans la revendication d'un sport ayant des demandes avancées.

Malgré les efforts honorables de la Fédération grecque, les dirigeants de la Fédération communiste balkanique considéraient que si la position des jeunes communistes grecs, en 1931, connaissait en général un meilleur sort dans les Balkans elle demeurait désavantageuse spécialement dans le sport ouvrier, ayant de fortes faiblesses notamment dans son organisation dans les entreprises et dans sa participation au combat politique⁷²⁴. Une résolution spéciale sur les sports rouges avait précédé, en juin 1930, lors d'une conférence de la Fédération communiste balkanique ; y fut posée la question de la liaison du mouvement des sports en Grèce avec les combats de la classe ouvrière, tout en soulignant l'obligation d'agir sans subir de sanctions en raison de la loi scélérate⁷²⁵. Cependant, les instructions des organes internationaux constituaient une transposition stérile du modèle international du sport ouvrier dans les conditions de la Grèce, où de grandes usines n'existaient qu'en nombre limité. La principale composante de la classe ouvrière et de son mouvement dans le pays était les ouvriers du tabac, qui travaillaient dans les très nombreux ateliers de manipulation du tabac, la version grecque de l'entreprise industrielle. Dans le « triangle du tabac⁷²⁶ », les syndicats des ouvriers du tabac, par exemple le Progrès de Xanthi ou le syndicat des ouvriers du tabac de Kozani, fondèrent des annexes sportives⁷²⁷. La plus grande participation au sport ouvrier avait été remarquée dans les centres de manipulation du tabac. Sous ce prisme, nous constatons que ce n'était pas la négligence de la jeunesse communiste qui était en cause mais l'éparpillement de la classe ouvrière dans de nombreuses petites entreprises, une réalité qui suggérait en pratique l'organisation du sport ouvrier non par lieu de travail (entreprises) mais par branche de spécialité (ouvriers du tabac). L'insistance à appliquer le modèle international méconnaissait également la question du chômage des ouvriers du tabac, qui était un élément organique de cette spécialité (travail saisonnier). L'agonie en vue de dépasser le problème de la grande perte de membres de parti, en raison du chômage et de la dissolution des noyaux communistes dans les entreprises, surtout dans les ateliers du tabac de la Grèce du Nord⁷²⁸,

⁷²¹ Cf. *Πιζοπάσης*, 19-12-1976, *op. cit.*

⁷²² Cf. *Воринос, Комсомол ...*, pp. 17-18; *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 4,5,6-7-1931.

⁷²³ Cf. *Η Νεολαία* (Athènes), 22-9-1933.

⁷²⁴ Cf. *Inprekorr*, 11, N° 9, 4-2-1931, p. 155.

⁷²⁵ Cf. *IAYE*, A 2 II, 1930, *op. cit.*, p. 16.

⁷²⁶ L'unité économique de presque toute la Grèce du Nord, en tant que région productrice de tabac, était particulièrement étroite dans le triangle géographique Salonique-Serrès-Rhodope, dans lequel étaient inclus les grands centres du tabac (Cavala, Xanthi, Drama, Serrès, Salonique). Cet espace n'était pas clos; ses prolongements atteignaient les régions de Comotini et de Hevros en Thrace et la région de Cozani en Macédoine occidentale (cf. *Dagkas, Recherches ...*, *op. cit.*, p. 13).

⁷²⁷ Cf. *Πιζοπάσης*, 19-12-1976, *op. cit.*

⁷²⁸ Cf. Archives du Parti communiste de Grèce, OKNE, *Οργανωτικό, 15 Νοέμβρη - τέλος Γενάρη 1928* [Plan d'organisation, 15 novembre - fin de janvier 1928], 15 pp.

conduisait les communistes grecs devant le dilemme s'ils devaient adopter la forme d'organisation sur une base territoriale (par lieu d'habitation) et non sur une base productive (par lieu de travail)⁷²⁹. Cependant, dans ce cas également, la valeur du sport ouvrier pour faire face au problème du chômage, la possibilité que ce dernier offrait pour maintenir un tissu conjonctif parmi les ouvriers chômeurs, ainsi que parmi les ouvriers du tabac qui se déplaçaient de lieu en lieu à la recherche d'un travail, était méconnue.

En 1933, les excursions de la Fédération du Sport Ouvrier-paysan s'accompagnaient de concours de natation, exhibition de boxe et de lutte, matchs de volley, courses tout terrain, courses de relais. L'étoile de l'Internationale communiste des jeunes ornait les uniformes des footballeurs. On prêta attention au volley féminin⁷³⁰. La même année, fut organisée une propagande en vue de la participation au Congrès International des Jeunesses contre le fascisme et la guerre, qui avait été programmé d'avoir lieu à Paris, du 23 au 25 septembre 1933. Des réunions furent réalisées dans tout le pays, des rassemblements dans les syndicats, dans les usines, dans les associations sportives⁷³¹. Georgios Kypriou, secrétaire de la Fédération du Sport Ouvrier-paysan, fut élu après réunions et assemblées des jeunes ouvriers et des organisations sportives et participa au congrès comme représentant de la Grèce⁷³².

Le tournant dans la politique du Komintern en 1934 conduisit la jeunesse révolutionnaire grecque à s'aligner sur elle, avec une répercussion également sur le sport ouvrier ; au VI^e congrès de l'Internationale communiste des jeunes, une délégation grecque y participa et fournit son expérience⁷³³. Dans le pays, dans les conditions qui finalement conduisirent au rétablissement de la royauté (1935) et par la suite à l'imposition de la dictature fasciste (1936), les communistes prirent des initiatives pour la création d'un front et pour la promotion de l'unité d'action de la jeunesse. Cette nouvelle conception se combina à un mouvement plus général, qui comprenait le sport mais aussi toutes les expressions de la vie culturelle des jeunes, des arts (la musique, le théâtre) jusqu'aux fréquentations et conférences⁷³⁴.

La dictature de 1936 fit du sport ouvrier une affaire d'Etat, sur le modèle du système fasciste. La propagande idéologique se centralisa sur le contenu moral du sport pour les ouvriers et sur les idéaux nationaux que sa culture desservait, par un hymne au sport de compétition et sur la récompense que celui-ci offrait au travailleur. Par la loi 665 de 1937 sur le Foyer Ouvrier, il fut considéré qu'était assurée la distraction des travailleurs, par l'organisation d'excursions et la fondation de centres de distraction et d'éducation corporelle. En 1938, fut recherché le cadre organisationnel approprié de développement du sport patronal et de son financement par les entreprises⁷³⁵. Par ces mesures, l'Etat considéra qu'il dépassa les régimes précédents dans le souci du devoir sacré du sport ouvrier et que ce nouveau

⁷²⁹ *Ibid.*, OKNE, , Athènes 20-1-1928, 3 pp.

⁷³⁰ Cf. Collection de documents d'A. Dagkas, dossier *Georgios Kypriou*, photographies; *H Neolaia*, 8, 21-7-1933.

⁷³¹ Cf. Collection de documents d'A. Dagkas, dossier *Georgios Kypriou*, *Souvenirs*, manuscrit (17 pp.), p. 4.

⁷³² *Ibid.*, *Πρώτο Παγκόσμιο Συνέδριο Νεολαίας για την Ειρήνη* [Premier Congrès International des Jeunesses pour la paix], manuscrit, 10 pp. Ont participé 1.098 jeunes, représentant 34 pays. Les congressistes, par appartenance politique, étaient: communistes 387, socialistes 111, sans parti 550, républicains etc. 50 (cf. Annette Vidal, *Henri Barbusse, soldat de la paix*, Les Editeurs français réunis, Paris 1953, p. 288).

⁷³³ Cf. *VI всемирный конгресс Коммунистического Интернационала Молодёжи. Доклады, резолюции* [VI^e congrès de l'Internationale communiste de la Jeunesse. Rapports, résolutions], Москва 1935, diverses brochures; Vasilis Bartziotas, *60 χρόνια κομμουνιστής* [60 ans en tant que communiste], Synchroni Epohi, Athènes 1986, pp. 122-129.

⁷³⁴ Cf. Bartziotas, *60 χρόνια ...*, *op. cit.*, pp. 119-120.

⁷³⁵ Cf. *Εργατική Ελλάς* (Athènes), N° 2, 1-6-1937, pp. 47-48; N° 3, 15-6-1937, p. 80; N° 4, 1-7-1937, p. 110 (articles d'A. Sempas); N° 30, 1-8-1938, pp. 159-160 (article d'Emm. Baltatzis); N° 43, 15-2-1939, p. 94 (signé: N. V-ou).

souffle, sur le modèle des Etats civilisés d'Europe, de l'Italie et de l'Allemagne, était un indice du degré de la Troisième Civilisation Hellénique⁷³⁶.

13.3. Dans la ville de la tradition socialiste

A Salonique, le mouvement de la jeunesse révolutionnaire avait une tradition dès l'époque de la domination ottomane, lorsque les jeunes juifs créèrent la Jeunesse Socialiste de Salonique, Section de la Fédération socialiste ouvrière de Salonique⁷³⁷. Cette organisation avait mis le poids sur la culture et sur le sport (en septembre 1918 – à la veille de son adhésion au parti ouvrier grec –, elle avait une bibliothèque d'une valeur de 80.000 francs, des sections de littérature, d'art dramatique, de gymnastique⁷³⁸). Après 1918, le mouvement révolutionnaire de la ville disposait de deux foyers, la Jeunesse et les ouvriers du tabac (en 1922, leur force correspondait à 4.000 καὶ 4.500 personnes⁷³⁹). En 1920, le groupe de Salonique était l'organisation la plus nombreuse qui participa à la création de la Fédération de la Jeunesse socialiste (communiste) ouvrière⁷⁴⁰. En 1922, des délégués de Salonique étaient présents lors de la constitution de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce⁷⁴¹. On proposa, alors, la ville pour siège de l'organisation, étant donné que sa région était considérée comme un espace où le mouvement ouvrier était plus développé et le nombre des jeunes communistes y était beaucoup plus élevé que celui d'Athènes. La Fédération maintint son siège à Salonique jusqu'en 1924. En janvier 1927, lors d'une conférence de l'organisation, fut constaté le développement de la section de Salonique. Des 350 les membres devinrent 1.000, répartis en 160 noyaux ; il existait également 1.400 sympathisants-membres candidats, répartis en groupes ; de nombreux rassemblements s'organisaient, des associations sportives ouvrières se fondaient⁷⁴².

Le sport ouvrier dans la ville eut une activité seulement après 1925. Il existait cinq associations ouvrières, par ordre de date de création l'Association de Gymnastique des Cheminots de Salonique « le Thermaïque », l'Association de Football des Employés de la Compagnie des Tramways et d'Eclairage Electriques de Salonique, l'Association du Football et de l'Athlétisme « O Ergatikos Astir [L'Etoile Ouvrière] », le Club d'Athlétisme et de Football « Union des commis de commerce », le Club d'Athlétisme de Salonique PTT⁷⁴³. Parmi celles-ci, l'association des employés du tramway, ayant une composition sociale et nationale non mélangée (travailleurs grecs), était liée au syndicat des employés du tramway, membre de la Bourse du Travail, sous contrôle communiste. L'Etoile Ouvrière était un club de composition sociale non mélangée (personnes ayant une relation subordonnée de travail ou employés isolés [à savoir des personnes, ainsi que les membres de leurs familles, travaillant pour leur compte dans leur propre petite entreprise]) et de composition nationale variée (au

⁷³⁶ Cf. *Εργατική Ελλάς*, N° 43, *op. cit.*

⁷³⁷ Les statuts de l'organisation n'ont pas été sauvés. Il existe seulement les statuts qu'elle a déposés, après 1912, auprès des autorités grecques, pour leur adaptation aux lois grecques, voir Archives des Associations de Thessalonique, N° 70, 4-3-1915.

⁷³⁸ Cf. Archives de Nikos Yiannios, A. Alexiou à N. Yiannios, Kalabaka 14-9-1918, 6 pp.

⁷³⁹ Cf. PRO, FO286-826: D-694, *Greece, Communist Items*, 27-6-1922, 1 p.

⁷⁴⁰ Participaient également des délégués d'Athènes, du Pirée, de Cavala, de Volos, de Drama, de Serrès et de Chalkis, voir AMAE, Y, 379, f. 45: ministère de la Guerre à Millerand, N° 6049, Paris 27-7-1920, 1 p. et ci-joint [ff. 46-57]: *Le mouvement communiste juvénile*, 12 pp.

⁷⁴¹ Les autres villes étaient Athènes, le Pirée, Cavala, Volos, Drama, Chalkis et Patras, voir ACM, Attachés navals (1BB7), 144, dossier 1923 -*Attaché naval -Grèce*: Note Spéciale N° 1, Secret, *Congrès communiste de Salonique* (source: agent C), Athènes 5-2-1923, 14 pp.

⁷⁴² Cf. *Πιζοσπάστης*, 10-2-1927.

⁷⁴³ C'était des associations reconnues, voir ADST, Βιβλίον Ανεγνωρισμένων Σωματείων [Livre des Associations reconnues] (VAS), respectivement, N° 639, 18-7-1925; N° 711, 29-5-1926; N° 722, 12-6-1926; N° 947, 28-6-1928; N° 961, 26-7-1928.

premier conseil d'administration composé de six membres, en 1926, participaient 4 Grecs, un Juif et un Arménien⁷⁴⁴), lié à la jeunesse communiste.

A cette époque, dans la ville, le football connaissait un épanouissement exceptionnel. Les associations qui disposaient d'équipes de football, dans leur majorité, étaient constituées de membres qui appartenaient à toutes les classes sociales et étaient animés de conceptions idéologiques différentes. Si nous prenons par exemple l'Association de Gymnastique le Grand Alexandre, à sa composition sociale appartenaient de petits professionnels, des techniciens, des travailleurs, des élèves, qui couvraient tout l'éventail des conceptions idéologiques, parmi eux le membre fondateur Georgios Karras, employé du tramway, cadre du parti communiste⁷⁴⁵.

Parmi les associations de football ouvrières, L'Etoile Ouvrière avait une identité idéologique pure. L'association sioniste Maccabi [Maccabées]⁷⁴⁶, ainsi que deux autres petites équipes de football israéliques composées de communistes⁷⁴⁷, avaient une identité nationale et idéologique pure.

En 1926, sur un total de 461 personnes qui s'occupaient du football et étaient inscrites officiellement sur les registres de la Fédération des équipes de football de Macédoine et de Thrace, les proportions étaient,

- par tranche d'âge, plus que 30 ans 2,20%, 25-30 ans 7,91%, 20-25 ans 31,87%, moins de 20 ans 58,02%,
- par nationalité, Grecs 92,39%, Juifs 6,30%, Arméniens 1,30%,
- par lieu de provenance, réfugiés 45,14%, natifs de Salonique 45,14%, provenant d'autres régions de la Grèce 9,03%, provenant de pays étrangers 0,69%,
- par profession, personnes ayant une relation subordonnée de travail, employés isolés 61,10%, personnes dans les emplois publics 7,03%, employeurs, professions libérales 8,79%, autres (élèves, étudiants, etc.) 23,08%.

Les membres des clubs ouvriers (53 personnes)⁷⁴⁸ étaient, par lieu de provenance, natifs de Salonique 50,00%, réfugiés 30,43%, provenant d'autres régions de la Grèce 17,39%, provenant de pays étrangers 2,17%. Par profession, ils étaient : personnes ayant une relation subordonnée de travail, employées isolées 86,79%, personnes dans les emplois publics 3,77%, autres (élèves, étudiants, etc.) 9,43%.

Les membres du club ouvrier communiste l'Etoile Ouvrière (33 personnes) étaient, sur le total des footballeurs, de 6,94%. Par lieu de provenance, ils étaient : réfugiés 62,96%, indigènes 37,04%. Par profession, ils étaient : personnes ayant une relation subordonnée de travail ou employées isolées 81,82%, personnes dans les emplois publics 6,06%, autres (élèves, étudiants, etc.) 12,12%.

Les Juifs (30 personnes), par référence à leurs conceptions sociales et politiques, étaient : sionistes 73,33%, communistes 10,00%, autres 16,67%⁷⁴⁹.

Dans le domaine du sport de la jeunesse communiste, la charge incombait, comme le révèlent les éléments ci-dessus, à l'Etoile Ouvrière. Elle se distinguait par sa bonne équipe sur le terrain (aux championnats pendant les trois années 1926-1929, elle se plaçait parmi les équipes de la 2^e division⁷⁵⁰), alors qu'elle développait simultanément une action politique.

⁷⁴⁴ *Ibid.*, FAS, N° 722, Statuts, 30-5-1926, 3 pp.

⁷⁴⁵ *Ibid.*, VAS, N° 423, 30-5-1923; FAS, N° 423, Statuts, 2-5-1923, 5 pp.

⁷⁴⁶ Il était membre de l'Union des Associations de Football de Macédoine et de Thrace, voir Archives de l'Union des Associations de Football de Macédoine (EPSM), Βιβλίον Ποδοσφαιριστών Συλλόγων [Livre des Footballeurs des Associations] (VPS), 1924-1926, pp. 179-188, 227-228.

⁷⁴⁷ Cf. Collection de documents d'A. Dagkas, Service de Sûreté Spéciale, K110, Τμήμα Ειδικής Ασφαλείας Θεσσαλονίκης [Section de la Sûreté spéciale de Salonique] (8 pp.), p. 6.

⁷⁴⁸ Membres de l'Union des Associations de Football de Macédoine et de Thrace étaient seulement l'association des employés du tramway (voir EPSM, VPS, 1924-1926, pp. 169-178) et l'association Etoile Ouvrière (*ibid.*, pp. 211-227).

⁷⁴⁹ *Ibid.*, VPS, 1924-1926, statistique des éléments des athlètes inscrits.

⁷⁵⁰ *Ibid.*, Ένωσις Ποδοσφαιρικών Σωματείων Μακεδονίας-Θράκης [Union des Associations de Football de Macédoine et de Thrace], Επιτροπή Διαιτητών [Commission des Arbitres], Βιβλίον

Dans la composition de l'Etoile Ouvrière par lieu de provenance, nous remarquons dans la statistique que deux sur ses trois membres étaient des réfugiés. Le phénomène a son interprétation. Les réfugiés qui arrivaient en Grèce – déjà dès 1914, mais surtout après 1922 –, étaient la troisième composante du Front Unitaire des Ouvriers, Paysans et Réfugiés [front électoral du Parti communiste de Grèce]. L'établissement agricole et urbain d'une couche dans une indigence extrême rencontra les difficultés habituelles d'un nouveau problème, obligeant une de ses parties à se tourner vers la voie de la révolution. En opposition avec une partie de la population ouvrière autochtone, les réfugiés qui arrivaient dans les nouveaux lieux de séjour avaient dégénéré en prolétaires dans toute la signification littérale du terme, privés de lot de terre ou d'autre bien, sans racines et liens avec les villages. Dépouillés de ressources alternatives, ils ne disposaient que de leur force de travail. L'espace évolua en principal donneur de sang en membres et cadres communistes, qui se murent activement dans le mouvement de masse des réfugiés, dans les coopératives agricoles et urbaines, dans les associations de réfugiés des villages, dans les associations de quartiers, dans les organisations professionnelles et ouvrières, dans les associations culturelles et, dans notre cas, dans le sport ouvrier.

Jusqu'en 1927, la négligence fut prouvée ; les résolutions du Parti communiste de Grèce faisaient pression pour accorder de l'importance au développement de la jeunesse communiste mais aucune référence n'était faite au sport⁷⁵¹. C'est seulement dans un document de l'automne 1927, faisant mention de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce, que fut faite la suggestion de réaliser des fractions dans toutes les associations sportives et de réfugiés de la région⁷⁵² ; mais dans ce cas aussi, après avoir donné la ligne initiale, la question fut abandonnée à son sort.

Sur la base de la directive sur un système d'organisation centralisé, l'équipe locale l'Etoile Macédonienne après mars 1927 continua son fonctionnement comme annexe de l'Etoile Ouvrière. Pour la coordination du travail fut créée une commission du sport ouvrier (Pantélis Simos fut désigné comme son président), qui rendait compte à la commission périphérique de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce⁷⁵³. On tenta de créer des équipes sportives par branche de production⁷⁵⁴.

Un sérieux obstacle à la propagande sur le sport ouvrier dans la ville fut l'activité des adversaires idéologiques, surtout du scoutisme et de la YMCA.

Le scoutisme fut fondé à Salonique en 1912 par Alexandre Pétridis, qui créa le Groupe des Chefs des Boy Scouts. Ses membres faisaient leurs études à l'institution des garçons, selon un programme d'éducation accélérée annuelle, et par la suite étaient nommés dans des villes et des villages de la Macédoine où ils créaient des groupes de Boy Scouts. Le scoutisme évolua en mécanisme, ayant une direction nommée et des cadres rémunérés, avec la fourniture d'uniformes et autres accessoires aux simples membres, avec le paiement de frais exceptionnels⁷⁵⁵.

La YMCA de Salonique apparut en 1917 comme mission militaire de la YMCA de New York sur le front macédonien. Ses deux directeurs américains, Richard Boardman et H.

Στατιστικής Αγώνων Πρωταθλήματος [Livre de Statistique des Matches du Championnat], 1926-1927, 1927-1928, 1928-1929.

⁷⁵¹ Cf. Archives du Parti communiste de Grèce, KKE (ETKΔ) -Εκτελεστική Επιτροπή, Έκθεση δράσεως κεντρικής επιτροπής, Δεκέμβριος 1924 - Οκτώβριος 1925; *ibid.*, Περιφερειακή Επιτροπή Ανατολικής Μακεδονίας και Θράκης, Απόφαση περιφερειακής Συνδιάσκεψης, Καβάλα 22-10-1927, 5 pp., p. 5; *ibid.*, Περιφερειακή Επιτροπή Ανατολικής Μακεδονίας και Θράκης, Οργανωτική επιτροπή, Ν° 107, Πρόγραμμα δουλειάς για τους μήνες Ιανουάριον, Φεβρουάριον και Μάρτιον [1927], Καβάλα 26-12-1927 (5 pp.), p. 5.

⁷⁵² *Ibid.*, KKE (ETKΔ) -Περιφερειακή Επιτροπή Ανατολικής Μακεδονίας και Θράκης, Οργανωτικό γραφείο, Ν° 3, Πρόγραμμα δουλειάς για τους μήνες Αύγουστο Σεπτέμβριο Οκτώβριο [1927] (4 pp.), p. 3.

⁷⁵³ Cf. Collection de documents d'A. Dagkas, Service de Sûreté Spéciale, K1-K72, 1927, rapport N° 6.

⁷⁵⁴ Tel était, par exemple, le cas des jeunes cordonniers, voir *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 24-7-1931.

⁷⁵⁵ Cf. ASEP, Alexandros Pétridis [note biographique], 6 pp.; G. Papaevgeniou [note biographique], 4 pp.; dossier *Πρόσκοποι 1917-1924* [Boy Scouts 1917-1924], registres des rémunérations.

Henderson, firent preuve de leur activité, en fondant des centres de distraction des soldats. La section militaire de la YMCA de Salonique étendit son action à l'armée grecque et en 1924 augmenta le nombre de ses centres de 1 à 7. La section religieuse fonctionna en 1923, avec 72 centres de catéchisme comprenant 750 élèves, avec des conférences de contenu moral et religieux, avec 230 orateurs dans les maisons du soldat s'adressant à un auditoire de 35.000 personnes. Le nombre global des soldats de passage était de 1.225.000 personnes⁷⁵⁶. Le sport était une obligation statutaire de la YMCA de Salonique. En 1923, on fit don de 16 stremmes dans le centre de la ville, où furent construits un bâtiment avec un gymnase couvert, un terrain et une piste pour les activités sportives⁷⁵⁷. Depuis lors l'ingérence de l'organisation dans le sport de la ville fut intense. Un rôle correspondant pour les jeunes filles joua l'Union Chrétienne de Jeunes Filles⁷⁵⁸.

Une particularité dans la ville et dans la région avoisinante fut la rivalité du communisme avec le sionisme. Les communistes revendiquaient pour eux-mêmes l'influence sur la jeunesse juive (les 5 membres du comité central de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce pour l'an 1923 étaient 3 Grecs et 2 Juifs⁷⁵⁹), face aux sionistes qui avaient une activité considérable au sein de la nombreuse population juive locale. L'insistance à organiser le sport ouvrier coïncide avec la croissance de l'effort des sionistes. La Conférence des Sionistes de Grèce, en 1927, affirma la volonté que les jeunes juifs soient élevés dans un esprit tendant à les rendre conscients⁷⁶⁰; des tentatives furent déployées pour attirer les jeunes juifs des villes provinciales vers le mouvement sioniste⁷⁶¹. L'un des fers de lance du sionisme, dès l'époque de la domination ottomane, fut l'union sportive Maccabi⁷⁶². L'organisation disposait d'une section de boy scouts, qui s'incorpora, en 1919, au scoutisme grec. Les chefs et sous-chefs (12 personnes) étaient rémunérés tout comme les Grecs⁷⁶³. Au début de 1923, les boy scouts de Maccabi obtinrent le privilège de dépendre non de l'autorité locale des boy scouts mais du centre et de faire la propagande de leur idéologie, jurant foi et dévouement en leur patrie (Grèce) mais aussi en la nation judaïque⁷⁶⁴. En matière de football, Maccabi avait une forte activité; elle disposait d'une équipe qui lors des championnats dans les deux années 1926-1928 jouait en 2^e division, au championnat de l'année 1928-1929 en 3^e division⁷⁶⁵. L'opposition des communistes et des sionistes atteignit même des excès. Dans un

⁷⁵⁶ Cf. Archives de YMCA de Thessalonique, *Χριστιανική Αδελφότης των Νέων Θεσσαλονίκης*, [Edition de la YMCA de Salonique], Salonique 1924, pp. 8-9, 25, 43.

⁷⁵⁷ Cf. ADST, FAS, N° 332, 29-10-1921; Archives de YMCA de Thessalonique, G. Papamihail, *Έκθεσις της επισκοπήσεως του έργου των εν Ελλάδι οργανώσεων της Χριστιανικής Αδελφότητος των Νέων και της Χριστιανικής Ενώσεως Νεανίδων* [Rapport sur l'œuvre des organisations de l'Union Chrétienne de Jeunes et de l'Union Chrétienne de Jeunes Filles en Grèce], [Edition de la YMCA], Athènes 1932, pp. 81-82.

⁷⁵⁸ Elle était membre de l'Alliance Universelle des Unions Chrétiennes de Jeunes Filles (World Young Women's Christian Association), voir ADST, FAS, N° 683, 1-2-1926.

⁷⁵⁹ Cf. ACM, 1BB7, 144, dossier 1923 -*Attaché naval -Grèce*: Note Spéciale N° 1, Secret, *Congrès communiste de Salonique* (source: agent C), Athènes 5-2-1923, 14 pp., p. 12.

⁷⁶⁰ Cf. CZA, Z4/3235/I, *Résolutions de la Vème Conférence des Sionistes de Grèce*, [Salonique, 24 à 27 avril 1927], 5+1 pp., p. 3.

⁷⁶¹ *Ibid.*, Z4/3235/7, La vie Juive dans les provinces. Les Communautés de Castoria, Florina et Verria, [Salonique, 1927], 2 pp. (signé: D. Florentin).

⁷⁶² Fondé en 1908, voir ADST, FAS, N° 6, 29-11-1914; Statuts, 11 pp., 16-7-1939.

⁷⁶³ Cf. ASEP, registres des rémunérations des Maccabi.

⁷⁶⁴ *Ibid.*, *Προνόμια δοθέντα εις τους Προσκόπους Μακκαβαίου*, 1 p. Les Grecs de Thessalonique ont réagi en considérant que « l'inspiration est vraiment curieuse » et qu'il était inadmissible que les Maccabées se promènent avec un drapeau étranger et prêtent serment auprès d'une nation autre que grecque (ASEP, lettres du Corps des Boy Scouts Grecs - Commission Centrale de Macédoine à: sa Majesté le Président du conseil d'administration [roi Georges II], Ministre de l'Education, Gouverneur Général de Macédoine, Thessalonique 12-2-1923, 2 pp.).

⁷⁶⁵ Cf. EPSM, Ένωσις Ποδοσφαιρικών Σωματείων Μακεδονίας-Θράκης, Επιτροπή Διαιτητών, Βιβλίου Στατιστικής Αγώνων Πρωταθλήματος, 1926-1927, 1927-1928, 1928-1929.

cas, le 31 octobre 1926, une bagarre fut provoquée au gymnase de Maccabi, où pénétrèrent 100 communistes israéliens qui poursuivirent les athlètes et en blessèrent de nombreux⁷⁶⁶.

Le second écueil dans l'action du sport de la jeunesse révolutionnaire, en dehors de l'opposition idéologique avec ses adversaires, fut la répression exercée par l'Etat, la surveillance par la Sûreté spéciale⁷⁶⁷ et les poursuites⁷⁶⁸. Après 1929, l'application de la loi scélérate mit le sport ouvrier dans une rude position et provoqua la création d'associations qui fonctionnaient comme un rideau de fumée (Association Culturelle Sportive « Nouvelle vie », Club Artistique Ouvrier).

En 1931, l'interdiction de la rencontre périphérique des clubs sportifs ouvriers de Kilis et de Serrès, qui devait avoir lieu le dimanche 31 mai, provoqua de fortes protestations. Une nouvelle rencontre fut programmée pour le dimanche 7 juin 1931. La préparation de la 2^e conférence de la fédération du sport ouvrier qui avait été programmée pour le 21 juin 1931 à Thessalonique se poursuivit également. L'intention des organisateurs était qu'aient lieu, le 21 et le 22 juin 1931, des rencontres ouvrières nationales en vue de désigner les équipes de football et d'autres sports pour leur participation à la 2^e Spartakiade de Berlin. Les autorités imposèrent une interdiction sous le justificatif qu'il s'agissait d'activité communiste⁷⁶⁹. Une nouvelle date pour le déroulement de la 2^e conférence et des matchs fut fixée pour le 5 et le 6 juillet ; les autorités, sous le même argument, refusèrent de fournir les autorisations et les terrains, mais finalement cédèrent⁷⁷⁰.

Dans leur lutte contre le fascisme, les jeunes communistes exploitèrent, après 1934, la ligne de collaboration avec les partis politiques adverses, entrant en contact avec d'autres organisations de la jeunesse et proposant une plate-forme commune d'action. Les contacts s'étendirent aussi à la culture et au sport, par des ententes avec les associations sportives et culturelles des quartiers populaires de la ville. Très vite des résultats encourageants furent constatés ; un climat de confiance remplaça la première méfiance. Furent organisées des conférences communes, dans lesquelles Panagiotis Dimitriou, âgé de 18 ans, représentait les jeunes communistes, sous la conduite de Christos Maltezos, secrétaire de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce, et de Vasilios Bartziotas, secrétaire du Comité Périphérique de la Macédoine orientale et de la Thrace de la fédération. Les fruits en furent, en 1935, un accord entre environ 50 organisations, qui prolongèrent l'ampleur de la collaboration en dehors des buts politiques (défense de la République, lutte contre le fascisme) au sport, à l'éducation et à la culture⁷⁷¹. En 1936, lorsque le front anti-fasciste mondial fit le boycottage des Jeux Olympiques de Berlin par l'*Olympiada Popular* de Barcelone (finalement elle n'eut jamais lieu en raison de l'explosion de la guerre civile espagnole⁷⁷²), l'organisation de gauche des étudiants et autres organisations anti-fascistes de Thessalonique participèrent activement ; l'étudiant en Agronomie Vyron Veinoglou fut élu pour y participer et une quête eut lieu pour payer les frais⁷⁷³.

⁷⁶⁶ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 1-11-1926; *Μακεδονικά Νέα*, 1,2-11-1926.

⁷⁶⁷ Cf. Collection de documents d'A. Dagkas, Service de Sûreté Spéciale, K110, *op. cit.*, p. 6.

⁷⁶⁸ Nous avons trié des incidents de 1927 qui sont reportés dans la presse: Thomas Doris, athlète rouge, ancien président de l'Etoile Ouvrière, fut exilé à Naxos. Le 2 juin 1927, les billets de l'Etoile Ouvrière pour la "fête verte" furent saisis dans la Bourse du Travail (suite à une manifestation dispersée par la cavalerie, le bâtiment avait été cerné et finalement avait été occupé par l'armée). En décembre 1927, dans l'unité militaire KEA, le capitaine Koukoudéas enferma dans les cachots du quartier général les soldats Koukoutidis, Nikolaidis et Liavas parce qu'ils appartenaient à l'Etoile Ouvrière (*Μακεδονικά Νέα*, 3-6-1927; *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 2,3,8-6-1927; *Το Φως* [La Lumière (Salonique)], 3-6-1927; *Ριζοσπάστης*, 5-11, 20-12-1927).

⁷⁶⁹ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 29-5 à 20-6-1931.

⁷⁷⁰ *Ibid.*, 24-6, 4,5,6-7-1931.

⁷⁷¹ Cf. Panos Dimitriou, *Εκ βάθρων* [De profundis], Themelio, Athènes 1997, pp. 44-45.

⁷⁷² L'Olympiade populaire était prévue pour la période du 19 au 26 juillet 1936; mais le 18 juillet 1936, éclata le putsch du général Franco (cf. Dominique Lejeune, *Histoire du sport, XIX^e - XX^e siècles*, Editions Christian, Paris 2001, pp. 114-116).

⁷⁷³ Cf. Archives de Konstantinos Tomanas, Manuscrits, N° 28, p. 12.

Au cours de la dictature (1936-1941), le sport des jeunes et plus spécialement le sport ouvrier passa sous la compétence de la YMCA de Salonique (jusqu'en décembre 1939, moment où le régime la dissolut) et de la jeunesse fasciste (Organisation Nationale de la Jeunesse). La YMCA de Salonique créa un cercle pour les étudiants, le 7 février 1937, en leur offrant également la possibilité d'utiliser le gymnase couvert et de participer aux excursions. Le même jour, la Young Women's Christian Association inaugura un cercle pour les jeunes travailleuses, où elles pourraient trouver un environnement les reposant intellectuellement et corporellement de la fatigue de la journée⁷⁷⁴. En octobre 1939, la YMCA de Salonique détermina les heures de gymnastique suédoise pour les ouvriers qui exerçaient des professions sédentaires et laborieuses (imprimeurs, cordonniers, tailleurs, etc.)⁷⁷⁵. De son côté, la jeunesse fasciste avait des devoirs plus généraux. Furent créées des sections de l'Organisation Nationale de la Jeunesse dans et hors des écoles, qui faisaient la propagande du sport et de l'endurcissement comme deux des premiers moyens par lesquels seraient armés les Grecs de demain pour une meilleure réussite des grandes aspirations de la Nouvelle Grèce. En décembre 1938, eut lieu une réorganisation du Bureau de l'Education Physique et une proclamation de matchs locaux avec la participation obligatoire des Phalangistes⁷⁷⁶. Des cérémonies et des défilés de la jeunesse fasciste ainsi que des exhibitions de gymnastique eurent lieu, à l'occasion d'événements tels que la célébration de l'année de fondation de l'Organisation Nationale de la Jeunesse ou la Foire Internationale de Thessalonique⁷⁷⁷.

13.4. Epilogue

L'action de la jeunesse révolutionnaire dans le sport ouvrier en Grèce se limita dans le temps à la période 1926-1936 – entre les deux dictatures de l'entre-deux-guerres – et socialement au cadre étouffant de la loi scélérate de 1929. Dans la mesure où le mouvement grec s'adaptait (surtout après 1924) aux exigences organisationnelles de la Fédération communiste balkanique, l'application conforme des résolutions de l'organe supérieur fut envisagée comme une condition nécessaire au dénouement heureux de la lutte. Pourtant au sein de la complexité des circonstances et de l'environnement d'un petit pays en voie de développement, insérés dans une ligne politique dont l'objectif principal était le renforcement de l'Union soviétique, les communistes n'avaient pas la perception des évolutions. Ils furent conviés à développer une action dans le sport ouvrier ayant été englobés dans une stratégie mondiale qu'ils ne comprenaient pas dans son ensemble. Ils ne pouvaient pas comprendre les corrélations dans le dédale politique mondial, ils appliquaient seulement les ordres à la lettre. Dans la région de Thessalonique, l'application du modèle international du sport ouvrier, dans des voies qui ne prenaient pas en considération les particularités du mouvement ouvrier grec, n'a pas conduit au but recherché, à une intervention politique renforcée. Le sport ouvrier resta dans l'histoire de la ville comme une page supplémentaire d'intervention de caractère romantique en faveur des idéaux sociaux que les jeunes communistes grecs desservaient.

⁷⁷⁴ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 8-2-1937.

⁷⁷⁵ *Ibid.*, 13-10-1939.

⁷⁷⁶ *Ibid.*, 16-11, 14-12-1938.

⁷⁷⁷ *Ibid.*, 15-9, 10, 13-11-1939.

IV. La question du pouvoir

14. Parti communiste de Grèce, section grecque de l'Internationale communiste

Le point de départ de l'étude de l'histoire du parti communiste grec est sa considération en tant qu'expression politique organisée du mouvement ouvrier du pays. Les composantes du mouvement ouvrier étaient multiples tant au niveau des formes de lutte (réunions, grèves, manifestations, soulèvements, propagande) que de l'organisation (caisses, coopératives, groupes, structures culturelles et éducatives, syndicats, conseils ou comités, partis). Dès l'instant où la classe ouvrière en soi évoluait et apparaissait pour soi, son mouvement prenait d'initiatives pour changer l'organisation sociale. Les partis membres de l'Internationale communiste (Komintern) recherchèrent à se révéler mondialement comme meneur de la classe ouvrière. La lutte des classes sur la voie de la conquête du pouvoir politique exigeait, selon la résolution du 2ème congrès du Komintern – en juillet 1920 –, la concentration et la direction unique des formes du mouvement prolétaire. Le centre d'organisation et de direction devait être dans chaque pays un parti politique.

L'ensemble des sujets qui correspondent à l'histoire politique de la Grèce pendant la durée de l'entre-deux-guerres font référence au Parti communiste de Grèce. L'étude de son action touche au noyau des travaux endogènes qui l'ont déterminé en tant que modèle grec de parti de classe, tout en s'inscrivant dans le thème large de l'évolution de la société grecque à cette période.

14.1. Les racines du mouvement communiste grec

L'étude de l'histoire du mouvement social-démocrate international conduit à la constatation que les partis sociaux-démocrates ont suivi des voies différentes d'évolution, en formant respectivement des modèles. La plupart des partis, fondés pendant le dernier quart du XIX^e siècle, mirent en avant la vision de la libération sociale et de la paix mondiale et, ayant pour principe l'idéologie marxiste, agirent au sein d'une organisation internationale, la Deuxième Internationale (Internationale ouvrière). Concernant la question de l'unité du mouvement ouvrier, les partis sociaux-démocrates ont présenté deux types de base. En Europe occidentale, les partis étaient unitaires et, mélangeant des idéologies différentes, présentaient des tendances formalisées. Face à la perspective de la révolution sociale, illustrée par l'idéologie marxiste, le parti allemand avait dans sa majorité la plus grande correspondance. Le parti travailliste anglais (il fut fondé en 1906), représentant l'aristocratie ouvrière du pays (ouvriers ayant les salaires les plus élevés), montrait une attitude conciliante face au système social. L'unité du parti, grâce à la perception qu'il était une source de puissance, s'était transformée en fétiche. Dans d'autres pays européens, au contraire, est survenue la scission des partis unitaires. Le parti roumain se scinda en 1899 et fut recréé en 1910. Dans le parti russe, en 1903, les bolcheviks [la majorité], sous la direction de Lénine, ont prédominé sur les mencheviks [la minorité] et ont imposé la ligne révolutionnaire. Idéologiquement, ils firent face à des opinions révisionnistes du marxisme qui adoptaient les conceptions théoriques d'Eduard Bernstein, en refusant la perspective de la dictature du prolétariat. Dans le parti bulgare, la lutte idéologique aboutit, la même année, à la poursuite des « opportunistes » [partisans de la politique du compromis] par les sociaux-démocrates

Tesni [étroits]. Les Etroits, un courant voisin et apparenté aux bolcheviks, risquant d'entrer en conflit avec l'Internationale ouvrière, réalisèrent une épuration du parti et se constituèrent en un nouveau parti marxiste de la classe ouvrière. Des radiations s'ensuivirent des autres tendances qui s'opposèrent ensuite aux mesures du parti pour l'application du centralisme démocratique (dialogue démocratique dans le parti, concrétisation unitaire des décisions en politique) et pour la stabilisation de la discipline de parti.

Dans le mouvement grec, après 1870 les groupes précurseurs d'intellectuels, influencés par les mouvements social-démocrates de l'Europe occidentale, avaient des perceptions romantiques et radicales, sans référence au marxisme. Dans les îles Ioniennes, le radicalisme traditionnel se manifesta par des mouvements des socialistes utopiques, qui recherchaient la diffusion du socialisme sans contact avec la classe ouvrière. A Patras et à Pyrgos, des groupes influencés par les théories anarchistes françaises agirent jusqu'en 1900. Après 1908, agirent les Sociologues, spécialistes des problèmes sociaux, dans leur majorité des jeunes qui avaient étudié en Allemagne, où ils avaient été influencés par l'idéologie socialiste. Après 1910, divers groupes social-démocrates apparurent à Athènes, sans action ni contact avec le mouvement ouvrier⁷⁷⁸. La Fédération juive de Salonique, qui se trouva soudainement, en 1912, dans un contexte différent et fut poursuivie par les autorités militaires grecques, s'opposa tout de suite au changement des frontières des Etats. Après l'intégration définitive de la Macédoine multiethnique à la Grèce, elle prit des initiatives audacieuses, lors de la Première Guerre mondiale, en faveur du maintien de la paix dans le pays, tandis qu'au niveau européen, elle participa à la mobilisation de toutes les forces de l'Internationale ouvrière qui réagirent contre l'impérialisme et la guerre⁷⁷⁹. Sa principale qualité fut son effort persistant en vue de l'unification des organisations de la classe ouvrière de la Grèce. Dans le cadre de cette « préhistoire » du mouvement social-démocrate grec, le paradoxe réside dans le moment de la création du parti. D'un point de vue politique, la création d'une institution politique unique intervint sur le tard, après la faillite de l'Internationale ouvrière (en raison de la participation de ses partis à la guerre – en contravention avec ses principes fondamentaux –, en 1914, aux côtés de chaque gouvernement national) et la révolution d'octobre 1917 en Russie et l'établissement d'un régime bolchevique. Lorsque, dans les autres Etats, les tendances révolutionnaires dans les mouvements social-démocrates nationaux avaient transgressé les liens avec l'Internationale ouvrière et s'étaient avancés dans la création des partis communistes, en Grèce les sociaux-démocrates fondèrent un parti politique de classe de l'ancien type et l'intégrèrent dans l'Internationale ouvrière, tout en cherchant une issue qui n'existait pas encore – la Troisième Internationale (communiste [Komintern]) fut fondée trois mois et demi plus tard –. Le cadre idéologique qui en résulte est tout aussi particulier. Les influences qui ont conduit à l'unification des organisations social-démocrates de la Grèce relèvent de l'héritage idéologique de l'Internationale ouvrière, mais à un moment pendant lequel la social-démocratie compromise de 1918 ne rappelait en rien l'époque épique de la « persévérance dans la violence » et de la « conquête forcément prématurée du pouvoir politique », que professait sa tendance révolutionnaire⁷⁸⁰, et pâlisait face au débouché offert par la théorie léniniste de la révolution « dans chaque pays, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». En conclusion, le précepte le plus essentiel de l'Internationale ouvrière – la persistance à organiser la classe ouvrière – se combina en Grèce avec

⁷⁷⁸ Cf. Kordatos, *Ιστορία του ελληνικού ...*, op. cit., pp. 44-170; Panagiotis Noutsos, "The Origins of Greek Marxism. An introduction", *Annual of the Faculty of Arts of the University of Ioannina*, Ioannina 1987, pp. 27-29; id., "Osmanlı İmparatorluğu'nda Sosyalist Hareketin Oluşmasında ve Gelişmesinde Rum Topluluğunun Rolü: 1876-1925", contenu dans *Osmanlı İmparatorluğu'nda Sosyalizm ve Milliyetçilik (1876-1923)*, édité par Mete Tunçay - Eric Jan Zürcher, Letişim Yayınları, İstanbul 1995, pp. 113-129.

⁷⁷⁹ Cf. Moskof, *Εισαγωγικά ...*, op. cit., pp. 382-399.

⁷⁸⁰ Cf. Luxemburg, "Sozialreform oder Revolution?", *Gesammelte Werke*, op. cit., t. 1/1, pp. 434-435.; Dagkas, *Recherches ...*, op. cit., p. 445.

l'exaltation révolutionnaire après la révolution d'octobre en Russie et conduisit à la création d'un parti social-démocrate ouvrier.

Peu de mois après le congrès fondateur de novembre 1918, le parti décida de se retirer de l'Internationale ouvrière et de se préparer à son adhésion au Komintern⁷⁸¹. Le parti fut privé de l'expérience d'organisation et du mûrissement idéologique, qu'avait offert l'Internationale ouvrière pendant un quart de siècle (1889-1914) à ses plus anciens membres. Il les échangea contre une indépendance indolore dans le cadre international d'organisation et d'idéologie, dans lequel il s'était provisoirement intégré, et par l'adaptation aisée à son processus de transformation en parti léniniste du nouveau type, qui avait été entrepris.

14.2. Le modèle grec de création de parti communiste

Au cours du processus de création des partis communistes, les mouvements ouvriers ont enregistré des avancées qui présentaient des différences selon les pays, correspondant aux corrélations des forces et à leur « préhistoire » en général. Il y avait schématiquement cinq modèles d'apparition du parti révolutionnaire. Dans le premier cas, dans les partis social-démocrates où existait une puissante aile « gauche » (révolutionnaire), celle-ci se retira et créa un nouveau parti (Allemagne, Hongrie, Finlande). Dans le deuxième cas, dans des partis sociaux-démocrates où l'aile « droite » (réformatrice) n'était pas puissante, celle-ci fut radiée (Bulgarie, Serbie). Dans le troisième cas, furent créées des conditions qui ont permis la mise à l'écart de la social-démocratie et l'intégration au Komintern de tout le parti (Italie). Dans le quatrième cas, le parti naquit de la base du syndicalisme révolutionnaire (Espagne, Brésil). Dans le cinquième cas, furent créés des partis révolutionnaires par de petits groupes socialistes, tandis que parallèlement existaient de grands partis sociaux-démocrates (Angleterre). La création du parti en Grèce fut constituée d'un mélange des éléments du 2ème, du 3ème et du 5ème modèle. Un parti social-démocrate unitaire a été créé par de petits groupes, ayant pour tendance dominante celle révolutionnaire. Sous l'effet du mouvement révolutionnaire d'après-guerre, il fut intégré au Komintern et ensuite rejeta la tendance réformatrice modérée.

14.3. Un parti moderniste

Les déclarations du parti, dans son bref parcours social-démocrate, ont révélé la perception qu'il avait de lui-même : interprète politique de la classe ouvrière, son avant-garde, structure servant d'instrument politique de la partie consciente de la classe ouvrière. Sa présence sur la scène constituait une rupture dans les faits politiques. Pour la première fois jusqu'en 1918, une formation politique, qui disposait d'un programme achevé, apparut dans le pays. Jusqu'alors, les partis soit avaient un caractère personnel soit élaboraient un profil interclasse s'adressant à l'ensemble du peuple grec. Le parti social-démocrate, un intrus dans le système politique national du début du XX^e siècle, proclama, avec une émotion très accentuée, qu'il représentait une seule et unique classe sociale et qu'il avait adopté une idéologie indicative de sa supériorité. Il affirma qu'il avait l'exclusivité de l'expression politique de la classe ouvrière et l'intention d'entrer dans la lutte politique pour sa libération, aboutissement qui, conformément au marxisme, serait simultanément la libération de toute la société. Après 1919, le parti introduisit une innovation supplémentaire, lorsqu'il déclara qu'il constituait une section d'un parti international. Dans le cadre d'un processus historique qui était caractérisé par la continuité et la rupture, le maintien et le changement, le parti communiste – comme il a été renommé – était une institution qui ne constituait pas un phénomène national, mais un nouvel élément, produit de l'influence étrangère dans la société grecque, avec pour objectif le fait que la libération de la classe ouvrière ait un horizon mondial, qu'elle ne soit pas limitée par les frontières de l'Etat. Les promesses radicales s'accompagnaient, enfin, d'une pratique politique subversive. Les protagonistes eux-mêmes

⁷⁸¹ Cf. *To KKE. Επίσημα ...*, op. cit., pp. 24-25.

de la création du parti croyaient que leur entreprise avait une base matérielle, que – surtout – elle avait une perspective, parce qu'elle obéissait aux principes généraux de l'évolution sociale ayant une issue prédéterminée.

L'articulation de l'organisation du parti, ayant une structure et des procédures, sur une base constituée de membres actifs – et non de simples défenseurs et d'électeurs –, constituait un modèle ayant pour caractéristique la stabilité et la cohésion. Le seul précédent de constitution d'un parti digne d'être mentionné sur la scène politique était la création du parti des libéraux – en 1910 –, qui même de peu n'était comparable au mécanisme d'organisation du parti ouvrier, un modèle qui s'offrait pour que les organismes politiques bourgeois y puisent et en copient des éléments.

La société grecque, en particulier les travailleurs, accueillirent le nouveau parti avec une disposition ambiguë. Il s'agissait d'un saut, dont la classe ouvrière a été appelée à assumer la responsabilité. Sous l'influence de la propagande du parti, furent systématiquement développés le mouvement syndical et le mouvement revendicateur. Si les luttes se développaient sous la conduite du parti politique, d'autre part le mouvement ne pourrait pas ne pas influencer aussi le parti lui-même et son orientation. Tandis qu'initialement il existait au sein du mouvement un pourcentage remarquable d'intellectuels, après l'entrée de l'élément ouvrier les proportions se modifièrent statistiquement, avec une évolution du parti – en ce qui concernait sa composition – en organisation réellement ouvrière.

14.4. La conscience politique de la classe ouvrière

Si le Parti communiste de Grèce, par sa déclaration, représentait la classe ouvrière et était son avant-garde, en outre la détermination de la conscience de la classe ouvrière, le niveau de prise de conscience, renvoient à la détermination de l'image que le parti avait de lui-même, dans quelle mesure il concevait qu'il était une classe ayant des limites distinctes, avec des intérêts séparés qui devaient d'une certaine manière être défendus par le biais des associations professionnelles et du parti politique. Comme dans les autres pays en voie de développement, les ouvriers conscients correspondaient à une minorité limitée, tandis que la grande masse était tant idéologiquement que politiquement attachée à la classe dominante. Une estimation, en octobre 1920, à Athènes et au Pirée, bien que peu fiable (le rédacteur, favorable à la tendance social-démocrate modérée de Nikos Giannios, qui s'opposait aux communistes, présentait la proportion de leur groupe accrue au détriment de la tendance communiste), donne des éléments évaluable dans une approche statistique⁷⁸². Les ouvriers ayant des tendances proches des bourgeois (constantinistes et venizélistes) étaient à proportion de 75%, les sociaux-communistes 8%, les syndicalistes-révolutionnaires (et les anarchistes communistes isolés) 2%, les communistes révolutionnaires (ultra-bolcheviks) 2%, les syndicalistes réformateurs (parmi eux, étaient aussi compris ceux se déclarant en faveur de l'idée de création d'un parti purement ouvrier) 6%, les sociaux-démocrates progressistes du groupe de Giannios (étant plus ou moins cultivés) 4%, les ouvriers désorientés 3%. Les personnes enregistrées en tant que communistes étaient conscientes dans une proportion de 15% (c'est-à-dire que ceux conscients sur l'ensemble de la classe ouvrière s'élevaient à tout juste 1,8%), le reste étant simplement déclarées en faveur de l'idée ouvrière pour diverses raisons. La conscience de la classe ouvrière se développa, durant ces années jusqu'en 1936, dans la direction de la reconnaissance plus large du Parti communiste de Grèce comme son représentant politique, fait qui découlait de la constatation qu'il donna aux ouvriers un poids particulier, leur offrit le profil de la classe qui devançait les adversaires dans leur apport à la société. Les nouveaux éléments au niveau de la conscience se sont manifestés non pas comme un pourcentage élevé aux élections législatives – ce qui était le moindre – mais dans l'action sociale quotidienne. Au sein des activités dans le mouvement professionnel et dans les luttes

⁷⁸² Cf. *Αμύνα* [Défense] (Athènes), 27-10-1920.

syndicalistes qui étaient dirigées par le parti communiste grec, les ouvriers, venant par une voie détournée en contact avec le parti, comprenaient leur position de classe distincte.

14.5. Les évolutions dans le mouvement international et l'influence sur le parti

En mars 1919, à Moscou, fut incarnée l'ambition des fondateurs de l'Internationale communiste (Komintern) que soit constitué l'état-major mondial, qui regrouperait les organisations radicales du mouvement ouvrier international, en contribuant à la création de nouveaux partis – partis communistes –, et guiderait la classe ouvrière à détenir le pouvoir. Le Komintern constitua le parti mondial unitaire du prolétariat, dont les sections étaient les partis nationaux communistes distincts. L'admission d'un parti présupposait l'acceptation du cadre idéologique et d'organisation des « 21 conditions », qui prévoyait, entre autres, l'application obligatoire des résolutions du centre international⁷⁸³. Au fil du temps, le centralisme sévère s'intensifia. Les individus qui encadraient les organes internationaux n'étaient pas élus par les partis ni n'acceptaient d'ordres de ceux-ci, mais directement du Komintern. Des délégués étaient envoyés dans les partis-membres pour surveiller l'application des 21 conditions, ayant le droit de contrôler leur action et leurs résolutions, de remplacer des cadres ou même la direction toute entière d'un parti, d'assurer l'application directe des résolutions du centre international. La direction du mouvement mondial de la part du Komintern amena à la constitution d'un mécanisme d'organisation complexe, caractérisé par un élargissement continu du nombre des cadres qui participaient aux organes de conduite et à la création de nouvelles structures d'organisation plus étroites. Par exemple, en 1919 les membres du présidium étaient seulement 5, en 1928 ils se sont élevés à 38.

Dans les pays balkaniques, le suivi des évolutions du côté du Komintern était assuré par des mécanismes, dont certains fonctionnaient parallèlement.

Le Bureau de Vienne avait parmi ses fonctions le contact avec les partis communistes de l'Europe du Sud-Est et leur soutien avec un matériel d'information et de propagande. Par celui-ci, l'aide économique était aussi transportée pendant les premières années aux partis qui se trouvaient sous sa responsabilité.

En janvier 1920, la Fédération communiste balkanique, ayant pour membres les sections du Komintern roumain, bulgare, yougoslave et grec, fut créée. Elle avait pour but la coordination de l'action des partis balkaniques pour renforcer la Russie soviétique et la future révolution en Europe, en paralysant les forces contre-révolutionnaires qui les attaqueraient par les Balkans. Il posait également en tant qu'objectif l'aide de la part des partis à une future révolution dans quelques-uns des pays balkaniques. La Fédération communiste balkanique constituait un membre constitutif du Komintern et l'accomplissement de ses décisions était obligatoire pour les partis balkaniques⁷⁸⁴.

Un autre mécanisme était le regroupement informel, au siège du Komintern, en 1922, des partis sur base de leur parenté linguistique, pour faciliter entre eux les contacts et le traitement du matériel. Paradoxalement, les partis balkaniques s'intégrèrent dans le groupe de la Baltique et des Balkans, des régions n'ayant pas de parenté linguistique. Les groupes linguistiques furent remplacés, en 1923, par des « rapporteurs spéciaux », qui élaboraient les informations et préparaient les résolutions dans leurs régions sous leur responsabilité. En décembre 1922, commença l'envoi de délégués du Komintern dans les partis pour parvenir à

⁷⁸³ « Les partis communistes ne sont que des sections du Komintern. Cela signifie que lorsqu'ils ont à choisir entre l'intérêt de leur pays et celui du Komintern, ils ont obligés de servir cette dernière », cf. Bureau Permanent de l'Entente Internationale contre la III^e Internationale, *Tableaux des organisations soviétiques travaillant à la révolution dans tous les pays*, Genève, Octobre 1928 (49 pp.), p. 13.

⁷⁸⁴ Cf. Таня Турлакова, «Балканската Комунистическа Федерация и Комунистическият Интернационал [La Fédération communiste balkanique et l'Internationale communiste]», *Коминтернът, ВКП(б), БКП [Komintern, Parti communiste panrusse (bolchevik), Parti communiste bulgare]*, Институт по История на БСП, София 1990, pp. 230-240; Г. М. Адиевков - Э. Н. Шахиязатова - К. К. Шириня, *Организационная структура Коминтерна, 1919-1943 [Structure d'organisation du Komintern, 1919-1943]*, РОССПЭН, Москва 1997, p. 14.

un contact plus étroit. En mars 1926, furent créés 11 secrétariats (Ländersekretariat), ayant pour but le contact direct, le contrôle et la conduite des partis. Dans tous les organes et les contacts ci-dessus, il y avait aussi une assistance pour le parti grec. En 1928 et jusqu'en 1933, la responsabilité des contacts avec les partis grec et bulgare fut cédée au Bureau de Berlin. Comme il en résulte ci-dessus, les partis balkaniques, ainsi que le parti grec, relevaient depuis longtemps de la compétence de trois d'organes distincts du Komintern : de la Fédération communiste balkanique, du Ländersekretariat balkanique et du Bureau de Berlin.

En ce qui concernait le mouvement dans les Balkans, le comité balkanique du parti soviétique s'y intéressa aussi, enfin, de 1923 jusqu'en 1928, en procédant au traitement d'un projet en vue de la prestation d'aide aux organisations révolutionnaires (mouvement autonomiste en Macédoine) et à la matérialisation des conditions de réalisation dans les Balkans de la révolution prolétarienne.

Lorsque, après 1925, furent suspendues les préparations pour une révolte armée en Bulgarie, un désaccord se manifesta au Komintern sur l'avenir de la conduite internationale des partis balkaniques ; la Fédération communiste balkanique fut dénuée de compétences, à cause du fonctionnement de mécanismes parallèles, et en 1931 elle fut abrogée. En 1935, furent également supprimés les Ländersekretariat, pensant que les partis pouvaient désormais résoudre sans contribution extérieure les questions locales.

Le nouveau mécanisme qui assumait, jusqu'en 1941, le contact avec les groupes des partis, intégra le parti grec dans le même groupe que le reste des partis balkaniques, ainsi qu'avec les partis persan et turc. A la force du Komintern appartenait aussi la Section des contacts internationaux (OMS), qui guidait le mécanisme illégal international et assurait le transport de personnes, de matériel et d'argent. Les Balkans étaient couverts par les Centres de Vienne et d'Istanbul, grâce à de nombreux itinéraires par Athènes. En 1935, fut aussi créé à Athènes un centre opérationnel secret de l'OMS. On ne sait pas jusqu'à quand il a fonctionné.

Les relations du Komintern avec sa section grecque n'étaient pas aussi étroites qu'avec les autres partis balkaniques. La même chose arrivait aussi à la Fédération communiste balkanique. Même si les organes internationaux recherchaient avec leurs délégués et grâce à une série de résolutions à guider le Parti communiste de Grèce, plus grand était le poids qu'ils donnaient principalement au parti bulgare et deuxièmement à ceux yougoslave et roumain. Lors de l'élection des organes aux congrès du Komintern, ainsi que dans les changements qui étaient réalisés entre-temps, les Grecs soit étaient exclus des postes de direction soit avaient une participation très réduite, en opposition avec les autres partis balkaniques. Dans les comités du mécanisme du Komintern, qui fonctionnaient parallèlement aux organes directeurs, ne participait jamais un délégué du parti communiste grec. La même situation était aussi en vigueur avec la Fédération communiste balkanique, même s'il faut à cet égard souligner que le parti lui-même, souvent, ne montra pas la disposition exigée pour participer à ses activités. Sans qu'il n'existe de cause essentielle, il ne prenait pas part à ses nombreuses réunions, ni se dépêchait de couvrir la place permanente qui lui avait été octroyée par l'organe dirigeant. Le manque d'empressement de la part des Grecs émanait d'une réaction au rôle principal que jouaient les Bulgares. L'accusation adressée au parti grec en 1928 était qu'il souffrait de provincialisme et ne s'intéressait pas aux questions balkaniques du mouvement mais seulement aux siennes.

Le Komintern créa très tôt un mécanisme éducatif pour la formation des cadres des partis à la théorie et à la pratique du marxisme et du léninisme. Les institutions éducatives les plus importantes étaient l'Université communiste des travailleurs d'Orient (KUTV) à Moscou, qui a été fondée en 1921, l'Ecole léniniste internationale de Moscou, en fonctionnement depuis 1926, et l'Université communiste des minorités nationales de l'Ouest (KUNMZ). Des centaines de membres du parti grec y furent envoyés, à l'entre-deux-guerres, et y suivirent des cours.

La résultante des actions d'organisation de l'état-major international du communisme, qui ont été mentionnées, était de servir le principe suprême, à savoir celui de la « finalité révolutionnaire » (soumission de tous à l'objectif de la révolution). A sa base étaient déterminées la politique globale et les relations avec les partis-membres. Même si la

déclaration planificatrice stable du Komintern était l' « organisation de la révolution mondiale prolétarienne », la concrétisation de l'objectif ne s'exprima pas de façon linéaire. Au sein de ses lignes se développèrent des conflits d'orientations politiques, qui souvent ont été violemment résolus, grâce à l'assistance du mécanisme de l'Etat soviétique. L'empirisme et le manque de boussole, qui accompagnait l'avancée de la révolution russe vers l'inconnu, tourna occasionnellement le Komintern vers des directions politiques différentes entre elles, qui ont oscillé du romantisme révolutionnaire qu'avait souligné Lénine jusqu'à la théorie de Joseph Staline au sujet de la construction du socialisme dans un seul pays. Au niveau de la tactique, la politique du Komintern se manifesta contradictoirement, en imposant théoriquement l'élément national sur celui de classe (alliance du parti bulgare avec le mouvement nationaliste autonomiste de la Macédoine), en fluctuant entre la théorie du social-fascisme (équation des sociaux-démocrates avec les fascistes) et l'idée du front populaire. Les choix politiques aboutissant à des échecs prolongèrent les conflits dans le Komintern. La situation en son sein était directement influencée par les conflits des lignes politiques dans le parti soviétique, qui à leur tour reflétaient les conditions en formation, sociales et politiques, en Union soviétique.

Une considération du problème en question renvoie obligatoirement aux évolutions dans la société soviétique et dans le parti sous la direction de Staline. Le pouvoir ouvrier en Russie présentait la particularité que, contrairement aux prévisions de Marx, il avait prédominé dans un pays non avancé, où le mode de production capitaliste n'était pas dominant, et il fut appelé a posteriori à réussir l'industrialisation. Les dilemmes étaient liés à l'alliance sociale avec les couches paysannes – appui de la révolution –, aux méthodes et aux rythmes de croissance économique qui garantiraient le succès. A la réflexion sur la direction de l'économie, prédomina l'opinion que la collectivisation de l'économie paysanne était indispensable (organisation coopérative socialiste des ménages paysans individuels) pour accompagner l'industrialisation socialiste. Lorsque, à la fin des années 1920, le parti sous Staline commença les changements, il rencontra une résistance de la part des éléments de l'ancienne structure économique et sociale et recourut à des méthodes de coercition non économique⁷⁸⁵. L'urgence de la réalisation d'un saut pour que les bases de l'Etat industriel s'établissent justifia des mesures, qui provoquèrent des millions de victimes du fait des poursuites et de la faim.

Le déroulement du conflit social conduisit au renforcement du mécanisme du parti et de l'Etat. Staline, pédagogue compétent qui codifia le marxisme et systématisa et simplifia le léninisme – sans éviter toujours des formalisations et des simplifications –, formula la théorie de la révolution mondiale qui émanerait de l'augmentation de la force de l'Union soviétique. Son interprétation de l' « entourage capitaliste hostile » fut accompagnée de la prise de mesures exceptionnelles contre l'ennemi interne. Maniaque du pouvoir ou révolutionnaire, Staline se révéla, en tous cas, habile à mettre à l'écart les adversaires idéologiques, en promouvant la construction de la société socialiste sur une voie qui n'était pas élaborée ni connue avec clarté. Aux méthodes extrêmes qu'il a choisies, il trouva un soutien de la part de la majorité du parti et de la société. A la génération des membres recrutés sous Lénine – à tous les cadres qui survécurent aux combats pour la révolution – avaient été formées des mentalités qui avaient incorporé l'emploi de la violence révolutionnaire pendant l'exercice du pouvoir. A la fin des années 1920, la majorité des membres était composé d'individus recrutés après le décès de Lénine, qui constituèrent l'appui de la direction. Dans le peuple, les jeunes ouvriers et paysans ayant fait des études et ayant une formation technique considéraient qu'ils devaient leur carrière au nouveau régime et à Staline. Cependant certains principes du parti furent violés. Avec l'hémorragie de la révolution, la substitution empressée en cadres, qui ont évolué en gardant une distance par rapport aux masses, eut lieu dans le parti, en renforçant des phénomènes de bureaucratie et de carriérisme. Dans la pyramide du parti, fut imposée, par des liquidations du sommet jusqu'à la base, une restriction du dialogue,

⁷⁸⁵ Cf. Ludo Martens, *Un autre regard sur Staline*, Editions EPO, Bruxelles 1994, sur de nombreux points.

qui s'accompagna de centralisme dans la prise de décisions. La combinaison du manque de collégialité, grâce à la suspension de démocratie dans la société, accumula la force au sein de la direction. Pendant l'application d'un autre choix, fut cultivé dans le peuple le culte de la personnalité. Les mythes ayant une couverture religieuse se sont révélés aptes à conquérir les masses, à les mettre en mouvement, et la foi dans le dirigeant Staline soutint son pouvoir et regroupa la société. L'intensité du climat d'encerclement, avec la théorie de Staline selon laquelle le capitalisme moribond réagit violemment – comme un fauve blessé – et la lutte de classe est aiguës, conduisit à des poursuites massives. La majorité du peuple approuva et soutint Staline, en donnant gain de cause aux méthodes d'exercice de la violence ; la minorité qui s'opposa consciemment se retrouva dans les camps de travail. Des éliminations d'individus considérés comme des adversaires de classe, y compris de brillants militaires, entraînèrent des pertes énormes. Après la société et l'armée, l'hystérie relative à l'ennemi de classe fut transposée à l'intérieur du mouvement communiste. Dans les années 1930, des membres et des cadres illustres du parti soviétique, en nombre important, perdirent leur liberté ou furent conduits à la mort sous le stigmate de traître, s'étant opposés idéologiquement à la tendance sous Staline.

Dans le Komintern, dans certains partis-membres, le reflet de la situation engendra des problèmes d'intensité variée, ailleurs non. En choisissant par hasard un parti, les communistes danois n'ont jamais ressentis un manque d'indépendance, une pression ou une contrainte du Komintern. D'autres partis, éloignés idéologiquement du centre des décisions, s'opposèrent par un vif dialogue. Ernst Thälmann, à maintes reprises, à partir de juillet 1927 jusqu'en 1932, soulignait l'opposition du parti allemand à la révision de la politique du front unitaire et à l'opposition avec la social-démocratie. Palmiro Togliatti, au 6ème congrès du Komintern, en 1928, transmit le désaccord vertical du parti italien contre la position que la social-démocratie conduit à la transformation en organisation fasciste. « Nous considérons que cette formulation est tout à fait inadmissible », dit-il. « Notre délégation est catégoriquement opposée ». Certains partis ont accepté des interventions dans les limites constitutives des organes internationaux, qui prirent la forme de conflit et évoluèrent en tragédie⁷⁸⁶. Dans un climat de haine des Soviétiques contre les étrangers, considérés en somme comme agents potentiels⁷⁸⁷, et d'exaltation du nationalisme, les communistes de l'étranger qui se trouvaient en Union soviétique, voire même des cadres du mécanisme du Komintern, furent poursuivis. Parmi les personnes qui perdirent la vie étaient compris les membres du présidium du 1er congrès du Komintern, les cadres dirigeants des partis de l'Inde, d'Iran, de la Finlande, des Etats baltes, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie. Le parti polonais fut dissous, des centaines de membres et de cadres dirigeants furent exécutés. Dans les partis balkaniques, furent appliquées des mesures extrêmes contre des dirigeants roumains et bulgares ; approximativement 800 communistes yougoslaves disparurent⁷⁸⁸. Le parti grec se trouva comparativement dans une situation moyenne, avec des interventions qui avaient été jugées nécessaires, des remplacements et des nominations de personnes à la direction, une imposition extrême des peines à un nombre limité de cadres – en général avec un passé héroïque – qui s'étaient réfugiés en Union soviétique, avaient reçu la citoyenneté soviétique et étaient des membres en même temps des partis grec et soviétique.

Des cadres dirigeants du Komintern s'opposèrent aux poursuites. Le bulgare Georgi Dimitrov, secrétaire général du Komintern, par le biais de démarches auprès du parti soviétique et auprès des services de sécurité, intervenait au profit de personnes arrêtées – pour la seule année 1939, ses lettres et ses déclarations atteignirent les 130 –. Dans les archives du Komintern, il y a une lettre, en date du 28 mars 1938, qu'adressa à Staline le hongrois Evgeni Varga, architecte des estimations économiques internationales, prenant position contre les

⁷⁸⁶ Cf. Kevin McDermott - Jeremy Agnew, *The Comintern. A History of International Communism from Lenin to Stalin*, Macmillan Press, London 1996, pp. 142-157.

⁷⁸⁷ Cf. Zapantis, *Greek-Soviet Relations ...*, op. cit., pp. 338-341.

⁷⁸⁸ Cf. Paolo Spriano, *Stalin and the European Communists*, Verso, London 1985, pp. 38-53; Robert Conquest, *The Great Terror. A Reassessment*, Hutchinson, London etc. 1990, pp. 399-408

arrestations massives des cadres de l'étranger. Le texte, portant la marque des sentiments contradictoires qui mirent à l'épreuve ceux qui décidaient de contester les actions des organes de l'Etat, mentionne sur un point : « Pour prévenir tout malentendu, je voudrais souligner que, dans les conditions actuelles, je considère comme absolument juste qu'il soit préférable d'arrêter deux innocents, plutôt que de ne pas attraper un espion ». Les liquidations causèrent un grand dommage – du point de vue moral, immesurable – à l'image du communisme perçue par l'opinion publique internationale.

En vue d'une interprétation globale des éléments ci-dessus, la vie de Staline est prise en compte en fonction de l'interaction de sa personnalité et du processus historique, dans la mesure où l'histoire a contribué à former la personne qui a influencé sa marche. La pratique appliquée en URSS fut issue de l'héritage du retard économique et social de la Russie tsariste, de la non instruction et de l'absence de traditions démocratiques, que la révolution n'a pas éliminées en une seule fois. L'unanimité dans la critique sur les erreurs et les crimes doit ne pas sous-estimer l'analyse dialectique des conditions dans lesquelles se développa le phénomène. Le refus équivaut à méconnaître le résultat selon lequel, pendant les années 1930, le pouvoir soviétique se stabilisa économiquement et politiquement. A l'antipode des bureaucrates, le peuple était dévoué au socialisme ; la plus jeune génération travailla pour réaliser les plans non pas par peur mais par conscience. Les progrès dans le déploiement des forces productives (même si celles-ci ne conduisent pas automatiquement au développement de rapports de production socialistes) étaient un exploit qui renforça la confiance en soi pour la possibilité de prédominance sur le capitalisme.

En ce qui concernait le parti grec, tous ces rapports à la politique du Komintern et aux conflits dans le parti soviétique délimitent une influence, qu'ils ont exercée sur lui. En tant que membre du Komintern et de la Fédération communiste balkanique, le parti grec avait des droits et des obligations qui découlaient de son statut. Principalement, cependant, il était la section grecque d'une grande organisation internationale qui promouvait la révolution prolétarienne mondiale. Sa relation avec le Komintern doit être considérée non en tant que participation d'un parti national à une fédération internationale de partis, mais en tant qu'intégration volontaire dans un parti international. Ses obligations, comme l'obéissance aux ordres ou les interventions dans la nomination des cadres, bien que non compréhensibles par tous les communistes grecs lors de la prise de la décision d'intégration – en 1919 –, étaient la conséquence naturelle de l'acceptation du statut du Komintern. Dans la mesure où le parti grec était adapté (surtout après 1924) aux exigences d'organisation du Komintern et excluait du dispositif du parti ceux qui remettaient en cause ses choix, l'application sans réserve des décisions du centre de direction internationale était considérée par ses membres et ses cadres comme une condition indispensable pour l'issue victorieuse de la lutte. Pourtant, au vu de la complexité des circonstances, le parti grec, intégré dans une ligne politique dont le but fondamental était d'aider l'Union soviétique, n'avait pas la perception des évolutions. Dans l'environnement d'un petit pays sous-développé, tourmenté par ses problèmes quotidiens, le parti fut appelé à mettre en œuvre une action politique, devant s'intégrer dans une stratégie mondiale qu'il ne comprenait pas dans son ensemble. Théoriquement, le parti communiste grec était une section de l'organisation révolutionnaire mondiale, mais substantiellement il exerçait une politique et avait une opinion sur les évolutions seulement dans son pays. Il ne pouvait pas concevoir les corrélations dans le dédale politique mondial ; il appliquait seulement les ordres à la lettre.

14.6. Evolution des élaborations. Stratégie et tactique

Pendant la conduite de la lutte des idées, le besoin social de l'époque, dans laquelle se révéleraient des personnes ayant une faculté de concevoir théoriquement la situation et qui exprimeraient à un niveau idéologique la lutte des classes existante des ouvriers grecs, était impératif. Dans l'avancée, en effet, apparurent un nombre de personnalités pouvant se mettre théoriquement en avant. Dans l'évolution de l'idéologie du mouvement communiste grec, les apports déposés par tous les théoriciens qui se sont mis en marche en son sein sont repérés en général par la distinction qu'ils constituèrent une production grecque interne. Le mouvement,

récepteur des compositions en dehors de l'espace national, imposa certains changements qualitatifs à sa physionomie.

La partie idéologique de la création du parti communiste renvoie aux précurseurs des théoriciens du marxisme et à l'outil idéologique qu'ils portaient⁷⁸⁹. Le juif Abram Benaroya à Salonique, Georgios Skliros et Kostas Hatzopoulos originaires de l'Ancienne Grèce, un peu plus tard Nikos Giannios, Démosthène Ligdopoulos et Michail Iconomou, les cousins Panagis et Nikos Dimitratos et d'autres qui ont conduit le mouvement au congrès fondateur du parti, ont jeté les bases idéologiques pour élaborer un programme social-démocrate traditionnel – copie de celui allemand correspondant d'Erfurt –⁷⁹⁰. Le déplacement suivant du parti ouvrier grec de la social-démocratie au camp communiste, bien qu'avec de légers ébranlements – des réserves avaient été suscitées en son sein par la tendance réformatrice –, fut le couronnement de la réflexion idéologique qu'imposait la réalité du pouvoir soviétique en Russie. En janvier 1919, le député du parti Aristotelis Sideris déclarait que le bolchevisme était l'application du socialisme, se plaçant en sa faveur, théoriquement – comme il l'affirmait –. En novembre 1920, l'élaboration de la théorie socialiste fut imputée à Sideris, du programme du parti à Georgiadis et de la tactique syndicaliste à Benaroya. Les questions théoriques les plus critiques, qui exigeaient une réponse, étaient la détermination de la voie de la révolution et l'adoption d'une structure d'organisation effective. Dans le mouvement international, le léninisme avait couvert le besoin de mise au point et d'adaptation de la théorie marxiste de la période pré-impérialiste du capitalisme – « le marxisme de l'époque du stade impérialiste du capitalisme » –. La nouvelle stratégie et tactique du mouvement ouvrier avait été appliquée en Russie, le maillon impuissant de la chaîne mondiale s'était brisé et la théorie léniniste de la révolution avait été vérifiée. Dans le conflit politique, la capacité de Lénine d'élaborer et de changer de tactiques à un moment opportun conduisit à sauver la révolution. Toutefois, le marxisme dans sa version léniniste n'avait pas encore prédominé internationalement. L'objectif stratégique du parti grec restait dans tous les cas le socialisme, mais, dans le premier programme de 1918, il n'existait pas de mention de la dictature du prolétariat. En 1920, le terme fut complété, tandis que le centralisme démocratique fut adopté en tant que principe d'organisation. La réflexion sur la tactique couvre la question des stades transitoires vers le socialisme, donc des alliances sociales. Les recherches des stades transitoires ont internationalement été mises sur le tapis par Lénine, en 1922, lorsqu'il est devenu perceptible que le romantisme de l'assaut vers les cieux heurtait la corrélation des forces, avec la social-démocratie continuant à influencer un nombre important d'ouvriers. Dans un environnement où le facteur subjectif (la conscience) de la classe ouvrière était faible et le déploiement des forces productives incomplet, rendant irréalisable la dictature directe du prolétariat, ont été recherchés des stades transitoires, avec le soutien d'autres forces – comme celles des paysans – qui n'étaient pas disposées à participer à une révolution socialiste mais approuvaient la réalisation des changements bourgeois-démocratiques. En ce qui concerne le stade bourgeois-démocratique dans le processus révolutionnaire, la proposition léniniste différait de celle social-démocrate (la solution des problèmes bourgeois-démocratiques serait obtenue sous la direction de la classe bourgeoise, jusqu'à ce que se développa la classe ouvrière et qu'elle puisse s'imposer) sur le point qu'elle proposait la solution des problèmes bourgeois-démocratiques sous la direction de la classe ouvrière dans son alliance avec la paysannerie. Dans le mouvement ouvrier grec, un stade transitoire, qui fut proposé en 1926, après la chute de la dictature de Pangalos, fut rapidement abandonné. En 1928, le durcissement de la ligne politique, en suggérant la grève générale et la détention directe du pouvoir par le front des ouvriers et des paysans, accompagna les évolutions en Union soviétique (collectivisation). Cette année-là, dans les analyses du Komintern (6ème congrès), la Grèce avait été classée dans le groupe des pays ayant un niveau moyen de développement du capitalisme, dans

⁷⁸⁹ Cf. Panagiotis Noutsos, *Η σοσιαλιστική σκέψη στην Ελλάδα (από το 1875 ως το 1974)* [La pensée socialiste en Grèce, 1875-1974], Gnosi, Athènes 1990-1995, t. A, B et C.

⁷⁹⁰ Cf. Archives du Parti communiste de Grèce, dossier *Το Πρώτο Συνέδριο ...*, *op. cit.*; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, pp. 443.

lesquels aurait lieu la révolution bourgeoise-démocratique, afin que, par conséquent, à travers une procédure de réadaptation de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans en celle prolétarienne, le socialisme soit conquis⁷⁹¹. Au début des années 1930, lorsque la regrettable théorie social-fasciste avait été désormais abolie, les élaborations pour un front anti-fasciste, formation plus large par rapport aux forces du stade transitoire, qui comprendrait jusqu'à des parties de la classe bourgeoise grecque, ont été complétées. Jusqu'à alors, la bolchevisation, en tant que ligne politique, était la perspective de la révolution socialiste sans stade intermédiaire, qui résoudrait aussi les problèmes bourgeois-démocratiques du pays. Quand on faisait mention de la création d'un front, la révolution socialiste était sous-entendue, avec la révolution bourgeoise-démocratique constituant un élément de celle-ci. En 1934, la révolution bourgeoise-démocratique fut désormais considérée comme un stade indépendant. Les graves problèmes de nature bourgeoise-démocratique seraient résolus par les paysans, par les personnes à petits et moyens revenus et par les autres alliés sociaux, tandis que l'objectif du socialisme était déplacé dans l'avenir, à un moment qui dépendait de l'avancée de la lutte des classes. Face au danger fasciste, Georgi Dimitrov, à la clôture du VII^e congrès du Komintern, en 1935, précisa : « Maintenant la contre-révolution fasciste s'attaque à la démocratie bourgeoise... Maintenant les masses des travailleurs dans suffisamment de pays capitalistes sont obligées, concrètement aujourd'hui, de choisir non entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise, mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme⁷⁹² ». La nouvelle perception indiquait l'alliance avec la classe bourgeoise-démocratique en un front anti-fasciste, qui ne serait pas révolutionnaire mais défensif, parce qu'était mise en cause la démocratie bourgeoise. Dans le cadre du front anti-fasciste, la position sur la défense de l'Union soviétique changea également. Conformément à la position antérieure du Komintern et de la Fédération communiste balkanique – dès son congrès fondateur –, les ouvriers des pays balkaniques devaient protéger la patrie du prolétariat international, épuiser les possibilités pour qu'ils interrompent une invasion potentielle contre elle, qu'ils ne permettent pas que les troupes attaquantes passent par les Balkans et qu'ils tournent les armes contre leur propre classe bourgeoise. Dans les conditions du fascisme, la nouvelle perception avait pour épicerie la prévention, dès le moment où commencerait une guerre, que l'Union soviétique ne soit pas mêlée, puisqu'elle avait besoin de vivre une période pacifique. Le front anti-fasciste de chaque pays ne permettrait pas que le fascisme prévaille, en ayant également en tant que but fondamental la résistance à l'envahisseur présomptueux et la défense de l'indépendance nationale, pour que la guerre ne s'étende pas jusqu'à l'Union soviétique.

Le Parti communiste de Grèce suivait passivement les évolutions internationales, en appliquant la ligne de conduite. A la base des conceptions théoriques générales, le parti s'avancait vers des coopérations avec les comités idéologiques de Moscou, au cours des contacts qu'il avait avec elles, pour que le général soit tempéré par le particulier. Dans le cas du réformisme dans le syndicalisme et en politique (sociaux-démocrates), la suggestion internationale de l'action à leur détriment fut appliquée avec exactitude. Dans le domaine idéologique, le devoir était facile ; la politique social-démocrate était infondée. Lorsque, en mars 1924, s'est réunie à Bucarest la conférence des partis sociaux-démocrates balkaniques, « ... un requiem pour la feu Deuxième internationale » – sans participation grecque –, les résolutions sur l'impérialisme (engagement dans une lutte ayant pour but le règlement pacifique des différents impérialistes) ont été ironiquement envisagées par le cadre dirigeant Eleftherios Stavridis, qui souligna que les congressistes avaient conscience du fait que la guerre signifierait une révolution sociale et par extension la perte de leurs privilèges⁷⁹³. En effet, en Bulgarie, pour laquelle la résolution suggérait que soient évitées des actions qui

⁷⁹¹ Cf. "Griechenland", *Die Kommunistische Internationale vor dem VII. Weltkongress. Materialien*, Verlagsgenossenschaft Ausländischer Arbeiter in der UdSSR, Moscou - Leningrad 1935, pp. 413-424.

⁷⁹² Cf. *Коммунистический Интернационал перед VII Всемирным Конгрессом. Материалы*, Партиздат СК ВКП (б), Москва 1935, passim.

⁷⁹³ Cf. *Ριζοσπάστης*, 13-4-1924.

provoqueraient une intervention impérialiste, le dirigeant social-démocrate Gianko Sakazov participait, en tant que ministre des transports, à la composition du gouvernement de Cankov issu d'un coup d'Etat militaire. Dans le domaine de l'action politique, faute de sociaux-démocrates grecs, le parti grec ne perdait pas d'occasions d'organiser des attaques contre les visiteurs européens. Emile Vandervelde, ancien premier ministre de la Belgique, président de l'Internationale ouvrière socialiste, de « type classique social-traître et social-impérialiste », après s'être arrêté à Sofia où il prononça un discours en faveur de la concession en Bulgarie d'une issue sur la mer Égée, arriva le 17 septembre 1924 à Salonique, où il ne fut pas cordialement accueilli même par les bourgeois⁷⁹⁴. Le 19 septembre 1924, il se rendit à Athènes, pour parler devant un auditoire constitué exclusivement de politiciens et de bourgeois, du mode belge d'organisation de la classe ouvrière sur la base du collaborationnisme et de la sécurité sociale⁷⁹⁵. Johann Sassenbach, secrétaire de l'organisation réformatrice Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, fit un discours à Salonique, le 21 avril 1926. Deux mille ouvriers le désapprouvèrent en chantant l'hymne de l'internationale et en échangeant des coups de poing avec les « jaunes » [ouvriers membres des associations réformatrices]. Les mêmes scènes à son détriment se déroulèrent au Pirée, le 25 avril 1926, au cours de son discours au théâtre municipal⁷⁹⁶. Albert Thomas, ministre français pendant la Première Guerre mondiale, directeur du Bureau international du travail de la Société des Nations, se rendit à Athènes le 1er mars 1927 – la banque nationale assumait ses dépenses –. Il fut désapprouvé par les communistes à la gare de chemin de fer, avec des mots d'ordre « A bas le social-traître ! A bas le chien de garde de la ploutocratie », et on facilita sa fuite tant bien que mal ; la foule repoussa une attaque des gendarmes et défila en chantant l'hymne du Komintern⁷⁹⁷.

Dans le cadre de la ligne du Komintern, furent résolues certaines questions stratégiques qui conduisaient à l'accomplissement de l'objectif stratégique (socialisme). L'approche théorique de l'organisation du parti et des syndicats – de la force motrice de la révolution – était l'une des plus actuelles. En septembre 1924, la publication – tardivement – d'extraits des résolutions de la Fédération communiste balkanique, qui ont été prises par la VII^e Conférence communiste balkanique et qui concernaient la Grèce (« Les résolutions sur le Parti communiste de Grèce »), mettait le parti face à ses devoirs pour soutenir la révolution prévue en Bulgarie. Le centre international avertissait que la situation politique dans le pays rendait indispensable la préparation la plus rapide possible du parti communiste grec, par la création d'un mécanisme nécessaire, et que le parti devait fortifier le lien d'organisation avec les grandes entreprises, les ouvriers marins, les ouvriers de l'électricité et les cheminots et procéder à la création d'une fraction de parti dans les syndicats, afin que soit développée la lutte contre l'influence bourgeoise en vue du renversement du capitalisme et l'établissement du pouvoir ouvrier et paysan⁷⁹⁸. Cette résolution matérialisait le modèle général d'approche de la révolution comme celui-ci s'était formé dans les pays industrialisés avancés. En Bulgarie, le modèle recherchait son application aux mobilisations massives dans les mines du Pernik (40.000 ouvriers), qui avaient créé une tradition de grève dès 1906. Pour la concrétisation de la résolution en Grèce, les dirigeants ressentaient une faiblesse innée, en comparant les tailles du potentiel ouvrier dans l'extraction, dans les domaines de l'énergie et de l'industrie, dans les transports et les communications, avec celles équivalentes de l'Europe.

⁷⁹⁴ Cf. NARA, M 443, N° 6, 362-374, Leland Morris (consul américain à Salonique) à State Dept. - Washington, Salonique 22-10-1924, 13 pp.; *Πιζοσπάστης*, 18-9-1924; *Le Progrès*, 17-9-1924; Dagkas, *Recherches* ..., *op. cit.*, p. 667.

⁷⁹⁵ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 17,18-9-1924; *Μακεδονικά Νέα*, 17-9-1924; AMBZ, dossier *Correspondance Politique - Légations*, Grèce III, 1919-1924, sous-dossier *Grèce 1923-1924*, Van de Kerchove d'Hallebast (chargé d'affaires de Belgique à Athènes) à Hymans (ministre des Affaires étrangères), N° 793/312, Athènes 20-9-1924, 3 pp.; Dagkas, *Recherches* ..., *op. cit.*, p. 667.

⁷⁹⁶ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 21,22,23-4-1926; *Μακεδονικά Νέα*, 26-4-1926; Dagkas, *Recherches* ..., *op. cit.*, p. 668.

⁷⁹⁷ Cf. *Πιζοσπάστης*, 2-3-1927; *Μακεδονικά Νέα*, 1,2,6-3-1927.

⁷⁹⁸ Cf. *Πιζοσπάστης*, 30-9-1924.

Maximos, qui, dès qu'il vint en Grèce en 1923, s'était préoccupé de la tactique du mouvement ouvrier et de la disposition des forces du parti, donna la marque. En 1927, dans son intervention d'une importance capitale⁷⁹⁹, il réfléchissait – et simultanément donnait des orientations – que la tactique professionnelle devait être déterminée par la conscience que le mouvement professionnel était constitué de la minorité de la classe ouvrière et en plus ne s'appuyait encore que sur des branches de la production d'importance secondaire, qui ne constituaient pas la force sur laquelle pourrait se fonder une mobilisation à un moment donné. Les travailleurs dans les transports et dans l'industrie étaient considérés comme un secteur de base, sans lequel il n'existait pas de perspective. « ... J'arrive au point », précisait-il lui-même, « de dire que d'avoir en Grèce sous notre influence tous les autres ouvriers en dehors des ouvriers des transports et des usines est comme si nous n'avons quasiment pas de mouvement, est comme si ce mouvement frappe des poings dans le vide. » La force du mouvement de classe était réunie dans les branches secondaires (alimentation, manipulation du tabac, serveurs, presse), tandis que l'adversaire s'appuyait sur le secteur d'importance principale, les transports. Il y avait 12.000 cheminots, la moitié réunis « autour d'une fédération d'incapables », 7.000 chargeurs et déchargeurs du port organisés approximativement en dix associations de la fédération des chargeurs et déchargeurs sous l'administration d'entrepreneurs, 12.000 ouvriers marins, la plupart organisés en dehors des associations qui elles aussi étaient anti-ouvrières. Dans l'industrie, régnait également la désorganisation. En général, concluait Maximos, il y avait dans les principales branches soit un manque d'organisation soit une organisation dirigée par des individus influencés par l'Etat et les employeurs, tandis que l'administration de la confédération syndicale (Confédération générale des travailleurs de Grèce) provenait de la coopération des sociaux-démocrates avec la tendance réactionnaire et s'appuyait sur tous types de syndicats, voire inexistants⁸⁰⁰. La position de Maximos sur les mouvements ouvriers par branches d'importance capitale et secondaire, ainsi que sur les conditions de renversement qui présupposaient l'occasion de paralyser les transports et l'industrie, était au fond juste. Il s'agissait de secteurs précurseurs ayant des caractéristiques qualitatives, qui manipulaient les moyens de production et contrôlaient le mouvement (transports et communications) en ayant la possibilité, dans le capitalisme, de développer une action efficace. L'estimation pour la Grèce négligeait cependant la valeur, à un moment donné, de l'avant-garde, des ouvriers du tabac. Une couche employée dans un secteur d'exportation névralgique de l'économie nationale, de taille suffisante (population, tenant compte des membres adultes de leurs familles, de 100.000 personnes) et avec une participation équivalente du sexe féminin (les ouvrières du tabac descendaient en sabots aux grèves et se heurtaient aux gendarmes), disposait d'une psychologie agressive et recourait à des actions extrêmes de violation des lois sans hésitation, agissant avec discipline – véritable armée ouvrière –. Après les grèves - révoltes des années 1927-1928⁸⁰¹, la confirmation de la promptitude des ouvriers du tabac en tant que avant-garde combative vint notamment au cours de l'occupation temporaire de Thessalonique en mai 1936.

Un autre problème de tactique, l'estimation de la question nationale, avait une importance capitale pour la révolution dans les Balkans⁸⁰². La réalité historique indiquait deux

⁷⁹⁹ Cf. *Πιζοπάστης*, 27,28-3-1927, « Le mouvement professionnel »; Dagkas, *Recherches ...*, op. cit., p. 770.

⁸⁰⁰ Cf. Dagkas, *Recherches ...*, op. cit., pp. 770-771.

⁸⁰¹ Cf. ACM, 1BB7, 146, dossier *Bulletins d'informations reçus - Grèce 1928*: Leloup à EMG - 2me Bureau, Bulletin d'informations N° 7, Secret, Athènes 7-7-1928, article 01.

⁸⁰² Cf. Турлакова, «Балканската Комунистическа Федерация и националният въпрос на Балканите (1920-1931) [La Fédération communiste balkanique et la question nationale dans les Balkans (1920-1931)]», *Проблеми на политиката на балканските комунистически партии по националният въпрос [Problèmes de la politique des partis communistes balkaniques concernant la question nationale]*, Институт по История на БКП, София 1987, pp. 5-75; Ар. А. Улунян, *Коминтерн и геополитика: Балканский рубеж, 1919-1938 гг. [Le Komintern et la géopolitique: les*

issues. La première, qui avait déjà été entreprise par les bolcheviks, était la résolution de la question nationale *après* la détention du pouvoir, selon la position générale que les problèmes bourgeois-démocratiques s'éternisant seraient résolus au sein de la révolution socialiste. Les Yougoslaves soutenaient aussi cette position⁸⁰³. Dans le deuxième cas, les Bulgares intégrèrent la question nationale dans la planification politique et s'allièrent au mouvement national (autonomistes slavomacédoniens) *avant* la révolution, avec la logique que la solution de la question nationale était une tâche bourgeoise-démocratique – dans le cadre du régime bourgeois – pour que soit réalisée la révolution socialiste. L'approche idéologique en Grèce, en 1924, était semblable à celle de la Bulgarie⁸⁰⁴. Sur les reproches adressés au parti grec pour son mot d'ordre de la « Macédoine, Thrace et Dobroudja unifiées et indépendantes », la défense s'appuya sur la position que le soutien des mouvements nationaux n'était pas une action de scission, mais un sujet de principe théorique et d'ordre moral pour les communistes. Dans le dialogue qui alimenta le conflit, le parti communiste riposta par des commentaires – dont certains d'entre eux spirituels – selon lesquels les communistes demandaient l'autonomie pour que la Macédoine ne tombe pas entre les mains des membres bulgares des comités ni entre celles des « alliés » de Serbes qui convoitaient Salonique, pour que les Balkans cessent d'être le foyer de la guerre ; que la ploutocratie gardait la Macédoine pour sa richesse, non pour son identité nationale, puisqu'en 1916 Venizélos brada Cavala aux Bulgares, Gounaris remit Roupel et la Macédoine orientale aux Bulgares, en 1923 Venizélos donna le département de Florina aux Serbes⁸⁰⁵. Le 30 mars 1927, Maximos, plaçant au Parlement sur la question nationale, précisa que le mot d'ordre était non « autonomie » mais « unifiée et indépendante », que le parti communiste grec n'était pas un parti autonomiste mais recherchait le changement du régime social, c'est pourquoi les communistes grecs luttèrent en 1924 pour la prédominance de la révolution bulgare, et que la politique socialiste s'était toujours déclarée en faveur de l'autodétermination des peuples⁸⁰⁶. Pour les organisations « macédoniennes », il conclut sur l'argument que la colonisation entreprise par l'Etat grec – après 1922, avec la venue de la grande masse des réfugiés – pour helléniser la Macédoine se compliquait, ne résolvait pas le problème, puisque les « macédoniens » poursuivis par le gouvernement constituèrent la majorité des nationalistes qui sont tombés dans les bras du chauvinisme bulgare.

En ce qui concerne le front antifasciste, le parti communiste grec fit, après 1934, un revirement total, en révélant comme préoccupation fondamentale l'édification du front antifasciste ; sa ligne fut adaptée afin qu'elle réponde aux devoirs lorsque éventuellement éclaterait la guerre contre la patrie socialiste. Sa tactique d'ensemble fut jugée comme juste par rapport à la politique du Komintern. En août 1939, après le pacte de non agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne hitlérienne (pacte Molotov-Ribbentrop), la ligne internationale sur les objectifs du front antifasciste fut couverte (la propagande communiste se tourna contre l'impérialisme en général, en laissant intouchable le fascisme). La lettre que Nikos Zachariadis, chef du parti, a écrite en octobre 1940 – alors emprisonné –, en soutenant sans réserve la résistance à l'envahisseur fasciste italien, ne correspondait pas aux nouvelles directions du Komintern et le laissa exposé.

Un chapitre différent dans le domaine idéologique est la diffusion des idées à l'intérieur du parti communiste grec. L'obstacle le plus sérieux, à des moments d'existence

frontières balkaniques, 1919-1938], Институт Всеобщей Истории - Российская Академия Наук, Москва 1997, pp. 39-84.

⁸⁰³ Cf. Коста Николитч, *Болшевиизација комунистичке партије Југославије, 1919-1929* [*La bolchevisation du Parti communiste de Yougoslavie, 1919-1929*], Институт за Савремену Историју, Београд 1994, pp. 116-121.

⁸⁰⁴ Cf. Spyridon Sfetas, *Makedonien und interbalkanische Beziehungen, 1920-1924*, Hieronymus, München 1992, pp. 287-445; Taline Ter Minasian, « Le Komintern et les Balkans », *Matériaux pour l'Histoire de Notre Temps*, N° 71, juillet-septembre 2003, pp. 62-70.

⁸⁰⁵ Cf. Ριζοσπάστης, 17-1-1925.

⁸⁰⁶ Cf. Πρακτικά Συνεδριάσεων της Βουλής [*Procès verbal de séance du Parlement*], Période A, Séance A, 1926-1927, vol. 1, Imprimerie Nationale, Athènes 1927, p. 309; Ριζοσπάστης, 10-5-1924.

légale du parti, était celui de la formation idéologique insuffisante de la plupart des membres. Le manque d'éducation, la quête quotidienne au salaire journalier et au pain, les conditions de semi-illégalité qui composaient le cadre juridique (délict scélérat) et les poursuites, privaient la classe ouvrière et les autres couches populaires de la possibilité de rivaliser idéologiquement à conditions égales. Les racines seront aussi recherchées ailleurs, dans la persévérance du parti à entretenir l'angoisse de l'écart idéologique. Pendant la période de clandestinité 1936-1941, les conditions de conspiration exigèrent le fonctionnement de l'organisation en groupes étanchement séparés entre eux. L'obstruction horizontale de la diffusion des opinions et des idées dans l'espace asphyxiant de la triade du parti et leur notification, verticalement – en dehors de toute discussion –, vers les échelons supérieurs seulement par le biais de la direction avait été rendue obligatoire. Il était inévitable, parmi les milieux de la direction, que la collégialité et la démocratie subissent un sursis supplémentaire, parmi des personnes qui exprimaient avec soin leurs opinions personnelles sous le régime de suspicion et de surveillance réciproque créé par le spectre de leur repérage par l'adversaire. Pour toutes les causes, ci-dessus, le manque de discussion favorisa dans le parti la reproduction d'une rigidité, déjà formée aussi dans l'espace géographique international, avec selon les cas un autoritarisme des dirigeants et un manque de collégialité dans les procédures de décisions.

14.7. *Conflits internes dans le parti*

Si l'attribut principal du mouvement communiste était toujours de promouvoir une proposition sociale qui s'appuyait sur des élaborations idéologiques, le conflit des courants idéologiques composa une caractéristique historique inhérente. Si on recherche dans la « préhistoire » du problème, dans les structures initiales du mouvement, on constatera l'existence d'ailes, conservatrice et radicale. La création de la Confédération générale des travailleurs de Grèce et du Parti socialiste ouvrier de Grèce constitua, à la fin de 1918, le fruit de la composition de différentes tendances. Après 1919, le relevé topographique des forces ouvrières à une échelle paneuropéenne montre la création d'une nouvelle corrélation au profit des révolutionnaires, en comparaison d'avant la Première Guerre mondiale, ayant amené à la fondation du Komintern. Le dilemme du mouvement socialiste grec était de choisir avec quel parti s'allier. Nikos Dimitratos, secrétaire du Parti socialiste ouvrier de Grèce, le parti ayant décidé de se retirer de l'Internationale ouvrière et d'adhérer au Komintern, écrivait, en 1919, à des partisans à l'étranger, qu'il faudrait prêter attention à la question de la jonction avec les organisations internationales, en fonction de l'idéologie que chacune représentait. Les années suivantes, la distance entre les opinions des sociaux-démocrates et celles des communistes prit la forme d'une polémique. Ils aboutirent à la radiation collective du groupe des anciens cadres les plus connus de la période social-démocrate⁸⁰⁷, comme Abram Benaroya (fondateur de la Fédération de Salonique), N. Dimitratos (premier secrétaire du parti, en 1918), Aristote Sideris (député de la Fédération en 1915 et ensuite du parti jusqu'en 1920)⁸⁰⁸, G. Georgiadis (théoricien du parti)⁸⁰⁹. Benaroya était la plus importante des personnalités qui furent mises à l'écart. L'idéologie de Benaroya correspondait à un socialisme démocratique modéré, position qui lui coûta la radiation du parti communiste. Les précisions, données par lui-même, le confirment. Lorsque, en automne 1923, Georges Papandreou, ministre de l'intérieur du gouvernement de Plastiras, alla à Salonique et convoqua la réunion de toutes les organisations de la ville pour les sonder au sujet du passage de la royauté à la démocratie, Benaroya y assista en tant que délégué de l'organisation locale du parti et intervint à maintes reprises, en soulignant que les communistes ne soutenaient pas la démocratie non oligarchique mais celle s'appuyant sur la souveraineté populaire. Deux jours après, il fut radié parce qu'il n'avait pas

⁸⁰⁷ PRO, FO371-10769, C3737-1713-19: Cheetham à Chamberlain, N° 84, Athènes 4-3-1925, 1 p., annexé: *Communism in Greece*, 2 pp.

⁸⁰⁸ *Ibid.*, FO371-19519, R5639-5639-19: Leading personalities 1935, p. 28.

⁸⁰⁹ Cf. *Φωνή του Λαού* [Voix du peuple (organ central de l'Union Socialiste Ouvrière de Grèce)] (Athènes), 30-3-1924

soutenu la démocratie soviétique⁸¹⁰. Dans le journal nouvellement paru à Salonique *Néa Epohi* [Nouvelle Epoque], Benaroya accusa les jeunes dirigeants d'arrivistes et d'anarcho-syndicalistes⁸¹¹. Les ripostes ne tardèrent pas ; une série d'articles parut dans le journal *Rizospastis*. Séraphim Maximos admit indirectement mais clairement la valeur de l'action historique de Benaroya dans le mouvement ouvrier ; cependant, il l'accusa ensuite de vouloir jouer le rôle de sauveur historique. Depuis longtemps il travaillait contre le parti et sa radiation était une ratification formelle du fait de sa mise à l'écart⁸¹². Plus caustique, Gianis Kordatos s'acharna avec son arrogance habituelle contre Georgiadis, en l'accusant d'avoir inauguré son revirement social-démocrate lorsque, en 1922, il soutint⁸¹³ que la crise budgétaire ne lésait pas l'organisme économique de la classe bourgeoise et que l'économie agricole évoluait en faveur des paysans. Sa position était passé inaperçu, seul Benaroya avait répondu au « georgiadisme »⁸¹⁴, en réfutant les opinions de Georgiadis et en précisant que furent favorisés les paysans moyens et les grands propriétaires fonciers et non la majorité des propriétaires de petits lots. Georgiadis écrivit également que la classe bourgeoise grecque était puissante et que le parti venizéliste était structuré et discipliné, en opposition avec la position du Komintern qui soutenait qu'après la guerre couvait une crise internationale du capitalisme. Suite à sa polémique contre Georgiadis, en février 1924, Kordatos argua que l'arrivée d'un million de réfugiés constituait aussi une crise de la production (argument juste, la production diminuait par tête) et que l'effervescence capitaliste des années 1918-1920 grâce à la création de nouvelles entreprises s'était arrêtée⁸¹⁵. Le 7 février 1924, un communiqué de la Fédération communiste balkanique condamnait le groupe de la *Nouvelle Epoque*. Le parti déclarait qu'il entreprenait une lutte d'épuration des éléments opportunistes ; les membres recevaient l'ordre de les chasser afin que les difficultés ne puissent plus s'intercaler dans la mission historique de la classe ouvrière. En se justifiant, Georgiadis déclara, en mars 1924, que les dissidents voulaient adhérer au Komintern idéologiquement et non sur le plan de l'organisation, parce que le travail d'organisation de l'Internationale ouvrière s'était achevé en 1914 tandis qu'en Grèce il commença tout juste en 1917, donc la place du pays se trouvait entre les deux organisations internationales. N. Dimitratos, intervenu en mai 1924, déclara que la situation objective en Grèce était « défectueuse » du point de vue de la révolution socialiste, dans la mesure où les ouvriers ne pourraient pas développer les qualités des révolutionnaires slaves et allemands, dans un pays où son caractère économique national petit-bourgeois et la psychologie individualiste et pacifiste des masses ouvrières ne permettaient pas l'existence de communistes purs. Sur la défection du groupe de l'Union communiste de Grèce et du journal *Kommunistiko Vima* [Tribune communiste] (aile ultragauche du parti), la résolution de la VII^e conférence de la Fédération communiste balkanique, en juillet 1924 (« Les résolutions pour le Parti communiste de Grèce »), jugeait comme infondée la position des éléments qui luttèrent contre le parti communiste grec, section unique du Komintern. Le 4 janvier 1925, fut rendue publique une déclaration catégorique de la Fédération communiste balkanique (« Appel à tous les membres du parti communiste, à tous les membres du groupe de l'Union communiste, à tous les prolétaires de la Grèce »), selon laquelle le maintien ultérieur du groupe de l'Union communiste était au fond une trahison du mouvement ouvrier. En février 1925, éclata une rupture à Salonique, avec la radiation de 6 membres – les principaux protagonistes et les plus anciens membres de l'organisation du parti à Salonique – proclamés contre l'autonomie de la Macédoine. La direction du parti réfuta le désaccord sur la question macédonienne en soutenant que certains anciens cadres promouvaient des opinions sur les questions nationale, professionnelle et autres en menaçant de constituer un groupe ; elle ajouta que l'élément d'

⁸¹⁰ Cf. Archives de Nikos Giannios, journal *Μάχη* [Bataille], ?-?-1951 (entrefilet).

⁸¹¹ Cf. *Néa Epohi* [Nouvelle Epoque] (Salonique), janvier 1924.

⁸¹² Cf. *Ριζοσπάστης*, 17-1-1924.

⁸¹³ *Ibid.*, 31-1-1924; *Κομμουνιστική Επιθεώρησης* [Revue communiste] (Athènes), Septembre 1922, pp. 360-363, « La crise et notre devoir ».

⁸¹⁴ Cf. *Κομμουνιστική Επιθεώρησης*, Octobre 1922, pp. 387-389.

⁸¹⁵ Cf. *Ριζοσπάστης*, 1-2-1924.

« anciens camarades » ne jouait pas de rôle et il serait regrettable si les capacités des membres étaient jugées en fonction de la date de leur inscription. L'hémorragie, ayant pour cause la question nationale, la question de l'organisation, la ligne idéologique et la tactique, se continua avec le retrait ou la radiation de membres hauts placés, initialement de Gianis Kordatos et de Thomas Apostolidis, ensuite de Pantelis Pouliopoulos – en 1927 – et de Maximos, de Sklavos et de Haïnoglou – en 1928 –. Dans une attaque idéologique, Koutvis (Nikos Zachariadis) écrivit dans le journal *Rizospastis*, le 30 janvier 1927, que le « liquidarisme » (tactique de dissolution) de Pouliopoulos avait le raisonnement suivant : le rôle révolutionnaire de la Grèce dans l'impérialisme de l'époque était faible, donc également le rôle du parti communiste de Grèce lui-même ; ainsi avait-on besoin d'un parti qui ferait un travail éducatif préparatoire. Par rapport à la question nationale, le choix du parti était une erreur ; donc un changement de tactique s'imposait. La révolution ne pouvait pas éclater en Grèce, donc, lorsqu'elle aurait lieu ailleurs, les communistes l'attendraient préparés. La conclusion de Zachariadis était que le violent adversaire d'alors de la compromission passa dans le camp du menchevisme grec. Sur la position de Pouliopoulos selon laquelle la question nationale était un problème adressé au Komintern et, spécialement pour le parti communiste grec, constituait un thème de finalité révolutionnaire balkanique, Zachariadis commenta : « Ainsi la question nationale pour l'Internationale n'est-elle pas une question de principe mais de finalité ? Les raisons objectivement révolutionnaires mais la "finalité", qui était déterminée bien sûr par l'Internationale, n'ont-elles pas imposé notre tactique au plan national ? » Pouliopoulos répliqua, en février 1927⁸¹⁶ : « ... La conquête cependant des masses de réfugiés macédoniens de la Bulgarie était et est aussi un travail principalement du Parti communiste bulgare et il ne peut y avoir aucune exigence absolue internationaliste qui puisse demander que d'autres partis balkaniques lancent pour son aide des mots d'ordre inadaptés aux conditions réelles de leur propre pays ». L'évolution des conflits ultérieurs entre les nouvelles conceptions idéologiques qui surgissaient dans le parti forma une situation qui, avec le temps, s'aggravait. Jusqu'en 1931, s'est développée la configuration intérieure de tendances diverses, qui alimentèrent des oppositions. Haïtas et Eftychiadis se rendirent en Union soviétique et n'en revinrent jamais. Bien qu'aucun membre de la direction grecque n'ait contesté la ligne politique du Komintern, les frictions internes dans le parti qui se manifestèrent sur des sujets d'organisation, tout comme sur des problèmes théoriques (sur le caractère de la révolution en Grèce – révolution directe ou non directe –), dissimulaient au fond les désaccords sur la question de la révolution directe. En 1931, les problèmes prirent fin par la prise en charge de la direction du parti par N. Zachariadis. Le changement de tactique, selon l'estimation que la révolution en Grèce serait bourgeoise-démocratique avec une évolution ultérieure rapide à celle socialiste, provoqua une réaction, mais seulement en dehors du parti. Pantelis Pouliopoulos, dans son livre « Révolution démocratique ou socialiste en Grèce ? », blâma le parti communiste grec, en arguant que la révolution en Grèce serait prolétarienne.

Pendant la durée de tous les conflits, fut prouvée l'efficacité de l'organisation centralisatrice. Le mécanisme isolait les membres qui avaient des objections.

Une observation sur la lutte idéologique des tendances internes dans le parti concerne le fait qu'au lieu de faire l'éloge de la réflexion idéologique, avec un libre développement d'opinions et un résumé de la contestation dans le cadre du centralisme démocratique, les débats exacerbaient les révolutionnaires impatientes. Spyros Priftis s'acharna, en février 1927⁸¹⁷, contre Zachariadis, Eftychiadis et autres : « ... Pouliopoulos et ses partisans peuvent aussi avoir tort. Ce fait en lui-même, toutefois, qui fournit le prétexte à une discussion sérieuse, ne peut en aucun cas être caractérisé de liquidarisme ». Dans les conflits où intervenait l'opposition personnelle, la conclusion était regrettable. A la polémique contre les personnes radiées du groupe de la Nouvelle Epoque s'ajouta, en avril 1924, Kostas Gyftodimos, qui argumenta contre les conceptions de Benaroya en publiant trois lettres personnelles de ce dernier, envoyées en septembre 1922 des prisons de Chalcis (là où avait

⁸¹⁶ *Ibid.*, 5-2-1927.

⁸¹⁷ *Ibid.*, 8-2-1927.

été transféré après son emprisonnement initial pour les événements de Volos de 1921), avec une entête « mon cher camarade » ou « cher Kostas » et en conclusion « affectueusement, A. Benaroya »⁸¹⁸. L'attaque personnelle, caractéristique du fanatisme que les différenciations attisaient chez les plus nouveaux membres, donne un échantillon de la destruction des relations personnelles dans le tourbillon de la lutte idéologique. L'interprétation sur le regroupement des communistes autour de leur parti réside dans l'optique que le mouvement communiste, après 1918, développa la mentalité de la libération, était un mouvement de libération. La Révolution d'octobre maintenait sa force propulsive et les simples gens aspiraient à la patrie du socialisme avec déférence. Des personnes plus évoluées considéraient le parti en tant que nouvelle entité, qu'ils devaient préserver ; nous pouvons conclure que le prestige, dont bénéficiait le parti communiste, était déterminé d'une part par son message de libération et d'autre part par l'approbation du Komintern. Ce serait une omission de ne pas mentionner que le Parti communiste de Grèce tirait prestige aussi du fait que, dans son domaine, était déjà organisée la partie de la classe ouvrière qui, parlant en des termes relatifs, serait caractérisée en tant que son avant-garde consciente. Pouliopoulos rappelait, en 1927, cette vérité : « Nous ne pouvons pas jeter l'histoire de 9 années ni même ne pas admettre que dans le parti communiste sont compris tous les meilleurs éléments jusqu'à aujourd'hui de la classe ouvrière ». Conformément à ces mentalités, se placer en dehors du noyau du mouvement serait considéré comme une action hostile. A une époque où le parti communiste grec stigmatisait en tant que provocation politique les désaccords avec ses choix et appelait fascistes et « mouchardistes » les autres tendances sociales et politiques dans le mouvement (réformistes, ultra-marxistes, radiés du parti et autres)⁸¹⁹, il y eut, en effet, dans une certaine mesure, une infiltration (« un mouchardage intérieur ») des dissidents dans les lignes du parti. Derrière les adversaires, le parti communiste grec considérait que se trouvait le service de sécurité. Il avait aussi la même certitude pour les groupes d'opposants au sein du parti : « ... Il n'existe pas de lutte fractionniste [scissionniste] sans principes ou en général de lutte fractionniste qui se tourne contre la ligne de l'Internationale qui n'ait pas utilisé et que n'a pas attisé la sécurité ».

La lutte idéologique dans le parti et dans les syndicats de classe, pendant la durée de l'entre-deux-guerres, en faisant apparaître le vrai caractère des cadres dirigeants impliqués, révéla une vérité désagréable. À côté des membres qui affichèrent une stabilité idéologique, le parti, malheureusement dans un nombre important de cas, était devenu le tremplin pour des individus ambitieux afin de s'élever dans la société ou même rechercher un bénéfice matériel immoral. Certains révélèrent leurs humbles mobiles. Dans le pire des cas, Nikolaos Sargologos, secrétaire du parti à partir d'octobre 1922, déserta en 1925, après avoir détournée une importante somme, et se réfugia aux Etats-Unis⁸²⁰, où il ouvrit une église (cette activité s'exerce librement dans ce pays) et vécut le reste de sa vie dans la suspicion et la peur. La période de la dictature de Metaxas était, enfin, le critère de stabilité et d'honnêteté de chacun sur ses choix idéologiques. Aristeidis Dimitratos (frère du N. Dimitratos), cadre syndicaliste et membre dirigeant du parti jusqu'en 1925, dirigeant ensuite de la tendance syndicaliste réformatrice, fut nommé ministre du travail, en attirant une pléiade de cadres inactifs du mouvement syndical de classe. El. Stavridis – secrétaire du parti en 1926 et député pendant la période 1926-1928 –, s'étant initialement intégré après 1928 dans la tendance politique bourgeois-démocrate, exprima pendant la dictature des dispositions à se rattacher au régime fasciste. Des cadres dirigeants et des députés collaborèrent volontairement au service de sécurité et dénoncèrent leurs camarades.

⁸¹⁸ *Ibid.*, 7-4-1927.

⁸¹⁹ Cf. Giorgis D. Katsoulis, *Ιστορία του Κομμουνιστικού Κόμματος Ελλάδας [Histoire du Parti communiste de Grèce]*, Néa Synora, Athènes 1976, pp. 21-156.

⁸²⁰ Cf. Elefthérios Stavridis, *Τα παρασκήνια του ΚΚΕ από της ιδρύσεώς του μέχρι το 1950 [Les coulisses du Parti communiste de Grèce de sa fondation jusqu'en 1950]*, Elefthéri Skepsis, Athènes 1982², pp. 177-180; Dagkas, *Recherches ...*, op. cit., p. 540.

14.8. *Interprète politique de couches et des groupes sociaux*

La question de la coalition du peuple pour remettre en cause le régime et l'ordre des choses était devenu pour le parti de la classe ouvrière la tâche de découvrir la manière dont celui-ci pourrait exprimer politiquement, par son programme, d'autres couches sociales, principalement les paysans, les petits-bourgeois, les petits et moyens professionnels de la ville. Jointe à l'existence d'un programme, la tactique appropriée, qui pourrait révéler les sentiments des couches sociales alliées, devait être tracée. Le but recherché était l'avancée avec les partenaires sociaux vers la révolution bourgeoise-démocratique, ainsi que l'assurance de la neutralité favorable de ceux-ci pour que soit fléchie la résistance de la classe bourgeoise à la future révolution socialiste. Le problème crucial, en raison de la structure économique nationale (pays par excellence agricole), était la question paysanne, liée à la propriété de la terre. L'hésitation se trouvait entre la nationalisation [propriété de l'Etat de la terre avec concession de l'emploi aux producteurs] et la répartition. Le désaccord entre Kordatos, partisan de la nationalisation, et le Komintern conduisit à l'intervention du second, en 1923. L'argument était le suivant : à cause de la nationalisation, le mouvement perdrait les paysans avant de les avoir gagnés, étant donné que la mise en action des non propriétaires présupposait la promesse de prestation de terre privée. Un programme paysan du parti, qui a finalement été soumis en 1925 au Komintern et qui fut approuvé avec certains changements, distinguait une stratification sociale dans le village, qui rendait évidente l'alliance avec seulement certaines couches. Les conflits d'opinions dans le parti reflétaient la pensée sur une question qui n'était pas simple. Dans le parti soviétique, les palinodies qui ont été marquées provenaient de l'angoisse de minimaliser les restes capitalistes dans l'économie socialiste. Tandis que Lev Trotsky, lorsqu'il soutenait en 1925-1926 l'industrialisation violente, fut dénoncé par Staline et Nikolaï Boukharine comme torpillant en pratique l'alliance avec les paysans, deux ans après Staline joua le premier rôle dans le changement de politique, qui aboutit à la violente collectivisation et à l'industrialisation. En Grèce, le problème de la terre était également direct, avec les petits propriétaires de lots et les non propriétaires considérant avec défiance les grandes propriétés de terre et s'intégrant massivement dans les comités d'Anciens combattants. La réforme agraire des années 1923-1932, qui a été promue par les gouvernements sous la pression des événements, conduisit au morcellement de la terre parmi de nombreux propriétaires, en rétablissant des rapports capitalistes dans l'économie rurale au détriment des structures semi-féodales antérieures. L'élargissement de la petite propriété paysanne était désormais une réalité qui ne pouvait pas être ignorée.

Face aux groupes sociaux, l'alliance avec les intellectuels avait une certaine importance. L'Italien Antonio Gramsci avait posé, à cette époque, le problème de la jonction de la théorie à l'action, dont un aspect était les rapports des intellectuels avec la classe ouvrière, en faisant remarquer le besoin de contact entre eux afin que soit créée une coalition morale - intellectuelle, qui rendrait politiquement réalisable le progrès de tout le peuple et non seulement des groupes étroits de la pensée⁸²¹. Certains intellectuels progressistes, en encourageant le climat en vue de la radicalisation idéologique, en Grèce, dans les années 1920, se mirent en marche vers la direction de classe, toutefois l'intégration de forces massives dans la section grecque de l'Internationale des intellectuels fut retardée faute d'écoulement correspondant d'adhésion. Nikos Kazantzakis voyagea en Russie en 1927, invité par le gouvernement soviétique, et en rapporta des impressions enthousiastes. Le 28 décembre 1927, il retourna en Grèce en accompagnant Panaït Istrati. A Athènes, ils portèrent atteinte aux bourgeois par leurs actions. Istrati ne prit pas part au thé d'Alex. Papanastasiou, mais lui rendit visite la fois suivante en se justifiant par le fait qu'il n'avait pas d'autre vêtement que la blouse ouvrière⁸²². Des poursuites furent exercées contre les deux hommes de lettres, qui furent interrompues cependant par le gouvernement, et une procédure d'expulsion

⁸²¹ Cf. *Opere di Antonio Gramsci*, t. 2, Giulio Einaudi, Torino 1966⁸, passim; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, p. 436.

⁸²² Cf. *Μακεδονικά Νέα*, 17,18-1-1928.

contre Istrati fut ensuite mise en œuvre ; ils l'embarquèrent, le 24 février 1928, sur le bateau à vapeur Tchitcherine. Dimitris Glinos, à l'époque du conflit au sein de l'Association pour l'Enseignement – en 1927 –, ne s'était pas identifié aux positions du Parti communiste de Grèce (son adhésion en qualité de membre avait eu lieu ultérieurement, en 1935). Pour cette raison, à son égard, les commentaires de la presse du parti n'étaient pas au départ flatteurs. Après la scission de l'Association pour l'Enseignement, le climat changea dans une certaine mesure. « En dépit des quelques inexactitudes marxistes... », les opinions de Glinos devinrent tolérables. Il approuvait le socialisme au sens large du terme, il évitait les rattachements politiques étroits, il reproduisait les positions de Lénine sur l'éducation. Kostas Varnalis, compagnon de route de Glinos, influencé par la révolution russe prit conscience du besoin de changement radical de la société et traça sa propre avancée dans une voie stable.

Les intellectuels furent mêlés à des conflits au niveau philosophique, au cours de l'opposition des courants de l'idéalisme et du matérialisme dialectique. Les opinions divergentes de Glinos et d'Alexandros Delmouzos étaient un cas caractéristique⁸²³. D'un côté se trouvait l'acceptation de la lutte de classe et la logique subversive du mouvement communiste, de l'autre côté l'humanisme et la société nationale idéale, la perception réformatrice de la démocratie bourgeoise. Le conflit se manifesta dans le champ de l'éducation, les radicaux étant convaincus que par la lutte des classes serait imposée une revalorisation éducative populaire⁸²⁴. Au fond, la question éducative reflétait la lutte politique des classes bourgeoise et ouvrière. En 1926, Delmouzos tourna sa critique contre la conception globale des Soviétiques sur l'éducation. Il était catégoriquement opposé au système pédagogique soviétique, où la science avait été remplacée par le parti et où les conquêtes de la culture et les valeurs humanitaires étaient rejetées. Il soutenait sa conclusion en invoquant des stéréotypes soviétiques selon lesquels l'école comme arme de la classe bourgeoise était devenue l'arme de la classe ouvrière. Le parti grec ripostait : « L'éducation apolitique, l'école apolitique n'existe pas ». Au Parlement, en février 1927, dans une discussion relative à l'éducation, le député communiste Tasos Haïnoglou (enseignant lui-même) développa les positions du parti sur le caractère de classe de l'éducation. Au delà, les points de vue adverses sur le démoticisme, intégré dans le mouvement idéologique sur l'éveil social du peuple, revêtaient une importance accablante. L'aphorisme de Kordatos selon lequel « ... le triomphe final de la langue démotique a une relation directe avec la prédominance politique du prolétariat ... » soulignait la relation du démoticisme avec les processus sociaux en vue de la prise de conscience du peuple et du changement social radical. Ceux qui étaient favorables à l'idéologie de la classe bourgeoise avaient conscience de l'importance indirecte de la question éducative et plus spécialement de celle de la langue. En 1925, Manolis Triantaphyllidis prétendait que le communisme, système d'idées en dehors des limites nationales, ne pouvait rien avoir de commun avec le démoticisme et sa proclamation pour l'expression de la nation grecque⁸²⁵. Dans le mouvement du démoticisme bourgeois, l'éducation religieuse et nationale et l'action supra-politique nationale étaient des composantes évidentes. Cependant, des attributs de la nation, tels que la religion, entretenaient en même temps le nationalisme. La tendance éducative radicale, que représentait Glinos en 1927, soutenait le choix de la destitution de la religion du domaine de l'éducation. Selon cette approche, le problème était axé sur ses modes réalistes de concrétisation. On adoptait un ton plus modéré que les mots d'ordre du 4ème congrès de l'Internationale des ouvriers de

⁸²³ Cf. Marie Eliou, « Dimitri Glinos (1882-1943) », *Perspectives. Revue trimestrielle d'éducation comparée*, 23, N° 3-4, UNESCO - Bureau international d'éducation, Paris 1993, pp. 573-588.

⁸²⁴ Cf. Alexandros Dagkas, « Δ. Γληνός - Α. Δελμούζος: Δύο αντίθετες θέσεις στο κοινωνικό κίνημα [D. Glinos - A. Delmouzos: deux positions contraires dans le mouvement social] », *Χρονικά του Πειραματικού Σχολείου Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης [Chroniques de l'Ecole Expérimentale de l'Université de Thessalonique]*, Période B, N° 5, Thessalonique 1995, pp. 61-81.

⁸²⁵ Cf. Dagkas, « Δ. Γληνός ... », *loc. cit.*

l'éducation, en 1926, selon lesquels « la religion est l'opium du peuple » (Karl Marx) et que « l'enseignement de la religion est le plus grand crime contre l'âge enfantin » (Lev Tolstoï)⁸²⁶.

L'antagonisme du parti communiste grec avec les « apologistes » de la classe bourgeoise évolua en conflit. Les intellectuels libéraux, bien qu'opposés indirectement et moralement à la classe dirigeante, la servaient directement et politiquement, en combattant le matérialisme, en empêchant la compréhension de la position de classe de la classe dominante, en opposant à sa violence la concorde sociale, en faisant la propagande de la neutralité politique à une période où la classe dominante elle-même était divisée, ayant pour résultat d'affaiblir sa tendance libérale bourgeois-démocrate⁸²⁷. Les raisons pour lesquelles les idées communistes repoussaient une grande partie des intellectuels, de sorte qu'ils se déplacent politiquement toujours d'une manière de plus en plus réactionnaire, avaient un rapport avec les conditions de développement du mouvement révolutionnaire. Un observateur extérieur était seulement en mesure de percevoir les éléments tangibles du communisme. « Comme tant de mouvements étrangers », pensait Delmouzos en 1936, « lorsqu'ils sont transplantés sans réflexion dans notre pays, ils deviennent méconnaissables, il en est de même du communisme. Son argumentation sur sa base marxiste fut simplifiée dans une mesure incroyablement simpliste... Ainsi quelque soit l'imprimé communiste qu'on lise, soit le *Rizospastis*, soit une revue, soit une brochure, s'agissant de n'importe quel sujet, on trouvera partout les mêmes arguments, la même série d'observations et de pensées et les mêmes chapelets d'injures et conclusion ... » Des éléments existants visibles, comme l'influence extérieure et la phraséologie, conduisaient à rendre absolue l'observation sociologique et à ignorer la dynamique du mouvement, les dispositions de la classe sociale qu'il représentait, les autres paramètres spéciaux. Il s'agissait d'une époque de misère populaire, où des proclamations abstraites des représentants de la classe bourgeoise au sujet de l'« humanisme » ne trouvaient de marges disponibles que celles d'être interprétées comme « nationalisme et humanisme sauvage »⁸²⁸. La conclusion de Delmouzos sur le mouvement, fondée sur un raisonnement insuffisant, était privée d'une argumentation scientifique complète. Tout en même temps il est cependant incontestable que dans le mouvement se forma une mentalité politique, selon laquelle les extrémismes n'étaient pas évités. D'autres raisons déplaisantes se trouvaient dans les choix stratégiques du mouvement. L'adoption des positions de la part du Komintern par rapport à la question nationale, comme le mot d'ordre sur la Macédoine et la Thrace indépendantes, avait constitué un gage pour renverser les efforts des communistes grecs à faire un mouvement de masse.

Dans le champ politique, le Parti communiste de Grèce à l'égard des partis bourgeois faisait face à une spécificité grecque. Il n'y avait pas d'opposants aux communistes dans le domaine des idées socialistes (la social-démocratie était presque inexistante), tandis que, dans le domaine des réformes sociales (législation sociale, prestations), les adversaires étaient non pas comme en Europe les sociaux-démocrates mais le réformisme bourgeois (libéraux) et les conservateurs (monarchistes). Dans le domaine de la répression, Venizélos fut tenu pour personnellement responsable du revirement conservateur des libéraux et de l'institution de la loi scélérate. Au parlement, en 1920, la discussion du 3 septembre sur les élections se déroula avec l'opposition de Venizélos et du député du parti Couriel sur le droit démocratique de diffusion de toutes les idées et de tous les journaux sur le front de l'Asie mineure. Venizélos évita de répondre, mais il recourut, après le défi de Couriel sur la participation de la Grèce –

⁸²⁶ *Ibid.*

⁸²⁷ Cf. Anna Fragoudaki, *Εκπαιδευτική μεταρρύθμιση και φιλελεύθεροι διανοούμενοι. Άγονοι αγώνες και ιδεολογικά αδιέξοδα στο μεσοπόλεμο* [Réforme de l'éducation et intellectuels libéraux. Luites stériles et impasses idéologiques dans l'entre-deux-guerres], Kedros, Athènes 1977, p. 152; Dagkas, «Δ. Γληνός ..., loc. cit.»; Dagkas, *Recherches ..., op. cit.*, pp. 437.

⁸²⁸ Cf. Charalampos Noutsos, *Ιστορία της εκπαίδευσης και ιδεολογία. Όψεις του Μεσοπολέμου* [Histoire de l'éducation et idéologie. Aspects de l'entre-deux-guerres], Politis, Athènes 1990, pp. 179-192; Dagkas, «Δ. Γληνός ..., loc. cit.

en 1919 – à la campagne contre l'Ukraine soviétique⁸²⁹, à des arguments antisocialistes et menaça que, dès que les guerres seraient terminées et que le régime serrait en mesure de s'occuper des questions intérieures, serait soumise à discussion la question de savoir si la formulation de la théorie au sujet de la dictature d'un petit groupe sur l'ensemble des gens était ou non une action punissable. Il déclara – le pire – que lui-même avait abouti à la pénalisation de la proclamation publique du bolchevisme⁸³⁰. Il est révélé que depuis lors l'ancien révolutionnaire bourgeois-démocrate était passé dans une phase conservatrice, précédant même en détermination les autres gouvernants en Europe. La perte du pouvoir et ensuite la période de Papanastassiou le retardèrent.

14.9. Face aux mouvements sociaux

L'influence essentielle du parti de la classe ouvrière, supérieure en comparaison avec ses pourcentages dans les oppositions électorales, émanait de l'intervention en tant qu'inspirateur et organisateur de tous types de luttes dans la société. Dans les mouvements de masse, les communistes venaient en contact soit avec la classe ouvrière exclusivement soit avec un autre groupe social (par exemple, les couches paysannes ou petite-bourgeoises), tandis que, dans d'autres domaines du mouvement, leur action était dispersée dans de nombreuses classes et couches. Le lien de conjonction dans chaque mouvement était constitué des objectifs considérés, qui étaient déterminés par les rapports qu'avaient les membres entre eux dans la société (par exemple, le mouvement pour les droits de la femme regroupait jusqu'à des membres de la classe bourgeoise). Le bénéfice attendu pour le parti était d'engendrer des conditions pour la création de l'armée future de révolutionnaires, par la formation de la masse aux positions idéologiques, et en second lieu le recrutement direct de nouveaux membres.

Les autres institutions « prolétariennes » en dehors du parti ouvrier (comme le syndicalisme, l'organisation politique de la jeunesse ouvrière, l'athlétisme ouvrier, le secours ouvrier aux personnes poursuivies) n'ont pas émergées du néant, mais incarnaient l'expérience du mouvement populaire, qui avait essayé dans le passé, dans la lutte plus générale contre l'exploitation de l'homme par l'homme, des formes alternatives d'action et d'organisation. Dans le mouvement professionnel, dès l'époque où les ouvriers grecs ont distingué leurs intérêts des autres classes et se sont unis (dernier quart du XIX^e siècle)⁸³¹, la conception différente de servir les revendications poussait les partisans de l'opposition à se heurter à ceux enclins au rapprochement. Dans la Salonique ottomane, les ouvriers juifs adhèrent à la Fédération socialiste ouvrière. Après avoir créé un organe syndical du troisième degré (Confédération générale des travailleurs de Grèce) et un parti ouvrier, la décision sur leur jonction organique, en mai 1919, ajouta aux membres de tous les degrés syndicaux (organisations du premier degré [syndicats] et du second degré [bourses du travail et fédérations par branches]) une double identité – syndicale et politique –. Les employés et les ouvriers qui adhéraient aux syndicats membres de la Confédération étaient aussi proclamés comme communistes. L'erreur de la petite enfance du mouvement fut reconstituée en mars 1926. Les mesures d'organisation se sont étendues en dehors des limites nationales, après l'intégration à l'Internationale syndicale rouge (Profintern⁸³²), organisme du Komintern qui représentait la relation du mouvement communiste et des organisations de masse. Sans cesse, pendant ce laps temps, l'opposition, au sein des structures syndicales, des tendances réformatrice et révolutionnaire, était concomitante au conflit politique. Le mouvement professionnel souffrait de désaccords internes, qui le privaient de l'unité. Le 3^e congrès de la Confédération générale des travailleurs de Grèce (1926) se déroula dans des conditions anormales, avec l'intervention ouverte du pouvoir pour la formation de corrélations en faveur

⁸²⁹ Cf. Kordatos, *Ιστορία της νεώτερης ...*, op. cit., pp. 520-524.

⁸³⁰ *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 4-9-1920.

⁸³¹ Cf. Jecchinis, *Trade ...*, op. cit., pp. 21-32.

⁸³² Cf. Foster, *Outline History ...*, op. cit., pp. 271-280.

de l'aile réformatrice. En juin 1926, Dimitris Stratis, secrétaire général de la Confédération, se plaignait que les délégués des syndicats de classe du 3ème congrès, selon leurs comptes-rendus aux assemblées de leurs organes, caractérisaient le congrès de fasciste. La scission du mouvement ouvrier devint définitive en mai 1928, du fait des évolutions du 4ème congrès de la Confédération, au sein de la guerre des annonces qui étaient mutuellement lancées dans des imprimés et des proclamations. Les syndicats de classe, exclus de la Confédération scissionniste – sous l'emprise du gouvernement, à nouveau –, constituèrent un comité comprenant un bureau de cinq membres et par conséquent un nouvel organe du troisième degré, la Confédération générale des travailleurs de Grèce -unitaire. L'évolution n'était pas favorable pour accomplir l'objectif du parti, le recrutement de nouveaux membres à partir du mouvement de masse-. A l'autre pôle puissant de l'organisation « prolétarienne », la jeunesse, le charme des idées aida l'adhésion massive de membres, d'ouvriers et autres, à la jeunesse communiste (Fédération des jeunesses communistes de Grèce), antichambre de l'intégration dans le parti. En tant que section du Komintern, le parti intégra sa jeunesse à l'Internationale communiste des Jeunes.

Par rapport aux autres classes, primordiale était la question du rapprochement avec les paysans, qui, sans qu'ils recherchent la cause de leur récession dans l'organisation économique de la société, étaient cependant disposés, comme l'a montré l'expérience russe, à s'allier aux ouvriers pour des revendications communes. La base théorique de l'alliance, déterminée anciennement par Lénine, en 1905, prévoyait deux stades dans la procédure révolutionnaire. Dans le premier, la révolution bourgeois-démocrate serait obtenue par le prolétariat et la paysannerie contre les restes féodaux sous la condition de la non intervention de la classe bourgeoise qui resterait neutre. Au deuxième stade, le prolétariat de la ville et du village se tournerait tout seul contre la classe bourgeoise s'étant assurée de la neutralité de la paysannerie. Au moment de l'exaltation des dispositions combatives des agriculteurs après la fin des guerres – en 1922 –, comme le problème de la répartition des terres avait été rendu vital, le parti organisa des comités d'anciens combattants, qui demandèrent la distribution des grandes propriétés foncières aux non propriétaires. Le pouvoir s' alarma de la portée de la revendication et de l'approbation généralisée qu'elles reçurent dans le village (les rapports des services compétents s'occupaient sans cesse de la surveillance du mouvement et exposaient de manière exagérée le risque potentiel de création de situation subversive). Lorsque les gouvernements furent obligés d'accélérer la réforme agraire et de réaliser une distribution de terres, le mouvement perdit sa force et disparut. La tactique générale appliquée par le parti communiste grec les années suivantes matérialisait la position du 8ème congrès de la Fédération communiste balkanique de 1928 sur le front des ouvriers, des paysans et des mouvements de libération nationale (« le devoir de base des partis communistes des pays balkaniques est le front révolutionnaire des prolétaires, des paysans et des nationalités opprimées et la révolution de ceux-ci »). Le renversement de cette position survint en juillet 1935, lorsque le VII^e congrès du Komintern, pour concrétiser la tactique du front antifasciste, procéda à l'analyse de la situation pour chaque région du globe et posa comme objectif dans les Balkans l'alliance des partis prolétariens avec ceux des paysans. Spécialement en ce qui concernait les communistes grecs, l'objectif était, de façon similaire, l'alliance avec les paysans ; cependant, faute d'existence d'un parti paysan puissant, il fallait qu'ils en créent un. Le parti communiste, sous Zachariadis, se dépassa lui-même, en excluant l'ancienne théorie selon laquelle dans le village, comme partout ailleurs, c'était les ouvriers qui exprimaient authentiquement les intérêts des paysans ; il considéra que les paysans avaient leurs propres intérêts indépendants à défendre. En décembre 1935, au VI^e congrès du parti, Zachariadis surpassa l'ampleur de la ligne, lorsqu'il promut la décision de dissoudre les « organisations paysannes du parti » [organisations du parti dans les villages] afin que soit neutralisée l'étroitesse qu'elles avaient objectivement. Fut préférée la fusion des organisations du parti avec tous les partis paysans et les autres organisations politiques démocratiques dans le village en un parti national paysan unique, qui lutterait pour les revendications directes des paysans et développerait un combat contre le fascisme et la guerre en coopération avec la classe ouvrière. L'action novatrice par laquelle le parti reconnut, en tant qu'alliés équivalents, ceux injuriés jusqu'à alors comme « agrariens fascistes », s'accompagna en juillet 1936 de

l'accord de la constitution d'un front populaire avec le Parti agraire. Très vite, la proclamation de la dictature, le 4 août 1936, annula ce pas important avant qu'il ne porte ses fruits.

Les réfugiés qui affluèrent en Grèce – déjà dès 1914, mais surtout après 1922 –, constituèrent la troisième composante potentielle du Front unitaire des ouvriers, paysans et réfugiés. L'établissement agricole et urbain d'une couche se trouvant en un état de pauvreté extrême rencontra les difficultés habituelles face à un nouveau problème, en obligeant une de ses parties à se tourner dans la voie de la révolution. En opposition avec une partie de la population ouvrière autochtone, les réfugiés qui arrivèrent sur les nouveaux lieux de résidence furent réduits à l'état de « prolétaires » dans le sens littéral du terme, privés de lot ou d'autre patrimoine, sans racines ni liens avec les villages. Dénués d'issues alternatives, ils ne disposaient que de leur force de travail. Ce milieu se développa en principal fournisseur de sang en membres et en cadres communistes, qui se mirent activement en marche au sein du mouvement des réfugiés, des coopératives agricoles et urbaines, des associations de réfugiés des villages, des associations de quartiers, des organisations professionnelles et ouvrières, des syllogues culturels. Parmi les thèses promues par le parti communiste, la proposition de renverser le régime de la propriété foncière et urbaine était capitale. La dite revendication fut dynamiquement soutenue par des manifestations et des actions concomitantes. L'échange des patrimoines entre la Grèce et la Turquie, ainsi que l'établissement des réfugiés sur des terres asséchées, fournirent tout d'abord une issue aux gouvernants, sans que la distribution des grandes propriétés foncières monastiques et privées soit finalement évitée.

Dans les couches petite-bourgeoises, les activités économiques de la ville, individuelles et collectives (professionnels, commerçants, artisans, petits commerçants, automobilistes, associations d'approvisionnement et de consommateurs) créaient des besoins pour consolider les intérêts et pour faire face en commun aux problèmes. Le parti communiste participait avec ses groupes de membres aux organes syndicaux ; il se déclarait solidaire des intérêts des couches pauvres et guidait les mobilisations dans des domaines où il disposait les forces nécessaires. Les demandes sur la diminution de l'imposition du revenu et des intérêts bancaires, la lutte de longue durée pour la non levée de la protection contre les augmentations de loyer, la résistance à la concurrence du grand capital industriel et commercial, étaient pour le parti des occasions d'approcher la psychologie petite-bourgeoise des gagne-pains et de les encourager à dépasser la peur et le fatalisme.

Dans les mouvements interclasses, le parti mettait en valeur la volonté collective de lutter contre l'oppression concrète que subissaient les hommes, afin que les revendications même minimales ajoutent leur poids aux pressions politiques pour la réalisation de l'objectif politique global. La place de la femme, les occupations culturelles et sportives étaient certaines des activités sociales qui engendraient parmi eux des dispositions aux revendications.

Pour valoriser l'action des mouvements de masse, le paramètre de la planification politique de la part du parti était le plus sérieux. Seuls les mouvements, sans le soutien d'un état-major, n'avaient pas de possibilité de succès. Dans le cas des Comités d'anciens combattants, l'intervention du parti pour renverser le décor politique présupposait la valorisation des conditions objectives dans la phase d'ascension du mouvement, la clarification de l'objectif et le projet de son accomplissement. Dans le cas de la révolte ouvrière ratée de mai 1936 à Salonique, le besoin de planification d'état-major et d'attachement à l'objectif est plus manifeste. Une vague de grève évolua spontanément en révolte de la foule et en la dissolution des autorités, la classe bourgeoise ayant été immobilisée, dépassa les attentes de la direction du parti et, faute de planification et d'objectif de renversement, il recula.

14.10. Structure d'organisation

L'adhésion du parti au Komintern eut un résultat direct : celui de l'intégration du mouvement grec à une forme d'organisation mondiale. A un niveau national, fut adoptée la structure du parti léniniste de nouveau type, modèle d'organisation d'un « parti prolétarien » fondé sur le centralisme démocratique. Lénine fut le premier – et pendant longtemps le seul –

dirigeant et théoricien qui entreprit l'aspect pratiquement décisif de la « révolution prolétarienne » : l'organisation. Sur cette question, l'issue du conflit des socialistes russes au congrès de Bruxelles-Londres en 1903 fut déterminante, positive pour les bolcheviks, sur le point de décider si ceux qui soutenaient le parti pouvaient avoir la qualité de membre (opinion des mencheviks) ou si leur participation aux organisations du parti et leur stricte soumission à la discipline du parti étaient indispensables. Le projet d'organisation de Lénine promu, dans la masse chaotique de la classe, un groupe de révolutionnaires qui avaient conscience de l'objectif et étaient prêts à tout sacrifice. Dans sa brève « préhistoire », le parti grec avait initialement adopté la forme d'organisation du groupe. Cette formation embryonnaire se rencontre, pendant la période avant 1918, dans la seule organisation politique qui disposait d'une importance, la Fédération de Salonique. Dans la vie quotidienne et dans son action – comme elle fut formée en réalité –, le mouvement socialiste fut organisé et fonctionna sur la base du modèle groupe-ville. Un noyau d'état-major guidait par des cercles concentriques, liés lâchement entre eux, des groupes de membres et de partisans en arrivant directement jusqu'au corps électoral. Simultanément, chaque cercle constituait aussi le noyau des cercles suivants plus larges que celui-ci. Les conséquences pratiques de ce choix ont été évidentes, ultérieurement, dans la présence et l'action quotidiennes du parti panhellénique unique. L'absence d'un modèle d'organisation qui serait structuré sur une base territoriale (lieux de domicile) et productive (lieux de travail) entravait l'intervention idéologique-politique du parti, en imposant simultanément le centralisme à l'action. Dans l'activité du parti, n'était pas recherché l'accomplissement d'un résultat concret, mais la diffusion de l'action. Les syndicats de classe avaient pris en charge le devoir de l'activité structurée sur la base productive, tandis que le parti se réservait pour lui-même la compétence de coordinateur – à la place du chef d'état-major –. Le niveau de développement du mouvement par rapport à la question de l'organisation n'imposait pas, jusqu'alors, l'exigence de trouver d'autres solutions. Le principe de la constitution d'organisation ci-dessus du mouvement ouvrier, en dépit de la disposition inefficace, survécut au milieu de ses problèmes pendant cinq ans. Dans chaque ville, les changements démographiques, après l'arrivée des réfugiés, et les grandes distances, du fait de la construction des quartiers de réfugiés, engendrèrent le besoin direct de création de plus d'un des groupes. Des groupes ont été organisés sur la base territoriale, les membres étant répartis conformément à leur lieu de résidence. Cependant l'action politique sur une base productive fut encore attribuée au syndicalisme. Le changement dans le fonctionnement des organisations était tout aussi difficile dans la jeunesse du parti. En 1922, fut condamné l'esprit d'indépendance, qui avait prédominé dans certaines organisations de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce, comme contraire aux résolutions du Komintern. La Fédération des jeunesses communistes pouvait avoir une certaine autonomie intérieure, qui lui permettrait de régler son action, mais sans opposition aux principes du centralisme d'un parti communiste⁸³³. La modernisation de la structure d'organisation fut à peine appliquée en 1924, du fait de l'adoption définitive du système des « noyaux ». La disposition des forces correspondait à une pyramide ayant à son sommet la direction, à sa base les membres et à ses cotés les groupes de noyaux (rayons). La reconstruction sur la base productive et territoriale (rayons ouvriers et rayons par régions ou par quartiers) était une copie du modèle qui avait fait ses preuves quand il était utilisé par les partis du mouvement révolutionnaire international. Dans la Bulgarie voisine, les noyaux existaient en tétrades ou par groupes de six. Trois personnes avaient la qualité de membres qui acceptaient la conduite, tandis qu'un ou trois exécutaient les fonctions directrices (secrétaire, responsable des finances). En Grèce, prédomina le système des noyaux de cinq ou de dix membres. Les résolutions de la 7ème conférence de la Fédération communiste balkanique en 1924 sur le parti grec imposaient le devoir qu'il soit réorganisé selon le système des noyaux. Dans la Fédération des jeunesses communistes de Grèce, avait été unanimement adopté, déjà depuis mars 1924, le nouveau système d'organisation sur la base des noyaux d'usines, conformément à la résolution du 3ème

⁸³³ Cf. Christos N. Tsintzilonis, *OKNE, 1922-1943 [Union des Jeunesses communistes de Grèce, 1922-1943]*, Synchroni Epohi, Athènes 1989, pp. 60-68.

congrès mondial de l'Internationale communiste des Jeunes. L'application de mesures pratiques était prévue, avec la création immédiate de noyaux – dans des unités industrielles, dans les grandes propriétés foncières, dans les moulins, dans les ateliers ayant au moins 5 travailleurs – ayant à leur tête un secrétaire ou un bureau de trois membres. Là où existaient de petites unités avec un ou deux travailleurs, l'organisation par rues ou par marchés, indépendamment de la profession, était indiquée. L'institution du membre candidat fut abrogée ; les groupes professionnels furent restructurés en groupes de jeunesse qui auraient une activité dans les syndicats. En raison des difficultés prévues en Grèce quant au passage de l'ancien au nouveau système, l'application directe de la nouvelle forme était prévue seulement dans les grandes villes, tandis que, dans les bourgs et les villages, le système existant resterait provisoirement inaltéré. Dans les centres ayant d'anciens moyens de production et une petite industrie, un système mixte serait adopté. Une exception à la règle des noyaux constituait le système par triades, en usage dans l'organisation du parti dans l'administration de l'Etat et de l'armée. Il résulta du besoin de protéger la qualité de membre, sans qu'en soit touché – vitalement, au moins – la possibilité de massification du mouvement et l'unité dans l'action. Seule une disposition des forces à caractère de conspiration remplissait cette exigence. Les règles de conspiration étaient imposées dans la vie – mais aussi dans les statuts –, à cause de l'intention de l'adversaire de maintenir les mécanismes sensibles de l'Etat étanches contre l'activité corrosive des communistes. A des moments de suspension des libertés bourgeoises, l'intention s'étendait à toute la société. Le système d'organisation par triades fut appliqué pendant la dictature de 1925-1926 au mouvement politique entier. La réorganisation était indispensable au maintien des forces, dans le but d'éviter les atteintes de la dictature au cours des mobilisations contre la dictature. Il consistait en une disposition linéaire, dans laquelle chaque nœud directeur avait un contact avec le nœud précédent, avec le suivant, ainsi qu'avec deux individus, qui, isolés entre eux, appliquaient les ordres. Le devoir pour chaque membre était de procéder au recrutement de deux nouveaux membres, dont il se chargeait de leur instruction. De cette manière, l'organisation linéaire tendait à se modifier en une espèce de grappes de raisin. Dans la pratique, l'initiative des membres les plus actifs et les plus ingénieux conduisait à des formes plus composées. Inversement, les faiblesses subjectives et objectives de développement du mouvement, dans des conditions de clandestinité, conduisaient à une structure déficitaire du modèle. Dans le système par triades, était prévu un mécanisme d'autodéfense. Certaines triades étaient semi-armées et d'autres – dites du noyau étroit – armées. Sous la dictature du 4 août 1936, bien que décimées, des triades continuèrent de fonctionner illégalement dans le parti⁸³⁴.

Une question relative à la forme d'organisation était l'édition des carnets de membre. Les statuts préoyaient pour chaque membre que, dès l'approbation de son entrée au parti, il serait muni du « carnet de la reconnaissance ». Il ne fut pas possible de respecter le principe. Jusqu'à la chute de la dictature de Pangalos – en 1926 –, le parti communiste grec ne disposait pas de carnets pour les membres du parti. Le recrutement se faisait oralement, sans présentation de demande écrite du membre candidat, ni même de note biographique. Il suffisait de l'accord de l'intéressé et de l'assurance des membres qui le connaissaient qu'il réunissait les conditions pour son entrée dans l'organisation. Ensuite, la reconnaissance des membres entre eux se faisait sur la base de la connaissance personnelle. Les lieux d'action étaient limités et les contacts ne présentaient pas de difficultés. Les membres qui venaient d'autres endroits invoquaient, également, les connaissances communes. Tous ceux qui arrivaient ou partaient pour une affaire du parti, emmenaient les recommandations orales des connaissances communes à l'égard des agents de liaison. L'expérience montra que ce code de communication était, pour les conditions de l'époque, suffisant. Le travail comptable pour les finances de l'organisation était également couvert oralement ou par des notes improvisées. Tout comme il n'existait pas de carnet de membre (où serait enregistré, par les responsables économiques, l'accomplissement de ses obligations économiques), il n'existait pas non plus

⁸³⁴ Cf. Vasilis A. Nefeloudis, *Μαρτυρίες, 1906-1938* [Témoignage, 1906-1938], Okeanida, Athènes 1984, pp. 235-310.

d'archives de la perception de la cotisation mensuelle de chaque membre du parti. Après la dictature de Pangalos, un premier nombre de carnets fut initialement distribué à la Jeunesse. Les carnets du parti furent définitivement donnés au début de 1928.

14.11. La personnalité du chef

Le besoin, dans le mouvement ouvrier, de découvrir une forte personnalité dirigeante coïncida avec la phase de développement, dans le parti, en 1924, de la lutte pour la prédominance de l'« opinion révolutionnaire orthodoxe ». Cette tendance romantique sur un changement radical, subversif pour le capitalisme, qui se manifesta plus fortement après la catastrophe d'Asie mineure et fut exprimée par les anciens combattants sans aucun compromis – ils n'avaient rien à perdre –, se personnifia dans Pouliopoulos, un chef instruit, honnête, perspicace et lucide. Les qualifications de Pouliopoulos étaient potentiellement une garantie de la capacité de percevoir la situation sociale et politique. De plus, il représentait une possibilité de donner une perspective au mouvement grec. Pour ces raisons, tout jeune homme, il acquit la confiance du Komintern et la direction du parti lui fut remise⁸³⁵. Le personnage de Pouliopoulos est imprégné de la perception élevée qu'il a affichée, en prenant en compte l'action politique en Grèce, et de la critique que très vite il s'adressa à lui-même et aux positions que jusqu'alors il soutenait. Lorsqu'il perçut la situation, il décida de s'éloigner de la tendance dominante du mouvement révolutionnaire. Le fait que très tôt il parvint à procéder à l'analyse des évolutions dans le mouvement communiste mondial confirme ses capacités. Les points d'interrogation, en outre, qu'engendrent ses choix, les raisons pour lesquelles il se détacha du noyau dur – il continua cependant de se mouvoir dans le cadre de l'idéologie communiste et ne se déplaça pas vers des positions plus modérées –, renvoient non à un sujet personnel de choix mais aux conditions dans lesquelles avait été conduit le mouvement. Pouliopoulos disposait de plus de possibilités d'analyse et de compréhension d'une situation dans sa forme précoce, ainsi que d'un jugement, en comparaison avec d'autres membres, afin qu'il en déduise des conclusions. Sa décision n'était pas relative seulement au mouvement ouvrier en Grèce, mais aussi au mouvement international, pendant la période où se formait en Union soviétique et au Komintern la tendance majoritaire sous Staline et étaient appliqués les choix correspondants. L'idéologie communiste, avec la logique du renversement, correspondait aux visions de Pouliopoulos ; cependant, le mouvement s'étant éloigné de la réalité, par le rattachement du parti aux décisions sur la question macédonienne (« Macédoine-Thrace unique et indépendante ») – sur lequel Pouliopoulos lui-même joua le premier rôle en 1924 –, fut le point critique qui, un peu ultérieurement, bouleversa cet homme au point de refuser la charge de secrétaire général du parti communiste grec et de choisir une attitude d'opposition⁸³⁶. Après le départ de Pouliopoulos, intervint une longue période de quête du grand chef. Au poste de secrétaire général resta Andronikos Haïtas, intellectuel sobre qui, durant son mandat relativement long à la direction (1927-1931), se trouva pris dans la tourmente de la division du parti au cours de la procédure de la bolchevisation. La solution au problème de trouver un dirigeant fut donnée d'en haut, par le Komintern, en plaçant Zachariadis⁸³⁷.

La question du dirigeant Zachariadis est précisée dans l'optique qui correspond à la caractéristique de base du mouvement ouvrier grec : l'acceptation d'un modèle de parti révolutionnaire, sur la base du système léniniste de théorie et de conceptions, qui était non le résultat d'une élaboration au niveau national mais un produit idéologique d'importation. La

⁸³⁵ Cf. Archives du Parti communiste de Grèce, dossier *To Τρίτο Έκτακτο Συνέδριο του ΣΕΚΕ(Κ). Πρακτικά* [Troisième Congrès, Actes].

⁸³⁶ *Ibid.*, lettre de Pouliopoulos au Parti communiste de Grèce, Thèbes 30-9-1926, 2 pp.; *ibid.*, «Απόφαση της ΚΕ του ΚΚΕ επί του ζητήματος του σ. Πουλιόπουλου [Décision du comité central du Parti communiste de Grèce sur la question du camarade Pouliopoulos]», [17-12-1926], 3 pp.

⁸³⁷ Cf. Petros Antaios, *N. Ζαχαριάδης. Θύτης και θύμα* [N. Zachariadis. Bourreau et victime], Fytrakis, Athènes 1991, p. 158.

dite « bolchevisation » du parti communiste grec dans l'idéologie, en politique, dans l'organisation n'était pas une connaissance de la politique provenant de situations et d'élaborations sur le territoire national, mais une influence exogène. C'est un fait que l'élaboration de l'idéologie du socialisme à un niveau initial, qui – comme le décrit, déjà en 1902, Lénine – vient à la classe ouvrière en dehors de celle-ci, de personnes qui n'appartenaient pas à son potentiel, était suivie pendant l'entre-deux-guerres par une procédure d'importation d'idées, sur le territoire national, à nouveau de l'étranger. La tentative pour que soit interprété le rôle de ce modèle, pour que soit précisé s'il constituait une condition ou un résultat de la structure du mouvement ouvrier en Grèce, engendre diverses hypothèses. Une première concerne la considération du modèle, pendant sa période d'affermissement, comme présupposant son isolement de la situation locale pour que soit comprise une théorie du parti – sur l'idéologie, l'organisation, la politique – qui n'était pas liée aux particularités nationales et à la tradition sociale et ouvrière en Grèce qu'en lignes générales (c'est-à-dire par rapport à la situation économique-sociale et politique mondiale, à l'impérialisme comme l'a conçu Lénine afin de former ensuite la stratégie du mouvement international). Une deuxième hypothèse, acceptant l'élaboration théorique des conditions de création d'un parti national léniniste, pose la question du résultat de la période de la bolchevisation : isolement de la situation locale, problèmes internes au parti, influence d'autres tendances (social-démocratie, trotskisme, etc.) et affrontements idéologiques sur la politique, le fonctionnement de l'organisation, l'esprit révolutionnaire, les réformes. Les deux hypothèses, au cours de l'évolution et l'achèvement de ce cercle historique, convergent vers une fin commune, celle que le parti grec s'était alors davantage tourné vers l'idéologie plutôt que vers la politique. Cette constatation ne méconnaît ni les révoltes ouvrières, qui se développèrent de manière combative, ni les hécatombes des communistes morts. Elle localise simplement la réalité que celles-ci étaient privées de perspective. Zachariadis prit la direction du parti en 1931, lorsque s'achevait le cercle de la bolchevisation, avec le parti socialiste ouvrier s'étant transformé en communiste par l'épuration des éléments social-démocrates, des « liquidateurs » et d'autres « scissionnistes », ainsi qu'avec la consolidation de toutes les conceptions léninistes. Dans cette phase, pour que soit rétabli le parti en tant qu'organisme national, il fut obligé, en remplissant l'objectif de sa création et de son existence, de se tourner vers la politique et de s'intéresser aux problèmes nationaux. Une dynamique centrifuge se développa par rapport aux stéréotypes antérieurs. Le parti commença à étudier sa politique. Il acquit du réalisme, lorsqu'il commença, de façon inverse et opposée à la bolchevisation – sans refuser les principes léninistes du parti du nouveau type –, à revenir sur tous les éléments qui précédemment avaient été écartés⁸³⁸. La 6ème session plénière du comité central du parti, en 1934, adopta la politique des stades avec pour premier pas la révolution bourgeois-démocrate pour un passage plus rapide au socialisme. Positives furent les évolutions, pendant la période suivante, dans le parti, avec une démocratie interne plus large, une massivité accrue, une ascension des mouvements de masse. L'estimation de la dynamique de la personnalité du nouveau dirigeant se focalise sur son degré d'intervention dans le but de former des éléments originaux sur des questions comme le mouvement de masse, la grève, la jeunesse, la femme, la paysannerie. Dans le cadre des conditions économiques-sociales internationales (la crise économique mondiale, le risque du national-socialisme, le mouvement anti-fasciste), Zachariadis ne resta pas un simple expéditionnaire des fonctions que posait le cadre des conditions et de développement du mouvement ouvrier. Le maniement du rapprochement avec les libéraux en 1936, les aspects du front populaire (par rapport aux alliances correspondantes en France ou en Espagne), le rapprochement avec le mouvement paysan (par rapport au front des communistes et des agrariens en Bulgarie), tous ces nouveaux – évidemment d'un premier coup d'œil – éléments de la tactique du parti qui reflètent les qualités de Zachariadis sur la politique, admettent diverses interprétations. A la question, par

⁸³⁸ Cf. Alekos Papapanagiotou, *To Μακεδονικό ζήτημα και το Βαλκανικό Κομμουνιστικό κίνημα, 1918-1939* [La question macédonienne et le mouvement communiste balkanique, 1918-1939], Themelio, Αθήνα 1992, p. 98.

exemple, de la fusion du parti communiste grec et des agrariens, en 1936⁸³⁹, que signifiait-elle plus profondément pour le parti ? Qu'il accepta une autonomie des paysans en tant que couche sociale et leur participation au pouvoir (en dépassant l'alliance des ouvriers et des paysans, qui, en réalité, était l'hégémonie de la classe ouvrière sur les paysans et leur subordination à sa direction) ? Ou, puisque demeurait la thèse sur le rôle de dirigeant de la classe ouvrière, cessait-elle certes officiellement de dominer, mais continuait-elle de les guider d'une nouvelle manière ? De plus, sur la question nationale, furent introduits de nouveaux éléments, et non seulement l'annulation de la position infondée pour une Macédoine-Thrace indépendante. La reconnaissance de la révolution bourgeoise en Grèce, du processus des changements bourgeois-démocratiques de 1909, de 1922 et de la République hellénique étaient sous-entendue. Le parti commença à voir la révolution socialiste comme une continuité, comme une phase supérieure ultérieure de la révolution bourgeoise. Les prises de position sur l'intégrité de la Grèce et sur sa défense conduisent à cette constatation. Il s'agit de thèmes politiques qui n'avaient pas d'entité pour des changements radicaux de la situation, pour l'époque cependant celle-là ils étaient sérieux. La question est de savoir si les nouveaux éléments correspondaient à la disposition de changements qualitatifs et dans quelle mesure Zachariadis se trouvait-il derrière ceux-ci.

Un problème important est celui de la démocratie. L'expérience historique a révélé la question de la démocratie interne au parti en un critère supérieur. Le comportement de Zachariadis, le mode de fonctionnement du Parti communiste, la question de savoir s'il existait une démocratie interne ou non, sont jugés par rapport à la situation générale, dans le cadre général du fonctionnement des partis communistes, s'il fonctionnait en mieux ou en pire. Il ne s'agissait pas d'un élément introduit par Zachariadis dans le mouvement, mais de la politique commune admise d'organisation et de fonctionnement, que celui-ci simplement maintenait et appliquait, comme cela arrivait aussi dans les autres partis « frères ». Si cette réflexion est prise en compte, on en déduit qu'en comparaison – c'est-à-dire par rapport aux autres partis communistes – la démocratie était revalorisée dans le parti grec, que celui-ci était « plus démocratique » que d'autres. En outre, le problème a aussi un lien avec la situation du mouvement, principalement avec sa massivité. Dans le passé du Parti communiste de Grèce, au cours de l'entre-deux-guerres, pendant les périodes où le mouvement communiste se développait et avait une massivité, la démocratie interne s'améliorait dans le parti, tandis que, inversement, dans des périodes où le parti se rétrécissait et s'isolait, la démocratie en son sein diminuait. Des facteurs exogènes qui ont influé pendant ce laps de temps, le fait que se reflétait dans le parti l'idole de la démocratie piétinée sur la scène politique et dans la société grecque, plaident en ce sens. Par rapport aux évolutions du parti en Grèce en ce qui concernait des sujets graves, comme les radiations, Zachariadis suivit la voie connue de l'épuration (par exemple, l'affaire Asimidis). Bien qu'intelligent, Zachariadis envisageait la différenciation comme une manifestation hostile qui nuisait au parti, en croyant que les avis contraires fonctionnaient de manière scissionniste. Les purges n'étaient cependant pas extrêmes. Si le fonctionnement du parti est apprécié en tant que tel après 1931 par rapport au passé (avec le manque de dialogue interne au parti après 1927 jusqu'à l'intervention du Komintern et ultérieurement), un nouvel élément est diagnostiqué, « plus démocratique » encore. D'autres observations délimitent une position d'avant-garde – relative, toujours – de Zachariadis par rapport au centre international de décisions. A partir de 1939, où il écrivit en prison la brochure sur l'histoire du parti (*Positions sur l'histoire du Parti communiste de Grèce*), sont distinguées des dispositions pour créer un large front national. Sa lettre, en 1940, issue – en dehors de l'influence exercée par les évolutions de l'époque (chute de la France, etc.) – en particulier des conditions dans le pays, se trouva éloignée de la politique d'alors du Komintern et de la baisse des tons contre l'Allemagne après le pacte germano-soviétique de non agression Molotov-Ribbentrop. En posant le devoir de la large défense démocratique

⁸³⁹ Cf. Dimitris Sarlis, *Η πολιτική του ΚΚΕ στον αγώνα κατά του μοναρχοφασισμού, 1929-1936* [*La politique du Parti communiste de Grèce dans le combat contre le monarchisme-fascisme, 1929-1936*], Synchroni Epohi, Athènes 1981, pp. 399-404.

contre l'invasion italienne, il préféra l'unité d'action du mouvement populaire avec la classe bourgeoise. La portée de la pensée du dirigeant Zachariadis, lorsqu'il fut appelé pendant cette phase historique à donner la solution à la question de la révolution léniniste, est manifeste. Le contenu de la lettre fut condamné par la direction du Komintern, à sa séance plénière du 15 janvier 1941, le cas de Zachariadis fut examiné en tant que suspect, son épouse tchèque fut exilée. Les composantes de la psychographie du dirigeant et de son niveau idéologique, politique et éducatif sont enfin liées à son profil. Zachariadis est esquissé en tant que sobre, sociable et disposant d'humour. Sévère, bien-sûr. Polyglotte, il étudiait, sans relâche, il apprenait. Du point de vue de son éducation, en dehors de quelques exceptions les personnes de son entourage lui étaient inférieures. Il avait la capacité de juger, il entraînait immédiatement dans la pensée de ses camarades, il entendait avec intérêt leurs opinions et il les encourageait. Naît une interrogation, si, par rapport à la formation idéologique, la suprématie de Zachariadis en comparaison avec les autres cadres était responsable de son style de centralisme. D'autre part, l'audace, qui caractérisait son action dès les premières années de son service au parti, le conduisait selon les cas à des décisions qui touchaient les limites de l'exubérance et de l'aventurisme. D'une telle témérité fut, sous la dictature de Metaxas, l'ordre donné à Yannis Mihaïlidis, dans les prisons de Corfou, en mai 1939, de signer une déclaration de désaveu du communisme – afin que libéré, il réorganise le parti dans la clandestinité –. Il s'agissait d'un manquement qui n'était pas un phénomène habituel, se trouvant en dehors des limites de l'éthique du parti, et qui ne conduisait pas à un résultat certain (en effet, immédiatement après, Mihaïlidis fut impliqué dans les réseaux du service de sûreté).

14.12. La réponse du régime bourgeois

La fin de la Première Guerre mondiale, en 1918, trouva le pouvoir soviétique ayant pénétré dans le système mondial du capitalisme. Tandis que la Révolution française, grâce à l'annonce solennelle de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » avait reconnu la qualité de citoyen en posant en deuxième lieu son statut social, la déclaration des Soviets russes des « Droits du peuple travailleur et exploité » (rédacteur Lénine), en 1918, accorda plus d'importance à l'homme dans sa qualité sociale. Par conséquent, la constitution soviétique de 1918, acte législatif inhabituel, scientifiquement et politiquement hérétique, contenait des dispositions à caractère utopique, insusceptibles d'aller de pair avec la réalité intérieure et internationale de l'époque – le dernier commentaire n'est pas une critique, puisque la projection de l'idéal est inhérente à chaque action révolutionnaire –. En conclusion, si en 1789 la révolution française consacra la protection du régime politique et économique bourgeois, en 1917 la révolution « prolétarienne » entreprit son abolition.

Les pays qui sortirent vainqueurs de la guerre exercèrent une politique économique, qui en exacerbant la désorganisation économique d'après-guerre engendra la prochaine rupture. John M. Keynes, en 1919, dans son étude sur les conséquences économiques du traité de Versailles, souligna cette impasse et Lénine, en analysant les facteurs d'exacerbation des contradictions pendant la reproduction du capital, commenta le fait que dans son livre le professeur de Cambridge « ... aboutit à la conclusion qu'après le traité de Versailles, l'Europe et le monde tout entier furent conduits à la faillite ». Dans les Balkans, une inquiétude générale révéla que les pactes et les règlements territoriaux n'avaient pas donné de solutions satisfaisantes.

En Grèce, pays en voie de développement ayant une économie principalement à caractère rural surchargée des restes du mode de production féodal et ayant une forte dépendance des forces étrangères, la nation et l'Etat national apparaissaient prédominants sur les convictions sociopolitiques rivales. Après la défaite de 1922, le conservatisme social s'exprima politiquement avec désespoir face aux nouvelles conditions et à l'afflux des réfugiés. La classe bourgeoise grecque ne rappelait en rien l'époque avant 1914. La falsification du libéralisme constitutionnel par le pouvoir exécutif agit efficacement pour le maintien du pouvoir et l'étouffement de l'agitation sociale accrue, au sein des bouleversements où la perte de l'objectif de la Grande Idée et l'instabilité sociale encouragèrent des recherches vers d'autres voies d'évolution de la société. La perspective

marxiste de la révolution encadrait les exigences de la classe ouvrière et d'autres couches populaires en vue du changement. Les cercles bourgeois dominants adoptèrent des positions conservatrices par rapport au travail, en rédigeant la constitution démocratique modérée de 1927. La constitution de Weimar de 1919⁸⁴⁰, fruit du compromis avec les visions de la révolution ouvrière allemande de 1918, fut le modèle qu'ils recopièrent. Jusqu'en 1940, l'assimilation nationale enregistra un progrès. Sont devenues membres de la nation les personnes qui s'incorporèrent dans la société grecque de l'entre-deux-guerres en acquérant une conscience nationale au sein de la coercition économique, désormais non exogène, qu'imposait le mode de production capitaliste. La coercition économique s'appuya et fut imposée par le contenu politique dont disposait l'économie capitaliste après les pas successifs de consolidation du pouvoir bourgeois. Dans le pays, les dirigeants politiques bourgeois, grâce au développement du marché et des communications acquièrent un auditoire national, de sorte que l'opinion publique dépasse les marges étroites du système de clientélisme. La rénovation qui résulta de la combinaison des facteurs ci-dessus conduisit à la fusion des diverses caractéristiques nationales. Le degré auquel l'Etat-nation bourgeois était en mesure de contribuer à la résolution des problèmes du progrès social était cependant exceptionnellement limité. La classe dominante envisageait la question nationale sur la base des finalités politiques (fixation de la souveraineté dans les frontières nationales formées) et des arrière-pensées de classe (garantie du statu quo social conservateur). Au lieu d'encourager la démocratie (évolution bourgeois-démocratique, soutien du travail avec consolidation de la valeur de la force de travail à des niveaux décents, afin que le citoyen s'émancipe), l'idéologie bourgeoise nationale se développait à un niveau extra-économique.

Toujours à l'épicentre des évolutions, le mouvement ouvrier révolutionnaire entreprenait – avec son parti, le Parti communiste de Grèce – de nuire au pouvoir bourgeois. Sous la pression de la proposition communiste, les bourgeois furent obligés de prendre des mesures au profit des couches sociales inférieures ; ils promurent l'institutionnalisation de réformes sur la formation d'un Etat providence. Internationalement, les assurances sociales dans la constitution allemande de Weimar furent considérées comme le devoir de base de l'Etat, conception qui n'a pas été touchée par la succession au pouvoir des nazis. La Grande-Bretagne, la France, mais aussi les dictatures fascistes en Italie, au Portugal et en Espagne, procédèrent à des réformes. Soutenant cet effort, les partis de l'aile réformatrice du mouvement ouvrier international jouissaient de l'approbation générale. Le système grec social de prévoyance, fondé par Venizélos, s'acheva sous la dictature de Metaxas. Lié à la question des assurances sociales, le bon fonctionnement du capitalisme attira, notamment après le krach de 1929, l'attention des théoriciens de l'économie bourgeoise pour découvrir des modes d'interruption des crises cycliques, afin que soient évitées à l'avenir la destruction de capital et le chômage massif. La théorie de Keynes, sans se rapprocher de la théorie marxiste du travail, promut – notamment par l'ouvrage sur une théorie générale de l'emploi, du profit et de l'argent, en 1936 – l'opinion que, dans le système social en vigueur, dans lequel le levier du mouvement était le capital, l'Etat devait développer des mécanismes de garantie de la croissance régulière de l'économie par des interventions dans le fonctionnement du marché.

Les réformes dans le système social et les interventions dans l'économie ne s'avérèrent pas capables à elles seules d'escamoter le consentement populaire et de renverser les dispositions des travailleurs. La deuxième réponse du régime bourgeois grec sur la remise en cause sociale correspondait à son aspect obscur et se manifesta, selon le modèle des autres pays capitalistes, avec les mesures de répression de l'Etat contre le mouvement ouvrier. Le parti et les syndicats de classe, les mouvements de masse, furent persécutés. Dans le climat de l'exacerbation d'après-guerre de l'opposition des classes sociales, le mouvement fut considéré par les gouvernements grecs comme annonçant une attaque communiste plus générale. Bien qu'il n'existe pas de risque visible de renversement du régime social, la réaction de l'Etat fut violente.

⁸⁴⁰ Cf. Anastasios Tahos, *Το πρώτο Σοβιετικό Σύνταγμα του 1918* [La première Constitution soviétique de 1918], Paratiritis, Thessaloniki 1989, pp. 67-71.

La tactique des forces dominantes de la société européenne pour maintenir le pouvoir face aux activités des communistes avait pour premier élément la répression. La persévérance dans le choix des poursuites, par la violation successive des libertés bourgeoises, correspondait à une mise à l'écart consciente des valeurs bourgeoises, pour la conquête sociale desquelles ces forces sociales elles-mêmes avaient lutté dans le passé. L'Etat visait au respect de la justice sociale bourgeoise et à l'assurance des conditions qui garantissaient l'inviolabilité du statu quo social. Après la Première Guerre mondiale, les conditions sociales critiques poussèrent les masses à résister et à revendiquer. Le nouveau décor politique, avec la prédominance des bolcheviks en Russie, renforça l'opposition des classes. Dans toute l'Europe, fut organisé le cadre de la levée informelle de la légalité bourgeoise et de la poursuite des communistes par l'Etat qui fut appelée « terreur blanche ». En Espagne – à Barcelone et dans d'autres villes –, en Allemagne – en Bavière et ailleurs – étaient remarquées des poursuites. Des peines furent infligées en Grande-Bretagne sur la base de la législation sur les pouvoirs exceptionnels de l'Etat, en France étaient lancées des accusations contre l'intention de sauvegarder l'Etat par une loi concernant la suppression de la liberté d'opinion, en Suisse était utilisée la législation pour la punition des actions subversives et en Tchécoslovaquie les communistes étaient conduits à des procès. En Hongrie et dans l'Italie fasciste, la terreur laissait derrière elle des cadavres. Dans les Balkans, la pression reçue du bolchevisme et le déraillement des démocraties bourgeoises contribuèrent à la généralisation des actions de terreur de l'Etat. Les poursuites commencèrent en Yougoslavie et en Roumanie, avec des arrestations illégales et des déportations de communistes ; ensuite elles s'étendirent en Bulgarie après le coup d'état de 1923, avec des exécutions innombrables de membres des partis communiste et agraire. Henri Barbusse voyagea dans la région et après être entré en contact avec les personnes persécutées, présenta dans son livre *Les Bourreaux*, en 1926, les aspects de la terreur blanche⁸⁴¹.

En Grèce, après la Guerre européenne, l'Etat bourgeois, pour faire face avec succès au mouvement communiste, avait besoin d'un mécanisme ayant une efficacité dans la répression, qui n'existait pas. L'absence d'un réseau national de sûreté – jusqu'en 1918, un contre-espionnage grec n'avait pas été créé – laissait un vide, qui fut provisoirement couvert par une coopération internationale. Les services secrets, comme l'Intelligence Service, disposaient d'une tradition et agissaient sur la base de projets déterminés, élaborés pendant leur fonctionnement de longue durée. Un réseau de collecte d'informations aboutissait aux attachés navals et militaires des missions diplomatiques à Athènes. L'intensité de la situation influençait cependant le jugement équitable des agents et les éléments qui étaient mentionnés dans leurs rapports souffraient du manque de fondement. Parmi les hypothèses et les informations qui se sont révélées correctes, des inexactitudes étaient sans cesse canalisées vers les échelons supérieurs. Les évolutions politiques internationales incitèrent les services secrets à envisager plus drastiquement le parti communiste. Une surveillance étroite fut appliquée pour repérer les cadres provenant de la Russie soviétique, qui transmettaient des ordres à leurs camarades grecs.

L'action des services secrets accompagne habituellement leur implication dans des actes de violence. Le meurtre de Ligdopoulos et d'Alexakis, une affaire qui reste jusqu'à aujourd'hui non élucidée, suscita des suppositions correspondantes. Démosthène Ligdopoulos, membre fondateur du Parti socialiste ouvrier de Grèce et chef de sa tendance pro-bolcheviste, fut envoyé en tant que délégué au II^e congrès du Komintern, en août 1920. Au retour, en octobre 1920, en exécution d'une mission que lui attribua le Komintern, Orion Alexakis, fils de Christophoros – immigré de Céphalonie à Sébastopol – l'accompagna. Conformément à la version officielle, des pirates attaquèrent sur le pont du bateau qui les transportait d'Odessa en Bulgarie et n'épargnèrent pas leur vie⁸⁴². D'autre part, le Deuxième Bureau de l'Etat-major

⁸⁴¹ Cf. Henri Barbusse, *Les bourreaux*, Flammarion, Paris 1926, passim.

⁸⁴² Cf. *Κομμουνιστική Επιθεώρησης*, 1, N° 2, 1921, pp. 75-79 (reprint: *Κομμουνιστική Επιθεώρησης, Περίοδος Μεσοπολέμου, 1921-1936* [Revue communiste, Période de l'entre-deux-guerres, 1921-1936], Kazantzaz, Athènes 1978).

français eut des renseignements, à partir de juin 1920, selon lesquels, tandis que précédemment en Mer noire étaient remarquées des attaques des pirates et que les passagers étaient gardés souvent comme otages pour qu'ils soient libérés après le versement d'une rançon, après la Guerre la piraterie dans la région n'était pas toujours simple, mais liée à l'espionnage et à des actions semblables, orchestrées par les puissances concernées. Des agents secrets armés participaient aux actions d'attaque et de pillage [à savoir de recherche]. Les informateurs des Français ajoutaient que les surveillances de la part des services spéciaux dans les ports avec pour but le mouvement ouvrier, à cette époque, étaient inutiles et dans une direction erronée⁸⁴³. Entre les deux affaires, la piraterie et l'élimination des deux communistes, l'enquête historique est dans l'impossibilité jusqu'à aujourd'hui de situer la vérité.

Les services grecs avaient besoin de temps pour répondre aux normes d'une organisation de surveillance et pour remplacer les agents étrangers. Une mission britannique fut envoyée en Grèce en 1919 et ses membres prirent en charge la réorganisation de la police, en fondant à Corfou l'Ecole de la police de villes. Parmi les devoirs exigés par le nouvel organisme, celui relatif au contrôle du communisme faisait l'objet d'une moindre publicité. L'école, dans laquelle enseignaient des experts de l'Intelligence Service et de la sûreté française, était une pépinière d'agents secrets pour tous les pays balkaniques. En 1925, fut constitué dans la police des villes le premier service spécial de sûreté ayant pour but le contrôle du communisme. Le placement de Georgios Phessopoulos au poste de directeur était un choix judicieux dans les surveillances et les poursuites. Phessopoulos s'occupa de l'étude de la question sociale ; il avança dans la publication de livres révélateurs sur le mouvement ouvrier international et tenta de donner une dimension modernisée à l'action contre le communisme. Il estimait que l'amélioration économique de la situation des classes populaires, non les poursuites, était le mode approprié pour s'opposer aux communistes et stigmatisait les conditions inadmissibles de travail des ouvriers, qui « étaient sacrifiés sur l'autel du dieu du capital »⁸⁴⁴. Maximos, en 1927, décrivait avec de sombres nuances les performances de Phessopoulos dans les poursuites du communisme, de Smyrne, en 1922, jusqu'à Corfou, en 1924, et les circonstances de sa nomination, sous la dictature de Pangalos, lorsqu'il acquit une force dans le service de sûreté – « sorte de service secret tsariste Ohrana » –, poursuivit les communistes, se mêla aux organisations sociales, appela les artistes et leur expliqua ce qu'est l'art et la patrie, suggéra aux acteurs leurs devoirs. Selon les dires de Maximos, Phessopoulos connaissait tous les secrets, ce qu'était le service de sûreté en Roumanie, comment étaient surveillés les communistes en France et comment étaient fabriqués les documents factices du Komintern. Après la chute de Pangalos, il continua son activité avec des rapports adressés au Gouvernement œcuménique sur le communisme et par la publication de documents du Komintern, qui entretenaient la presse à scandales. Sous la dictature de Metaxas, il reprit du service actif, dans le secteur de sa spécialité.

La compétence de la sécurité dans les espaces qui se trouvaient en dehors du ressort de la police de villes fut remise au corps de gendarmerie. Dans ses fonctions fut incluse la collecte d'informations sur l'existence d'activités communistes, ou sur la probabilité de la commission d'actes illégaux contre la nation, le gouvernement et l'ordre social établi. Pour la prévention et la répression des infractions punissables – conformément à la législation en vigueur –, fut établie la surveillance des rassemblements publics et des personnes suspectes, avec le droit d'intervention pour rétablir l'ordre. Dans son travail, la gendarmerie était soutenue par l'armée. L'ingérence de l'armée dans la collecte d'informations – par le biais des Deuxièmes Bureaux – et dans la répression n'était pas en Grèce une simple application d'une

⁸⁴³ Cf. ACM, 1BB2, 68, dossier *EMM -1920 -Correspondance et renseignements marines étrangères en général*: EMG - 2me bureau, Information de Caucase, Paris 29-6-1920, 4 pp.

⁸⁴⁴ Cf. Georgios Phessopoulos, *Η εξέλιξις του κομμουνισμού εν Ρωσσία και η πρόοδος αυτού εν Ελλάδι* [L'évolution du communisme en Russie et son progrès en Grèce], Lampropoulos, Athènes 1929, passim.

pratique mondialement éprouvée, mais aussi un complément du vide que la gendarmerie était dans l'impossibilité de couvrir.

L'« infiltration communiste » dans l'armée et dans la police causait aux autorités de sûreté une inquiétude particulière. Les moyens de base pour faire face au problème étaient la surveillance et la collecte systématique d'informations, les poursuites de toute forme et la propagande des valeurs bourgeoises (race, nation, religion, etc.) aux soldats, à travers des cours organisés. Dans la direction contraire à l'infiltration, le mécanisme de l'Etat comportait occasionnellement des membres du parti communiste, qui acquéraient un contact avec les services de collecte de renseignements, étaient érodés et évoluaient en leurs organes conscients. La vérité sur les mobiles qui poussaient chaque fois des communistes à franchir la ligne de séparation est difficile à situer. Conformément à une estimation générale, des membres du parti ayant un faible niveau de conscience, qui recherchèrent initialement un équilibre dans leurs relations avec les autorités de police et ensuite glissèrent vers une soumission totale, ont montré des tendances de coopération avec la Sûreté. Les individus, également, qui s'effondraient au cours de l'interrogatoire et avouaient les éléments qu'ils connaissaient, changeaient habituellement de camp.

L'organisation de la répression s'orienta, pendant les premières années après la Première Guerre mondiale, vers l'adoption de la méthode éprouvée de l'utilisation de formations para-étatiques⁸⁴⁵. Pour intercepter le mouvement ouvrier de classe, étaient recrutés, en dehors des gros bras, certains individus ayant une qualité ouvrière, qu'utilisait le patronat, en accord avec les autorités, pour des attaques contre les ouvriers socialement actifs. Après les guerres, l'institution des hommes de main dégénéra progressivement, parallèlement à la remise des poursuites directement à des organes de l'Etat. Des progrès également dans la répression furent enregistrés, avec le revirement du mouvement anti-communiste dans la création de structures ayant un fondement juridique. A titre indicatif, peut être mentionnée l'Union nationale La Grèce [les Trois epsilons], organisation simultanément antisémite, ayant pour membres des éléments déclassés misérables du prolétariat urbain (Lumpen)⁸⁴⁶. Le but des forces politiques et sociales au pouvoir, à cette époque, était la formation d'une structure syndicale réformatrice, qui serait tributaire de l'influence des capitalistes et de chaque gouvernement. La radicalisation du mouvement ouvrier évita le développement d'un courant réformiste remarquable. L'ingérence du mécanisme de l'Etat dans les évolutions syndicales se limita à des interventions occasionnelles ou à la formation de corrélations souhaitables dans les congrès ouvriers.

La répression prit la forme de mesures directes, comme l'exercice de la violence naturelle (dommages corporels, homicides), la terreur (surveillance provocante du syndicalisme, des grèves et d'autres mobilisations, interrogatoires, incursions dans les locaux ouvriers et du parti, diffusion de rumeurs inquiétantes, licenciements des employés pour les terroriser), la violation des droits individuels (surveillances, soustraction des documents, collecte d'éléments personnels, les poursuites judiciaires (arrestations, emprisonnements, déportations). Pendant différentes périodes, en fonction des alternances de la royauté et de la démocratie, ainsi que du parlementarisme et de la dictature, est constatée l'unanimité des intentions de la répression et l'uniformité de ses méthodes d'application. La situation dans laquelle le mouvement attribuait à la terreur blanche, le régime de semi-illégalité était en vigueur pour les communistes. Les membres d'un parti légal, ayant une représentation parlementaire, tombaient continuellement sous le coup des actions de l'Etat qui constituaient des délits pénaux et de la violation des droits politiques qui annule la signification de l'Etat privilégié. L'impunité étant donnée – comme il a été prouvé en pratique –, le fanatisme et la peur ne laissaient pas de marge à l'hésitation.

La violence naturelle se révéla comme une mesure répressive efficace, les politiciens bourgeois fermant les yeux. Face aux mobilisations ouvrières, les hommes de la sécurité avaient reçu des ordres pour suivre avec vigilance les communistes significatifs et pour

⁸⁴⁵ Cf. Dagkas, *Recherches ...*, op. cit., p. 813.

⁸⁴⁶ *Ibid.*, p. 816.

dissoudre la masse par la violence, en obéissant à l'indication que « l'emploi des armes se fera de manière résolue » pour les groupes armés. Les ecchymoses et les blessures des ouvriers étaient le résultat permanent des interventions des autorités. Après les arrestations, de graves lésions corporelles étaient causées par les tortures – habituellement bastonnade intensive, flagellation avec un nerf de bœuf, coups répétés sur la plante des pieds, plus rarement enfoncement d'épines sous les ongles –. Pendant la durée de la dictature fasciste 1936-1941, les tortures avec de la glace et de l'huile de ricin étaient à l'ordre du jour. Dans les choix des objectifs, arrivaient en tête les chefs syndicaux et politiques. L'exercice de la violence au cours des poursuites contre le mouvement ouvrier aboutissait, fatalement aussi à des décès⁸⁴⁷. Parmi ces cas, la mort de Christos Maltezos, secrétaire de la Fédération des jeunesses communistes de Grèce, en novembre 1938, dans la prison de Corfou, après des tortures continues⁸⁴⁸, fut horrible.

Les troubles sociaux aboutissaient aux arrestations des meneurs, qui, souvent, étaient renvoyés devant la justice et étaient emprisonnés. Parallèlement, les déportations de cadres syndicalistes et politiques eurent lieu, jusqu'à la fin des années 1920, sans même le prononcé d'accusation. Ensuite, fut imposée par la loi scélérate la pénalisation de l'intention subversive. La loi, votée par le Parlement grec en juillet 1929, prévoyait en tant que peine l'emprisonnement et la déportation des condamnés⁸⁴⁹. Pendant les 12 mois suivants (à partir d'août 1929 jusqu'en juillet 1930), dans un climat de généralisation de l'opposition à la violation des libertés bourgeois-démocrates⁸⁵⁰, furent dissous 19 syndicats et eurent lieu les arrestations de 1.428 individus, dont 544 furent condamnés à 169 années d'emprisonnement et à 93 années de déportation. Jusqu'en 1936, des centaines de combattants de l'idée sociale prirent la route de l'exil. Près de 200 jeunes firent leur service militaire dans le camp disciplinaire de Kalpakion, en Epire, dans des conditions indescriptibles de violence et de tortures.

L'action des communistes dans la période 1936-1941, où ils passèrent dans la clandestinité, présenta des aspects dramatiques. Le 4 août 1936, eurent lieu, sous l'ordre de la dictature, des arrestations massives sur tout le territoire parmi les membres qui travaillaient dans les syndicats et les organisations massives. De nombreux cadres furent immédiatement arrêtés, puis rapidement davantage. Ceux qui s'enfuirent à temps, encadrèrent le mécanisme clandestin du parti. Le mardi 17 septembre 1936, à 17.10 heures, fut arrêté à Athènes, sur dénonciation, Nikos Zachariadis, secrétaire du parti, au bout de la rue Hippocrate ; en janvier 1937, il fut transféré dans la prison de Corfou, dans l'aile N° 9. Le ministre de la Sûreté publique Konstantinos Maniadakis orchestra les actions pour démanteler les organisations du parti, en faisant preuve d'ingéniosité. Dans ses intentions se trouvait celle d'anéantir la personnalité des communistes, qui étaient obligés de signer une déclaration douloureuse de « désaveu » de l'idéologie communiste⁸⁵¹. Les repentis se sont élevés, jusqu'en 1941, à 47.000, peu cependant changèrent d'idéologie, avec la majorité persistant dans un soutien silencieux au parti. Les personnes arrêtées par la dictature étaient condamnées à l'emprisonnement ou à l'exil. A Corfou, environ 30 cadres dirigeants furent détenus par moments, dans des conditions incroyables (isolement, tortures). La moitié restèrent prisonniers sans céder, l'un (Maltezos) fut éliminé et les autres signèrent la « déclaration de désaveu » et furent libérés. L'ancien député Mihalis Tyrimos, à partir de juin du 1939 qui partit de l'aile N° 9, collabora avec la dictature, de même que le codétenu, ancien député,

⁸⁴⁷ *Ibid.*, p. 833.

⁸⁴⁸ Cf. *Εξήντα χρόνια αγώνων και θυσιών. Χρονικό του ΚΚΕ [60 ans de combats et de sacrifices. Chronique du Parti communiste de Grèce]*, t. I (1918-1945), Edition du comité central du Parti communiste de Grèce, Athènes 1978, p. 145.

⁸⁴⁹ Cf. Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, p. 837.

⁸⁵⁰ PRO, FO371-13657, C2636-1124-19: Loraine à Chamberlain, N° 139, Athènes 4-4-1929, 2 pp.

⁸⁵¹ Cf. Marina Petrakis, *The Metaxas Myth. Dictatorship and Propaganda in Greece*, Tauris Academic Studies, London - New York 2006, traduction grecque: Okeanida, Athènes 2006, pp. 65-72.

Emmanuel Manoléas⁸⁵². En raison de la position élevée dans le parti mais aussi de l'expérience dont les apostats disposaient, ils causèrent un dommage inimaginable aux organisations clandestines, en guidant avec efficacité les coups de la Sûreté. Pour l'incarcération massive des communistes, fonctionna, après février 1937, la prison d'Acronauplie. Approximativement 1.000 détenus, qui y passèrent, survécurent en opposant une résistance passive à la terreur, refusant de signer une « déclaration »⁸⁵³. Des milliers d'autres de mêmes idées, hommes et femmes, accomplirent leurs peines d'exil dans les îles⁸⁵⁴.

Face au bilan des poursuites de l'entre-deux-guerres, l'interrogation qui se pose est pourquoi la réponse du régime bourgeois eut ce contenu. En dépit des estimations rassurantes selon lesquelles l'action du parti grec ne constituait pas un risque de révolution, l'ampleur de la réaction témoigne de la peur intense qui possédait les forces au pouvoir. Internationalement, le renversement inattendu en Russie en 1917, les victoires précaires des mouvements communistes et progressistes dans d'autres pays, avaient exacerbé l'instinct d'autoconservation des forces dominantes et avaient provoqué des réflexes agressifs. D'autre part, les répercussions des particularités de la réalité politique grecque étaient importantes en ce qui concernait le choix des méthodes de répression contre les révolutionnaires sociaux. Avec l'émergence presque simultanée sur la scène politique des deux classes sociales antagonistes, l'une bourgeoise et l'autre laborieuse, le pouvoir des bourgeois, récemment consolidé – tout juste en 1909 – après le combat contre les anciennes structures sociales et politiques⁸⁵⁵, reçut le défi du nouvel affrontement très rapidement – en 1918 –. L'insécurité pour la consolidation des intérêts bourgeois justifia les barbaries sans que celles-ci rencontrent d'obstacles moraux, bien au contraire la culture de la violence, incorporée dans la vie politique après 1915 dans la classe bourgeoise elle-même (conflit des partis libéral et royaliste) vint aider.

14.13. « ... Mûr enfant de la rage » (*Kostas Vernalis*)

Le communisme éduqua la personne sociale collective, les générations qui apparurent à partir du XIX^e siècle. L'intervention des communistes ne se limita pas aux lignes de la classe laborieuse ; les autres classes sociales, même celles qui étaient antagonistes, se formèrent simultanément. En effet, toutes les forces sociales furent obligées de se redéterminer pour affronter le défi ; la société se transforma en général, par le biais de la lutte sociale, afin qu'elle voie ses vulnérabilités.

Si est entreprise l'appréciation de l'apport d'une formation, telle que le parti communiste grec, aux évolutions sociales, son attachement à l'objectif social, l'abnégation de ses membres apparaissent dominantes. L'erreur et la responsabilité se perdent au fond. Au cours de la conduite d'un combat social pour de nouveaux changements radicaux, pour des subversions notées pour la première fois, se pose la question de savoir si une formation sociale revendiquerait jamais l'infailible. Dans le processus de l'évolution sociale, un exploit parmi une série d'estimations malheureuses ne cesse pas de constituer une conquête de la société, sa mise à l'épreuve et son amélioration. Les luttes n'étaient pas vaines, mais le mouvement social fut instruit, mûri pour avancer à un niveau supérieur. Sous cette optique, les enfants du Komintern en Grèce se situent historiquement sur la base équitable, sont considérés comme résultant d'une époque concrète du mouvement, où, dans les conditions où ils vécurent et furent instruits, embrassèrent des éléments négatifs, dans le sens du processus que développèrent le volontarisme et la rigidité théorique, mais aussi un inégalable positif, la vision.

⁸⁵² Cf. Vasilis A. Nefeloudis, *Αχτίνα Θ'* [Rayon 9], Olkos, Athènes 1974, pp. 129-189.

⁸⁵³ Cf. Antonis Flountzis, *Ακροναυπλία και Ακροναυπιώτες, 1937-1943* [Acronauplie et Acronaupliotes, 1937-1943], Themelio, Athènes 1979, passim.

⁸⁵⁴ Cf. Linardatos, *4η Αυγούστου*, loc. cit.

⁸⁵⁵ Cf. S. Victor Papacosma, *The Military in Greek Politics. The 1909 coup d'état*, The Kent State University Press, Kent (OH) 1977, pp. 167-175.

L'apport historique du parti grec au pays réside dans son initiative de se rapprocher des couches populaires, de les encourager à saisir entre leurs mains leurs destins, de les éduquer sur la base des intérêts de classe antagonistes dans un horizon plus large que les valeurs de la Révolution française ; de tisser la toile d'une patrie qui obéirait dans l'avenir aux idéaux de la libération sociale, de la morale, de l'authentique de culture nationale loin des nationalismes.

14.14. Voies parallèles : le Parti communiste de Chypre (1926-1941)

A la fin du XIX^e siècle et pendant le premier quart du XX^e siècle, à Chypre, eurent lieu la croissance et la concentration de la classe ouvrière. Employés dans les mines, les bâtiments, les usines et les ateliers, ils travaillaient dans des conditions épouvantables, empirées par le régime absolutiste du système colonial⁸⁵⁶. La situation économique déplorable du peuple alimenta un courant migratoire, notamment à la fin de la Première Guerre mondiale, lorsque cessèrent la demande et l'exportation de produits agricoles.

Le Parti communiste de Chypre existait officieusement à partir de décembre 1922. Dans les conditions de promotion des idées socialistes après la Révolution d'octobre 1917, un groupe d'intellectuels – étudiants et scientifiques ayant étudié à Athènes et à Londres –, ouvriers et employés fonda à Limassol un nouveau parti. Le journal *Néos Anthropos* (*Jeune Homme*), à partir de décembre 1924, « sous le contrôle politique du Parti communiste de Chypre », fut le canal de communication avec la classe ouvrière et les paysans, en promouvant des demandes sociales. Le congrès fondateur du parti fut réalisé, dans des conditions de conspiration, le 15 août 1926 à Limassol. En 1927, le journal *O Ergatis* (*L'Ouvrier*) était l'organe du parti. Une page dans le journal *Néos Anthropos*, ayant pour titre *O Néos Bolchevikos* (*Le jeune bolchevik*), fut accordée à la jeunesse communiste ; elle lui servit d'organe⁸⁵⁷. En 1930, fut réédité l'organe du parti sous le titre modifié de *Néos Ergatis* (*Nouvel Ouvrier*), trouvant un écho qui se manifesta aux élections législatives complémentaires de 1930, lorsque l'éditeur Kostas Drakos obtint dans sa périphérie 25% des votes⁸⁵⁸.

A propos de la question nationale, le parti communiste chypriote s'aligna sur la politique du Komintern, en soutenant l'autonomie de l'île sous gouvernement « ouvrier-paysan », résultant de la création d'une Chypre soviétique dans le cadre d'une Fédération balkanique à laquelle appartiendrait aussi la Grèce socialiste. La position trouva un fondement insuffisant dans le prolétariat industriel exceptionnellement peu nombreux, heurta les dispositions conservatrices de la masse religieuse et fut dénoncée comme traître face à la demande de l'union de Chypre avec la Grèce, en dressant un obstacle à la massification du mouvement⁸⁵⁹.

Le 26 décembre 1926, le parlement chypriote vota contre le budget de 1927 – par le vote unifié des députés grecs et turcs –, exprimant l'exigence que soit aboli l'impôt d'Etat colonial de sujétion ; le gouverneur britannique menaça de recourir à l'usage de la violence et le parti communiste chypriote appela le peuple à se rassembler dans un front commun anti-impérialiste. Le pouvoir imposa finalement sa volonté par décret. Le parti prit part au soulèvement anticolonial, en octobre 1931, qui se déclencha dans toutes les villes et dans de nombreux villages. La révolution fut réprimée par l'armée qui se déplaça d'Egypte, avec des

⁸⁵⁶ Cf. Rolandos Katsiaounis, *Labour, Society and Politics in Cyprus during the Second Half of the Nineteenth Century*, Cyprus Research Center, Nicosia 1996, pp. 99-223.

⁸⁵⁷ Cf. *To κυπριακό προοδευτικό κίνημα νεολαίας* [Le mouvement progressiste chypriote de la jeunesse], travail collectif, K. S. EDON, Cypré 1977, pp. 24-25; AKEL. *The Party of the Working People*, Edited by the CC of A.K.E.L., Nicosia 1983, pp. 26-32; Giannis Lefkis, *Oi píţes* [Les racines], Papatziakos, Limassol 1984, pp. 45-233.

⁸⁵⁸ Cf. AKEA [AKEL], travail collectif, Edition du CC de AKEL, Nicosie 1983, p. 76.

⁸⁵⁹ Cf. Enrica Collotti Pischel - Chiara Robertazzi, *L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux, 1919-1935*, Ecole Pratique des Hautes Etudes - Sorbonne, Paris - La Haye 1968, passim.

victimes parmi les citoyens et des arrestations massives des promoteurs du mouvement. Un régime de terreur fut imposé par le gouverneur Sir Richmond Palmer, en collaboration avec des représentants de la haute bourgeoisie ; 2.606 personnes furent condamnées⁸⁶⁰. En Grèce, le président Venizélos, qui, ayant peur d'une opposition avec ses alliés britanniques, adopta une position négative, déçut les Chypriotes. Le parti communiste chypriote fut placé hors la loi – comme d'autres forces aussi –, ses archives furent saisies et les dirigeants furent arrêtés. Des emprisonnements ainsi que des déportations s'ensuivirent. Une solution alternative fut trouvée dans la création des Noyaux Ouvriers Clandestins, qui développèrent une action sous la menace continue de la législation anti-communiste⁸⁶¹.

Après 1935, se déroulèrent des luttes des ouvriers, ayant des demandes relatives au niveau de vie (salaires, horaire) et institutionnelles (droit d'organisation et de grève, assurances)⁸⁶². Dans les années 1938-1940, après la libération ou le retour d'exil des cadres, le parti se réorganisa. Sous sa conduite, le mouvement syndical progressa, toutes les professions acquirent leur corporation. L'organe du second degré, l'Organisation panchypriote des corporations, se massifia, attirant jusqu'en 1941 3.854 personnes, et se révéla comme pôle de recrutement des nouveaux membres du parti⁸⁶³.

En dehors de l'île, fut marquée l'action des communistes principalement en Grèce et en Grande-Bretagne. Étant donné qu'en Grèce les Chypriotes étaient considérés comme des étrangers et avaient besoin d'une autorisation de travail, que les autorités fournissaient avec parcimonie, ils se dirigeaient habituellement vers la Grande-Bretagne (sans visa, puisqu'ils étaient détenteurs de passeport d'une colonie britannique). Pendant le krach de 1929, lorsque les immigrés de Chypre s'ajoutèrent à l'armée de 5,5 millions de chômeurs du pays (à Londres, ils dormaient à l'« hôtel des sans-abri », la place Trafalgar, couverts de journaux), certains sont devenus des membres du parti communiste de Grande-Bretagne et furent détachés au groupe du parti qui agissait dans la diaspora chypriote. Parmi eux, se distingua, après 1930, Ezekias Papaioannou, de Limassol. Au cours de la guerre civile espagnole – dans les années 1936-1939 –, 60 Chypriotes de Londres firent la guerre dans les Brigades internationales, laissant 14 morts et un bon nombre de blessés. Papaioannou, très vite, pendant les premières hostilités, fut blessé au genou et retourna à son point de départ, où il fut utilisé par le parti britannique dans le travail de propagande⁸⁶⁴. D'autres communistes chypriotes se rendirent en Union soviétique. A Moscou, se trouvèrent, en 1924, Leonidas Striggos et Kostas Christodoulidis (Skeleas), qui furent introduits à l'Université communiste des travailleurs d'Orient (KUTV), également Charalambos Vatis, qui travailla au Komintern. En 1932, Ploutis Servas, de Limassol, suivit les cours à l'Université communiste des minorités nationales occidentales (KUNMZ) et à la Faculté internationale léniniste⁸⁶⁵. Striggos alla en mission en Grèce et s'installa à Thessalonique, où, pendant la grève des ouvriers du tabac en mai 1928, il fut arrêté et maltraité. Lui-même dénonça le fait que pendant 5 jours on le transportait quotidiennement de la maison d'arrêt à la Sûreté et là on le torturait pour lui arracher des éléments confidentiels sur le Parti communiste de Grèce – le médecin Georgios Zouraris, qui fut envoyé par le Secours ouvrier pour l'examiner, le trouva en très mauvais état –. En tant que cadre de haut grade du parti communiste grec (membre du bureau politique du Parti communiste de Grèce après 1931 et du comité central après 1934), il subit, les années suivantes, des poursuites répétées⁸⁶⁶. Servas fut envoyé en 1934 au Pirée, mais un an après il fut expulsé à Chypre, où il fut placé au poste de secrétaire général du Parti communiste de

⁸⁶⁰ Cf. G. Zoidis - T. Adamos, *Η πάλη της Κύπρου για τη λευτεριά* [La lutte de Chypre pour la liberté], Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1960, pp. 90-95.

⁸⁶¹ Cf. Andreas Fantis, *Ο αντικομμουνισμός στην Κύπρο* [L'anti-communisme en Chypre], Edition du CC de AKEL, Nicosie 1985, pp. 8-14.

⁸⁶² Cf. Pantelis Varnava, *Κοινοί εργατικοί αγώνες Ελληνοκυπρίων και Τουρκοκυπρίων* [Luttes ouvrières communes des Chypriotes grecs et turcs], Nicosie 1997, pp. 11-12.

⁸⁶³ Cf. AKEL..., *op. cit.*, passim.

⁸⁶⁴ Cf. Ezekias Papaioannou, *Ενθυμήσεις από τη ζωή μου* [Mémoires], Pyrsos, Nicosie 1988, pp. 29-48.

⁸⁶⁵ Cf. AKEL..., *op. cit.*, passim.

⁸⁶⁶ Cf. Dagkas, *Recherches* ..., *op. cit.*, p. 841.

Chypre. Un autre cadre, Kypridimos Chatzinikolaou, s'intégra en 1920 au mouvement communiste grec et en 1923, à Thessalonique, agit en tant que cadre syndicaliste parmi les ouvriers boulangers et caissier du Secours ouvrier international. Coaccusé, avec des soldats, en mai 1925, au procès qui fit grand bruit sur la propagande communiste et la constitution de triades au parc d'aviation militaire de Sédès de Thessalonique, il fut l'un des peu nombreux à être innocentés. En mai 1927, sur décision du comité de sûreté il fut déplacé à l'île de Skyros, jusqu'en janvier 1928⁸⁶⁷.

Dans les conditions critiques après l'attaque hitlérienne, le mouvement communiste de Chypre, toujours clandestin, matérialisa la politique du front antifasciste avec la création d'un parti politique panchypriote légal. Le 14 avril 1941, à la gare de Skarino, fut fondé le Parti progressiste des travailleurs (AKEL), ayant un caractère démocratique et antifasciste⁸⁶⁸. Son premier secrétaire était Servas. Même si la nouvelle organisation n'avait pas parmi les membres fondateurs des paysans en grand nombre, ni de Chypriotes turcs, elle jouit de l'approbation directe de la société.

⁸⁶⁷ Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 5-6-1925; *Μακεδονικά Νέα*, 8-1, 4, 5-6-1925.

⁸⁶⁸ Cf. AKEL..., *op. cit.*, p. 48.

15. Les mouvements sociaux et leur rapport avec le bonapartisme

Le bonapartisme en tant qu'analyse politique a été initialement adopté par des auteurs qui ont considéré comme protagonistes du processus historique non les individus mais les classes ; l'utilisation large du terme dans des approches historiques de certains aspects de la lutte de classes relatifs aux rapports entre les forces de classes a donné naissance à une théorie, à un concept⁸⁶⁹. Le même terme se rencontre ensuite très fréquemment dans des analyses visant à déchiffrer l'histoire qui ne se sont pas exclusivement fondées sur la méthode de distinction de classes antagonistes au sein de la société. La nouvelle optique considérait le pouvoir et les dirigeants opposés aux masses ou encore au corps électoral, délimitant leur action en utilisant des catégories comme l'Etat européen moderne, les relations entre dirigeants, la nation et l'Etat, les relations entre l'organisation militaire et l'autorité politique et entre l'autorité politique et la citoyenneté⁸⁷⁰. Parallèlement aux délimitations mentionnées ci-dessus, le phénomène du bonapartisme, considéré à travers le prisme d'une société constituée de classes a été lié à la dualité de pouvoir, au césarisme, au fascisme. Les formations primaires des phénomènes ont eu lieu dans les métropoles du capitalisme et ont été reproduites dans des pays de la périphérie. Certaines questions historiques similaires, liées aux mouvements sociaux de l'Europe du Sud-Est du XX^e siècle, sont abordées dans ce travail.

Selon l'optique que nous adoptons, le bonapartisme dans ses rapports avec les mouvements sociaux apparaît historiquement dans des conditions de transformations démocratiques, avec la déclaration d'actes contre-révolutionnaires intégrés à un cadre social et politique où le rapport des forces de classes n'est pas formé. En France, après la brève Seconde République (de février 1848 à décembre 1851), la classe bourgeoise désirait soulever le peuple contre la féodalité, mais se trouvait face à la classe ouvrière. La solution du bonapartisme n'était pas la solution idéale pour une classe qui demeurerait révolutionnaire (soixante ans après, l'influence de la Révolution française était encore forte) ; le bonapartisme n'était pas le régime qui correspondait à ce que la classe bourgeoise recherchait⁸⁷¹. Au cœur d'une crise économique et sociale généralisée, au cours de laquelle on recherchait une réforme de la vie politique, diverses couches de la société se sont appuyées sur une figure porteuse de la tradition historique récente, incarnation de la grandeur de Napoléon. Le pouvoir s'est appuyé sur les masses paysannes arriérées, couches sociales qui, à cause de la fragmentation de leur travail productif, ne constituaient pas un groupe cohérent et qui, ayant besoin d'être représentées, oscillaient entre des classes antagonistes⁸⁷². Au cours des décennies suivantes, des traits de bonapartisme ont été répertoriés dans de nombreux cas⁸⁷³, attestant la généralisation du phénomène dans toutes les démocraties bourgeoises, de telle sorte qu'Engels a pu écrire, le 12 avril 1890, la phrase célèbre « ... de nos jours, tout ramassis de dirigeants devient bonapartiste, nolens volens [qu'il le veuille ou non]⁸⁷⁴ ». Dans la même lignée, des phénomènes de dualité de pouvoir et de bonapartisme ont été intégrés en Russie, au cours des événements de 1917. Sans aucun doute, Kerenski a voulu jouer le rôle de

⁸⁶⁹ Cf. Ralf Miliband, "Bonapartism", in *A Dictionary of Marxist Thought*, op. cit., pp. 55-56.

⁸⁷⁰ Cf. *Dictatorship in History and Theory. Bonapartism, Caesarism, and Totalitarianism*, édité par Peter Baehr et Melvin Richter, Cambridge University Press, Cambridge etc. 2004, passim.

⁸⁷¹ Cf. Frederick Engels, "Real causes why the French proletarians remained comparatively inactive in December last", *Marx Engels Collected Works*, vol. 11, Progress, Moscow 1979, pp. 212-222; Maximilien Rubel, *Karl Marx devant le bonapartisme*, Mouton, Paris - La Haye 1960, pp. 151-154.

⁸⁷² Cf. Marx, "Der achtzehnte Brumaire ...", op. cit., pp. 131, 198-203; Philip Vigier, « Le Bonapartisme et le monde rural », contenu dans *Der Bonapartismus. Historisches Phänomen und politischer Mythos*, publié par Karl Hammer et Peter Klaus Hartmann, Artemis Verlag, München 1977, pp. 11-21.

⁸⁷³ Cf. par exemple Allan Mitchell, "Der Bonapartismus als Modell der Bismarckschen Reichspolitik", contenu dans *Der Bonapartismus ...*, op. cit., pp. 56-76.

⁸⁷⁴ Cf. lettre d'Engels à Friedrich Adolph Sorge, *MEW*, op. cit., vol. 37, 1974, p. 381.

Bonaparte ; dans cette période transitoire, la possibilité d'un bonapartisme puisait ses sources dans les conditions alors en vigueur. Cependant, le phénomène ne s'est pas produit à cause de la puissance du mouvement ouvrier qui avait accompli sa révolution, ne laissant aucune marge à ses adversaires pour qu'ils puissent contrôler la suite des événements⁸⁷⁵. D'ailleurs, après février 1917, en Russie, le pouvoir a été réparti entre deux classes ; il s'est créé une situation politique singulière, une dualité de pouvoir. Le Gouvernement Provisoire était un pouvoir sans puissance et le soviet de Saint-Pétersbourg une puissance sans pouvoir. Le gouvernement existait tant que le soviet des ouvriers et des soldats le permettait⁸⁷⁶. Pendant les années 1920 et 1930, avec la montée du mouvement fasciste, des intellectuels (Antonio Gramsci et autres), dans leur tentative d'interpréter la prise du pouvoir par des régimes fascistes, en sont venus à des analyses du bonapartisme, du césarisme et du fascisme comme Etats d'exception⁸⁷⁷. Face à une notion de césarisme envisagée autrefois avec sarcasmes⁸⁷⁸, les tentatives de reformulation de ce concept (césarisme progressif et régressif⁸⁷⁹) présentaient un intérêt. Bien que semblables sous de nombreux aspects à la notion plus familière de bonapartisme, les nouvelles positions contenaient des différences significatives. L'approche traditionnelle liait l'idée de bonapartisme à une autonomie politique de l'Etat qui pouvait résulter d'une impasse de la lutte de classes ; la nouvelle proposition déployait la notion de césarisme dans une tentative d'appréhension de l'échec du mouvement ouvrier après la victoire du fascisme mais aussi de celui des institutions bourgeoises⁸⁸⁰. Dans le premier cas, le bonapartisme représentait la manière avec laquelle le mouvement ouvrier avait reculé face aux forces réactionnaires ; dans le deuxième, le césarisme correspondait au contraire à un compromis entre le progrès et la réaction. La question à étudier n'était pas comment le césarisme s'était imposé, mais surtout comment les masses avaient été conduites au consentement face à cette manipulation. On constatait que le césarisme pouvait être considéré comme l'expression d'une situation dans laquelle les forces en conflit s'équilibraient l'une l'autre d'une manière catastrophique ; c'est-à-dire qu'elles le faisaient de telle manière que la poursuite du conflit ne pouvait mener qu'à leur destruction mutuelle. Alors une troisième force intervient de l'extérieur, subjuguant les restes des deux forces en conflit⁸⁸¹.

Un cas qui doit être considéré d'une manière particulière est à notre avis celui du « bonapartisme stalinien ». En 1934, Trotsky a développé une position qui fixait une distinction entre la forme bonapartiste du pouvoir et sa forme fasciste, bien qu'il ait déclaré en même temps que le bonapartisme et le fascisme n'étaient pas incompatibles⁸⁸². L'intérêt se porte ensuite sur une interprétation du régime soviétique à l'aide de la théorie sur le bonapartisme. Le point central de l'hypothèse était que le mouvement ouvrier avait renversé la classe bourgeoise et établi un Etat ouvrier, mais qu'il n'était pas à même de le gérer et qu'il avait été contraint pour cette raison de tolérer une bureaucratie bonapartiste. Cette dernière ne s'identifiait pas à la classe ouvrière ; il s'agissait d'une couche autonome qui gouvernait sans que la classe ouvrière, épuisée par les luttes, ne puisse la renverser pour diriger l'Etat directement. Par ailleurs, la bureaucratie ne pouvait effacer les conquêtes de la classe

⁸⁷⁵ Cf. V. I. Lénine, « Les champions de la fraude et les erreurs des Bolcheviks », *Œuvres*, t. 26, Editions Sociales, Paris 1958, p. 38; *id.*, « Notes d'un publiciste », *op. cit.*, p. 49.

⁸⁷⁶ *Id.*, « La révolution en Russie et les tâches des ouvriers de tous les pays », *op. cit.*, t. 23, pp. 378-382.

⁸⁷⁷ Cf. Richard Bellamy - Darrow Schecter, *Gramsci and the Italian State*, Manchester University Press, Manchester - New York 1993, p. 150.

⁸⁷⁸ Cf. Marx, "Vorwort [zur Zweiten Ausgabe (1869) „Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte“]", *MEW*, *op. cit.*, t. 8, 1978, p. 560.

⁸⁷⁹ Cf. Gramsci, *Quaderni* ..., *op. cit.*, vol. 3, pp. 1.619, 1.680-1.681.

⁸⁸⁰ Cf. Benedetto Fontana, "The concept of Caesarism in Gramsci", contenu dans *Dictatorship* ..., *op. cit.*, pp. 175-195.

⁸⁸¹ Cf. Gramsci, *Quaderni* ..., *loc. cit.*

⁸⁸² Cf. Léon Trotsky, « Bonapartisme et fascisme. Pour une caractérisation de la situation actuelle en Europe », *Marxists' Internet Archive* (Léon Trotsky, *Les Œuvres*, 1934) [<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1934/07/lt19340715.htm>].

ouvrière, puisqu'elle gouvernait au nom de la révolution ouvrière. De cette façon se formait un équilibre qui, comme prévu, n'était pas stable, ne pouvait durer indéfiniment et était condamné à la disparition. Cette situation hybride d'équilibre de forces opposées, où aucune ne pouvait détruire l'autre, avait conduit d'après Trotsky le régime soviétique au bonapartisme⁸⁸³. Le point de vue en question enferme la discussion dans le dilemme de la possibilité d'une existence, au sein de la totalité de la superstructure, d'une bureaucratie ou d'une autogestion ouvrière. Nous reviendrons sur ce sujet au cours de l'étude des phénomènes correspondants survenus dans l'Europe du Sud-Est pendant la seconde moitié du XX^e siècle.

Après ces remarques générales, nous allons tenter de présenter les rapports du bonapartisme et des mouvements sociaux dans la péninsule balkanique.

Au cours des différentes étapes de l'histoire sociale du Sud-Est européen relatives à l'apparition de phénomènes de bonapartisme pendant l'entre-deux-guerres, il a existé, manifestement ou non, des mouvements sociaux qui s'y impliquaient et qui, par leur action, influençaient ou déterminaient l'évolution des rapports entre les classes. La recherche sur les intentions, les ambitions et la tactique de ces mouvements présente un intérêt pour cerner le phénomène historique du bonapartisme. Plus précisément, le mouvement ouvrier s'est trouvé dans un milieu d'exacerbation des rivalités sociales, provoqué par le développement du capitalisme. Les désirs des classes bourgeoises émergentes des pays balkaniques qui cherchaient à former leur territoire national ont créé des complications supplémentaires ; des agissements politiques similaires les ont mises en conflit avec d'autres.

Des situations sont repérées, qui sont liées à l'imposition dans chacun des pays de cette région d'une domination plus ou moins individuelle dont les desseins, la pratique et les résultats constituaient un bonapartisme régressif. Leur relation avec le fascisme est un aspect particulier de leur profil. Dans le royaume éphémère des Serbes, des Croates et des Slovènes, le monarque Alexandre Karageorgevic, qui s'appuyait sur un dispositif militaire et policier d'oppression (le mouvement politique de la classe ouvrière était illégal depuis 1921⁸⁸⁴), ne pouvait pas assurer indéfiniment un pouvoir incontesté et a été finalement contraint de suspendre la constitution le 6 janvier 1929, pour imposer une dictature monarchique-militaire⁸⁸⁵. Dans une tentative de dépassement des rivalités nationales, il a choisi une nouvelle appellation de l'Etat, celle de Royaume de Yougoslavie. La crise économique mondiale de 1929-1933, dans l'extension du chômage et l'anéantissement des paysans qui l'a suivie, a provoqué en 1931 une manœuvre tactique de restitution de certains droits politiques⁸⁸⁶. Celle-ci a pourtant été insuffisante pour apaiser les conflits sociaux, politiques et nationaux. La crise intérieure était accentuée par l'action terroriste du mouvement croate fasciste des Oustachis, dont le point culminant a été l'assassinat du roi le 9 octobre 1934⁸⁸⁷. En Albanie, Ahmed Zogou, à la tête du groupe des grands propriétaires fonciers depuis 1920, a perdu provisoirement le contrôle de la situation en juin 1924 après la révolution bourgeoise-démocratique. Il a renversé les bourgeois-démocrates en décembre 1924⁸⁸⁸, s'est désigné

⁸⁸³ *Id.*, « L'État ouvrier, Thermidor et Bonapartisme », *Marxists' Internet Archive* (Léon Trotsky, *Les Œuvres*, 1935) [<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bcs/bcs08.htm>]. Nous pouvons reconnaître dans le champ de la notion de « bonapartisme stalinien » une approche semblable à celle de « césarisme stalinien », cf. Gian Carlo Jocteau, « Sull'antistalinismo di Gramsci », in *Socialismo e Democrazia. Atti del Convegno di studi nel centenario della nascita di Antonio Gramsci*, Editori Riuniti, Roma 1992, p. 156.

⁸⁸⁴ Cf. Ivan Avakumovic, *History of the Communist Party of Yugoslavia*, vol. 1, Aberdeen University Press, Aberdeen 1964, pp. 54-56.

⁸⁸⁵ Cf. Barbara Jelavich, *History of the Balkans*, vol. 2 (*Twentieth Century*), Cambridge University Press, Cambridge etc. 1983, p. 200; François Grumel-Jacquignon, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres (1918-1935): aux origines du mythe serbe en France*, Lang, Wien etc. 1999, pp. 365-381.

⁸⁸⁶ Cf. Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris 1992, pp. 52-55.

⁸⁸⁷ Cf. Grumel-Jacquignon, *La Yougoslavie ...*, *op. cit.*, pp. 467-481.

⁸⁸⁸ Cf. Miranda Vickers, *The Albanians*, I. B. Tauris, London - New York 1995, pp. 98-116.

Président de la République le 21 janvier 1925 et a été sacré roi le 1^{er} septembre 1928⁸⁸⁹. Il a apporté la stabilité mais a maintenu l'anachronisme et l'ignorance du pays, en imposant un régime policier et une répression impitoyable⁸⁹⁰. Il a entrepris des changements sociaux avec lesquels il a aligné les intérêts des propriétaires fonciers et ceux des couches aisées de la ville⁸⁹¹ et a annoncé à grands coups de tambour une réforme agraire et une redistribution des terres, qui s'est avérée très imparfaite⁸⁹². Le mouvement ouvrier, qui se trouvait alors à un stade précoce, est resté passif et spectateur⁸⁹³. Le roi s'est appuyé sur le régime fasciste italien – et s'y est aussi soumis – jusqu'à ce qu'il soit renversé en avril 1939⁸⁹⁴. En Roumanie, le bloc de la classe bourgeoise et des propriétaires fonciers qui possédait le pouvoir traversait une crise après la Première Guerre mondiale. La stabilisation relative du capitalisme après 1922, la réforme agraire, le renforcement du régime bourgeois (constitution en 1923, mais également oppression du mouvement paysan et pénalisation de l'action du mouvement ouvrier en 1924⁸⁹⁵), ont été une brève parenthèse, interrompue par la crise mondiale de 1929⁸⁹⁶. Dans des conditions d'une forte tension sociale, Carol Hohenzollern-Siegmaringen, exilé à Paris, est rentré au pays le 6 juin 1930 et a réussi à reconquérir la dignité royale en favorisant le développement du mouvement fasciste (Gardes de fer⁸⁹⁷). Personnage insaisissable et imprévisible dans sa vie privée, hédoniste et indifférent⁸⁹⁸, il n'a pas hésité en 1938 à abolir le régime parlementaire et à imposer une dictature royale⁸⁹⁹. Il a observé une politique de rapprochement avec l'Allemagne nazie, jusqu'en septembre 1940 où les Gardes de Fer l'ont contraint d'abdiquer. Le nouvel homme fort du pays, le général Ion Antonescu, le « Conducator », a achevé le rattachement de la Roumanie au fascisme⁹⁰⁰. En Bulgarie, le roi Ferdinand Saxe-Coburg, concentrant sur son personnage un pouvoir absolu encadré par les cercles réactionnaires de la scène politique, a contribué au déclenchement des guerres (Deuxième Guerre balkanique en 1913 ; entrée dans la Première Guerre mondiale en octobre 1915 aux côtés des puissances centrales) qui ont conduit à une réduction des frontières catastrophique pour le pays⁹⁰¹. Le régime s'est maintenu après 1918 sous Boris III. Le roi, grâce au dispositif militaire qui le soutenait, a affronté l'agitation sociale avec une persécution cruelle des mouvements paysan et ouvrier et avec l'imposition de dictatures (1923 et 1934). Il a favorisé le fascisme et, en 1941, il a conduit le pays à s'impliquer dans la Deuxième Guerre mondiale aux côtés des Nazis⁹⁰². En Turquie, après 1923, le « bonapartisme agraire⁹⁰³ » de

⁸⁸⁹ Cf. Raymond Hutchings, "Albania's Inter-War History as a Forerunner to the Communist Period", contenu dans *Perspectives on Albania*, édité par Tom Winnfrith, Macmillan Press, London 1992, p. 115.

⁸⁹⁰ Cf. Bernd Jürgen Fischer, *King Zog and the Struggle for Stability in Albania*, East European Monographs, Boulder 1984, pp. 82-126.

⁸⁹¹ *Ibid.*, pp. 234-262.

⁸⁹² Cf. Vickers, *The Albanians*, *op. cit.*, p. 153.

⁸⁹³ Cf. *Historia e Partisë së Punës të Shqipërisë*, travail collectif, Instituti i Studimeve Marksiste-Leniniste - KQ të PPSH, Naim Frashëri, Tiranë 1968, pp. 22-50.

⁸⁹⁴ Cf. Fischer, *King Zog ...*, *op. cit.*, pp. 196-233, 263-289.

⁸⁹⁵ Cf. King, *A History ...*, *op. cit.*, p. 18.

⁸⁹⁶ Cf. Paul A. Shapiro, « Les partis politiques et la paysannerie dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres », contenu dans *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique: la réinvention du paysan par l'Etat en Europe centrale et balkanique aux XIX^e et XX^e siècles*, Maisonneuve et Larose, Paris 1985, pp. 197-225.

⁸⁹⁷ Sur les caractéristiques du fascisme roumain, cf. Radu Ioanid, *The Sword of the Archangel. Fascist Ideology in Romania*, East European Monographs, Boulder 1990, pp. 98-174.

⁸⁹⁸ Cf. Lilly Marcou, *Le roi trahi. Carol II de Roumanie*, Pygmalion (Gerard Watelet), 2002, *passim*.

⁸⁹⁹ Cf. Henry L. Roberts, *Rumania: Political Problems of an Agrarian State*, Yale University Press, New Haven 1951, pp. 206-222.

⁹⁰⁰ Cf. Larry L. Watts, *Romanian Cassandra. Ion Antonescu and the Struggle for Reform, 1916-1941*, East European Monographs, Boulder 1993, pp. 228-314.

⁹⁰¹ Cf. Richard J. Crampton (éditeur scientifique), *Bulgaria*, Clío Press, Oxford etc. 1989, pp. 401-472.

⁹⁰² Cf. Стефан Груев, *Корона от тръни. Царуването на Борис III, 1918-1943* [*La couronne de blessures. Le règne de Boris III, 1918-1943*], Български Писател, София 1991, pp. 80-358.

Moustafa Kémal avait un contenu clairement progressiste⁹⁰⁴. Dans la tentative de la classe bourgeoise turque de renverser l'édifice semi-féodal et d'arriver elle-même au pouvoir, les réformes se sont imposées de façon dynamique, malgré la très forte opposition des féodaux, du clergé et des compradores⁹⁰⁵. Cependant, la réforme agraire n'a pas été radicale⁹⁰⁶ et il n'a pas été donné de solution à la question ouvrière, tandis que le renforcement de la position de la classe bourgeoise, les liens avec le capital étranger⁹⁰⁷ et les oppositions au sein de la société ont contribué au durcissement des tendances conservatrices et à l'éloignement des principes nationaux⁹⁰⁸. En Grèce⁹⁰⁹, le roi Constantin Glücksburg a dominé la scène politique du pays de 1913 jusqu'à ce qu'il en soit chassé en 1917, exerçant un pouvoir bonapartiste contre les mouvements sociaux (libéralisme, socialisme), qui se trouvaient à un stade primaire d'organisation et d'idéologie⁹¹⁰. Les conditions exceptionnelles, provoquées par les guerres qui se sont succédées de 1912 à 1922, ont dissuadé le chef des libéraux Eleftherios Venizélos de jouer un rôle semblable. Les militaires cependant ont pris le rôle de César et de Bonaparte. Pendant l'installation de la dictature militaire du général Théodoros Pangalos, en juin 1925, sous l'influence des conditions qui ont suivi la défaite désastreuse de l'armée grecque en Asie mineure (1922), toutes les classes sociales et tous les mouvements sociaux – y compris le mouvement ouvrier – se sont trouvés entraînés et lui ont déclaré leur soutien. À la fin de 1925, le mouvement ouvrier avait compris la supercherie du bonapartisme et il a ensuite modifié sa position, dénonçant le régime comme fasciste⁹¹¹. Sous une forme des plus régressives du phénomène, le césarisme du général Georgios Condylis, manifesté jusqu'en 1936 dans ses interventions sur la formation du décor politique et du régime, s'est appuyé sur le conflit sanglant qui a opposé les deux parties adverses de la classe bourgeoise, les venizélistes et ses adversaires⁹¹². L'antagonisme des deux camps extériorisait au niveau politique les oppositions internes de la bourgeoisie qui avaient un fondement objectif : la tentative de récupération des réfugiés d'Asie mineure mais aussi l'implication dans l'affrontement social de la nombreuse masse des couches de la petite bourgeoisie⁹¹³. La rivalité dans leur relation en est arrivée à un point tel que, pour ne pas continuer une lutte d'extermination mutuelle, ils ont accepté par consentement mutuel la dictature comme seule solution possible. Le général Ioannis Metaxas a institué, en 1936, un régime qui a adopté la forme et la pratique du fascisme sans qu'il représente un mouvement dans les masses⁹¹⁴. Pendant toute la durée de l'entre-deux-guerres, la classe ouvrière grecque et les couches

⁹⁰³ Cf. Walter Z. Laqueur, *The Soviet Union and the Middle East*, Praeger, London - New York 1959, p. 105; Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford 1961, traduction en français: *Islam et laïcité*, Fayard, Paris 1988, p. 249.

⁹⁰⁴ Cf. Menter Sahinler, *Origine, influence et actualité du kémalisme*, Publisud, Paris 1995, pp. 57-104.

⁹⁰⁵ Cf. Paul Dumont, *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*, Complexe, Bruxelles 1997², pp. 136-175.

⁹⁰⁶ Cf. Albert Avakian, « Atatürk et les paysans à l'aube de l'ère industrielle », contenu dans *L'Accession de la Turquie à la civilisation industrielle: facteurs internes et externes*, publié par Jacques Thobie et Jean-Louis Bacqué-Grammont, Isis, Istanbul 1987, pp. 41-42.

⁹⁰⁷ Cf. François Georgeon, « Le problème de l'industrialisation de la Turquie au lendemain de la Guerre d'Indépendance (1923-1932) », contenu dans *L'Accession de la Turquie ...*, op. cit., pp. 25-37.

⁹⁰⁸ Cf. Korkut Boratav, « Politiques économiques kémalistes et étatisme », contenu dans *Atatürk : fondateur de la Turquie moderne*, publié sous la direction d'Ali Kazancigil et Ergun Özbudun, Masson, Paris etc. 1984 (traduction de *Atatürk: Founder of Modern State*, Hurst, London 1981), pp. 157-182.

⁹⁰⁹ Pour les événements de l'entre-deux-guerres, cf. *Greece. A Country Study*, édité par Rinn S. Shinn, The American University, Washington 1986³, pp. 38-44.

⁹¹⁰ Cf. Thanos Veremis, *The Military in Greek Politics. From Independence to Democracy*, Hurst, London 1997, traduction en grec: Courier, Athènes 2000, pp. 90-101.

⁹¹¹ Cf. Mouzelis, *Modern Greece ...*, op. cit., pp. 109-110.

⁹¹² Cf. Triantafyllos Gerozissis, *Le corps des officiers et sa place dans la société grecque, 1821-1974*, Thèse/EHESS, Paris 1987, pp. 396-401.

⁹¹³ Cf. Tsoucalas, *La Grèce ...*, op. cit., p. 32.

⁹¹⁴ Cf. Heinz Richter, *Griechenland zwischen Revolution und Konterrevolution (1936-1946)*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt am Main 1973, pp. 54-81.

populaires proches ne disposaient pas d'un niveau suffisant de conscience et d'organisation pour mettre en question la domination bourgeoise⁹¹⁵. Pendant les années de l'après-guerre, les persécutions et l'oppression ont renforcé des tendances au compromis existant au sein du mouvement ouvrier ; après la chute de la dictature des colonels en 1974, une partie de ce dernier a consenti au retour au pouvoir de l'ancien Premier ministre conservateur Constantin Karamanlis⁹¹⁶.

L'instauration de démocraties populaires dans l'Europe du Sud-Est au cours des années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale a été une expérience nouvelle de système social⁹¹⁷. Des personnalités comme Josip Broz (dit Tito) ont engagé des discussions sur le caractère de leur pouvoir⁹¹⁸. Les affrontements idéologiques suivants se sont nourris d'opinions proches de celles de Trotsky sur le bonapartisme stalinien. Cornélius Castoriadis a développé sa propre position sur le rôle régressif de la bureaucratie et sur la dictature de la bureaucratie sur la classe ouvrière⁹¹⁹.

Ernest Mandel écrit également en 1946 que l'Etat entretenait le capitalisme dans les démocraties populaires. En Yougoslavie particulièrement, on a considéré que les staliniens avaient formé un nouvel État bourgeois. Le même point de vue à l'égard des démocraties populaires (Yougoslavie comprise) a été soutenu sans modification au cours des deux années suivantes, ponctué de surcroît d'accusations portant sur leur évolution en dictatures policières, en régimes qui produisaient des formes extrêmes de bonapartisme. En 1948 cependant, quand survint la brouille entre Staline et Tito⁹²⁰, « ... le trotskisme se livra à une acrobatie : la Yougoslavie n'était plus désormais un pays capitaliste sous une dictature policière bonapartiste, mais un authentique Etat ouvrier.⁹²¹ » Une question plus vaste, en rapport avec les opinions mentionnées ci-dessus, se pose : dans quelle mesure pouvait-il exister une planification centrale de l'économie sans l'existence d'une couche de planificateurs et de directeurs qui ne soient pas un groupe distinct mais fassent partie des ouvriers ? Notre avis est que la dite bureaucratie n'était pas une couche parasite ; c'était un groupe qui jouait un rôle organique, qui couvrait un besoin, en tant que partie d'une répartition du travail. Ce secteur ne pouvait pas être couvert par la couche des ouvriers ordinaires. Le travailleur était encore asservi ; puisqu'il n'était pas encore devenu un ouvrier dispensé d'un travail physique direct, il devait exister un autre travailleur spécialisé qui s'occuperait des questions spécifiques⁹²². Il est impressionnant de constater que certains intellectuels ont facilement proposé l'idéal dans la réalité quotidienne, alors qu'ils rejetaient, au nom de l'idéal, toute avancée, même faible, même contradictoire, orientée vers le service des objectifs tactiques. Face à un système sans

⁹¹⁵ Cf. Seraphim Seferiades, *Working-Class Movements (1780s-1930s): A European Macro-Historical Analytical Framework and a Greek Case-Study*, UMI, Ph.D./Columbia University, New York 1998, pp. 718-797.

⁹¹⁶ Cf. Alivizatos, *Les institutions ...*, op. cit., pp. 680-684.

⁹¹⁷ Cf. Edgar Hösch, *Geschichte der Balkanländer: von der Frühzeit bis zur Gegenwart*, C. H. Beck, München 1995, pp. 237-240.

⁹¹⁸ Cf., par exemple, Ernest Mandel, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion. Anthologie*, François Maspero, Paris 1970, pp. 36-43; id., *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, François Maspero, Paris 1982, pp. 185-195.

⁹¹⁹ Cf. Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique*, vol. 1 (*Les rapports de production en Russie*), Union générale d'éditions, Paris 1973, traduction en grec: Ypsilon, Athènes 1985², pp. 67-76, 162-181; id., *Le contenu du socialisme*, Union générale d'éditions, Paris 1979, traduction en grec: Ypsilon, Athènes 1986, pp. 16-19; *Marxists' Internet Archive*, [http:// www.marxists.org/ francais/ general/ castoriadis](http://www.marxists.org/francais/general/castoriadis)

⁹²⁰ Cf. Paul Lendvai, *Eagles in Cobwebs. Nationalism and Communism in the Balkans*, MacDonald, London 1969, pp. 75-88; Lampe, *Yugoslavia ...*, op. cit., pp. 237-249.

⁹²¹ Cf. Tony Cliff, *Trotskyism after Trotsky. The origins of the International Socialists*, Bookmarks, London, 1999 [*Marxists' Internet Archive*, [http:// www.marxists.org/ archive/ cliff](http://www.marxists.org/archive/cliff)].

⁹²² Cf. П. Павлидис, «Бюрократизм и социалистические перевороты 20-ого века [La bureaucratie et les subversions socialistes du XX^e siècle]», *Марксизм. Прошлое, настоящее, будущее [Marxisme. Le passé, le présent, l'avenir]*, МАКС Пресс, Москва 2003, pp. 186-193.

précédent historique de planification centrale des économies nationales de la péninsule balkanique, la fixation sur des simplifications paraît incompréhensible.

Il est vrai qu'en ce qui concerne les bouleversements sociaux, on observe au fil de l'histoire que le peuple trouvait une réponse à ses besoins, qui ne correspondait pas toujours aux manœuvres politiques exigées pour le servir. Les consciences ont été manipulées, les traditions conservatrices ou la passivité empêchaient le développement d'un mouvement revendicatif. Il est pourtant également manifeste que la pensée de certains, évoluant à un niveau empirique, dans leur tentative de déterminer le champ dans lequel le phénomène se meut, est susceptible d'être limitée aux similitudes extérieures du phénomène avec d'autres comparables. Ce fait semble être un stade primaire de la pensée scientifique, il est incompatible avec la science ; la comparaison fondée sur des analogies pourrait rendre absolus quelques éléments superficiels. Ainsi, les analogies conduisent à des systèmes, à des constructions théoriques qui peuvent être sans fondement. La situation qui correspondait au bonapartisme et aux mouvements sociaux telle que Marx l'a décrite en 1848 est différente en ce qui concerne les Etats balkaniques et les régimes sociaux du XX^e siècle. Ce débat reste ouvert.

V. Pouvoir et education

16. The Labour Movement and the Issue of Public and Private Higher Education: Developments in China and Greece in the Context of Globalisation and the Positions of Local Communist Parties

In the European Union, the Bologna Declaration, signed in June 1999, was a focused attempt to restructure education with the adoption of a common framework for the flexible organisation and functioning of institutions of higher education. One immediate goal was – and still is – the adjustment of public or state-owned universities to the more general reformations of the European economy and of labour relations. These changes reflect the philosophy that there is a natural link between public universities and the demands of economic development, which dictates a change of profile to a type of organisation characterised by the criteria of the business world. Abandoning the classical premise that university education is a public good freely offered by the state, the responsibility for ensuring the financing of public universities is transferred to the academic community and the cost of financing to the consumers, the students⁹²³. Such a framework effaces the differences between the public and private sector and creates possibilities for capital investment. One result of this new perception of education is the adaptation of programmes of studies and their harmonisation on a different level, that of training, which would dissociate the degree from the profession. According to this new train of thought, the main characteristics of this new university reality, in the framework of the Knowledge Society, will be open accessibility, open entrance, and consequently an open exit as well, meaning that graduation and the receiving of a degree will no longer be linked to official recognition and professional security. The new type of graduate will have a scientific education, for which he will be obliged to receive re-training in the future (“life-long training”). This was an adjustment that was in fact already a reality, with the evaluation of the professional competence of degree-holders based on their actual qualifications, which were determined by the labour market⁹²⁴. The argument proposed by the new theories on education was, therefore, from the beginning, that the adaptation of studies to the demands of the labour market could ensure profitable employment for university graduates.

Greece, member of the European Union, has not yet adapted to the aforementioned directives on education. The resistance expressed by various social and political forces established Greece as the final bastion of the traditional public university, with the rejection by the academic community of the government’s proposal to institute private higher education alongside the public sector.

⁹²³ Cf. Nikos Aspragkathos, «Η παγκόσμια νέα τάξη στην τριτοβάθμια εκπαίδευση και η αξιολόγηση [The new world order in higher education and the evaluation]», *Ζητήματα Παιδείας* [*Questions of Education*], 3, N° 9, 2002, pp. 57-61.

⁹²⁴ Cf. Yiannis Varoufakis, «Η υποχώρηση των ιδεών [Retreat of Ideas]», *Ζητήματα Παιδείας*, 2, N° 7, 2001, pp. 51-58.

Into an environment of protests and demonstrations by students and professors, often ending in violence, come the reverberations of the cataclysmic changes that have occurred in China in the area of higher education over the past ten years.

The institution of the private university was introduced into the education system of the People's Republic of China in the early 1990's, initially with only a few institutions, each with only a handful of students, and resulted, like almost everything else in that remarkable country, in over 1,200 institutions, of which some 50 have as many as 35,000 students⁹²⁵. These numbers of course are inconceivable by European standards.

The policy of the Communist Party of China, setting aside its traditional perceptions with regard to education, favoured an amendment to state legislation that welcomed the founding of private universities, thus opening the higher education system to competition as well as encouraging higher education institutions to export their education services abroad⁹²⁶.

We see that in this area, as in others, a labour movement with a long revolutionary tradition, with a history of struggle and sacrifice extending from 1925-1927, with the revolts in Canton and Shanghai, to the establishment of the People's Republic in 1949⁹²⁷, has decisively overcome the crisis of communism in the early 1990's and has focused on searching for other roads to socialism.

Other communist regimes in Eastern and Southeast Asia also chose the road of reformation and its implementation in education.

In the Socialist Republic of Vietnam, the Communist Party of Vietnam, which had been the first government in the region to adopt a policy linking the socialist economy to the market (1986), in 1989 extended the measure to education, enacting the necessary legislative amendments to allow the operation of private universities⁹²⁸. In 2003 large amounts of capital were invested in the founding of the first foreign private university. Today there are about 50 non-state-run universities, representing 30% of all higher education institutions in the country. The government is concerned as much with having control of these investments as with maintaining a healthy competitiveness between the public and the private sector⁹²⁹.

In Lao People's Democratic Republic, the Lao People's Revolutionary Party also wished to introduce reforms into their country's economy. The financing model adopted was that of Mongolia, which depends on mandatory fees paid by the students of the public university system. In 1989, the Asian Development Bank financed the extension of education in Laos into the private sector, with plans to do the same in higher education as well⁹³⁰.

The only exception to the rule in the communist regimes of this region came from the Workers' Party of Korea. There is no private education in the Democratic People's Republic of Korea⁹³¹.

In Greece, the labour movement has a tradition of revolutionary action. The Communist Party of Greece is a comparatively small party (with fewer than 10,000 members), with little electoral support (in the Greek and European parliamentary elections it

⁹²⁵ Cf. Jing Lin, "Employment and China's Private Universities: Key Concerns", *International Higher Education*, N° 42, 2006, pp. 16-17.

⁹²⁶ Cf. Min Weifang, "Current Trends in Higher Education Development in China", *International Higher Education*, N° 22, 2001, pp. 22-24.

⁹²⁷ Cf. Simone de Beauvoir, *La longue marche*, Gallimard, Paris 1957, passim.

⁹²⁸ Cf. Pham Lan Huong - Gerald W. Fry, "The Emergence of Private Higher Education in Vietnam: Challenges and Opportunities", *Educational Research for Policy and Practice*, 1, N° 1-2, 2002, pp. 127-141.

⁹²⁹ Cf. Ngoc Minh Le - Mark A. Ashwill, "A Look at Nonpublic Higher Education in Vietnam", *International Higher Education*, N° 36, 2004, pp. 16-17.

⁹³⁰ Cf. John C. Weidman, "Reform of Higher Education in the Lao People's Democratic Republic", in *Asian Higher Education: An International Handbook and Reference Guide*, Gerard A. Postiglione and Grace C. L. Mak eds., Greenwood Press, Westport (CT) 1997, passim.

⁹³¹ Cf. DPRK, *Government Webpage of The People's Republic of Korea*, 2007, <http://www.korea-dpr.com>

receives less than 10% of the vote), that has, however, since its founding in 1918, put down deep cultural roots in the life of the country. It survived the dramatic developments of the 1990's that battered the communist parties of Europe and continued its political action with an ideology based on the classic "Marxism-Leninist" doctrine. It denounced the reformist spirit of the positions of other progressive parties as a betrayal of the labour issue. By periodically organising international communist parties' meetings in Athens, it aimed to become a pole of the international labour movement.

The dedicated persistence of the Greek communist party in defending its "Marxist-Leninist" character did not impede the development of a pragmatic strategy with regard to Greek cultural identity. It respects the deep roots of religious feeling that exist in much of the population, their devotion to the Greek language, tradition, habits, prejudices and superstitions. It does not attempt to change these behaviours, to develop them on a higher "theoretical" and "ideological" level, but to turn them against what is foreign. It combats the introduction of foreign universities into the country, with the argument that strengthening interconnection and networks between private educational institutions is associated with an intellectual and cultural penetration of the source of the production of knowledge – Greek higher education –, intensifying the ideological alienation. The Party's enemies condemn this stance as nationalistic.

The Communist Party of Greece is ideologically firmly opposed to European Union's directives for a reform of university education. In its opinion the changes that are being attempted are reactionary, because they will reinforce the role of the university in the reproduction of the dominant ideology. The ideological propaganda that is developed within universities promotes European business interests as a social good, entrenching the idea of class collaboration. With the financing of education on a cost-result basis, the human factor in this field is degraded to the level of the material constituents of production and knowledge is regarded as a "business". The arguments of the theoreticians of reform in support of "life-long training" are incorporated into the theories of the "post-industrial society" and the "post-capitalist society". This heralds the return of neo-positivist theories. These ideas argue that there is no objective referent in science and that knowledge is not a progression towards the acquisition of truth. There are no natural laws or natural causality, but only opinions and decisions according to criteria. When the criteria change, the search ought to return to a new starting point to look for new terms.

The active degradation and reduction of the majority of university studies to the level of short-term standardised knowledge, of "training" that needs to be endlessly repeated ("life-long") because its content has become irrelevant, is ideologically invested with the theory of the explosion of scientific knowledge. Knowledge, according to these views, is renewed so rapidly that it cannot ever be mastered. The only solution that remains is to pursue every new development in each field of knowledge, and first and foremost in technology, forever searching for short training sessions. But the acquisition of knowledge is a complex process involving the reflection of reality on the human consciousness. Within this evolution, older knowledge may prove to be partial, but never loses its value. In the history of the sciences there is a dialectic continuity, without absolute dissociations. It is an on-going process fed by the contrasts that emerge within the various scientific domains and that, being transcended, lead to a new situation, to a qualitative change. This qualitative change, however, still contains elements belonging to the previous stage. Scientific knowledge, after all, is not a commodity that can wear out.

The political position of the Greek communist party regarding the changes to the most vital parameters of higher education faces the directives of the European Union as a tactic that leads to the perversion of the social duty of science. The only result of the capitalist appropriation of science will be to increase corporate profits. In spite of the European Union's vaunted "society of knowledge" slogan, knowledge is not being used for the improvement of living conditions but for the destruction of the natural environment and the militarisation of research. Capitalism may have revolutionised the production process, but with this antisocial use science has not freed humanity from hard labour and deprivation nor ensured all peoples a

good standard of living. The social role of science and of higher education presupposes a correlation between university education and production. It must, however, also take into account the real social needs, the improvement of material and intellectual standards, instead of becoming an accessory of the market economy, connected to antisocial requirements of capitalist production.

What differentiates university education from simple professional training is its link to research. However, university research, which because of its importance had by the end of the 19th century begun to overshadow the initial teaching role of higher education, was subsequently displaced by business' research centres. In Greece, the country's low ranking in the European Union's distribution of research projects means that state funding for research amounts to only 0.5% of gross national product, a fact that has repercussions on the level of university research. The prediction is that, in spite of claims to the contrary, as long as science is organised according to the demands of business, the proposal for university reform will only broaden the gap between Greek universities and renowned foreign institutions⁹³².

Quite reasonably, the classic "Marxist-Leninist" line, which the Greek communist party insisted on following after 1991, maintained serious reservations regarding the reforms that were implemented in the communist regimes in Asia. Indeed, it maintained a critical attitude towards its Chinese counterpart during the 1990's and demonstrated its concern over China's chosen course in relation to globalisation. It foresaw then that it was inevitable, with the way China was heading, that the new state of affairs would lead to social and political change that would ineluctably result in a radical upheaval in production relations. Yet, it then adopted a well-disposed wait-and-see position towards the changes that the Chinese communists were implementing, aware of the magnitude of the problems that needed to be solved and recognising that, at the very least, China's initiation into the market economy was happening in a well coordinated manner, under the guidance of the Chinese communist party.

With regard to the Vietnamese and Laotian communist party and their policies, the Greek communist party has not formulated a position. These governing parties clearly had an obligation to implement measures that favoured the people, after decades of tribulations created by war and American economic embargo.

There is a problem with reference to private education that requires some explanation. In Greece, the Communist Party denounces the attempts to distort the traditional character of the university and its quality as a public service. In its relations with other communist parties, on the other hand, it witnesses a tactic that leads to a different government practice.

One hypothetical response to the issue accepts the objective and the method, namely that the communist regimes negotiate with global capitalism using a common language, the language of the marketplace. This commonly accepted code of communication includes the provision of services focused on education and, particularly, the treating of education as an exportable product.

Moreover, in relation to the politically motivated choice of commodification of social goods, which includes the acceptance of private higher education in communist countries, a critical element is the *degree* to which the practice is implemented. Any disturbance of the balance between public and private universities hinders the future return of education to its social context when circumstances permit. By contrast, *control* of the new economic orientations, which the Chinese interlocutors assure they have, guarantees that the situation in any sector, including the private higher education, can be reversed at any time they choose.

A final issue that should be discussed is the *magnitude of the consequences* deriving from the political decision to commodify education. The strategy of exploiting inter-imperialist conflicts affects the orientation of political decisions relating to the economy, and to the issue of privatising higher education in particular. In the game of cost and benefit, foresight in the handling of the situation on the part of communist regimes is a guarantee against any impact on the national sovereignty of each state. It also serves to neutralize, in the

⁹³² Cf. KKE, *Higher Education*, 2005, <http://torakke.wordpress.com>

future, the power of capital, which in this case was acquired through its action in the education market.

In conclusion, the period after the collapse of the Soviet bloc, in the period 1989-1991, the communist regimes in Eastern and Southeast Asia, with the exception of North Korea, have exhibited a certain pragmatism, face to capitalism, and have thus piloted tactical changes throughout every sphere of economic and social life. Immediate social problems, also political projections, left the Communist Party of China with nowhere to turn but forward, in the process altering the public character of higher education in the People's Republic of China. By contrast, the Communist Party of Greece, moving within the reality of the European Union, has had the luxury to maintain, in its strategy and tactics, a denunciatory persona, persisting in the proposition of unrelenting conflict with the opponent classes and promoting its vision of radical change. Regarding the proposed creation of a private sector in higher education in Greece, it adopted a stance based on principle, without bothering to discuss any socially useful implementation of the measure. With regard, however, to other dimensions of social life linked to Greek cultural identity, it maintained a flexible attitude, hoping for the development of a national front against foreign cultural intervention, which would favour the creation of a social front against European capitalism.

VI. L'impasse de l'éducation

17. “Freiheit, Gleichheit, Eigentum und Bentham”, the Deficit in Social Rights and the Duties of the Academic Community

University departments mainly provide specialised knowledge to students but also seek to offer them courses of a “general nature”, even to a limited extent, in order to consolidate their broader education and culture. This objective is either fulfilled within each department’s course of studies, or through an inter-departmental project, which incorporates independent courses offered by the university the said departments belong to.

In the latter case, the university organises certain core programmes, which supply all departments with courses of general interest (optional courses for students). One such core programme, at the Aristotle University of Thessaloniki, is related to human rights.

Undoubtedly, human rights as a subject do come under such a model pertaining to the organisation of courses in higher education. And certainly they do constitute a vital – important – and sensitive issue, which should not only be taught to “students” but to all “citizens” (e.g. by institutions like the Open University, etc.). The European Union, considering that “the internationalisation of human rights is currently taking place together with other processes of structural transformation of the living conditions on our planet”, is actively propagating these values and their self-evident link to democracy, peace and development⁹³³.

The goal of this work is to critically examine the constituent terms of this subject, i.e. “human” “rights”. Starting with their ideological-political references (particularly of the first term [“human”]), the word “human” as a term focuses on the individual character of man, his individual nature, from a liberal perspective. This viewpoint comes into conflict with man’s social identity. Historically, various theoretical and ideological approaches have also included economic and social rights within the group of non-negotiable rights. Further on, we will proceed with a detailed analysis of various aspects of this issue.

17.1. “General education” issues at university institutions

It has already been in existence for 8 years and is self-defined as a “centre of education, training and research activities in European policy areas related to the promotion of human rights and democracy⁹³⁴”. It is the European Inter-University Centre for Human Rights and Democratisation (EUIR). Given the fact that academics and experts at the highest level from all European Union countries are involved in its operation, the EUIR “is uniquely positioned to pool and mobilise European expertise in the area of human rights and democratisation⁹³⁵”. The “western civilisation” therefore, after fully embracing these principles in all stages of its development, is re-adopting human rights – two centuries after the French Revolution – as a philosophy and promoting them to key policy objectives.

⁹³³ <http://www.ema-humanrights.org>, E.MA Philosophy and History.

⁹³⁴ <http://www.eiuc.org>

⁹³⁵ <http://www.eiuc.org>

Numerous universities form part of the EUIC structure (including the Aristotle University of Thessaloniki). The Centre has its own facilities and access to a huge volume of scientific data available at the participating universities and at research institutes linked to its operations.

One of the activities of the EUIC is the establishment of a European joint degree on human rights, the European Master's Degree (E.MA). The E.MA, which is open to specific specialisations – graduates of law and social sciences – , includes certain thematic fields of a particular interest and a variety of approaches, such as philosophy and human rights, history and human rights, art and human rights; it thus promises united Europe an upgrading of human and social sciences in these specific areas, which can take form in the relations amongst citizens, and the blossoming of a civilisation in honour of mankind.

While reviewing the research material in the websites of the various institutions, universities and other bodies associated to this programme, it is obvious that very extensive work has been done to date. There are references to hundreds of papers written in recent years, very well-attended scientific meetings, other events, and a volume of data that serves to document the observation that the results of these efforts are actually tangible.

Intensive efforts are also being made in the field of teaching. For example, at the Aristotle University of Thessaloniki, there is a UNESCO Chair on Education for Human Rights and Peace. The various inter-departmental optional undergraduate courses on offer include the thematic fields of “contemporary world problems and the scientist's responsibility”, “social psychology and peace”, “positive social behaviour and altruism”⁹³⁶.

Referring to the content and orientation of the scientific research, we can see that the mainstream reflects the viewpoint of the European Union and the various aspects that constitute its ideological position. For example, the European Union's standpoint is well-known in relation to the fact that democratisation, peace, and progress in human rights promote development and are dependent on it also; and this along with the stated conviction that economic competitiveness is a factor that aids development, notwithstanding all the sacrifices that may be asked of citizens for its realisation.

At times, the bourgeois state precedes and exceeds its citizens' intentions. It puts forward progressive arrangements that meet with no response at the basis of the system; society does not follow suit. While pursuing its objectives, the state may happen to supersede its citizens' intentions on the issue of rights, in relation to the views on their social perspective. There is the likelihood that the citizens may not be prepared to deal with this problem by presenting a collective social front, due to conservatism, inflexibility or tradition. For example, we could mention the promotion of the modern framework of family law during the 1980s in Greece, which attempted to set aside the traditions and mentality of centuries past regarding the woman's position in society. Reversely, there is also the possibility that certain intellectuals may supersede the disposition of the state. Some people may criticize choices made by the predominant social system and doubt certain of its aspects. In such a case, the European tradition regarding freedom of thought acts as a hindrance to counterbalancing mechanisms. The university, which exists on a higher level than the state – since it is identified with knowledge, which is on the highest plain and therefore controls the state – , commands the state not to reject teaching or those who teach there. This leads us to distinguish between different forms of conscience creation. One form corresponds to a conscience that has already been constructed, reproduced by the mechanisms of bourgeois society. Other forms of conscience are formulated on other social levels also, such as the critical attitude demonstrated by groups of people against dominant trends regarding perceptions, values, behaviour models. One such example is the inter-disciplinary undergraduate programme on Gender and Equality issues run by the Aristotle University of Thessaloniki.

⁹³⁶ <http://www.auth.gr>

The programme on Gender and Equality constitutes a collaborative effort with another five universities from within the European Union. As becomes apparent from the general aims of the programme, the participating professors deal with gender inequality as a social construct. By incriminating society which has created these differences, they try to stir students and help them understand that inequality is not something that suddenly appeared from nowhere but rather a phenomenon that became social practice. They explore the ways it emerges in the production of knowledge and in the other fields of social life, and through which mechanisms it is legitimised and reproduced. The more specific objectives of this programme are, amongst others, to raise young scientists' awareness on social issues by exploring the relation between society and science. Through the study of questions related to the organisation of basic sectors of social life, the modes of construction of practices amongst groups and societies are underlined. Expectations regard the establishment of a new scientific force, capable of responding to the needs of today's multicultural societies and subsequently of promoting the principle of equality based on understanding difference, in the fields of education, administration, economy, etc. With this aim, theoretical issues are raised in an effort to uncover the ideological dimensions of the "objectivity" of science, which has led to social discrimination; to analyze the ways in which social classification systems are structured and operate, and to define these systems in a cultural and historical manner⁹³⁷.

17.2. The vicious circle of defending human rights and the deficiency in social values

The developments of the 20th and early 21st century have shown historians that the values of the French Revolution still remain at the forefront.

Through the historical course of social movements that envisaged a society of progress and justice, beginning with the bourgeois movement of the 18th century, mankind bore witness to an evolutionary process, through which fundamental rights were sanctified. Freedom, equality, were rights that were eventually considered inviolable.

Certain theoretical processes, which distinguished the structure of society as divided into competitive classes and linked fundamental rights to the interests of the ruling class, condemned the deceitful character of these ideals.

In relation to Freedom, the content ascribed to this fundamental right, in relation to its recipients, led to a distinction between those who could benefit from it and those who did not enjoy it. From amongst the parameters of freedom, social freedoms – as collective freedoms – could be characterised – bowed down to the tendency of being considered complementary to personal freedoms. Even the perception of these rights was revealing: they existed only since there were legal provisions related to them, while the possibility of their being exercised was paid no particular attention. Certain rights therefore that had historically been considered a demand of the times and a historical achievement, now ended up a mere formality.

Marx and Engels had concluded that freedom, in its dialectic interaction with necessity, was not a matter of conscience. There is no abstract freedom, as there is no abstract necessity. Freedom is always specific and relative. Over the centuries, people, in their daily practical activities, did not come into conflict with an abstract necessity, but with its specific historical incarnation, which took on the form of real social and economic relations. People, in conjunction with objective conditions and particular situations, could maintain their freedom in specific fields of activity and be robbed of it in others. The freedom of a person was proportionately greater, when his interests coincided with the efforts of the great human masses that defended social progress. That was, according to Engels, the content of freedom's definition as an understanding of necessity⁹³⁸. Engels believed that the freedom of a person (or a group, a class, society as a whole) lies not in an "imaginary independence" from

⁹³⁷ Cf. Interdisciplinary Undergraduate Programme *Gender and Equality*, study guide.

⁹³⁸ Engels adopted the corresponding definition given by Hegel, "freedom is the insight into necessity", see Engels, "Anti-Dühring", *MEW, op. cit.*, t. 20, p. 106.

objective laws, but in his/her capacity to make choices and decisions while being fully aware of the problem at hand. Such a practice, according to which all people were free historically to choose how they would act under various circumstances, obliged them to undertake moral and social responsibility for their deeds⁹³⁹.

Equality, the other basic ideal, along with freedom, for a just organisation of society, took on a different meaning during various historical periods and amongst the various social classes. In the 19th century, new theoretical statements insisted that, throughout the history of mankind, rights have reflected the will of the ruling class, and their content was determined by the material terms defining the existence of this class. With private property in the means of production underlining the relations of inequality, the bourgeois revolution proclaimed the principle of equality before the law. The equality of rights was a prerequisite for the existence of the private business and for the presence of free labour-power in the market as a commodity for sale. However, social practice revealed the adulteration of the principle of freedom under the capitalist mode of production. This right was therefore restricted to its formal nature, and the actual differences that characterised the social condition were ignored. These differences originated from competition, which turned equality into an empty word.

The bourgeois revolution, that sanctified equality, was also simultaneously the mother of competition. With the unequal accumulation of capital amongst the capitalists, competition fuelled the creation of inequalities. Marx gave a theoretical interpretation of this practical conclusion, i.e. that equality was a fictitious term as long as competition existed and individuals or groups were given the chance to increase their wealth at the expense of others. The category of equality, Marx observed, had its sources in the particular economic process of circulation. Value allowed commodities that were dissimilar to become equal, based on quantities of human labour. The social relation in the sphere of circulation was a relation of equality, since each person was the owner of a specific commodity (labour-power or a product) that s/he exchanged on the market for commodities of an equal value⁹⁴⁰. The sphere of circulation of commodities, where the sale and purchase of labour-power was completed, was in actual fact an Eden of every man's innate rights and every citizen's natural rights, where freedom, equality, property and competition reigned supreme⁹⁴¹. Marx found the opportunity to attack Benthamism as a theoretical expression of liberalism and a dogma of competition. Jeremy Bentham, this "genius in the way of bourgeois stupidity"⁹⁴², with his theory of Utilitarianism, attributed a moral value to people's deeds and relations depending on their beneficial value. The free management of property by people, and each person's pursuit of his rational interests, would lead to an overall prosperity and a flourishing of individual freedom for all members of society. Social tranquility, justice and equality would be ensured through endless competition⁹⁴³. Nevertheless, in practice, beyond these beautiful words, the four terms, freedom, equality, property, Benthamism, functioned only as a framework that reproduced social inequality.

Equality, according to Marx's observations, was the privileged category, through which the sectors of economy and ideology interacted. An external observer would regard it as equality in the relations of equivalent producers – during the exchange of their commodities –. He would also view it as equality in the face of morality and the law, through the equality of rights. However, equal rights were transformed into unequal rights with the unequal payment given for the work of each producer; the reason being that unequal performance was recognised as a natural prerogative. Equal rights were nothing more than the rights of the bourgeois society. In economy – that means in the field where the right to equality insistently sought its fulfillment –, the right of the producer was directly

⁹³⁹ *Ibid.*, pp. 100-110.

⁹⁴⁰ Cf. Jean-François Corallo - Georges Labica, « Egalité », in *Dictionnaire critique du marxisme*, op. cit., pp. 379-380.

⁹⁴¹ Cf. Marx, "Das Kapital", *MEW*, op. cit., t. 23, pp. 189-190.

⁹⁴² *Ibid.*, p. 637.

⁹⁴³ Cf. Ross Harrison, *Bentham*, Routledge & Kegan, London 1983, passim.

proportionate to the work s/he performed. As has been ingeniously stated, equality, when applied, constitutes a unit of common measurement⁹⁴⁴. The right to equality was an unequal right for the provision of an unequal pay. It was a right based on the principle of inequality, since it recognised no class distinction. Such a right to equality referred only to people who were all under the same employment regime, adhering to the natural prerogative of capacity to perform. In essence, it was a right that was founded on inequality, just like any other⁹⁴⁵.

The problem with the right to equality was its superficial presence, since it only emerged on a state level, and only in bourgeois Constitutions which proclaimed that all citizens had equal rights before the law. This call for equality was limited to its formal interpretation however, thus suppressing the true differences amongst people in society, their integration within different social circumstances and their division into antagonistic groups.

Equality should also be redressed at the level of economy and society. The French Revolution had imposed political equality. The answer given by the non-privileged social classes (the “proletarians”, according to Engels) was the pursuit of economic and social equality⁹⁴⁶. The aim had to be the creation of the necessary conditions that would lead to man’s liberation in all fields of social life, i.e. to an integrated and harmonious development of man. The accomplishment of this objective presupposed the growth of the forces of production – so that a satisfactory economic basis for this undertaking would be established, changes in production relations and an overall improvement in social relations – and a general cultural upgrading. In relation to this, there is the classic dictum by Marx which states that freedom reigns only beyond the point where man stops working under the pressure of necessity (i.e. it begins beyond the borders of individual material production). “Beyond it begins that development of human energy which is an end in itself, the true realm of freedom, which, however, can blossom forth only with this realm of necessity as its basis⁹⁴⁷”.

The dominant view on basic rights was established during a past period in the evolution of society, during which the bourgeoisie carried out certain progressive changes and subverted the vested interests of the caste of royalty, nobility and the church. Of equal historical significance, particularly after World War I, is the recognition in the 20th century of some other “contemporary” rights of economic and social context as fundamental. Social conflict and the fall of the social regime in Russia brought economic-social rights and the demand for wealth distribution to the forefront.

The adoption of the new fundamental rights in certain places expressed the acceptance of the citizen’s demands by the ruling class. The Weimar Constitution of 1919 included economic and social rights; article 151 requisitioned that the economy be regulated in such a way that it responds to the principles of justice and ensures a dignified standard of living for all citizens⁹⁴⁸. Earlier, the Soviet Constitution of 1918 had included some visionary provisions which were much more advanced in relation to the tangible reality and people’s views⁹⁴⁹.

After World War II, an exemplary text for its time should be considered the United Nations Universal Declaration of 1948⁹⁵⁰. It included as fundamental rights not only those that corresponded to the values of the Bourgeois Revolution, but also the right to work, health, education, insurance, gender equality, and enjoyment of cultural achievements. Even

⁹⁴⁴ Cf. Marx, “Kritik der Gothaer Programms”, *MEW, op. cit.*, t. 19, p. 20.

⁹⁴⁵ Cf. Corallo - Labica, « Egalité », *op. cit.*, p. 380.

⁹⁴⁶ Cf. Engels, “Anti-Dühring”, *op. cit.*, pp. 136-147. Cf. also Corallo - Labica, « Egalité », *op. cit.*, p. 381.

⁹⁴⁷ Cf. Marx, “Das Kapital”, *op. cit.*, t. 25, p. 828. Cf. also André Tösel, « Liberté/Nécessité », in *Dictionnaire critique du marxisme, op. cit.*, p. 655.

⁹⁴⁸ Cf. Tahos, *Το πρώτο σοβιετικό ...*, loc. cit.

⁹⁴⁹ *Ibid.*; О. И. Чистяков - Я. С. Кукушкин (eds.), *История государства и права в СССР [Histoire de l'Etat et du droit]*, т. 2, Издательство Московского Университета, Москва 1986, pp. 63-104; А. П. Ненароков (ed.), *Несостоявшийся юбилей [Le jubilé manqué]*, Терра, Москва 1992, pp. 73-79.

⁹⁵⁰ Cf. <http://www.un.org/Overview/rights.html>; Frederick Quinn (ed.), *Human Rights and You*, OSCE/ODIHR, Warsaw 1997, pp. 15-17.

further, the distributive actions of the state on the economy, society and culture (abolition of economic inequality and redistribution of social wealth) were creating a right that was tending to become fundamental. The demands that represented material and spiritual needs, easily discernible in comparison to other times, were tending to be declared fundamental, since their non-gratification was likely to lead to the destruction of man's spiritual and moral being. Whatever opposed essential rights and the citizens' need to develop had no satisfactory theoretical, ideological and moral foothold. The citizen expected society to recognise and consolidate his contemporary fundamental rights, so that he could then practice them in a free and undistracted manner. Real social rights could, in practice, give citizens the jurisdiction not only to participate in the management of society as they found it – with a specific legal outline, that consolidated certain social relations of production –, but also to resist those stereotypes of the past that corresponded to distorted decisions, in an effort to redefine a social context ab initio, and promote a different form of governance.

While citizens in good faith awaited the end of social history, through full implementation of economic-social rights, a fair distribution of social wealth, a triumph of man's morality and dignity, history was about to diagnose a vicious circle, in which the visions of mankind were implicated. During the 19th century, the fall of Napoleon and the reinstatement of reactionary forces brought about a powerful regression. The *raison d'Etat* sanctified the choices made by the states, and offered impunity to governments for actions that violated all rights, whether old and classic or new and social. The socialist movement, after its rise in the late 19th and early 20th century, eventually ran aground due to the betrayal of its visions. It is possible that this development was the fault of the ambiguous standpoint of Marx and Engels in relation to the issue of colonialism and their compliant tendency towards nationalism⁹⁵¹. The social changes of October 1917 in Russia, with the establishment of the communist regime, did not confirm Lenin's expectations concerning the outbreak of a worldwide revolution. Capitalism held its ground. This was followed by the rise of the fascist movement. A new concept pointed out the alliance with the democratic bourgeoisie on an anti-fascist front that would not be revolutionary but defensive, since bourgeois democracy was at stake. This constituted a new rebuttal of the aim to restitute economic-social rights, in view of the danger of losing classic bourgeois rights. During World War II – the final countdown –, the anti-fascist powers agreed to pursue the protection of classic rights, setting others aside. During the second half of the 20th century, progress was made in relation to freedom and equality for people, with the independence of the colonies, the strengthening of human rights in the United States and in other bourgeois regimes⁹⁵². As a counterbalance, the violation or abolition of bourgeois rights was frequently observed, not only in the majority of countries in the Periphery but also in countries of the Metropolis. In Europe, during the Cold War, tolerance was shown concerning the survival of pre-war fascist regimes (Spain, Portugal), and parliamentary regimes were overthrown (Greece, Turkey). In Greece, during the dictatorship of April 21st [1967] and on the occasion of the anti-dictatorial uprising of the National Technical University of Athens – on November 17th, 1973 –, the literary figure Kostas Varnalis made an appraisal of bourgeois Liberty and commented on its bankruptcy. In his poem *The Freedom of Solomos*⁹⁵³, written on November 28th 1973, he refers to the two first lines of the poem by Dionysios Solomos *Hymn to Freedom* [The National Anthem of Greece] *I know you by the sharp blade of your terrifying sword / I know you by the form you made taking the earth as victor lord* and mentally addresses Freedom, asking her:

- How has your sword's blade become so blunt
and how does your dark countenance take the earth?

⁹⁵¹ *Supra*, p.

⁹⁵² Cf. Howard Winant, *The World is a Ghetto. Race and Democracy Since World War II*, New York 2001, *passim*.

⁹⁵³ Cf. Kostas Varnalis, «Δύο ανέκδοτα ποιήματα [Two unpublished poems]», *Νέα Ποίηση* [New Poetry], 1, N° 1, November 1974, p. 1.

only to provide the answer:

- I walk with the few rulers of the Earth
of war, of violence, of prey.

During the last decade of the 20th century, after the fall of “Real Existing Socialism” in Europe, a new state of affairs makes it possible for neo-liberalism to prevail, which is accountable for yet another repression of the effort to consolidate social rights. Under these new circumstances, within whose framework the issue of basic freedoms returns with a vengeance, no one any longer mentions advanced demands, such as the distribution of social wealth. People’s primary concern is once again how to defend the human values of the French Revolution and fundamental social values.

17.3. The impasse in education: Education as part of the vicious circle

Pedagogy, the science which, amongst other activities, also makes organised and systematic attempts to shape the personality and character of young people, aspires to create a younger generation with a multi-faceted development, with their own ideology, who are intellectually refined, have a wealth of spirit, and moral values. It is on these determinant characteristics of young people that the whole of mankind bases its hopes for the blossoming of fundamental rights, basic and social.

From a historical perspective, young people were educated not only in educational establishments, but also in their everyday life, in society, at work, within the family. According to the theoretical approach that views society as a whole divided into classes, educational institutions – always considered to be an integral part of the superstructure – also displayed a class character. Various theories underlined the socio-political profile of education through capitalism. The capitalist society of the 19th and 20th century attempted to shape its members in accordance with the system of political, philosophical, legal and moral views that it embraced. It favoured the evolution of man as part of the economic-social structure and particularly as part of the forces of production encompassing all necessary productive qualities, physical and intellectual⁹⁵⁴.

Despite the significant developments in pedagogy however, the field of education did not live up to expectations. It had a cheerless role to play, in treating the inherent weaknesses of the capitalist social system. According to the Soviets, the processing of educational issues in capitalist countries was manipulated in the direction of reviewing the latter within the framework of a stereotype that would interpret them in line with the dominant religious morality, individualism, and abstract humanism. This dependence on the idealist philosophy and socio-political views of imperialism, they claimed, determined the course of scientific research in order to incorporate the moral values of the bourgeois society within the consciousness of the young, along with the idea of collaboration rather than confrontation between the social classes⁹⁵⁵.

Meanwhile, the new situation in Russia following the October Revolution, did not present any fewer problems either, as was proven later. According to the declarations of its leaders, the plan for the Soviet Union was the establishment of a different kind of society. A new pedagogical system was set in motion. Theoreticians and practical educationalists pointed the way forward, through the philosophical-political standpoint of Marxism and their experience of the educational system. Of decisive importance, during the inter-war period, was the contribution of Lev S. Vygotsky in exploring matters related to the formulation of people’s consciousness and knowledge, that were linked to pedagogy. Vygotsky recommended the review of a psychology based on history. He believed that if one is to

⁹⁵⁴ Cf. A. A. Бударный, «Образование [Education]», *Большая Советская Энциклопедия*, *op. cit.*

⁹⁵⁵ Cf. Пискунов, «Педагогика [Pedagogy]», *ibid.*

examine something historically, this does not actually mean that he has to study an event of the past. To study something historically, he said, meant studying it while in the process of change⁹⁵⁶.

The attempt to create a new social system involved a search for the most effective means of formulating and harmoniously developing the personality of the social being, using a pedagogical basis that had to define the content of education and the methods for its implementation. This new pedagogical approach would also seek ways to make the content of education correspond to the needs of the socialist economy, culture and science.

Within such an educational system, one had to examine the responsibilities that emerged in order for the chosen objectives of learning to materialise, i.e. how to associate the forms and norms of education with productive labour. "... The point is", A. V. Lunacharsky, the People's Commissar for Education, would say in 1922, "that the next step in carrying the labour school of work further and deeper is teaching not only by means of processes similar to social labour ... but teaching labour itself as a social technique, and in a practical manner at that."⁹⁵⁷ Working in France, Célestin Freinet, a supporter of the "proletarian school" ("the final stage of capitalist school"⁹⁵⁸), closely followed the Soviet developments and transferred his experience to his own country. Lacking the opportunity to participate in the production process – he lived in a society with a different mode of production –, Freinet recommended the introduction of practical activities through the establishment of workshops within the school community⁹⁵⁹. This meant that the school was transformed into a small hub of activity and production.⁹⁶⁰

The Soviet system was also the first to pursue other quests, e.g. harmony in the relation between family and social education. Apart from adopting the relevant patterns and methods of education, it also attempted to provide topics for young people to process, through which their ideological, political and moral education was reinforced, in order for them to adopt a communist ideology. Such issues were related to the process of formulation of a communist conscience and also to the establishment of a communist way of conduct⁹⁶¹.

The practice of the communist movement in the Soviet Union was far from ideal – along with other developments –. The enthusiasm for the common ideal and the need to rapidly educate fervent supporters was so intense, that often human needs were overlooked. Taking into account the inconceivable, for that period, social restructuring that was taking place, there was great probability for such phenomena to surface. Still, this seemed to be positively counterbalanced by the shaping of a new model of society.

Positively counterbalanced that is, until proven otherwise. After the communist system was overthrown in Eastern and South East Europe during the 1990s, an inexistent feeling that had lain dormant amongst people till then, nationalism, violently came to the forefront and took on unbelievable dimensions. Unspeakable hatred was expressed. The people of the former Soviet Union and former Yugoslavia, who had apparently been living in full harmony until that time, were suddenly involved in the slaughter of their neighbours and friends. Rights, even such self-evident ones, like the right to live, were obliterated.

It thus became obvious that although education in these countries had aspired to contribute to the fulfillment of man and the creation of a new culture, it actually remained as a system which simply went round in circles and failed to make any progress for many decades. When the need arose, all noble intentions proved ineffective.

⁹⁵⁶ Cf. L. S. Vygotsky, *Mind in Society. The Development of Higher Psychological Processes*, Harvard University Press, Cambridge - London 1978, pp. 65, 137; Dagkas, «Δ. Γληνός ...», *loc. cit.*

⁹⁵⁷ Cf. Anatoli Lunacharsky, *Selected Articles and Speeches On Education*, Progress, Moscow 1981, p. 127; Dagkas, «Δ. Γληνός ...», *loc. cit.*

⁹⁵⁸ Cf. *Clarté* (Paris), 1924, pp. 263-264; Dagkas, «Δ. Γληνός ...», *loc. cit.*

⁹⁵⁹ Cf. *L'Ecole Emancipée* (Paris), 16, N° 30, 25-4-1926, pp. 414-415; N° 31, 2-5-1926, pp. 429-430; N° 37, 13-6-1926; Dagkas, «Δ. Γληνός ...», *loc. cit.*

⁹⁶⁰ Cf. Dagkas, «Δ. Γληνός ...», *loc. cit.*

⁹⁶¹ Cf. Пискунов, «Педагогика», *op. cit.*

17.4. What Is to Be Done?

These were the illusions of the bourgeois Democracy, upon which the producers of theory, ideology and politics were trying to exercise democratisation.

These were also the problems of advanced utopian social systems. Illusions within the system of “Real Existing Socialism” are a problem currently under study.

In today’s society, people have a deficient comprehension of the meaning of freedoms, and the opportunity to exercise these freedoms is of no significant interest. They simply end up as formal terms. Yet they do not cease to be a historical achievement. The question is, how they will escape from the chains of rigidity, and from the anachronistic traditions and institutions. How will man’s actions upgrade them, by transferring them to a level of practical application. In the history of mankind, the struggle of man against economic, social and political restrictions – whatever ideological form they acquired –, constituted a powerful driving force for social progress. In the modern world, a change in the system of social relations has become a mature demand that will be registered as substantial social progress. All members of society, without exemption, deserve to enjoy the same terms and conditions as regards their relation to the means of production, social equality and social rights. In a society that will guarantee social rights by creating the necessary capital to cater for people’s social needs, the distribution of this capital will not depend on the working contribution of each and every citizen. Under such circumstances, social equality will mean creating the preconditions that will lead to an integrated development of all members of society, and an unveiling of their varying creative skills. Gradually, real equality, social equality, will be achieved through a high degree of awareness in people and material abundance, within the framework of a prosperous society. Nevertheless, if today’s affluent society continues to avoid taking radical social measures, then the gap of inequality between the higher and lower classes will not be reduced.

The intellectual elite is obliged to take a stand and an active part in defending social rights and in the process of upgrading their application. The basis set by European programmes, the silencing of basic social rights (like the ones in the United Nations Universal Declaration of 1948) and other more advanced rights (like the redistribution of social wealth), produce a discernible void. On the other hand, it is a fact that, as a counterbalance, many university professors criticise human rights, as described in the relevant programmes. Others teach their audience the value of social rights for the progress of society and document their views with corresponding scientific research. Hope for the implementation of all rights lies in the generalisation of this trend. My proposal favours a new type of education, which should be embraced by societies right away. This new type of education will start at point zero, i.e. respect of fundamental human rights, but extend its viewpoint integrally toward the defence of social rights. University programmes should also be set up, that will teach and raise awareness regarding social rights.

18. Elements of Collective Memory in Thessaloniki, Greece, as Teaching Material of History in Early Childhood Education. The Goal of Familiarising Children with Social Issues

The collective memory of Thessaloniki reflects the economical, social, political, and cultural advances that have taken place over the course of many centuries. Especially in reference to the 19th and 20th century, the remaining elements of the built environment from that period, the historical places of work, recreation, assembly and social activity, the narrations and writings of the people, and the traces of multiculturalism from the old local multinational society, constitute interesting features of the city's social history, which is unique in many ways.

The programmes related to the socialisation of pre-school children, within the framework of education that is offered to them, envisage the development of activities, which aim at making them sensitive to social issues of everyday life, by projecting the past into the present. The subject matter of this text relates to the general lack of orientation currently observed in the sectors of politics, education, and culture, towards an awakening of the citizens' conscience regarding conservative, regressive developments and towards a vigilance of public opinion for the protection of fundamental values in western societies. Through the forfeiting of people's basic rights in the present day on a pan-European scale, the social deficit is maintained and expanded. The decline of ideologies, related to the above-mentioned problem in the adult society, also affects the formation of children, aligning their education with the prevailing ideology of the 21st century, (neo)liberalism. The active involvement of pre-school teachers can contribute towards refuting this social deficit, through a promotion of social rights in the form of propaganda addressed to their particular audience, the pre-school children. This appeal towards pre-school education as a factor that can play a role in defending social rights serves to underline the long-lasting duration that this intervention is expected to have in order to reverse the negative developments. In actual fact, this battle is fought at a disadvantage and a happy ending is not in sight.

The present text includes observations on the social deficiency of educational programmes for pre-school teachers in Greece, and proposals for the application of initiatives in Early Childhood Education in Thessaloniki, that will focus on familiarising children with social issues, that were pending in the past, but have been aggressively invading our everyday life.

18.1. Change of terms, change of terminology

The shift that has been observed in the proposals put forward concerning the future of human rights has taken on dramatic dimensions in recent years. A whole group of perceptions regarding the basic obligations of society towards its citizens, as established after 1945⁹⁶² under the weight of changes in the correlation of social forces and the pressure of the international labour movement, is today being universally questioned. The developments that took place in the late 20th century, amidst the inconceivable changes occurring on the economic, social and political scene (collapse of the Eastern bloc, globalisation) caused a similar radical turn in the way in which fundamental rights were viewed. Over two centuries have passed from the time of the French revolution in 1789, and human values whose acceptance and defence should have been complete by now, continue to make headline news. The term "fundamental" is now attributed to those human rights that correspond to the values of the French Revolution; others, such as the right to work, have been demoted to the category of social rights⁹⁶³. In Greece, the fact that the right to work formally remains a constitutional demand to be satisfied, essentially means that this right is permanently violated

⁹⁶² *Supra*, p.

⁹⁶³ *Ibid.*

on a large scale. One could observe that the state is constantly breaking the law in this case, since it does not respect fundamental rules governing the operation of the society it is supposed to serve.

In view of this development, the expectation of a re-emergence of progressive cultural models leads us to the creation of a strategic plan, through which there is hope that such a conscience will be formulated, amongst other things, via the field of pre-school education.

18.2. Space, a tool in the hands of pre-school teachers

Space is a suitable medium for establishing the basis on which a social conscience can be created within children. Applications related to space that can be introduced to pre-school children's education surpass others, in that they correspond to visual material, which is more accessible to children's understanding.

Space does not only extend within a building, but is also linked to the system outside it, the urban areas, the neighbourhood, the whole city, and the bipolar relation between city and region. From this multiform, complex perspective, it is a social product, a creation of society. It conveys meanings, values, models of the society that produces it. As an object characterised by these properties, space therefore constitutes a very privileged field of education for children⁹⁶⁴. On any scale, from the building to the city, and for pupils of any level, including pre-school children, space is considered a source of information and socialisation⁹⁶⁵.

For children, information is neither representative nor historical – in the sense of a chronological approach of space –, but rather a message through which they will comprehend the direct relation of an element with society. Furthermore, it also comprises an eloquent testimony for them to perceive the way in which the society is organised, on the one hand, and the influence exerted by space on the social framework, on the other. Within such an environment, children become socialised in precisely this sense of the word: through their understanding of the organisation and the activities of the society in which they will be integrated.

18.3. Social education and scientific training

Space, as a social product, when critically approached by pre-school teachers, stimulates children both with its negative and positive properties.

It is precisely in relation to this aspect, the critical approximation of space, that the social education and scientific training of pre-school teachers enter the picture.

18.3.1. The social education of pre-school teachers

The creation of a social awareness in pre-school teachers, the acquisition of a social education (probing into issues concerning the relations between people – whether production relations, or other relations of a social nature –), the filling of gaps in their knowledge in relation to the historical fluctuations of the public feeling on fundamental rights, form a precondition for the attempt to familiarize pre-school children with social issues. In order for them to receive such a message, to be able to gradually formulate a conscience, and join those defending the values of society in their future life, pre-school children need the appropriate messenger. In this case, when pre-school teachers handle “space” as a tool, they are in essence called upon to manage various elements of a social and class structure.

⁹⁶⁴ Cf. Kyriaki Tsoukala, *L'Image de la ville chez l'enfant*, Anthropos, Paris 2001, passim.

⁹⁶⁵ Cf. Dimitris Germanos, *Χώρος και διαδικασία αγωγής* [*Space and Process of Education*], Gutenberg, Athens 2004, passim.

The pre-school teachers who take their pupils on a visit to a specific location, have the possibility of using multiple approaches regarding their teaching subject. On site, morphological elements (for example, the building materials, architectural trends and solutions, artistic choices, the management of the environment) engage with others, elements that carry a particular signification, belonging to the spheres of political economy, culture, psychology, ideology. There are unseen, intangible aspects, that correspond to human needs and social activities. This group of social fields is the material, whose interconnectedness and multiplicity pre-school teachers should highlight for children.

In Greece, the subject of proposals for the enhancement of the social character of space and the responsibility it awards to pre-school education impinges on the real existence of a corresponding deficiency in the social profile of pre-school teachers. Field research has shown that attention is not paid to the promotion of structural changes that require an emphasis to be placed on issues linked to social stratification (the existence of social classes), but only to reforms that seek to resolve issues related to the parameters of the superstructure⁹⁶⁶. As regards the subject of “space”, there is the general feeling – which also stems from the personal experiences of the writer – that, as a rule, the relevant approaches made by pre-school teachers are done in such a way so as to cover the historical aspects (those pertaining to the content of general history, or national history) and the aesthetic rather than the social parameters.

Relief from the above-mentioned social deficit, for the benefit of pre-school teachers, can be sought in two ways: by improving social education on an individual level and through an intervention of the pre-school education and training system at university level. And if the first step depends on personal efforts, which are linked to numerous preconditions (level of training, individual culture, ideology), the second refers to institutions (public education) and people (scientific teaching staff at universities), who are responsible for activating awareness raising mechanisms in pre-school teachers and students regarding social issues.

18.3.2. The response of the university to the promotion of a “social education”

A progressive view of a university-trustee of social values commands a search, in any subject from the fields of human and social sciences, for a content that is oriented towards an activation of the human factor. The objective is to rouse students so that they may assimilate the logic that pre-school education should introduce children to a higher educational process, from a social point of view. This “social education”, as we could call it, will aim at responding to real needs, social, psychological and others. Its implementation will be attempted through educational programmes that will relate to the cultural past of Greek society. The past is recorded on the memory of children through its depiction on the macroscale (space units larger than a building – the neighbourhood, the district –), the mesoscale (the building), the microscale (objects). Children will acquire their personal “emotional archaeology”. These “archaeological” monuments become part of the children’s personal history⁹⁶⁷. Values are transferred, whose meaning has been handed down to adults from previous life structures, and each child begins the process of safeguarding them, indefinitely at first, and then consciously as his mental development proceeds⁹⁶⁸. The transmutation of popular tradition will be sought in a modern, radical direction. Cultural

⁹⁶⁶ In an examined sample of pre-school teachers, it was found that the dominant trend is to promote changes to elements such as culture, etc., without touching upon the economic basis – even though they realize the significance of social inequality – (cf. Alexandros Dagkas - Argyro Mountzidou, “Redefinition of social cohesion in Greek educational practice based on the new element of multiculturalism. The social deficit”, *Synergies Europe du Sud-Est*, 1, N° 1, 2008 [under publication]).

⁹⁶⁷ Cf. Kyriaki Tsoukala, *Les territoires urbains de l'enfant*, Mémoire de synthèse pour l’habilitation à diriger des recherches, Université Paris X -Nanterre, Laboratoire de Géographie Urbaine, 2004, passim.

⁹⁶⁸ Cf. Fotini Papantoniou, *Μουσείο και εκπαίδευση [Museum and Education]*, Aristotle University of Thessaloniki, Thessaloniki 2004, pp. 8-9.

heritage, whatever element of the material culture of the country has diachronically survived, visible and tangible, will not only be evaluated aesthetically – or at least that is not the objective –, but will also be presented as a token of the culture, thinking and progress of its people⁹⁶⁹. And to go one step further, there should be specific mention made to the visions of the social avant-garde, and a promotion of the proposals of the movements for democracy and social progress.

In the case study of pre-school education students at the Aristotle University of Thessaloniki, there are currently courses on offer, whose approach towards space through aesthetics and history are clearly “socially” oriented⁹⁷⁰. There are, however, obvious educational inadequacies in the Greek state and legislation, the most important of which is the non-enactment of compulsory pre-school education. A fatal consequence of this, is the unemployment affecting this sector, which is responsible for the resignation of students to the same level of backwardness that characterizes the active pre-school teachers described above.

18.4. Exploitation of social education and scientific training

After completing their familiarisation with topics of “social education”, pre-school teachers will be required to convey their acquired sensitivities to their pupils, based on their knowledge of the fields of pedagogical sciences. They will seek to exploit in a fruitful manner the pre-school child psychology, pedagogy, the teaching of history to pre-school children, and other cognitive subjects with which they have crafted their scientific profile. Taking into account the singularities related to the mental development of children, pre-school teachers have knowledge of the extent to which their pupils can comprehend phenomena linked to socio-economic parameters, and interpret the phenomena in question. The contact of children with aspects of the built environment that signify class distinctions between people, that typeset social deficits in simple words (luxurious buildings - meager constructions, rich neighbourhood - poor neighbourhood, wealthy suburb - downgraded district, resort - industrial city), lead them to form a specific experience, which they need in order to compose their future, abstract understanding of the society that surrounds them. Children identify similar and differing elements, keep images in their memory that correspond to the opposing social fields from which the city and the broader environment are created. Later on, when they acquire the ability of rational thought, when they mature emotionally and mentally, they will be in a position to decode descriptions and interpret the way in which society is organised. In early childhood, in the initial egocentric phase of human development, a base layer is set. Faced with isolated elements sharing some common characteristics and properties, when able, pre-school children are led to discover what is interesting in the relations between these elements and to perceive them as parts of structures, as related elements, from that point onwards.

18.5. A proposal for Thessaloniki, Greece: Introducing pre-school children to the social history of their city through contact with the built environment

Within the framework of the intention and attempt to make pre-school children take part in the cause for the survival of the collective memory in Thessaloniki, the built

⁹⁶⁹ Cf. Chrysanthi Mavropoulou-Tsioumi, «Πολιτιστική κληρονομιά και εκπαίδευση. Προβλήματα και προοπτικές [Cultural Heritage and Education. Problems and Perspectives]», in *Πολιτιστική κληρονομιά και εκπαίδευση [Cultural heritage and Education]*, Melina Merkouri Foundation, Thessaloniki 1998, pp. 11-13.

⁹⁷⁰ Cf. *Study Guide of the School of Early Childhood Education*, Faculty of Education, Aristotle University of Thessaloniki, summaries of courses of the Department of Linguistics and History on history and sociology (general history, social history, history of education, history of minorities in Greece, sociology of education) and of the Department of Aesthetic Education on museum education, museology, cultural heritage, art education, etc., pp. 34-83 (in Greek).

environment offers itself for exploitation by pre-school teachers as a reflection of the actions of the city people, whether economic, social, or cultural. In the spaces where economic production and social actions were performed in the past, and cultural expression was formulated, pre-school teachers have themselves come to understand that it is not the “technical” parameters but rather the element of a space’s function that signifies a social content. Consequently, in places of work for example (at the old factories at Bes Cinar, the former tobacco warehouses in Vardar square, the port facilities, the railway station, the Dépôt of the Belgian tramways, the American Farm School), pre-school teachers ought to highlight the fact that these places were run by people who were labourers, rather than focus on “technical” details such as size, comfort, location in the urban web, proximity to the workers’ homes (although, even the last “technical” detail, does have its own social content).

In the educational activities that the pre-school teachers introduce into their pupils’ programme, and based on the experience of visiting historical sites and monuments in the city, they will attempt to provoke within each child an awareness of social issues which constitute conquests of the bourgeois social system and bourgeois culture. Awareness will be impressed in the children’s conscience as a conviction, as a perception of self-evident standards that should be respected by the society in which they live. If then, in future – as adults –, they witness this social and cultural model being injured and rendered deficient, they will come to its defence.

When preparing a programme of visits to historical sites, pre-school teachers can make their choice from a group of numerous coordinates of a social and cultural character.

18.5.1. Transcending the silence

The adult population of Thessaloniki (including the writer himself) maintains an image of the city, which presents many gaps. Social memories, gathered together within a social, political and cultural framework of post-civil war conflict (1949-1967) and military dictatorship (1967-1974), correspond to a situation of historical silences. They are fragmented, and in no way constitute an integrated web of social tradition, depicting all the cultural elements of the country’s modern social heritage, a love of freedom, the defence of democracy and national independence, solidarity towards the weak, and a will for social justice. The political and social forces that sought to do away with all those fixed perceptions only had a limited intervention.

The situation changed considerably during the period 1974-1981 (paternalistic governance) and especially after 1981 (social democratic governments). However, beginning with the early 1990s, this was followed by the dissemination of a new cultural movement in society, which responded to the conditions of globalisation. Since then, a reversal has been observed, which is tending to bring back social awareness to its past level, the level of silence, but without the existence of any political coercion as in former days. The manipulation of public opinion, which emanates from the strengthening of new social currents (neo-liberalism), is producing phenomena of voluntary entrenchment.

Within this framework, the goal of familiarising children in Thessaloniki with social issues, a seed for their future social awareness, takes place through their acquaintance with the best social traditions of the Greek nation and of the other nationalities that have lived here. The intervention of pre-school teachers in implementing this aim lies in choosing to visit those historical sites considered appropriate in promoting the city’s social heritage.

18.5.2. Cultural identities, old and new

Despite the indescribable damage caused to the built environment – this was the consequence of arbitrary demolitions (especially during the dictatorship of 1967-1974 and after the earthquake in 1978) and negative effects of the building law –, Thessaloniki surpasses most other parts of Greece, as regards locations relevant to the social history of

modern and contemporary Greece. Pre-school students are taught in their social history courses⁹⁷¹ that the multicultural Thessaloniki of the 19th century (its population consisting of Muslims, Jews, Greeks, exarchists, Armenians, Franks and various other national groups), a crossroads of national and cultural identities that became an object of study for the travelers that visited it⁹⁷², was a city with an urban development that competed with the other densely-populated centres of the Balkans. Its advantageous geographical position (a port serving the hinterland) assigned the city a geopolitical importance. Its socio-economic growth led to its stratification from various groups and to the manifestation of social movements that composed the “city movement” – encompassing all modern movements (workers, guilds, professionals, women, youth, etc.) –. This formulation of the social environment had its roots in the distant past. Historically, the disintegration of the feudal mode of production had advanced much more in the city than in other regions⁹⁷³. Around the late 19th century, the first groups of people involved in industry were established in Thessaloniki. In contrast to Old Greece [term used to describe Greece according to its borders before 1912], where the same strata consisted of destroyed peasants, here they were fuelled by the old artisans, who vegetated idly for a whole century, from the moment they were ruined and until the re-creation of industry through the new process of capitalist development. During this period however they maintained a radical conscience⁹⁷⁴. The ideological fermentation appeared equally fast, compared to Old Greece, where the “city movement”, with its agricultural roots, was slow to mature. The Ottoman heritage of Greek Thessaloniki was linked to the particular fact that the “city movement” had an advanced subjective base, due to the radical conscience of the strata comprised of the old ruined artisans, while the objective base for the development of a mass social movement, i.e. the economic infrastructure, was imperfect. The opposite was the case in Old Greece, in the centres of urban development, where the strata of former peasants, people with a conservative social conscience, were used to man a more developed economic infrastructure. In Thessaloniki, finally, the social advantages (the traditionally enhanced social conscience, the development of industry, and the role of the city’s multiethnic structure – contact with the West and the fermentations that were taking place there –) were neutralised by the segmented social structure (predominance of the petty bourgeois classes)⁹⁷⁵. With the development of the productive forces, the penetration of the Western European economic factor led to economic growth. The man-made environment (infrastructure for industry, trade, transport, etc.), as it has been maintained to this day, presents the city rejuvenated in its former comprador character, basically as a centre of exchange. The influence of the West on the superstructure reinforced the process of imposing the ideology of liberalism, as a vehicle that facilitated the transgression of the old production relations. In the above-mentioned socio-economic framework, the participation of the national communities of Salonika (as the city was named during Ottoman rule) in social developments was expressed in various ways. In reference to the Muslim community that exercised the Ottoman administration, it should be noted that it left behind a significant social and cultural heritage. Furthermore, numerous well-known Muslims, who were born or lived in

⁹⁷¹ Cf. *Study Guide of the School of Early Childhood Education*, summary of social history courses, pp. 62, 73, 75, 77 (in Greek).

⁹⁷² Cf. Sapfo Tampaki, *Η Θεσσαλονίκη στις περιγραφές των περιηγητών, 12^{ος}-19^{ος} μ.Χ.* [Thessaloniki as Described by Travellers, 12th - 19th A.D.], Κέντρο Βυζαντινών Ερευνών [Centre of Byzantine Research], Thessaloniki 1998, pp. 209-211 and annex, where reference is made to 64 travellers who visited the city between 1161 and 1900.

⁹⁷³ Cf. Moskof, *Εισαγωγικά ...*, *op. cit.*, p. 277; *id.*, *Δοκίμια* [Essays], I, «1. Δομές και πράξεις στην ελληνική ιστορία [1. Structures and Praxis in Greek History]», Exantas, Athens 1979, pp. 17-45; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, p. 130.

⁹⁷⁴ Cf. Moskof, *Εισαγωγικά ...*, *loc. cit.*; *id.*, *Δοκίμια*, *loc. cit.*; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, p. 131.

⁹⁷⁵ *Ibid.*

Thessaloniki for some time, left their traces on the city. The most important among them, was the man of letters N. Hikmet. He writes in his “Autobiography”⁹⁷⁶:

I was born in 1902.
The city I was born in, I never returned to again
to come back, I do not love to ...
At the age of nineteen, student in Moscow
in the Communist University ...

In another piece of work, he points out the part of the city where he was born, in the courtyard of Alaca Imaret⁹⁷⁷. Salonika was also the birthplace of Mustafa Kemal, the reformer of modern Turkey⁹⁷⁸. His house still stands today and is one of the city’s important sites. If we refer to the other important community of Salonika, the Jews, we are reminded of its identity, as a carrier of French culture. The Jewish people are a regional example of how the influence of the French metropolis can be traced on the progress of the life and actions of people in the city environment. A socio-economic approach of the history of Jewish community leads us to consider the impact of the French economy, politics and culture, on the transition processes of Ottoman Macedonia from the remains of the feudal structure to the capitalist mode of production. The development and transformation of built space under this influence was of a relevant nature. The Catholic Church, with its schools, and the small French community also played a role in the same direction, but not such a significant one. The evolution of the lower classes affected the spiritual life and culture to a greater degree than in the past; the need for schools, that was self-evident in Europe, demanded the planning and creation of an essential system of education. Jewish schools promoted the French language, along with French newspapers, books and other means of disseminating French culture. The cultivation of the Jewish residents was correspondingly shaped and expressed as a way of life, within the family and in private spaces, in public areas and in the street. It was manifested through their activities in relation to their family, work, etc.

Jewish tradition found its expression, in the early 20th century, in the establishment of a social avant-garde, which constituted, after the integration of Thessaloniki into the Greek state in 1912, the core – on a pan-Hellenic scale – of the movement which stood against the prevailing state of affairs. At that time, in an area with a relatively imperfect predominance of the capitalist mode of production on economy and society, and with visible remnants from the past in production relations, in the development of productive forces, and in the social and political culture, it was expected that the advanced Jewish culture would not be complemented by the creation of a relevant modernist social movement. The impact on the built environment, and on the economic and social life in general, were a leap forward in relation to the period of Ottoman rule on the one hand, but could not approximate the scale of the corresponding elements in the metropolitan cities of capitalism. One advantage was the particular existence of an advanced subjective factor with some tradition in social struggles, but this was cancelled out by the delays in the economic infrastructure – the objective foundation for the development of the mass social movement –. The imperfect structure of the society, with the presence of a powerful base of petty bourgeois, parasitic, conservatively

⁹⁷⁶ Cf. Nazim Hikmet, *Ta érga tou* [Selected Works], vol. 2, Synchroni Epohi, Athens 1978³, p. 48; Nedim Gursel, *Nazim Hikmet et la littérature populaire turque*, L'Harmattan, Paris 1987, pp. 11, 173; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, p. 135.

⁹⁷⁷ A look at the postcards of Thessaloniki from 1900 shows that the only minaret with such a plumed shape was the one at Alaca Imaret [a 14th century mosque, in Upper Town], Dagkas, *Recherches ...*, *loc. cit.*

⁹⁷⁸ Cf. Shaw - Shaw, *History ...*, *op. cit.*, passim; Konstantinos Vakalopoulos, *Νεότουρκοι και Μακεδονία (1908-1912)* [Young Turks and Macedonia (1908-1912)], Kyriakidis, Thessaloniki 1988, passim. Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, pp. 135-136.

minded strata within the social fabric, suspended the effectiveness of the cultural intervention⁹⁷⁹.

In the strategic plan for the assimilation of the various national populations, in the regions annexed by the Greek state after 1912, their corresponding cultural identities were not fully respected. Contrary to the declarations, the practice of the state included the tactic of national assimilation of foreign populations through political coercion. There was an absence of any cultural perception regarding the need for a different attitude, that would contribute to a smooth integration of the various national and ethnic groups through a “voluntary coercion” – if it is possible to use this oxymoron verbal phrase –. The ethnocentricity of the state gathered together the characteristics of a cultural imperialism. In Macedonia and Thrace, after an exogenous cultural coercion was exercised by the Greek state, it was inevitable that elements of the popular culture would be destroyed. Turkish place names were changed⁹⁸⁰ (this process had already begun in Old Greece, in 1909, “with the aim of removing the barbaric names” and under the rationale that the Turkish names “can be eliminated unquestioningly, since no historical traces are destroyed in this way”⁹⁸¹). In Thessaloniki, the historical image of the city was changed, as it had been formulated during previous centuries through the common acceptance of the populations which inhabited it. This ethnocentricity was not avoided even by bourgeois democrats, like former Prime Minister Alexandros Papanastasiou, who acknowledged as correct and rational the demolition of the minarets of the old Christian churches in Thessaloniki that had been transformed into mosques – although he did consider a violent act and pointless chauvinism the destruction of the mosques’ minarets –⁹⁸². With such arbitrary actions in general, attempts were made to refute historical, linguistic and ethnological truths, and to erase the traces of the Muslims’ passage through the cultural history of this land. As for the Jews of Thessaloniki, in some cases, the anti-Semitism propagated between the fanatical Orthodox Christians and the pro-fascist elements⁹⁸³, the separate Jewish electoral lists at the parliamentary elections⁹⁸⁴, the changes at the expense of the Jewish religious and cultural identity, like the compulsory holiday on Sunday (according to the Zionists, “a very serious attack on the Jewish freedom of conscience, which by nature ignited the basis of Jewish life itself”⁹⁸⁵), were all strikes against the economic, social, political and cultural position they held in the Ottoman era. During the years 1936-1940, under the dictatorship of August 4th, the revival of Greek chauvinist obsessions and their expansion beyond the old borders resulted in the implementation of racist measures. For the region of Macedonia and Thrace, the selected policy was the absorption and integration of the non-Greeks, so that the area would no longer present the image of a racial mosaic⁹⁸⁶. The practice of discrimination against minorities in education and other fields⁹⁸⁷ was considered a useful method for this purpose.

The built environment adapted to the above-mentioned social and cultural changes. The reconstruction of the city centre – after the fire in 1917 –, during the 1920s and 1930s, created a change to the Jewish character of the marketplace – nevertheless, many old

⁹⁷⁹ Cf. points de vue dans Moskof, *Δοκίμια*, *op. cit.*, pp. 17-45; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, p. 131.

⁹⁸⁰ Cf. Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, pp. 774-775.

⁹⁸¹ Cf. Moskof, *Δοκίμια*, *op. cit.*, pp. 66-67; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, pp. 774-775.

⁹⁸² Cf. *Εφημερίς των Βαλκανίων*, 8-11-1925; Dagkas, *Recherches ...*, *op. cit.*, p. 775.

⁹⁸³ The terrorist actions against the Jews in the city peaked with the pogrom in June 1931, cf. AMAE, Europe, Grèce, 195, ff. 67-69; G. Terver to ministère des Affaires étrangères, N° 44, Salonique 25-5-1932, 5 pp.

⁹⁸⁴ *Ibid.*, 188, ff. 121-123; G. Terver to Herriot -ministère des Affaires étrangères, N° 209, Salonique 27-2-1932, 5 pp.; *ibid.*, ff. 243-249; Clément-Simon to Herriot, N° 276, Athènes 20-8-1932, 14 pp.

⁹⁸⁵ Cf. CZA, Z4 / 2724, Elie Francès (secrétaire de la Fédération Sioniste de Grèce [avenue de la République, Thessalonique]) to Exécutive Sioniste -Londres, Salonique 6-1-1926, 1 p.; Fédération Sioniste de Grèce, *Résolutions de la IVe Conférence Annuelle des Sionistes de Grèce*, 8-1-1926, 2 pp.

⁹⁸⁶ Cf. Hélène Machéra, *L' idéologie et la culture en Grèce pendant la dictature de Metaxas (1936-1940)*, Thèse/EHESS, Paris 1980, p. 55.

⁹⁸⁷ Cf. Kofas, *Authoritarianism ...*, *op. cit.* pp. 61-62, 89.

buildings from the Ottoman period survived –⁹⁸⁸. During the second half of the 20th century, most of the luxurious villas of the rich Ottoman Jews were demolished and blocks of flats were built in their place. The environment around the historical mill Allatini was dramatically downgraded – itself threatened by architectural interventions –. Upper Town, with its sokaks (narrow paved streets) and low Turkish houses, is today struggling to preserve at least some elements of its traditional character. The medieval fortress, Yedi Kule, with the cells of the political prisoners, victims of the interminable political persecutions of the 20th century, has now become a tourist attraction. The modern roads around Egnatia Street now only have commemorative plaques to remind passers-by of past social struggles⁹⁸⁹.

18.6. Multiculturalism, social events and space

In view of all these issues of space, that constitute educational stimuli and material, the pre-school teachers of Thessaloniki have an educational objective as their rule: to register in the memory of children images related to the city's tradition of multiculturalism and its social struggles. In such a case, through choosing which historical sites and other locations to visit, pre-school teachers are called upon to work towards two goals.

Firstly, they need to point out to the members of the younger generation that the world around them, in the city, is not a uniform one. Various cultures that differ from the Greek culture they today adhere to, until recently constituted powerful movements. What remains of them (along with other cultural identities that the groups of “foreigners” – economic refugees and others – entering the country today in great numbers, carry with them) is worthy of respect as different.

Secondly, the opposition towards cultural imperialism should be decisively underlined. Such an ideology inspires and motivates, in relation to its supporters, existing or organised initiatives; it justifies interventions, of any kind and of any level upon dependent populations, that are destructive for civilisation. Furthermore, cultural imperialism also functions within the dominant nationality, through the imposition of the cultural elements of powerful social groups (cosmopolitanism) on those of the weaker social groups (traditionally popular characteristics and a fighting spirit). Tomorrow's citizens should begin to realize from early on, that if every person, regardless of economic, social or cultural position, comes face to face with an environment of tolerance and understanding, then he will voluntarily join in the struggles of the people for their liberties and social rights. He will participate in the socio-cultural movement, which will strengthen the cohesive fabric within the Greek society and will become one additional safeguard for the preservation of social and cultural achievements.

⁹⁸⁸ Cf. Alexandra Yerolympos, *Urban Transformation of the Balkans (1820-1920)*, University Studio Press, Thessaloniki 1996, pp. 87-128.

⁹⁸⁹ One such plaque was placed in memory of the street demonstrations and victims of May 1936, when the Greek and Jewish tobacco workers rebelled and occupied the city (cf. Mazower, *Salonica ...*, *op. cit.* pp. 380-383). Another plaque refers to the murder, in the middle of the street, of Grigorios Lambrakis, member of parliament, in 1963 (cf. Pavlos Petridis, *Η δολοφονία του Λαμπράκη* [*The Murder of Lambrakis*], Proskinio, Athens 1995, *passim*).

Annexe

Lettre du Parti socialiste ouvrier de Grèce au Parti socialiste travailliste (Socialist Labour Party) de Grande-Bretagne, à Glasgow d'Ecosse [non daté (environ en septembre 1919)]

La lettre a été publiée dans le journal *The Socialist* [« official organ of the Socialist Labour Party »] (Glasgow), 15-1-1920, 19, N° 3, p. 22.

[Le journal a déclaré que le Parti socialiste ouvrier de Grèce avait envoyé une lettre (écrite, comme cela résulte de son contenu, en septembre 1919) au parti, par laquelle il demandait des renseignements sur la Troisième Internationale. Un commentaire d'accompagnement du journal citait que les Grecs avaient compris la réalité et avaient fait le juste choix.

Le Parti socialiste travailliste était membre du Komintern. Un représentant du parti avait participé et prit la parole au III^e congrès, en 1921. Le journal *The Socialist* était édité depuis 1901.]

Socialist Labour Party of Greece (Central Committee)

14, Rue Evripidis, Athens

Dear Comrade,

Our party having, since the last National Conference, turned towards the spirit of the Third International, and having already out all connections with the bureau of the Second International, intends at its approaching congress to declare itself officially a Section of the Third International.

But in order to arrive at this point, and being necessary that a change be made in the fundamentals of our program, constitution, party and political activities in general, the Central Committee of the Party has decided to undertake the task of reuniting all the elements necessary for this object.

That is why we address ourselves to you, dear Comrade, and we beg you to assist us as quickly as possible in our task, and send us all the information you possess on the subject, and especially the program and constitution of the Spartacist (Revolutionary) Group and anything else that you in your judgment may think will help us to achieve the end we have in view.

Our party has the greatest need of the above-mentioned data since we possess no sufficient experience of this kind. We have only been in existence for ten months, and therefore we consider such information indispensable for our work on these lines, conforming always to local conditions.

Accept, dear Comrade, our thanks in anticipation and the assurance of our deepest regards as well as our Socialist greetings.

For the Central Committee

Secretary N. Dimitratos

Bibliographie

1. Archives [abréviations]

- Archief van Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel van België [AMBZ], Bruxelles
- Archives Centrales de la Marine - France [ACM], Paris
- Archives de la Communauté Grecque de Sfax, Tunisie
- Archives de la Communauté Grecque de Tunis, Tunisie
- Archives de la Municipalité de Symi, Dodécanèse
- Archives de la YMCA de Thessalonique
- Archives de l'Alliance Israélite Universelle [AAIU], Paris
- Archives de l'Union des Associations de Football de Macédoine et de Thrace, Thessalonique
- Archives des Associations de Thessalonique
- Archives des Associations d'Athènes
- Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères de la France [AMAE], Paris
- Archives du Corps des Boy Scouts Grecs (ASEP), Thessalonique
- Archives du Ministère de la Défense Nationale - France, Etat-major de l'Armée de Terre, Service Historique [SHAT], Paris
- Archives du Parti communiste Bulgare (C.P.A.), Sofia
- Archives du Parti communiste de Grèce, Athènes
- Archives du Tribunal de grande instance de Thessalonique
- Archives du Tribunal de première instance de Thessalonique
- Archives historiques du ministère des Affaires étrangères de la Grèce (IAYE)
- Archives Nationales de Tunisie, Tunis
- British Library, London, matériel d'archives [BL]
- Central Zionist Archives [CZA], Jérusalem
- Centre des Archives Diplomatiques de Nantes
- Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis [IISG], Amsterdam
- Library of Congress - Manuscript Division, Washington, The Henry Morgentau Papers
- National Archives of Ireland, Dublin
- National Archives of the United States [NARA], Maryland
- Public Record Office [PRO], London
- Union des Associations de Football de Macédoine (EPSM), Thessalonique

2. Matériel d'archives édité

VII Congress of the Communist International. Abridged stenographic report of proceedings, Resolutions and Decisions, Foreign Languages Publishing House, Moscow 1939.

British documents on Foreign Affairs: Reports and papers from the Foreign Office confidential print, editors K. Bourne & D. Cameron Watt, University Publications of America, 1984.

Bureau Permanent de l'Entente Internationale contre la III^e Internationale, *Tableaux des organisations soviétiques travaillant à la révolution dans tous les pays*, Genève, Octobre 1928.

Die Kommunistische Internationale vor dem VII. Weltkongress. Materialien, Verlagsgenossenschaft Ausländischer Arbeiter in der UdSSR, Moscou - Leningrad 1935.

Dritter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale, Brüssel 1928. Berichte und Verhandlungen, Zürich 1928.

Fourth International Women's Conference of the L.S.I., Vienna, July 23rd to 25th, 1931, Report of the Secretariat to the Women's Conference and Proceedings of the Women's Conference, Zurich - London 1932.

I.C.J., *Programme de l'Internationale Communiste des Jeunes*, Bureau d'Editions, Paris [1929].

I.C.J., *Résolutions du Ve congrès de l'Internationale communiste des jeunes*, Bureau d'Editions, Paris [1928].

Ministère de l'Economie nationale - Statistique Générale de la Grèce, *Statistique des élections des députés du 7 novembre 1926*, Imprimerie Nationale, Athènes 1928.

Protokoll des Ersten Internationalen Sozialistischen Arbeiterkongresses, Berlin 1923.

Second Congress of the Labour & Socialist International at Marseilles, 22nd to 27th August, 1925, English Edition, Published by the Labour Party, London [1925].

Secretariat of the Labour and Socialist International, L.S.I. Pamphlets - Disarmament, N° 1, *The Disarmament Problem in the League of Nations. Memorandum on the Present Position adopted by the Executive of the Labour and Socialist International at its meeting in Berlin, May 11-13, 1930*, Zurich [1930].

The revolutionary Movement in the Colonies, Thesis on the Revolutionary Movement in the Colonies and Semi-Colonies, adopted by the Sixth World Congress of the Communist International, 1928, Modern Books Limited, London 1929.

The Second and Third Internationals and the Vienna Union, Labour Publishing Co., London 1922.

Vierter Kongress der Sozialistischen Arbeiter-Internationale, Wien 1931. Berichte und Verhandlungen, Zürich 1932.

Αι αγορεύσεις του Ελληνικού κοινοβουλίου [Les discours dans le Parlement Grec], Ekdoseis Ethnikou Kirykos, Athènes 1961.

Δέκα χρόνια αγώνες, 1935-1945 [Dix ans de combats, 1935-1945], Editions du comité central du Parti communiste de Grèce, Athènes 1945.

Κομμουνιστική Επιθεώρηση [Revue communiste] (Athènes) [reprint: *Κομμουνιστική Επιθεώρηση*, 1946, Kazantzias, Athènes 1978].

Κομμουνιστική Επιθεώρησις (reprint: *Κομμουνιστική Επιθεώρησις, Περίοδος Μεσοπολέμου, 1921-1936 [Revue communiste, Période de l'entre-deux-guerres, 1921-1936]*, Kazantzias, Athènes 1978).

Πρακτικά Συνεδριάσεων της Βουλής [Procès verbal de séance du Parlement], Imprimerie Nationale, Athènes 1927.

Σαράντα χρόνια του ΚΚΕ, 1918-1958 [Les 40 ans du Parti Communiste de Grèce, 1918-1958], Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1958.

Το ΚΚΕ. Επίσημα κείμενα [Le Parti Communiste de Grèce. Textes officiels], Département d'Etudes historiques du comité central du Parti communiste de Grèce - Synchroni Epohi, Athènes 1981.

VI всемирный конгресс Коммунистического Интернационала Молодёжи. Доклады, резолюции [VI^e congrès de l'Internationale communiste de la Jeunesse. Rapports, résolutions], Москва 1935.

VI Конгресс Коминтерна, Стенографический отчёт - Выпуск второй [VI^e congrès du Komintern, deuxième édition], Государственное Издательство, Москва - Ленинград 1929.

Берлинский Конгресс К.И.М. [Congrès de Berlin de l'Internationale communiste de la Jeunesse], Молодая Гвардия, Москва - Ленинград 1925.

Документы VI всемирного конгресса КИМ [Documents du VI^e congrès mondiale de l'Internationale communiste de la Jeunesse], Москва 25-9 à 10-10-1935.

Документы Внешней политики СССР [Documents de la politique extérieure de l'URSS], Госполитиздат, Москва, 1959.

Коммунистический Интернационал перед VII Всемирным Конгрессом. Материалы, Партиздат СК ВКП (б), Москва 1935.

Манифест первого конгресса Коммунистического Интернационала Молодёжи [*Manifeste du 1^{er} congrès de l'Internationale communiste de la Jeunesse*], Смоленск, Коммунистический Союз молодёжи Литвы и Белоруссии, 1920.

Пятый всемирный Конгресс Коммунистического Интернационала (17 Июня - 8 Июля 1924 года), Стенографический отчёт - Част Первая [*V^e congrès de l'Internationale communiste (17 juin - 8 juillet 1924), texte sténographique - première partie*], Государственное Издательство, Москва - Ленинград 1925.

3. Collections personnelles

A. Dagkas
Nikos Giannios
Konstantinos Tomanas

4. Sources orales (interviews, renseignements) [lieu de provenance]

Apocotou, Athanassios (Alexandrie, Egypte)
Arfara, Evangélie (Sfax, Tunisie)
Arfaras, Jean (Sfax, Tunisie)
Karavokyros, Ioannis (Sfax, Tunisie)
Karavokyros, Michel (Sfax, Tunisie)
Katsaras, Hélène (Sfax, Tunisie)
Kindynis, Laris (Djerba, Tunisie)
Papakyriakou, Konstantinos (Sfax, Tunisie)

5. Journaux, revues

Arbeiter-Zeitung (Wien)
Avanti! (Thessalonique)
Bulletin of the Labour and Socialist International. Issued by the Labour and Socialist International, English Edition
Clarté (Paris)
Connaître (Thessalonique)
Correspondance Internationale des Jeunesses
Internationale Jugendkorrespondenz
Internationale Presse Korrespondenz [Inprekorr], édition française [*La Correspondance Internationale*] (Vienne)
La Dépêche Sfaxienne (Sfax)
Le Progrès (Thessalonique)
L'Humanité (Paris)
L'Information (Thessalonique)
L'Opinion (Thessalonique)
Office Bulletin for the Protection of Greek Tobacco in Cavala (Cavala)
Official Bulletin of the International Labour and Socialist Conference
Paix et Droit (Paris)
The Socialist (Glasgow)

Αμυνα [*Défense*] (Athènes)
Βιβλιοθήκη Νέου Λεβινιστή [*Librairie du jeune léniniste*] (Athènes)
Επιθεώρησις Εμπορικού Ναυτικού [*Commercial Maritime Review*] (Athènes)
Εργατική Ελλάς (Athènes)
Εφημερίς της Κυβερνήσεως [*Journal Officiel*] (Athènes)

Εφημερίς των Βαλκανίων [*Journal des Balkans*] (Thessalonique)
Η Νεολαία (Athènes)
Καθημερινή - 7 Ημέρες [*Quotidienne - 7 jours*] (Athènes)
Κομμουνιστική Επιθεώρησης [*Revue communiste*] (Athènes)
Μακεδονία [*Macédoine*] (Thessalonique)
Μακεδονικά Νέα [*Nouvelles Macédoniennes*] (Thessalonique)
Νέα Αλήθεια [*Nouvelle Vérité*] (Thessalonique)
Νέα Εποχή [*Nouvelle Epoque*] (Thessalonique)
Νέος Ριζοσπάστης [*Nouveau Radical*] (Athènes)
Ριζοσπάστης [*Radical*] (Athènes)
Το Φως [*La Lumière*] (Thessalonique)
Φωνή του Λαού [*Voix du peuple*] (organ central de l'Union Socialiste Ouvrière de Grèce)] (Athènes)
Φωνή του Λαού [*Voix du peuple*] (Thessalonique)

Известия [*Nouvelles*] (Москва)
Комсомолская Правда [*Vérité des Jeunesses communistes*] (Москва)
Правда [*Vérité*] (Москва)

6. Ouvrages, articles

A Dictionary of Marxist Thought, Tom Bottomore ed., Blackwell, Oxford 1991².
 AbuKhalil, As'ad, *Historical Dictionary of Lebanon*, The Scarecrow Press, London 1998.
 Adanir, Fikret, *Die Makedonische Frage: ihre Entstehung und Entwicklung bis 1908*, Steiner, Wiesbaden 1979.
 – "The Macedonians in the Ottoman Empire, 1878-1912", dans *The Formation of National Elites. Comparative Studies on Governments and Non-dominant Ethnic Groups in Europe, 1850-1940*, edited by Andreas Kappeler, New York University Press, New York 1992, pp. 171-172.
 Adler, Friedrich - Abramovitch, R. - Blum, Léon - Vandervelde, Emile, *The Moscow Trial and the Labour and Socialist International, Published by the Labour Party, London, London* [1931].
 Afouxenidis, Alexandros, *Κοινωνικό Κεφάλαιο και Μη Κυβερνητικές Οργανώσεις στην Ελλάδα* [*Social capital and NGOs in Greece*], Athens 2005, http://www.koinoniapoliton.gr/site/content/view/216/27/lang,el_GR.UTF8/
 Afouxenidis, A. - Leontidou, L. - Sklias, P., *Organised Civil Society and European Governance: The Case of Greece*, Athens 2003, http://www.koinoniapoliton.gr/site/content/view/216/27/lang,el_GR.UTF8/
 Agathagelidou, Maria, *Η Ελληνική παροικία της Λιβύης από τις αρχές ως τις παραμονές του Β' Παγκοσμίου Πολέμου* [*The Greek community in Libya from the early stages to the eve of World War II*], Ph.D. Thesis, Aristotle University - Faculty of Philosophy, Thessaloniki 2000.
 Agriantoni, Christina, *Οι απαρχές της εκβιομηχάνισης στην Ελλάδα τον 19ο αιώνα* [*Le début de l'industrialisation en Grèce au 19e siècle*], Archives Historiques - Banque Commerciale de Grèce, Athènes 1986.
 – «Βιομηχανία [Industrie]», *Η ανάπτυξη της ελληνικής οικονομίας κατά τον 19ο αιώνα (1830-1914)* [*Le développement de l'économie grecque pendant le XIX^e siècle (1830-1914)*], sous la direction de Kostas Kostis et Sokratis Petmezas, Alpha Bank - Istoriko Arheio, Athènes 2006, pp. 219-251.
AKEL. The Party of the Working People, Edited by the CC of A.K.E.L., Nicosia 1983.

Alivizatos, Nicos, *Les institutions politiques de la Grèce à travers les crises, 1922-1974*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris 1979, traduction en grec : Themelio, Athènes 1986.

Ambatielos, Antonis, "Die revolutionäre Bewegung in Griechenland in den Jahren 1917-1920", Internationale Tagung der Historiker der Arbeiterbewegung, 15. Linzer Konferenz 1979, *Soziale und politische Veränderungen in der Welt am Ende des Ersten Weltkrieges*, Europaverlag, Wien 1981, pp. 146-154.

Anagnostopoulou, Sia, *The passage from the Ottoman Empire to the Nation-States. A long and difficult process: the Greek case*, The Isis Press, Istanbul 2004.

Anderson, Perry, "Internationalism: A breviary", *New Left Review*, vol. 14, March-April 2002 (<http://www.hartford-hwp.com/archives/27/082.html>).

Angenot, Marc, *Le Marxisme dans les Grands récits*, L'Harmattan, Paris 2005.

Antaios, Petros, *N. Ζαχαριάδης. Θύτης και θύμα [N. Zachariadis. Bourreau et victime]*, Fytrakis, Athènes 1991.

Antoniadis-Bibicou, Hélène, « Conditions historiques de la formation du commun et du différent dans les cultures des pays balkaniques », *Etudes Balkaniques*, Cahiers Pierre Belon, N° 3, Paris 1996, pp. 15-37.

Asian Higher Education: An International Handbook and Reference Guide, Gerard A. Postiglione and Grace C. L. Mak eds., Greenwood Press, Westport (CT) 1997.

Aspragkathos, Nikos, « Η παγκόσμια νέα τάξη στην τριτοβάθμια εκπαίδευση και η αξιολόγηση [The new world order in higher education and the evaluation] », *Ζητήματα Παιδείας [Questions of Education]*, 3, N° 9, 2002, pp. 57-61.

Asser, Ariella, *La Communauté Juive de Salonique - une communauté de survivants*, DEA, EHESS, Paris 1983.

Avakian, Albert, « Atatürk et les paysans à l'aube de l'ère industrielle », *L'Accession de la Turquie à la civilisation industrielle: facteurs internes et externes*, publié par Jacques Thobie et Jean-Louis Bacqué-Grammont, Isis, Istanbul 1987.

Avakumovic, Ivan, *History of the Communist Party of Yugoslavia*, Aberdeen University Press, Aberdeen 1964.

Avdela, Efi, *Le genre entre classe et nation. Essai d'historiographie grecque*, Syllepse, Paris 2006.

Avgoustidis, Ang., « Το Εργατικό ΕΑΜ [La Section ouvrière du Front de libération nationale] », contenu dans *Ελλάδα 1936-1944. Δικτατορία - Κατοχή - Αντίσταση [Grèce 1936-1944. Dictature - Occupation - Résistance]*, Institut Culturel de la Banque Agricole, Athènes 1989, pp. 277-289.

Badiou, Alain, *Infinite Thought. Truth and the Return of Philosophy*, Continuum, London 2004.

Baillat, G., « Le sport corporatif: une arme anti-grèves ? », *Sport Histoire*, N° 4, 1989, pp. 17-30.

Banac, Ivo, *The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*, Cornell University Press, Ithaca (NY) 1984.

Barbusse, Henri, *Les bourreaux*, Flammarion, Paris 1926.

Bartziotas, Vasilis, *60 χρόνια κομμουνιστής [60 ans en tant que communiste]*, Synchroni Epohi, Athènes 1986.

Bashear, Suliman, *Communism in the Arab East, 1918-1928*, Ithaca Press, London 1980.

Batatu, Hanna, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq. A Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of its Communists, Bthists, and Free Officers*, Princeton University Press, Princeton (NJ) 1978.

Bauer, Otto, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wien, 1907, English translation: *The Question of Nationalities and Social Democracy*, University of Minnesota Press, Minneapolis (MN) 2000.

Beinin, Joel - Lockman, Zachary, *Workers on the Nile. Nationalism, Communism, Islam, and the Egyptian Working Class, 1882-1954*, Princeton University Press, Princeton (NJ) 1988.

- Bell, John D., *The Bulgarian Communist Party from Blagoev to Zhivkov*, Stanford University, Stanford 1986.
- Bellamy, Richard - Schecter, Darrow, *Gramsci and the Italian State*, Manchester University Press, Manchester - New York 1993.
- Benbassa, Esther - Rodrigue, Aron, *Juifs des Balkans. Espaces judéo-iberiques, XIV^e - XX^e siècles*, La Découverte, Paris 1993.
- Bloudanis, Nicolas, *Dépendance et impérialisme: L'importance des relations économiques anglo-grecques entre 1918 et 1940*, (Thèse/Neuchâtel) Del Val, Cousset (Fribourg) 1989.
- Bogdanović, Mirjana, *The Serbian Labour Movement in the Period 1903-1914*, Doctorat sous la direction de G. J. Harmsen / Rijksuniversiteit Groningen, 1988.
- “Serbia”, *The Formation of Labour Movement, 1870-1914*, edited by Marcel van der Linden - Jürgen Rojahn, E. J. Brill, Leiden etc. 1990, pp. 425-427.
- Boli, John - Thomas, George M., *Constructing World Culture. International Non-Governmental Organizations since 1875*, Stanford University Press, Stanford (CA) 1999.
- Boratav, Korkut, « Politiques économiques kémalistes et étatisme », *Atatürk : fondateur de la Turquie moderne*, publié sous la direction d'Ali Kazancigil et Ergun Özbudun, Masson, Paris etc. 1984 (traduction de *Atatürk: Founder of Modern State*, Hurst, London 1981), pp. 157-182.
- Bourdieu, Pierre, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 31, 1980.
- *Questions de sociologie*, Minuit, Paris 1984.
- Bowman, Steven, *Jewish Resistance in Wartime Greece*, Vallentine Mitchell, London - Portland (OR) 2006.
- Braudel, Fernand, « Histoire et Sciences sociales: la Longue durée », *Annales*, 13, N° 4, octobre-décembre 1958, pp. 725-753.
- Breton, Gilles, « De l'internationalisation à la globalisation de l'enseignement supérieur », *Globalisation et universités. Nouvel espace, nouveaux acteurs*, sous la direction de Gilles Breton et Michel Lambert, Editions UNESCO, Presses de l'Université Laval, Québec 2003, pp. 21-33.
- Buchner, Alex, *Die Deutsche Griechenland Feldzug. Operationen der 12. Armee 1941*, Die Wehrmacht im Kampf N° 14, Kurt Vowinckel Verlag, Heidelberg 1957.
- Bulgaria*, Richard J. Crampton ed., Clio Press, Oxford etc. 1989.
- Callinicos, Alex, *Against Postmodernism: A Marxist Critique*, Polity Press, Cambridge 1991.
- Castoriadis, Cornélius, *La société bureaucratique*, Union générale d'éditions, Paris 1973, traduction en grec : Ypsilon, Athènes 1985².
- *Le contenu du socialisme*, Union générale d'éditions, Paris 1979, traduction en grec : Ypsilon, Athènes 1986.
- Cerny, Philip G., “Reconstructing the Political in a Globalising World: States, Institutions, Actors and Governance”, *Globalisation and the Nation-State*, edited by Frans Buelens, Elgar, Cheltenham etc. 2000, pp. 89-137.
- Chiclet, Christophe, *Les communistes grecs dans la guerre. Histoire du Parti Communiste de Grèce de 1941 à 1949*, L'Harmattan, Paris 1987.
- Clément, Jean-Paul - Defrance, Jacques - Pociello, Christian, *Sport et pouvoirs au XX^e siècle*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble 1994.
- Clermont, Pierre, *Le Communisme à contre-modernité*, Presses Universitaires de Vincennes, Saint-Denis 1993.
- Cliff, Tony, *Trotskyism after Trotsky. The origins of the International Socialists*, Bookmarks, London, 1999.
- Cock, Emil, *Le dispositif humanitaire. Géopolitique de la générosité*, L'Harmattan, Paris 2005.
- Cohen, Hillel, *Army of Shadows. Palestinian Collaboration with Zionism, 1917-1948*, University of California Press, Berkeley (CA) 2007.
- Cohen, Israël, *Le mouvement sioniste*, Les Editions de la Terre Retrouvée, Paris 1945.

Colás, Alejandro, "Internationalism in the Mediterranean, 1918-1942", *The Journal of North African Studies*, 1, N° 3, Winter 1996, pp. 211-233.

Collotti Pischel, Enrica - Robertazzi, Chiara, *L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux, 1919-1935*, Ecole Pratique des Hautes Etudes - Sorbonne, Paris - La Haye 1968.

Commins, David, *Historical Dictionary of Syria*, The Scarecrow Press, London 1996.

Conquest, Robert, *The Great Terror. A Reassessment*, Hutchinson, London etc. 1990.

Copoiu, Nikolae, *Le socialisme européen et le mouvement ouvrier et socialiste en Roumanie, 1835-1921*, Editura Academiei Republicii Socialiste România, București 1973.

Corallo, Jean-François - Labica, Georges, « Egalité », in *Dictionnaire critique du marxisme*, sous la direction de Georges Labica et Gérard Bensussan, Presses Universitaires de France, Paris 1985², pp. 379-382.

Couland, Jacques, *Le mouvement syndical au Liban, 1919-1946*, Editions Sociales, Paris 1970.

Cultures communistes au XX^e siècle. Entre guerre et modernité, sous la direction de Jean Vigreux et Serge Wolikow, La Dispute, Paris 2003.

Cupitt, Richard, "The (Im)mortality of International Governmental Organizations", in *The Politics of Global Governance. International Organizations in an Interdependent World*, Paul F. Diehl ed., Lynne Rienner Publishers, London 1997.

Dagkas, Alexandros, «Δ. Γληνός - Α. Δελμούζος: Δύο αντίθετες θέσεις στο κοινωνικό κίνημα [D. Glinos - A. Delmouzos : deux positions contraires dans le mouvement social]», *Χρονικά του Πειραματικού Σχολείου Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης [Chroniques de l'Ecole Expérimentale de l'Université de Thessalonique]*, Période B, N° 5, Thessalonique 1995, pp. 61-81.

– (avec la collaboration de Giorgos Leontiadis), *Κομιντέρν και Μακεδονικό Ζήτημα. Το ελληνικό παρασκήνιο, 1924 [Le mouvement communiste international et la question macédonienne: les coulisses helléniques, 1924]*, Trochalia, Athènes 1997.

– *Recherches sur l'histoire sociale de la Grèce du Nord: Le mouvement des ouvriers du tabac, 1918-1928*, Série « Editions de l'Association de Recherches Interdisciplinaires Pierre Belon » N° 6, De Boccard, Paris 2003.

– (avec la collaboration d'Argyro Moutzidou), "Redefinition of social cohesion in Greek educational practice based on the new element of multiculturalism. The social deficit", *Synergies Europe du Sud-Est*, 1, N° 1, 2008 (under publication).

Damianova, Zhivka, "Bulgaria", *The Formation of Labour Movement, 1870-1914*, edited by Marcel van der Linden - Jürgen Rojahn, E. J. Brill, Leiden etc. 1990, pp. 402-405.

De Beauvoir, Simone, *La longue marche*, Gallimard, Paris 1957.

De Felice, Renzo, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Einaudi, Torino 1961, traduction en anglais : *The Jews in Fascist Italy. A History*, Enigma Books, New York 2001.

De Senarclens, Pierre, « La mondialisation et les droits de l'homme : une perspective politique », *Commerce mondial et protection des droits de l'homme. Les droits de l'homme à l'épreuve de la globalisation des échanges économiques*, Publications de l'Institut international des droits de l'homme, Bruylant, Bruxelles 2001, pp. 20-45.

Deutscher, Isaac, *The non-Jewish Jew*, Merlin Press, London 1981.

Dictatorship in History and Theory. Bonapartism, Caesarism, and Totalitarianism, Peter Baehr - Melvin Richter eds., Cambridge University Press, Cambridge etc. 2004.

Dictionnaire critique du marxisme, sous la direction de Georges Labica et Gérard Bensussan, Presses Universitaires de France, Paris 1985².

Dierker, Herbert, "Arbeitersport im politischen Spannungsfeld der zwanziger Jahre: Sport, Politik und Alltagserfahrungen", *Stadion*, 15, N° 1, 1989, pp. 92-96.

Dimaras, K. Th., *Νεοελληνικός Διαφωτισμός [Les Lumières néohelléniques]*, Hermès, Athènes 2002⁸.

Dimitriadis, Vassilis, *Τοπογραφία της Θεσσαλονίκης κατά την εποχή της Τουρκοκρατίας (1430-1912) [Topographie de Salonique pendant la période de la domination ottomane (1430-1912)]*, Etaireia Makedonikon Spoudon, Thessaloniki 1983.

- Dimitriou, Panos, *Εκ βαθέων [De profundis]*, Themelio, Athènes 1997.
- Diner, Dane - Frankel, Jonathan, "Introduction. Jews and Communism: The Utopian Temptation", dans "Dark Times, Dire Decisions. Jews and Communism", Jonathan Frankel ed., *Studies in Contemporary Jewry*, N° 20, Oxford 2004, pp. 3-12.
- DPRK, *Government Webpage of The People's Republic of Korea*, 2007, <http://www.korea-dpr.com>
- Dragoitchéva, Tsola, *De la défaite à la victoire. Mémoire d'une révolutionnaire bulgare*, Sofia-Presse, Sofia 1983.
- Dumont, Paul, *Mustafa Kemal*, Autrement, Bruxelles, 1989.
- *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*, Complexe, Bruxelles 1997².
- Durand, Pierre, *Cette mystérieuse Section Coloniale. Le PCF et les colonies (1920-1962)*, Messidor, Paris 1986.
- Eade, Deborah - Leather, Alan, *Development, NGOs and Labor Unions. Terms of Engagement*, Kumarian Press, Bloomfield (CT) 2005.
- El Ghouli, Fayçal, « La communauté grecque de Tunisie entre les deux guerres (1920-1930) », *La Tunisie mosaïque*, éditeurs J. Alex et P. Cabanel, Presses Universitaires du Mirail, Tunis 2000.
- Eliot, T. S., *Notes Towards the Definition of Culture*, Harcourt Brace, New York 1949.
- Eminefendić, Hazim, *Radnicki pokret i KPJ u Jajcu od osnivanja do kapitulacije stare Jugoslavije (1878-1941) [Le mouvement ouvrier et le Parti communiste de Yougoslavie à Jajce de sa fondation jusqu'à la capitulation de l'Ancienne Yougoslavie (1878-1941)]*, Jajce 1980.
- Emmanouilidis, Marios, *Αιρετικές διαδρομές [Chemins hérétiques]*, Filistor, Athènes 2002.
- Eydes, Dominique, *Les Kapetanios*, Fayard, Paris 1970, traduction en grec : Exantas, Athènes 1974.
- Fantis, Andreas, *Ο αντικομμουνισμός στην Κύπρο [L'anti-communisme en Chypre]*, Edition du CC de AKEL, Nicosie 1985.
- Farakos, Grigoris, *Ο Ελληνικός Λαϊκός Απελευθερωτικός Στρατός και η εξουσία [L'Armée populaire de libération nationale et le pouvoir]*, Ellinika Grammata, Athènes 2000.
- Farhi, David, "The Jews of Salonica and the Young Turk revolution", *Sefunot*, vol. 15 [The Book of Greek Jewry - V], Ben-Zvi Institute, Jerusalem 1981.
- Filippaios, Georgios, «Η ελληνική πολιτική διεθνούς αναπτυξιακής συνεργασίας και ο ρόλος των μη κυβερνητικών οργανώσεων [Greek policy for international developmental collaboration and the role of NGOs]», *Η διπλωματία της κοινωνίας των πολιτών [The diplomacy of civil society]* (P. Sklias and A. Houliaras eds.), Papazisis, Athens 2002, pp. 163-184.
- Fischer, Bernd Jürgen, *King Zog and the Struggle for Stability in Albania*, East European Monographs, Boulder 1984.
- Flegel, Charles, *La question des pêcheurs d'éponges de la Méditerranée*, Le Caire 1902 (traduction en grec : *Καλυμνιακά Χρονικά*, vol. 5, Athens 1985, pp. 203-230).
- «Νήσος Κάλυμνος [Island of Kalymnos]», *Καλυμνιακά Χρονικά [Calymnian Chronicles]*, vol. 3, Athens 1982.
- Flountzis, Antonis, *Χαϊδάρι [Haïdari]*, Papazisis, Athènes 1976.
- *Ακροναυπλία και Ακροναυπιώτες, 1937-1943 [Acronauplie et Acronaupliotes, 1937-1943]*, Themelio, Athènes 1979.
- Fontana, Benedetto, "The concept of Caesarism in Gramsci", *Dictatorship in History and Theory. Bonapartism, Caesarism, and Totalitarianism*, Peter Baehr - Melvin Richter eds., Cambridge University Press, Cambridge etc. 2004, pp. 175-195.
- Foster, William, *Outline History of the World Trade Union Movement*, International Publishers, New York 1956.
- Fragkonikolopoulos, Christos, «Μία αξιολόγηση της δράσης των μη κυβερνητικών οργανώσεων στα Βαλκάνια [An evaluation of the activities of NGOs in the Balkans]», *H*

διπλωματία της κοινωνίας των πολιτών [The diplomacy of civil society] (P. Sklias and A. Houliaras eds.), Papazisis, Athens 2002, pp. 111-126.

Fragoudaki, Anna, *Εκπαιδευτική μεταρρύθμιση και φιλελεύθεροι διανοούμενοι. Άγριοι αγώνες και ιδεολογικά αδιέξοδα στο μεσοπόλεμο* [Réforme de l'éducation et intellectuels libéraux. Lutttes stériles et impasses idéologiques dans l'entre-deux-guerres], Kedros, Athènes 1977.

Freinet, Célestin, *Pour l'école du peuple*, Maspero, Paris 1969.

Garde, Paul, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris 1992.

Georgeon, François, « Le problème de l'industrialisation de la Turquie au lendemain de la Guerre d'Indépendance (1923-1932) », *L'Accession de la Turquie à la civilisation industrielle: facteurs internes et externes*, publié par Jacques Thobie et Jean-Louis Bacqué-Grammont, Isis, Istanbul 1987, pp. 25-37.

Germanos, Dimitris, *Χώρος και διαδικασία αγωγής* [Space and Process of Education], Gutenberg, Athens 2004

Gerozissis, Triantafyllos, *Le corps des officiers et sa place dans la société grecque, 1821-1974*, Thèse\EHES, Paris 1987.

Glinos, Dimitris, *Τι είναι και τι θέλει το Εθνικό Απελευθερωτικό Μέτωπο* [Qu'est-ce que c'est le Front de libération nationale et où il aboutit], O Rigas, Athènes 1944.

Gounot, André, « Sport réformiste ou sport révolutionnaire? Les débuts des Internationales sportives ouvrières », *Les origines du sport ouvrier en Europe*, travail collectif sous la direction de Pierre Arnaud, L'Harmattan, Paris 1994, pp. 219-245.

– « Les Spartakiades internationales, manifestations sportives et politiques du communisme », *Cahiers d'Histoire*, N° 88, 2002, pp. 60-67.

Gramsci, Antonio, *Quaderni del Carcere*, Einaudi, Torino 1975.

Grayling, A. G., *Wittgenstein*, Oxford University Press, Oxford etc. 1996².

Greece. A Country Study, Rinn S. Shinn ed., The American University, Washington 1986³.

Greilsammer, Alain, *Les communistes israéliens*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1978.

Grigorakis, Theodoros Gr., *Σπογγαλιεία* [Sponge Fishing], Athens 1919

Grumel-Jacquignon, François, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres (1918-1935): aux origines du mythe serbe en France*, Lang, Wien etc. 1999.

Gursel, Nedim, *Nazim Hikmet et la littérature populaire turque*, L'Harmattan, Paris 1987.

Hadjinicolov, Vesséline (et autres), *Histoire des Syndicats bulgares*, Sofia-Presse, Sofia 1977.

Hargreaves, John, *Sport, Power and Culture*, Polity Press, Cambridge 1986.

Haritatos, Petros, "Invisible Strengths: The Greek experience", *Globalization. Critical Perspectives*, edited by Gernot Köhler and Emilio José Chaves, Nova Science Publishers, New York 2003, pp. 225-256.

Harlaftis, Gelina, "Greeks in the sea-routes of Libya", *Colloque La Libia nella storia del Mediterraneo*, Istituto Italiano per l'Africa e l'Oriente, 10-13 maggio 2003 (proceedings under publication).

Harrison, Ross, *Bentham*, Routledge & Kegan, London 1983.

Haslam, Jonathan, "The Comintern and the Origins of the Popular Front, 1934-1935", *The Historical Journal*, 22, N° 3, 1979, pp. 673-691.

Haupt, Georges, *L'historien et le mouvement social*, Maspero, Paris 1978.

Haupt, George - Dumont, Paul, *Osmanli Imparatorlugunda Sosyalist Hareketler*, Gozlem Yayinlari, Istanbul 1977

Hegel, G. W. F., *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, Meiner Felix Verlag, Hamburg 1995.

Heilas, Giannis, *Το έπος των Καλύμνιων Σφουγγαράδων* [The Epic of the Kalymnos' Sponge Fishermen], Omvros, Athens 2002².

Heimberg, Charles, « Culture ouvrière et vie quotidienne: vers de nouvelles perspectives de recherche sur le mouvement ouvrier », *Histoire sociale et mouvement ouvrier*.

Un bilan historiographique - Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung. Eine historiographische Bilanz, 1848-1998, sous la direction de Brigitte Studer et François Vallotton, Editions d'en bas et Chronos, Lausanne - Zürich 1997, pp. 137-149.

Hellenic Federation of Voluntary Non Governmental Organizations, www.ngofederation.gr/

Herzfeld, Michael, *Ours Once More: Folklore, Ideology, and the Making of Modern Greece*, Pella Publishing, New York 1986.

Hikmet, Nazim, *Ta έργα του* [Selected Works], Synchroni Epohi, Athens 1978³.

Historia e Partisë së Punës të Shqipërisë, travail collectif, Instituti i Studimeve Marksiste-Leniniste - KQ të PPSH, Naim Frashëri, Tiranë 1968.

Hofmeester, Karin, "The Jewish Worker's Movement in the Russian Empire", in *The formation of Labour Movements, 1870-1914. An International Perspective, tome II*, edited by Marcel van der Linden - Jürgen Rojahn, Brill, Leiden etc. 1990, pp. 473-486.

Hondros, John Louis, *Occupation and Resistance. The Greek Agony, 1941-44*, Pella, New York 1983.

Hösch, Edgar, *Geschichte der Balkanländer: von der Frühzeit bis zur Gegenwart*, C. H. Beck, München 1995.

Houliaras, Asteris, «Η πολιτικοποίηση των μη κυβερνητικών οργανώσεων [NGOs and politics]», *Η διπλωματία της κοινωνίας των πολιτών* [The diplomacy of civil society] (P. Sklias and A. Houliaras eds.), Papazisis, Athens 2002, pp. 91-109.

Human Rights and You, Frederick Quinn ed., OSCE/ODIHR, Warsaw 1997.

Huong, Pham Lan - Fry, Gerald W., "The Emergence of Private Higher Education in Vietnam: Challenges and Opportunities", *Educational Research for Policy and Practice*, 1, N° 1-2, 2002, pp. 127-141.

Hutchings, Raymond, "Albania's Inter-War History as a Forerunner to the Communist Period", *Perspectives on Albania*, édité par Tom Winnfrith, Macmillan Press, London 1992.

Ilicak, Sükrü, "Jewish Socialism in Ottoman Salonica", *Journal of Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 3, N° 3, September 2002, pp. 115-146

Ioanid, Radu, *The Sword of the Archangel. Fascist Ideology in Romania*, East European Monographs, Boulder 1990, pp. 98-174.

Jarblum, M., *The Socialist International and Zionism*, Labor Zionist Publications, Poale Zion - Zeire Zion of America, New York 1933.

Jarvis, D. S. L., *International Relations and the Challenge of Postmodernism. Defending the Discipline*, University of South Carolina Press, Columbia (SC) 2000.

Jecchinis, Christos, *Trade Unionism in Greece. A Study in Political Paternalism*, Roosevelt University, Chicago 1967.

Jelavich, Barbara, *History of the Balkans*, Cambridge University Press, Cambridge etc. 1983.

– *Russia's Balkan entanglements, 1806-1914*, Cambridge University Press, Cambridge 1991.

Jelavich, Charles, *Tsarist Russia and Balkan Nationalism. Russian Influence in the internal affairs of Bulgaria and Serbia, 1879-1886*, Greenwood, Westport (CT) 1978.

Jelavich, Charles - Jelavich, Barbara, *The Establishment of the Balkan National States, 1804-1920*, University of Washington Press, Seattle - London 1993².

Jocteau, Gian Carlo, "Sull'antistalinismo di Gramsci", *Socialismo e Democrazia. Atti del Convegno di studi nel centenario della nascita di Antonio Gramsci*, Editori Riuniti, Roma 1992.

Jurga, Nicolae, *Istoria Social-democrației din România*, Editura Științifică, București 1994.

Kalyvas, Stathis N., "Red Terror: Leftist Violence during the Occupation", *After the War was Over. Reconstructing the Family, Nation, and State in Greece, 1943-1960*, editor Mark Mazower, Princeton - Oxford 2000, pp. 142-183.

- Karady, Victor, « Les Juifs, la modernité et la tentation communiste. Esquisse d'une problématique d'histoire sociale », *Le communisme et les élites en Europe centrale*, PUF, Paris 2006.
- Katsiaounis, Rolandos, *Labour, Society and Politics in Cyprus during the Second Half of the Nineteenth Century*, Cyprus Research Center, Nicosia 1996.
- Katsoulis, Giorgis D., *Ιστορία του Κομμουνιστικού Κόμματος Ελλάδας [Histoire du Parti Communiste de Grèce]*, Néa Synora, Athènes 1976, pp. 21-156.
- Kautsky, Karl, *Patriotismus und Sozialdemokratie*, Verlag der Leipziger Buchdruckerei Aktiengesellschaft, Leipzig 1907.
- "Rasse und Judentum", *Neue Zeit* (Stuttgart), 20, 1914, pp. 1-94.
- Kavasilas, Theofilos, *Καλυμνιακό ημερολόγιο [Calymnian Calendar]*, Athens 1958.
- Kazdaghlī, Habib, « Reconstruire les différentes composantes de l'histoire sociale tunisienne », *Histoire communautaire, histoire plurielle. La communauté juive de Tunisie*, Centre de Publication Universitaire, Tunis 1998, pp. 19-24.
- « Communautés méditerranéennes de Tunisie: Les Grecs de Tunisie, du *millet-i-rum* à l'assimilation française, XVII^e - XX^e siècles », *Le Phare ecclésiastique* (Revue théologique du Patriarcat d'Alexandrie), vol. 72, Athènes 2000, pp. 111-141.
- Kédros, André, *La Résistance grecque (1940-1944)*, Robert Laffont, Paris 1966, traduction en grec : Themelio, Athènes 1976.
- Kiel, Machiel, *Art and Society of Bulgaria in the Turkish Period*, Van Gorcum, Assen - Maastricht 1985.
- King, Robert R., *A History of the Romanian Communist Party*, Hoover Institution Press, Stanford [sans année d'édition].
- KKE, *Higher Education*, 2005, <http://torakke.wordpress.com>
- Klogg, Richard, *A Concise History of Greece*, Cambridge, 1979, traduction en grec : Kardamitsas, Athènes, 1999.
- Kofas, Jon, *Authoritarianism in Greece: The Metaxas Regime*, Boulder, New York 1983.
- Kolodziejczyk, Dariusz, "The 'Turkish Yoke' Revisited: The Ottoman Non-Muslim Subjects between Loyalty, Alienation, and Riot", 20th International Congress of Historical Sciences, University of New South Wales, Sydney 3 - 9 July 2005 (under publication).
- Kordatos, Gianis, *Ιστορία του ελληνικού εργατικού κινήματος [Histoire du mouvement ouvrier grec]*, Karavakos, Athènes 1956².
- *Ιστορία της Νεώτερης Ελλάδος (1900-1924) [Histoire de la Grèce moderne (1900-1924)]*, Eikostos Aionas, Athènes, 1958.
- Kornell, Richard, *Revolutionary Vanguard: The early years of the Communist Youth International, 1914-1924*, University of Toronto Press, Toronto etc. 1982.
- Kostis, Kostas - Petmezas, Sokratis, «Εισαγωγή [Introduction]», *Η ανάπτυξη της ελληνικής οικονομίας κατά τον 19^ο αιώνα (1830-1914) [Le développement de l'économie grecque pendant le XIX^e siècle (1830-1914)]*, sous la direction de Kostas Kostis et Sokratis Petmezas, Alpha Bank - Istoriko Arheio, Athènes 2006, pp. 21-37.
- Koundouros, Roussos, *Law and the Obstruction of Social Change: A Case Study of Laws for the Security of the Apparently Prevailing Social Order in Greece*, M. Phil., Brunel University, 1974, édition en grec: Kastaniotis, Athènes 1978.
- Kousoulas, George, *Revolution and Defeat. The Story of the Greek Communist Party*, Oxford University Press, London etc. 1965.
- Labrianidis, Lois, *Industrial Location in Capitalist Social Formations: Tobacco Processing and Manufacturing in Greece*, PhD Thesis, London School of Economics, 1982.
- Lafargue, Paul, *Le Droit à la paresse*, Paris 1880 (<http://aredje.net/paresse.htm>).
- Lambrou, Georgios - Tzanidis, Miltiadis, *Ta ανατολικά καπνά [Oriental Tobacco]*: Petropoulos, Cavala 1939.
- Lampe, John R., *Yugoslavia as History*, Cambridge University Press, Cambridge 1997.
- Lange, Klaus, *Versuch über Südosteuropäische Politik*, Rudolf Trofenik, München, 1979.

- Laqueur, Walter Z., *The Soviet Union and the Middle East*, Praeger, London - New York 1959.
- *A History of Zionism*, Schocken Books, New York 1976.
 - “Jews and Communists in the Islamic World: A note on Abraham Serfaty and Henri Curiel”, dans “Dark Times, Dire Decisions. Jews and Communism”, edited by Jonathan Frankel, *Studies in Contemporary Jewry*, N° 20, Oxford 2004, p. 227-235.
- Larguèche, Abdelhamid, « Une histoire en construction », *Histoire communautaire, histoire plurielle. La communauté juive de Tunisie*, Centre de Publication Universitaire, Tunis 1998, pp. 5-13.
- Laurens, Henry, *La question de Palestine*, Fayard, Paris 1999.
- Lazaris, Vassilis K., *Πολιτική ιστορία της Πάτρας [Histoire politique de Patras]*, t.1, Achaïkes Ekdoseis, Athènes 1986.
- Le, Ngoc Minh - Ashwill, Mark A., “A Look at Nonpublic Higher Education in Vietnam”, *International Higher Education*, N° 36, 2004, pp. 16-17.
- Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, travail collectif, Robert Laffont, Paris 1997.
- Le mouvement communiste international*, travail collectif sous la direction de V. V. Zaglantini, Editions Politiques, Moscou 1972², traduction grecque: *To διεθνές κομμουνιστικό κίνημα*, Néa Vivlia, [Bucarest] 1972.
- Le siècle des communismes*, ouvrage collectif, Atelier - Editions Ouvrières, Paris 2000.
- Lefkis, Giannis, *Οι ρίζες [Les racines]*, Papatziakos, Limassol 1984.
- Legg, Keith R., *Politics in Modern Greece*, Stanford University Press, Stanford 1969
- Leisure, Sport and Working-Class Cultures: Theory and History*, sous la direction de Hart Cantelon et Robert Hollands, Garamond Press, Toronto 1988.
- Lejeune, Dominique, *Histoire du sport, XIX^e - XX^e siècles*, Editions Christian, Paris 2001.
- Leland Conley Barrows (<http://www.h-net.org/reviews/showrev.cgi?path=220441062535323>)
- Lemasson, Jean, *Pêcheurs d'éponges et chiens de mer*, R. Julliard, Paris 1961.
- Lendvai, Paul, *Eagles in Cobwebs. Nationalism and Communism in the Balkans*, MacDonald, London 1969.
- Leon, George B., *The Greek Socialist Movement and the First World War. The Road to Unity*, East European Monographs, Boulder 1976.
- Les principes du marxisme-léninisme*, travail collectif, Editions en Langues Etrangères, Moscou 1961.
- Levin, Nora, *While Messiah Tarried. Jewish Social Movements, 1871-1917*, Schocken, New York 1977.
- Lewis, Bernard, *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford 1961, traduction en français: *Islam et laïcité*, Fayard, Paris 1988.
- Lewkowicz, Bea, *The Jewish Community of Salonika. History, Memory, Identity*, Vallentine Mitchell, London 2006.
- Lin, Jing, “Employment and China’s Private Universities: Key Concerns”, *International Higher Education*, N° 42, 2006, pp. 16-17.
- Linardatos, Spyros, *4η Αυγούστου [4 août]*, Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1967.
- L’Internationale Communiste*, travail collectif, Editions de Littérature Politique, Moscou 1969, traduction grecque: *Η Κομμουνιστική Διεθνής*, Grèce Libre, [Bucarest] 1973.
- Llewellyn Smith, Michael, *Ionian vision: Greece in Asia Minor, 1919-1922*, Allen Lane, London 1973.
- Lock, Grahame, *Wittgenstein. Philosophie, logique, thérapeutique*, Presses Universitaires de France, Paris 1992.
- Lockman, Zachary, *Comrades and Enemies: Arab and Jewish Workers in Palestine, 1906-1948*, University of California Press, Berkeley (CA) 1996.

- Lunacharsky, Anatoli, *Selected Articles and Speeches On Education*, Progress, Moscow 1981.
- Luxemburg, Rosa, *Gesammelte Werke*, Dietz Verlag, Berlin 1987.
- Lympératos, Andréas, « Nicolai Todorov », *Enthémata - Avgi* (Athènes), 5 octobre 2003, pp. 24-25.
- Machéra, Hélène, *L' idéologie et la culture en Grèce pendant la dictature de Metaxas (1936-1940)*, Thèse/EHESS, Paris 1980.
- Majander, Mikko, "The Soviet View of Social Democracy", *Communism National and International*, Tauro Saarela - Kimmo Rentola eds., Suomen Historiallinen Seura - Studia Historica N° 58, Helsinki 1998, pp. 61-104.
- Makki, Sami, *Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire*, CIPRES - Groupe de Sociologie de la Défense de l'EHESS, Paris 2004.
- Mandel, Ernest, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion. Anthologie*, François Maspero, Paris 1970.
- *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, François Maspero, Paris 1982.
- Mantran, Robert, *Histoire d'Istanbul*, Fayard, Paris, 1996.
- Marcou, Lilly, *Le roi trahi. Carol II de Roumanie*, Pygmalion (Gerard Watelet), 2002.
- Marcuse, Peter - van Kempen, Ronald, "Conclusion: A changed Spatial Order", *Globalizing Cities. A New Spatial Order?*, edited by Peter Marcuse and Ronald van Kempen, Blackwell, Oxford etc. 2000, pp. 249-270.
- Margaritis, Giorgos, *Από την ήττα στην εξέγερση. Ελλάδα, άνοιξη 1941 - φθινόπωρο 1942* [De la défaite à la révolte. Grèce, printemps 1941 - automne 1942], Politis, Athènes 1993.
- *Ιστορία του ελληνικού εμφυλίου πολέμου, 1946-1949* [Histoire de la guerre civile grecque, 1946-1949], Vivliorama, Athènes 2001³, 2 vol., 634+678 pp.
- Marret, Jean-Luc, *La fabrication de la paix*, Fondation pour la Recherche Stratégique - Ellipses, Paris 2001.
- Martens, Ludo, *Un autre regard sur Staline*, Editions EPO, Bruxelles 1994.
- Marx, Gary T., « La cage de fer de la culture. Réflexions sur le problème complexe de la race, du racisme et des mass media », *Racisme et modernité* (sous la direction de Michel Wieviorka), Paris 1993, pp. 61-77.
- Marx, Karl - Engels, Friedrich, *Werke* [MEW], Dietz Verlag, Berlin 1974-1979.
- Mavropoulou-Tsioumi, Chrysanthi, « Πολιτιστική κληρονομιά και εκπαίδευση. Προβλήματα και προοπτικές [Cultural Heritage and Education. Problems and Perspectives] », in *Πολιτιστική κληρονομιά και εκπαίδευση [Cultural heritage and Education]*, Melina Merkouri Foundation, Thessaloniki 1998, pp. 11-13.
- Mazower, Mark, *Greece and the Inter-war Economic Crisis*, Clarendon Press, Oxford 1991.
- "The Jews of Northern Greece. A Review Essay", *Bulletin of Judaeo-Greek Studies*, N° 17, Winter 1995, pp. 40-44.
- "Introduction", *After the War was Over. Reconstructing the Family, Nation, and State in Greece, 1943-1960*, Mark Mazower editor, Princeton University Press, Princeton 2000, pp. 3-23.
- *Salonica. City of Ghosts*, Harper Collins, London 2004.
- McDermott, Kevin - Agnew, Jeremy, *The Comintern. A History of International Communism from Lenin to Stalin*, Macmillan Press, London 1996.
- Médecins Sans Frontières, Section grecque*, 2006, <http://www.msf.gr/>
- Migdal, Joel S., *Palestinian Society and Politics*, Princeton University Press, Princeton (NJ) 1988.
- Miliband, Ralf, "Bonapartism", *A Dictionary of Marxist Thought*, Tom Bottomore ed., Blackwell, Oxford 1991², pp. 55-56.
- Miller, David, *On Nationality*, Oxford University Press, New York 1995.

Minasian, Taline Ter, « Le Komintern et les Balkans », *Matériaux pour l'Histoire de Notre Temps*, N° 71, juillet-septembre 2003, pp. 62-70.

Mitchell, Allan, “Der Bonapartismus als Modell der Bismarckschen Reichspolitik”, contenu dans *Der Bonapartismus. Historisches Phänomen und politischer Mythos*, Karl Hammer - Peter Klaus Hartmann eds., Artemis Verlag, München 1977, pp. 56-76.

Morin, Edgar, *Vidal et les siens*, Seuil, Paris 1989.

Moskof, Kostis, *Εισαγωγικά στην ιστορία του κινήματος της εργατικής τάξης* [*Introduction à l'histoire du mouvement de la classe ouvrière*], [édition privée], Thessalonique 1979.

– Δοκίμια [Essays], I, «1. Δομές και πράξεις στην ελληνική ιστορία [1. Structures and Praxis in Greek History]», Exantas, Athens 1979.

Mouzelis, Nikos P., *Modern Greece. Facets of Underdevelopment*, Macmillan, London etc. 1978.

Muñoz, Gema Martín, «Ley electoral y sistema politico en Egipto», *Elecciones, participación y transiciones políticas en el Norte de Africa*, editeurs Bernabé López García - Gema Martín Muñoz - Miguel Hernando de Larramendi, Agencia Española de Cooperación Internacional - Instituto de Cooperación con el Mundo Árabe, Madrid 1991, pp. 198-215.

Naumov, Oleg, “The Present Condition of the Comintern Archives”, *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, edited by Mikhail Narinsky - Jürgen Rojahn, International Institute of Social History, Amsterdam 1996, pp. 13-16.

Nefeloudis, Vasilis A., *Αχτίνα Θ' [Rayon 9]*, Olkos, Athènes 1974.

– *Μαρτυρίες, 1906-1938 [Témoignage, 1906-1938]*, Okeanida, Athènes 1984.

Nicolacopoulos, Toula - Vassilacopoulos, George, *Hegel and the Logical Structure of Love: An Essay on Sexualities, Family, and the Law*, Avebury Series in Philosophy, Ashgate Publishing, Aldershot etc. 1999.

Nicolacopoulos, Toula - Vassilacopoulos, George, “White (Greek-) Australian Cultural Memory and the Visionary Appropriation of History”, in Vrasidas Karalis (ed.), *Cultural Memory* (Special Issue of *Modern Greek Studies - Australia and New Zealand*), Sydney 2006, pp. 142-151.

Nolin, Thierry, *La Haganah, l'armée secrète d'Israël*, Ballard, Paris 1971.

Noutsos, Charalampos, *Ιστορία της εκπαίδευσης και ιδεολογία. Όψεις του Μεσοπολέμου* [*Histoire de l'éducation et idéologie. Aspects de l'entre-deux-guerres*], Politis, Athènes 1990.

Noutsos, Panagiotis, “The Origins of Greek Marxism. An introduction”, *Annual of the Faculty of Arts of the University of Ioannina*, Ioannina 1987.

– “Greece”, *The Formation of Labour Movement, 1870-1914*, edited by Marcel van der Linden - Jürgen Rojahn, E. J. Brill, Leiden etc. 1990, pp. 439-450.

– *Η σοσιαλιστική σκέψη στην Ελλάδα (από το 1875 ως το 1974)* [*La pensée socialiste en Grèce, 1875-1974*], Gnosi, Athènes 1990-1995.

– “Osmanli Imparatorluğu'nda Sosyalist Hareketin Oluşmasında ve Gelişmesinde Rum Topluluğunun Rolü: 1876-1925”, *Osmanli Imparatorluğu'nda Sosyalizm ve Milliyetçilik (1876-1923)*, Mete Tunçay - Eric Jan Zürcher eds., Letişim Yayinlari, Istanbul 1995, pp. 113-129.

Nystazopoulou-Pelekidou, Maria, *Οι βαλκανικοί λαοί. Από την τουρκική κατάκτηση στην εθνική αποκατάσταση (14ος-19ος αι.)* [*Les peuples balkaniques. De la conquête turque à la restauration nationale (14e-19e siècles)*], Université d'Ioannina, Ioannina 1987.

OECD Economic Surveys, *Greece*, 2005.

Olympitou, Evdokia, «Η εισαγωγή του καταδυτικού σκαφάνδρου στην σπογγαλιεία της Καλύμνου [The introduction of the diving suit in sponge fishing in the island of Kalymnos]», *Τα Ιστορικά [Historica]*, 20, N° 38, June 2003, pp. 163-186.

Opere di Antonio Gramsci, t. 2, Giulio Einaudi, Torino 1966⁸.

O'Rourke, Kevin H. - Williamson, Jeffrey G., *Globalization and History. The Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy*, MIT Press, Cambridge etc. 2000.

Panagiotopoulou, Roë, *Η έννοια του εθελοντισμού στη σύγχρονη ελληνική κοινωνία και η πρόκληση των Ολυμπιακών Αγώνων* [*The notion of volunteerism in modern Greek society and the challenge of Olympic Games*], Athens 2003, http://www.vprc.gr/7/11/1_gr.html

Papacosma, S. Victor, *The Military in Greek Politics. The 1909 coup d'etat*, The Kent State University Press, Kent (OH) 1977.

– *Politics and Culture in Greece*, The University of Michigan - US Department of State, 1988.

Papagiannopoulos, Apostolos, *Ιστορία της Θεσσαλονίκης* [*Histoire de la ville de Salonique*], Rekos, Thessaloniki [1984].

Papaoiannou, Ezekias, *Ενθυμήσεις από τη ζωή μου* [*Mémoires*], Pysos, Nicosie 1988.

Papamihail, G., *Έκθεσις της επισκοπήσεως του έργου των εν Ελλάδι οργανώσεων της Χριστιανικής Αδελφότητος των Νέων και της Χριστιανικής Ενώσεως Νεανίδων* [*Rapport sur l'œuvre des organisations de l'Union Chrétienne de Jeunes et de l'Union Chrétienne de Jeunes Filles en Grèce*], [Edition de la YMCA], Athènes 1932.

Papantoniou, Fotini, *Μουσείο και εκπαίδευση* [*Museum and Education*], Aristotle University of Thessaloniki, Thessaloniki 2004.

Papapanagiotou, Théodoros (Alekos), *L'effort pour la création du Grand Quartier Général Balkanique et la coopération balkanique (juin-septembre 1943). Contribution à l'étude de l'histoire des relations balkaniques*, DEA, Paris I, 1991.

– *Το Μακεδονικό ζήτημα και το Βαλκανικό Κομμουνιστικό κίνημα, 1918-1939* [*La question macédonienne et le mouvement communiste balkanique, 1918-1939*], Themelio, Αθήνα 1992.

Pavlidis, Périclès, «Σύγκρουση των πολιτισμών και παιδεία της πολυπολιτισμικότητας. Κριτική θεώρηση της φιλελεύθερης άποψης [Conflit des cultures et éducation du multiculturalisme. Considération critique de l'opinion libérale]», dans *Η φιλοσοφία του πολιτισμού* [*La philosophie de la culture*], Ionia, Athènes 2006, pp. 184-196.

Pelt, Mogens, *Tobacco, Arms and Politics*, Museum Tusculanum Press - University of Copenhagen, Copenhagen 1998.

Pérouse de Montelos, Marc-Antoine, *L'aide humanitaire, aide à la guerre ?*, Complexe, Bruxelles 2001.

Perrone, Ottorino, *La tattica del Comintern dal 1926 al 1940*, Edizioni Sociali, Venezia 1976.

Petermann, Simon, *Marx, Engels et les conflits nationaux*, Emile Van Balberghe, Bruxelles 1987.

Petrakis, Marina, *The Metaxas Myth. Dictatorship and Propaganda in Greece*, Tauris Academic Studies, London - New York 2006, traduction grecque: Okeanida, Athènes 2006.

Petras, James - Polychroniou, Chronis, "Clinton and Volunteerism: The Poverty of American Social Policy at the End of the Century", *New Political Science*, N° 20, 1998, pp. 223-232.

Petridis, Pavlos, *Η δολοφονία του Λαμπράκη* [*The Murder of Lambrakis*], Proskinio, Athens 1995.

Pétris, Richard - Rouyer, Dominique, «Paix et développement durable», in *Un monde solidaire. Comprendre pour agir*, Centre de recherche et d'information pour le développement - Syros, Paris 1996, pp. 143-152.

Petropoulos, Elias, *Old Salonica*, Kedros, Salonica 1980.

Phessopoulos, Georgios, *Η εξέλιξις του κομμουνισμού εν Ρωσσία και η πρόοδος αυτού εν Ελλάδι* [*L'évolution du communisme en Russie et son progrès en Grèce*], Lampropoulos, Athènes 1929.

Pierron, Bernard, *Juifs et chrétiens de la Grèce moderne. Histoire des relations intercommunautaires de 1821 à 1945*, Harmattan, Paris 2000.

Portal, Roger, «Le socialisme dans les pays balkaniques jusqu'en 1914», *Histoire générale du socialisme, tome II: 1875-1918*, publié sous la direction de Jacques Droz, Paris 1974.

- Poulantzas, Nicos, *Fascisme et dictature. La IIIe Internationale face au fascisme*, Maspero, Paris 1970.
- *Repères. Hier et aujourd'hui. Textes sur l'Etat*, Maspero, Paris 1980.
- Prévelakis, Georges, « Le processus de purification ethnique à travers le temps », *Guerres mondiales et conflits contemporains* (dossier *Les permanences balkaniques au XX^e siècle*), 53, N° 217, Janvier-mars 2005, pp. 47-59.
- Reznikov, A. B., "The Strategy and Tactics of the Communist International in the National and Colonial Question", *The Comintern and the East*, collective study, Progress, Moscow 1979, pp. 138-207.
- Richter, Heinz, *Griechenland zwischen Revolution und Konterrevolution (1936-1946)*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt am Main 1973.
- Rieff, David, « Kosovo. La fin d'une époque ? », in *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire* (Fabrice Weissman ed), Flammarion, Paris 2003, pp. 293-302.
- Riordan, James, *Sport in Soviet Society*, Cambridge University Press, Cambridge etc. 1977.
- Roberts, Henry L., *Rumania: Political Problems of an Agrarian State*, Yale University Press, New Haven 1951.
- Rodinson, Maxime, *Marxism and the Muslim World*, Zed Press, London 1979.
- Rodrigue, Aron, "Jewish Society and Schooling in a Thracian Town: The Alliance Israélite Universelle in Demotica, 1897-1924", *Jewish Social Studies*, XLV, N° 3-4, New York 1983, pp. 259-279.
- *De l'instruction à l'émancipation. Les enseignants de l'Alliance Israélite Universelle et les Juifs de l'Orient, 1860-1939*, Calmann-Lévy, Paris 1989.
- *French Jews, Turkish Jews. The Alliance Israélite Universelle and the politics of Jewish Schooling in Turkey, 1860-1925*, Indiana University Press, Bloomington - Indianapolis 1990.
- Rondeau, Gérard, *Missions Médecins [jusqu'au but] du Monde*, Paris 2005.
- Rouillé d'Orfeuil, Henri, *La diplomatie non gouvernementale. Les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, Enjeux Planète, Paris 2006.
- Rubel, Maximilien, *Karl Marx devant le bonapartisme*, Mouton, Paris - La Haye 1960.
- Russell, Bernard H., *Kalymnos: Economic and Cultural Change on a Greek Sponge Fishing Island*, Ph.D. dissertation, University of Illinois, 1968.
- Saarela, Tauro, "International and National in the Communist Movement", *Communism National and International*, Tauro Saarela - Kimmo Rentola eds., Suomen Historiallinen Seura - Studia Historica N° 58, Helsinki 1998, pp. 15-40.
- Sahinler, Menter, *Origine, influence et actualité du kémalisme*, Publisud, Paris 1995.
- Sarlis, Dimitris, *Η πολιτική του ΚΚΕ στον αγώνα κατά του μοναρχοφασισμού, 1929-1936 [La politique du Parti communiste de Grèce dans le combat contre le monarchisme-fascisme, 1929-1936]*, Synchroni Epohi, Αθήνα 1981.
- Schödl, Günter, *Kroatische Nationalpolitik und «Jugoslavenstvo»: Studien zu nationaler Integration und regionaler Politik in Kroatien-Dalmatien am Beginn des 20. Jahrhunderts*, R. Oldenbourg, München 1990.
- Seferiades, Seraphim, *Working-Class Movements (1780s-1930s): A European Macro-Historical Analytical Framework and a Greek Case-Study*, UMI, Ph.D./Columbia University, New York 1998.
- Sephiha, Haim Vidal, *L'agonie des judéo-espagnols*, Entente, Paris 1977.
- Sevrinnet, Jean - Laffite, Ferdinand, *Le golfe de Gabès en 1888*, Ecosud, Tunis 2000².
- Sfetas, Spyridon, *Makedonien und interbalkanische Beziehungen, 1920-1924*, Hieronymus, München 1992.
- Shapiro, Paul A., « Les partis politiques et la paysannerie dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres », *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique: la réinvention du*

paysan par l'Etat en Europe centrale et balkanique aux XIX^e et XX^e siècles, Maisonneuve et Larose, Paris 1985, pp. 197-225.

Shaw, Stanford - Shaw, Ezel Kural, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Cambridge University Press, Cambridge-London-Melbourne 1978².

Simpson, John Hope, *Palestine. Report on Immigration, Land Settlement and Development*, His Majesty Stationary Office, London 1930.

Skandalis, Eleftherios, *Ο καπνός εν τω πλαίσίω της γεωργικής οικονομίας της Βορείου Ελλάδος* [*Tobacco in the Framework of Agricultural Economy of Northern Greece*], Emporiki Trapeza, Athens 1960.

Soumille, Pierre, « Européens de Sfax avant 1956 », *La Diaspora Sfaxienne*, N° 33, oct. 1999.

Spriano, Paolo, *Stalin and the European Communists*, Verso, London 1985.

Springhall, J., "Baden-Powel and the Scout Movement before 1920: Training or Soldiers of the Future?", *The English Historical Review*, 12, N° 405, 1987, pp. 934-942.

Stavridis, Elefthérios, *Τα παρασκήνια του ΚΚΕ από της ιδρύσεώς του μέχρι το 1950* [*Les coulisses du Parti Communiste de Grèce de sa fondation jusqu'en 1950*], Elefthéri Skepsis, Athènes 1982².

Stern, Ludmila, *Western Intellectuals and the Soviet Union, 1920-1940. From Red Square to the Left Bank*, Routledge, London - New York 2007.

Stiglitz, Joseph E., *Globalization and Its Discontents*, Norton, New York - London 2002.

Tahos, Anastasios, *Το πρώτο Σοβιετικό Σύνταγμα του 1918* [*La première Constitution soviétique de 1918*], Paratiritis, Thessaloniki 1989.

Tampaki, Sapfo, *Η Θεσσαλονίκη στις περιγραφές των περιηγητών, 12^{ος}-19^{ος} μ.Χ.* [*Thessaloniki as Described by Travellers, 12th - 19th A.D.*], Κέντρο Βυζαντινών Ερευνών [Centre of Byzantine Research], Thessaloniki 1998.

Telloğlu, Tasos, « Τα μέσα ενημέρωσης και οι μη κυβερνητικές οργανώσεις [Media and NGOs] », in *Η διπλωματία της κοινωνίας των πολιτών* [*The diplomacy of civil society*] (P. Sklias and A. Houliaras eds.), Papazisis, Athens 2002, pp. 185-197.

Theodorakis, Athanasios, « Το ευρωπαϊκό κοινωνικό μοντέλο και η κοινωνία των πολιτών [European social model and civil society] », in *Η διπλωματία της κοινωνίας των πολιτών* [*The diplomacy of civil society*] (P. Sklias and A. Houliaras eds.), Papazisis, Athens 2002, pp. 149-162.

Tito, Josip Broz, *Les communistes yougoslaves et le mouvement ouvrier international*, Questions actuelles du Socialisme, Belgrade 1985.

Tolios, Giannis, *Συγκέντρωση κεφαλαίου, οικονομικοί όμιλοι και οικονομική ελίτ* [*Concentration du capital, conglomerats économiques et élite économique*], Ellinika Grammata, Athina 1999.

Tolleneer, Jan - Box, Eric, "An Alternative Sport Festival: The Third Workers' Olympics Antwerp 1937", *Stadion*, 12/13, 1986/87, pp. 183-190.

Tosel, André, « Liberté/Nécessité », *Dictionnaire critique du marxisme*, sous la direction de Georges Labica et Gérard Bensussan, Presses Universitaires de France, Paris 1985², pp. 653-656.

Toti, Gianni, *Il tempo libero*, Editori Riuniti, Roma 1961.

Trachanas, Constantine P., *The Agrarian Political Party of Greece. Politics and Peasants, 1922-1936*, Doctorat sous la direction de Frits de Jong Edz. / Universiteit van Amsterdam, 1989.

Trotsky, Léon, *L'Internationale communiste après Lénine ou Le grand organisateur des défaites*, Presses Universitaires de France, Paris 1979².

– « Bonapartisme et fascisme. Pour une caractérisation de la situation actuelle en Europe », *Marxists' Internet Archive* (Léon Trotsky, *Les Œuvres*, 1934) [<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1934/07/lt19340715.htm>]

– « L'État ouvrier, Thermidor et Bonapartisme », *Marxists' Internet Archive* (Léon Trotsky, *Les Œuvres*, 1935) [<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bcs/bcs08.htm>]

Tsintzilonis, Christos N., *OKNE, 1922-1943 [Union des Jeunesses communistes de Grèce, 1922-1943]*, Synchroni Epohi, Athènes 1989.

Tsokopoulos, Vassias, *Πειραιάς, 1835-1870. Εισαγωγή στην ιστορία του Ελληνικού Μάντσεστερ [Le Pirée, 1835-1870. Introduction à l'histoire du Manchester grec]*, Kastaniotis, Athènes 1984.

Tsoucalas, Constantin, *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Maspero, Paris 1970.

Tsoukala, Kyriaki, *L'Image de la ville chez l'enfant*, Anthropos, Paris 2001.

– *Les territoires urbains de l'enfant*, Mémoire de synthèse pour l'habilitation à diriger des recherches, Université Paris X -Nanterre, Laboratoire de Géographie Urbaine, 2004.

Tziovas, Dimitris, «Η κουλτούρα ως βασική έννοια [La Culture en tant que notion fondamentale]», introduction à la traduction grecque de Terry Eagleton, *The Idea of Culture*, Blackwell, Oxford 2000, pp. 9-29.

Vakalopoulos Konstantinos, *Νεώτερη ιστορία της Μακεδονίας (1830-1912). Από τη γένεση του νεοελληνικού κράτους ως την απελευθέρωση [Histoire moderne de la Macédoine (1830-1912). De la genèse de l'Etat néohellénique jusqu'à la libération]*, Barbounakis, Thessaloniki 1986.

– *Νεότουρκοι και Μακεδονία (1908-1912) [Young Turks and Macedonia (1908-1912)]*, Kyriakidis, Thessaloniki 1988.

Vandervelde, Emile, *Le pays d'Israël. Un marxiste en Palestine*, Les Editions Rieder, Paris 1929.

Varnalis, Kostas, «Δύο ανέκδοτα ποιήματα [Two unpublished poems]», *Νέα Ποίηση [New Poetry]*, 1, N° 1, November 1974.

Varnava, Pantelis, *Κοινοί εργατικοί αγώνες Ελληνοκυπρίων και Τουρκοκυπρίων [Luttes ouvrières communes des Chypriots grecs et turcs]*, Nicosie 1997.

Varoufakis, Yiannis, «Η υποχώρηση των ιδεών [Retreat of Ideas]», *Ζητήματα Παιδείας*, 2, N° 7, 2001, pp. 51-58.

Veinstein, Gilles, «Un paradoxe séculaire», *Salonique, 1850-1918. La « ville des Juifs » et le réveil des Balkans*, Autrement, Paris 1992, pp. 42-62.

Veremis, Thanos, *The Military in Greek Politics. From Independence to Democracy*, Hurst, London 1997, traduction en grec : Courier, Athènes 2000.

Vergopoulos, Kostas, *Το αγροτικό ζήτημα στην Ελλάδα. Η κοινωνική ενσωμάτωση της γεωργίας [La question agraire en Grèce. L'incorporation sociale de l'agriculture]*, Exantas, Athènes 1975, p. 196.

– «Ο ανανεωμένος εθνισμός [L'ethnisme renouvelé]», *Ιστορία του Ελληνικού Έθνους [Histoire de la Nation grecque]*, Ekdotiki Athinon, Athènes, 1977, vol. 14, pp. 56-87.

– *Εθνισμός και οικονομική ανάπτυξη [Ethnism and Economic Development]*, Exantas, Athens 1978.

Vickers, Miranda, *The Albanians*, I. B. Tauris, London - New York 1995.

Vidal, Annette, *Henri Barbusse, soldat de la paix*, Les Editeurs français réunis, Paris 1953.

Vigier, Philip, «Le Bonapartisme et le monde rural», *Der Bonapartismus. Historisches Phänomen und politischer Mythos*, Karl Hammer - Peter Klaus Hartmann eds., Artemis Verlag, München 1977, pp. 11-21.

Vygotsky, L. S., *Mind in Society. The Development of Higher Psychological Processes*, Harvard University Press, Cambridge - London 1978.

Wallerstein, Immanuel, «Globalization or the Age of Transition? A Long-Term View of the Trajectory of the World System», *International Sociology*, 15, N° 2, 2000, pp. 249-265.

– «New Revolts against the System», *New Left Review*, N° 18, 2002, pp. 29-39.

Warn, Faith, *Bitter Sea. The Real Story of Greek Sponge Diving*, Guardian Angel, Glasgow 2000.

Watts, Larry L., *Romanian Cassandra. Ion Antonescu and the Struggle for Reform, 1916-1941*, East European Monographs, Boulder 1993.

Weifang, Min, «Current Trends in Higher Education Development in China», *International Higher Education*, N° 22, 2001, pp. 22-24.

- Weinstock, Nathan, *Zionism, False Messiah*, Pluto Press, London 1989.
- Weizmann, Chaïm, *Naissance d'Israël*, Gallimard, Paris 1957⁵.
- Willetts, Peter, *The conscience of the world. The influence of non-governmental organisations in the UN system*, David Davies Memorial Institute of International Studies - Hurst, London 1996.
- Winant, Howard, *The World is a Ghetto. Race and Democracy Since World War II*, New York 2001.
- Wistrich, Robert, *Revolutionary Jews*, Harrap, London 1976.
- “Edward Bernsteins Einstellung zur Judenfrage”, dans *Juden und deutsche Arbeiterbewegung bis 1933. Soziale Utopien und religions-kulturelle Traditionen*, herausgegeben von Ludger Heid und Arnold Paucker, Mohr, Tübingen 1992.
- Yerolympos, Alexandra, *Urban Transformation of the Balkans (1820-1920)*, University Studio Press, Thessaloniki 1996.
- Zalcman, Moshé, *Histoire véridique de Moshé, ouvrier juif et communiste au temps de Staline*, Encres, Paris 1977.
- Zapantis, Andrew, *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*, East European Monographs, Boulder 1982.
- Zedong, Mao, «Οι τάξεις της κινεζικής κοινωνίας [The Classes in Chinese Society]», *Διαλεχτά έργα [Selected Works]*, Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1957.
- Zoïdis, G. - Adamos, T., *Η πάλη της Κύπρου για τη λευτεριά [La lutte de Chypre pour la liberté]*, Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1960.
- AKEL [Parti progressiste des travailleurs (AKEL)]*, travail collectif, Edition du CC de AKEL, Nicosie 1983.
- Δοκίμιο ιστορίας του ΚΚΕ [Esquisse de l'histoire du Parti Communiste de Grèce]*, t. 1 (1918-1949), Département d'Etudes historiques du comité central du Parti communiste de Grèce - Synchroni Epohi, Athènes 1995.
- Εξήντα χρόνια αγώνων και θυσιών. Χρονικό του ΚΚΕ [60 ans de combats et de sacrifices. Chronique du Parti communiste de Grèce]*, t. I (1918-1945), Edition du comité central du Parti communiste de Grèce, Athènes 1978.
- Ιστορία του ελληνοϊταλικού και ελληνογερμανικού πολέμου 1940-1941 (επιχειρήσεις στρατού ξηράς) [Histoire de la guerre gréco-italienne et gréco-allemande de 1940-1941 (Opérations de l'armée de terre)]*, Edition de l'Etat-major de l'Armée grecque - Direction du Service Historique de l'Armée, Athènes 1985.
- Στ' όρματα! Στ' όρματα! Χρονικό της Εθνικής Αντίστασης, 1940-1945 [Aux armes! Aux armes! Chronique de la Résistance nationale, 1940-1945]*, ouvrage collectif, Politikes kai Logotechnikes Ekdoseis, [Bucarest] 1967.
- Σύντομη ιστορία του ΚΚΕ. Μέρος Α: 1918-1949 (Σχέδιο) [Précis d'histoire du Parti Communiste de Grèce. Première partie: 1918-1949 (Esquisse)]*, Edition du comité central du Parti communiste de Grèce, Athènes 1988.
- Το κυπριακό προοδευτικό κίνημα νεολαίας [Le mouvement progressiste chypriote de la jeunesse]*, travail collectif, K. S. EDON, Cypre 1977.
- Χριστιανική Αδελφότης των Νέων Θεσσαλονίκης*, [Edition de la YMCA de Salonique], Salonique 1924.
- Адиѣков, Г. М. - Шахиязатова, Э. Н. - Шириня, К. К., *Организационная структура Коминтерна, 1919-1943 [Structure d'organisation du Komintern, 1919-1943]*, РОССПЭН, Москва 1997.
- Бударный, А. А., «Образование [Education]», *Большая Советская Энциклопедия [Grande Encyclopédie Soviétique]*, Москва 1970-1978³.
- Воринос, Ъ., *Комсомол Греции [L'union des Jeunesses communistes grecque]*, Молодая Гвардия, Москва 1932.
- Вукоманович, Младен, *Радничка класа Србије у другој половини XIX века [La classe ouvrière de Serbie pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle]*, РАД, Београд 1972.

Груев, Стефан, *Корона от тръни. Царуването на Борис III, 1918-1943* [*La couronne de blessures. Le règne de Boris III, 1918-1943*], Български Писател, София 1991.

Интернационализъмът на Българската Комунистическа Партия, 1892-1944. Документи и материали [*L'internationalisme du Parti communiste bulgare, 1892-1944. Documents et matériaux*], travail collectif, Институт по история на БКП - Партиздат, София 1974.

История на държавата и права в СССР [*Histoire de l'Etat et du droit*], О. И. Чистяков - Я. С. Кукушкин eds., Издателство Московского Университета, Москва 1986.

История на младежкото революционно движение в България [*Histoire du mouvement de la jeunesse révolutionnaire en Bulgarie*], œuvre collective, Народна Младеж, София 1971.

Историја Савеза Комуниста Југославије [*Histoire de la Ligue des communistes de Yougoslavie*], travail collectif, Народна Книга, Београд 1985

Казаросъян, А. Е., «Трагедия греческого и армянского населения Стамбула 6-7 сентября 1955 г. [La tragédie de la population grecque et arménienne à Istanbul, 6-7 septembre 1955]», *Вестник общественных наук*, Академия наук Армянской ССР, Ереван 1989, № 4, pp. 27-37.

Колишевски, Лазар, *Аспекти на Македонското Прашане* [*Aspects de la Question macédonienne*], Култура, Скопје 1962, traduction en grec : Nasa Kniga, Skopje 1986.

Ленин, В. И., *Полное Собрание Сочинений*, Издателство Политической Литературы, Москва 1979 (traduction française : V. I. Lénine, *Œuvres*, Editions Sociales, Paris 1958 ; traduction anglaise : V. I. Lenin, *Collected Works*, Progress Publishers, Moscow, 1977³).

Львова, Е. П., «Русско-българские культурные связи на рубеже XIX - XX вв. [Relations culturelles russo-bulgares de la fin du XIX^e au début du XX^e siècle]», *Общественные и культурные связи народов СССР и Балкан XVIII - XX вв. [Relations sociales et culturelles des peuples de l'URSS et des Balkans, XVIII^e - XX^e siècles]*, édité par Г. Л. Арш, Наука, Москва 1987, pp. 99-107.

Международное рабочее движение. Вопросы истории и теории [*Le mouvement ouvrier international. Questions d'histoire et de théorie*], travail collectif, Мысль, Москва 1980.

Наумов, Е. П., «Из истории русско-сербских культурных связей конца XVIII - первой трети XIX в. [Histoire des relations culturelles russo-serbes de la fin du XVIII^e au premier tiers du XIX^e siècle]», contenu dans *Общественные и культурные связи народов СССР и Балкан XVIII - XX вв. [Relations sociales et culturelles des peuples de l'URSS et des Balkans, XVIII^e - XX^e siècles]*, édité par Г. Л. Арш, Наука, Москва 1987, pp. 5-22.

Несостоявшийся юбилей [*Le jubilé manqué*], А. П. Ненароков ed., Терра, Москва 1992.

Николич, Коста, *Болшевиизација комунистичке партије Југославије, 1919-1929* [*La bolchevisation du Parti communiste de Yougoslavie, 1919-1929*], Институт за Савремену Историју, Београд 1994.

Октомври и Балканите [*Octobre et Balkans*], ouvrage collectif, Наука и Изкуство, София 1977.

Павлидис, П., «Бюрократизм и социалистические перевороты 20-ого века [La bureaucratie et les subversions socialistes du XX^e siècle]», *Марксизм. Прошлое, настоящее, будущее* [*Marxisme. Le passé, le présent, l'avenir*], МАКС Пресс, Москва 2003, pp. 186-193.

Ревякина, Лунза, *Коминтернът и селските партии на Балканите, 1923-1931* [*Komintern et les partis agraires dans les Balkans, 1923-1931*], Дринов, София 2003.

Турлакова, Таня, «Балканската Комунистическа Федерация и националният въпрос на Балканите (1920-1931) [La Fédération communiste balkanique et la question nationale dans les Balkans (1920-1931)]», *Проблеми на политиката на балканските комунистически партии по националният въпрос* [*Problèmes de la politique des partis*

communistes balkaniques concernant la question nationale], Институт по История на БКП, София 1987, pp. 5-75.

– «Балканската Комунистическа Федерация и Комунистическият Интернационал [La Fédération communiste balkanique et l'Internationale communiste]», *Коминтернът, ВКП(б), БКП* [Komintern, Parti communiste panrusse (bolchevik), Parti communiste bulgare], Институт по История на БСП, София 1990, pp. 230-240.

Улунян, Ар. А., *Коминтерн и геополитика: Балканският рудеж, 1919-1938 гг.* [Le Komintern et la géopolitique: les frontières balkaniques, 1919-1938], Институт Всеобщей Истории - Российская Академия Наук, Москва 1997.

Srugo, Shai, « Du port de Salonique au port de Haïfa. L'émigration des portefaix juifs de Salonique en Palestine pendant l'entre-deux-guerres », étude sous la direction de Mina Rozen, Université de Haïfa, 2003 (sous publication) [en hébreu].

7. Instruments de travail

Encyclopedia Italiana di Scienze, Lettere ed Arti, Roma 1937.

Encyclopaedia Judaica, Keter Publishing House Ltd., Jerusalem 1972.

Encyclopaedia of Zionism and Israel, edited by Raphael Patai, McGraw-Hill, New York 1971.

The Statesman's Year-book, Macmillan, London.

Εγκυκλοπαίδεια Ελευθερουδάκη [Encyclopédie Eleftheroudakis], Athens 1929.

Εγκυκλοπαιδικόν Λεξικόν Ηλίου [Encyclopédie Hélios], Athens 1949.

Μεγάλη Εγκυκλοπαίδεια Πυρσός [Grande Encyclopédie Grecque Pysos], Makris, Athènes, 1927-1929.

Большая Советская Энциклопедия [Grande Encyclopédie Soviétique], Москва 1970-1978³.

Index

**Liste des travaux
présentés dans des rencontres scientifiques ou publiés dans des revues**

1. Le mouvement ouvrier dans le Sud-Est européen pendant la période de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Continuités et ruptures.

IX^e Congrès International d'Etudes du Sud-est Européen (AIESEE), Tirana, 30 juillet à 3 septembre 2004.

2. Les mouvements sociaux dans le Sud-Est européen comme facteur d'association des peuples : le cas de la constitution de fronts en Grèce pendant l'entre-deux-guerres.

Association Internationale des Etudes du Sud-Est Européen (AIESEE), Journées balkaniques : *Politique et culture dans l'histoire du Sud-Est Européen. Facteurs d'association, facteurs de dissociation*, dans le cadre du 20^e Congrès international des Sciences Historiques, Sydney, 8-9 juillet 2005.

3. Constantinople - Istanbul. Rêve et réalité pour les Grecs.

Colloque *La chute de Constantinople : l'événement, sa portée et ses échos (1453-2003)*, CERES - Université de Manouba, Tunis, 11-13 décembre 2003.

4. Le mouvement ouvrier en Grèce, pendant la Deuxième Guerre mondiale et l'occupation du pays par les puissances de l'Axe.

Colloque international sur *Le rôle de la Grèce pendant la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945)*, sous l'égide de l'Association Internationale des Etudes du Sud-Est Européen (AIESEE), Paris, 19-21 octobre 2001.

5. Old Blunders, New Aberrations: The Marxists versus Nationalism and Racism.

International Conference on New Directions in the Humanities. The New World Order, Rhodes, July 2-5, 2003.

6. Globalisation and Nation-State: The "Balkanisation" of the Balkans.

The Global Economy and the National State, Conference of the Ho Chi Minh National Political Academy and *NST (Nature, Society, and Thought)* - University of Minnesota, Hanoi, January 9-10, 2003.

7. Ideological Inclinations and Cultural Changes in a Globalised Europe. Effects on Greece.

Consequences of the Changing World Economy for Class Relations, Ideology, and Culture, Conference of the Ho Chi Minh National Political Academy and *NST (Nature, Society, and Thought)* - University of Minnesota, Hanoi, January 9-11, 2006.

8. From "Bread, Education, Freedom" to the Activities of NGOs: The Attempt at Transition of the Fight for Human Rights in Greece from the Traditional Social Framework to Volunteering, and its Burdens.

4th International Conference of NGOs, organized by Biga Faculty of Economics and Administrative Sciences - Canakkale Onsekiz Mart University, Canakkale, Turkey, October 19-21, 2007.

9. Questions méthodologiques soulevées par l'étude du mouvement social juif de Salonique à partir de 1912.

Eleventh World Congress of Jewish Studies, Jerusalem, June 22-29, 1993.

10. Tempêtes sociales en Méditerranée orientale pendant les années 1920 : étude comparative de la participation des Juifs de Grèce et de l'Orient arabe au mouvement ouvrier

Voisinages fragiles. Les relations interconfessionnelles dans le Sud-est européen et la Méditerranée orientale 1854-1923 : contraintes locales et enjeux internationaux, Double journée d'études organisée par l'École française d'Athènes, Athènes, 26-28 septembre 2007.

11. Peasants and Workers in Tobacco Production in Greece, Nineteenth and Twentieth Centuries: Social and Cultural Lives.

The 6th International Conference on Greek Research, Department of Languages - Modern Greek Section, Flinders University, Adelaide, June 23-26, 2005.

12. Greek Islanders in the Maghreb: Sponge Fishing in the Interwar Years.

Fourth International Congress of Maritime History, International Maritime Economic History Association and Ionian University, Corfu, June 22-27, 2004.

13. Le sport ouvrier en Grèce à l'entre-deux-guerres : le cas de Thessalonique.

Etudes Balkaniques, N° 11, Edition de l'association Pierre Belon, Paris 2004, pp. 145-175.

14. Parti communiste de Grèce, section grecque de l'Internationale communiste.

Ιστορία της Ελλάδας του 20ού αιώνα [Histoire de la Grèce du XX^e siècle], éditeur Christos Chadziiosif -Université de Crète, t. 2/2 (*Ο Μεσοπόλεμος, 1922-1940 [L'entre-deux-guerres, 1922-1940]*), Vivliorama, Athènes 2003, pp. 154-201.

15. Les mouvements sociaux et leur rapport avec le bonapartisme.

Le couronnement de Napoléon Bonaparte : messages et significations, colloque international organisé par l'Académie des Sciences de Hongrie, Szeged, 18 -19 novembre 2004.

16. The Labour Movement and the Issue of Public and Private Higher Education: Developments in China and Greece in the Context of Globalisation and the Positions of Local Communist Parties.

The Socialist Market Economy and Other Theoretical Issues, Conference sponsored by NST (*Nature, Society, and Thought*) and the Academy of Marxism of the Chinese Academy of Social Sciences, Beijing, June 2-4, 2007.

17. "Freiheit, Gleichheit, Eigentum und Bentham", the Deficit in Social Rights and the Duties of the Academic Community.

Eleventh International Literacy and Education Research Network Conference on Learning, Havana, June 27-30, 2004.

18. Elements of Collective Memory in Thessaloniki as Teaching Material of History in Early Childhood Education. The Goal of Familiarising Children with Social Issues.

Twelfth International Conference on Learning, *Designs for Learning*, Granada, July 11-14, 2005.